

L'ADOPTION LYONNAISE
DES
ORPHELINS LÉGITIMES
(1536-1793)

TOME I

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 10 Juillet 1935, à 14 heures

PAR

Paul GONNET

JURY DE LA THÈSE

Président : M. GRANDCLAUDE

Suffragants { M. OLIVIER-MARTIN
 { M. PETOT

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Maresq et C^e et Ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1935

Tous droits réservés

THÈSE DE DOCTORAT

***La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.***

L'ADOPTION LYONNAISE
DES
ORPHELINS LÉGITIMES
(1536-1793)

TOME I

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 10 Juillet 1935, à 14 heures

PAR

Paul GONNET

JURY DE LA THÈSE

Président : M. GRANDCLAUDE

Suffragants { M. OLIVIER-MARTIN
 { M. PETOT

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Maresq et C^e et Ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR¹)

1935

Tous droits réservés



A LA MÉMOIRE

DE

MA MÈRE BIEN-AIMÉE

*Qu'Elle bénisse l'ouvrage que son enfant
pieusement lui dédie.*

MON GRAND-PÈRE VÉNÉRÉ, LOUIS CHARRON

Chevalier de la Légion d'Honneur.

Ancien Président du Tribunal de Commerce de Lyon.

MON FRÈRE LOUIS, DOULOUREUSEMENT REGRETTÉ

ET DE MES PARENTS DÉFUNTS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ARCHIVES ET BIBLIOGRAPHIE

Il est indispensable, en tête de ce travail, de donner quelques indications des sources manuscrites utilisées : cet ouvrage est basé, en effet, presque uniquement sur des *textes d'Archives*, principalement les Archives Hospitalières Lyonnaises, Charité et Hôtel-Dieu, surtout celles de la Charité, anciennement Aumône-Générale, dont ROLLE et STEYERT ont donné un Inventaire bon et assez complet, pour la période antérieure à 1789.

Plus qu'une liste d'ouvrages généraux et bibliographiques, je crois utile, pour le sujet à peu près complètement neuf qu'est celui-ci, de faire l'analyse des Archives lyonnaises, qui sont tout le fondement de cette étude.

A. ARCHIVES. — I. Les *Archives de la Charité*, remontant à 1534, sont inventoriées d'après le mode général de classement des Archives Hospitalières de France : elles se composent de huit séries, classées de A à H.

A. — Actes de fondation, Privilèges, Ordonnances (A¹ à ²⁰).

B. — Titres de propriétés, terres, maisons, cens, rentes, etc. (B¹ à ⁴⁰⁰).

C. — Matières ecclésiastiques, Chapelle, Aumônerie, Obituaires, etc. (C¹ à ⁵³).

D. — Inventaires généraux et partiels, etc. (D¹ à ³⁶).

E. — Actes, Délibérations et mandats de Bureau (E¹ à ¹⁵⁶⁰) (Surtout, registres).

Voici le détail de cette série *abondamment utilisée*, surtout de E¹ à ⁸⁶ :

Registres des Actes et Délibérations	E ¹ à ²⁸ : XVI ^e S., 1534-1601 (E ⁴ , 1534-36, E ⁵ , 1536-40, E ⁶ , 1540-46, E ⁷ , 1546-51, etc., cf. <i>Tableau complet</i> , p. 58.
	E ²⁹ à ⁸⁵ : XVII et XVIII ^e S., 1601-1789.
	E ⁸⁶ à E ¹⁰⁹ , Registres récapitulatifs, composés au XVIII ^e s., surtout E ⁸⁶ et ⁸⁷ .
	E ¹¹⁰ à E ¹³⁷ , Correspondance des ou aux Recteurs.
	E ¹³⁸ à E ¹⁵⁵⁶ : Comptabilité.
	E ¹⁵⁵⁶ à ¹⁵⁶⁰ : Divers.

F. — Registres d'Entrée et de Sortie des Personnes des Etablissements (F¹ à ³⁸). (Religieux, domestiques) (Inutilisables pour cette étude).

G. — Entre autres : Tutelle des enfants trouvés et orphelins.

Sous ce titre général pour toute la France, l'on a placé ici presque *tous les titres relatifs aux Enfants Adoptifs*, et, à l'Adoption : cette série est donc, à notre point de vue, du plus haut intérêt; en voici le détail : G¹ à G²¹ : Livres des Actes d'Adoptions, G¹, 1587-1617) G² (1688-1710), les suivants, tous du XVIII^e S.

G⁷⁶ à G²⁸⁴ : Ces 208 boîtes constituent *le beau et imposant dépôt des titres des enfants adoptifs* des deux derniers siècles avant la Révolution, classés avec grand soin, par ordre alphabétique, suivant le nom de famille des enfants.

Enfin, après les titres des autres enfants reçus, mais non adoptés, G³⁴¹ à G³⁴² (1) : Deux boîtes extrêmement importantes touchant le *Droit d'Adoption de l'Aumône Générale de Lyon*.

En voici le titre, qui est sur toutes les pièces de cette série : « Droit dévolu à l'Hôpital-Général de la
« Charité et Aumône-Générale de Lyon d'adopter
« les enfans des habitans pauvres de cette ville,
« depuis l'âge de sept ans jusqu'à quatorze, d'alié-
« ner leurs immeubles et de leur succéder concur-
« remment avec leurs frères et sœurs, et même,
« dans certains cas, à l'exclusion de ces proches
« parens. »

H. — Divers (sans intérêt).

Nota. — Pour plus de commodité, je me contenterai, dans le cours de cette étude, pour éviter des répétitions fastidieuses, de *citer les Archives de la Charité*, constamment utilisées, *sous la seule rubrique des lettres des Séries*, et sans les faire précéder de la mention : « Archives de la Charité » : ainsi, il sera cité : E⁴, f. 77, et non, Archives de la Charité, E⁴, f. 77.

(1) En réalité, par suite d'un nouveau classement : G³⁴⁰ et G³⁴¹. Les nombreux documents, issus de la première Boîte, et, qui sont cités aux Pièces Justificatives, porteront donc G³⁴⁰ et non G³⁴¹.

II. Les *Archives de l'Hôtel-Dieu*, malheureusement, non inventoriées.

J'ai utilisé : 1° les *Registres des Actes et Délibérations du Bureau*, qui existent depuis 1524, les archives de l'Hôtel-Dieu ne remontant qu'exceptionnellement au delà; les délibérations afférentes à l'Hôtel-Dieu, d'ailleurs, de peu d'intérêt, sont, avant cette date, mêlées avec celle de la Ville, dans les Registres Consulaires de Lyon (Archives Municipales, série BB, cf. *infra*); 2° Les deux boîtes, n^{os} 283 et 284, consacrés aux *Adoptions de l'Hôtel-Dieu* et où se trouvent les titres des *Adoptifs* de cet établissement.

III. En dehors des Archives Hospitalières, les *Archives Municipales* de Lyon, m'ont fourni, également, des renseignements précieux, touchant les adoptions par les particuliers : j'ai pu utiliser les séries BB, Registres des Actes et Délibérations du Consulat, et, GG, Œuvres d'Assistance, Hôpitaux.

IV. Enfin, aux *Archives Départementales du Rhône*, le fond important — mais non inventorié au Catalogue Général — de la *Sénéchaussée de Lyon*; j'ai consulté les recueils suivants :

Registres des Sentences (1540-1670 environ, 1 par an; beaucoup d'années manquent).

(Exposé des phases du procès, puis, prononcé de la sentence, pas très bon, ordre chronologique, mais table, en tête, des procédures, par noms des parties).

Registres des Audiences (1540-1634, plus quelques isolés postérieurs, par ex. 1674, mais tous antérieurs à 1680, 2 par an, mais des années manquent).

(Exposé des plaidoiries, puis, prononcé de la sentence, bon ordre chronologique, mais sans table).

Plumitifs des Audiences (1540 environ-1699) : comptes rendus en notes résumées et rédigées à la hâte pendant les audiences, paraissant reproduire les Registres des Audiences; *très mal écrits*.

J'ai consulté, également, les *Registres des Insinuations de la Sénéchaussée de Lyon*, du XVI^e S., et du *Bureau des Finances*, de la même époque.

B. Par contre, la BIBLIOGRAPHIE des *Adoptions Lyonnaises* est presque inexistante :

1) A propos des adoptions des particuliers, *aucun travail n'a été fait*.

2) Adoptions de l'Aumône-Générale et de l'Hôtel-Dieu : Voici les *seuls* auteurs anciens qui en aient parlé quelque peu : Henrys, *Œuvres* 1772, avec les observations de Bretonnier et Terrasson, III, p. 817 à 844.

et les diction- naires de	}	Ferrière : <i>Dictionnaire de Droit et de Pratique</i> , 1771, I, V ^o Adoption.
		Guyot : <i>Répertoire de Jurisprudence</i> , t. I, V ^o Adoption.
		Prost de Royer : <i>Dictionnaire de la Jurisprudence et des Arrêts</i> , 1783, t. III, V ^o Adoption.
		et l' <i>Encyclopédie de Jurisprudence</i> , 1778, t. III, V ^o Administration des Hôpitaux.

Les auteurs l'ont à peine mentionnée (Viollet, *Précis*, Brissaud, *Manuel*). Par contre, l'Adoption des Hôpitaux de Lyon est mentionnée, et parfois rapidement examinée, dans les ouvrages suivants :

CROZE, Histoire de l'Hôtel-Dieu de Lyon, 1^{re} partie, Lyon, Audin et Cie, 1923.

CROZE, Histoire de l'Hôpital de la Charité, 1^{re} partie, Lyon, Audin et Cie, 1934.

MONO, Notice historique sur l'Hôpital de la Charité de Lyon (Arch. Hist. et Statistiques du Département du Rhône, t. 8, 1829).

DAGIER, Histoire chronologique du Grand Hôtel-Dieu de Lyon (1830).

FAYARD, Histoire administrative de l'Œuvre des Enfants Trouvés (1873).

DE BOISSIEU, les Origines de l'Aumône-Générale, 1907, et l'Aumône-Générale de 1534 à 1562 (Revue d'Histoire de Lyon, 1909).

Abréviations usuelles et Remarques.

L'Inventaire des Archives Hospitalières, rédigé par Fortuné Rolle, archiviste de la Ville de Lyon, et Steyert, de 1874 à 1880, 4 tomes, plus une table des matières due à M. Breghot du Lut, 1908, sera désigné sous la mention abrégée : Inv. Rolle, ou simplement Inv., tel tome, telle série, telle page (Ex. : Inv., II, E, p. 10).

Les textes des Archives de l'Hôtel-Dieu seront annoncés : Arch. H. D., telle boîte ou tel registre.

Les Pièces Justificatives sont divisées en deux séries: 1) les pièces se rapportant aux adoptions par les particuliers, qui seront annoncées : P. J., dans la Première partie de cet ouvrage, et *P. J., Adoptions*

par les particuliers, dans l'Introduction et la Deuxième Partie; 2) les pièces se rapportant aux Adoptions par l'Aumône-Générale et l'Hôtel-Dieu, qui seront citées avec les seules initiales P. J.

Nota : Les textes du XVI^e S., cités dans le corps de l'ouvrage ou dans les Pièces, *seront datés d'après le nouveau style* instauré par l'Edit de Charles IX, reportant le début de l'année, de Pâques au 1^{er} janvier. Ceci est bien à noter, car, d'après le mode de computation adopté, l'Aumône-Générale fut constituée, soit le 25 janvier 1533 (a. s.), soit le 25 janvier 1534 (n. s.). Le second mode de computation, mode moderne, sera seul employé ici.

INTRODUCTION

L'ADOPTION A ROME ET EN FRANCE DANS L'ANCIEN DROIT

L'Adoption, mode artificiel de création de la filiation, et, moyen habituel de se faire un héritier légitime aux droits égaux à ceux de descendants naturels — car elle a toujours eu ces deux caractères de création de filiation et de droit successoral, sans cela, *ce n'est pas une adoption* —, a existé depuis la plus haute antiquité : quoique contraire, en son essence, au droit naturel — puisqu'elle est faite pour corriger la nature — elle s'apparente pourtant à ce point aux inclinations des hommes qu'ils l'ont, on peut le dire, toujours *reconnue* dans leurs relations juridiques. Car — et c'est ici son second caractère fondamental — l'Adoption étant, par la force des choses, institution anormale, par conséquent, exceptionnelle, *ne se présume pas*, et ne saurait exister en dehors d'une *reconnaissance expresse du droit positif*, ou, au moins clairement admise par une coutume bien fixée. Elle est une *institution de Droit Civil*; aussi, *peut-elle être rejetée*, de même qu'elle peut être admise pour les deux caractères précédents : qu'elle

n'est pas essentielle à la nature des choses (comme le sont le mariage, les droits des héritiers du sang), et que, pour exister, il lui faut une reconnaissance formelle de la législation en vigueur : le droit français des XVII^e et XVIII^e siècles constituera, comme nous le verrons, un exemple de cette prohibition.

Il n'est pas question de parler ici de l'Adoption chez les peuples primitifs, ni même dans les civilisations méditerranéennes ¹. A Rome, elle remonte aux origines mêmes de la cité : elle nécessita, pendant longtemps, une *loi*, tout comme le testament, car tous deux contrariaient *l'ordre naturel de dévolution* dans la « gens » et troublaient les relations établies; aussi, les Comices Curiates devaient-elles édicter une véritable disposition législative, autorisant tel paterfamilias à se donner par l'Adoption un successeur légitime. Bien vite, dans l'Adoption Romaine, se distinguèrent deux modes : *l'adoption d'un fils de famille* « *alieni juris* », et, *celle d'un père de famille* « *sui juris* ».

L'adoption du fils de famille — qualifiée plus tard d'« adoption proprement dite » ou « *stricto sensu* » — ne nous retiendra pas dans la forme qu'elle avait anciennement, car elle n'influença pas le droit ultérieur des peuples occidentaux, ayant disparu presque entièrement au Bas-Empire. Un citoyen Romain, sans descendant, qui voulait adopter un enfant, encore en puissance de père, n'y parvenait que par une triple série d'affranchissements et d'achats (manu-

(1) L'Adoption fait l'objet, en Grèce, par exemple, de dispositions expresses des lois de Solon.

missiones et coemptiones) qui parvenait à détruire l'ancienne « patria potestas » du père et à détacher l'enfant de tout lien avec celui-ci, et à le faire tomber dans la « patria potestas » du père adoptif, dans la famille duquel il acquérait tous les droits d'un « sui juris » et dont il devenait l'agnat. Toutes ces opérations se faisaient devant le magistrat, la forme judiciaire devait d'ailleurs rester. C'est tout ce que je crois utile de dire d'une adoption que le droit de Justinien, après une lente désuétude de l'institution, a fait disparaître : depuis, l'adoption du fils de famille ne produit aucune « mutatio familiae », — sauf deux cas exceptionnels —, l'enfant ne sort pas de sa famille originelle, et n'acquiert dans celle de l'adoptant d'autre droit que *celui de lui succéder ab intestat*, sans que le père adoptif, jouisse d'un droit analogue sur les biens de l'adopté prédécédé. *L'adoption aboutit ainsi à la seule attribution d'un droit de succession* : l'adoption du code civil de 1804 n'a pas d'autre effet. Constatant cet *unique* effet de l'adoption proprement dite Justinienne, l'éminent historien, Paul Viollet², en a conclu que, au XVI^e siècle encore, le critérium de l'adoption est ce droit de succession : là où il existe, il y a une adoption; là où il n'existe pas — quand bien même y aurait-il des présomptions en faveur de l'adoption — *il n'y a pas d'adoption*; et il ajoute — cela est plus discutable — *qu'au XVI^e siècle, en France, l'adoption ne donne plus le droit de succession, partant, qu'elle n'existe plus dans notre pays*. Avant d'étudier la question, il faut parler mainte-

(2) VIOLLET, *Histoire du Droit Civil Français*, 1905, p. 530.

nant de la seconde sorte d'adoption que connaissait le Droit Romain.

L'adoption d'un père de famille par un autre père de famille, appelée « *adrogation* », a gardé, même dans le droit de Justinien, ses principaux effets et attributs : l'importance de l'opération se conçoit, quand on considère que, non seulement, *l'adrogé*, mais toute sa famille, tous ceux qu'il avait dans sa « *potestas* », passaient alors dans la « *familia* » et la « *potestas* » de *l'adrogeant* : pareil bouleversement dans l'ordre des « *gentes* » fait comprendre qu'il fallait originairement, dans la société immuable qu'était, à l'exemple de toutes les sociétés primitives, l'antique société Romaine des Douze Tables, une loi expresse pour l'autoriser, pour permettre à un « *civis Romanus* » de faire une « *adrogation* »³. L'adrogé devenait le « *filius familias* » de l'adrogeant. La « *capitis deminutio* » qui le frappait était véritablement ici, une extinction et non une diminution de sa personnalité antérieure, qui s'absorbait dans celle de son père adoptif : sa condition de « *sui juris* » disparaissait⁴, et il naissait à celle de « *filius* », « *alieni juris* », dont il avait toutes les incapacités, en matière de testament, donations, prêts, obligations, etc... Il devenait l'agnat de l'adrogeant et des membres de sa gens, tout comme un descendant naturel. Les droits de succession étaient réciproques entre adrogeant et adrogé.

(3) L'étymologie d'« *adrogation* » s'expliquerait, ainsi, par cette nécessité d'une « *rogatio* » au peuple romain, réuni dans ses Comices par Curies.

(4) Néanmoins les obligations délictuelles subsistaient; mais il en était de même de tout *filiusfamilias*.

Tous ces caractères subsistent pendant toute l'histoire du Droit Romain : seule, la forme des adrogations se modifiera : si, au début, elle ne pouvait se faire que devant les Comices Curiates, plus tard, elle nécessitera un rescrit du prince; mais la pratique tendit à supprimer ce caractère d'acte octroyé par l'autorité souveraine : le Bas-Empire Oriental (papyri) connaît une adrogation par contrat.

A mesure que l'ancienne société romaine, avec le Christianisme, perd de sa rigidité, à mesure que s'étend la famille cognatique, que les liens de l'agnation deviennent plus souples et plus théoriques, les inconvénients de l'adrogation s'atténuent, l'adoption d'un *paterfamilias* paraîtra un acte moins révolutionnaire, et ne pas nécessiter la mise en branle des pouvoirs publics : la convention des parties ou l'autorisation du juge seront jugées suffisantes.

En définitive, le droit romain, dans son dernier état, reconnaissait : 1° *l'adrogation d'un « sui juris »*, qui produisait encore *tous ses anciens effets*, quoique apparaissant quelque peu anachronique dans une société où la « *patria potestas* » était chaque jour moins souveraine; 2° *l'adoption de l'alieni juris* qui n'avait qu'un résultat : *l'attribution d'un droit de succession à l'adopté*.

Après les invasions, et la régression de la civilisation romaine dans le Haut Moyen-Age, l'adoption, que connut encore la société franque, est considérée par les anciens auteurs comme ayant disparu complètement, et, dès le XV^e siècle, elle est présentée par eux comme repoussée par une « coutume invétée-

rée » : DE MASUER A POTHIER, C'EST UNE AFFIRMATION UNANIME :

1° *L'adoption ne donne plus le droit de succéder* : c'est sur cette base que Paul Viollet considère, à son tour, la disparition de l'adoption romaine en France.

2° Elle ne saurait *faire révoquer la donation pour cause de survenance d'enfant*, ni donner le droit à la *légitime* : l'adopté n'est pas un descendant légitime.

3° Il n'a pas le *retrait lignager*, car il n'est pas un descendant du sang.

4° Le père adoptif n'acquiert aucun *droit de succession*, et il n'exerce *aucune puissance* sur l'enfant adopté.

C'EST AUTREMENT DIRE QUE L'ADOPTION, DÉPOURVUE D'EFFETS PRATIQUES, N'EXISTE PLUS.

Cette constatation de disparition de l'adoption en France, nul n'est mieux qualifié à la reconnaître, parmi tous les auteurs du XVIII^e siècle, que le jurisconsulte lyonnais PROST DE ROYER, auteur du « Dictionnaire de Jurisprudence et des Arrêts », paru à partir de 1783; celui-ci, en effet, en qualité d'*Administrateur de la Charité de Lyon, le seul lieu de France où, comme on le verra, l'adoption soit encore pratiquée à cette époque*, était très bien placé pour porter un jugement informé sur la question, puisque tous les jours, pendant des années, il fut *témoin ou acteur des adoptions lyonnaises des orphelins légitimes* : or dans son article au V^o « *Adoption* » ⁵, le plus développé et le plus savamment documenté qu'ont écrit

(5) PROST DE ROYER, *Dictionnaire de Jurisprudence et des Arrêts*, 1783, Lyon, III.

les encyclopédies du siècle sur cette institution, il constate, lui aussi, que l'adoption, en général, n'existe plus en France. Résumant l'état de la doctrine universelle des auteurs depuis deux siècles, il écrit :

« En ouvrant nos livres classiques, vous trouvez toujours ce texte : « *l'adoption est abolie ou l'adoption n'est plus en usage* ». Et il continue, en citant BOUTARIC, dans ses *Institutes* : « nous avons cru sans doute
« que les adoptions étoient également contraires aux
« lois de la nature et du christianisme, qui nous font
« regarder les droits des pères sur les enfans, comme
« des droits sacrés et pour ainsi dire inaliénables; les
« devoirs et les obligations des pères envers les en-
« fans, comme des obligations personnelles dont il
« n'est pas permis de se décharger sur des personnes
« étrangères. A cette manière, inventée par les Ro-
« mains, de perpétuer le nom au défaut d'enfans na-
« turels, nous avons substitué les donations et substi-
« tutions à la charge de porter le nom et les armes du
« donateur et du testateur » ⁶.

PROST DE ROYER et BOUTARIC émettent l'opinion que devait reproduire le tribun GRENIER, qui composa, en 1807, une dissertation sur l'adoption; c'est une idée juste qui voit *dans le développement des institutions contractuelles*, de ce moyen « Français » de se faire un héritier, la raison véritable de la disparition de l'adoption en France, alors qu'elle subsista dans les

(6) PROST DE ROYER, *op. cit.*, p. 105.

(7) J. GRENIER, *Traité des Donations, Testaments, etc... suivi d'un traité de l'adoption et de la tutelle officieuse, précédé d'un discours historique sur l'adoption*, 1807, Tome III, p. 467 et suivantes.

pays voisins. Ce n'est ni le Christianisme, ni le système féodal⁸ — que d'aucuns considèrent comme la raison de la disparition de l'adoption — qui ont le plus contribué à cette désuétude. Le Christianisme, comme je le montrerai plus loin, ne saurait condamner une telle institution, seulement *l'abus de cette institution*; quant à la féodalité, il est remarquable que, dans le monde musulman, elle ait précisément contribué à favoriser l'adoption⁹, que les civilisations chrétiennes de l'Occident ont repoussée ! Chez nous, en effet, la règle s'appliquait : « In feudum adoptivus non succedit »¹⁰, et il faut reconnaître que l'adoption était gênante pour l'exercice du droit de retrait féodal ou d'échute de main-morte. Mais, en dehors du cadre féodal, nulle raison de la prohiber : c'est plutôt, alors le désir de conserver les biens dans les familles qui dans la société conservatrice des milieux bourgeois des derniers siècles de l'Ancien Droit, a agi contre l'adoption; cependant les grandes familles ne se faisaient pas faute de pratiquer les conventions à charge de porter le nom, ce qui aboutissait au même résultat que l'adoption. Plus qu'*abolie*, l'adoption a donc été « *remplacée* ».

La satisfaction de se donner un enfant, alors que l'on ne peut en avoir par la nature, ou de donner un père à un orphelin, cela seul l'adoption peut le procurer, et, il semble bien que là, elle ne puisse pas être

(8) Les développements qui suivent, rapidement esquissés ici, seront repris plus loin, *Deuxième Partie*, l'Adoption Lyonnaise des Orphelins Légitimes, T. II, ch. II, sect. 3.

(9) GRENIER, *op. cit.*, p. 487.

(10) Livre des Fiefs, L. II, T. XXXVI.

remplacée. Or, c'est précisément, en cette matière, que nous constatons sa survivance.

C'est que l'adoption n'a pas seulement un but utilitaire, qui, seul, a trop souvent été pris en considération, mais un but de bienfaisance. Les auteurs ne sont pas allés regarder, pour appuyer leur affirmation que l'adoption n'existait plus, *la pratique hospitalière*, dans les asiles où l'on recueillait les enfants trouvés, dans les « conservatoires » d'orphelins pour voir s'il existait, là, des actes d'adoption. Et pourtant... ! Je ne cite que quelques exemples : à Lyon, où j'ai pu consulter les Archives Hospitalières et autres, où trouve-t-on les textes d'adoption qui font l'objet de la première partie de cette étude ? Est-ce dans les Archives Notariales ou de la Sénéchaussée du XVI^e siècle ? Pas une. Dans les Archives Hospitalières, registres journaliers des actes faits par les Hôpitaux : *une cinquantaine*. Les adoptions de Paris, à la même époque, que M. OLIVIER-MARTIN, a relevées ? Sur quatre, *au moins, deux adoptions de bienfaisance* ¹¹. L'adoption du Gard, que j'ai retrouvée, de 1551 ? *Dans les registres de l'hôpital du Pont-St-Esprit*. Les adoptions Italiennes, adrogations ou adoptions en plein XVIII^e siècle ? *Dans les registres de l'hôpital du St-Esprit de Rome*. A Naples ? Sur des enfants de *l'hospice Sancta-Maria Annunziata*. Que ces quelques faits permettent des généralisations, je le

(11) Des quatre adoptions parisiennes de 1484, 1540, 1545 et 1552, que M. OLIVIER-MARTIN a citées (j'en parlerai plus longuement, pp. 49-51, *infra*), celle de 1540 est l'adoption d'un enfant de trois ans, fils d'un « manouvrier » et de sa femme, décédés à l'Hôtel-Dieu, et, celle de 1552 est celle d'une orpheline de mère, abandonnée de son père; je reproduis ce dernier texte, p. 50, *infra*.

crois; pour l'instant, je me borne à souligner l'intérêt des Archives Hospitalières, trop ignorées des chercheurs.

En conséquence, l'affirmation, quoique massive des auteurs, est à examiner d'un peu près en présence des lumières que nous apportent les textes d'archives : Ne pouvant traiter cette question à fond — ce n'est pas mon sujet précis — je me borne à quelques explications.

Au XIV^e siècle encore, un auteur bien connu écrit *que l'adoption est en usage*, soit dans les pays de droit écrit, soit dans les pays de droit coutumier : Jean BOUTEILLIER, dans sa Somme Rurale, constate *que quoique rare, elle était en usage de son temps, et, il indique les moyens de la réaliser.*

Il faut citer la brève mention, malheureusement, non prouvée, de LOBINEAU, dans son Histoire de la Bretagne, *qu'au XIII^e siècle, on adoptait, selon les modes du droit romain, dans la région Nantaise.* Il ne faut pas oublier non plus l'adoption d'Artus de Bretagne, 15 août 1428, et, si Chopin, un siècle plus tard, dira qu'elle était si peu solide et si controversable qu'il fallut la faire approuver par le Roi, cette approbation royale n'était-elle pas au fond le rescrit habituel du prince ?

Constatons, de plus, que *ce n'est qu'à partir du XV^e siècle*, qu'on nous atteste la disparition de l'adoption en France. L'adoption, avant cette époque, n'est pas déclarée abolie : MASUER est le premier qui la déclare

pour telle à la fin du XV^e siècle ¹².

Néanmoins, à l'inverse de la majorité des auteurs, il faut relever que 1^o) Johannes BERBERII, dans son « *Viatorium utriusque juris* » constate que l'adrogation, rare cependant, est pratiquée en Provence à la fin du XV^e siècle, début du XVI^e. La pratique Proven-

(12) MASUER, *Pratique Judiciaire*, titre XVI, De Probatione. N^o 38; Seuls les enfants naturels, non les *adoptifs* ont des droits successoraux. Après lui, presque tous les auteurs du XVI^e siècle; Je cite : BENEDICTUS, *ad cap. Raynut.*, in verbo « Et uxorem », Decis. 5, N^{os} 196 et 197; idem, TIRAQUEAU : 1) *Traité variés*, Lyon, 1615, le Mort saisit le vif, Décl. XIII, N^o 2, « IN GALLIA, II (Adoptivi) NON SUCCEDUNT »; 2) *De jure Primogeniorum*, Lyon, 1602, p. 680, N^o 10 et 11; N^o 11 : ADOPTIVI IN GALLIA NUNQUAM SUCCEDUNT. 3) Cf. *Commentaires sur la lex « si unquam »*, Lyon 1587, Gl. Susceperit liberos, N^o 22, p. 150 à 182. DUMOULIN *Opera omnia*, 4 T. in-folio, 1657; I, Coutume de Paris, tit. 1, § 2 et 3, Gl. 2, v^o. « Descendants », N^o 10, f. 248 : « HUIUSMODI COGNATIONE LEGALI NON UTI-
« MUR AD EFFECTUM SUCCEDENDI VEL RETRACTUS PROXIMITATIS... Nec
« potest legitimus tantum (=adoptivus) quicquam habere vi
« successionis, sed solum vi donationis aut contractus.... non est
« saisitus per consuetudinem, sed tantum apprehensione et de
« consensu vel permissione eorum ad quos alias spectaret ». Plus loin, cette déclaration importante du grand jurisconsulte qui *laisserait entendre une certaine survivance de l'adoption*, reconnue, dit-il expressément, dans la mesure où la puissance paternelle est admise : « QUEMADMODUM GALLI QUADAMTENUS TANTUM
« UTUNTUR PATRIA POTESTATE, ITA ET ADOPTIONE. Patrias Potestas non
« dat, nec tollit jus suitatis vel succedendi apud nos, ut nec inter
« emancipatos, et multominus adoptio ».

OLIVERIUS TEXTOR, Turonensis S. C., *De Successione ab intestato*, N^o 52 : « Hodie autem ex generali consuetudine regni Franciae
« filii ADOPTIVI TANTUM, sicut bastardi, non succedunt ab intestato
« parentibus civilibus... Et sic hodie parum prodesset adoptio,
« nisi in solatium liberorum amissorum ». Mais là aussi, restriction remarquable, en faveur de l'adrogation et des deux cas exceptionnels d'adoption « stricto sensu » : « Benedictus, écrit
« l'auteur, dicit de adoptivis simpliciter, quia si dati essent in
« adoptionem conjuncte personae in gradu proximiori, et succe-
« derent jure sanguinis et patriae potestatis si succedere vellent.
« Et idem forte in arrogatis propter cautionem, quae in arroga-
« tione apponi solet, vel subintelligi. » (Tractatus Universi Juris, Venise, 1585, Tome VIII, Partie I, f. 373, n^{os} 49 à 52).

CHOPIN : 1) *Commentaires sur la coutume d'Anjou*, (pp. 250-275, 277), (in-folio, avec les *Privilèges des Rustiques*) : l'Adoption est tellement peu sûre en France qu'Artus de Bretagne fit confirmer la sienne par le Roi Charles VII. A son avis, elle ne vaut que si tous les intéressés y consentent. Après avoir parlé de l'Adoption Romaine et de l'Adoption par la barbe, il ajoute : « mais il y a

cale connaît d'autre part, les adoptions jusque vers le milieu du XVI^e siècle (archives notariales d'Aix-en-Provence, Carpentras, Barjole, etc., cf. AUBENAS, l'adoption en Provence, *R. H. D.* 1935).

« longtemps que toutes ces observations et vieilles pratiques de
« l'antiquité sont hors d'usage : car il est certain par nos coutumes, que la condition de la naissance illégitime n'est point
« purgée par la qualité de fils, donnée par un père, et celui qui
« est bastard, n'est pas rendu légitime ni capable de succéder et
« généralement tout ce qui a esté écrit touchant le droit de succéder des enfans naturels ou adoptéz, es bien de leur père est
« aboly en France ». (Euvres Complètes, Ed. 1662, tome I, L. III, Ch. III, titre 11, 13, page 363.) 2) ... les enfans adoptifs ne sont
« pas plus capables de la succession paternelle ou maternelle
« que les bastards et naturels par la Coustume générale de France ». (Avant-propos sur les Règles Communes des Coutumes de France, partie II, question I, p. 28).

GUÉNOIS, *Conférence des Coustumes de France*, 1596, Tome I, p. 9 v^o, en note sous les articles des Coutumes de Saintonge et de la Salle de Lille : « Adoption n'a point de lieu en France, s'il
« n'y a contrat exprès et permis » (c'est autrement dire qu'elle n'a pas d'autre valeur que celle d'un contrat).

AUTHOMNE : *Conférence du Droit Romain et du Droit Français* : Malgré les longues dissertations de Cujas, Alciat, et autres, les adoptions ne sont pas en usage en France, malgré, aussi, un arrêt de Bordeaux qui valida les prétentions d'un affilié et qui, d'après AUTHOMNE ne doit pas être tiré à conséquence, étant survenu quelques temps après un autre arrêt contraire. D'autre part, cela ne s'observe qu'entre nobles.

CHARONDAS DE CARON : *Pandectes du droit Français*, Livre 2, T. 6, p. 64 : « Le droit français ne reconnaît pour enfans légitimes que
« ceux qui sont tels par nature, et non ceux que le droit romain
« fait par adoption, laquelle ni pareillement l'adrogation ne sont
« en usage en France, comme BARO, sur les institutions, et autres
« ont observé, même Masuerius, de probatione, et Benedic.
« in cap. Rainutius, etc... qui témoignent que les enfans adoptifs
« ne sont capables de succéder non plus que les bastards, et enfans naturels seulement, à ceux qui les ont adoptés. Autrefois
« l'adoption a été usitée en France même entre les Rois et
« Princes... etc. ». Cf. *Observations*, V^o Légitime, début, et, *Commentaires sur la Somme Rurale de Bouteillier*, livre I, Tit. des Fils Adoptifs, 94, où il déclare que ce que dit Bouteillier sur les Adoptions n'a pas d'intérêt, car elles ne sont plus en usage.

IMBERT : *Enchiridion*, ou, « *Recueil de Droit Ecrit* », V^o Fils adoptifs, page 103 (1611) : « Fils (adoptif) en France ne succède point... etc., (citation d'auteurs précédents). Voire n'est
« reçu au retraits », comme pour les bâtards légitimés par le Prince.

C'est ce que THÉVENEAU constate aussi à propos du Poitou au V^o Retrait Lignager : « le fils adoptifs ne le peut (exercer) ».

2°) Philibert BUGNYON, Jurisconsulte Lyonnais du XVI^e siècle, nous apprend, dans ses « *Lois abrogées* », que si l'adrogation n'est plus en usage au moins dans ses formes anciennes, il subsiste encore une certaine adoption, *celle d'un fils donné en adoption par son père à un autre*. Ceci est assez important pour être relevé. Remarquons que c'est précisément à Lyon, dont les adoptions par les particuliers et par l'Aumône-Générale feront l'objet de cette étude, que cet auteur constate une certaine survivance de l'adoption romaine.

3°) D'autre part, la pratique du Haut-Languedoc, au moins, connaît encore l'adoption, au XVI^e siècle (cf. acte de « donation de fils adoptif » de 1552, fait par les Recteurs de l'Hôpital du Pont St-Esprit)¹³.

(Paraphrase aux lois municipales et coutumes du Comté et pays de Poitou, de nouveau réformées, p. 275 à l'art. 371).

Pour terminer, je me contente de renvoyer aux nombreux auteurs cités par DESPEISSES, *Omnia Opera*, tome II, Successions testamentaires et ab intestat, partie II, T. I, p. 435 § 52 et 53 (1750), qui nomme Jean PAPON, Petr. GRÉGOR., GRIMAUDET, BACQUET (*Droit d'Aubaine*), Etienne PAPON (*Commentaires sur la loi « Si unquam » du Code*), Guillaume RANCHIN, *De successionibus ad intestato*, BARRY, *Livres 1 et 18*, MORNAG, « *De adoptione* ».

(13) L'acte suivant, que je dois à l'obligeance de M. l'archiviste du Gard, est extrait du registre des arrentements des biens des Eglise, maison et hôpitaux, depuis le 2 décembre 1548 jusqu'au 5 mars 1555 :

Donation de fils adoptif de Thomas Silvestre de l'Hôpital du Saint-Esperit.

L'an mille cinq cent cinquante ung et le dernier jour du mois de mars, très chrétien prince Henry, par la grâce de Dieu roi de France régnant, en présence de moy notaire royal sobssigné et des tesmoings sobs nommés, estably en personne frère Philip Cabrol prebstre, et maistre Claude Pichot, appoticcaire, recteurs des pont, esglise, maison et hospital du Pont-Saint-Esperit, lesquels de leur bon gré, pure et franche volonté, et tant en leurs noms que de noble Jehan de Piolenc, seigneur de Saint Julien de Peyrolas et Michel Bellin, recteurs desdit pont, esglise et hospital dudit Saint-Esperit, ont donné et baillé en fils adoptif un enfant dudit hospital si le plaisir de Messieurs les recteurs desdits pont, esglise, maison et hospital estoit tieu. A ceste cause, ledit Etienne de Vi-

4^o) L'adoption qui était en vigueur en Allemagne¹⁴, existait-elle dans les provinces limitrophes, qui, comme la Lorraine, n'étaient pas rattachées encore au royaume de France ?

Nicolle de LESCUT, dans son Commentaire des

geron, natif du lieu de Peyrigort, et à présent habitant de Capderousse, assavoyr est ung enfant bastard dudit hospital nommé Thomas Silvestre, de l'eage de sept ans o¹ environ, illec présent, et par ledit Estienne Vigeron eu et reçu, et par les mains desdits recteurs à luy bailhé moyennant ce que ledit maistre Vigeron sera tenu et devra iceluy Thomas Silvestre, sondit fils adobtif, nourrir, vestir, chausser, alimenter et iceluy faire apprendre et endoctriner ès letres et bonnes meurs, comme ung bon père de famille est tenu faire à son enfant et ce toutesfoys une anée les paictes que s'ensuyvent. Et premièrement a été paicté que ledit maistre Vigeron sera tenu et devra de ce faire, a promis bien, et deuement, selon sa faculté et puyssance, nourrir, vestir, chausser et autres chaus es bailler et fournir audit Thomas Silvestre, sondit fils adobtif, et icelluy faire apprendre en bonnes meurs et aultrement, se auroyt faict envers luy comme s'il estoit son fils naturel et légitime. Item aussi a esté de paicte que ledit Estienne Vigeron sera tenu et devra, quant ledit Thomas Silvestre sera d'eage de mettre de mestier lequel il voudra, le luy mettre et faire apprendre comme s'il estoit son fils naturel et légitime. Promettant lesdites parties et chascune d'icelle, tout ce que dessus tenir, garder et observer, et pour ce faire en ont obligé : assavoir est lesdits recteurs tous et ungs chascuns les biens dudit hospital et ledit Estienne de Vigeron sa personne propre, tous et ungs chascuns ses biens meubles et immeubles, présents et advenir aux forces et rigueurs de la court présidiale de Monsieur le Sénéchal de Beaucaire et Nismes, conventions royaulx dudit Nismes, court commune dudit Saint-Espérit, et chascunes d'icelles, par lesquelles ont volu et consenti estre constraints joute la force et rigueurs d'icelles. Et ainsi l'ont promis et juré aux saints évangilles de Dieu manuellement touchés, en vertu et force duquel serement ont renoncé et renuncet à tous droicts et exceptions que sur ce ils pourroient venir. De quoy chascune desdites parties en ont demandé acte et instrument leur estre faict par moy notaire sousigné. Faict audit Saint-Espérit, et dans la maison dudit hospital, presents à ce, François Selhier et Antoine Gibaudy, dudit Saint-Espérit habitants, pour tesmoingts appellés.

(14) Sur l'adoption en Allemagne, cf. particulièrement, Christiani Thomasius, *Dissertationum Academicarum varii imprimis juridici argumenti* (1777), t. III, p. 865, paragraphes IX, X, XI, XII, etc... sur la permission accordée, entre autres, aux comtes palatins, en 1642, d'adopter ou d'aroger des fils ou filles et de confirmer les adoptions et adrogations des particuliers. Le Code Bavafois de 1756 permet l'adoption; le Code Prussion de 1794, aussi.

Institutes de Justinien (1543), décrit longuement *le mécanisme de l'adrogation et de l'adoption romaines, sans préciser le moins du monde qu'elle soit abolie en son temps*¹⁵. Comme sur d'autres points il signale la désuétude de certaines institutions, on peut en déduire que *l'adoption romaine était en vigueur en Lorraine*, le pays dont il s'occupe et dont il est originaire.

D'autre part, au siècle suivant, le Dictionnaire de FURETIÈRE — qui, évidemment, n'est pas un auteur juridique — au mot « adoption », précise que, si elle n'est pas pratiquée en France au XVII^e siècle, *la question est discutée pour la Lorraine*.

Les Auteurs Littéraires eux-mêmes du XVI^e siècle parlent de l'adoption. Sans nous arrêter au titre de « *fille d'alliance* » que Montaigne donnait à Mlle de GOURNAY, la comédie « *Les Esprits* » de Pierre de LARIVEY, champenois — fils d'Italien, il est vrai —, 1579, faite à Châlons-sur-Marne, met en scène un *fil adoptif*, qui traite l'adoptant comme son père, l'appelle comme tel, lui doit obéissance et respect, traite avec lui de son mariage¹⁶. C'est, certes, curieux : néan-

(15) *Les Institutions Impériales*, 1543, Paris (Bibl. Nat. F. 24085).

(16) Déplorant avec sa femme leur manque d'enfants, le vieillard Hilaire, tout au début de la pièce, dit en parlant de son frère : « Et s'il a eu trois enfans, il n'en a plus que deux, parce que, voyant que nous n'en avions point, il nous a donné Fortuné, son plus jeune, que nous entretenons, aymons et caressons comme s'il estoit de nous deux, et peut-estre d'avantage, pource que vous ny moi n'avons eu de luy les peines et travaux que donnent les enfans quand ils sont petitiz » (Acte I, scène I). Hilaire et Fortuné, l'adoptant et l'adopté, Acte IV, Scène II :

Hilaire — Fortuné m'a dict que je le trouverai icy.

Fortuné — Je vous ay obey, mon père.

Hilaire — Ho ! tu as bien faict.

Fortuné — Que vous plaist-il me commander ?

Hilaire — Tu sçays QU'ENCORES QUE JE TE PUISSE COMMANDER, je

moins, il y a là, si les comédies sont un témoignage des mœurs contemporaines, une preuve, plus pour la société Italienne du début du XVI^e siècle que pour la France, car « Les Esprits » sont une traduction presque littérale de « *l'Aridozio* » de Lorenzino de Médicis (1521). Néanmoins, qu'un auteur Français ait eu l'idée de mettre sur scène une telle situation, cela mérite, malgré tout, un rappel, au moins.

Si nous passons maintenant aux XVII^e et XVIII^e siècles, les Auteurs continuent à considérer, cette fois-ci unanimement, l'adoption comme bien abolie en France : je me contente de citer quelques noms un peu importants.

1) Denis LEBRUN, *Traité des Successions*¹⁷ : « Quoique les Adoptions aient été de tous temps en usage chez la plupart des Nations, la nôtre ne les a point conservées »¹⁸.

t'ay toujours prié, et n'y veux pas encore commancer, mais bien te veux-je avertir.

Fortuné — O Dieu ! que ce soit chose que je puisse faire, affin que je ne tombe pas en désobéissance ! etc.

Reconnaissant de la bonté avec laquelle Hilaire lui pardonne ses débordements, Fortuné s'écrie. « O Dieu ! que je fus heureux quand il (le père naturel) me donna à vous, *jet qu'il vous pleut me recevoir et tenir pour vostre fils* (Acte IV, sc. III), et, sur le même sujet, à l'Acte V, sc. V :

« *Mon père, je suis en cecy aultant redevable comme si de rechef vous m'aviez adopté* ».

Le texte des « Esprits », une des meilleures comédies françaises du XVI^e S., est intégralement retranscrit dans Edouard Fournier, *le Théâtre français aux XVI^e et XVII^e s.*, T. I, p. 139 à 228. Dans la pièce italienne dont j'ai pris connaissance dans une ancienne édition, en tête, dans la liste des personnages, le jeune homme est qualifié expressément de « *filz adoptif* ».

(17) L. III, ch. III, *Des Adoptions et Affiliations*, p. 414 à 421.

(18) Il ajoute que quelques unes des provinces françaises pratiquent les « affiliations ». Pour ne pas allonger par trop cet exposé, simplement introductif, j'écarte volontairement toute la question des affiliations et des subrogations, qui demanderait à elle seule toute une étude : il n'en sera donc absolument pas question, ici, sauf pour dire que de pareilles institutions n'ont au

2) DE LAUNAY¹⁹, BOUCHEL²⁰, DESPEISSES²¹, BOUTARIC²², Claude SERRES²³, ces trois derniers, jurisconsultes du Midi, affirmatifs au plus haut point; Claude de FERRIÈRE, le célèbre professeur parisien, est sans doute moins catégorique dans son Commentaire de la Coutume de Paris,²⁴ puisqu'il va jusqu'à dire que les *adoptions existent*, mais sont rares; néanmoins, il ajoute que les donations ne sont pas révoquées par elles, et que la venue d'enfants du sang détruit l'adoption. Sans effet pratique, si elles existent, autant dire que ce ne sont pas des adoptions. ARGOU, dans ses *Institutions au droit françois*²⁵, déclare que la puissance paternelle porte seulement sur les enfants légitimes, non sur les adoptifs, car l'adoption n'est pas reçue en France.

3) Les Encyclopédies si nombreuses au XVIII^e siècle, constatent également cette désuétude : a) la *Grande*

fond, rien à voir avec l'adoption, puisant essentiellement leurs principes dans les seules règles de l'association ou de la subrogation : elles sont donc normalement en dehors de notre sujet.

(19) DE LAUNAY, *Institution du Droit Romain et du Droit françois*, Paris, 1686, L. II, ch. XIV, Des Adoptions, pp. 257 à 263.

(20) BOUCHEL (Laurens), *La Bibliothèque ou Trésor du Droit françois*, Paris, 1629, Tome I, v^o Adoption.

(21) Despeisses, *Œuvres*, Lyon, 1750, T. II, *Successions testamentaires et ab intestat*, partie II, t. I, p. 435, al. 52 et 53 (Despeisses fut professeur à Montpellier).

(22) BOUTARIC, *les Instituts de Justinien, conférés avec le Droit françois*, Toulouse, 1754.

(23) Claude SERRES, *Les Institutions du Droit François*, Paris, 1753, T. XI, *De Adoptionibus*, p. 63 : c'est le plus affirmatif des auteurs du XVIII^e s. : « Tout ce qui est dit dans ce titre au sujet des adoptions est absolument inutile en France, car les lois romaines y sont entièrement abolies et abrogées ». En conclusion, au bas de la même page : « En un mot, nous ne reconnaissons, dans ce Royaume, d'autre filiation, parenté, ni alliance civile, que celle qui vient du sang et de la nature ». Cf. *infra*, ce qu'il dit des adoptions de l'Aumône-Générale de Lyon, II^e Partie, T. III, ch. I.

(24) Cf. ce qui est dit de son Dictionnaire de Droit, p. 26.

(25) ARGOU, *Institutions au droit françois*, T. I, p. 95.

Encyclopédie, V^o Adoption : « l'adoption en France n'est pas en usage ». b) Dans *l'Encyclopédie Méthodique* ²⁶, de longs détails sur les adoptions romaines et sur les coutumes relatives aux affiliations et subrogations, mais la même constatation sur l'Adoption en général. c) De même, la compilation dénommée « *l'Encyclopédie de Jurisprudence* » ²⁷ qui parut quelques années avant la Révolution, décrit, dans un article fort documenté, les adoptions hospitalières de Lyon, mais reconnaît que, hors Lyon — et l'Hôpital de St-Esprit à Paris, nous verrons cela dans notre II^e partie —, l'Adoption est, depuis longtemps, abolie en France. Je cite, pour mémoire, les Dictionnaires de DENISART ²⁸ et de Claude de FERRIÈRE ²⁹ qui déclarent qu'elle n'est pas en usage en France. Enfin, POTHIER ³⁰ prononce la même constatation. Bien mieux, certains auteurs, tels que BOURJON (*Droit Commun de la France*), — et, déjà, DOMAT, au XVII^e siècle, — n'en parlent pas : c'est la meilleure preuve qu'elle n'existe plus.

Au XVIII^e siècle, apparaît un fait nouveau, encore plus confirmatif de la disparition de l'Adoption à cette époque : certains auteurs, non seulement, émettent le regret de la disparition de l'adoption (déjà

(26) *Encyclopédie méthodique, Jurisprudence*, T. 1^{er}, v^o *Adoption, Affiliation*.

(27) *Encyclopédie de Jurisprudence*, 1778 (seuls parurent les premiers tomes qui ne dépassent pas, je crois, la lettre C ! C'est dire les détails y contenus), T. III, v^o *Adoption*.

(28) *Décisions Nouvelles*, 1775, tome I, v. Adoption. De même, *Grand Denisart*, tome I, même v^o.

(29) *Dictionnaire de Droit et de Pratique*, Tome I, 1771, v^o *Adoption* : idem., dans ses *Institutes de Justinien*, 1773, T. I, titre II, p. 199 notes.

(30) POTHIER, *Œuvres*, T. I.

BOUCHEL, au XVII^e siècle), tel PROST DE ROYER, *Dictionnaire de Jurisprudence et des Arrêts*³¹, mais, bien plus, forment des *projets de lois sur l'Adoption* : Dans son « Dictionnaire Universel des Sciences Morales, économiques, politiques et diplomatiques », autrement appelé « Bibliothèque de l'Homme d'Etat et du Citoyen », ROBINET, en 1777, après une antienne à l'adoption, et avoir déploré qu'elle ne soit pratiquée en son temps que par les Chinois (!), forme un projet de loi en 2 ou 3 articles³² : c'est la première manifestation de la restauration de l'institution : les Assemblées Constituante et Législative établiront bientôt des projets de loi³³, qui, sans devenir encore du droit positif, prépareront la voie au Code Civil de 1804.

Cependant, on constate, à Lyon, au moins, une certaine survivance de l'Adoption : les Régistres Hospitaliers nous apportent *un acte précis du 25 novembre 1629*³⁴; de plus les Règlements imprimés de l'Hôtel-Dieu contiennent, au chapitre des Enfants, *une formule d'acte d'adoption*³⁵, formule que le Règlement

(31) T. III, p. 93 et suivantes.

(32) T. I, p. 341.

(33) Cf. *infra*, p.

(34) Arch. H. D., Reg. XII, f. 83; il est reproduit aux P. J., N° 13.

(35) *Règlements de l'Hôtel-Dieu de Lyon*, 1627, 1636, 1646, 1661; éd. 1646, p. 16 :

« Si quelqu'un par charité veut prendre et adopter un des dits « enfants (trouvés) pour l'élever comme sien après deüe information de la bonne vie et mœurs de l'adoptant, on en fait acte « contenant le nom de l'adoptant, celui de l'enfant adopté, son « âge, son sexe, le nom et surnom de ses père et mère, ou le lieu « où il a esté trouvé, ou par qui il a esté exposé ou présenté, sa « physionomie et marque s'il en a une aparante (sic), afin de « le pouvoir reconnoistre et empescher les abus ou suppositions; « à cet effet, les pères adoptans sont obligez de les représenter à « la première injonction du Bureau ». Quoiqu'on puisse penser

de 1735 contient encore ! En admettant qu'il s'agisse dans cette dernière Edition d'une survivance purement typographique, ce que j'admets volontiers, cependant, il n'en reste pas moins que le premier Règlement de l'Hôtel-Dieu, celui de 1627, nous présente ce formulaire comme quelque chose de nouveaux et dont l'acte particulier précité de 1629 nous apporte un exemple d'application pratique.

Au XVIII^e siècle, par contre, il n'est plus question — sauf la mention susdite de 1735 — d'adoption par les particuliers; il faut lire dans les Règlements de la Charité, à propos des enfants bâtards, surtout, le paragraphe concernant les « conventions avec les nourriciers », qui sont comme les succédanés de l'adoption³⁶ : on s'aperçoit de suite à la gêne avec laquelle s'exprime le rédacteur pour définir ces conventions

de ces sortes d'adoptions survivantes au XVII^e siècle, il n'en faut pas moins reconnaître que la qualification d'adoption donnée est extrêmement nette et que le particulier charitable n'est pas seulement qualifié d'adoptant, mais de *père* adoptif. Quelle différence avec le style embarrassé des conventions « para-adoptions » du XVIII^e siècle ! Cf. Note suivante.

(36) Outre que les Règlements de l'Hôtel-Dieu *ont supprimé* les dispositions que l'on vient de lire, à la même époque, dans les Règlements de la Charité, voici ce que l'on lit à propos des enfants placés chez des nourriciers à la campagne : « Il arrive quelquefois que les dits enfans, après avoir resté un tems (sic) « considérable chez le même Païsan, ont acquis sa confiance « et son amitié, *au point d'être regardés par lui comme ses enfans, principalement lorsqu'il n'en a point*, ainsi c'est à MM. les « Recteurs à ménager ces sortes d'avantages, et à faire pour eux « ce qu'un Père plein de tendresse doit à sa famille; les Actes « qui se passent dans ces occasions doivent être pardevant *notaire* ».

(Règlements de la Charité, 1742, p. 97-98). On voit de suite toute la différence. La même impression que l'on n'ose plus parler ouvertement d'adoption se dégage des actes faits sur les enfants de la Couche, à Paris, au XVIII^e siècle, cf. LALLEMAND, *Histoire des Enfants abandonnés*, p. 770, qui cite un acte du 26 septembre 1758 de réclamation par des nourriciers d'un enfant ramené à Paris.

que ces sortes d'actes, véritables adoptions de fait, ne sont plus que l'apparence d'une institution véritablement abolie, et dont le nom même a disparu du langage. Il subsiste seulement — et ces conventions avec les nourriciers en sont un exemple remarquable — des états voisins de l'adoption; dans les discussions au Conseil d'Etat et les travaux préparatoires du Code Civil ³⁷, il sera souvent fait allusion à ces « quasi-adoptions dans les campagnes »; c'est ainsi que RœDERER, en insistant sur le caractère de bienfaisance que revêt l'adoption et que l'on doit considérer, si l'on veut véritablement la restaurer utilement, constate que souvent les Hôpitaux confient des enfants à de simples laboureurs. Que l'adoption survienne, dit-il, consacre ces actes de bienfaisance; *qu'elle donne pour enfant au bienfaiteur l'orphelin dont il veut assurer le sort, et dont il veut se faire aider dans ses travaux, et elle aura atteint le but*. Dans la même séance : c'est surtout, avait-il dit, pour les classes inférieures que l'adoption est utile : *pour le laboureur, par exemple qui adopte l'enfant que l'Administration des Hospices lui a confié*. Quelques temps après, TRONCHET, déclare, à son tour : « *On adopte beaucoup dans les campagnes, et l'adoption réussit. Pourquoi, parce qu'elle ne lie ni l'adoptant, ni l'adopté, parce que l'un et l'autre demeurent absolument libres. Le père sait que, si la reconnaissance du fils cesse, le bienfait peut cesser aussi : le fils sait que le père n'est point engagé;*

(37) Pour les détails qui suivent, cf. FENET, *Recueil complet des travaux préparatoires du Code Civil*, tome X (1836), p. 247 à p. 479.

« cette vue le contient dans le devoir ». Le Premier Consul constate, lui aussi, que *toujours l'adoption a existé dans les campagnes*, avec cette différence, déclare-t-il, quant au droit, qu'elle n'y transmet pas à l'adopté le nom de l'adoptant, mais qu'en fait le nom demeure à l'adopté parce que personne ne lui conteste³⁸.

Il n'en reste pas moins que l'adoption dont il est question — peut être, universelle dans toute la France, je ne précise pas davantage — est très différente de l'adoption romaine. Il faut, néanmoins, — je crois la question intéressante — relever ces survivances jusqu'à la Révolution d'une institution, qui, même après le XVI^e siècle, n'a peut-être pas complètement disparu dans notre pays : c'est là que les Archives Hospita-

(38) C'est de ces « *adoptions des campagnes* » dont parle PROST DE ROYER, en constatant qu'en fait, elles subsistent et regrettant qu'elles ne soient pas reconnues par le droit :

« Je ne me rappelle pas, sans émotion, une espèce d'adoption, « où, comme administrateur de l'Hôpital-Général de la Charité « de Lyon, je jouais un rôle principal. Un enfant trouvé avoit « été mis en nourrice chez un bon paysan qui l'avoit rendu à « l'âge de sept ans, et bientôt après avoit vu périr ses trois enfants. Ce nourricier entre au bureau avec sa femme, ses voisins, et s'adressant à moi d'un air égaré et d'un ton suppliant : « MON FILS, me dit-il, mon pauvre Pierre ! rendez-le moi. Hélas ! « Tant qu'il a été avec nous, le ciel nous a bénis, et depuis que « vous l'avez repris, j'ai perdu tous mes enfants, et j'ai été grêlé. « NOUS SOMMES SEULS, ma pauvre femme et moi : QU'ALLONS-NOUS « DEVENIR ? Rendez-le moi, mon Pierre, CE SERA NOTRE ENFANT, et « nous lui donnerons tout... Pierre arrive, saute au cou de sa « nourrice et de son père, qui fondent en larmes en lui disant : « ne pleures pas, tu viendras avec nous et nous ne te quitterons « plus ; et ils lui font une donation universelle avec ce seul mot : « ce sera tout pour toi (car ils ne me parloient plus). Aussi-tôt, « et comme si nous avions voulu, peut-être, reprendre ce trésor, « l'enfant adopté est emmené en triomphe... Ames honnêtes et « sensibles, pères et mères, je peins mal : cependant, j'entends « encore ces mots déchirants : *Mon fils, ...Nous sommes seuls... qu'allons-nous devenir ? Ce sera notre enfant... ce sera tout pour toi.* » (PROST DE ROYER, *op. cit.*, p. 94).

lières de diverses régions de la France pourraient apporter au chercheur d'utiles indications : ce n'est pas le but de ce travail, néanmoins, j'ai tenu à indiquer ces quelques idées susceptibles, un jour, de donner lieu à une étude approfondie.

Dans ces conditions, devant l'universel mépris que la doctrine des derniers siècles de l'Ancien Droit professe vis-à-vis de l'adoption qu'elle juge abolie, comme il est curieux, alors que *le nom* même de l'institution a, pour ainsi dire, disparu même du langage³⁹, de constater et de lire, en ouvrant les premiers registres manuscrits de l'Aumône-Générale lyonnaise, au XVI^e siècle, le mot *d'adoption* ou *d'adoptif*, je ne dirai pas, à chaque page, mais *plusieurs fois par page* ! Il y a là un contraste, qui frappe de suite l'observateur le plus indifférent, entre la *rareté* prétendue, qui touche à la *désuétude* totale de l'institution, et la fréquence *journalière* dont l'Aumône-Générale de Lyon nous apporte la preuve par ses archives. Car, à l'exception du premier recueil de ses actes (période où, nous le verrons, l'adoption n'est pas encore pratiquée), à partir de 1536, du registre E-5, et dans tous les registres qui suivent, *il n'est presque question que d'adoptions* dans les actes du bureau de l'œuvre : soit qu'il s'agisse de recevoir un enfant comme *filz adoptif* ou *fille adoptive* de la maison, soit qu'il soit question de la remise à un patron de cet enfant adoptif, comme serviteur, apprenti, *ou de le donner aussi en adoption* à un par-

(39) Il est très rare que nos anciens auteurs s'en servent et je l'ai constaté à propos de toutes mes recherches bibliographiques.

ticulier, à toute occasion, dans les premiers registres qui sont essentiellement des relevés de réceptions ou de mises en services (avec, en plus, les mentions de distributions de secours aux indigents de la ville), l'adoption apparaît comme une institution, non seulement très vivante, mais dont le rappel continu est presque même obsédant; comme on le verra, en effet, ce n'est pas une adoption pratiquée de temps en temps, comme à Rome — ou de nos jours — par un particulier sans enfants, ce qui constitue le mode ordinaire d'application de l'adoption; il s'agit, à Lyon, *du cas extraordinaire d'une œuvre sociale qui adopte* : et, alors, les actes d'adoption ne sont pas de la *fréquence limitée normale*, mais d'une *abondance anormale*; le même jour, par exemple, alors qu'en haut de la page, on « baille à maistre » trois ou quatre « *enfants adoptifs* », au milieu, on en reçoit le même nombre « comme fils adoptifs de l'Aulmosne », et, pour chacun d'eux, *un acte particulier* — sauf s'il s'agit de frères et sœurs, que l'hôpital de la Charité, plus tard, adoptera par cinq, six ou sept à la fois !⁴⁰ On comprend alors la curiosité avivée, par la constatation, au XVI^e siècle, où l'adoption est jugée abolie, d'une « production intensive », au contraire, — si j'ose m'exprimer ainsi — de l'adoption à Lyon, à la même époque.

Mon intention est donc d'étudier, à fond, l'adoption de l'Aumône-Générale (devenue plus tard l'Hôpital de la Charité), et, de l'Hôtel-Dieu de Lyon qui devait la pratiquer à sa suite.

(40) Cf. 2^e Partie, T. III, Ch. I.

Mais, pour comprendre l'originale institution qu'est l'Adoption, instaurée par les Recteurs de l'Aumône Lyonnaise, il sera nécessaire de faire une *Première partie*, dans laquelle nous étudierons, grâce aux textes que les archives nous ont conservés, *l'adoption*, telle qu'elle nous apparaît *pratiquée au XVI^e siècle par les particuliers de la ville* : j'estime cette étude préalable indispensable pour bien comprendre l'adoption de l'Aumône-Générale, qui prend sa source, comme on le verra, dans *l'usage suivi alors à Lyon*, l'adoption des Recteurs *copiant* l'autre.

Puis, en tête de notre *Seconde partie*, qui constituera la raison même de ce travail, l'Adoption des Orphelins Légitimes par l'Aumône-Générale et l'Hôtel-Dieu de Lyon, qui sera proprement « *l'Adoption lyonnaise des Orphelins Légitimes* », nous traiterons, en un titre préliminaire, de la *Question de l'adoption hospitalière* en dehors de Lyon, où nous examinerons si l'institution originale lyonnaise a eu des précédents historiques, dans l'antiquité, ou, au Moyen-Age, en France particulièrement.

Nos deux parties seront reliées à la fois historiquement et logiquement, car la première, avons-nous dit, explique la seconde; de plus, elles le sont par la communauté des sources : l'une et l'autre nous *sont*, en effet, *connues par les Archives Hospitalières lyonnaises*, principalement, celles de l'Aumône-Générale : ce sera donc une étude des textes de ces Archives qui constituera l'objet de notre étude.

L'étude de *l'Adoption des Orphelins Légitimes par*

l'Aumône-Générale et l'Hôtel-Dieu sera, ainsi, divisée en deux parties :

PREMIÈRE PARTIE. — *L'Adoption par les Particuliers à Lyon au XVI^e siècle.*

DEUXÈME PARTIE. — *L'Adoption Lyonnaise des Orphelins légitimes.*

En terminant ce chapitre introductif, je tiens à souligner comme la présence d'adoptions à Lyon au XVI^e siècle par les particuliers et par l'Aumône-Générale — *qui ne fera que copier l'usage* — atteste la survivance de l'adoption dans une partie de la France, malgré les déclarations de la doctrine; puissent des recherches analogues dans d'autres régions de notre pays apporter des lumières sur ce sujet, c'est le souhait que je forme et que j'espère encourager par cette modeste contribution.

PREMIERE PARTIE

L'Adoption par les Particuliers
à Lyon
au XVI^e Siècle

L'ADOPTION LYONNAISE DU XVI^e SIECLE

« Quand un enfant chrétien, garçon
« ou fille, reste orphelin, c'est une
« bonne œuvre si un frère privé de
« descendants l'adopte et le traite
« comme son enfant. Si un riche re-
« pousse l'orphelin qui est membre
« de l'Eglise, le père des orphelins
« veillera sur ce délaissé et il en-
« verra au riche la punition de son
« avarice. »

(Constitutions Apostoliques, IV, 1).

On peut résumer dans ces belles recommandations des Constitutions Apostoliques la raison d'être de l'adoption, telle qu'elle nous apparaît à Lyon, au XVI^e siècle, instaurée par l'Aumône Générale, ou pratiquée déjà par les simples citoyens de la ville.

C'est à cette dernière que nous allons, d'abord, consacrer notre attention. Nous diviserons cette étude en trois Titres :

Titre I. — L'Adoption lyonnaise avant le XVI^e Siècle.

Titre II. — L'Adoption au XVI^e Siècle.

Titre III. — Les Opérations Voisines de l'Adoption, l'Entretien « pour l'Honneur de Dieu ».

TITRE I

L'ADOPTION LYONNAISE AVANT LE XVI^e SIECLE

Un historien lyonnais contemporain, Henri de Boissieu, dans une courte, mais remarquable brochure, consacrée à « L'Origine de l'Aumône Générale de Lyon » ¹ — qui laissait prévoir un ouvrage bien plus considérable qu'une mort prématurée l'empêcha de poursuivre — mentionnait, à propos du projet de résolution de Jean Broquin sur la constitution de l'Aumône, en 1534, l'existence des adoptions par les particuliers, et ajoutait : « Nous étudierons, dans un « chapitre ultérieur, ces adoptions par l'habitant, en « usage à Lyon bien avant l'origine de l'Aumône Générale ». Le chapitre annoncé ne devait jamais paraître, et les notes de l'auteur, conservées aux archives de la Charité, ne m'ont rien appris. L'auteur, en écrivant ces lignes, avait, en tous cas, en vue les adoptions antérieures, en effet, à l'Aumône Générale de plusieurs années, et que les archives de l'Hôtel-Dieu nous ont conservées aux dates de 1527 et 1528. Pour les époques antérieures, nous n'avons à Lyon

(1) DE BOISSIEU, *Origine de l'Aumône-Générale*, 1907. Cf. également du même auteur, *l'Aumône-Générale de Lyon*, de 1534 à 1562. Rev. d'Hist. de Lyon, 1909.

aucune source de documentation directe et les renseignements, dont je vais faire état, maintenant, sont dûs à une rencontre fortuite survenue au cours des longues et pénibles recherches que j'avais entreprises; avec ferveur, pourtant, j'ai cherché, à travers les manuscrits de nos archives et bibliothèques lyonnaises, tout ce qui serait susceptible d'apporter quelque lumière sur le droit des siècles précédents, mais vainement; néanmoins, par hasard, dans un des registres municipaux, que je consultais dans le vague espoir de trouver des renseignements sur les enfants trouvés recueillis à l'Hôtel-Dieu, dirigé à cette époque par la ville, mon attention a été attirée, dans un texte fort mal écrit, d'ailleurs, de 1496, sur le mot « *adoptif* » se détachant visiblement. On devine avec quel joyeux empressement je lus les quelques lignes qui le constituaient, et les trois ou quatre autres textes que je pus, avant et après lui, retrouver sur le même sujet.

Il faut, non seulement, mentionner, mais également étudier rapidement ces textes, qui sont, pour l'instant, le seul témoignage — et combien tardif ! — que nous ayions sur l'adoption pratiquée à Lyon au XV^e siècle.

Il s'agit d'un certain Guillaume Arthaud, dit Gailardon, qui vient réclamer, le 3 juillet 1496, contre une donation qu'il a faite à l'Hôpital du Pont du Rhône. Il s'adresse, pour cela, aux Conseillers de la Ville, qui depuis dix ans, sont les recteurs de cette maison. C'est dans la réponse à sa requête, en date du 7 juillet, qu'il est fait mention, pour la première fois, d'un *filz adoptif* : en effet, d'un commun accord,

les parties intéressées décident « pour l'honneur (sic) de Dieu », malgré la donation de Gaillardon à l'Hôpital, de donner « quelque chose raisonnablement à « ses deux nièces, à son neveu et à son adoptif » ². Remarquons, d'abord, l'expression « pour l'honneur de Dieu » : nous aurons, plus tard, l'occasion d'étudier les soins donnés à certains enfants malheureux « pour l'honneur de Dieu » ³ par certaines personnes charitables, soins que nous aurons à opposer à l'adoption véritable, car ils ne produisaient pas d'effet juridique. Néanmoins, je n'ai jamais, plus tard, trouvé ces assistés qualifiés d'adoptifs. Or, ici, il est question d'un « adoptif » : serait-il alors, gratifié seulement, ainsi que les neveux et nièces, de « quelque chose » donné « pour l'honneur de Dieu » ? Les textes postérieurs, que nous possédons, vont heureusement nous renseigner : En premier lieu, le registre suivant des Actes Municipaux (BB 24-1496-1501) contient deux textes qui précisent la qualité un peu vague de notre « adoptif » : C'est, d'abord, celui, daté du 8 novembre 1496, qui, nous apprenant la ratification de l'accord précédent par la Ville et les héritiers de Guillaume Gaillardon, précise : « Ont ratiffié et ap-
« prouvé l'appoinctement et contract fait et passé
« par ledit procureur au nom d'eux comme gouver-
« neurs et administrateurs de l'ospital d'une part,
« Jehan de Lyon, neveu et Anthoine filz adoptif de

(2) Arch. Municip. Lyon, BB 23, f. 33, juillet 1496, P. J., N° 2.
Cf. P. J., N° 1.

(3) Voir le titre III de cette présente partie.

« feu Guillaume Gaillardon, d'autre part, etc... » ⁴. Qui plus est, un texte postérieur, relatif encore à cette transaction, donne, cette fois-ci, la première place au « filz adoptif », c'est celui du 11 décembre 1496 : « Pour ce qu'il a esté faicte transaction entre Mes-
« sieurs les Conseillers tous gouverneurs et adminis-
« trateurs de l'ospital du pont du Rosne, d'une part,
« Anthoine Corsan, filz adoptif de feu Guillaume
« Arthault dit Gaillardon, d'autre, et Jehan de Lyon,
« nepveu dudit Gaillardon, d'autre part, etc... » ⁵. Le texte nous apprend, ensuite, la part acordée au neveu, part, d'ailleurs, peu considérable; que nous dit-il, au contraire, celle dévolue au filz adoptif ! Mais, si nous consultons, maintenant, une autre catégorie de registres, les registres du Recensement des biens des citoyens de Lyon, en 1493 (série CC, 6 à 15), nous sommes fixés, maintenant, sur la part successorale de notre adoptif : *il est véritablement héritier*.

En effet, au rôle de Guillaume Gaillardon, dressé en 1493, mais continué, depuis lors, par des annotations marginales, qui nous renseignent sur les propriétaires postérieurs, nous constatons, qu'après sa mort, presque tous les biens immeubles de Gaillardon, assez nombreux, appartiennent, pour moitié, à l'hôpital, *mais, pour moitié, aussi, au filz adoptif*, Antoine Corsan, qualifiés, l'un et l'autre, de « co-héritiers » ; quant au neveu, seuls, une maison et un jardinet lui ont été « légués » — c'est le terme em-

(4) Arch. Municip. Lyon, BB 24, f. 59, 8 novembre 1496, P. J. N° 3, 1°.

(5) Arch. Municip. BB 24, f. 66, 11 décembre 1496, P. J. n° 3, 2°.

ployé. Bien plus, si nous regardons, maintenant, le rôle, non plus, de Guillaume Gaillardon, mais d'Antoine Corsan, dressé à peu près à la même époque, nous lisons, en tête : « Anthoine Corsan, *héritier* de « feu Guillaume Gaillardon ». A part une maison dont l'hôpital tient la moitié, il n'y a plus, ici, pour les autres biens, de copropriété, mais seulement, une pension due à l'Hôtel-Dieu : Antoine Corsan se présente, alors, comme le seul héritier de Guillaume Gaillardon ⁶.

Au moment où je croyais les informations sur la question définitivement closes, il m'a été donné de retrouver, à la date tardive du 16 novembre 1508, le texte intégral, en neuf pages grand in-4° (!), de l'acte notarié du partage des biens de Gaillardon entre Antoine Corsan et l'Hôpital du pont du Rhône ⁷; j'ai cru, étant donné la rareté de tels documents, devoir reproduire ce très long acte — dans ses clauses essentielles — parmi les Pièces Justificatives ⁸; de plus, on en lira, en notes, le résumé ⁹. En voici les conséquences très importantes :

(6) Arch. Municip. Lyon, CC 9, f° 88 et suivants, V° *Antoine Corsan*, P. J. 5; CC 10, f° 48 à 50, V° *Guillaume Gaillardon*, P. J. 4.

(7) BB 28 (1508-1511), jeudi 16 novembre 1508, ff° 50 à 54, P. J., n° 5 bis.

(8) Cf. P. J., N° 5 bis.

(9) Un procès a été engagé en la Sénéchaussée de Lyon, entre les Consuls, recteurs de l'Hôpital, et Guillaume Arthaud, dit Gaillardon, à cause d'une donation qu'il avait faite de ses biens à l'Hôpital. Guillaume Arthaud demanda et obtint un rescrit du Roi pour faire casser cette donation, comme ayant été faite dans un état de débilité de corps et d'esprit. Une instance s'engagea à propos de l'entérinement de ces lettres de rescision, et, l'affaire étant pendante, les recteurs, par l'intermédiaire d'Antoine du Pont, leur procureur, et, Guillaume Arthaud, en présence de son « fils adoptif, autorisé par lui (*cum auctoritate ejusdem Arthaudi ejus*

1° Si Antoine Corsan est sans doute déclaré « donataire pour moitié » « *donatorius pro medietatem* », des biens de Guillaume Gaillardon par donation du 1^{er} août 1496, cette donation n'intervient que comme *réductrice*, en faveur du *filis adoptif*, de la *donation précédente*, faite par Gaillardon de tous ses biens à l'hôpital; par la nouvelle donation, celui-ci reconnaît à Antoine Corsan un droit sur son patrimoine, la moitié de tous ses biens, donc, plus même que la légitime de l'héritier ab-intestat; *la donation en question n'a qu'une raison d'être : annuler la précédente*,

patruï), font transaction : outre certains legs dûment mentionnés, elle accorde la moitié de tous les biens de Gaillardon à Antoine Corsan, et l'autre moitié à l'hôpital; Gaillardon renouvelle sa donation entre vifs, les deux parties reçoivent ainsi, chacune, la moitié de tous les biens, Gaillardon gardant seulement, pour lui, sa vie durant, l'administration et l'usufruit (1^{er} août 1496). Puis, cette fois-ci, en suite de la donation, Antoine Corsan, « fils adoptif et donataire pour moitié des biens de Guillaume Arthaud » et les Consuls, et, Jacques Barondeau, recteur, pour eux, de l'hôpital, « au sujet des dits biens laissés par le décès du dit Guillaume Arthaud, firent partage en la manière qui suit ». (Longue énumération : A. Corsan aura 10 pensions, 2 maisons, l'une en Gourguillon, pour la moitié de laquelle il doit une pension de 15 L ts à l'hôpital, l'autre à Millerie, pour la moitié de la valeur de laquelle il doit pension de 5 L ts à l'hôpital, la moitié de la maison de la rue Bourgchanin. L'hôpital aura 12 pensions, les pensions de 15 et 5 L ts des deux maisons susdites, la moitié de la maison de la rue Bourgchanin. Le partage fut fait par M^e Georges Noyrio, janvier 1505. Mais M^e Noyrio étant mort, l'acte de partage ne put recevoir sa forme définitive; aussi, devant son successeur, M^e Gravier, les parties « *Antoine Corsan, dit Gaillardon* » et, Barthélemy Bellièvre, pour l'hôpital, ratifient le partage et se dévestissent et s'investissent mutuellement. Suivent les formules des promesses, soumissions, renonciations et condamnations d'usage (16 novembre 1508) (Deux témoins, signé : GRAVIER).

Dans tout cela, une chose est certaine, c'est que le père adoptif, quelle qu'en soit la raison, fait annuler la donation qu'il avait faite de tous ses biens à l'hôpital et, cela aboutit au résultat suivant que le fils adoptif *bénéficie* seul de cette révocation, puisque l'effet, précisément, de cette révocation est de lui donner la *moitié des biens* du donateur au détriment de l'hôpital, *auparavant seul donataire*.

et, uniquement, pour assurer, contre l'hôpital, la transmission des biens au fils adoptif, qui, dans les Nommées, on l'a vu, n'en est pas moins *déclaré héritier*.

2° *Fils adoptif*, Antoine est expressément qualifié tel, et à deux reprises : d'abord, dans l'acte de donation « Anthonius Coursane, supradicti Arthaudi « *filius adoptivus* », puis, dans la transaction de partage des biens de janvier 1505, après la mort de Guillaume Gaillardon, où il est pareillement appelé « *filius adoptivus* ».

3° Le « *filius adoptivus* » n'intervient à l'acte que par l'AUTORITÉ de son père adoptif « de et cum auctoritate ejusdem arthaudi ejus patruï » : ¹⁰ il pa-

(10) Le texte exige ici quelques explications : on lit qu'« Anthonius Coursane supradicti Arthaudi filius adoptivus, de tamen « et cum auctoritate ejusdem Arthaudi *ejus patruï*, etc. » :

« De » et « cum » se traduisent littéralement « de et avec » l'autorité d'Arthaud : Antoine Corsan n'est présent à l'acte que *en vertu de l'autorité* de Guillaume Arthaud, et *avec* son *autorisation*, « auctoritas » pouvant avoir les deux sens et les ayant ici, semble-t-il, à la fois. Autorisé par celui qui a *autorité* sur lui, tel nous apparaît Antoine Corsan, et, remarquons le « tamen » qui insiste sur cette qualité. Mais le grand intérêt est dans le dernier mot de la phrase, susceptible de deux lectures « patruus » ou « paternus ». Si nous admettons la première lecture — la plus vraisemblable au point de vue de la forme des signes — Antoine Corsan apparaît donc sous la puissance de son « patruus » ; or, il est certain que, dans le cas présent, « patruus » ne saurait avoir le sens qu'on lui donne traditionnellement (Cf., par ex. DUCANGE) d'« oncle paternel ». A Corsan n'est assurément pas le neveu de Guillaume Gaillardon, pas plus maternel, d'ailleurs, que paternel : il n'est pas le neveu paternel car son oncle aurait alors le nom de Corsan, mais, surtout, nous savons qu'Antoine Corsan est précisément en compétition avec les « neveux et nièces » de Gaillardon (supra, BB 23, f. 3, P. J. N° 2). D'ailleurs, on ne voit pas très bien quelle « auctoritas » pourrait exercer un oncle, qui n'a pas la « potestas » du père, et ne saurait exercer d'autorité *qu'en une autre qualité* que celle d'oncle, par ex... comme tuteur, ou père adoptif : or, Antoine Corsan est justement appelé son « filius adoptivus » : il faut, donc, attribuer à « patruus », semble-t-il, le sens de « père adoptif » ; Bien plus compréhensible apparaît, alors, la

raît donc être dans l'état de l'adrogé. Néanmoins, je n'affirme rien.

4° Le fils adoptif prend en SURNOM le nom de son père adoptif : « Anthonius Coursane, dictus Gaillardon » ¹¹.

En définitive, nous avons, dans ces quelques textes, des renseignements curieux, quoique trop fragmentaires, sur un cas d'adoption au XV^e siècle : nous apprenons, au moins, d'une manière indubitable, l'existence, en 1496, d'un fils adoptif. Nous apprenons même que ce fils adopté succède à la grande majorité des biens de son père adoptif; or, nous verrons, plus loin, que pareils effets sont ceux des adoptions romaines : relevons même, de plus, qu'il succède malgré une donation à l'hôpital et la présence de collatéraux; à cause de lui, l'hôpital donataire voit sa part singulièrement réduite et le neveu bénéficie, seulement, d'un legs.

Je n'insiste, néanmoins, pas davantage, car ces textes sont trop isolés; leur principal intérêt, qui n'est, certes, pas à dédaigner, est de contenir la mention d'un « fils adoptif », et, rien que pour cela, ils méritaient d'être cités, ils sont les seuls textes du XV^e siècle nous offrant cet avantage. Pour le reste,

lecture « paternus », signifiant « son paternel », vulgaire pour « son père »; il est bien évident que, dans ce cas, il s'agirait de « père adoptif » et non de père « naturel ».

(11) Dans le recensement des propriétaires de la paroisse de Milierie — où se trouvent les terres de Gaillardon — on lit aussi : « Antoine Corsan, alias Gaillardon ». C'est, remarquons-le, plutôt que le nom, le *surnom* du père adoptif (car Guillaume Arthaud était dit Gaillardon), qu'emprunte Antoine Corsan; il est possible que Guillaume Arthaud soit lui-même un fils adoptif. C'est assez curieux !

ils ne présentent un intérêt, que par rapport aux actes postérieurs du XVI^e siècle; seule, isolée, détachée des adoptions suivantes, celle-là a peu de valeur. Eclairé, au contraire, par les lumières que nous apportent en abondance les textes que nous allons maintenant étudier, ce texte de 1496 nous permet de constater qu'au moins, cette forme d'adoption secondaire que nous allons trouver fréquemment au siècle suivant, existait déjà cinquante ans auparavant. Ou, plutôt, il faut raisonner autrement : si l'adoption à Lyon, est une adoption spécifiquement lyonnaise, pourquoi ne pas la faire remonter au delà du XVI^e siècle ? Et si c'est — nous verrons cette question — l'adoption romaine survivante, quelle étrangeté de penser, alors, qu'elle apparut aux siècles postérieurs, sans que les temps précédents ne l'aient pratiquée ! Comment ? L'adoption romaine existerait encore au XVI^e siècle, et elle n'aurait pas été connue au XV^e, au XIV^e siècle ? Il faudrait, alors, supposer une renaissance subite à Lyon, du droit romain, au début du XVI^e siècle, que rien n'autorise à avancer, ou une influence du droit italien, qui, lui, connaissait l'adoption¹², à la suite des

(12) L'adoption était pratiquée en Italie, quoique rarement (Pertile, *Storia del diritto privato*, Tome III, cap. II, paragraphe 117, p. 394 à 396. Salvioli, *Manuale di Storia del diritto italiano*, IV^e partie, section 2, cap. XXIII, p. 365 à 368). J'ai trouvé moi-même pour le XVI^e siècle à Florence, discussion pour un cas dans la famille Piccolomini (*Decisionum Lucensium, Florentinarum et bononiensium criminalium, civilium et mixtarum, Libri tres*, Genovae, 1620, *Decisiones Florentinae*, D. LXXI, N^{os} 15 et 24); pour Bologne, le formulaire de Rolandinus cite l'adoption, mais dit qu'elle est rare. A. Turin, cf. *Decisiones Sacri Senatus Pedemontani*, Augustae Taurinorum, 1581 : 1^o discussion sur la question, qui s'est présentée récemment, de la portée de l'adrogation faite par « Domina Lucia » qui avait adrogé « Dominum Johannem Baptistam Taurinensem sui juris et majorum 30 annorum ».

guerres de Charles VIII, Louis XII, et, François I^{er}, et du mouvement d'affaires, qui en résulta, particulièrement pour les foires lyonnaises, ou, encore, introduite dans notre cité par les nombreux commerçants florentins, milanais, et autres, installés à Lyon depuis longtemps. J'ai pensé à ces hypothèses séduisantes, de prime abord, mais rien, jusqu'à présent, n'a pu les confirmer : contre la première, j'ai justement ce texte du XV^e siècle, antérieur à une influence possible des guerres d'Italie, qui venaient seulement de commencer; quant à la seconde, il faut dire que si des influences italiennes dues aux Négociants établis à Lyon, ont joué, c'est, certes, bien avant le XVI^e siècle; de cette façon, l'adoption lyonnaise, même dérivée du droit romain, par le droit italien, n'a pas apparu brusquement au XVI^e siècle, et c'est

« 2° Adoptivi filii cum legitimis et naturalibus admittuntur ad « successionem ». 3° « Pater adoptivus excluditur a matre naturalis, si desinat esse pater per emancipationem »; Ragueau (*glossaire du Droit Français*) dit qu'à Gênes, *albergue* signifie adoption. A Naples, les particuliers adoptaient fréquemment les enfants de la Santa Casa dell'Annunziata (Lallemand, *Histoire de la Charité*, IV, p. 78). De même à Rome (Cardinal Morichini, *Degli istituti di carità*, 3^e édit., in-8, Roma, 1870), les enfants de l'hôpital du Saint-Esprit; Merlin, *Répertoire de Jurisprudence*, cite le curieux cas, V^o *Parricide*, Procès III, d'un crime commis par un fils adoptif sur la personne de ses parents adoptifs, en 1804 : c'était un enfant trouvé de l'hôpital du St-Esprit; un Bref de Benoît XIV, 2 décembre 1749, avait, à nouveau, confirmé l'usage de l'hôpital de donner ses enfants à des particuliers, en adoption, affiliation, adrogation, ou à simple garde, pourvu qu'ils aient au moins 12 ans. — Antoine FAVRE (Codex Fabrianus) semble favorable à l'adoption, en Savoie. GUICHARDIN (*Histoire des Guerres d'Italie*), 1577, L. VIII, p. 178 cite l'adoption que fit Guibalde, duc d'Urbain, de son neveu François-Marie de la Rovière, confirmée en consistoire par le Pape, et, qui lui donna droit de succéder. Enfin, je ne cite que pour mémoire les adoptions quasi-politiques de Louis d'Anjou par la reine Jeanne, confirmée par le Pape, le 30 mai 1382, et celles de la République de Venise, qui acquit le royaume de Chypre par une série d'adoptions fort curieuses où elle fut successivement adoptante et adoptée.

justement tout ce que je voulais avancer pour l'instant.

Je le répète, le mot « adoptif » se trouve dans un texte de 1496. Lyon connaissait donc, alors, le mot et la chose, ils faisaient partie des vocabulaire et usages de ses habitants. Nous ne le tirons pas, en effet, d'un ouvrage de jurisconsulte hypnotisé sur le droit romain, mais d'un registre banal d'actes municipaux dont les scribes parlaient la langue de tout le monde. Or, nous le verrons, l'adoption existe au XVI^e siècle, il est logique, jusqu'à preuve du contraire, qu'elle ait existé au XV^e siècle, et avant; si on adopte selon le mode romain, ou, pour « l'honneur de Dieu », des enfants au XVI^e siècle, c'est que, depuis Rome et le Moyen Age, on a probablement continué à le faire. Je n'insiste pas sur ce raisonnement de bon sens.

De plus, pourquoi Lyon n'aurait-il pas pratiqué les adoptions en un temps où elles n'étaient pas encore prohibées par « la coutume générale de France », alors qu'elle les a conservées après cette prohibition, comme nous le verrons ? Alors que, bien plus, dans des pays où elles n'étaient pas reçues aussi favorablement, dans les pays de coutume, où elles gênaient les seigneurs, quand le vassal adoptait, ou le mainmortable associait, nous avons des textes précis d'adoption (Paris¹³, Bretagne) ? Tout porte à croire,

(13) Cf. *Introduction*. Les adoptions parisiennes ressemblent étrangement aux adoptions lyonnaises de la même époque : les mêmes soins sont précisés dans l'acte, certaines formules sont semblables. Voici deux de ces actes, que signale M. OLIVIER-MARTIN dans son important ouvrage « *Histoire de la Coutume de la Prévôté et Vicomté de Paris* », T. I, p. 151, retranscrits d'après les recueils originaux :

1^o 4 août 1484 : « Aujourd'hui est comparu en jugement devant

donc, que l'adoption, en vigueur à Lyon, en 1527, l'était, auparavant, depuis longtemps.

Et, au fait, pourquoi ne trouvons-nous pas d'adoptions avant cette date ? Etaient-elles plus rares, n'étaient-elles pas transcrites ? Non ; si nous ne rencontrons pas d'adoptions à Lyon avant le XVI^e siècle, c'est que nous n'avons pas — je l'avoue — de docu-

« nous homme honneste Alain Martin chevaucheur d'escurie de
« très haut et très puissant prince Mons. Le Duc de Bourbon le quel
« a déclaré qu'il avait donné et encore donnoit du tout à tousjours
« Nicolas Martin, aagé de quatre ans ou environ son fils et de feue
« Alizon duchat jadis sa femme A homme honneste et sage M.
« Jehan Bay secrétaire de mondit seigneur le Duc de Bourbon, ce
« présent, prenant, retenant et acceptant ledit Nicolas Martin,
« en son enfant Et Iceluy a adopté, adopte et a promis de Ice-
« luy Nicolas *nourrir, garder, gouverner, traiter et entretenir*
« *comme le père doit faire son enfant Et a voulu et consenty veut*
« *et consent Iceluy Mme Jehan Bay que après son decez Iceluy*
« Nicolas Martin *Luy succède et viegne* (sic) *à sa succession et*
« *hérédité en tous ses biens meubles immeubles et possessions*
« *quelzconques Et tout ainsy que si ledit Nicolas estoit son propre*
« *fis né et procréé en loyal mariage* ». La première expression est
à rapprocher de la formule presque semblable de l'acte lyonnais
du 22 juillet 1584, P. J. n° 49 : l'adoptant promet « *nourrir* (son
« *fils adoptif) et entretenir tout ainsy comme père doit le faire à*
« *son propre fils naturel et légitime* ». La seconde de celle de
celle de l'acte du 27 août 1548, P. J. n° 8 : les époux adoptant
déclarent qu'ils sont « *voulans et consentant que ledit Guillaume,*
« *leur fils adopté, leur puisse succéder en tous et chacun leurs*
« *biens meubles, immeubles, présent et advenir quelzconques,*
« *comme si il estoit leur naturel et légitime né en vray mariage* ».
De part et d'autre, ce sont, donc, les mêmes clauses.

2° Il en est de même de l'acte du 2 mai 1552, extrait des Registres des Insinuations du Châtelet de Paris (CAMPARDON et TUE-TEY, *Inventaire des Reg. des Insinuations du Châtelet, règne de François I^{er} et d'Henri II*, p. 532), Y. 97, f. 338 v° : En voici l'analyse : Robert Dumont, marchand de chevaux, demeurant à Paris, rue St-Honoré, à l'enseigne de l'Ours, et Jeanne Courtois, sa femme : Adoption, en présence de Jean de Martine, procureur du Roi au Châtelet de Paris, d'Etienne Isambert « *filie orfeline* » de Gilles Isambert, compagnon papetier, absent et fugitif, et de « *feue sa femme, demourans es forsbourgs Saint-Honoré, en la* » paroisse de Saint-Germain-l'Auxerrois, et, considérant qu'ilz « *n'ont aucuns enfans de leur mariage, et aussi qu'ils ont trouvé* » ladicte fille délaissé de sondict père, laquelle ils ont entretenue « *dès et depuis ung an, ont icelle fille prinse avec eulx..., ont pro-* » mis et promettent icelle nourrir et entretenir comme si ladicte « *filie étoit leur propre fille..., voullans que icelle fille succède à*

ments où nous pourrions en vérifier l'existence. Les actes que je citerai, plus tard, en effet, sont, presque tous, extraits des registres des Hôpitaux; or nous n'avons pas tenue de registres, pour l'Hôtel-Dieu, avant 1523; cet établissement existait, certes, depuis longtemps, mais les délibérations y relatives n'étaient pas transcrites dans des registres distincts, elles étaient mêlées — et encore, seulement, depuis 1486, avant, c'est le néant complet ! — avec les délibérations consulaires, dans les registres des Actes Municipaux, car la Ville gérait l'hôpital. Ces registres, je les ai bien consultés, mais ils ne m'ont rien révélé : je reconnais, de bonne foi, d'ailleurs, qu'ils ne pouvaient pas m'apprendre grand' chose, car l'hospitalisation d'enfants était si faible avant le XVI^e siècle ¹⁴, qu'il est bien vain de vouloir y trouver une adoption, et, mêlées aux délibérations des affaires de la ville, les délibérations hospitalières

« leurs biens, tant meubles que immeubles..., et luy en ont dès à « présent faict et font don, cession et transport, retenu à eulx « l'usufruit d'iceulx biens, seulement leur vye durant ». Le « considérant » du début, l'entretien préalable de l'enfant avant son adoption chez les personnes qui finalement l'adoptent, les promesses d'entretien et de « nourissage », tout cela se retrouve *exactement* dans les actes lyonnais, cf. par ex. P. J. n^{os} 8, 37, 38, 46.

J'insiste sur cette similitude, car elle nous permet de conclure — en plus d'autres arguments — que les adoptions, relevées dans les registres hospitaliers lyonnais ne sont pas la simple *application de règles hospitalières des maisons d'assistance de Lyon*, mais des *adoptions véritables* : celles-ci, soit qu'elles soient faites au bureau des Hôpitaux de Lyon ou au Châtelet de Paris, nous présentent les formes les plus tardives de réalisation de l'adoption dans notre pays, sous l'Ancien Droit.

(14) La première mention certaine d'enfants reçus à l'Hôtel-Dieu *est* de 1516 seulement ! Avant la prise en possession par les Consuls, en 1478, l'Hôtel-Dieu, administré par les religieux de la Chassagne, pratiquait une hospitalisation *presque insignifiante*; il ne saurait être alors question d'enfants assistés ! Pour détails, cf. II^e partie, Titre Préliminaire, et, Titre II, Appendice.

ne sont, elles-mêmes, pas très nombreuses. Quant à l'Aumône-Générale, elle n'existe que depuis 1534, et ses registres datent de cette année-là même. On me dira : puisque l'adoption, est à Lyon, un acte notarié, comme nous le verrons, il faut regarder les archives notariales. Oui, pourvu qu'on en ait : nous n'en avons point à Lyon d'antérieures au XVI^e siècle; et les registres de la Sénéchaussée, en cas quelles soient judiciaires ? Ils remontent à 1530, sauf deux ou trois atteignant bien difficilement le début du siècle : De plus, aucun livre de droit et aucune histoire de Lyon ne datent de cette époque. Il n'y a donc pas de moyen matériel — direct — de vérifier l'existence des adoptions, et, c'est bien probablement, uniquement pour cela, que nous n'en trouvons pas de traces ! Cette constatation de carence, quelque regrettable qu'elle soit, devait être faite; peut-être, plus tard, trouverais-je, par hasard, des renseignements sur l'état du droit lyonnais au XV^e siècle, et, sur les adoptions, en particulier, mais il est sage, si nous voulons aboutir, de circonscrire les recherches, et, d'en rester là, pour l'instant.

TITRE II

L'ADOPTION AU XVI^e SIECLE

Vues générales et Préliminaires.

L'adoption apparaît donc, d'une manière évidente, patente, claire, indubitable, en 1527. Ces adjectifs répétés sont nécessaires pour appuyer sur cette idée : malgré les prétentions défavorables des auteurs — car Masuer et Guillaume Benoit avaient déjà écrit¹ — malgré les assurances réitérées des jurisconsultes qui vont écrire, à partir de cette époque, et qui finiront par emporter, à partir du XVII^e Siècle, dans l'esprit de tous les écrivains, la conviction que l'adoption est bien morte, en France, depuis des siècles, les textes sont là. Loin de moi de vouloir en tirer plus qu'ils n'apportent. Mais, je suis heureux, à ce propos, de montrer ce que les documents d'archives peuvent apporter de neuf, contre les opinions les plus accréditées, et, d'accord avec la pensée de nos éminents historiens du droit, de faire, à l'occasion de l'adoption, triompher, par le manuscrit, la vérité juridique d'une époque et d'un pays, contre les affirmations souvent tendancieuses des jurisconsultes de l'Ancien

(1) Cf. *Introduction*, p. 19, notes.

Droit; car, il ne s'agit plus pour nous, comme pour eux, de construire les institutions de l'avenir, en interprétant pour un but déterminé, à leur guise, les coutumes du moment, mais de reconstituer, sans préjugé, pièce à pièce, le tissu juridique de notre ancienne France. Puisse cette modeste étude y apporter sa part contributive !

Mon étude de l'adoption lyonnaise sera basée sur *quarante-deux actes* d'adoption, dont on pourra lire les textes dans les pièces justificatives annexes. Ne sont comptés dans ces quarante-deux actes, aucun acte douteux, aucun soin « pour l'honneur de Dieu », aucune réception d'enfant dont je ne sois sûr du caractère précis d'adoption. Ces actes ont-ils, par cela même, tous, la même nature ? C'est que nous allons justement examiner, mais d'ores et déjà, ils présentent ce caractère commun, non seulement, d'être *tous*, qualifiés d'adoption, mais, d'avoir été faits, été passés dans le désir de réaliser, d'opérer une adoption.

Quelques remarques générales sont nécessaires :

1) Tous ces actes sont extraits des registres hospitaliers lyonnais : les archives notariales, les registres d'insinuations, que j'ai consultés, ne m'ont, jusqu'à présent, rien appris; d'ailleurs, qu'on réfléchisse, qu'à l'exception, peut-être, de Rome, l'adoption, même reconnue explicitement par la législation civile, n'est jamais très fréquente; un notaire peut en passer acte d'une, quand il rédige cent donations et testaments; pour Paris, au XVI^e Siècle, où, évidemment, elle était plus rare qu'à Lyon, l'immense recueil

de Campardon et Tuetey² n'en renferme d'une seule ! Qu'on juge de là, la probabilité qu'il y a d'en trouver une, dans des liasses d'archives, extrêmement incomplètes, comme sont les archives notariales lyonnaises du début du XVI^e Siècle ! Allons, au contraire, à la source même, au lieu de prendre à un canal dérivé, nous recueillons davantage : où peut-on le plus facilement trouver une adoption, où peut-il rencontrer l'enfant désiré, le malheureux époux vieillissant sans descendant ? Où la pratique de la charité chrétienne susceptible de frapper les esprits profondément religieux de nos pères, pourra-t-elle, en même temps que la satisfaction personnelle, le mieux s'exercer ? Mais à l'hospice, à la maison qui recueille l'enfant trouvé, au « conservatoire » qui abrite les orphelins. Evidemment, ces maisons n'ont pas toujours existé, l'antiquité ne les a pas connues³, le Moyen-Age, pas toujours. Alors, l'adoption peut parfaitement être de pur fait, un individu recueille l'enfant exposé devant sa porte ; alors aucun écrit ne nous avertira de l'existence de l'adoption. Mais, du jour où des asiles ont été ouverts à l'enfance malheureuse, alors, il est tout naturel que le père, qui veut adopter, aille s'adresser à la maison hospitalière, où, en plus des avantages déjà

(2) CAMPARDON et TUETÉY, *Inventaire des Registres des Insinuations du Châtelet de Paris* (op. cit.).

(3) Un des plus anciens hôpitaux — et un des meilleurs — fut la « *Basiliade* » de Césarée, que décrit avec enthousiasme Grégoire de Nazyance : or St-Basile vivait au IV^e siècle. C'est le Christianisme qui a créé les maisons hospitalières, plus tard réglementées par le Code de Justinien (*nosocomium*, ou hôpital de malades, *xenodochium*, refuge des passants et pèlerins, *ptochium*, asile de pauvres, *gerontrophium*, pour les vieillards, *orphanotrophium*, conservatoire d'orphelins, et *brephotrophium*, pour les enfants trouvés).

signalés (choix varié, et, exercice de la charité), il pourra faire reconnaître son adoption par les commissaires de l'hôpital; son acte sera reconnu, écrit et signé par le secrétaire du bureau qui est, toujours, à Lyon, notaire royal. L'acte du registre hospitalier est, ne l'oublions pas, un acte notarié.

Dans l'étude de ces actes, je ne distinguerai pas, sauf lorsque des règles de fond en seront influencées, selon que l'adoption ait été faite à l'Hôtel-Dieu, ou à l'Aumône Générale. Néanmoins, il faut souligner le peu grand nombre d'enfants, qui semblent avoir été reçus à l'Hôtel-Dieu, dans les locaux exigus du début du siècle, en opposition à l'affluence croissante de ceux reçus à l'Aumône, à partir de 1534. Cela explique, en partie, le petit nombre d'actes relevés à l'Hôtel-Dieu (7) par rapport à ceux de l'Aumône-Générale (35). De plus, je rappelle que l'Hôtel-Dieu, au XVI^e Siècle, recueille les enfants trouvés et l'Aumône-Générale, en principe, les orphelins légitimes; et cette différence est importante : le bâtard est, souvent, considéré comme un être vicieux; il peut avoir son père, sa mère, les deux souvent; l'acte d'adoption peut-il se trouver attaqué, plus tard, par le père qui n'y a pas participé ? Non, certes, en droit, si l'on se souvient des règles romaines, mais, nous voyons des particuliers souscrire, dans leurs actes, des clauses spéciales qui trahissent de pareilles craintes. L'orphelin, lui, est tout à l'hôpital, à l'Aumône; faisons bien attention, il l'est à Lyon, sans réserve, puisqu'au moins, depuis 1536, il est son enfant adoptif. Soulignons alors la situation si curieuse en droit, qui pour-

tant n'a jamais été relevée, et, est peut-être unique dans l'histoire, de ces adoptés de l'Aumône Générale donnés en adoption par leurs parents adoptifs (l'Hôpital, ici). Il en est pourtant, ainsi, dans la majeure partie de nos adoptions lyonnaises.

2) Les quarante-deux adoptions relevées s'échelonnent de 1527 à 1584, soit en un peu moins de soixante ans. J'ai relevé toutes les adoptions pratiquées à l'Aumône Générale, depuis sa création, 1534, jusqu'en 1592. Qu'on pense à la lenteur de pareilles recherches, page à page, dans plus d'une vingtaine de registres, de plusieurs centaines de folios, chacun, recouverts, pour beaucoup, de mentions illisibles, abrégées ou effacées ! Aussi n'ai-je pas cru devoir poursuivre l'analyse minutieuse des registres postérieurs, atteignant le XVII^e Siècle, où l'adoption apparaît nettement comme tombée en désuétude, alors que les derniers registres consultés n'en contiennent plus aucune mention (E²³, E²⁴, E²⁵, E²⁶).

Pour l'Hôtel-Dieu, j'ai vérifié personnellement, avec soin, les trois premiers registres, I, I^{bis} (quel grimoire !) et II, allant de 1523 à 1567. Pour le reste, j'ai consulté le « Recueil des Délibérations importantes de l'Hôtel-Dieu au XVI^e Siècle » où M. Croze, le distingué conservateur des Archives Hospitalières, a relevé, entre autres, les adoptions faites par les particuliers de 1523 à 1600. Malheureusement, il faut signaler une interruption des registres, entre 1567 et 1577, et une tenue très imparfaite, au début du Registre I. Ces lacunes sont regrettables; néanmoins, sous ces réserves, je puis dire que toutes les adoptions,

pratiquées au XVI^e siècle, et, mentionnées sur les registres des établissements hospitaliers lyonnais ont été relevées. J'ai voulu, en le faisant, non seulement, éclaircir un texte douteux par un texte plus clair, mais, encore, établir, dans la mesure du possible, la fréquence des adoptions; on pourra juger de cela par le tableau suivant :

AUMONE-GENERALE		HOTEL-DIEU	
E ⁴	(1534-1536) 10	Reg. Délib. I (1523-1539)	2
E ⁵	(1536-1540) 4 (+1 cas douteux)	et Arch. Munic. GG 122	1
E ⁶	(1540-1546) 5	(en 1535)	
E ⁷	(1546-1552) 5	I (bis) (1540-1567)	2
E ⁸	(1552-1557) 0 (1 cas douteux)	II (1547-1557)	1
E ⁹	(1557-1559) 1 (+1 cas douteux)	III (1577-1583)	1
E ¹⁰	(1559-1563) 3		
E ¹¹	(1569-1571) 0 (1 cas douteux)		Total 7
E ¹²	(1572-1574) 1	(Auquel il faut ajouter, au moins, deux adoptions bien postérieures, l'une du 29 décembre 1596, l'autre du 25 novembre 1629).	
E ¹³⁻¹⁴	(1574-1576) 2	(Nombreux cas douteux).	
E ¹⁶⁻¹⁷	(1576-1578) 2		
E ¹⁹	(1578-1581) 1 (+1 cas douteux)		
E ²⁰	(1580-1582) 0		
E ²¹⁻²²	(1582-1584) 1		
De E ²³ à E ²⁶	(1585-1592) 0		
	Total 35		
	En tout 42		

On est frappé, à première vue, par le grand nombre d'adoptions que l'on trouve dans les premiers registres. Si l'on partage le siècle en deux, on constate :

Avant 1550, 24 sur 35 à l'Aumône-Générale, 6 sur 7 à l'Hôtel-Dieu

Après 1550, 11 sur 35 à l'Aumône-Générale, 1 sur 7 à l'Hôtel-Dieu

Qui mieux est :

Dans la 1^{re} période, 24 en 16 ans (1534-1552), à l'A. G., 6 en 27 ans (1523-1550) à l'H. D.

Dans la 2^e période, 11 en 32 ans (1552-1584), à l'A. G., 1 en 33 ans (1550-1583), à l'H. D.

Si j'ajoute que, pour l'Hôtel-Dieu, le premier Registre très incomplet ne nous donne certainement pas tous les actes qui y furent passés, au début de la première période (1523-1539), alors qu'à partir de 1550, environ, ils sont, certainement, complets, au contraire, la conclusion immédiate qui se dégage, en premier lieu, de ces chiffres, est la suivante : *l'adoption était, au début du XVI^e Siècle, en pleine vigueur*; nous en suivons, ensuite, la régression, pas à pas, jusqu'à sa complète désuétude, dans les dix dernières années du siècle. L'Aumône Générale, créée 50 ans plus tard, les registres de l'Hôtel-Dieu commençant vers 1583, au lieu de 1523, nous n'aurions probablement pas trouvé trace d'adoptions, dans les actes de leurs bureaux. Il semble, donc, que leurs premiers registres nous aient comme conservé, témoins précieux, les ultimes vestiges d'une institution en voie de décadence, *mais non encore éteinte au XVI^e Siècle*; qui mieux est, l'adoption par l'Aumône Générale n'aurait pu, elle aussi, prendre naissance dans un milieu social qui ne la connaissait plus. Son existence apparaissant en 1536, la coexistence, alors, d'adoptions privées nombreuses, quel faisceau de preuves attestant la vigueur de l'adoption, alors ! Je suis convaincu, d'ailleurs, que des recherches, dans des registres hospitaliers de la même époque, nous apporteraient, pour d'autres régions, la preuve de l'existence de l'adoption au XVI^e Siècle, même fort tard, jusque vers 1580. J'en ai des preuves⁴ irréfuta-

(4) Cf. *Introduction*, l'acte d'adoption fait à l'Hôpital du Pont St-Esprit, en 1552; les adoptions opérées au bureau des Hôpitaux italiens (Rome, Naples), *supra*, p. 48, notes.

bles. Mais — et c'est là où je tiens à souligner l'excellence des documents lyonnais — nous n'avons, ni à Paris, où presque tout a disparu dans l'incendie de 1871, ni, dans la majeure partie de nos archives hospitalières françaises, des textes, des registres, remontant aussi loin et qui soient parvenus jusqu'à nous. Je voudrais que ceux qui s'intéressent à cette étude, aient pu voir de leurs yeux, et, tenir dans leurs mains, ces remarquables registres de l'Aumône Générale de Lyon, si bien conservés, où, à l'exception d'une seule lacune, tous les actes du bureau de la maison sont relatés, sans interruption, depuis 1534 à 1789. Quel précieux témoignage de l'histoire, histoire locale, histoire des institutions, histoire politique, histoire des mœurs ! Quelle mine de renseignements pour le chercheur ! Pour Dijon, Beaune, Grenoble, Bourg, Marseille, etc... pour ne citer que ces cinq noms, villes de riches et célèbres hôpitaux, rien ou presque rien touchant le XVI^e Siècle. Pour Paris, presque tout ce qui concerne cette époque, toutes les archives des Hôpitaux du St-Esprit, des Enfants Rouges, où tant de renseignements devaient se trouver touchant les soins apportés aux orphelins et aux enfants naturels qui y étaient recueillis, tout cela a péri dans l'incendie de 1871. Les archives hospitalières lyonnaises restent donc comme un des rares témoignages — presque le seul — d'une époque, et, pour notre point de vue particulier, d'une institution. Je ne saurais assez en souligner la valeur, et, tout le profit que l'on peut en retirer.

Si nous considérons encore le tableau précédent, nous sommes frappés par le grand nombre d'adop-

tions, pratiquées au bureau de l'Aumône-Générale, du premier registre E⁴ (1534-1536). Il faut l'attribuer à la misère particulière de l'époque, consécutive à la grande famine qui avait sévi en 1531, et, désolé la région lyonnaise : le mouvement de charité a dû en être renforcé, chez des personnes sensibles à la pitié et désireuses d'offrir une nouvelle famille à de pauvres orphelins; de plus, c'était la première fois à Lyon, qu'un aussi grand nombre d'enfants étaient rassemblés en un même établissement, les garçons, à l'hôpital de la Chanal, les filles, à l'hôpital Ste-Catherine. De plus, l'Aumône Générale n'adoptait pas encore les enfants qu'elle recueillait; cette mesure a, certainement, pu freiner les désirs de certaines personnes qui craignaient que l'Aumône ne gardât un quelconque pouvoir sur les enfants recueillis, même après leur adoption par des particuliers. Enfin des causes occasionnelles ont joué également ⁵.

Encore une remarque : les adoptions, si nombreuses, au début, c'est-à-dire vers les années 1534-1536, à l'Aumône Générale, l'ont été, à nouveau, — dans une proportion moindre, il est vrai — au cours des deux années, 1547 et 1548, aux deux hôpitaux : 4 à l'Aumône Générale, et, 3 sur 7 à l'Hôtel-Dieu, 7 adoptions, en 2 ans : le courant qui porta les Lyonnais à l'Aumône Générale en 1534-35, s'est, donc, reproduit, 13 ans plus tard, aux deux hôpitaux.

Enfin, il faut bien se rappeler que ne sont mentionnées dans ces chiffres et n'entrent en ligne de

(5) C'est ainsi qu'un particulier vient jusqu'à trois reprises, en 1534-35, adopter un enfant, car les deux précédents s'étaient enfouis ! (P. J., n^{os} 17, 20, 22).

compte dans les considérations exposées, que les adoptions sur lesquelles aucun doute n'est possible. On a pu voir dans mon tableau précédent, qu'à côté de ces cas très nets, j'ai mentionné plusieurs actes douteux : beaucoup sont, je le crois, de véritables adoptions, mais, quand il s'agit, comme je le fais ici, de prouver la survivance d'une institution considérée, généralement, comme disparue, il ne s'agit pas de se baser sur des textes peu nets. Que si, au contraire, nous voulions nous rendre compte des différentes opérations qui furent pratiquées, à cette époque du XVI^e Siècle, sur les enfants trouvés et les orphelins, il faudrait alors, obligatoirement, ajouter à tous ces actes très nets d'adoption, tous ceux — et, plus nombreux, surtout, à l'Hôtel-Dieu — qui présentent un caractère douteux, ou, ne sont que de simples mesures charitables, sans caractère juridique. Il faudrait, encore, ajouter, pour être complet sur l'étendue de la bienfaisance lyonnaise, les très nombreux contrats d'apprentissage, ou baux de serviteurs, dont sont remplis les registres, des enfants de l'Aumône Générale, qui, tout en ayant le caractère principal d'acte intéressé, de la part du maître, n'en contiennent, pas moins, quelquefois, des clauses de bienfaisance, et vont, même, dans certains cas, jusqu'à présenter un caractère mixte. Mais, désirant ne traiter, ici, l'adoption, que sous son seul aspect juridique, et non pas, par exemple, comme l'application d'une mesure de bienfaisance, je n'insiste pas sur ces réflexions qui nous entraîneraient trop loin. Néanmoins, il me faut, encore, avant d'entrer dans le vif de cette

étude, — et cette idée s'apparente à la précédente — souligner, d'ores et déjà, deux caractères qui se rencontrent, l'un ou l'autre, et, quelquefois, l'un et l'autre, dans toutes les adoptions lyonnaises du XVI^e Siècle; elles présentent soit : 1) très souvent, le caractère d'un acte de charité : le père adoptif, tout en déclarant qu'il n'a pas d'enfants, et, veut combler ce vide, accédant à cette satisfaction personnelle, se dit « meu de pitié et charitté ». Sous une forme qui reste romaine, l'esprit est chrétien : on observe les Institutes de Justinien, en écoutant le conseil des Constitutions Apostoliques. On ne veut pas seulement se donner « un fils et successeur », mais donner un père à un enfant qui n'en a pas, on veut faire une bonne action (Cette idée, je la mettais en exergue au début de cette étude). 2) Néanmoins, certains actes présentent, au moins, apparemment, un caractère plus pratique : des particuliers veulent s'adjoindre, pour l'avenir, et sans bourse délier, un aide dans la profession exercée, qui les remplacera plus tard. Néanmoins, là encore, l'intention charitable semble bien se mêler au but intéressé; de plus, c'est, d'ailleurs, bien vouloir le bonheur de l'enfant qu'on a recueilli, que de l'associer à sa profession, lui mettre un métier dans les mains, et, lui donner l'espérance, non plus d'être renvoyé un jour, comme un simple apprenti, mais, fils, plus encore que serviteur du maître, de le remplacer un jour. C'est ainsi, à mon avis, qu'il faut comprendre les quelques actes, que nous avons, où semble se glisser, comme un contrat de travail, dans les obligations souscrites ou les termes

employés. Et puis, au fond, qu'importe, pour la validité de l'adoption, qu'elle ait été faite dans telle ou telle intention, plus ou moins révélée par les mots employés ? Le mobile de l'acte ne saurait changer, en effet, la nature de l'acte. Si les règles de formation caractéristiques d'un acte et les effets de cet acte sont, qu'importent les raisons qui ont poussé tel à faire tel acte. Il y a diverses manières de faire du bien à un enfant ; nous aurons l'occasion, quand nous étudierons les soins donnés pour l'honneur de Dieu, de connaître les actes de nature bien différente, mais, si, en voulant secourir un orphelin, on l'adopte, alors — n'hésitons pas — l'adoption réalisée n'en est pas moins une adoption.

Nous allons maintenant, étudier, de près, les différents textes, que les archives nous ont laissés. Nous diviserons cette étude en trois chapitres, d'importance très inégale. Dans un premier chapitre, nous verrons, assez rapidement, la forme de nos actes, et les qualités respectives des adoptants et des adoptés ; nous nous attarderons davantage au deuxième chapitre, « Les effets de l'acte », au cours duquel nous verrons successivement les différents attributs de l'adoption lyonnaise. Nous aurons ainsi :

Chapitre I : L'Acte et les parties à l'Acte.

Chapitre II : Effets de l'Acte.

Quand nous aurons ainsi passé en revue les divers éléments qui composent nos adoptions, nous serons alors en mesure d'en dégager la véritable figure, et, d'en définir la nature : ce sera l'objet de notre troisième chapitre : La Véritable Nature de l'Adoption Lyonnaise.

CHAPITRE PREMIER.

L'ACTE ET LES PARTIES A L'ACTE

SECTION I

L'ACTE D'ADOPTION.

Ce qui frappe, de suite, l'attention, c'est la grande variété dans la rédaction : nous n'avons aucun acte, écrit, tout à fait semblablement; alors que certains s'étendent longuement sur les conditions dans lesquelles se fait l'adoption, d'autres se contentent d'une brève mention ou d'indications très sommaires. Nous avons, en effet, très peu d'actes entiers d'adoption : elles sont, pour beaucoup, inscrites, sur les registres des actes et mandats du bureau de l'Aumône, en simples mentions, mêlées au reste, et citées à leur date. De plus, ces actes sont écrits très différemment selon le rédacteur du moment. On peut constater, par exemple que ceux d'une même année ou d'un même registre sont à peu près semblables, et, mentionnent les mêmes points; l'attention du scribe suivant sera attirée sur un autre côté, et, il négligera de citer, au contraire, ce qu'a expressément écrit son

prédécesseur. N'allons pas tirer de la différence des rédactions la conclusion qu'il y a autant d'adoptions d'effets et de nature différents que d'actes, ce serait, non seulement, difficilement admissible et même rationnel, mais une erreur certaine : il y a eu seulement différentes manières variables avec l'écrivain de les transcrire sur les registres. N'exagérons pas, ensuite, cette différence de forme : nous allons voir, en effet, que les éléments essentiels de l'adoption sont mentionnés dans tous : nous pouvons, de suite, distinguer, au point de vue de la forme, de la plupart des actes, deux séries d'actes :

1) A l'Hôtel-Dieu, les trois premiers : ils sont de forme semblable et, en eux, on sent manifestement le même rédacteur ; d'ailleurs, ils sont signés, tous les trois, du même notaire ; ce sont les actes de 1527, 1528 et 1535¹. Les deux premières de ces adoptions sont les plus anciennes que nous connaissons. L'une a un titre : « Oddecke povere fille de l'ospital baillée à Jaques Clerc, citoyen de Lion, pour sa fille adoptive ». Ils mentionnent la demande, aux recteurs ou à l'un d'eux, l'âge de l'enfant, la remise, la qualité d'enfant adoptif, l'attribution du nom ; ils sont vagues sur les soins promis à l'enfant « luy pourveoir comme leur filz adoptif », à l'inverse de ceux de l'Aumône Générale, mais très précis sur les garanties promises par les adoptants.

2) A l'Aumône Générale, les dix premiers sont pareils également : le modèle en est fourni par le

(1) P. J., n° 6 (1° et 2°), et 7.

premier en date, celui de l'adoption de Jean Pollides par Jacques Croset, en date du 9 avril 1534², acte si remarquable, que j'aurai, plus loin, l'occasion d'y revenir longuement. Aussi je n'insiste pas à présent : disons seulement qu'il est un acte notarié, lui aussi, relatant les promesses successives du père et du fils adoptif. Toutes les adoptions postérieures du registre E⁴, depuis celle-là, à la dernière du 27 juin 1535, sont dites être faites « soubz semblables qualitéz, conditions, promesses, obligations, cy devant contenues au bail de Jacques Croset »³.

Les adoptions postérieures, même celles dont nous n'avons qu'un court extrait, quand elles ne donnent pas le détail des différentes obligations résultant de l'adoption, mentionnent, au moins, que l'acte est fait « aux conditions et qualitéz d'adoption » ou aux « conditions et modifications d'adoption ». Certains spécifieront, quand il s'agit de petites filles, « comme l'on a acoustume de faire à filles adoptifves ». Ces termes ne peuvent laisser de doute : ils expriment quelles étaient les obligations et les effets de l'adoption lyonnaise du XVI^e siècle, qui était soumise à certaines conditions et produisait certains effets, bien déterminés, « acoustumés ». Quels étaient-ils ? Nous les étudierons quand nous traiterons de l'adoption au fond.

Très souvent, l'acte a une mention marginale « bail d'enfant adoptif, de fille adoptive », écrit très diver-

(2) P. J., n^o 14.

(3) P. J., n^{os} 15 à 23.

sement : « fille adoptifve en ville » ⁴ ou simplement « fille adoptifve » ⁵, « bail d'adoption » ⁶, « filz adoptifz ou fille adoptive hors l'Aulmosne » ⁷ comme pour les différencier de ceux adoptés en l'Aumône. Les derniers en date ne portent pas de mention marginale. A l'Hôtel-Dieu, si — nous l'avons vu — l'acte de 1528 a un titre, aucun n'a une mention marginale contemporaine de l'acte.

L'acte commence, généralement, par énoncer la remise de l'enfant, souvent qualifiée de « bail » avec, la plupart, la mention d'adoption (« pour fille adoptifve », « pour enfant adoptif »); puis on ajoute que l'adoptant a pris, retenu l'enfant comme son enfant adoptif, « l'ont prins et adopté à eulx » ⁸, « prins et accepté pour son adoptif » ⁹. Idem à l'Hôtel-Dieu : « ont adopté et prins pour leur filz adoptif » ¹⁰, « a adoupté (sic) et adopte pour sa fille » ¹¹. Puis, suivent les « conditions, qualitéz et modifications d'adoption », c'est-à-dire les obligations auxquelles s'astreignent les adoptants : « entretenir, instruire, alimenter, nourrir, etc... », suivi du terme significatif : « comme leur propre fille » ¹², « comme son filz légitime » ¹³, « comme sa propre fille naturelle et légitime » ¹⁴, « comme si elle est estoit sa propre fille

(4) P. J., n° 30; n° 27 : « fille adoptifve baillée en ville ».

(5) P. J., n° 31.

(6) P. J., n° 34.

(7) P. J., n°s 40, 41, 42.

(8) P. J., n° 46.

(9) P. J., n° 49.

(10) P. J., n° 8.

(11) P. J., n° 9.

(12) P. J., n°s 30, 31.

(13) P. J., n° 35.

(14) P. J., n° 38.

née en loyal mariage » ¹⁵, « comme si elle estoit sa fille naturelle » ¹⁶, « comme son propre enfant... et tout ainsi comme père est tenu et doit faire à son propre filz naturel et légitime » ¹⁷; de même, à l'Hôtel-Dieu : « comme sa fille adoptive » ¹⁸, « comme leur propre filz » ¹⁹, « comme de son propre enfant » ²⁰, « comme leur filz adoptif » ²¹. Quelquefois, simplement, les termes très forts : « lui faire comme à sa propre fille » ²², « le tenir comme son filz » ²³.

Puis, sont inscrites les garanties, souvent réduites à ce simple mot : « avec clauses à ce nécessaires ». Le texte est particulièrement clair dans les adoptions de l'Hôtel-Dieu, ainsi la première : « promettent par leurs sermens et soubz l'obligation de tous leurs biens, le nourrir... comme leur filz adoptif avec obligations de leurs biens, soubzmissions, renonciations et clauses nécessaires ». (1527, adoption Barbet) ²⁴. Et l'acte du R. II qui spécifiera, comme nous le verrons, le droit successoral, d'une manière si précise, ajoute, aussitôt après : « avec promesses d'avoir à gré non venir au contraire, avec dommaiges, soubzmissions de toutes cours royaulx de Lion et aultres » ²⁵, de même à l'Aumône-Générale, dans E⁷ (f° 217) : « avec pacte de non jamais en rien demander (transcription fran-

(15) P. J., n° 42.

(16) P. J., n° 45.

(17) P. J., n° 49.

(18) P. J., n° 7.

(19) P. J., n° 8.

(20) P. J., n° 11.

(21) P. J., n° 6, 1°.

(22) P. J., n° 24.

(23) P. J., n° 47.

(24) P. J., n° 6, 1°.

(25) P. J., n° 8.

çaise visible de « pacte de non petendo »), promissions, submissions, renonciations, obligations, et autres clauses ad ce nécessaires »²⁶. Ce sont les formules habituelles des actes notariés lyonnais du XVI^e siècle; les obligations, résultant de l'adoption, seront, ainsi, munies de la force exécutoire qu'apportent ces expressions.

Enfin, les actes les plus complets se terminent, en indiquant le lieu de passation de l'acte (le bureau de l'Aumône-Générale, ou de l'Hôtel-Dieu), la date (renvoyant souvent, sans préciser, à celle qui est mise en tête du folio), l'indication et les noms des témoins, et la mention des signatures. Quelquefois, rien n'est énoncé directement : « les an, jour, lieu, et présents que dessus ». Les témoins sont, toujours, au moins deux; dans un cas, trois²⁷, dans un autre, plus de sept !²⁸ Tout ce monde signe avec les parties, ou déclare qu'il ne peut signer.

Qu'est-ce, en somme, que toute cette formalité, sinon celle de l'acte authentique, car nous la trouvons, également, pour les constitutions de mariage, les donations, les dispositions testamentaires, les délivrances de capitaux, les reçus de dot, les procurations en justice, voire, les adoptions par l'Aumône-Générale. Qui plus est, c'est un acte notarié, car le secrétaire de l'Aumône, devant qui sont passés tous les actes mentionnés dans les registres, est toujours notaire royal; de plus, nous en avons une preuve

(26) P. J., n° 37.

(27) P. J., n° 9.

(28) P. J., n° 10.

directe, dans les premières adoptions à l'Hôtel-Dieu, et, l'adoption Croset, de 1534, à l'Aumône-Générale, où le notaire a signé, en fin d'acte, avec le sigle caractéristique de sa profession.

SECTION 2.

L'ADOPTANT.

Qui adopte ? Toute une série de constatations, et, quelques conséquences intéressantes :

A) Ce sont, d'abord : a) *Des époux* : la première adoption est faite par les époux Barbet (1527) : l'enfant est « prins et accepté » par les deux, à la fois, « pour leur filz adoptif »²⁹. Même cas³⁰, dans E⁷ (f° 217) : se présentent au bureau de l'Aumône-Générale, Raymond Arjollet et sa femme : tous deux expliquent qu'ils ont recueilli chez eux l'enfant dont est question, et qu'ils l'élèvent comme leur fille naturelle, tous deux demandent aux recteurs qu'ils veulent bien leur « donner Benoîte pour leur fille adoptive ». Remise est faite de l'enfant à tous les deux « ce, requérantz et acceptantz ». Tous deux promettent de tenir l'enfant « comme leur fille adoptifve » et s'engagent à l'instruire et l'élever avec les formules habituelles. Enfin, tous les titres et sommes d'argent de la fillette leur sont remis et reconnaissance est faite du reçu du tout par les « dits mariez Arjollet, la dite femme, en l'autorité que dessus ». Quelle au-

(29) P. J., n° 6, I°.

(30) P. J., n° 37.

torité ? Un autre acte postérieur nous éclairera : celui du 29 juillet 1576 (E¹⁶) : situation analogue : les « mariés de Rogen » veulent adopter un enfant recueilli par eux ; après les mêmes phases qu'en 1548, il leur est « octroyé leur dicte demande », et « les dits mariés de Rogen, la dite Janeney, de l'autorité de son dit mary, ont prins et adopté à eulx la dite Clavel comme leur propre fille » ³¹. Le texte est clair : Quand deux époux adoptent, la femme, malgré la présence de son mari à côté d'elle, doit être autorisée par lui.

b) Souvent, au contraire, c'est un *homme seul*, qui vient chercher un enfant adoptif (Jacques Clerc, à l'Hôtel-Dieu ³², de même, E⁴, E¹⁶, E²², par exemple), malheureusement, dans la plupart des cas, nous ne savons pas si cet homme est veuf, marié ou célibataire.

c) *Des femmes*, aussi, adoptent : ce sont généralement, des veuves. Nous avons, dans E⁵, le cas d'une adoption continuée et même, semble-t-il, renouvelée par une femme, à la mort de son mari ³³. Mais nous avons, aussi, des adoptions par des femmes mariées : dans celle du 31 mai 1574 (E¹⁴), les recteurs n'acceptent de donner l'enfant à la réclamante que sous la promesse de l'acceptation ultérieure de son mari : celui-ci vient, le dimanche suivant, et ratifie « ladite adoption tout ainsy que si par luy avoit esté faict » ³⁴ :

(31) P. J., n° 46.

(32) P. J., n° 7.

(33) P. J., n° 26. Les deux époux avaient adopté, ensemble quelques années auparavant, cf. P. J., n° 18.

(34) P. J., n° 44.

encore une preuve de la nécessité d'une autorisation pour la femme.

B) Les adoptants manifestent, quelquefois, qu'ils n'ont pas d'enfants de leur mariage. Quand ce regret est exprimé, il y a là, à mon sens, comme une preuve que nous avons, dans l'acte, une véritable adoption. En effet, une personne qui veut faire simplement du bien à un enfant, ou, s'en servir, ne manifeste pas le désir de voir l'enfant recueilli prendre la place, tenir lieu d'enfant naturel. Le regret des unions stériles marque l'utilité vraie de l'adoption : consolation des mariages sans enfants, prolongation des familles qui s'éteignent, c'était la raison d'être des adoptions romaines, c'est celle, en général, des adoptions de tous les temps. Si l'on peut évidemment instituer un héritier à charge de porter le nom, pour satisfaire à un des deux buts, l'autre n'est atteint que par l'adoption. Nous verrons, de plus, dans une section ultérieure, que des remises d'enfants à d'autres titres que d'adoption, ont été fréquentes, à Lyon, à la même époque, et, que leur coexistence avec des adoptions véritables, sera, vraiment, comme la contre-épreuve du caractère juridique des actes que nous étudions présentement : Or, nous savons, pour, au moins, quelques-uns de ces actes, qu'ils ont été faits par des époux chargés d'enfants (cas du célèbre imprimeur Guillaume Roville³⁵), voire même, d'enfants adoptifs³⁶ ! Je considère, donc, que l'affirma-

(35) P. J., n° 73, 1° et 2°.

(36) La confrontation (qui sera faite *infra*) entre nos 30 et 70 est très curieuse (Cf. Tome III, « L'entretien pour l'honneur de Dieu »).

tion du défaut d'enfants dans un acte d'adoption, est, déjà par lui-même, en dehors de tous les autres caractères probants d'adoption, une présomption en sa faveur.

C) Comme beaucoup d'adoptants sont mariés, et, que le plus grand nombre exercent une profession bien déterminée, on peut en conclure que ce sont probablement des majeurs, et que les règles romaines de différence d'âge entre adoptants et adoptés sont bien observées, car les adoptés, eux, sont toujours, ici, des enfants, beaucoup même en bas âge.

D) Nous touchons maintenant un point important, qui peut fournir quelque lumière sur l'origine de ces adoptions : sont-ce des lyonnais, ou, des étrangers qui viennent chercher des enfants adoptifs ? Je rappelle qu'à Lyon, au début du XVI^e siècle, il y avait une forte colonie italienne, divisée elle-même, d'après la province d'origine, en Milanais, Lucquois, Sennois, Gênois ; à côté, moins importante, mais influente, une colonie allemande ; en plus, des Espagnols et des Portugais. Trouvons-nous les adoptions pratiquées par les étrangers de ces colonies, des « nations », comme l'on disait alors à Lyon ? Sur les quarante-deux adoptants, un seul est qualifié expressément d'italien, un autre, d'allemand³⁷. Les quarante autres dont, en grande majorité, nous savons les métiers, occupent des professions sédentaires, tra-

(37) Italien, P. J., n° 45. Allemand, P. J., n° 46.

ditionnellement exercées par des lyonnais, et portent des noms, qui sont bien français. A défaut de preuve certaine, nous avons, dans ce faible pourcentage d'étrangers, comme une indication, il me semble, que, si l'adoption, dans des temps plus anciens, nous est venue à Lyon du droit italien, elle n'est pas au XVI^e siècle, un droit personnel à certaines nationalités installées dans la ville, mais un droit accessible à tous les citoyens de la ville. Certains sont, d'ailleurs, désignés : « citoien de Lion » (E²²) ³⁸, ou « habitans de Lyon » et même l'italien de E¹⁶ a cette dernière appellation ³⁹. La plupart sont qualifiés par leur profession, avec indication de leur domicile. Nous constatons, de plus, par là, qu'à l'exception d'un marchand de Paray-le-Monial ⁴⁰, ce sont tous des personnes résidant à Lyon : toutes les classes sociales, tous les métiers, tous les quartiers de la ville sont représentés ⁴¹.

(38) P. J., n° 49.

(39) P. J., n° 46.

(40) P. J., n° 32.

(41) C'est ainsi que nous trouvons, parmi les adoptants, les diverses professions suivantes : imprimeur (n° 14), menuisier (15), fondeur (16), maçon (17), sergent royal (18), tonnelier (21), « marchand » (23), maréchal (29), faiseur de pots d'Italie (30), « poul-drier de hacqueboute » (31), tissotier (33), cordier (34), cordonnier (35), sergent royal, encore (37), fourbisseur (39), « marchand ferratier » (41), espinglier (43), charron (44), veloutier (45), « moul-inier de soye » (46), charretier (47), fondeur de cuivre (48), boucher (6), brodeur (6), espinglier (8), pâtissier (9), marchand mercier (10), tisserand (11). Pour certain, j'ai pu retrouver dans les « *Nommées de Lyon* » leurs côtes d'impositions (Louis BARBER, Pierre ROY, Pierre SURLEY); enfin, pour les curieux d'histoire locale, j'ajoute encore que tous les quartiers de la ville presque sont représentés, même la banlieue (Guillotière, E¹⁴, n° 44). Mais les recherches que j'ai faites dans les registres paroissiaux ne m'ont pas permis de retrouver ces personnes, soit adoptants, soit adoptés, par suite de l'imperfection de ces registres, avant le XVII^e siècle.

Le bureau de l'Aumône-Générale ou de l'Hôtel-Dieu s'ouvre donc, indifféremment, à l'homme ou à la femme, à l'individu comme aux époux, au lyonnais comme à l'étranger, qui viennent chercher, parmi les orphelins de l'une ou les enfants trouvés de l'autre, l'enfant adoptif de leur choix.

SECTION 3.

L'ADOPTÉ.

Il est patent que ce sont tous des enfants, à l'Hôtel-Dieu, de moins de sept ans, car il les délaissait à cet âge, à l'Aumône-Générale, des enfants de tout âge, car, à l'époque où les adoptions par les particuliers étaient pratiquées à Lyon, les règlements de l'Aumône-Générale étaient loin d'être encore stables, ou même formés. Donc, des enfants; certains, de pays éloignés ⁴². Ils sont, en général, étrangers à la famille adoptante; néanmoins je signale l'adoption par un oncle, par une tante, par un beau-père, par une cousine ⁴³. — Dans les quarante-deux cas étudiés, je trouve vingt garçons et vingt-deux filles. — Il y eut, sinon des adoptions simultanées de plusieurs enfants ⁴⁴, en tous cas, des adoptions consécutives par

(42) Dauphiné (n° 17), « Chautagne, pays de Savoie » (n° 18), etc... (surtout au début; dans la suite, ce sont des enfants de Lyon).

(43) *Oncle* (n° 35); *Tante* (n° 24), *Beau-père* (n° 40), *Cousine* (n° 44).

(44) Acte douteux, n° 58, 28 mai 1536, E⁵, f. 48.

la même personne de plusieurs enfants⁴⁵. Point bien autrement important, ce sont, soit des orphelins, soit des enfants trouvés : Les adoptés à l'Aumône-Générale sont, probablement, tous, des orphelins : l'Aumône ne reçoit, en principe, que des orphelins; néanmoins, il pourrait y avoir doute, pour le début du siècle, de 1535 à 1550 environ, où l'Aumône admettait indifféremment n'importe quel enfant, pourvu qu'il y ait pitié : pour cette période, les actes nous apportent la certitude de treize orphelins, au moins de père, adoptés, sur vingt-quatre; c'est donc, un peu plus de la moitié sur lequel aucun doute n'est possible. Pour l'Hôtel-Dieu, ce sont des enfants trouvés : quatre actes⁴⁶ sur sept nous l'attestent formellement, et, en outre, nous savons que la maison ne recevait que des exposés ou orphelins en bas-âge. Nous verrons, dans un autre chapitre, les conséquences importantes que nous pourrions tirer de cette constatation, bornons-nous, pour l'instant, à la signaler.

Enfin, certains enfants ont encore, nous le savons par les actes, un de leurs parents ou membre de leur famille vivant : ce sont les cas des adoptions Croset et Flory : nous savons que Jean Pollides a sa mère⁴⁷, et, Louis Girard, sa belle-mère, et, son oncle⁴⁸. Ils ne paraissent pas à l'acte d'adoption, mais 1° de-

(45) Cas *Benoît Burgat*, déjà cité, E⁴ (P. J., n^{os} 17, 20, 22). Cas *Jeanne de La Lande*, adoptant le 6 octobre 1538 (P. J., n^o 27), à nouveau, le 27 mai 1548 (n^o 36), mais dans les deux cas, le ou les enfants précédemment adoptés « s'étaient enfuis » ! Cf. *Tableau des Adoptions au XVI^e siècle*.

(46) Ce sont les actes du n^o 6, 2^o, n^o 8, n^o 9, n^o 11 des P. J.

(47) P. J., n^{os} 14 et 50.

(48) P. J., n^{os} 15 et 51, n^o 52.

vant les efforts de la mère de Jean Pollides, pour le « suborner et soubstrayre », les recteurs de l'Aumône l'avertissent de l'adoption de son fils, et, lui font « rattifier et approuver de point en point le bail qu'elle « a confirmé et confirme » ⁴⁹. 2° Quant à la famille de Louis Girard, adopté par Jean Flory, que veut-elle ? Sa belle-mère, à vrai dire, ne s'oppose pas à l'acte, elle proteste, seulement ⁵⁰, contre un inventaire qui a été fait chez elle, à la suite d'une réclamation du père adoptif, dont je traiterai plus loin, et déclare que les biens mentionnés dans l'inventaire lui appartiennent et doivent lui être remis. On ne sait s'il lui fut donné satisfaction. Quant à l'oncle, Michel Girard, nous avons un texte fort détaillé de son intéressante comparution au bureau de l'Aumône-Générale, le 25 mai 1534, trois semaines environ après l'adoption de son neveu par Jean Flory ⁵¹ : il réclame, en effet, non pas qu'on lui rende certains biens, comme dans le cas précédent, mais qu'on lui remette son neveu, pour le « nourrir et faire apprendre comme sien », car il est son « plus prochain lignagier ». Les recteurs lui expliquent, alors, longuement, tout ce qui s'est passé en son absence, la présentation de Louis Girard à l'Aumône par la « vefve de son père », sa réception à la Chanal, étant donné sa pauvreté; puis, sa remise à Jacques Flory « en la manière qu'il est contenu aux actes du bail dudict enfant », puis, comme quoi

(49) P. J., n° 50.

(50) P. J., n° 51, 2°.

(51) P. J., n° 52.

Jacques Flory était venu, par la suite, demander de le mettre en possession des biens « tant meubles que immeubles » de Louis Girard, etc... L'oncle est, à son tour, interrogé sur les biens dont pouvait disposer, en Savoie, le père de l'enfant. Enfin, Michel Girard est sollicité d'apporter la preuve de sa qualité. Hélas, pour lui, sa demande n'obtint pas satisfaction. L'enfant — avec ses biens — reste bel et bien à son père adoptif; la comparution de ce pauvre Michel Girard ne servit qu'à les faire connaître plus exactement, à son détriment, car, nous lisons, à la date du 9 août 1534, le texte de la procuration, passée au père adoptif Flory, d'administrer et de toucher les revenus des biens de Louis Girard, précisément ceux situés en Savoie, et, dont Michel Girard avait confirmé l'existence aux recteurs de l'Aumône !

Nous concluerons que, même contre le gré de la mère (Jean Pollides) ou de l'oncle (Louis Girard) naturels de l'enfant, l'adoption reste stable. L'enfant exposé à l'Aumône, est considéré, certainement, comme abandonné de sa famille originelle, qui n'a plus aucun pouvoir sur lui, et ne saurait attaquer valablement les actes faits par les administrateurs de la maison hospitalière qui l'a recueilli.

CHAPITRE II.

Effets de l'acte d'adoption.

J'en arrive à la partie la plus importante de mon exposé, car c'est, principalement, des effets de l'adoption lyonnaise que l'on pourra juger de sa nature, et, pourtant, en cette matière si délicate, il est quelquefois bien difficile de voir clair dans nos manuscrits. Aussi sera-t-il bon, ici, de serrer les textes de très près, et, de débrouiller, très impartialement, les contradictions qui semblent se révéler, parfois, entre des actes rédigés très diversement. On ne m'en voudra pas, j'espère, d'insister, alors, un peu plus, et d'abuser peut-être de la patience du lecteur, car j'estime qu'en pareille matière — ainsi, le droit de succession — on ne saurait assez, pour savoir ce qui se passe, examiner tout ce qui peut nous renseigner. Je tiens à bien mettre en lumière que cette étude est basée uniquement sur des textes d'archives, sur des actes concrets et individuels; il nous faut tirer, par un effort de synthèse, les idées générales, éparses au milieu d'eux tous et, souvent, voilées par les multiples détails ayant trait à la situation spéciale de cas particuliers. Il nous faut construire « l'adoption » avec « des adoptions »; ici, ni

formulaire, ni traité général, rien que des manuscrits, perdus dans des archives poussiéreuses ! Qu'on veuille pardonner à la lenteur d'une construction, où chaque pierre constituera peu à peu l'édifice, sans armature préalable, à la différence des « buildings » modernes, comme ces vieilles maisons romaines, qui durent encore. Puisse ma construction avoir, avec leur rusticité, leur solidité !

SECTION 1.

L'ATTRIBUTION DU NOM DE L'ADOPTANT A L'ADOPTÉ.

Nous avons trois actes (probablement, quatre même), qui nous montrent expressément l'enfant adoptif prenant le nom de ses parents d'adoption. Les époux Barbet, en 1527, et Clessard, en 1535, Jacques Clerc en 1528, pour ne citer que ces trois, adoptent un enfant, au bureau de l'Hôtel-Dieu, qui s'appellera Pierre Barbet, Jean Clessard et Odette Clerc ¹. Dans les trois cas, il s'agit d'un bâtard élevé à l'Hôtel-Dieu, et sans nom de famille connu. Aucun acte de l'Aumône-Générale ne contient de telles clauses, l'orphelin recueilli a un nom de famille bien déterminé, on ne prévoit pas qu'il en prendra un autre. Là, nous avons à distinguer nettement les adoptions faites à l'Hôtel-Dieu de celles faites à l'Aumône-Générale.

(1) P. J., n° 6, 1° et 2°, et n° 7.

Néanmoins, devons-nous de ce que les textes ne nous apprennent pas si l'enfant prend le nom de son père adoptif, conclure ipso facto, par la négative ? Pour cela il nous faudrait pouvoir retrouver l'enfant dans des actes postérieurs que nous n'avons pas. Nos actes d'adoption sont loin d'être complets sur les effets de celle-ci : si un droit est mentionné, nous sommes assurés ainsi de son existence, mais, on ne saurait en dire autant dans le cas contraire d'omission. Tout ce que l'on peut dire, alors, c'est que la majorité des actes ne spécifie pas expressément l'attribution du nom. Néanmoins il est permis d'avancer qu'au moins lorsque l'enfant n'a pas de nom de famille, mais un seul prénom, comme c'est le cas pour tous les enfants trouvés, adoptés à l'Hôtel-Dieu, il a pris le nom de l'adoptant; de plus, il a pu en être ainsi dans les actes de l'Aumône-Générale où l'enfant ne nous est connu que par son prénom.

D'ailleurs, il faut remarquer que l'attribution du nom n'est pas un élément essentiel de l'adoption, surtout de l'adoption post-Justinienne. Néanmoins pour l'adrogation, il semblerait normal que le nom de l'adoptant soit transmis à l'adopté : mais, là, encore, les règles primitives avaient été, sous Justinien, et, même avant, considérablement élargies : n'oublions pas la séparation des patrimoines et autres mesures restrictives de l'absorption de la personnalité de l'adrogé dans celle de l'adrogeant. De plus, au XVI^e siècle, il faut se rappeler que le mariage, par exemple, qui, de nos jours, entraîne habi-

tuellement attribution du nom de l'un des époux à l'autre, n'entraînait pas du tout semblable effet, alors : la femme mariée gardait le nom de sa famille d'origine : j'en ai constaté, personnellement, de multiples exemples : dans ces conditions, il est bon de comparer des expressions comme « Marguerite Peyrard, femme de Humbert Freudenyer » ², « Anthoynette Rousset, vefve Anthoine Ville » ³, avec « Louis Girard, enfant adoptif de Jehan Flory » ⁴, par exemple.

L'incertitude touchant l'attribution du nom de l'adoptant à l'adopté, dans nos actes, ne saurait donc nous faire préjuger quelque conclusion défavorable au caractère de véritable adoption qu'ils possèdent par ailleurs.

SECTION 2.

L'OBLIGATION DE DOT.

Une clause dite de « douer » est comprise, explicitement, dans la plupart des actes : « Angéline, fille « de Jean Nicolet... a esté donnée à Baptiste Gré-
« goire... pour fille adoptifve; laquelle ilz ont pro-
« mis bien et deuement nourrir, instruire, etc... et
« *douer*, comme leur propre fille » ⁵. — « Isabeau
« Chaudière a esté baillée et mise avec le sieur

(2) P. J., n° 40.

(3) P. J., n° 42.

(4) Adoption Flory, P. J., n° 54.

(5) E⁶, 13 avril 1542, P. J., n° 30.

« Jehan Leconte... pour fille adoptive, à savoir qu'il « sera tenu la nourrir, etc... et, quand elle sera en « aage, la marier et *douer*, comme sa propre « fille... » ⁶. Que veut dire « *douer* » ? Nous savons avec La Curne de Saint Palaye, que « *douer* » a le sens de « donner en douaire ». Godefroy dit de son côté que « *douer* » signifie « gratifier ». C'est bien, ici, ce sens, le « douaire » ne pouvant pas, évidemment, être compris dans son sens traditionnel d'avantage de la femme mariée survivante. C'est donc, une gratification, un avantage pécunier en vue d'un établissement par mariage ou même autrement, car il doit être, semble-t-il, pris dans un sens large et s'appliquer également aux garçons et aux filles ⁷.

Néanmoins, dans ce dernier cas, cette obligation de « *douer* » équivaut-elle à l'obligation de dot ? Toute la question est en effet, de savoir s'il y a là un simple don de pure bienfaisance abandonné à la libéralité de l'adoptant, ou une dot, à proprement parler, proportionnée à l'étendue de la fortune du père adoptif, et, fixée traditionnellement à un certain taux :

a) Nous avons la double réponse, dans l'adoption de Benoite Bigot : « promectent tenir la dite Benoitte pour leur fille adoptive et... la *douer* selon « la faculté de leurs biens, et, comme l'on a accoustume de faire à filles adoptives... » ⁸. C'est clair :

(6) E¹⁰, 3 août 1561, P. J., n° 41.

(7) L'acte d'adoption de Jacques Surlay, le 16 octobre 1547, comprend l'obligation de *douer* (P. J., n° 35); nous verrons plus tard que quelques actes d'adoption de l'Aumône-Générale d'enfants mâles, de la même époque, la comprennent également.

(8) E⁷, 18 novembre 1548, P. J., n° 37.

« Douer » l'enfant adoptif, c'est lui faire, donc, un certain avantage pécunier, non pas laissé à la discrétion des particuliers, mais soumis à des règles « acoustumées », et, qui doit se baser sur la fortune, « la faculté des biens » de l'adoptant.

b) Mais, cette dot « acoustumée » à filles adoptives » qu'est-elle au juste ? Autant ou moins qu'aux filles naturelles ? La réponse, cette fois-ci, nous sera donnée, par exemple, par l'acte du 15 novembre 1562 : Marie Lanffrey est donnée à « Anthoynette « Rousset, vefve Anthoine Ville, ... aux conditions et « modifications d'adoption, assavoir que la dite Anthoynette Rousset a promis ... quand elle sera en « aage, la douer comme si elle estoit sa propre fille « née en loyal mariage » ⁹. Une des « conditions et « modifications d'adoption », nous apprend ce texte, c'est-à-dire, une des règles à laquelle est soumise l'adoption, est donc de gratifier l'enfant d'âge convenable « *comme* » un enfant né de mariage : la conclusion s'impose d'elle-même : la fille adoptive reçoit la même chose que la fille naturelle.

c) Nous en avons encore une preuve, par la comparaison avec les actes d'adoption par l'Aumône-Générale : cette clause de « douer » est mentionnée également. Or, nous verrons plus tard, qu'elle devait par la suite être qualifiée de dot, et, en posséder les caractères.

d) La contre-épreuve nous est, de plus, fournie par les pseudo-adoptions, que nous étudierons tout à

(9) E¹⁰, 15 novembre 1562, P. J., n° 42.

l'heure : les enfants recueillis, « pour l'honneur de Dieu », sont-ils « doués », comme les enfants adoptifs ? Nous avons sur ces actes, un texte fort clair, en date du 24 avril 1552, sur lequel nous aurons à revenir; pour l'instant retenons que Bastienne, confiée, dans ces conditions, aux bons soins de Baptiste Grégoire par les recteurs de l'Hôtel-Dieu, ne pourra, dit expressément le texte, rien prétendre sur leurs biens et qu'il lui sera, seulement, donné une « aulmosne », fixée au gré du bienfaiteur, « pour l'honneur de Dieu, pour l'ayder à marier »¹⁰. On ne saurait être plus explicite, ce simple subsidie, accordé à l'enfant, n'est évidemment pas, une véritable dot. Les enfants recueillis sans adoption ne reçoivent donc pas l'avantage, dont sont « doués » les enfants adoptifs : c'est bien alors l'adoption qui ouvre à ces derniers le droit à la dot et donne cette charge à leur nouvelle famille.

La « promesse de douer » se confond, ainsi, dans nos actes d'adoption, avec l'obligation traditionnelle de dot que le père doit fournir à sa fille qui se marie. Un des éléments, sinon indispensable, du moins caractéristique, d'une véritable adoption se trouve ainsi mentionné dans nos textes lyonnais.

(10) Registre III de l'Hôtel-Dieu, 24 avril 1552, P. J., n° 70.

SECTION 3.

LE DROIT DE SUCCESSION.

A. — LE DROIT SUCCESSORAL DE L'ADOPTÉ.

Je touche, ici, le point névralgique par excellence, de toute cette étude de l'adoption lyonnaise; c'est ici la question principale, la seule décisive; aussi je n'hésite pas à dire, que tout ce que nous avons avancé de probant, jusqu'à présent, en faveur du caractère de réelle adoption de nos actes lyonnais, tout cela n'a pas grande valeur, si l'enfant adoptif n'a pas le droit de succéder « ab intestat » à ses parents d'adoption; quant bien même l'acte se qualifierait expressément d'adoption, et en aurait bien des caractères, par ailleurs, s'il manque cet élément fondamental, il n'y a pas d'adoption; car le droit successoral n'est pas seulement présomptif d'adoption, il en est vraiment constitutif, il est l'adoption même, sa réalisation pratique. C'est dire l'importance de notre chapitre.

Nous savons, en effet, que l'adoption romaine, si rigide et si formaliste, dans les premiers temps, a vu sa portée et ses effets se diminuer, de plus en plus, déjà bien avant Justinien; néanmoins, jusqu'à ce dernier, même « l'adoption proprement dite », ainsi qu'elle est traditionnellement appelée, entraînait encore transmission de la puissance paternelle; Justinien compléta l'évolution, en décidant qu'à l'exception

de deux cas bien déterminés (qui ne se rencontreront d'ailleurs jamais, dans nos adoptions lyonnaises) l'adoption n'entraînerait d'autres rapports entre l'adoptant et l'adopté que le droit de succession du second sur les biens du premier; c'est ce qui fit dire à l'éminent historien, Paul Viollet, que la principale, à vrai dire, la seule caractéristique de l'adoption post-justinienne était le droit de succession de l'enfant adoptif ¹¹; si donc, cet élément fait défaut, il n'y a pas d'adoption. Sans que nous puissions aller aussi loin, cependant, pour l'adrogation, comprenons que, pour nous trouver, au moins, en présence d'une « adoption proprement dite », il faudra de toute évidence, que nous constations l'existence de ce droit; et, même alors, il suffira qu'il y ait ce droit. Pour l'instant, nous n'examinerons pas si notre adoption lyonnaise est une adoption proprement dite, une adrogation, ou, une « adoption lyonnaise », ce sera l'objet de notre troisième chapitre; nous voulons seulement rechercher si ce droit de succession, qui est, de toute façon, indispensable pour les deux catégories d'adoptions romaines, se rencontre dans nos textes lyonnais. Et notre recherche va, de plus, prendre un intérêt tout particulier du fait que la question a précédemment été résolue dans un sens défavorable à notre thèse : dans le même exposé que nous citons tout à l'heure, Paul Viollet, étudiant la survivance de l'adoption romaine dans notre Ancien Droit, ajoutait, en effet, qu'au moins « à partir du XVI^e Siècle, l'adoption, en France,

(11) VIOLLET, *Histoire du Droit Civil*, Ch. VII, De l'Adoption.

« ne conférait pas le droit de succéder ¹² ». Nous ne reviendrons pas sur les raisons déjà exposées qui ont autorisé l'éminent maître à avancer cette conclusion, nous allons, seulement, d'après nos textes lyonnais, nous demander si cette conclusion a bien la généralité que lui a donnée son auteur, et, si, au moins à Lyon, l'adoption ne serait pas encore, même au milieu du XVI^e Siècle, dépourvue de cet attribut essentiel de l'adoption romaine de l'époque de Justinien : la vocation héréditaire de l'enfant adoptif.

Nous passerons en revue les différents textes qui nous font connaître le droit de succession, et, les analyserons :

1) La première adoption faite au bureau de l'Aumône-Générale et dont E⁴ nous conserve le texte si remarquable à bien des points de vue, nous offrira justement des renseignements intéressants touchant le droit de succession du fils adoptif, en l'an 1534.

Le 9 Avril de cette année, en effet, tout au début de la constitution de l'Aumône-Générale, le libraire Jacques Croset vient au bureau et expose aux recteurs qu'il est allé à l'hôpital de la Chanal ¹³, dans l'intention d'y trouver un enfant adoptif; parmi les enfants qu'il y a vus, il en a trouvé un, Jean Pollides, qui lui convient et, en conséquence, déclare-t-il, il a grand désir de le « prendre et retenir pour son filz et enfant adoptif et « arrogant » pour luy succéder à l'advenir ». Nous n'insisterons pas pour l'instant, sur la

(12) VIOLLET, *ibidem*.

(13) L'hôpital de la Chanal recevait, depuis le 5 mars seulement, les enfants mâles recueillis par l'Aumône-Générale.

mention « arrogé », retenons, seulement, l'intention exprimée, le « pour ». Si nous continuons la lecture du texte, nous lisons que Jacques Croset, une fois qu'il eut déclaré prendre des mains des recteurs Jean Pollides pour son fils adoptif, ajoute : « et, « pour tel le tient et reppute, et entend que ledit « Pollides succède à l'advenir en ses biens... », puis, cette phrase, qui en dira plus qu'un long discours : « *le droit porte qu'enfans adoptifs et arroyez doyvent « succéder à leur père adoptif et arroyeant* ». Plusieurs enseignements se dégagent de ces textes :

a) Remarquons d'abord, la première expression : « pour luy succéder à l'advenir ». Jacques Croset veut avoir un héritier, c'est bien l'intention qu'il exprime; n'ayant pas d'enfant, il veut que quelqu'un « succède en ses biens »; c'est dans ce but qu'il vient au bureau de l'Aumône-Générale; jusque-là rien de remarquable. Mais quel moyen va-t-il employer, pour réaliser son désir, pour se faire un héritier ? Va-t-il y procéder comme c'était l'usage fréquent, par voie de donation à cause de mort ou d'institution contractuelle ? Cela serait simple. Non, il va, pour se constituer un héritier, faire une opération qui devrait, paraît-il, au dire des auteurs postérieurs, être entièrement incapable d'ouvrir un droit successoral, il va précisément faire une « adoption »; c'est « pour lui succéder à l'avenir », pour ce but précis qu'il prend un enfant adoptif « arrogé » dit-il même. C'est, au moins, troublant : que l'on voudrait même tirer de notre texte la conclusion que l'on ne peut pas, à Lyon, se faire un héritier d'une personne étrangère,

sans l'adopter, l'on aurait, ici, un bel argument, puisque, entre tous les moyens mis à sa disposition, Jacques Croset, pourrait-on dire, choisit justement celui — qui n'est pas le plus simple — qui donne la qualité d'héritier à celui-là seul qui est, préalablement, par le moyen fictif de l'adoption, introduit dans la famille du « de cujus » et, considéré, alors, parce que fils, apte à la succession. Loin de moi de tirer pareille conclusion de notre texte, mais, convenons, par contre, qu'on ne saurait en trouver un qui montre mieux le droit successoral issu de l'adoption.

b) Mais, qui plus est, l'attestation du droit de succession du fils adoptif est, quelques lignes plus loin, absolument formelle : notre texte nous apprend, en effet, que « le droit porte que enfans adotifs et ar-
« rogez doyvent succéder à leur père adotif et arro-
« geant ». Cette affirmation, concise et claire, dispense de tout commentaire. La vieille règle de l'adoption romaine est, donc, en usage, puisque notre texte l'énonce expressément.

En effet, « le droit porte », dit notre texte, c'est-à-dire « *le droit romain* », ainsi ordinairement qualifié dans les pays de droit écrit; « *le droit romain en vigueur* », car le texte n'est pas : « le droit portait que l'enfant adoptif succédait » mais, à l'indicatif présent « le droit porte que l'enfant adoptif succède » : Ce n'est pas d'ailleurs « succède », mais « doit succéder », il n'y a pas constatation d'un fait, qu'habituellement on succède (ce qui serait déjà, d'ailleurs, du droit coutumier) mais reconnaissance du caractère d'une règle légale, (c'est du droit écrit), qu'on « doit succéder » : c'est

donc qu'il y a une règle impérative prescrite par le droit romain en usage : de la plume d'un notaire du XVI^e Siècle, cette reconnaissance d'un droit vaut, par elle seule, plus que toute appréciation postérieure de Charondas ou de Ferrière.

c) Néanmoins, notre texte comporte deux expressions restrictives qu'il nous faut expliquer brièvement : Jacques Croset, en effet, pour des raisons qui nous échappent, a cru bon de faire ajouter, en marge, une certaine limitation au droit reconnu à Jean Pollides. Il désire qu'il lui succède à l'avenir, mais, est-il ajouté « en ce que bon luy semblera », et il consent bien qu'il hérite de ses biens, mais « sinon en ce qui luy plaira » nonobstant, est-il précisé, la règle du « droit » en cette matière. Quelle peut être la portée de ces expressions ?

Il semble que, bien loin de nier l'existence du droit de succession, à notre époque, de tels termes en attestent, encore mieux l'existence : en effet, si le père adoptif se trouve dans la nécessité d'ajouter une clause pour diminuer le droit, c'est précisément que le droit existe; si l'adoptant prend soin de déclarer que, malgré le droit successoral, dont il énonce lui-même l'existence, le fils qu'il adopte présentement, ne « succédera » néanmoins, « qu'en ce que bon luy semblera », c'est que, sans cette clause, il aurait succédé purement et simplement. Mais, de plus, devons-nous voir, dans le cas particulier qui nous occupe, une restriction du droit successoral habituel du fils adoptif, édictée au détriment de Jean Pollides ? Mais non; nous lisons, en effet, dans les deux passages

en question, que, malgré l'addition de ces clauses restrictives, l'enfant adopté par Jean Croset, n'en est pas moins déclaré expressément « luy succéder à l'advenir », succéder en ses biens : ce n'est pas, en somme, le « droit de succéder » de l'enfant adoptif qui est restreint, son « aptitude à la succession », c'est seulement la « quotité de ce droit », l'étendue des biens sur lequel il porte. L'enfant reste « héritier », et, ne devient pas « légataire ». Ce que, très probablement, a cherché Jacques Croset, c'est bien plutôt, se réserver la possibilité de retenir, dans l'universalité de son patrimoine, à laquelle est appelé Jean Pollides, « entend qu'il succède en ses biens », la part qu'il jugera nécessaire pour des dons et legs éventuels; autrement dit, il n'a pas voulu que le droit reconnu à son fils adoptif puisse être tenu pour une donation universelle de tous les biens que le donateur aura au jour de son décès — que notre Ancien Droit considérait comme nulle — mais lui donner la seule espérance à un droit de succession normale, gardant pour lui, probablement, peut-être même, le droit de l'exhérer, comme un père naturel pourrait le faire vis-à-vis de son fils légitime. En termes plus simples, on peut dire que nous avons là une restriction parfaitement normale de la quotité successorale ab-intestat de tout héritier légitimaire.

II) Voyons maintenant les textes suivants où le droit de succession est à nouveau expressément mentionné. Notre recherche ne sera pas, d'ailleurs, une vaine répétition d'un droit déjà prouvé : le texte que

nous venons d'étudier a, malgré tout, des restrictions qui nuisent à sa pleine valeur probante, et, il n'est, enfin, valable qu'à sa date. J'espère montrer, maintenant, avec l'acte caractéristique au point de vue du droit de succession qui est de 1548, et, un autre où se trouve une mention très claire de 1577, que notre adoption lyonnaise, à ces différentes dates, qui jalonnent le XVI^e Siècle, a conservé, pendant toute la durée de son existence, le principal de ses attributs.

Entre l'adoption Croset de 1534 et l'acte de 1548, dont il va être question, deux textes comportent d'une manière brève, mais catégorique, la mention du droit de succession du fils adoptif (E⁶, f^o 299, 18 novembre 1543) ¹⁴, et de la fille adoptive (E⁵, f^o 317, 6 octobre 1538) ¹⁵. Mais ce sera le registre II des délibérations de l'Hôtel-Dieu qui nous apporte le texte qui décide, à mon sens, de la question, sans que nous puissions garder le moindre doute; je n'hésite pas à faire de ce texte en cet endroit, une situation intégrale, car la place qui y est faite au droit successoral, est si importante par rapport aux autres obligations souscrites par les parents adoptifs, qu'elle y tient la moitié de l'acte et qu'il semble même qu'elle soit la principale raison d'être de cette adoption.

(14) Claude Jacquard promet « bien et deuement » nourrir son fils adoptif, Alexandre, « le vestir, instruire et entretenir et le « *herité* (sic) selon la faculté de ses biens ». (18 novembre 1543, P. J., n^o 32).

(15) Jane de la Lande, en adoptant « Florie, fille de feu Jehan le benier » déclare entre autres choses, qu'« *elle héritera en ses biens comme sa propre fille* ». (6 octobre 1538, P. J., n^o 27); On ne saurait être plus net.

H. D., R. II (f° 27) — Dim. 27 août 1548, au Bureau de l'H. D. du Pont du Rosne (P. J., n° 8).

« Les dits sieurs conseillers, recteurs et administrateurs
« de l'Hostel Dieu du Pont du Rosne, ont baillé et remys,
« baillent et remectent à honneste homme Guichard Pontet,
« espinglier dudict Lion, et, Florie Cousture, sa femme, pré-
« sent et acceptant, ung jeune enfant de l'aage d'un an et
« demi, nommé Guillaume, qui a esté nourri audict hospi-
« tal avec les aultres enfants trouvés y estant, et lequel Guil-
« laume, lesdicts mariés Pontet *considérant qu'ils n'ont au-*
« *cun enfant de leur mariage*, ont adopté et prins pour leur
« filz adoptif, pour iceluy nourrir et entretenir comme leur
« propre fils, *voulant et consentant que, en cas qu'ilz et cha-*
« *cun d'eulx viennent à décéder sans hoirs de leur corps,*
« *néz de vray mariage, ledit Guillaume, leur filz adopté,*
« *leur puisse succéder en tous et chacun leur bien meubles,*
« *immeubles, présent et advenir quelzconques, comme si il*
« *estoit leur naturel et légitime né en vray mariage*, avec
« promesses d'avoir à gré non venir au contraire avec dom-
« maiges, soubzmissions de toutes cours royaulx... de Lion
« et aultres, et, avec les renonciations et clauses neces-
« saires..., faict et passé au dict bureau, les an et jour que
« dessus et présences que dessus. »

Ce texte est remarquable, certes, par sa facture, mais sa portée l'est encore bien davantage; je n'insisterai pas à cette place sur la mention insérée dans l'acte par les époux adoptants qu'ils n'ont point d'enfants, elle a déjà été relevée en son lieu. Occupons-nous seulement du droit successoral : le caractère marquant de l'acte est celui d'une précision complète : rien n'est oublié; le texte passe en revue toutes les situations, tous les cas : mort d'un des époux, des des deux, présence alors d'enfants naturels, d'enfants légitimes; c'est au décès d'un des parents adoptifs, sans descendant légitime, qu'a lieu l'ouverture,

reconnue explicitement, du droit successoral de l'enfant adopté, droit successoral le plus grand, le plus large qu'il puisse être, en quotité et en qualité : 1) en quotité, il a droit à tout le patrimoine, les immeubles comme les meubles, les biens actuellement possédés, comme les acquêts qui viendront par la suite, « tous les biens », quels qu'ils soient « quelz-conques » ; 2) et tout cela, ni en vertu d'un don, ni en vertu d'un legs, ou de quelque convention que ce soit, mais, comme « *s'il était leur fils naturel et légitime* », et l'expression est redoublée, pour bien insister sur cette qualité : « *fils naturel et légitime, né en vray mariage* ». Il y a droit par FILIATION; il reçoit tout, comme s'il était fils, parce qu'il est fils. En effet, les époux Pontet spécifient bien que l'acte qu'ils font doit avoir pour conséquence, doit aboutir à ce que ledit Guillaume « puisse » succéder « comme s'il estoit leur naturel et légitime », et pour détruire à l'avance les objections possibles contre un droit si étendu, ils font intercaler dans le texte la qualité qui, à leurs yeux, lui donne ce droit : le texte ne dit pas seulement « voulant que le dit Guillaume puisse succéder comme « leur naturel et légitime », mais « voulant que le dit Guillaume, leur FILZ ADOPTÉ, puisse succéder comme leur naturel et légitime ». Guillaume succède, donc, parce qu'il est « fils adopté », comme un fils naturel; fils adoptif égale, ainsi, fils naturel Son droit est le même, sa part est la même.

Le droit successoral de l'enfant adopté ne saurait être, à la fois, plus clairement connu, ni plus large-

ment reconnu. Nous devons, en bonne foi, tirer de notre texte, au point de vue du droit de succession, la conclusion que L'ENFANT ADOPTÉ AU MILIEU DU XVI^e SIÈCLE, SUCCÈDE A SES PARENTS D'ADOPTION, NON SEULEMENT A LA MANIÈRE D'UN ENFANT LÉGITIME, MAIS COMME, ET, AUTANT QU'UN ENFANT LÉGITIME.

III) Et notre conclusion ne sera que confirmée, encore, par les textes postérieurs qui nous renseignent sur la même question en 1574 et en 1577. Il faut remarquer, de suite, que ces époques sont déjà tardives; l'adoption, est, à plus forte raison qu'en 1534 ou 1548, considérée par les auteurs comme en pleine désuétude; bien d'autres écrivains, à commencer par Dumoulin, ont renchéri sur leurs devanciers, et soutenu que l'adoption ne confère pas de droit de succession. Et pourtant, les textes sont là; il faudra bien finir par en tenir compte.

Marc de Trente, Allemand, adopte une petite fille, Ysabeau Delarue, le 24 octobre 1574 (E¹⁴ f^o 99). Après avoir fait sa requête aux recteurs, il l'a « prins et adoptée », et « *promect luy participper de ses biens, comme si elle estoit sa fille naturelle* »¹⁶. L'assimilation de l'adoptive à la fille naturelle, au point de vue du droit sur le patrimoine, est bien claire; ce texte confirme, donc, à sa date et pour son époque, les précédents. Celui du 24 mars 1577 ajoute, en plus, quelque chose que les textes antérieurs avaient simplement laissé supposer, sans l'énoncer aussi clairement.

Le texte que nous rapporte, en effet, E¹⁶ (F^o 224)

(16) P. J., n^o 45.

relatif à l'adoption d'Anthoine Moyroud par un certain Michel Billaud, charretier, se termine ainsi, après les promesses d'usage : « et, advenant qu'il (Billaud) « décède avant ledict Moyroud, le *légitime comme « sien et entièrement en décharge l'Aulmosne* ¹⁷ ». L'enfant est *légitimé* par l'acte d'adoption, et, comme cette légitimation est ici reconnue, à propos des effets qu'elle a, en cas de prédécès du père adoptif, il est donc clair que ces effets ne peuvent être que le droit de succession : puisque Anthoine Moyroud est devenu un fils légitime, il en a donc tous les droits. C'est en cette *légitimation*, précisément, que je trouve notre texte intéressant, car il nous montre, à propos du droit de succession, un des effets d'une véritable adoption que je n'avais pas encore relevé dans l'adoption lyonnaise, et, qui concerne l'état des personnes : l'adoption, mode fictif de création de la filiation légitime. A Rome, surtout, ce caractère était très marqué : le fils adoptif devenait vraiment, par l'adoption, un fils légitime, l'adrogé gardera ce caractère, même après Justinien. Or, l'adopté de 1577, par son acte d'adoption, « *légitimé comme sien* » ; est devenu, lui aussi, légitime : « *légitimé comme sien* », à propos du droit de succession, comme cela évoque, d'ailleurs, l'« héritier sien » que devenait le fils adrogé, en droit romain ; pour l'instant, ce texte doit nous intéresser, car il nous montre, mieux que tout autre, la raison d'être — et, en même temps, l'étendue — du droit successoral si large du fils adoptif : en effet, si le fils né de mariage, a, entre autres pré-

(17) E¹⁶, 24 mars 1577, P. J., n° 47.

rogatives, le droit de succéder ab-intestat à son père naturel, n'oublions pas que c'est en vertu de sa légitimité; cette qualité lui vient, non de la génération, mais de la génération légitime, c'est elle qui lui confère tous ces avantages : si l'adoption donne vraiment à l'enfant la qualité de fils légitime, celui-ci aura donc tous les droits dus à ce caractère et surtout celui de succéder à son père adoptif ainsi que le fils né en mariage succède à son père naturel, car l'un comme l'autre est le père légitime de l'enfant. L'acte de 1577 explique donc le droit successoral de l'acte de 1548.

Nous venons de passer ainsi en revue tous les actes de nos archives lyonnaises qui mentionnent explicitement le droit de succession de l'enfant adopté.

IV. — Les autres actes ne comportent pas expressément ce droit : en sont-ils pour cela exclus ? Je ne le crois pas; a) certains sont, en effet, trop courts pour détailler les différents droits issus de l'adoption et se contentent de dire qu'il y a eu une adoption. De plus, les actes du registre E⁴ de l'Aumône-Générale¹⁸, si nombreux, mais qui sont mentionnés, très brièvement, à leur date, au cours du registre, sont tous dits avoir été faits aux mêmes conditions que l'adoption Croset, la première de l'Aumône-Générale, du 9 avril 1534, que j'ai longuement, déjà étudiée : ils comportent donc comme elle le droit successoral; b) les trois premières adoptions faites à l'Hôtel-Dieu¹⁹, en 1527,

(18) P. J., n^{os} 15 à 23.

(19) P. J., n^o 6, 1^o et 2^o, et n^o 7.

1528, 1535, et dont le texte est manifestement de la plume du même notaire, ne mentionnent pas le droit successoral, mais par contre, ce sont les seuls qui prévoient, nous l'avons vu, une attribution expresse du nom du père adoptif à l'adopté, et ainsi, une intégration de l'enfant dans la famille adoptante : nous devons en conclure, raisonnablement, qu'il jouissait, en conséquence, du droit de succession; c) les autres actes, sans mentionner un droit successoral, sont dits avoir été faits « *aux conditions et qualitez d'adoption* »; sans, pour l'instant, expliquer par le détail ce que veulent dire ces expressions, que nous avons déjà signalées, et que nous étudierons bientôt, nous remarquerons qu'à la même époque, et, dans les mêmes registres, les actes d'adoption par l'Aumône-Générale sont conçus en des termes absolument semblables, et, ne mentionnent pas plus qu'eux le droit successoral. Or, nous montrerons, plus tard, que, bien loin d'en être exempts, c'était, déjà, à cette époque, un des principaux effets des adoptions par l'Aumône. C'est donc, que parmi les « conditions d'adoption » selon lesquelles ces actes sont dits être faits, se trouve ainsi implicitement admis le droit de succession; en conséquence, les adoptions par les particuliers, rédigées de la même manière que les adoptions par l'Aumône, et soumises aux mêmes conditions, comprennent, par comparaison, les mêmes avantages. Si nous doutions encore, l'adoption que mentionne E⁹ (F^o 324) achèverait de nous convaincre²⁰ : nous cons-

(20) Dans l'acte en question, du 18 juin 1559, Benoite Ponthéuse, qui a été adoptée par l'Aumône-Générale aux « condi-

tatons dans ce texte que les « *conditions* » des deux adoptions sont semblables, que ce sont deux opérations produisant les mêmes effets. Après une telle preuve, il n'y a pas de raison pour enlever à l'une ce que l'on concède à l'autre et supprimer le droit successoral à une adoption alors que l'autre le possède, pour la seule raison que son texte ne le mentionne pas expressément.

Je dois, maintenant, tirer la conclusion de cette longue étude; nous résumerons, d'abord, ainsi, le résultat de nos recherches : nous constatons que, de 1534 à 1577, des actes différents nous assurent de l'existence, à cette époque, d'une règle en vertu de laquelle les enfants adoptifs doivent succéder à leurs parents d'adoption. Nous savons de plus que l'adopté est appelé, tout comme le fils naturel — et en son absence — à hériter de la totalité du patrimoine, ainsi et dans la même mesure qu'un fils légitime.

Je soutiens donc que le fils adoptif succède ab-intestat, à Lyon, au XVI^e siècle, à son père adoptif. Dans ces conditions, je conclus, contre la thèse généralement admise en cette matière, que l'adoption lyonnaise, pour employer le critère de P. Viollet, conserve cet attribut de l'ancienne adoption romaine, pendant une bonne partie du siècle.

tions d'adoption » ordinaires, est remise par elle à deux époux « *aux mêmes conditions d'adoption* ». Cet acte, dont la mention est malheureusement bien courte dans le registre qui l'a transcrite, est, à mon sens, *fondamental* pour attester l'identité des deux adoptions, comme je le montrerai à nouveau au 1^{er} Chap. du Tome I, de l'*Adoption Lyonnaise des Orphelins légitimes*.

B. — LE DROIT SUCCESSORAL DE L'ADOPTANT.

C'est à dessein, que j'ai placé l'étude de ce second droit successoral, après celui de l'enfant adoptif, car il n'est pas de l'essence de l'adoption. La réforme justinienne ne laissa à l'adoption proprement dite qu'un seul effet, le droit de l'adopté de succéder à l'adoptant, la réciproque n'avait pas lieu; depuis lors, le père adoptif ne succédait pas normalement à l'enfant adopté. L'adrogéant, lui, gardait néanmoins ses anciennes prérogatives successorales.

C'est dans ces conditions et sous ces réserves qu'il nous faut examiner la question dans nos adoptions lyonnaises.

Presque tous les textes sont malheureusement muets sur la question; un seul s'occupe de la succession éventuelle de l'enfant adoptif, et c'est apparemment d'une manière défavorable au père adoptif : il s'agit à nouveau de l'adoption Croset²¹ du 9 avril 1534, E⁴ (f° 27). Le droit de succéder au père adoptif n'est pas, remarquons-le, mis directement en cause, mais un nouveau droit est énoncé qui fait obstacle à l'exercice d'un droit éventuel du père adoptif sur les biens de son adopté. Voyons le texte : à la fin de l'acte, quand toutes les déclarations et promesses réciproques ont été échangées entre les parties, et que l'adoption de Jean Pollides est pleinement réalisée, les lignes suivantes, sorte de post-scriptum, sont ajoutées :

(21) P. J., n° 14.

« et, au surplus, si ledit Pollides, par l'industrie de son
« dit maistre, ou, pour son bon gouvernement, aydant notre
« Seigneur, il venoit, au temps advenir, à avoir beaucoup
« de biens (ajouté en marge : soient-ils advenuz ou acquitz)
« dit et confesse estre par le moyen des dits commis et,
« par ce, au cas qu'il allast par cy-après, de vie à trespas
« sans enfans, a voulu et veult et entend que la dicte aul-
« mosne succède en ses biens, ainsi que le droit le porte,
« et que commis d'aulmosne doyvent succéder aux en-
« fans exposés et si, par adventure, au temps advenir, la
« dite Aulmosne n'eust plus de lieu et qu'elle défaillesse, en
« ce cas, veult et entend que les pauvres de l'Hostel Dieu
« du Pont du Rosne dudit Lion succèdent en ses dits biens. »

Le texte est clair : son effet le plus net est de dépouiller le père adoptif au profit de l'Aumône-Générale ou de l'Hôtel-Dieu, substitué à elle, au cas qu'elle disparaisse. De même que, plusieurs lignes auparavant, le même acte nous rappelait que : « enfans adoptifs doyvent succéder à leur père adoptif », il nous avertit, à présent, qu'une autre règle existe également, exigée, elle aussi, comme la première, par « le droit », le droit romain en vigueur; c'est que « commis d'aulmosne doyvent succéder aux enfans exposés ». Nous avons une allusion certaine, ici, aux dispositions des Codes Théodosien et Justinien, sur les enfants exposés, et, recueillis par les « nutritores ». Néanmoins, il faudrait analyser ce droit plus à fond, et comme je me propose de le faire ultérieurement, quand j'étudierai l'adoption par l'Aumône elle-même²², il me suffira pour l'instant de présenter la situation comme suit : l'Aumône, fonctionnant, ainsi que nous le verrons, comme puissance publique,

(22) Je n'insiste pas, en effet, à cette place sur la question, qui fera l'objet d'une analyse approfondie au Tome I de notre Seconde partie.

et possédant par ailleurs un droit antérieur au droit éventuel du père adoptif, peut, dans l'adoption à la fois opérée et surveillée par elle, retenir à elle un des droits qu'elle possédait et qu'elle tient à conserver. Le droit du père adoptif ne sera pas, à proprement parler, inexistant, mais, plus exactement, ici, inefficace, en face du droit plus fort de l'œuvre hospitalière; le père adoptif, en souscrivant la clause de l'acte, s'efface volontairement devant l'Aumône, au profit de laquelle il renonce, expressément, à un avantage bien déterminé.

Il ne résultera donc, en toute bonne foi, que là où nous ne trouvons pas mention de la survivance du droit de succession retenu par l'Aumône, il n'y aura pas, par la seule raison de ce silence, maintien de ce droit à son profit. Si l'Hôpital, qui donne en adoption, d'une manière générale, n'inscrit pas que, malgré l'adoption, il entend conserver son droit préexistant, à la succession de l'enfant, ne faut-il pas plutôt admettre, ou bien qu'il ne tient pas à s'en prévaloir, ou même — ce sera le cas à l'Hôtel-Dieu — qu'il n'estime pas le posséder, qu'il ne l'a pas. 1) En effet, nous ne trouvons aucune clause de ce genre dans les adoptions opérées au Bureau de l'Hôtel-Dieu : or, comme, de plus, l'enfant recueilli à l'Hôtel-Dieu semble totalement dégagé de tout lien avec l'Hôpital, une fois qu'il l'a quitté et, libre de cette surveillance que l'Aumône maintient sur ses enfants, même après leur adoption, je ne vois, pour ma part, aucune raison pour décider, en conséquence, que ce sera l'Hôtel-Dieu plutôt que le père adoptif qui héritera de l'en-

fant prémourant. 2) D'autre part, la clause de rétention, insérée dans l'adoption Croset de E⁴, se retrouvera sans doute dans tous les actes du même registre, dits tous être faits aux mêmes conditions. Mais nous n'avons plus pareille mention dans les registres postérieurs de l'Aumône-Générale²³. Dans certaines adoptions même, à des dates diverses, ainsi le 18 Novembre 1548, ou, le 24 Mars 1577, l'Aumône-Générale semble presque heureuse de « se descharger » — c'est son expression — des enfants dont les particuliers veulent bien alors prendre le soin en les adoptant : c'est ainsi que l'acte de 1548 nous apprend que tous les biens — assez considérables — de Benoîte Bigot sont remis aux époux Arjollet, ses parents adoptifs, qui « en ont quitte ladicte Aumosne, et pro-
« mettent la tenir quitte envers la dite Benoîte et
« tous autres »²⁴. L'Aumône-Générale abandonne, explicitement, non seulement l'enfant, mais tous ses biens : il semble étrange dans ces conditions qu'elle puisse ensuite venir réclamer sa succession, on pourrait lui objecter alors ce qu'elle-même devait répondre plus tard aux parents de ses adoptifs, que

(23) Néanmoins, l'acte du 31 mai-6 juin 1574, (E¹⁴, F^{os} 57-58, P. J. n° 44) contient une restriction également, du droit de succession de l'adoptant : le mari, en confirmant l'adoption faite par sa femme, quelques jours auparavant, déclare qu'il promet « entretenir (l'enfant) comme sienne, *sans prétendre aucun droit de ladicte* (adoptive) ». Termes qui visent manifestement le droit de succession éventuel de l'adoptant sur les biens de l'adopté. C'est le *seul acte* où cette restriction soit insérée, postérieurement au Reg. E⁴.

(24) P. J., n° 37. Les époux Arjollet accusent réception entre leurs mains de « *tous les tiltres de l'enfant* » ; Benoîte Bigot en avait donc un certain nombre ! De plus, ils acquittent l'Aumône d'une somme d'argent que celle-ci avait reçue pour l'enfant ; aucun autre acte ne contient ces précisions et ces précautions d'ordre patrimonial.

ceux qui abandonnent un enfant n'ont plus le droit de lui succéder et que n'ayant plus la charge, ils ne peuvent avoir le profit. De plus, l'acte de 1548 dont nous parlons, n'a pas la moindre clause de rétention, expresse ou sous-entendue, et, pourtant, c'est bien dans un acte de la sorte que l'Aumône-Générale, si elle avait voulu véritablement jouir de son droit successoral, aurait avec profit inséré mention de sa retenue, car, dans le cas présentement envisagé, cette petite Benoite Bigot, à l'inverse de la grande majorité des enfants de l'Aumône-Générale, semble jouir d'une fortune appréciable, à voir la complaisance avec laquelle l'acte mentionne les biens et les détails non accoutumés sur lesquels notre texte s'étend longuement.

Quant à Antoine Moyroud, adopté par Michel Billaud, en 1577, ce dernier précise qu'« entièrement il en descharge l'Aulmosne »²⁵. Cette clause dut détruire tout lien de l'enfant avec l'Aumône, dont il était précédemment l'enfant adoptif, car, à la date du 30 août 1579, il apparaît avec la mention « *jadis* adoptif de l'Aulmosne »²⁶; il me semble peu vraisemblable que, dans une hypothèse comme celle-ci, celle de la majorité des adoptions, l'Aumône Générale conserva alors son droit de succession sur les biens de son ancien adoptif.

Je terminerai, néanmoins, en rappelant que le père adoptif serait-il dans tous nos actes exclu de la succession, cela n'infirmerait en rien la qualité d'adop-

(25) P. J., n° 47.

(26) P. J., n° 38.

tion de ces actes, puisque l'adoption romaine habituelle ne comporte pas le droit de succession de l'adoptant. Cela pourrait seulement être gênant s'il s'agit d'une adrogation : nous reverrons donc cette question dans notre troisième chapitre, quand nous étudierons définitivement la nature des adoptions lyonnaises.

SECTION 4.

LES DROITS DE L'ADOPTANT SUR LES BIENS DE L'ADOPTÉ.

L'étude de cette question est très délicate à entreprendre dans l'absence de toute règle générale; de plus, pour y répondre sûrement, il faudrait savoir ce que deviennent les enfants et, dans la grande majorité des cas, nous les perdons complètement de vue après leur adoption. Il m'aurait été même impossible d'envisager pareil travail, si, en feuilletant attentivement les registres, je n'avais pu découvrir des précisions curieuses, postérieures à l'acte, dans deux cas particuliers; ce sont les textes relatifs aux adoptions Flory²⁷ et Molières²⁸, toutes deux de 1534, et du registre E⁴ de l'Aumône Générale. Je vais donc en les analysant, m'efforcer de reconstituer, d'après eux, la situation juridique des biens de l'enfant adopté, à Lyon au XVI^e Siècle, et d'en tirer les conclusions con-

(27) Adoption de Louis Girard par Jean Flory, 2 mai 1534, f. 38, P. J., n° 15.

(28) Adoption de Madeleine Thibault par Aliénor Blanche, 26 juillet 1534, E⁴, f. 69, P. J., n° 19.

venables. Remarquons, avant d'entreprendre cette étude, que l'adoption romaine, elle, ne conférait pas l'administration des biens de l'enfant à son père adoptif, et, même que l'adrogation n'accordait pareil droit à l'adrogeant que si l'adrogé est mineur, car leurs patrimoines sont, dès le Bas-Empire, distincts et séparés, et des restrictions importantes, dues à Antonin le Pieux, sont venues diminuer ses pouvoirs de disposition sur les biens de l'adrogé.

1) *Cas Flory* : Nous avons sur cette adoption les textes des folios 38 V°, 43 R°, 46 V°, 48 (bis) V°, 50 V°, 51 R° et 76 R° ²⁹ : il est d'abord indispensable de les résumer : Louis Girard, fils de Jacques Girard, est adopté le 2 mai 1534 par Jean Flory; le 10 mai, comparait ce dernier au bureau de l'Aumône : il déclare qu'il a appris que son enfant adoptif a des biens et des obligations détenus par la « vefve de son père » et demande que ces biens lui soient délivrés. Le Bureau de l'Aumône décide alors que le secrétaire se rendra dans la « Chambre de laditte Claude Vefve » et fera inventaire de tous les biens qui y seront. Quelques jours après, 14 Mai, protestation de la belle-mère qui vient au bureau réclamer les « biens mentionnez au dict inventaire » comme lui appartenant; puis, c'est le tour, le 25 mai, de l'oncle de l'enfant, Michel Girard, habitant en Savoie, qui réclame, lui, non seulement les biens, mais l'enfant comme son plus proche parent. Les recteurs, après avoir écouté ses doléances, et, l'avoir prié d'apporter des preuves de

(29) Tous ces textes sont reproduits aux *Pièces Justific.*, n° 51 à 54.

sa qualité, le questionnent longuement sur les propriétés que possédait le père de l'enfant en Savoie et remettent à plus tard sur l'objet principal de sa requête. Cette délibération est successivement remise plusieurs fois. En conclusion, le dimanche, 9 Août 1534, l'affaire se clôt par une procuration solennelle fort intéressante : les recteurs, après avoir inséré en tête de l'acte une restriction touchant le pouvoir qui les fait agir : « en tant que leur puissance se peut
« estendre quand aux actes qui s'ensuyvent », passent procuration « au nom de Loys Girard, fils de
« feu Jaques Girard, coturier de Lion, enfant adotif
« de Jehan Flory, charpentier de Lion, baillé par
« iceulx sieurs audit Flory comme enfant exposé à
« laditte Aulmosne » à Jean Flory, « présent et ac-
« ceptant la charge de cette présente procuration », « d'accenser et d'admodier », en leur nom et au nom
« de Louis Girard, « à telz personages, pour telz pris
« et sommes de deniers, et, pour tel temps que bon
« luy semblera » tous les immeubles de Loys Girard, en Savoie, d'en toucher les revenus et de recouvrer également toutes les créances dues à Louis « comme héritier de son dict père » et provenant des autres
« accensements » des mêmes biens faits dans le passé par Jacques Girard, son père, du « receu en bailler quittance », et rendre compte de cette administration aux recteurs de l'Aumône ³⁰.

Nous avons, là, dans cette gestion par procuration des immeubles de l'enfant adoptif, le point qui doit retenir notre attention : nous y reviendrons.

(30) 9 août 1534, E⁴, f. 76, P. J., n° 54.

2) *Cas Molières* : Tous les textes relatifs à cette adoption se trouvent aux folios 69 V°, 85 R°, 85 V°, 87 R°, 88 V°, 92 V°, 94 V°, s'échelonnant du 26 juillet au 15 octobre 1534, auxquels il faut y ajouter un texte postérieur sur la même affaire (E⁶, F^{os} 109-110) ³¹. La situation est la suivante : C'est une petite orpheline, Magdalayne Thibault, qui est adoptée en juillet par la femme de M^e Molières, notaire, Aliénor Blanche. Un mois après, le 30 août, nous voyons Aliénor Blanche comparaître à nouveau au Bureau de l'Aumône et réclamer « parce qu'elle est sa mère adoptive », que les biens meubles appartenant à Magdalayne, comme héritière de ses parents, actuellement détenus par un « serviteur » de l'Aumône, soient exhibés et inventoriés. Le serviteur en question ayant demandé de son côté d'être déchargé de ces biens, on décide de faire l'inventaire en présence de la mère et de la fille adoptive. Quinze jours plus tard, Aliénor Blanche réclame, en suite de l'inventaire, que « lesdits biens luy soient « baillés et livrez », « parce qu'elle a prins » la petite Madeleine, « pour fille adoptive ». On remet la décision à plus tard, car les recteurs « n'estoient nombre ». Plus tard, c'est le 20 Septembre, vente à l'encan des biens meubles de la succession Thibault, et les deniers en sont reçus par le secrétaire; sur ce, comparution, à deux reprises, de M^e Molières lui-même; si sa première demande, le 27 septembre, paraît étrange ³²,

(31) Tous ces textes sont reproduits aux *Pièces Justificatives*, n^{os} 55 à 57.

(32) Il voudrait que l'on dépose tout l'argent « entre les « mains de quelques gens de « bien »; le bureau décide seulement de laisser « par manière de provision » l'argent « entre les mains du trésorier de céans ». (Cf. P. J., n^o 56).

celle du 8 octobre, par contre, est très nette : cette fois, il vient réclamer, en vertu de l'adoption, « pour ce « qu'il a print pour fille adoptive la dite Magdaleyne », la délivrance non seulement de l'argent de la vente mais des titres appartenant à l'enfant. Satisfaction lui est faite moyennant caution qu'il propose lui-même et promesse de rendre l'argent s'il lui est enjoint par la justice ou les recteurs. Le 15 octobre, on nous avertit seulement que « l'appoinctement par cy devant fait sortira son effect ». L'argent fut certainement, par la suite, réclamé par l'Aumône et déposé dans ses caisses, car E⁶ nous montre Madeleine sur le point de se marier venant le retirer au bureau en compagnie de son frère ³³. Madeleine, enfant adoptif d'Aliénor Blanche, n'était pas, en effet, la seule héritière des défunts Thibault : ceux-ci ont laissé d'autres enfants, mais un seul, remarquons-le, est adopté par les époux Molières.

Voilà donc les deux situations telles que nous les font connaître, dans leurs points les plus importants, les textes conservés dans les registres de l'Aumône-Générale. Disons, de suite, qu'il s'agit de deux adoptions, très rapprochées de date ³⁴, et faites toutes les deux aux mêmes conditions, celles de l'adoption Croset du 9 avril précédent.

Dans les deux cas, nous constatons les mêmes démarches initiales basées sur la qualité de parent adoptif : en effet, huit jours après son adoption, Jean Flory vient réclamer les biens de Louis Girard que,

(33) E⁶, ff^{os} 109-110, 28 août 1541, P. J., n° 57.

(34) Non seulement la même année, mais à 2 mois près.

dit-il, « dimanche dernier, il print des mains des « dicts sieurs pour son enfant adotif ». De même, Aliénor Blanche, quoique après un délai plus long, fait la même déclaration touchant les biens de Madeleine Thibault, requérant qu'on les lui délivre : « parce qu'elle est sa mère adoptive ». Les mêmes mesures sont alors prises touchant leur réclamation : l'inventaire des biens en question — et même, dans un cas, la vente à l'encan des meubles — sont ordonnés par l'Aumône et faits par son secrétaire, en présence, au moins, dans l'adoption Molières de la mère et de la fille adoptives.

a) *Inventaire et Vente des biens de l'enfant par l'Aumône.* — Devons-nous voir, dans ces mesures prises par l'Aumône, une restriction à un quelconque pouvoir des parents adoptifs sur les biens de leur enfant ? Avant d'y répondre, il nous faut constater que l'Aumône exerce ici un droit dont elle fera plus tard un usage constant, quand elle adoptera les enfants recueillis par elle et qui constituera alors un de ses plus précieux privilège : le droit de procéder elle-même aux inventaires et scellés des biens des orphelins des pauvres habitants de la ville de préférence aux officiers de la sénéchaussée : ce droit, elle l'exerça de très bonne heure, puisqu'elle sollicita, dès 1560 déjà, des Lettres Patentes pour sa confirmation³⁵, ne soyons donc pas étonnés si nous la voyons ici exercer — pour la première fois, d'ailleurs selon toute vraisemblance — une prérogative qu'elle devait présenter

(35) Cette question sera traitée à propos de l'Adoption de l'Aumône-Générale, cf. *infra*.

plus tard comme aussi ancienne qu'elle-même, quoiqu'il ne s'agisse pas ici d'un enfant qu'elle adopte, mais au contraire d'un enfant qu'elle donne en adoption, car, dès son érection, elle s'attribua, ce qui lui fut confirmé dans la suite, tous droits de police et de règlement touchant les pauvres, mendiants et orphelins ³⁶. Que se serait-il d'ailleurs passé si le père adoptif ou la mère adoptive ne s'étaient pas adressés à l'Aumône ? Croit-on qu'ils auraient fait eux-mêmes les actes en question ou plutôt qu'ils se seraient emparé des biens sans cette formalité ? C'était si peu dans leur intention qu'au moins dans notre deuxième cas, c'est Aliénor Blanche elle-même qui demande cet inventaire, le requérant même au nom de son adoption, « parce qu'elle est sa mère adoptive ». A défaut de l'Aumône, les parents se seraient alors adressés, en la Sénéchaussée, aux officiers chargés habituellement de ces opérations en cas de décès : en s'adressant à l'Aumône, ils lui ont fourni la première occasion qu'elle eut depuis sa création d'exercer le droit auquel elle sera si attachée par la suite. Il faut donc conclure que le fait par l'Aumône de dresser l'inventaire des biens délaissés par décès et de les faire vendre selon le mode judiciaire n'a rien d'attentatoire à une libre administration des biens par les parents adoptifs, puisque, en vertu de son droit de police, elle aurait agi de même si elle n'avait eu en face d'elle que des parents naturels. Bien plus, dans d'autres domaines, il lui arrivera de prendre

(36) Assemblée constitutive de l'Aumône-Générale, 25 janvier 1534, E 4, début.

contre le père ou la mère naturels d'un enfant, des mesures bien autrement restrictives de leur pouvoir que ne l'est un simple inventaire de biens vis-à-vis des parents d'adoption. En agissant ainsi, elle remplit le rôle de puissance publique que lui ont attribué les citoyens de la ville en 1534 au moment de son érection. Elle agit comme une *magistrature* doublant ou plutôt remplaçant les tribunaux ordinaires dans un domaine particulier, celui des orphelins et des mendiants, et elle en exerce les pouvoirs.

b) Après l'inventaire des biens, les deux affaires reçoivent finalement les solutions suivantes :

1) Jean Flory est chargé par l'Aumône d'administrer les *immeubles* possédés par son fils adoptif, au nom de l'Aumône et de l'adopté « enfant exposé à l'Aumône » (9 Août 1534).

2) M^e Molières reçoit tous les *meubles* et obligations de sa fille adoptive, moyennant une caution qu'il offre lui-même, et la promesse de les rendre, sur injonction de la justice ou des recteurs (8 octobre 1534).

Les parents adoptifs sont-ils donc, dans l'administration des biens, immeubles et meubles, de leurs enfants adoptés, assimilés à des tuteurs, comme les termes employés pourraient le faire croire ? Mais, aux deux propositions précédentes, il faut, en effet, ajouter les suivantes :

1) Jean Flory administre par procuration des immeubles disputés par un parent naturel (oncle). La solution prend alors l'aspect d'un jugement prononcé

par la magistrature qu'est l'Aumône au profit du père adoptif.

2) M^e Molières promet, sans doute, sous caution de faire restitution quand et à qui sera exigé : mais il administre, ainsi, non seulement, la fortune mobilière de sa fille adoptive mais de ses frères ou sœurs qu'il n'a pas adoptés.

Alors, seulement, nous apprécions sous leur véritable jour les mesures prises touchant la gestion des biens de l'enfant adoptif.

L'Aumône passe procuration à Jean Flory, plus pour protéger son droit issu de l'adoption contre les avidités d'un parent naturel, que pour restreindre son pouvoir d'administration; non seulement, elle soustrait les immeubles situés dans le pays de l'oncle au désir d'appropriation de celui-ci (qui, en réclamant l'enfant, vise manifestement les biens) mais, elle ajoute, même, au pouvoir du père adoptif qui, en faisant abstraction de la forme, est, au fond d'une liberté absolue, la garantie de son autorité morale et même judiciaire. L'enfant adoptif, qui reste « l'enfant exposé à l'Aulmosne », bénéficie de sa haute protection, qui rend plus efficace l'administration de son père adoptif. Remarquons, d'ailleurs, que seuls, tombent sous la procuration les biens discutés, dans l'espèce les biens de Savoie; or, nous savons que l'enfant en a d'autres : la procuration ne les touche en aucune manière. De plus, ces mesures sont prises en plein accord avec le père adoptif qui accepte volontairement cette procuration. En définitive, c'est bien, ici,

un véritable jugement, fait par l'Aumône concernant certains biens de l'enfant adoptif de Jean Flory.

Reconnaissons, ensuite, que les pouvoirs accordés aux époux Molières sur les biens délaissés par les défunts Thibault auraient été véritablement excessifs si l'Aumône n'avait pas exigé caution : car, s'il est normal qu'ils administrent les biens de leur fille adoptive, en vertu de quel droit peuvent-ils prétendre gérer ceux des autres enfants qu'ils n'ont pas adoptés ? Les parents adoptifs comprennent si bien qu'ils n'y ont aucun droit que ce n'est pas l'Aumône qui leur impose les mesures restrictives relatives à ces biens, ce sont eux-mêmes qui les proposent : Non seulement Aliénor Blanche avait, nous l'avons vu, réclamer inventaire, non seulement son mari le notaire réclame les biens en offrant caution, mais il avait fait auparavant une première demande dans laquelle il montrait fort nettement qu'il ne voulait pas s'en charger, et, demandait qu'ils soient remis « entre les mains de quelques gens de biens ». Ce n'est que sur le refus de sa proposition par l'Aumône qu'il les réclame alors pour lui et propose caution ! Comme on conçoit, d'ailleurs, que l'Aumône, plutôt que de diviser les biens en autant de parts qu'il y avait d'enfants, laisse le tout entre les mains de celui qui a adopté un d'entre eux, mais évidemment, sous promesse de restituer la part des autres. Là encore, nous avons une sorte de jugement, qualifié, d'ailleurs, dans un des textes, du nom significatif d'« *appointement* »³⁷.

(37) E⁴, f. 94 v; 15 octobre 1534, P. J., n° 56, bas.

D'une manière générale, l'*appointement*, dans le langage judi-

Les situations particulières, que nous révèlent les deux adoptions étudiées, ne sauraient, donc, nous apporter les règles normales, elles permettent seulement de nous rendre compte de la manière dont, dans des cas complexes, était gérée par les parents adoptifs la fortune immobilière (cas Flory), et, mobilière (cas Molières) de l'enfant donné en adoption. L'Aumône, dans ces cas, organise le régime des biens, tout comme une Magistrature gracieuse; il est vrai qu'elle garde, en plus, un certain pouvoir sur ceux qu'elle appelle les « enfans exposés à l'Aulmosne » qu'au moins, au début, elle donne en adoption en cette qualité : par là, elle se réserve, nous l'avons vu, le droit de succéder, dans certains cas, à ces enfans.

D'ailleurs, dans les adoptions faites ensuite à l'Aumône Générale, et les adoptions de l'Hôtel-Dieu, nous ne trouvons pas de semblables réserves. Nous avons déjà, dans le chapitre précédent, cité l'adoption de Benoîte Bigot faite le 18 novembre 1548³⁸ : or ce texte, si précis sur les biens de l'enfant, nous montre l'indépendance complète des parents adoptifs : non seulement, cette fois-ci, les époux adoptants reçoivent l'enfant, mais, en même temps qu'elle, — les termes de l'acte sont précis — « tous ses biens, droictz, nomz et actionz quelconques ». Bien plus, l'acte comporte une reconnaissance faite par les

ciaire de l'Ancien Droit, signifiait un « Jugement interlocutoire », prononcé par le Juge, « à l'effet de juger le différend des parties sur leurs productions ». (FERRIÈRE, *Dictionnaire de Droit et de Pratique*, v^o *Appointement*; Nombreux exemples dans les pièces justificatives, *Adoptions de l'Aumône-Générale*, Jurisprudence).

(38) P. J., n^o 37.

parents adoptifs qu'ils ont reçu tous ces biens et en délivrent tout à fait l'Aumône, et s'engagent à ne plus rien lui réclamer; citons plutôt : « confessent avoir
« eu et réellement reçu des dits sieurs recteurs tous
« les tiltres appartenant à la dite Benoiste et dont
« iceux sieurs estoient chargés, ensemble la somme
« de dix sept livres quatorze solz tournois que la
« dite Aumosne avoit reçu pour et au nom de la
« ditte Benoiste desquels tiltres et sommes de de-
« niers les dits mariés Arjollet se sont chargés et
« en ont quitte la ditte Aumosne et promettent la
« tenir quitte envers la dite Benoiste et tous autres ». Nous voyons, même, dans l'acte de 1579, un père adoptif exiger la remise de la somme d'argent que l'enfant avait quand il fut reçu à l'Aumône, ce qui lui fut accordé sans conditions³⁹; de même, quand celle-ci demandera à l'adoptant, comme, dans l'acte de 1577, qu'« entièrement il en descharge l'Aumosne »⁴⁰, ce sera, vraiment, un abandon définitif de l'enfant, qui perd alors, nous l'avons dit plus haut, son titre d'enfant adoptif de l'Aumône⁴¹. C'est que dans bien des cas, l'Aumône-Générale, en accueillant les parents adoptifs, se voyait, avec un plaisir — qui n'est pas toujours dissimulé — débarrassée d'enfants dont elle avait jusque-là la charge et l'entretien. Elle ne devait pas alors attacher une importance autrement grande à la garde de la faible fortune de ces enfants.

(39) P. J., n° 48.

(40) P. J., n° 47.

(41) Cf. P. J., n° 47 et 48.

Quant aux adoptions faites à l'Hôtel-Dieu, elles ne comportent pas, évidemment, à plus forte raison, de clauses restrictives, l'Hôtel-Dieu n'ayant aucun pouvoir analogue à celui de l'Aumône sur les enfants qu'il recueille : au vrai, la question ne se pose même pas : l'enfant trouvé, donné en adoption en très bas âge, n'a aucune fortune, originelle ou acquise.

Nous concluerons donc que, dans certains cas complexes (compétition de parents naturels attaquant l'adoption ou pluralité d'enfants dont un seul est adopté), l'Aumône-Générale règle, comme magistrature particulière aux orphelins, l'administration des biens des enfants qu'elle donne en adoption : ils sont confiés, après inventaire, et vente des meubles à l'encan, par procuration (immeubles), ou sous caution (immeubles), aux parents adoptifs assimilés à des tuteurs, à moins que l'on ne veuille voir, dans ces mesures prises, un équivalent des garanties instituées par Antonin pour l'adrogation des impubères : en faveur de cette seconde hypothèse, il y a l'identité des situations, puisque les adoptés sont, ici, des orphelins en bas âge. De toute façon, nous devons voir, ici, l'exercice du pouvoir juridictionnel de l'Aumône : en organisant le régime patrimonial des mineurs qu'elle a recueillis et qu'elle donne ensuite en adoption, elle agit à la manière de nos tribunaux civils lorsqu'ils interviennent dans la gestion des biens des pupilles. Mais ceci a lieu pour les cas extraordinaires; dans la situation normale, nous pouvons admettre, nous basant sur de nombreux actes, puisque la fortune de l'enfant est remise aux adoptants, sans

réserve, qu'ils ont sur elle la libre disposition des parents naturels auxquels ils sont assimilés pour le reste : ils en ont le caractère et les obligations, ils doivent donc en avoir les droits.

SECTION 5.

DROIT DE L'ADOPTANT SUR LA PERSONNE DE L'ADOPTÉ.

L'adoption lyonnaise est-elle constitutive de « patria potestas » ? Dans tous les actes que nous possédons, et, qui ne sont pas réduits à la simple mention de l'adoption, sont énoncées certaines obligations de la personne adoptante. Dans les premières adoptions, à l'Aumône Générale, celles de E⁴ (1534-1536), nous lisons que l'adoptant promet de nourrir son enfant adoptif, le « vestir, alimenter et l'apprendre de son dit art... et toutes autres choses licites et honnestes, tout ainsi qu'un bon père de famille doit faire à ses enfants ». (Adoption Croset, 9 avril 1534) ⁴². Promesses analogues dans les actes de l'Hôtel-Dieu : Louis Barbet et sa femme, en adoptant le petit Pierre, qui s'appellera « Pierre Barbet », promettent par serment et « soubz l'obligation de tous leurs biens, le nourrir et entretenir et luy pourveoir comme leur fils adoptif » ⁴³. Il en est de même, à quelques expressions près, dans toutes les adoptions à l'Hôtel-Dieu; à l'Aumône-Générale, l'acte du 9 mai

(42) P. J., n° 14.

(43) P. J., n° 6, 1°.

1540, pour la première fois, contient à la place des promesses, l'expression « aux conditions que l'on a « la coustume bailler les aultres filles adoptives »; (E⁶, f^o 2) ⁴⁴. A partir du registre E⁷, les promesses habituelles seront généralement précédées de la formule : « AUX CONDITIONS ET QUALITEZ D'ADOPTION », « AUX CONDITIONS ET MODIFICATIONS D'ADOPTION »; que signifient ces termes ? Ce sont : a) les obligations précédentes mieux définies : voici des exemples : Pierre Surlay qui adopte sous ces « conditions d'adoption » son neveu, le 16 octobre 1547, promet « bien et deuement nourrir, instruir, alimenter et entretenir d'habillements le dit Jacques et le douer « comme son filz légitime » ⁴⁵; pour une petite fille, ce sont les mêmes soins, les mêmes promesses : une petite Pernette est prise, la même année (11 septembre 1547), par les époux Barral : « aux conditions, modifications et qualités d'adoption »; ils promettent « la nourrir, vestir, instruyre, et alimenter et doer (sic) comme leur fille légitime » ⁴⁶. Nous lisons, dans les registres postérieurs, des promesses et des soins analogues de la part des adoptants. Les mêmes soins, énoncés évidemment avec variantes, quelquefois avec grands détails, se retrouvent jusqu'au bout. b) En contre-partie de ces obligations, nous trouvons, aussi, dans quelques actes, des obligations souscrites par l'enfant adoptif quand il est d'âge à le faire : par exemple, E⁴, adoption Cro-

(44) P. J., n^o 29.

(45) P. J., n^o 35.

(46) P. J., n^o 34.

set : si Jacques Croset promet, comme nous l'avons vu, de traiter Jean Pollides comme son fils ⁴⁷, ce dernier promet de son côté que : « doresnavant il le servira bien deuement et honnestement, comme son père adoptif et arrogant », il ajoute qu'il lui obéira « en toutes autres choses que le dit Croset luy commandera, et comme ung bon enfant doit faire à son père ». De même, lisons-nous dans l'adoption que nous rapporte E¹⁰, f^o 538 : après que Anthoinette Rousset eut promis traiter Marie Lanffrey qu'elle adopte, comme si elle était sa propre fille, Marie Lanffrey de son côté promet de « servir la dicte Anthoinette Rousset en toutes ses œuvres licites et honnestes et lui obéir et rendre honneur, « comme fille doit faire à sa propre mère. » ⁴⁸.

On ne saurait voir, dans ces promesses ou ces échanges de promesses, l'équivalent des promesses analogues que nous trouvons dans d'autres actes de l'Aumône, qui ne sont pas des adoptions comme les baux de serviteurs ou d'apprentis. Et pourtant les expressions sont quelquefois les mêmes, les obligations paraissent pareilles : je prends pour exemple le premier acte que l'Aumône ait fait touchant la personne de ces enfants et qui se trouve être un contrat d'apprentissage, le contrat-type même, si l'on veut, comme l'adoption Croset sera le type des premières adoptions; il est au F^o précédent l'adoption Croset (F^o 26), et, du même jour, 9 avril : Jean Saint-Barre, qui prend Jean Magny pour apprenti, pro-

(47) P. J., n^o 14.

(48) P. J., n^o 42.

met : ⁴⁹ « bien et honnestement régir et gouverner, « ensemble le nourrir, coucher et alimenter ledit « Jean, l'apprendre et instruire en son art de tisserie et autres choses licites et honnestes, à son « pouvoir... » (l'enfant ici ne promet rien). Les termes rappellent (en plus détaillés même) les termes au F^o suivant de l'adoption Croset; mais il y a deux différences fondamentales : 1) dans l'adoption Croset, il est ajouté que l'adoptant, comme l'adopté, promettent l'un et l'autre de se traiter comme père et fils adoptif, qui mieux est, Jacques Croset « comme un « bon père doit faire à ses enfants », Jean Pollides « comme un bon enfant doit faire à son père ». *Aucun des contrats d'apprentissage ou de services, si nombreux dans les registres de l'Aumône Générale, ne comportent pareilles qualifications* : il est possible que les mêmes soins matériels (entretien, nourriture, vêtements, etc...) soient promis, dans les uns et dans les autres, mais ils ne le sont pas au même titre, pour la même cause, et, partant, ne peuvent avoir les mêmes caractères juridiques : l'enfant de la famille et le serviteur ont beau être nourris sous le même toit, et l'un et l'autre, vêtus, chauffés, entretenus par les soins du même individu, ils n'en sont pas moins, l'un son fils, l'autre son salarié. L'identité de certains soins, prouvera, peut-être seulement, l'identité interne de la condition de vie des membres de la « familia » lyonnaise, sur laquelle pèse encore, au XVI^e siècle, en quelque manière, comme

(49) P. J., n^o 68.

dans la Rome antique, le même joug du paterfamilias, omnipotent sur tous, les confondant tous dans sa même potestas, père autoritaire des uns, autant que maître paternel des autres. Mais la qualité en vertu de laquelle les soins sont donnés diffère; 2) en plus, leur durée, également; là, est, sinon la différence essentielle, la plus sensible en tous cas : dans tous les contrats de travail, l'enfant est remis à temps, les indications souscrites de nourriture et d'entretien ne sont promises que pour un délai bien déterminé, six mois, un, deux, cinq, six ans, rarement plus ⁵⁰. Une opération comme l'adoption ne saurait souffrir de pareils termes, elle n'est jamais faite à condition : l'enfant adopté l'est pour toujours, ou ne l'est pas. Tous nos actes d'adoption lyonnais sont ainsi compris : l'enfant est remis à l'adoptant pour la vie, aucun ne comporte de délai ni de durée. Certains précisent que le père adoptif promet en ce qui concerne son adopté : « le nourrir et l'entretenir sa vie durant » (E¹⁶) ⁵¹, différence de qualité dans

(50) Ainsi, dans E⁵, f. 85, on trouve un cas où le maître promet de nourrir son serviteur « comme son propre filz » ; ce n'est pas une adoption, car l'acte est passé pour six ans.

(51) Adoption du 24 mars 1577, P. J., n°47. De même, Adoption du 30 août, P. J., n° 48. : ce dernier acte est très caractéristique : il mérite un examen spécial; apparemment, en effet, il ressemble à un contrat de services, au point qu'en le mentionnant, l'inventaire Rolle le cite comme tel : « Placement d'Antoine Moyroud comme apprenti chez André Parent, fondeur » (Invent. II, E, p. 67) mais il s'en distingue en plusieurs points qui montreront la différence de l'acte d'adoption et du contrat d'apprentissage : sans même insister sur le fait que l'enfant est « baillé » à André Parent, « comme enfant adoptif », et non comme apprenti, on relève les caractéristiques suivantes : a) Il n'est pas seulement spécifié que l'enfant apprendra « ledit art et mestier de fondeur », mais, « toutes autres choses licites et honnestes », ce qui laisse entendre une éducation extraprofessionnelle, et, quasi-paternelle;

b) surtout, ces soins ne seront pas fournis pendant une, deux

les soins, différence de durée aussi, ces distinctions séparent radicalement deux actes de nature bien différente : les soins promis par les personnes dans les actes d'adoption prennent alors, à ce point de vue, une toute autre importance, car nous ne devons pas oublier que les « conditions d'adoption » ainsi étudiées comprennent encore — nous l'avons vu — l'obligation de doter et le droit de succession de l'enfant adoptif. Je prends deux exemples : Claude Jaquard retient Alexandre pour son fils adoptif et « a pro-
« mis le bien et deurement nourrir, vestir, instruire,
« et entretenir et le *hériter* selon la faculté de ses biens » (E⁶, F^o 299, R^o, 18 novembre 1543) ⁵², Benoîte Bigot est adoptée le 18 novembre 1548 par les époux

ou *cinq années*, comme dans *tous* les bails de service ou contrats d'apprentissage, que l'on relève dans les registres de l'Aumône, mais, comme il est dit dans le texte, *pendant la vie de l'enfant*, exactement, dans notre acte de 1579, « *jusqu'à ce que ledit Moyroud viendra en estat de mariage, ou durant sa vye* » ; déjà l'obligation de l'entretenir jusqu'à son mariage dépasse les bornes d'un bail de serviteur, mais il est bien précisé que si l'enfant adoptif ne se marie pas (car c'est ainsi qu'il faut comprendre la dernière alternative), André Parent devra l'entretenir « *durant sa vye* » : dans cette dernière éventualité, notre acte se distingue radicalement de quelque contrat d'apprentissage que ce soit, : entretenir pendant toute sa vie un enfant, même s'il est malade, même s'il ne peut travailler, cela seul est le devoir d'un père naturel ou adoptif : notre acte est bien une adoption.

c) Enfin, ce qui achèvera de nous convaincre, les recteurs remettent à André Parent les *biens de l'enfant* (cf. *supra*, p. 118) : jamais, cela ne s'est fait dans les contrats d'apprentissage ou de services pourtant si nombreux des registres de l'Aumône ; les recteurs prenaient, au contraire, des mesures de surveillance pour la conservation de la fortune — si faible soit-elle de l'enfant, ils se gardaient bien de la livrer au patron de l'enfant ; or, ici, dans notre acte de 1579, non seulement, ils *remettent l'avoir*, modique — sans doute —, d'Antoine Moyroud au *fondeur André Parent*, mais ils le font sans prendre aucune précaution vis-à-vis de celui-ci ; *l'enfant* et son *bien* sont remis *définitivement* à André Parent, qui le reçoit « *pour enfant adoptif* ». Il n'y a donc pas de doute que nous avons ici une véritable adoption.

(52) P. J., n^o 33.

Arjollet⁵³ qui promettent « l'instruire, nourrir, ves-
« tir et alimenter icelle Benoîte selon son estat, et
« la *douer* selon la faculté de leurs biens » (E⁷,
F^o 217).

Ainsi entendues, les « conditions d'adoption » auxquelles sont remis les enfants, dans nos actes, ont bien l'air d'énumérer simplement la « puissance paternelle » avec les obligations qui s'y rattachent, y compris les devoirs correspondants des enfants qui y sont soumis. Nous possédons même un texte où nous trouvons le mot « puissance », même joint au mot « mains » (E⁶, F^o 356, 27 avril 1544), précédant les mots : « nourrir » et « entretenir », comme exprimant, en bref, la face à la fois active et négative de la « patria potestas »⁵⁴.

D'ailleurs, si l'on réfléchit un peu, il semble difficile que la puissance paternelle — au moins restreinte — n'ait pas été transférée aux particuliers lyonnais qui adoptaient. En effet, pensons que les adoptés sont, tous, des enfants, en bas âge, pour la plupart : ils sont reçus par les adoptants, comme fils, non comme serviteurs, ou nourrissons : avoir des fils et ne pas exercer la puissance paternelle sur eux, surtout quand ils sont jeunes, cela paraît difficilement admissible : ou bien, *il faudrait qu'ils aient alors leurs parents naturels*, qui exerceraient ce pouvoir : mais, *dans nos cas*, précisément, *ils ne les ont plus*, ce sont des orphelins, des abandonnés, ou des trouvés. Alors, quelqu'un recevra un enfant, comme

(53) P. J., n^o 37.

(54) P. J., n^o 33.

son enfant adoptif, sur qui personne n'exerce la puissance paternelle, et il ne l'exercera pas ? Cela est peu vraisemblable; d'ailleurs, dans les cas où Justinien ne transfère pas la puissance paternelle aux adoptants, remarquons-le, les enfants ont, sauf deux situations exceptionnelles, leurs parents naturels pour l'exercer. Or, ici, le droit du père naturel n'est plus à sauvegarder : il est, en effet, par hypothèse, ou mort ou abandonnant. Quel inconvénient alors de faire passer la « patria potestas », qui n'est, donc, plus exercée par lui, au père adoptif ? Bien plus, certaines adoptions de l'Hôtel-Dieu, prévoyant justement une revendication éventuelle du père naturel, présente des clauses de sauvegarde de ses droits⁵⁵. Mais — m'objectera-t-on peut-être — la puissance paternelle ne peut-elle pas être exercée par l'Aumône qui, en fait ou en droit, l'avait sur les enfants recueillis par elle avant leur adoption ? Mais, alors, il lui faudrait au moins conserver la garde de l'enfant, ce qu'elle ne fait jamais; puisqu'elle le remet entre les mains de ses parents adoptifs, elle abandonne, ainsi, avec le droit de garde, élément fondamental de la puissance paternelle, toute possibilité d'exercer pratiquement la « patria potestas »; celle-ci, qui n'appartient plus à personne, passera normalement à l'adoptant; nous en avons, même, la contre-épreuve dans la présence, à côté de nos adoptions, de certaines remises d'enfants à des particuliers, voire même leurs parents naturels, avec

(55) P. J., n° 11; l'acte sera analysé *infra*, à ce point de vue.

maintenue du droit de l'Aumône sur eux, de son adoption par elle ⁵⁶ : là, c'est différent; dans ces cas, il faut reconnaître, puisque l'Aumône précise textuellement qu'elle a gardé un droit sur l'enfant, qu'il lui reste alors véritablement et que les particuliers n'en ont aucun sur lui : d'ailleurs ces actes ne sont jamais qualifiés d'adoption. Là où l'Aumône ne spécifie rien, mais, remet l'enfant à des particuliers qui l'adoptent, il n'y a pas de raison pour lui conserver un droit qu'elle ne revendique pas et semble bien abandonner.

La comparaison de nos actes d'adoption avec les adoptions par l'Aumône-Générale, à la même époque, tendrait à nous convaincre de la transmission aux adoptants de la patria potestas : nous avons déjà vu que les deux adoptions sont faites, pendant la période où elles ont co-existé, dans la même forme, aux mêmes conditions. Or, plus tard, l'Aumône qui sera amenée — nous l'étudierons en détail — à préciser le contenu de son adoption, à définir ses droits, se verra reconnaître par les Lettres-Patentes, comme première de ces prérogatives, comme la source de toutes les autres, le droit par son adoption d'exercer la puissance paternelle sur les enfants qu'elle avait adoptés. Bien plus, sans pourtant n'avoir jamais été appelée adrogation, elle sera considérée comme

(56) E 10, f. 9, 29 octobre 1559 : « Claudine Durand, adoptive « à l'Aulmosne, a esté remise à Catherine Prost, sa mère, à la « charge de l'entretenir de tout habillement, *sans la déjecter hors « de l'adoption de ladite Aulmosne* ». Cf. aussi : P. J., n° 62 : « (L'enfant est remise à sa grand'mère) qui en descharge l'aul-
« mosne *sans touttefois la distraire de l'adoption* (de l'Aumône)
« *pour luy servir à l'advenir...* » (E 19, f. 301, 23 oct. 1580). Id., également, E 33, f°, 221, 9 septembre 1618.

telle, et on en viendra dans la suite des temps à lui reprocher de ne pas observer les règles édictées par Antonin pour l'adrogation des impubères : il sera alors jugé que les mesures qu'elle prend — mesures analogues à celles prises par elle, quand elle donne en adoption — en tiennent lieu⁵⁷. Pourquoi, alors, refuser en conséquence à l'adoption faite dans les mêmes formes, avec les mêmes clauses, à la même époque, voire au même bureau, mais par des particuliers, les mêmes effets, transmission de la puissance paternelle ?

D'ailleurs, les premières adoptions faites par l'Aumône-Générale sur le modèle de l'adoption Croset, ne se présentent-elles pas comme des adrogations ? En effet, à plusieurs reprises, le mot adrogeant ou adrogé est uni au mot adoptif : l'adrogation, nous le savons, est constitutive de *patria potestas* au profit de l'adrogeant. La question posée au début de ce chapitre se transpose alors sur un plan plus vaste : la question de savoir si l'adoption lyonnaise entraîne transmission de puissance paternelle se confond alors avec celle de savoir si nous avons une adrogation, car, depuis Justinien, l'adoption romaine, sauf, deux cas, que nous ne pouvons pas, a priori, trouver dans nos actes, n'apporte jamais la *patria potestas* au père adoptif, dont, seul, jouit depuis lors, l'adrogeant. Nous serons amenés ainsi à définir complètement l'adoption lyonnaise. Nous avons déjà vu, en

(57) Mais, comme on le verra, il n'est pas sûr qu'au début, l'Aumône Générale exerça un tel pouvoir ; ce qui est exact pour le XVII^e siècle, ne l'est peut-être pas également pour le XVI^e siècle, surtout au début.

effet, quand nous avons étudié le droit de succession, que l'adoption, à Lyon, au XVI^e siècle, entraîne le droit de succession, comme une adoption romaine. Mais il nous reste à nous demander maintenant — et l'étude de la « patria potestas » dans nos actes nous y conduit directement — si cette adoption, est bien, malgré certaines apparences, une adrogation constitutive de « patria potestas », ou, une adoption, présentant, somme toute, quelques analogies avec l'adrogation, mais, au fond, essentiellement « lyonnaise ».

Avant de l'entreprendre, nous devons conclure ce chapitre en constatant qu'une certaine puissance paternelle est exercée effectivement sur l'enfant par les parents adoptifs, auxquels les obligations, souscrites de part et d'autre dans l'acte d'adoption, leur en donne les droits comme les devoirs : mais, en toute rigueur, cette « puissance » ne nous paraît pas assez définie pour être qualifiée nettement de « patria potestas ».

CHAPITRE III

LA VERITABLE NATURE DE L'ADOPTION LYONNAISE

Si nous examinons la question d'abord au point de vue du fond, nous constatons, de suite, que certaines raisons sérieuses paraissent bien défavorables à l'attribution du caractère d'adrogation à l'adoption lyonnaise du XVI^e siècle.

En effet, là où nous avons pu suivre ces enfants après leur adoption, nous avons pu constater que le père de famille est soumis à certaines conditions qui gênent sa libre administration des biens de son enfant adopté. L'Aumône ne se contente pas de surveiller à sa formation l'adoption naissante : elle garde sur la personne de ses enfants « exposés » et plus tard « adoptifs » un certain pouvoir, elle s'immisce dans l'administration de leur patrimoine ; elle entend garder son droit de succéder ab-intestat à ses enfants mourant sans descendants.

Si, à l'Hôtel-Dieu, nous ne trouvons rien de semblable et, bien qu'il n'y ait ici aucun droit de surveillance « *post-adoption* », pour ainsi dire, quelques

actes exigent que les adoptants représentent l'enfant « lorsque et quant sera ordonné »¹.

De plus, nous voyons des femmes adopter à trois ou quatre reprises, or les femmes ne peuvent exercer la « patria potestas » romaine, leurs enfants ne sont pas dans leur puissance; et nous savons que l'adrogation est constitutive, précisément, de patria potestas. (Cependant cet argument ne saurait nous retenir à lui seul, car l'adrogation fut permise aux femmes au Bas-Empire).

1) Il faut néanmoins constater que d'une manière ou d'une autre, le père adoptif — et même la mère adoptive — reçoivent les biens de l'enfant (E⁴, adoptions Flory et Molière); les mêmes actes, nous l'avons vu, qui nous montrent la surveillance de l'Aumône attardée sur les enfants qu'elle a donnés en adoption, ces mêmes actes nous montrent de singuliers et remarquables droits des parents adoptifs, que des textes postérieurs précisent encore davantage.

De plus, dans plusieurs cas, nous savons que l'enfant *prend le nom de son père adoptif* : il y a là une véritable intégration dans la famille adoptante, or, pareil effet dépasse les normes habituelles de « l'adoption proprement dite » de Justinien avec laquelle il est même difficilement conciliable. Une certaine puissance paternelle, d'autre part, est exercée, nous

(1) Ainsi, l'acte du 10 novembre 1577, Reg. III, H. D.; P. J., n° 11; Cf. aussi acte du 29 décembre 1596, H. D., Reg. VII, f. 247. P. J., n° 12; les époux Capellan garderont l'enfant « pourvu que » ledit enfant ne leur soit distraict de l'auctorité des dits sieurs ». Il est vrai que ce dernier acte est un peu tardif, et, pour cette raison, n'a pas été catalogué au nombre de nos quarante-deux adoptions certaines.

venons de le montrer, par les parents adoptifs; les termes des adoptions lyonnaises, en effet, qui donnent ces droits aux adoptants, ces « conditions d'adoption » que nous venons d'étudier, sont certainement hors de place dans une adoption ordinaire, qui n'a pour résultat que de donner à l'adopté le seul droit de succession sur les biens de son père adoptif. Or, seule l'adrogation donne à l'adrogeant la *patria potestas*.

De plus, faut-il considérer l'Aumône, comme dans l'adoption romaine, le père qui donne son fils en adoption à un étranger ? La situation n'est, évidemment, pas la même, dans nos adoptions lyonnaises : nous avons, en effet, ici, soit une Administration qui recueille les enfants trouvés (Hôtel-Dieu), soit une organisation plus puissante et mieux organisée qui gère les intérêts des pauvres et des orphelins (Aumône-Générale). Donc, du côté « père naturel », nous avons « administration publique » : les conditions de l'adoption, telles que l'envisagent la majorité des juristes, à Rome, ou, de nos jours, ne se trouvent pas réalisées dans la personne du père naturel : l'enfant est donné, non, par son père naturel, mais par une œuvre de bienfaisance, ce que le droit romain classique, qui ne connaissait pas ces œuvres, ne pouvait prévoir. L'enfant sera, toujours, un enfant trouvé, ou un orphelin, ou un abandonné : dans tous les cas, l'établissement qui l'a recueilli pourra invoquer, dans nos pays de droit écrit, les droits que les Constitutions impériales accordaient au « *nutritor* » romain : en bref, en vertu de diverses dispo-

sitions, ce dernier avait tout pouvoir sur cet enfant tandis que sa famille naturelle n'a plus alors aucun droit sur lui; le droit de succession que l'Aumône invoquera sur les biens des enfants recueillis par elle s'inspire de ces dispositions; à vrai dire, son droit sera bien un peu indéterminé sur l'enfant qu'elle qualifie d'« exposé à l'Aulmosne ». La restriction insérée dans la procuration qu'elle passe au père adoptif Flory ², « en tant que son pouvoir se peut étendre », la valeur des actes qu'elle fait sur ses enfants « comme enfans exposés » nous montre bien que ces règles sont, malgré tout, un peu vagues et désuètes. En plus, d'ailleurs, de ce droit de « nutritor », l'Aumône — non l'Hôtel-Dieu — exerce en vertu de la délégation, qui lui a été donnée les 18 et 25 janvier 1534 par la population lyonnaise, une véritable juridiction sur les pauvres, orphelins et mendiants : elle a droit de juger, de réglementer en cette matière : les actes qu'elle fait peuvent donc être assimilés exactement à ceux d'un magistrat, comme le préteur romain : nous ne pouvons donc envisager l'Aumône comme le simple équivalent collectif d'un père naturel : puissance publique, non seulement elle donne en adoption, mais elle surveille, réglemente l'adoption; juge et partie, elle est même plus juge que partie, car ses enfants, comme elle les appellera, ne sont pas à elle au fond, elle ne s'en occupe que par esprit de charité et parce qu'elle en a la charge : les mesures de surveillance qu'elle prend, elle ne les insérera dans les actes que comme magistrature des

(2) P. J., n° 54.

orphelins et malheureux. N'avons-nous pas là, alors, plutôt, exemples d'« adrogation d'impubères », opérée « imperio magistratus », plutôt que « adoption d'enfants », adrogation, où les garanties antonines transposées évidemment, puisqu'ici nous n'avons pas, ici, le cas le plus ordinaire, sont constituées par les clauses apposées à l'acte d'adoption et les promesses faites par les adoptants au Bureau de « l'Aumône-magistrature » ?

II) Nous avons constaté, en son lieu, que l'enfant donné en adoption, dans les cas que nos archives nous ont conservés, est bien, semble-t-il, toujours, un orphelin ou un enfant trouvé; il s'agira, alors, d'en tirer l'importante conséquence qui en dérive : il n'est pas, en effet, possible de voir là le seul effet du hasard; il est, certes, normal que les adoptés à l'Hôtel-Dieu soient des enfants trouvés, puisque cette maison s'est spécialisée dans leur hospitalisation. Mais il n'en va pas de même pour les orphelins, à l'Aumône Générale, à l'époque où nous avons la majeure partie de nos adoptions lyonnaises : je montrerai, quand je traiterai de l'adoption par l'Aumône Générale, au XVI^e siècle, qu'au début du siècle, la qualité d'orphelin, exigée, plus tard, de l'enfant recueilli, était loin d'être une règle bien établie : les premiers registres, E³ par exemple, nous montrent même que la grande majorité des enfants admis à l'Aumône avaient, au moins, un de leurs parents vivant, souvent, même, les deux. Ce n'est que plus tard que l'Aumône, débordée par des admissions trop

nombreuses, exigera que l'enfant, qu'elle adoptera, n'ait ni père ni mère. Néanmoins, nous savons, par mentions expresses de l'acte, que plus de la moitié au moins des enfants adoptés par les particuliers, au cours des trois premiers registres, de 1534 à 1545, sont des orphelins, au moins de père (10 sur 19). Or l'orphelin de père, selon le Droit Romain, est un « sui juris » ; est, également, « sui juris », l'enfant exposé par ses parents, puisque ceux-ci par leur abandon ont perdu tout droit sur lui et qu'ils ne peuvent même plus le réclamer (Code Justinien, VIII, t. LII, 2). Dans ces conditions, la majeure partie de nos adoptés, orphelins ou assimilés, 23 sur 42, et les autres, bien probablement, quoique nos textes n'aient pas pris soin de l'énoncer, sont, donc, des « sui juris ». Or, le sui juris ne peut pas être adopté par la voie de « l'adoption proprement dite » : il est susceptible seulement d'adrogation ; il n'y a même que lui qui puisse être adrogé. Je citerai, en confirmation, un acte assez curieux³ ; c'est une adoption passée à l'Hôtel-Dieu en 1577 — sur laquelle j'aurai, d'ailleurs, à revenir pour d'autres raisons — un particulier charitable, P. Dautrey, expose aux recteurs de cet établissement qu'il nourrit actuellement chez lui un enfant pour l'« honneur de Dieu » ; il ajoute que, si personne ne se présente pour réclamer l'enfant, comme ses parents naturels, il l'adoptera : il insiste particulièrement sur cette condition, la répétant deux fois, la seconde, faisant entendre qu'il ne continuera pas l'adoption en cas qu'il

(3) P. J., n° 12.

« se trouvast père ou mère qui le vinssent advouer » ; (il faut interpréter, ainsi cette seconde condition, puisque, un peu plus loin, il est décidé que Dautrey représentera et rendra l'enfant « lors ce que et quant sera ordonné », ce qui, en l'absence de tout droit, postérieur à l'adoption, de l'Hôtel-Dieu, ne peut s'entendre qu'au cas de survenue ultérieure des parents naturels). L'adoption que veut faire Pierre Dautrey a-t-elle donc des effets tels que la présence du père naturel puisse en contrarier les effets, l'empêcher de se former ? Pourquoi, en effet, énoncer de pareilles conditions, si l'on n'a pas de craintes de cette nature ? Et pourtant l'adoption romaine, celle appelée « proprement dite » ne conférant à l'adopté qu'un droit de succession sur les biens de l'adoptant, est parfaitement, même normalement, co-existante avec la présence des parents naturels de l'adopté. Mais il n'en est pas de même pour l'adrogation : celle-ci, au contraire, ne peut se faire que sur des individus sui juris, ce qui exige forcément la qualité d'orphelin ou d'abandonné : si l'enfant est « advoué pour sien », par quelqu'un il n'est plus abandonné, il n'est plus sui juris, il ne peut plus être adrogé. Nous avons donc ici, dans les craintes formulées par le père adoptif, une indication en faveur de l'adrogation ; elle vient s'ajouter, d'ailleurs, à la présomption importante basée sur la qualité d'orphelin que possède la majorité de nos adoptés. Nous sommes ainsi amenés à nous demander si l'adoption lyonnaise, frappant, en général, des « sui juris », ne pourrait pas être une adrogation.

Néanmoins, à quoi se résolvent les présomptions favorables à l'adrogation ?

1°) A ce que *l'adoption*, que nous constatons à Lyon, au XVI^e siècle, *frappe surtout des « sui juris »*.

2°) A ce qu'une *puissance*, assez indéterminée, *semble être reconnue aux adoptants lyonnais* sur la personne et les biens des enfants adoptés; et encore, cette puissance est-elle bien contrariée par les mesures, que nous avons étudiées, touchant, soit les biens, soit même la personne de l'enfant.

3°) A ce que le fils adoptif est appelé, dans un certain nombre de cas, « *filis adoptif et adrogé* ».

Ce ne sont pas des raisons assez convaincantes que nous ayons des adrogations dans les adoptions lyonnaises du XVI^e siècle : il y a, au plus, des *ressemblances*, mais, aussi, bien des *dissemblances* ! Au fond, pourquoi vouloir, à tout pris, que les ADOPTIONS LYONNAISES SOIENT DES ADOPTIONS ROMAINES ? Bornons-nous à constater que les actes qui nous sont conservés, présentent, *quant au fond*, des points communs avec *l'adrogation*, qui font que l'adoption lyonnaise a, certes, des effets qui dépassent la portée de « *l'adoption proprement dite* » du droit de Justinien : différente à la fois, *quant au fond*, des deux modes d'adoption romaine, elle est simplement une ADOPTIN LYONNAISE : cette conclusion, toute simple qu'elle paraisse, est pourtant la seule que nous puissions accepter, en toute rigueur historique.

D'ailleurs, *quant à la forme*, les formes de l'adrogation sont-elles respectées ? Nous savons que si, à l'origine, elle se fit, après enquête des pontifes et

approbation des *commices curiates*, plus tard, elle tendit de plus en plus à devenir un acte privé, et comme de nos jours, une institution de bienfaisance. Elle exigera cependant, en général, un rescrit du prince; néanmoins, le droit pré-Justinien connaissait, certes, déjà une adrogation beaucoup plus simple réalisée seulement par contrat : c'est ainsi qu'elle était pratiquée dans les parties orientales de l'Empire. On lira en notes, l'adoption que nous révèle les Archives d'Aix-en-Provence⁴ : cet acte, daté de

(4) Malgré que cet acte rappelle *l'affiliation*, puisqu'il s'agit d'un gendre adopté par son beau-père, les effets de l'adrogation sont obtenus. N'y a-t-il pas là une *adoption provençale*, de même qu'à Lyon, nous avons une *adoption lyonnaise* ? Cf. AUBENAS, *l'Adoption en Provence*, R. H. D., 1935.

Acte de 1500 reproduit dans un formulaire de notaire de 1525. (Archives des Bouches-du-Rhône. Dépôt à Aix, fonds Bertrand, n° 25, f° 47).

Universis et singulis... pateat et sit notum quod in presencia nobilis et circumspecti viri domini talis judicis curie regie ordinarie... sedentis super quendam bancum..., majorum more... discretus vir Johannes Ludovici... coram eodem domino judice... anxio corde dixit et exposuit ipsum Johannem varios et diversos liberos utriusque sexus habuisse ab honesta muliere Bartholomea ejus uxore et ex eisdem non supervixisse nisi tres filias matrimonio collatas..., cum quarum personis extinguitur et suffocatur cognomen ipsius Johannis Ludovici... et quia, ut jure traditur, humanum est et scripto jure permissum viros etatis legitime adoptionis beneficio se juvare et liberos patrie potestati subjectos adoptare et, patresfamilias qui patria potestate sunt liberati arrogare..., recipere vult et intendit in filium arrogativum dictum Anthonium de Cyperiis ejus generum qui ut ejusdem arrogati liberorum posteritas in futurum cognomen ipsius Johannis portare teneantur... et quem quasi filium naturalem et legitimum usque nunc habuit... et propterea eundem dominum judicem... suppliciter requisivit... infrafiendam arrogationem dicto Anthonio expedire...

Quiquidem dominus judex, audita expositione premissa... dictum Anthonium interrogavit an vellent hujusmodi fiende arrogationi adherere et patrie potestati... resubjici, et proprium cognomen admittere (sic pour amittere) et extraneum assumere... et si sit informatus quod arrogatione non solum filius arrogatus sed tota ejus liberorum posteritas patris arrogantis patrie potestati subjicitur et liberari non potest nisi morte aut emancipationis interventione...

l'année 1500, est une adrogation opérée « *imperio magistratus* » devant le Juge ordinaire qui sanctionne le transfert de *patria potestas* et de *familia*. Nous voilà près, évidemment, de notre adoption lyonnaise qui est réalisée, la plupart des cas, devant la magistrature qu'est l'Aumône.

N'avons-nous pas, d'ailleurs, d'après nos textes, le moyen de nous rendre compte de la forme exacte de nos adoptions ? Si fait, nous possédons justement le texte souvent cité déjà de l'adoption Croset : Aucune ne nous explique mieux le mécanisme de l'opération, à Lyon, au XVI^e siècle : voici les détails de l'opération qui fut faite le 9 avril 1534, au Bureau de l'Aumône-Générale : ⁵

1) Après un préambule qui nous montre les démarches successives de Jacques Croset, à l'Hôpital de la Chanal, où il choisit, parmi tant d'autres, l'enfant désiré, puis, au bureau de l'Aumône, où il fait sa demande précise, après la convocation de Jean

Cuiquidem domino judici interroganti dictus Anthonius sponte respondit quod vult...

Quo facto, dictus dominus iudex dictum Johannem interrogavit si sit informatus arrogatorem cavere dehere restitutum se bona arrogati eis qui, si arrogatio facta non esset, ad successionem arrogati essent, si arrogatus intestatus decesserit...

(L'adrogeant répond qu'il est bien informé et qu'il consent).

Quod audiens, dictus dominus iudex... licenciam contulit et auctoritatem.

...supranominatus Johannes... cum auctoritate et decreto dicti domini judicis... prefatum Anthonium ibidem presentem... in filium legitimum arrogavit ipsumque cum omnibus possessionibus, rebus et juribus suis in sua filiatione, familia et paterna potestate... suscepit et promisit prefato Anthonio olim de Cyperiis et nunc Ludovici... ab inde inantea tractare in filium degalem et arrogatum... tam de consuetudine quam de jure.

Et ibidem... Dominus iudex... dictam sic factam arrogationem... laudavit et confirmavit...

(5) P. J., n° 14.

Pollides, qu'il veut adopter, et un premier consentement à l'acte, nous entrons dans le corps même de l'acte : trois parties distinctes : a) remises de l'enfant, après délibération, à titre d'adoption par les recteurs à Jacques Croset. b) ensuite, *déclaration du père adoptif* : il reconnaît que Jean Pollides est devenu par cette remise son fils adoptif et l'accepte comme tel. Il souscrit aux obligations qui lui incombent de ce fait et au droit de succession de ce dernier. En même temps, soulignons-le, *présence et acceptation de Jean Pollides*. c) *déclaration du fils adoptif* : il reconnaît à son tour que, par cette même remise, Jacques Croset est devenu son père adoptif et l'accepte comme tel. Il souscrit à ses obligations nouvelles dues à sa qualité de fils adopté; en même temps, *présence et acceptation de Jacques Croset*. Le balancement entre les deux parties est remarquable, l'acte est singulièrement bien composé. Donc, nous constatons une déclaration et un consentement du père adoptif, une déclaration et un consentement du fils adopté. De pareilles formalités rappelleraient-elles les doubles interrogations et réponses concordantes des adrogations romaines ? Souvenons-nous, en effet, de la manière dont elles s'opéraient : « Is qui adoptat rogatur, id est interrogatur, an velit eum quem adoptaturus sit justum sibi filium esse; et is qui adoptatur rogatur, an id fieri patiatur » (Gaius, Institutes, I, 99). L'adoptant et l'adopté devaient successivement déclarer à l'autorité compétente (Comices curiates, plus tard, les trente licteurs) qu'ils voulaient, l'adoptant, qu'un tel devienne son fils, et,

l'adopté, qu'il l'acceptait. Nous retrouvons cette formalité dans l'acte aixois d'adoption de 1500 : là, c'est le juge auquel sont faites les réponses concordantes. De plus, un auteur lyonnais de la deuxième moitié du siècle, nous parle encore de cette formalité, mais pour nous dire qu'elle est en son temps tombée en désuétude : « Solennitas in adrogationibus adhi-
« beri quondam solita prorsus vetustate exolevit,
« nempe ut is qui adoptat rogetur id est interroge-
« tur, an velit eum quem adoptaturus sit justum sibi
« filium esse; et is qui adoptatur rogetur, an id
« fieri patiatur ». En 1578, date de cette édition des
« Loix Abrogées », croyons-en Bugnyon, qui en sa
qualité d'avocat à la Sénéchaussée de Lyon, devait
être particulièrement au courant de notre droit fran-
çais, et particulièrement lyonnais; mais, cinquante
ans environ auparavant, ne paraissent-elles pas en-
core en vigueur ? Les « aveux » successifs de Jacques
Croset et de Jean Pollides de leur qualité d'adop-
tant et d'adopté, notre texte dit : d'adrogeant et
d'adrogé, ressemblent, certes, aux expressions ro-
maines, mais il n'est pas sûr, néanmoins, qu'elles
soient une transposition en langage vulgaire des
formules en usage du temps de Gaïus.

2) Autre point de ressemblance avec l'adrogation :
L'adoption n'est pas faite et l'enfant n'est pas re-
mis, nous apprend le texte de 1534, avant que ne
soit faite « meure délibération » : dans certains
actes postérieurs, cette formalité qui subsiste nous
sera mieux connue : on voit qu'elle porte sur la ré-
putation et les mœurs de l'adoptant et suppose une

information. N'y-a-t-il pas là, en somme, comme un équivalent de l'enquête des pontifes ?

3) De plus, après les mesures préalables, l'enfant est alors donné par l'Aumône à son père adoptif : Nous voyons bien qu'en ce faisant, elle n'agit pas comme père donnant son enfant en adoption, mais comme puissance publique, constatant, permettant l'adoption, l'opérant même. Ce n'est pas Jean Pollides qui se donne à Jacques Croset : ce dernier le reçoit « des mains desdits commis », c'est l'Aumône qui opère le transfert tout comme les magistrats romains qui autorisaient l'adrogation. Les deux intéressés ne font que constater qu'ils sont l'un et l'autre, par l'entremise de l'Aumône, constitués respectivement père et fils adoptifs, ils le reconnaissent, le « confessent » : là, se borne leur rôle à l'Acte : l'adoption est faite par l'Aumône.

Mais tous ces points de contact ne sont cependant pas assez nets pour que nous puissions affirmer que nos textes lyonnais nous présentent les formes anciennes de l'adrogation romaine.

CONCLUSION.

Après avoir examiné alors la question sous tous ses aspects, il faut enfin conclure : rappelons brièvement les principaux caractères de nos adoptions lyonnaises, et constatons alors :

I. — Un certain nombre de nos actes accordent expressément à l'enfant *le nom de son père adoptif*, les

autres ne le défendent pas, s'ils n'en font pas mention.

II. — L'enfant a le *droit de succéder* aux personnes qui l'adoptent comme un enfant naturel et légitime; sauf probablement dans nos actes de E⁴, le père adoptif ne semble pas être privé d'un droit analogue sur les biens que peut avoir son enfant adopté.

III. — L'enfant reçoit de la part de ses parents d'adoption, outre une *dot* égale à celle d'un enfant légitime, toute une série de soins touchant sa personne; pour ce qui concerne les biens, ceux-ci sont remis à ses parents adoptifs qui les gèrent avec une liberté d'action qu'ils conservent, sous certaines garanties quasi-judiciaires, dans des cas controversés ou compliqués (E⁴). Ils ont une certaine puissance, sur leurs adoptés mais qui n'apparaît pas être nettement la puissance paternelle romaine.

IV. — Il est vrai que l'enfant est, en général, un orphelin ou un enfant trouvé, c'est-à-dire un « *sui-juris* », susceptible seulement d'adrogation.

V. — Et que dix de ces actes sont qualifiés expressément *d'adrogation* : or ce sont précisément, ceux-là dont la forme rappelle celle des adrogations romaines.

Voilà donc les principaux caractères résumés des adoptions lyonnaises du XVI^e siècle. Peut-on dire que notre adoption lyonnaise est une forme attardée au XVI^e siècle de l'adrogation romaine des impubères ? C'est douteux; concluons, en toute simplicité et prudence, que c'est une « *adoption lyonnaise* ».

TITRE III

LES OPERATIONS VOISINES DE L'ADOPTION L'ENTRETIEN « POUR L'HONNEUR DE DIEU »

L'adoption, comme toute institution, ne peut être parfaite que si elle est sanctionnée. L'adoption lyonnaise du XVI^e siècle l'est-elle ? Qu'elle ait une sanction, cela veut dire évidemment que ses effets en matière de filiation et de succession, pour ne citer que les plus importants, soient reconnus pratiquement, en cas de contestation, soient valables en droit. Malheureusement, je n'ai pas de preuve directe de l'efficacité de ces actes, car je n'ai rencontré aucune décision judiciaire concernant nos adoptés. Mais, à défaut de preuve directe, nous pouvons, en examinant dans quelles conditions se sont faites ces adoptions, nous assurer de l'utilité probable, donc, de l'efficacité de ces actes. Il faut pour cela nous rendre compte, non plus alors de leur contenu juridique, mais des raisons mêmes de leur existence. Dans ce chapitre, je ne répondrai donc pas à la question : « qu'y a-t-il dans l'adoption lyonnaise ? », mais « qui a pu déterminer les particuliers à faire constater par écrit leur adoption ? Quel intérêt y

trouvaient-ils ? ». Nous nous rendrons compte ainsi de la portée réelle des obligations souscrites et des droits mentionnés. Dans ce but, je distinguerai de l'adoption trois catégories d'actes :

Je vais, successivement, passer en revue, trois situations différentes, que nos archives nous révèlent, et, dont elles-mêmes font le rapprochement avec l'adoption véritable, car, dans tous ces cas, l'enfant, qui sera adopté, était, en effet, élevé déjà dans cette famille :

1) Par amitié (cas-type : E⁷, f° 217) ¹.

2) Par utilité (cas-type : E¹⁶, f° 97) ².

3) Par charité (cas-type : E²², f° 324) ³.

Nous avons ainsi à distinguer de l'adoption proprement dite trois états distincts de l'adoption et antérieurs à elle, *les soins donnés par charité, ou, amitié* (E²² et E⁷), et, *la garde à titre de domestique* (E¹⁶). Puis nous étudierons la condition de l'enfant *nourri pour « l'honneur de Dieu »*.

1) Nous avons l'exemple des soins donnés par amitié, à propos de cette petite Benoitte Bigot, dont nous avons parlé déjà à deux reprises : E⁷, f° 217, à la date du 18 novembre 1548, nous expose la situation suivante : les époux Arjollet ont entretenu chez eux, sur l'ordre d'ailleurs des recteurs, Benoitte Bigot, dont le père était, disent-ils, leur ami. Ils l'ont entretenue, comme leur fille naturelle et légitime : c'est un pur fait, sans conséquences juridiques, mais un état,

(1) P. J., n° 37.

(2) P. J., n° 46.

(3) P. J., n° 47.

certes supérieur à la simple assistance; l'enfant est, déjà, nous dit le texte, considéré par eux comme « leur propre fille naturelle et légitime : c'est en somme une adoption de fait, mais néanmoins rien de plus. Aux époques postérieures où l'adoption ne sera plus reconnue, comme au XVIII^e siècle, elle sera alors remplacée par des états de cette sorte⁴. Seulement il est malheureusement difficile de savoir au juste leur fréquence, car, précisément, ce sont des situations de fait qui, généralement, ne sont pas constatées par écrit, et, dont l'existence ainsi ne sera pas prouvée. Le texte de E⁷ nous avertit donc, que, dans notre cas, précisément, il y avait un état de ce genre, des soins donnés à un enfant, à l'égal d'un enfant légitime, mais, l'adoption va s'ensuivre. L'amitié qu'ils ont pour le père de l'enfant, pour la fillette, à cause de ses « vertuz », engage les époux Arjollet à solliciter de l'Aumône la transformation de leur garde en une véritable adoption dont le caractère juridique précis nous est nettement affirmé par la suite de l'acte. Nous constaterons, ainsi, que notre texte nous apporte la preuve très nette que : 1^o) Etant donné la distinction faite entre l'adoption sollicitée et les soins donnés précédemment, l'état antérieur à l'adoption, si proche qu'il en put être, ne l'était pas. 2^o) Il y avait, pour les Arjollet, un intérêt à faire constater par écrit l'adoption de fait d'avant, et cet intérêt ne peut être que dans la sanction apportée. Les actes écrits se feront, à mesure que nous avancerons dans le siècle, de moins en moins nombreux,

(4) Cf. *Introduction*.

c'est que l'institution tombant en désuétude, et n'étant plus sanctionnée, il y aura de moins en moins d'intérêt à rédiger un acte solennel, à mettre par écrit une adoption de fait; mais, en 1548, nous n'en sommes pas encore là. Aussi les particuliers décident-ils de préciser, tout au long, les soins qu'ils donnent à l'enfant de façon à ce qu'à l'avenir, ce soit un état bien net et constaté par acte authentique, ils ont voulu faire de leur adoption de fait une adoption de droit.

2) La deuxième situation nous est exposée par l'adoption de Catherine Clavel⁵ du 29 juillet 1576 : là, l'état antérieur n'est pas seulement constaté, et muni d'une preuve écrite, mais il est radicalement modifié : Léonard de Rogen et Claudine Janeney expliquent aux recteurs de l'Aumône qu'ils leur ont donné une *servante* et qu'ils veulent en faire une *fille adoptive*; dans notre cas, il n'y a plus, comme, précédemment, dans l'acte de 1548, constatation par écrit d'un état antérieur, mais, changement complet d'état, les deux conditions de domestique et d'enfant adopté sont nettement opposées l'une à l'autre, la première cède la place à la seconde. Là aussi, il nous faut souligner la confection d'un acte écrit consécutif à la démarche des époux de Rogen, qui constate la novation, dans la situation de la petite Catherine Clavel : encore là, les parties avaient intérêt, puisqu'ils l'ont fait, à passer un acte écrit, et cet intérêt ne peut être, comme dans le cas précédent, que d'apporter à l'occasion la preuve certaine

(5) P. J., n° 46.

de l'existence de la nouvelle situation : si cette preuve peut être utile, un jour ou l'autre, c'est que l'adoption produit pratiquement tous les effets juridiques consignés dans l'écrit; c'est qu'elle est véritablement sanctionnée; mais, de plus, l'acte de 1576 suffira à lui seul, en opposant aussi nettement la condition de serviteur, de domestique, à celle d'enfant adoptif, à prouver, le plus clairement possible, que l'on ne saurait voir dans nos textes lyonnais d'adoption — en plus de tous les caractères distinctifs déjà constatés — une forme affectueuse, pour ainsi dire, du contrat de services, pas plus qu'elle n'est une manière paternelle de contrat d'apprentissage, comme un autre acte étudié, celui du 30 août 1579, nous l'a démontré manifestement⁶. La présence ici, dans la même personne, des états successifs et distincts de servante et d'adoptée, et, d'un acte authentique pour constater le changement et la valeur de la nouvelle condition, sont la meilleure preuve du caractère de véritable adoption de nos actes lyonnais.

3) Nous pouvons encore — et ce sera le point le plus important de ce titre —, à l'aide de la confrontation de nombreux textes, montrer tout ce qui distingue notre adoption lyonnaise des simples soins donnés par charité.

Ici, ce sera un acte du 22 juillet 1584, rapporté dans E²⁴ f° 324, qui nous en fournira la première démonstration⁷ : Hiérosme Lambert héberge par charité un petit orphelin chez lui, là, l'intention est un

(6) Le développement a été fait en notes, au bas de la p. 124. *supra*.

(7) P. J., n° 49.

peu différente de celle que nous avons vue dans E⁷, c'est une charité qu'il exerce, plus qu'un devoir d'amitié. Quoique nous soyons ici en 1584, c'est-à-dire à l'extrême limite de la vigueur de l'institution, néanmoins, Hiérosme Lambert veut adopter l'enfant, et il trouve encore intérêt à le faire, puisqu'il va passer un acte écrit d'adoption dûment signé de lui et des témoins requis, dont un notaire royal. Nous avons, peut-être, ici, comme dans E⁷, constatation et confirmation d'un état de pur fait; je crois, plutôt, qu'il y a comme dans E¹⁶, une véritable novation, quoique, moins radicale, novation, ici, en une adoption véritable d'une institution très fréquente à cette époque, à Lyon, que nous appellerons du nom qui lui est donné dans les textes d'entretien « pour l'honneur de Dieu », ou si l'on veut « d'adoption aumônière ». Nos actes d'adoption lyonnaise vont s'éclairer d'un jour encore plus lumineux, par la comparaison que nous allons maintenant en faire avec ces pseudo-adoptions, et, dont notre texte de 1584 nous servira ainsi de point de départ. Qu'est-ce donc que cet entretien pour l'honneur de Dieu ?

L'Entretien pour l'Honneur de Dieu. — La première mention qu'il m'a été donné de trouver de cette assistance se trouve dans les curieux textes rapportés tout au début de cette étude, concernant l'adoption d'Antoine Corsan par Guillaume Gaillardon, dont les registres municipaux de 1496 nous révèlent l'existence. Nous avons vu que la donation faite à l'hôpital du Pont du Rhône par ce dernier est attaquée par ses héritiers, lesquels conviennent

« pour l'honneur (*sic*) de Dieu », « qu'il soit donné
« quelque chose raisonnablement à ses deux niepces,
« à son neveu et à son adoptif »⁸; néanmoins la
suite de l'affaire nous apprend que la part donnée
au fils adoptif fut bien plus considérable que ce que
l'on donnait généralement aux personnes secourues
pour l'honneur de Dieu; nous ne pouvons donc tirer
de ce texte plus grand enseignement.

Au siècle suivant, des mentions fréquentes nous
sont faites, à travers les registres des deux hôpitaux,
de ce mode excellent de la bienfaisance chrétienne
de nos pères. Des enfants, des orphelins, sont ainsi
secourus, en grand nombre. Nous en avons de nom-
breuses mentions, quelquefois aussi, des actes com-
plets et détaillés, qui nous apportent de précieux
renseignements sur cette assistance. Nous voyons
ainsi qu'elle ne constitue pas, à proprement parler,
une opération à but juridique précis, et, ne rentre
dans le cadre d'aucune institution bien caractérisée.
L'enfant secouru pour l'honneur de Dieu, est, en gé-
néral, recueilli dans la maison du bienfaiteur, il y a
tous les soins d'un enfant de la maison, ou même, y
reçoit l'instruction professionnelle de celui-ci, mais
ce n'est ni un apprenti, ni un adoptif; ce n'est pas
un apprenti ou un domestique : il n'y a, en effet,
aucune limitation de temps pour la garde de l'en-
fant, aucun gage à payer, ou à recevoir, aucune ins-
truction bien limitée à une profession déterminée.
Mais ce n'est pas non plus une adoption, l'enfant ne
pourra rien réclamer de ses bienfaiteurs : il n'a ni

(8) P. J., N° 2.

dot, ni droit successoral, il ne recevra que ce que ceux-ci voudront bien lui donner « par aumône » et voilà bien la seule caractéristique de ces secours, et de cette assistance : c'est une aumône, c'est seulement une aumône; peut-être même, pouvons-nous dire que nous avons là, en même temps que l'exercice le plus remarquable de la charité chrétienne, en ces siècles de foi profonde, l'acte le plus libre qui soit, le plus laissé à la discrétion privée, le moins juridique, comme le moins sanctionné. C'est une simple adoption de bienfaisance. Si, apparemment, en effet, l'enfant « retiré pour l'honneur de Dieu »⁹ a l'aspect d'un adopté, il n'en a ni les droits, ni les prérogatives; il est hébergé par charité, c'est tout : il sera, seulement, spécifier les actes : « nourry et entretenu honnestement »¹⁰, par ses bienfaiteurs, qui, s'ils le veulent bien, lui donneront quelque faveur « ce qu'il leur plaira donner en aulmosne »¹¹; il n'a pas de droit de succession, mais si le généreux particulier le juge bon, il lui laissera un legs dans son testament, « aultrement ne luy donne aulcune chose »¹².

En somme, ne devons-nous pas voir ici, sous un nom local, l'application à Lyon, de ce mode d'assistance qui seyait si bien à la piété de nos aïeux, et, dont M. OLIVIER-MARTIN, dans son importante étude sur la « Coutume de la Prévôté de Paris », signale,

(9) E4, f. 163, 18 juillet 1535, P. J., n° 71.

(10) Reg. II de l'H.-D., 24 avril 1552, P. J., n° 70.

(11) Reg. II de l'H.-D., 24 avril 1552, P. J., n° 70.

(12) B 106, pièce n° 1, Testament de Guillaume Rouville, 17 décembre 1586, P. J., n° 73, 2°.

au Moyen-Age, la pratique universelle en France, l'adoption « pour l'amour de Dieu »¹³ ? Elle n'entraînait, précise-t-il, aucun effet juridique certain, l'enfant recueilli était exclu même expressément de toute participation aux acquêts de la communauté; aussi faut-il soigneusement, ajoute-t-il, la distinguer de l'adoption véritable, dont l'éminent auteur montre, par quelques exemples, la survivance aux XV^e et XVI^e siècles dans la région parisienne¹⁴ : Les documents que j'apporte ne font que préciser ainsi, pour une région déterminée de notre pays, la région lyonnaise, la portée des assertions de notre savant maître : l'enfant reçu pour l'honneur de Dieu est, tout comme le précédent, déclaré expressément, inapte à « prétendre » quoi que ce soit sur les biens de ses bienfaiteurs; il nous apparaît devoir être placé évidemment dans une catégorie différente du véritable enfant adoptif; autrement dit, nous avons, à Lyon, dans ces soins donnés pour l'honneur de Dieu, la traduction lyonnaise des soins donnés, dans d'autres régions, pour l'amour de Dieu.

Avant de pénétrer dans le détail de nos textes, il faut faire deux constatations : 1) l'Hôtel-Dieu nous apportera de nombreux actes d'adoptions aumonières, l'Aumône-Générale, aucun très net. C'est que, plus que les orphelins légitimes de l'Aumône-Générale recueillis dans les Hôpitaux et secourus, les enfants bâtards de l'Hôtel-Dieu auront besoin de la charité

(13) OLIVIER-MARTIN, *Histoire de la Coutume de la Prévôté et Vicomté de Paris*, I, p. 151, notes.

(14) M. OLIVIER-MARTIN cite quatre actes de 1484, 1540, 1545, et 1552; Cf. supra, p. 49-51.

privée lyonnaise. L'absence de tout droit successoral et de filiation, facilitera la bienveillance des bienfaiteurs qui ne craindront pas de favoriser l'enfant naturel, dont on craint toujours les mauvais penchants, à si bon compte; de plus, elle sera la mesure idéale de bienfaisance, l'absence du caractère précis d'adoption permettant, ainsi, de secourir beaucoup d'enfants qu'on ne pourrait ni ne voudrait s'attacher comme fils. L'Aumône-Générale, au contraire, ne nous apportera pas de tels actes de réception pour l'honneur de Dieu, ce seront surtout, à travers ses registres, des mentions éparses; la raison nous en est facile à comprendre : l'Aumône-Générale veillait sur ses orphelins; adoptés par elle, elle pouvait les donner en adoption à des particuliers, ou les bailler comme apprentis ou domestiques, mais il n'aurait pas été logique qu'elle les abandonnât à la charité privée, puisqu'elle-même les recueille, les héberge et les garde jusqu'à leur majorité. Aussi les adoptions aumônières, que nous voyons pratiquées au bureau de l'Aumône-Générale, ne sont-elles pas opérées sur des enfants de l'Aumône recueillis, déjà, par elle, mais sur des enfants de la ville, à propos desquels elle exerce ainsi — encore une preuve et une manifestation de son caractère juridictionnel — son pouvoir réglementaire de haute tutelle. N'oublions pas ¹⁵, au contraire, que l'Hôtel-Dieu n'exerce aucune surveillance durable sur les enfants trouvés,

(15) Je ne saurais assez insister sur la différence, au XVI^e siècle, des deux maisons, l'Hôtel-Dieu et l'Aumône-Générale, qui n'ont ni la même origine, ni le même but, et, ne sauraient être assimilées ni comparées.

qu'il abandonne, au contraire, de bonne heure, puisqu'il les met, sans autre forme de procès, à la rue, à l'âge de sept ans ¹⁶ : les recteurs accueilleront donc, bien volontiers, non seulement les personnes qui désireraient adopter les enfants, mais les nourriciers bénévoles et les bienfaiteurs qui acceptent de se charger de ces malheureux petits êtres, dont l'avenir sera ainsi assuré.

2) Ensuite, il faut remarquer que la grande majorité des actes ou même des simples mentions afférentes aux adoptions aumônières, datent de la seconde moitié du XVI^e siècle; certes, cette pratique remonte au Moyen Age, — nous le disions tout à l'heure — et son origine, fort ancienne, certainement à Lyon, comme ailleurs, est le fruit même de la charité chrétienne et est aussi ancienne qu'elle : mais son domaine a dû s'accroître de tout ce que perdait l'adoption véritable. Au fur et à mesure que nous avançons dans le siècle, nous avons des actes de moins en moins précis, sur le caractère desquels il est bien difficile de se prononcer : sont-ce de véritables adoptions, ou de simples adoptions aumônières ? Il est difficile de le dire à coup sûr : la désuétude de l'adoption est, alors manifeste, et l'on peut admettre que les effets de pareils actes, seraient-ils même qualifiés d'adoption, durent bien se rapprocher de ceux des réceptions pour l'honneur de Dieu : le manque de précision dans leurs termes est une claire attestation que l'on n'ose plus parler,

(16) Cf. *Infra*, le Droit d'Adoption de l'Hôtel-Dieu, où les textes sont cités.

ouvertement, d'adoption ¹⁷, car elle n'est plus reconnue pratiquement, ou, si elle se forme encore, l'hostilité contre elle réduisit certainement ses effets à ceux des bienfaits aumôniers. C'est alors que les soins donnés pour l'honneur de Dieu nous apparaissent fréquemment, gagnant tout le terrain que perdaient les adoptions proprement dites. La multiplicité des adoptions de bienfaisance, à une époque où les adoptions romaines disparaissent de nos registres, est alors, la preuve manifeste que ces dernières avaient perdu, avec leur sanction, toute efficacité, puisqu'il n'y avait, quelle qu'en soit la raison précise, plus d'intérêt pour les particuliers à en passer un acte écrit : au contraire la présence concomitante des deux adoptions, de 1550 environ à 1580, prouvera clairement, par la comparaison que nous pourrons faire de leurs effets respectifs, leur différence essentielle, et, nous attestera encore mieux le caractère de véritable adoption des actes que nous avons déclarés être tels.

Bien plus, dans certains cas, que nous révèlent nos archives, les textes nous apportent eux-mêmes le rapprochement entre les deux adoptions. Il sera donc très instructif de les examiner.

Nous allons donc arrêter notre attention sur trois séries de textes, où les deux opérations se trouvent, ainsi, mises en parallèle et, de cette façon, mieux opposées. Il se trouve, en effet, que l'une et l'autre aient été passées :

(17) Cf. *supra*, Introduction.

- a) par le même particulier, successivement, sur le même enfant. (Hôtel-Dieu, Rég. III, F° 21, 10 novembre 1577).
- b) par le même père de famille, sur des enfants différents. (Aumône-Générale, E⁶, f° 189, 13 avril 1542 : adoption réelle. Hôtel-Dieu, Reg. II, f° 224, 24 avril 1552 : adoption pour l'honneur de Dieu).
- c) l'une rayée au profit de l'autre : Aumône-Générale, E¹⁹, f° 212.

a) L'acte transcrit dans le registre III de l'Hôtel-Dieu, f° 21, nous montre, en la même personne et à propos du même enfant, les deux états, ici successifs, des soins donnés par aumône, et de l'adoption proprement dite¹⁸ : Pierre Dautrey, tisserand, comparait ce jour-là, dimanche 10 novembre 1577, au bureau de l'Hôtel-Dieu : il raconte ce qui suit : le mardi précédent, il a trouvé, en passant « par le devant dudit Hostel Dieu » un petit garçon âgé d'environ 17 mois, qui se trouvait exposé à l'une des portes. Il l'emporta chez lui et l'a « gardé et nourry jusqu'à ce jourd'hui ». Nous constatons, là encore, certains soins donnés à un enfant, dans des conditions différentes, certes, néanmoins rapprochables de celles des actes de E⁷, E¹⁶ et E²², rapportés précédemment. Mais Dautrey continue, en demandant aux recteurs de l'Hôtel-Dieu de lui laisser cet enfant. Suivent les remarquables expressions suivantes : « qu'il le vouloit nourrir pour l'honneur de Dieu, et,

(18) P. J., n° 11.

« que, où qu'il ne se trouvast personne qui l'avouast
« pour sien, que, dès ce présent, il le prenoit et re-
« tenoit par son fils adoptif, en cas qu'il ne se trou-
« vast père ou mère qui le vînsent advouer. » Je
n'insisterai pas à cette place sur les conditions insé-
rées dans notre acte qui ont été relevées plus haut.
Notre texte présente ici un tout autre intérêt, c'est de
séparer nettement deux situations juridiques dis-
tinctes : 1) Dès à présent, Pierre Dautrey veut
« nourrir l'enfant pour l'honneur de Dieu », puis
2) si cet enfant n'a pas de parents reconnus, il l'*adop-*
tera. Il nous faut donc souligner la succession, ici,
de deux sortes de réceptions, de soins donnés à
l'enfant recueilli. L'assistance-première manière est
nettement qualifiée : ce n'est pas le contexte qui nous
incite à croire qu'il s'agit ici de l'adoption aumônière,
c'est le bienfaiteur lui-même qui nous avertit qu'il
veut élever le petit trouvé de cette manière-là : « il
« le vouloit nourrir pour l'honneur de Dieu ». C'est
ainsi qu'il le fait, c'est ainsi qu'il continuera à le
faire dans l'avenir; aurait-il même ses parents vi-
vants, il entend le soigner, ainsi, par bienfaisance;
mais, si les parents ne se présentent pas, il ne se con-
tentera plus de le soigner de la sorte, mais l'adop-
tera aussitôt, « dès à présent », il le prend et re-
tient, dit le texte « pour son fils adoptif ». L'oppo-
sition entre ces deux opérations est donc très nette,
elles sont distinguées, donc, distinguables; l'adop-
tion est quelque chose, les « soins donnés pour
l'honneur de Dieu », autre chose. Mais notre texte,
malheureusement, ne nous renseigne pas beaucoup,

s'il nous prouve la différence qui existe entre les deux adoptions, en quoi consiste cette différence, autrement dit ce qu'est l'adoption aumônière. Les actes que nous allons étudier maintenant nous renseigneront à ce point de vue.

b) Ici, il s'agit d'un certain Baptiste Grégoire, ou de Grégoire, selon les actes, « faiseur de potz » de son état, dont les comparutions aux Bureaux de l'Aumône-Générale et de l'Hôtel-Dieu nous intéressent au plus haut point : le même individu, en effet, à dix ans d'intervalle, vient faire une adoption véritable (Aumône-Générale, E⁶, f^o 189, 13 avril 1542) et une adoption aumônière (Hôtel-Dieu, Reg. II, f^o 224, 24 avril 1552); il se trouvera même que son acte d'adoption aumônière soit le plus complet et le plus clair que nous ayions sur cette sorte d'assistance; nous pourrons donc, ainsi, porter un jugement aussi renseigné que possible ¹⁹.

Le début de l'acte, sans, pourtant, que soit jamais écrit le mot « adoption », énonce des obligations que nous retrouvons un peu partout, dans des actes divers, et qui, somme toute, pourraient bien être des parents adoptifs : l'enfant est donné, en effet, à Baptiste de Grégoire et Claude de Vauldremont sa femme, « pour par lesdits mariés de Grégoire, nourrir et entretenir de bouche, couche, et, habillemens nécessaires et luy faire apprendre et enseigner à gagner sa vie pour l'advenir et l'entretenir comme leur propre fille ». Dans ces obligations, ré-

(19) Les deux textes sont au Tableau suivant p. 175, et aux P. J., n^{os} 30 et 70.

sident tous les devoirs des bienfaiteurs, qui ne reçoivent pas l'enfant à titre d'adoption, et n'exercent de tels soins que parce qu'ils sont mentionnés expressément, et, non, en tant que constituant les obligations d'adoption; il faut également, distinguer ces obligations de celles que souscrivent des patrons, car l'instruction promise à la petite fille est générale, et ne vise pas telle profession déterminée, et, d'ailleurs la dernière expression « l'entretenir comme « leur propre fille » ne peut concerner les soins apportés généralement aux servantes et domestiques dans les actes de leur bail. Nous avons donc ici plus qu'un contrat de service, mais il est déjà manifeste que ce n'est pas une adoption : en effet, d'abord, ce mot n'est pas inscrit sous quelque forme que ce soit (par exemple, bail de fille adoptive — l'ont donnée par adoption — l'ont prise et retenue pour leur fille adoptive), il n'est pas, de plus, question des « conditions d'adoption », et, même, voudrait-on les voir dans les soins promis, il en manquerait, la plus significative, la clause de « douer ». Toutes ces considérations, néanmoins, ne sont rien auprès de ce que nous apprendra la suite de l'acte : après les obligations souscrites, il continue, en effet, ainsi : « ce que « ladicte de Vauldremont, tant en son nom que de « son dit mary, a promis faire, sans ce touttefois que « la dite Bastienne puisse prétendre aucune chose « pour l'advenir sur les biens des dits mariés de Gré- « goire, sinon ce qu'il leur plaira *donner en aulmosne,* « *et pour l'honneur de Dieu* pour l'ayder à marier » et le texte ajoute aussitôt : « ains seulement *pour*

« *estre nourrye et entretenue honnestement par les*
« *dits mariés de Vauldremont, comme bons pères de*
« *famille* ».

Notre acte de 1552 est donc, aussi net, à propos de l'adoption aumônière, que celui de 1548 l'était pour le droit de succession de l'enfant adoptif : on ne saurait, en effet, plus clairement démontrer l'absence, dans la personne de la petite fille recueillie, de tout droit quelconque, en vertu de son assistance. Il nous faut d'abord souligner le « sans ce touttefois » : cette formule restrictive traduit déjà par elle-même une crainte des bienfaiteurs : celle que les obligations qu'ils souscrivent puissent amener leur protégée à se croire gratifiée de prérogatives d'enfant de la maison, puisque à vrai dire, ils promettaient de « l'entretenir comme leur propre fille » ; ils le promettent bien, en effet, mais ils ne veulent pas que l'enfant puisse s'imaginer, par là, des avantages dont ils ne veulent pas la gratifier ; ils décident, donc, de mettre les choses au point, d'une manière explicite : s'ils ont estimé se rendre service, ainsi, à eux-mêmes, c'est, surtout, aux futurs historiens du droit, que la précision de leur acte aura été utile, nous les en féliciterons !

Trois points sont à distinguer :

1) *L'enfant n'a aucun droit sur le patrimoine de ses bienfaiteurs.*

2) *Il lui sera donné une « aulmosne » à l'occasion de son mariage « pour l'honneur de Dieu ».*

3) *Les obligations souscrites ne veulent signifier qu'un entretien « honneste » de bon père de famille, sans plus.*

Le texte énonce d'abord ce que l'enfant n'a pas :

1) Si l'enfant ne peut rien réclamer sur les biens de son bienfaiteur, c'est qu'il n'a effectivement rien : car, aurait-il même un droit, si ce droit ne peut être sanctionné, si toute réclamation est vaine, il n'existe pas; d'ailleurs, aucune des obligations souscrites ne confère à l'enfant le moindre avantage pécunier : il n'a donc aucune prétention quelconque à revendiquer : ni dot, ni droit de succession, rien sur leurs biens. Quand on compare cette privation totale, aux droits de l'enfant adopté, on saisit toute la différence des deux actes : ce ne sera, d'ailleurs, pas avec n'importe quelle adoption que nous établirons ici notre comparaison : en effet, les bienfaiteurs de 1552 avaient été de véritables parents adoptifs, en 1542, au bureau de l'Aumône Générale. La comparaison entre les deux actes sera éloquente : outre que là, alors, les époux Grégoire déclarent, expressément, prendre Angéline Nicolet pour leur fille adoptive, ils la promettent « bien et deuement nourrir, instruire, alimenter, entretenir et douer, comme leur propre fille, créée en loyal mariage ». Elle est leur « fille adoptive », elle sera douée comme une fille légitime. Bastienne, elle, ne le sera pas, elle n'est jamais qualifiée d'adoptive et n'a droit à aucun avantage pécunier.

2) Elle a bien, à vrai dire, un droit, mais quel

droit ! Il lui sera donné une « aulmosne » pour l'honneur de Dieu, en faveur de mariage. Cette aumône n'est, certes, pas une dot : elle est fixée au gré des bienfaiteurs, à « ce qu'il leur plaira », elle n'est donc, ni proportionnée à la fortune des personnes qui recueillent l'enfant, ni fixée à un certain taux habituel, comme nous l'avons vu pour la dot des adoptives : c'est une pure faculté, une libéralité. Quels en sont les mobiles ? La pitié et la piété, aumône et honneur de Dieu : elle sera, donc, de quotité très variable ; on comprend bien qu'en ce domaine la charité soit la seule maîtresse et les règles juridiques, hors de matière. C'est, donc, une « aumône » : voilà la caractéristique de ces pseudo-adoptions, c'est un don « pour l'honneur de Dieu » : ces deux expressions, expressément mentionnées dans notre acte de 1552, nous permettrons de nous rendre compte des véritables effets des actes qualifiés de tel, ainsi que certains actes douteux, où nous les rencontrons.

Nous avons constaté, dans les adoptions véritables, dans certains cas, des restrictions touchant le droit de succession de l'enfant adopté, nous avons montré que ces restrictions n'affectaient en définitive que la quotité de ce droit qui, de toute façon, était reconnu formellement. Dans les adoptions aumônières, au contraire, aucun droit quelconque n'est sous-entendu, l'enfant ne peut rien prétendre sur les biens de ses bienfaiteurs ; s'ils veulent bien lui donner quelque chose, ce sera tant mieux pour lui, mais il n'y a aucun droit, tout ce qui lui est octroyé ne l'est que par charité. Donc, pas de dot, pas de droit successoral,

l'acte ne les confère pas à l'enfant. Que lui confère-t-il alors ?

3) « Ains seulement pour estre nourrye et entre-
« tenue honnestement par les dits mariés de Vauldre-
« mont, comme bons pères de famille ». L'enfant
est ainsi confié à des particuliers qui l'élèveront avec
soin et lui donneront ce qu'ils voudront : c'est tout.
En effet, il est inutile d'expliquer, pour les lecteurs
avertis qui liront cet ouvrage, que l'expression « en
bons pères de famille » n'évoque aucun lien quel-
conque de filiation qui s'établirait entre le bienfai-
teur et son obligé : elle se rencontre toutes les fois
que l'on veut faire entendre que la personne s'acquit-
tera avec conscience de ses obligations. (Ainsi, dans
le commodat romain ; l'enfant dans notre cas ne peut-
il pas, d'ailleurs, être assimilé à un objet confié en
garde ?) L'enfant retiré pour l'honneur de Dieu, sera
donc entretenu « honnestement », c'est-à-dire d'une
manière conforme à l'état social de celui qui le re-
cueille, et soigné par lui avec toute l'attention pos-
sible. On ne saurait voir ici, en l'absence de dot, de
droit successoral, et de remise de la fortune de l'en-
fant à ses bienfaiteurs, un exercice même réduit
de la « patria potestas ». Ce ne sont que des soins
charitables de personnes bienveillantes envers l'en-
fant qu'ils hébergent chez eux.

Enfin il faut souligner un dernier point qui n'est
pas dénué d'importance : quel intérêt a bien pu
pousser les époux Grégoire à mettre par écrit
l'étrange opération qu'ils réalisent, qui, somme toute,
ne comporte que des obligations morales, et, dont la

nécessité d'une preuve écrite ne paraît pas ainsi s'imposer ? C'est qu'ils n'ont pas voulu tant se réserver une preuve des droits et obligations contenus dans l'acte que démontrer que l'acte n'en contient pas d'autres. Autrement dit, ce qu'ils ont recherché, c'est que la petite Bastienne ne puisse pas se prévaloir de cet écrit pour réclamer des droits qu'ils n'ont pas voulu lui donner ou soutenir des prétentions non accordées²⁰. En effet, il est assez clair que les parties ont dû craindre pareille éventualité, à lire les précisions apportées plus à restreindre le droit de l'enfant qu'à lui définir ce à quoi il a droit ; Il y a là une indication précieuse : nouvelle preuve qu'il y avait, en dehors de l'assistance dont nous avons ici l'exemple, mais de forme voisine, apparemment, des actes à effet plus important qui permettaient à l'enfant de prétendre quelque chose sur les biens des particuliers qui le recueillaient, que ceux-là contractaient des obligations plus importantes que seulement de nourrir et entretenir honnêtement l'enfant recueilli ; et que peuvent être ces actes, sinon les véritables adoptions lyonnaises, comme celles dont nous avons les textes, et, dont les scribes de l'Hôtel-Dieu ou les particuliers lyonnais connaissaient l'existence ? Dans notre cas précis, les mariés de Grégoire étaient, mieux encore que d'autres, au courant des effets de l'adoption vé-

(20) C'est la même crainte qui se manifeste dans les réceptions d'enfants « pour l'amour de Dieu » : « Les documents mêmes qui nous renseignent à ce sujet, écrit M. OLIVIER-MARTIN, montrent que l'on prenait soin l'écarter toute éventualité de communauté de meubles ou d'acquêts avec ces enfants ». (Op. cit., p. 151, notes). L'utilité de l'acte, dans les uns comme dans les autres, est donc de limiter soigneusement le droit de l'enfant ainsi recueilli.

ritable, puisqu'ils avaient, nous le savons, quelques années auparavant, adopté, eux aussi, une petite fille au bureau de l'Aumône-Générale; les restrictions qu'ils font insérer dans leur acte de 1552 à l'Hôtel-Dieu, prennent alors toute leur importance : c'est que, manifestement, ils ne désiraient pas faire la même opération à propos de cette nouvelle enfant; aussi cet acte est-il le premier dans les registres de l'Hôtel-Dieu qui nous donne sur l'adoption aumônière d'aussi intéressantes explications : d'autres actes viendront après, contenant les mêmes détails, mais ce sont les époux Grégoire qui ont ouvert la série, et, si l'acte est rédigé aussi nettement, c'est que, justement, ils avaient leurs raisons pour que soit bien défini l'état de la petite assistée de manière à ce qu'elle ne puisse pas se croire l'égale de son prédécesseur adopté. On ne saurait, donc, assez souligner l'intérêt qu'il y a pour nous à ce que les parents adoptifs d'Angéline aient été, quelque temps après, les bienfaiteurs de Bastienne pour l'honneur de Dieu; c'est là, qu'en plus de l'abondance de détails de l'acte de 1552, réside sa particulière importance. Aussi, je crois intéressant, en manière de conclusion, de transcrire parallèlement les deux textes, l'un d'adoption, l'autre d'assistance aumônière, que les mêmes particuliers, les époux de Grégoire, ont passé successivement au Bureau des deux hôpitaux. Leur rapprochement, maintenant que nous avons étudié les textes, sera singulièrement éloquent :

E⁶ (f° 189)

Au Bureau de l'A. G.
Dimanche, 13 avril 1542

« Angéline, fille de Jehan Nicolet, en son vivant tonnelier de Lyon, pouvre fille adoptive à l'Aulmosne, a esté donnée à Baptiste Grégoire, faiseur des pots d'Itaylie et à sa femme, de par iceulx retenue pour fille adoptive; laquelle ilz ont promis bien et deument nourrir, instruire, alimenter, entretenir et douer, comme leur propre fille, créée en loyal mariage. »

En marge de l'acte,
écrit :

« fille adoptive
en ville »

Règ. II (f° 224)

Au Bureau de l'H. D.
Dimanche, 24 avril 1552 (après Pâques)

« Les dits recteurs dudit Hostel-Dieu du Pont du Rosne ont baillé et remys à honneste personne Baptiste de Grégoire, fayseur de potz de terre, et, à Claude de Vauldremont, sa femme, ladite Claude de Vauldremont, présente, et acceptant tant pour elle que de son dict mary, une jeune fille, nommée Bastienne, fille donnée au dit hospital, de l'age de 6 à 7 ans, ou environ, présente, pour par les dits mariés Grégoire, nourrir et entretenir de bouche, couche, et, habillemens nécessaires et luy faire apprendre et enseigner à gagner sa vie pour l'advenir, et l'entretenir comme leur propre fille, ce que ladite de Vauldremont, tant en son nom que de son dit mary, a promis faire, sans ce toutefois que ladite Bastienne puisse prétendre aucune chose pour l'advenir sur les biens desdits mariés de Grégoire, sinon ce qu'il leur plaira donner en aulmosne, et, pour l'honneur de Dieu, pour l'ayder à marier, ains seulement pour estre nourrye et entretenue honnestement par les dits mariés de Vauldremont, comme bons pères de famille, avec promesses, serments, obligations, soubzmissions, renontiation, et clauses nécessaires, fait à Lion, M^e Guyot Gay, et François Vernon dudict Lion, tesm^{tz}. »

c) Enfin de patientes recherches à travers les registres hospitaliers m'ont fait connaître un dernier acte dont je crois utile de faire une mention spé-

ciale ²¹. Il achèvera de nous prouver que notre adoption lyonnaise est autre chose qu'une suite de soins dépourvus de caractère juridique. Au premier abord, l'acte assez court, mal écrit et raturé sur page déchirée, m'avait paru de peu d'utilité, une lecture plus attentive m'a montré que précisément, ses ratures mêmes lui conféraient de l'intérêt.

Il est question d'une petite orpheline remise à un certain Jacques Duboys en 1580, cette fois-ci, non à l'Hôtel-Dieu, mais par les recteurs de l'Aumône-Générale. Au début de l'acte, en renvoi, nous lisons : « par charité et aulmosne, il la voudroit adopter comme sienne ». Mais Jacques Duboys s'aperçut, à la réflexion, que ce n'était pas tout à fait l'acte qu'il voulait faire, et, dans la phrase en question, il a fait barrer les trois derniers mots : « adopter comme sienne », et ajouter, pour qu'on soit bien fixé sur ce point : « ce qu'il ne veult faire ». Puis, un peu plus loin, Duboys, après avoir exposé ainsi ses intentions, en vient à sa requête proprement dite, et voici comme il s'esplique : dans une première rédaction, il demande aux recteurs « la luy vouloir donner comme son adoptifve ». Mais les trois mots « comme son adoptifve » sont barrés à nouveau, et au-dessus, on a écrit : « pour la nourrir et eslever ». Il faut donc lire qu'il veut qu'on lui donne l'enfant, non comme sa fille adoptive, mais « pour la nourrir et eslever » ; quel est, en somme, le sens définitif de cet acte revu et corrigé ?

Il y a là, une remise d'enfant, non à titre d'adop-

(21) P. J., n^o 74.

tion, c'est clair, mais, en vue de fournir à cet enfant certains soins d'entretien, « la nourrir et eslever ». La remise ne comporte donc que ces obligations, or, ce sont justement les seules auxquelles s'astreignent les bienfaiteurs qui soignent un enfant pour l'honneur de Dieu. L'adoption, expressément mentionnée auparavant, cède dans notre acte la place à un acte n'emportant que des obligations bien plus restreintes, qui sont celles des pseudo-adoptions aumônières : par là même, les deux opératoins sont nettement différentes : l'adoption, appelée telle, n'est pas la réception pour l'honneur de Dieu, les deux opérations ne sont pas ici successives, comme dans l'acte de 1577, ou passées par les mêmes particuliers comme en 1552, elles sont exclusives l'une de l'autre.

J'espère avoir, ainsi, achevé de démontrer, en étudiant la garde d'enfant pour l'honneur de Dieu, par la présence de ces pseudo-adoptions à effet réduit et co-existantes avec l'adoption véritable, que cette dernière nous apparaît, encore mieux, comme bien en vigueur, au XVI^e siècle. L'étude des opérations qui y ressemblent et les textes qu'il m'a été permis de retrouver sur elles nous convaincra, définitivement, de sa véritable existence, en la mettant en relief et en en détachant les traits.

Je ne peux, néanmoins, terminer l'étude de la question sans relever encore la force probante, qui s'ajoute à celle de tant d'actes particuliers, de différents textes généraux qui mentionnent expressément l'adoption et en attestent, ainsi, à leur tour, l'exis-

tence à Lyon au XVI^e siècle. S'ils ne nous renseignent pas sur son caractère et ses effets, ils distinctent, par contre, soigneusement les adoptions des autres remises d'enfants à des particuliers comme apprentis ou serviteurs.

1) Le premier — que reproduit d'ailleurs l'Inventaire Rolle des Archives Hospitalières de Lyon (T. II. E⁴) — est intéressant à plus d'un titre : outre qu'il nous prouve l'existence de l'adoption, il nous montre, nettement, en vertu de quel droit, l'Aumône put, dans la suite, donner les enfants recueillis par elle aux habitants de la ville; nous voyons, ainsi, clairement, que c'est en vertu de l'autorité que ceux-ci lui avaient expressément conféré touchant l'administration des pauvres et des orphelins : le texte qui sera cité est en effet contemporain de la fondation de l'Aumône-Générale, il est tiré des tout premiers folios de E⁴, le premier registre de l'Aumône; le scribe après avoir relaté ce qui s'est passé dans la réunion des citoyens notables de la ville, le 25 janvier 1534, où fut établie l'œuvre définitive de l'Aumône et où furent élus les premiers administrateurs de l'Institution, s'exprime, ainsi, sur le pouvoir accordé à ces derniers, « (à ces personnes) lesditz gens du
« Roy ont donné plein pouvoir, autorité et puissance
« et à chacun d'eulx, quant au faict de justice, sur
« lesditz pouvres, maraulx, etc... et aussi de bailler et
« remectre les enfans orphelins, tant masles que femelles, lesquelz seront aux hospitaux Sainte Catherine et la Chanal pour apprendre mestier et
« *adoptifz*... »; nous voyons bien, ici, que le fait de

donner un de ses enfants en adoption à un particulier faisait partie des pouvoirs originels de l'Aumône, c'est la meilleure preuve qu'en le faisant, elle agissait comme puissance publique à la manière d'un magistrat ordinaire. De plus, notre texte, s'il nous apporte une preuve claire de l'existence de l'adoption au début du XVI^e siècle, est surtout remarquable, en ce qu'il est *antérieur à tout acte précis et particulier d'adoption*, fait au bureau de l'Aumône-Générale. Ainsi donc, avant même qu'un individu soit venu demander à l'Aumône, qui se crée, seulement ce jour-là, qu'on lui remette un enfant en adoption, les constituants de l'œuvre prévoyaient que *cela se produirait dans l'avenir*; il se rendaient compte, qu'on viendrait non seulement, chercher des apprentis « pour apprendre mestier », mais, même, des enfants adoptifs « adoptifz » : indication, à mon sens, non pas seulement que l'*adoption était en vigueur, alors, à Lyon, avant la création de l'Aumône-Générale*, mais certainement *fréquente*, probablement même d'un usage courant dans les maisons comme l'Aumône qui recueillait les enfants, puisque, à l'érection de l'une d'elle, on soit allé jusqu'à en prévoir l'hypothèse, avant toute application particulière.

2) Les deux textes suivants nous prouveront, à leur tour, l'existence de l'adoption; ils nous intéressent aussi à un autre point de vue, car ils nous montrent, en plus, en énumérant la triple série d'opérations que l'Aumône pratiquait sur la personne de ses enfants, la différence qu'il y a, ainsi, entre les remises à titre d'adoption, d'apprentissage ou de services.

Le premier texte est un acte du bureau de l'Aumône en date du 17 octobre 1535 (E⁴, f^o 186 R.).

« A esté ordonné que doresnavant quand on baillera quelzques enfans, soient (sic) masles ou femelles, pour *enfans adoptifs* ou pour apprentis, ou servantes, l'on leur déclarera les habillemens qu'ilz devront avoir par le menu, etc... ».

Le second texte est un peu postérieur (il est de 1539), et se trouve dans un recueil imprimé, le premier des réglemens de l'Aumône (et, le seul du XVI^e siècle) intitulé la « Police de l'Aulmosne de « Lyon » ²². Ce petit ouvrage de 56 pages est fort intéressant à bien des points de vue; pour l'instant, soulignons qu'il nous apporte encore une nouvelle preuve de l'adoption par les particuliers, ainsi que du rôle de l'Aumône à ce sujet : en effet, au chapitre « l'Office des six autres recteurs », nous lisons : « Item (les recteurs) sont tenuz de mander et faire venir audict bureau chascun Dimenche infailliblement le Maistre et Maistresse des enfans orphelins, pour illec presenter les filz ou filles qui se trouveront d'aage, et prestz pour servir, affin de les bailler à ceulx qui en demandent, gens notables et capables, soit pour servir, apprendre mestier, ou pour *enfans adoptifz* ». Là aussi, c'est net : nous sommes avertis de l'existence d'enfants adoptés, et l'opposition établie entre eux, et, les apprentis ou serviteurs ne saurait faire aucun doute.

Nous avons, ainsi, la preuve certaine de la survi-

(22) *La Police de l'Aumône de Lyon*, imprimé chez Seb. Gryphius, Lyon, 1539.

vance de l'adoption au XVI^e siècle, à Lyon, au moins. Quand l'Aumône Générale, sera créée et qu'elle instaurera ses adoptions sur la personne des orphelins qu'elle recueille, ce sera, ainsi, dans un milieu qui connaissait l'adoption et la pratiquait. Nous serons, ainsi, moins étonnés de *la voir appliquer, à son tour, aux enfants dont elle a le soin, une opération qu'elle voyait déjà pratiquée autour d'elle, et, en son propre bureau, par les simples particuliers de la ville.*

J'ai ainsi terminé mon analyse, d'après manuscrits, des adoptions pratiquées à Lyon au XVI^e siècle par les habitants de la Cité — et, avec elle, je termine également la première partie de cet ouvrage. Je crois avoir prouvé d'après les documents d'archives que j'ai retrouvés, et la synthèse logique établie entre eux tous, d'une part, et, par ailleurs, entre eux et les renseignements généraux sur notre ancien droit français, que l'adoption était, encore au XVI^e siècle, suffisamment vivante pour produire l'essentiel de ses effets et présenter encore, à cette époque attardée, les principaux de ses caractères. J'ai montré, d'abord, en étudiant l'adoption en elle-même, qu'il faut voir, en les actes conservés dans les archives hospitalières lyonnaises, la preuve de l'existence, à Lyon, d'une véritable adoption; d'autre part, une étude externe de l'adoption nous a montré que les textes généraux, qui font allusion incidemment à elle, et la présence, à côté d'elle, de plusieurs catégories d'actes voisins mais nettement distincts, suffisent pour attester son caractère original et la distinguer

de toutes les opérations non juridiques avec lesquelles nous avons montré qu'on ne saurait la confondre. Son existence est, par là même, nettement prouvée, comme son caractère véritable nous est attesté par l'analyse minutieuse faite des différents actes qui nous sont conservés sur elle.

Dans ces conditions, j'ai achevé une étude, que d'aucun trouveront peut-être un peu longue; je reconnais m'être bien attardé, trop peut-être, sur ces curieux documents : c'est que, grâce à eux, je voyais — avec une vive satisfaction et une complaisance que j'avoue — bien vivante dans ma patrie lyonnaise, une institution prétendue tombée en désuétude, et survivre, ainsi, en pleine Renaissance, une très ancienne et très particulière institution jugée disparue avec le monde romain : le caractère inédit de cette modeste étude a avivé ma curiosité et soutenu mes efforts. Qu'on excuse trop de lenteur s'il m'a été permis de soulever, un peu, pour ma faible part, le voile qui recouvre, dans l'obscurité, le droit de notre ancienne France et d'ajouter à la découverte de l'histoire de nos Institutions, ma modeste contribution.

TABLEAU DES ADOPTIONS LYONNAISES AU XVI^e SIECLE

ADOPTANTS		ADOPTÉS	DATE	PROFESSION	DOMICILE	REG.
Louis BARBET	Jane ROCHETE	Pierre (âgé de 5 ans)	12 mai 1527	Boucher	Gourguillon	H. D., R. 1
Jacques CLERC		Odette (âgée de 5 mois)	22 mars 1528			H. D., R. 1
Jacques CROSET		Jean POLLIDES	9 avril 1534	Libraire	Rue Mercière	E. 4
Jean FLORY		Louis GIRARD	2 mai 1534	Charpentier		E. 4
Claude GETTE	Madeleine	Jehan (âgé de 4 ans)	17 mai 1534	Fondeur		E. 4
Benoît BURGAT		Claude BOURBON (de Tossieu)	17 mai 1534	Sergent-royal		E. 4
—		Jacques PIGNIER	6 déc. 1535	—		E. 4
—		Germain	25 avril 1535	—		E. 4
Jacques BATIN	Guillaume CHARBONNIERES	Marguerite (de « Cindrieu » en Savoie)	21 juin 1534	« masson »	Rue de la Rotisserie	E. 4
Jehan MOLLIERES	Aliénor BLANCHÉ	Magdaleyne THIBAULT	26 juil. 1534	Notaire		E. 4
Pierre ROY		Jacques RAMPOLET (de Polemey-le-Réal)	4 avril 1535	Tonnellier	St-Georges.	E. 4
Guyon FACAULT		Anthoyne BELLOCIER	27 juin 1535	Marchand		E. 4
Claude CLES-SARD	Jane PELLETE	Jehan (âgé de 9 mois)	16 mai 1535	Brodeur		E. 4
Claude DRILLOND	Anthoinette	Claude de NOAILLY	21 mai 1536			H. D. E. 5
	Pernette (femme Jean GERMAIN)	Anthoinette	9 juil. 1536	« Mosnier »	« près du Pont du Rosne »	E. 5
Claude MOTALGNAT		Catherine PROST	23 mars 1539	Marchand	Grenette	E. 5

ADOPTANTS		ADOPTÉS	DATE	PROFESSION	DOMICILE	REG.
Guillaume de LA-FOREST		Marguerite BROTON	9 mai 1540	« Mareschal »	« Prés les fossés »	E. 6
Baptiste GREGOIRE	et sa femme	Angéline NICOLET	13 avril 1542	« Faiseur de potz de terre »		E. 6
Georges CIBRIAIN	et sa femme	Anthoinette	4 nov. 1543	« Poudrier de hacqueboute »		E. 6
Claude JAQUARD		Alexandre REGNAULT	18 nov. 1543	Marchand	A Paray-le-Monial	E. 6
Jean CHIRA-FAURE		Gervaise RAMBERT	27 avril 1544	Tissotier		E. 6
François PLASSETZ		Jacqueline (agée de 6 ans)	25 avril 1547	Pâtissier		H. D. R. 1 ^{bis}
Pierre BARRAL	Morise	Pérnnette SYMONAYER	11 sept. 1547	Cordier	Arbre-Sec	E. 7
Pierre SURLLET		(?) Jacques SURLAY	16 oct. 1547	Cordonnier	« Grant-Palais »	E. 7
	Jane (femme de Pierre de la Lande)	Florie (fille de Jean le bénier)	6 oct. 1538			E. 5 E. 7
		Jane (fille de Jean le d° Gagne-denier)	27 mai 1548			
Guichard PONTET	Florie COUS-TURE	Guillaume (agé de 1 an 1/2)	27 août 1548	Espinglier		H. D. R. II
Pierre PROST	Jehanne BONVALOT	Pierre	28 oct. 1548	Marchand mercier		H. D. R. 1 ^{bis}
Raymond ARJOLLET	et sa femme	Benoîte BIGOT	18 nov. 1548	Sergent-royal		E. 7
	Claudine CHARPIN	Etiennette MICHA	31 mai 1551			E. 7
	Veuve de Claude GENEVOIS					
Jehan BONNET	Anthoinette LOMBARD	Benoîte PONTHEUSE	18 juin 1559	Fourbisseur		E. 9

ADOPTANTS		ADOPTÉS		DATE	PROFESSION	DOMICILE	REG.
Humbert FRON- TENIER	Jehan LECONTE	Jehan POLLY		30 juin 1560			E. 10
		Isabeau CHAUDIERE Marie LANFFREY		3 août 1561 15 nov. 1562	Ma ferratier	St-Paul	E. 10 E. 10
Jehan PICANON		Anthoine RAY Claudine MESTRA		13 déc. 1573 31 mai 1574	Espinglier Charron	A la Guillotière.	E. 12 E. 14
Marc de TRENTÉ	Léonard de RO- GEN	Ysabeau DELARUE Catherine CLAVEL		24 oct. 1574 29 juil. 1576	Veloutier Molinier de soie		E. 14 E. 16
Michel BILLAUD Pierre DAUTREY		Anthoine MOYROUD Un petit garçon de 17 mois		24 mars 1577 10 nov. 1577	Charretier Tisserand	Rue de Bourg- Chanin	E. 16 H. D. R. III E. 19
André PARENT		Anthoine MOYROUD		30 août 1579	Fondeur de cuivre		E. 22
Hierosme LAM- BERT		Jacques DUSTRAIT		22 juil. 1584			
Guillaume CA- PELLANT		Léonard (âgé de 3 à 4 ans)		29 déc. 1596	Marchand frui- tier		H. D. R. VII

DEUXIEME PARTIE

L'Adoption Lyonnaise
des
Orphelins Légitimes

Lorsque nous constatons, après sa fondation, que l'Aumône Générale applique à la personne des enfants qu'elle recueille l'adoption qui se pratique autour d'elle à Lyon à la même époque, nous pouvons, à bon droit, être surpris, car l'adoption privée par un corps social est véritablement une particularité tout à fait rare et curieuse : elle paraît spéciale à l'Aumône-Générale de Lyon. La plupart des auteurs ont signalé, traitant de l'adoption en général en France, cette anomalie remarquable, se prolongeant après la désuétude de l'adoption ordinaire en France jusqu'à la fin de l'Ancien Droit, quelques-uns essayant de démontrer que ce n'était pas, d'ailleurs, une véritable adoption — ce sera le cas de Claude Serres¹ — la plupart, au contraire, la considérant comme une survivance étonnante de l'adoption romaine, au milieu de l'universel abandon où cette institution était tombée. Aucun, à vrai dire, ne s'est efforcé de la bien connaître, et, le peu de connaissance que l'on avait sur elle empêchait toute étude sérieuse de l'institution. Paul Viollet, la signalant à son tour, émettait le vœu qu'un jour un travail soit entrepris sur elle et la fasse connaître sous son véritable aspect². J'espère, dans la faible mesure de mes moyens, répondre par cette étude à ce désir et à ce vœu : là comme pour l'étude précédente, les travaux d'auteurs

(1) Cf. *infra*. T. III, ch. I.

(2) VIOLLET, *Précis de l'Histoire du Droit Français*, L. II, p. 407.

ne seront pas d'un grand secours. Je me suis penché sur les manuscrits des archives de l'Aumône-Générale, et principalement avec eux j'ai essayé de reconstituer l'évolution historique et le caractère juridique de l'adoption des Orphelins Légitimes par l'Aumône-Générale de Lyon. Puissent, mes efforts, avoir abouti à mettre mieux en lumière cette curieuse survivance d'une institution jugée disparue ! Puis-je avoir retracé d'une plume sûre l'histoire curieuse de cette coutume d'un pays de droit écrit !

TITRE PRELIMINAIRE

LA QUESTION DE L'ADOPTION HOSPITALIERE EN DEHORS DE L'AUMONE DE LYON

Penchés d'abord sur le mystère des origines, nous essayerons avant toute étude analytique et dogmatique, de percer les mystérieuses circonstances dans lesquelles apparut l'adoption de l'Aumône-Générale. A cette fin nous allons d'abord nous poser la question, toute naturelle, puisqu'il s'agit d'une institution d'une cité régie par le Droit Romain, et qui est en même temps le plus logique du point de vue historique : les règles romaines connaissaient-elles pareilles adoptions, étaient-elles pratiquées dans l'antiquité ?

Nous y serons même incités en plus par les propres allégations de juristes Lyonnais à propos des procès afférents aux adoptions de l'Aumône-Générale, qui laissent aisément entendre que ce privilège est fort ancien et que son origine se perd dans la nuit des temps.

C'est ainsi qu'un jurisconsulte Lyonnais du XVIII^e siècle, l'Avocat Antoine Terrasson, dans un grand procès engagé en 1730 entre l'Aumône-Générale et les officiers de la Sénéchaussée de Lyon, chargé par

la ville qui prenait en main la cause des adoptions comme étant d'intérêt public, de faire valoir l'utilité du privilège de l'Aumône-Générale, déclarait sur l'origine de l'adoption lyonnaise :

« L'usage des *adoptions publiques* est plus ancien que
« l'Empire Romain, dont la ville de Lyon a fait partie pen-
« dant plusieurs siècles, et dont elle conserve encore au-
« jourd'hui les loix. Il y avait avant ce temps-là des éta-
« blissements de Charité où les enfants trouvaient dans le
« sein même de l'Etat, un asile assuré contre l'indigence
« de leurs parents, et tous les secours nécessaires pour leur
« éducation. La République Romaine, toujours attentive au
« soulagement des familles, perfectionna ces premiers éta-
« blissements et se chargea de nourrir et d'élever jusqu'à
« l'âge de puberté, les enfants de ceux qui, par les dis-
« grâces de leur fortune, étaient hors d'état de le faire. On
« mettait ces enfants dans les écoles où ils étaient nourris
« aux dépens de la République, et dans lesquelles on cul-
« tivait en eux les talens qui pouvaient les rendre utiles
« à la Patrie. — Je ne suivrai pas les progrès de ces éta-
« blissements charitables. J'observerai seulement, que ces
« sortes d'adoptions publiques transmettaient tellement les
« droits de la puissance paternelle, que depuis le jour où
« les orphelins indigens étaient à la charge de l'Etat, leurs
« parens n'avaient plus aucun droit sur eux, jusqu'à ce
« que la République les leur eût rendus dans le temps fixé
« par les lois, et lorsqu'ils étaient en état d'exercer les arts
« dans lesquels on avait soin de les instruire. Vous voyez,
« Messieurs, l'origine de ces adoptions salutaires, dont
« l'usage ne s'est conservé que dans la ville de Lyon, par
« l'habitude où elle était d'en goûter les avantages, dès le
« temps même qu'elle était soumise aux Romains. » ¹

Terrasson nous apprend ainsi que la pratique d'une adoption analogue à celle de l'Aumône-Générale remonte aux plus anciennes origines, et que Lyon n'a pas cessé, depuis Rome, de pratiquer ces adoptions,

(1) Cité dans HENRYS, *Œuvres*, 1772, III, p. 835 ; Cf. P. J., n° 61 bis.

dont, depuis lors, dit-il, « l'usage ne s'est même con-
« servé que dans la ville de Lyon ». Nous allons
passer au crible de telles assertions et nous demander
s'il est vrai que le monde antique et Rome, en parti-
culier, connaissait, non pas l'adoption ordinaire,
mais cette adoption par un corps collectif, qui est,
généralement, considéré comme le privilège exclusif
de l'Aumône Générale Lyonnaise.

CHAPITRE PREMIER

L'ANTIQUITE GRECO-ROMAINE

Sans remonter aux civilisations Egyptiennes ou Babylonniennes, nous constatons certaines mesures de protection, en Grèce, pour les orphelins légitimes auxquels il était nommé par l'Etat un tuteur chargé de défendre leurs intérêts. A Athènes, les enfants des citoyens morts à la guerre étaient adoptés par la République, qui les élevait jusqu'à l'âge de 18 ans, les faisait instruire et leur allouait un équipement complet¹. Mais c'était une mesure toute aristocratique et de portée très limitée.

A Rome, les belles descriptions de Terrasson sur les établissements qui recueillaient les enfants de familles déshéritées ne répondent malheureusement à rien de réel et n'ont probablement existé que dans son imagination d'avocat en verve : la République Romaine, comme le monde païen, en général avant l'avènement du Christianisme, se souciait fort peu de secourir les misères des pauvres gens, et n'a jamais ouvert, que nous le sachions, des asiles où elle se chargeait de nourrir et d'élever jusqu'à l'âge de

(1) BOECK, *Economie Politique des Athéniens*, t. I^{er}, p. 359; cf. LALLEMAND, *Hist. des Enf. abandonnés*.

puberté les enfants de ceux qui, par la disgrâce de la fortune, étaient hors d'état de le faire. Ces développements et d'autres qui suivent font bien dans une harangue publique, mais n'ont aucun intérêt historique. « Je ne suivrai pas les progrès de ces établissements charitables », continue Terrasson, en pleine fougue oratoire, nous le suivrons volontiers sur ce terrain, car il est inutile d'épiloguer longtemps sur des asiles qu'aucun texte ne nous révèle et qui sont probablement inexistantes.

Seulement sous l'Empire, une certaine assistance est apportée aux familles pauvres, c'est ainsi que Trajan fournit des secours aux parents pauvres de condition libre pour élever leurs enfants ². Pline nous apprend qu'à Rome il y avait 5.000 enfants que la munificence du Prince avait adoptés et qui étaient élevés aux frais de l'Etat pour en être l'appui dans la guerre, l'ornement dans la paix ³. Nous savons aussi qu'à partir de cette époque, ont fonctionné les « *tabulae alimentariae* » ⁴, sortes de subsides faites par l'Empereur aux enfants pauvres des deux sexes, sur le revenu des sommes prêtées par lui à de petits propriétaires, atteignant ainsi le double but de venir au secours de la petite propriété et des enfants pauvres. Cette institution s'étendait à divers points de l'Italie : les garçons recevaient par an 192 sesterces, les filles, 144, les enfants naturels avaient moins, 144

(2) Cf. détails dans LALLEMAND, *op. cit.*, pp. 61 à 66.

(3) PLINÉ, Panegyrt. XXVIII.

(4) On trouvera des textes se rapportant aux Fondations Alimentaires de Trajan, dans Girard, *Textes de Droit Romain*, p. 840-842. (Inscriptions de Veleia et des Ligures Baebiani). Cf. également, V° *Alimentarii pueri*, dans le *Dictionnaire des Antiquités grecques et latines*, p. 182 et suiv., l'article d'Ernest DESJARDINS.

et 120 sesterces. Adrien en étendit le bienfait pour les garçons, jusqu'à 18 ans et pour les filles jusqu'à 14. Sous Antonin, les filles assistées prennent le nom de sa femme Faustine, et furent appelées les « *Faustinianae* ». Marc-Aurèle eût aussi les siennes, en l'honneur de Faustine la jeune, Alexandre-Sévère, ses « *Mammoeani* » et « *Mammoeanae* » en souvenir de sa mère. Les « *quaestores* » et « *praefecti alimentorum* » veillaient à l'exécution de ces fondations. Elles devaient durer tant bien que mal jusque sous Dioclétien, disparaissant alors comme tant d'autres institutions au milieu des calamités qui fondirent sur l'Italie. Mais, malgré, peut-être, quelques apparences, rien de tout cela ne rappelle vraiment, en quoi que ce soit, une adoption véritable de l'Etat ou d'Etablissements particuliers sur la personne de ces enfants. Il ne faut pas, en effet, se payer de mots : ces mesures touchant les enfants ainsi assistés, que ce soit en Grèce, d'ailleurs, ou celles que nous voyons pratiquées à Rome, constituent peut-être une *adoption publique*, c'est-à-dire un rattachement purement honorifique de tel individu à un groupement social quelconque : mais ce n'est pas cela qui constitue l'adoption de l'Aumône-Générale au XVI^e siècle : quoique pratiquée par un corps collectif, celle-ci est une *adoption privée*, ayant des effets de droit civil ; les bénéficiaires des « *tabulae alimentariae* » à Rome, sont peut-être comme les orphelins athéniens, considérés comme *adoptés* par l'Etat, en ce sens qu'ils bénéficient de ses faveurs, mais c'est tout ; aucun lien de filiation n'est établi entre eux et le corps social

qui les protège. C'est plutôt ce que l'on pourrait appeler une adoption d'honneur, un peu au sens où l'entend Ducange⁵, sans effets juridiques bien définis, ou plutôt, dont les effets pratiques, s'il y en a, ne dérivent pas d'un lien de filiation. Les « Faustini » de Marc-Aurèle, correspondent, ainsi, bien plutôt qu'aux « enfants adoptifs de l'Aumône-Générale », à nos pupilles de la Nation moderne.

Néanmoins, au Bas-Empire, nous trouvons des institutions qui doivent retenir bien autrement notre attention : c'est alors, sous l'influence du Christianisme que les hôpitaux que ne connaissait pas l'Antiquité, font leur bienfaisante apparition. Pour la première fois, des asiles sont créés spécialement pour les petits enfants, et tout d'abord en Orient⁶. C'est toute une transformation profonde dans le monde romain, signe de la transformation profonde des mœurs sous l'influence des idées chrétiennes : avec le Christ, l'esprit de commisération, l'esprit de

(5) DUCANGE, *Etablissements de St-Louis*, dans « *Histoire de Saint-Louis* » de Joinville (publiée par DUCANGE, 1668, Dissertation 22 : *Des Adoptions d'Honneur en fils*, adoptions très distinguables, dit-il, de l'adoption romaine; il considère comme telles les adoptions par les armes, d'où dérive la chevalerie (adouber un chevalier : le revêtir d'armes), l'adoption sous la chemise, par les cheveux et la barbe, l'adoption du baptême et certaines adoptions comme celles de la République de Venise. C'est le fait, à mon sens — plus que les adoptions par les cheveux ou autres analogues, que Ducange range, un peu trop abusivement, dans la catégorie des adoptions d'honneur — surtout de ces situations comme celle d'Anne de Clèves, appelée « fille adoptive » par Louis XIV, de Louise-Elisabeth d'Orléans, dite « fille de Louis XV » du maréchal de Richelieu adopté par la ville de Gênes, de Dubelloy, adopté par la ville de Calais, etc... sur lesquelles il y aurait, peut-être des choses curieuses à dire : je ne fais que mentionner ces sortes d'adoptions d'honneur.

(6) Il est fait mention d'hôpitaux à Sébaste, dans le Pont, vers 335. Le plus célèbre fut la Basiliade de Césarée, créée vers 372, qui tire son nom de son fondateur, St Basile.

charité apparaît dans le monde : nous voyons, de suite à notre seul point de vue de l'adoption l'importance capitale de ce changement : l'adoption, vieille institution aristocratique et autoritaire de la Société Romaine, va se voir pénétrée de douceur et bienveillance : les pressantes exhortations des Constitutions Apostoliques vont faire entendre leur touchant appel aux nouveaux convertis : « quand un
« enfant chrétien, garçon ou fille, reste orphelin, c'est
« une bonne œuvre si un frère privé de descendants
« l'ADOpte et le traite comme son enfant. Si un riche
« repousse l'orphelin, le père des orphelins veillera
« sur ce délaissé... » ⁷. Faisons nôtres les belles réflexions d'Allard sur la charité des premiers chrétiens : « Alors que l'ADOPTION DES ORPHELINS BAPTISÉS
« ÉTAIT RECOMMANDÉE EN TERMES SI PRESSANTS, écrit-il
« dans son ouvrage sur l'ESCLAVAGE, à plus forte raison
« son les chrétiens durent-ils se sentir poussés à recueillir les enfants exposés par la barbarie païenne;
« il s'agissait en effet d'arracher ces derniers, non
« seulement à la misère et aux privations, mais aux
« chiens, aux oiseaux de proie, à quelque chose de
« pire encore, à ces êtres immondes qui s'emparaient
« d'eux pour les dresser, avec un art infernal, à d'infâmes emplois, et trafiquer plus tard de leur force
« et de leur beauté » ⁸.

A l'appui de cette opinion, nous lisons, dira Lallemand, dans les inscriptions de catacombes, de nombreuses inscriptions portant ce mot : « *Alumnus* »,

(7) Constitutions Apostoliques, IV, I.

(8) ALLARD, *Les Esclaves chrétiens*, ch. II, § II.

qui perdrait sans doute le sens d'esclave, pour ne rappeler que l'idée d'adoption charitable⁹. Ne faut-il pas, il me semble, admettre, que l'adoption romaine qui n'était opérée jusque-là que dans le seul intérêt de l'adoptant de se donner un descendant qui continuera la famille, portera le nom et entretiendra les « sacra », dût alors commencer à se faire *dans l'intérêt de l'adopté*, pour recueillir un enfant trouvé ou un orphelin malheureux et lui donner une nouvelle famille qui prendra soin de lui ? Tout le sens de la législation impériale sera d'ailleurs, depuis Constantin, orienté dans ce sens : les Empereurs Chrétiens se préoccupèrent désormais, — ce que ne faisaient pas leurs prédécesseurs — de l'enfance abandonnée, et viendront par nombre de mesures, qui s'inscrivent dans les Codes Théodosien et Justinien, au secours de ces pauvres petits¹⁰.

La législation des enfants abandonnés amène ainsi, comme un nouveau « status familiae » : l'enfant exposé est séparé de sa famille originelle : il est rattaché, quel que soit le lien choisi par le « nutritor », à la « familia » de celui-ci; ce dernier, dans certains cas, le traitera « ut filius », l'adoptera.

(9) LALLEMAND, *op. cit.*, p. 78.

(10) C'est le fait des Constitutions de Constantin (ans 315, 318, 321, 331) de Valentinien, Valens et Gratien, 374, Valentinien, Théodose et Arcadius, 391, Honorius, Théodose, 412, Valentinien III, 451, Justinien, enfin, 529 (Codes Theodos., III, III, V, VII, I-IX, XIV-XI, XXVII, 1 et 2, nov.XI; Justinien IV, XLIII, 2, VIII, LII, 2, 3 et 4, IX, XVII); ces dispositions législatives défendent l'exposition des enfants, punissent les parents exposants, confèrent des avantages aux particuliers qui les ont recueillis, les « nutritores ». A retenir particulièrement les dispositions des Codes Justin., VIII, LII, 2, et Théod. V, VII, I, sur lesquelles nous reviendrons, *infra*, à plusieurs reprises (cf. entre autres, *Droit de Succession de l'Aumône*, T. I, ch. IV).

Dans les formes de l'ancienne adoption romaine, s'élève la nouvelle adoption chrétienne d'esprit inspirée par la bienfaisance, sanctionnés par la législation, reconnue par les Conciles.

Et en même temps, se créent sous l'influence de l'Eglise naissante, se développent les maisons hospitalières : Sébaste, Césarée sont à l'origine de ce beau mouvement qui compte parmi ses initiateurs : St-Ephrem, St-Basile, St-Jean Chrysostome. Il faut lire dans les « Orationes » de St-Grégoire de Nazyanze, les descriptions enthousiastes de la « Basi-liade » de Césarées où toutes les infortunes trouvaient soulagement, où toutes les misères étaient accueillies. Mais plus particulièrement les soins de l'Eglise se portent sur les enfants malheureux dans les « *brephotrophia* », où l'on recueille les trouvés, ou les « *orphanotrophia* » où sont reçus les orphelins. Ces dernières fondations méritent tout particulièrement notre attention :

Placée d'abord sous la direction supérieure des Evêques, ils sont confiés à des administrateurs, les « orphanotrophes » : les « orphanotrophes » à Constantinople, en particulier, jouissent de droits spéciaux, qui font l'objet de plusieurs dispositions du livre I du Code de Justinien ¹¹.

Ils sont, déclarent les dispositions impériales, les « *quasi-tutores* » des enfants en bas-âge, et les « *quasi-curatores* » des adolescents. Ils ne sont pas, en effet, tout à fait des tuteurs : à la vérité les droits

(11) Ces dispositions font l'objet de la Loi 32 du Code, I, tit. III, et de diverses mesures du titre tout entier.

qui leur appartiennent sont supérieurs à ceux des tuteurs normaux.

I. Que pouvait, en effet, le tuteur si puissant au début, à l'époque de Justinien ? Ses pouvoirs de dispositions sur les biens de son pupille étaient devenus fort restreints : la vente des « *praedia-urbana* », aussi bien que des « *praedia-rustica* » ou « *suburbana* » lui étaient interdites, sauf les trois cas exceptionnels suivants : aliénation autorisée dans le testament de la personne qui a laissé les biens, aliénation forcée par suite d'une demande en partage ou de l'exercice du droit de vente du créancier hypothécaire, et l'aliénation permise par le prêteur urbain, pour le paiement des dettes antérieures à la tutelle. Les droits des « *orphanatrophes* » dépassent, au contraire, les faibles pouvoirs du prêteur du VI^e siècle : les biens des orphelins leur sont remis en présence de notaires ou du maître du cens, à Constantinople, tradition qui a lieu en province devant les présidents ou les défenseurs des cités. Une fois ces biens remis, ils peuvent les aliéner *lorsqu'ils le jugent utile*, soit pour payer des dettes, soit pour toute autre cause urgente, après avoir seulement fait procéder à une estimation. La comparaison de ce pouvoir de disposition si étendu avec ceux des tuteurs ordinaires à la même époque, est éloquente : Or, ce sera celui des recteurs de l'Aumône-Générale de Lyon : article XIII des lettres patentes de Novembre 1672 : « Confirmons les administrateurs (de l'Aumône) au pouvoir et usage de faire procéder par « les Officiers dudit Hôpital aux inventaires et

« *ventes des meubles*, mêmes (sic) au *pouvoir de*
« *vendre les immeubles* desdits Adoptifs... voulons
« que toutes les ventes par eux cy-devant faites sub-
« sistent, et celles qui seront à l'avenir *après* néan-
« moins *un rapport de l'état et estimation* desdits
« biens par *deux experts* nommés d'Office par no-
« tre Sénéchal de Lyon ou son Lieutenant....., deux
« publications faites sur les lieux..., et trois publi-
« cations en l'Audiance (sic) de la Sénéchaussée du-
« dit Lyon, *soient bonnes et valables sans que les-*
« *dits pauvres... puissent venir au contraire*, DISPEN-
« SONS LES DIRECTEURS DE TOUTES AUTRES FORMALI-
« TÉS..... » ¹².

II. Les « orphanotrophes » sont admis à se présenter en justice à titre de demandeurs ou de défendeurs dans les affaires intéressant leurs pupilles, *sans fournir caution*. Ils sont ainsi assimilés à ces tuteurs privilégiés que seulement le droit de Justinien avait dispensés de l'obligation de fournir la « *satisfactio* » habituelle, mais ils dépassent les pouvoirs de tous les tuteurs, qui, dans tous les cas, doivent fournir la caution « *judicatum solvi* ». Le tuteur, même sous Justinien, n'est pas un représentant judiciaire parfait : simple « *procurator* », il n'a pas la pleine confiance du Juge, il devra donc, comme lui, renforcer son engagement verbal des promesses de débiteurs accessoires. L'exemption dont bénéficient les « orphanotrophes », est donc tout à fait remarquable.

(12) Cf. *infra*, T. II, ch. III., et P. J., n° 53.

III. Enfin — et c'est là ce qui distinguera le plus ces Administrateurs de tuteurs ordinaires — alors que ces derniers sont, par essence même de leurs fonctions, tenus à rendre compte, à la fin de leur charge, de la gestion des biens de leurs pupilles, les « orphanotrophes », sont, au contraire, expressément dispensés de cette lourde obligation : « *Ut minime ratiociniis tutelaribus seu curatianibus obnoxii sint* », édicteront les Empereurs Léon et Anthémios, et ils expliquent le motif de ce privilège exorbitant : « car il est dur et injuste qu'ils soient l'objet de tracasseries et de trompeuses machinations ceux, qui par une crainte salutaire de Dieu, veillent avec zèle à l'entretien des mineurs privés de parents et de ressources, et à leur éducation avec une *affection toute paternelle* » ¹³. Comparons un tel privilège avec celui des recteurs Lyonnais : « Le prix desdits meubles et immeubles sera conservé aux Adoptifs... dont les biens auront été vendus et ledit prix leur sera remis, avec les autres biens, après ladite administration finie, suivant le compte et état en recettes et dépenses, qui leur en sera donné et tiré du grand livre de raison dudit hôpital, SANS QU'ILS PUISSENT DÉBATTRE LESDITS COMPTES, NI VENIR CONTRAIRE CE QUI AURA ÉTÉ FAIT, TRAITÉ ET ARRÊTÉ PAR LESDITS ADMINISTRATEURS, si ce n'est en cas d'erreur de calcul.... » ¹⁴. Le rapprochement est plus que

(13) Code, I, III, 32 : « *Ut minime ratiociniis tutelaribus seu curationibus obnoxii sint, grave enim atque iniquum est, callidis quarundam, si ita contigerit, machinationibus eos vexari, qui propter timorem Dei, a parentibus atque substantiis destitutis minores sustentare ac velut affectione paterna educare festinant* ».

(14) L. P. de 1672, art. XIII, P. J., n° 53.

curieux : Le droit des Recteurs Lyonnais serait-il basé sur les dispositions impériales ?

Nous voyons, en effet, que les recteurs de l'Aumône-Générale de Lyon, au XVII^e siècle, tout comme les administrateurs des « orphanotrophia » byzantins, *ont tout droit de dispositions sur les biens des mineurs qu'ils reçoivent*, qui sont toujours, de part et d'autre, des *orphelins*. La seule formalité à laquelle les uns et les autres soient astreints alors est de procéder préalablement à une *estimation*. Ils représentent les orphelins dans les procès qui leur sont faits, et si les recteurs le font en tant que pères adoptifs, les « orphanotrophes » sont admis en justice *sur un plan supérieur à celui de simple tuteur*. Tous deux sont dispensés à la fin de leur gestion *de rendre compte*, et cette dernière mesure est considérable. Il est bien évident, en effet, qu'une dispense absolue d'obligations des administrateurs de donner des comptes de leur gestion et l'impossibilité où sont les pupilles de critiquer plus tard en quoi que ce soit cette gestion, élèvent les « orphanotrophes » du Bas-Empire bien au-dessus, non seulement des tuteurs, mais de tout administrateur de biens d'autrui. Un tel privilège exorbitant devait soulever les critiques : dans sa belle « Histoire de la Charité », Lallemand s'élève avec force à propos des « orphanotrophes » contre ce qu'il appelle une décision qui dépasse la mesure. « Il convient, ajoute-t-il, de ré-
« primer les calomniateurs et non de laisser sans
« contrôle des administrateurs parmi lesquels peu-
« vent se glisser des sujets indignes, et cela surtout

« lorsqu'il s'agit de pupilles incapables de défendre leurs intérêts » ¹⁵.

C'est que seuls les parents sont dispensés d'une semblable obligation sur les biens de leurs enfants mineurs : or, les orphanotrophes de Constantinople sont dispensés eux aussi des comptes de tutelle et quelle raison donne-t-on de ce privilège ? C'est que, s'exprime la loi, ils ont pour les enfants recueillis, un soin tout *paternel* « *affectio paterna* ». N'y a-t-il pas dans ce dernier mot une révélation et l'explication de ces étonnantes prérogatives ?

Les tuteurs auxquels l'Empereur assimile plus haut les orphanotrophes, ne rendront pas compte de leur gestion : et pourtant, parmi les tuteurs, *seuls* les parents, tuteurs dans certains cas de leurs enfants mineurs, sont ainsi privilégiés. *Les orphanotrophes du Bas-Empire ont donc certains droits des parents naturels sur la personne des enfants recueillis par eux*. Ils sont — remarquons les termes de la loi 32 — « quasi tutores », et, ils ont une affection « *velut paterna* ». Ils ressemblent aux tuteurs et aux parents, sans être ni l'un, ni l'autre, mais seulement « quasi », « *velut* ». A vrai dire, ceci pour les biens, car nous ignorons leurs pouvoirs sur les personnes et aucune adoption n'est déclarée : mais il semble qu'en vertu des dispositions prises par eux, les Empereurs Léon et Anthémios ont fait de ces orphanotrophes des

(15) LALLEMAND, *Hist. de la Charité*, 1903, T. II. La même critique devait s'élever contre les privilèges des recteurs lyonnais ; mais comme on le verra, elles tombèrent devant la conduite toujours correcte et honnête des recteurs vis-à-vis de leurs orphelins, sur les biens — et la personne — desquels ils avaient de tels droits (Plaidoirie de l'avocat Pucelle, 1647, par ex., cf. *infra*, T. II, ch. II, Section IV).

personnages intermédiaires entre les *tuteurs*, dont ils ont le nom sans les droits, et les *parents*, dont ils ont les droits sans le nom.

C'est, d'ailleurs, tout ce que l'on peut dire à leur sujet : seul, d'autre part, le Code de Justinien traite de ces asiles d'orphelins — et d'une manière bien courte encore —. La législation préjustinienne, ou plutôt, antérieure à la chute de l'Empire d'Occident, ne les a pas réglementés. En France, on ne put donc connaître ces dispositions, avant la renaissance du Droit Romain, pratiquement avant le XIII^e siècle.

Nous voyons, d'ailleurs, en quoi consistent exactement les droits concédés aux œuvres d'orphelins par les Empereurs : de toute façon, ce n'est pas l'adoption si précise de l'Aumône-Générale. Le droit romain, dans son dernier état, n'a fait tout au plus qu'ébaucher l'institution : il favorise les administrateurs de pouvoirs de dispositions très étendus et leur fait confiance, ils ne seront pas gênés dans leur administration et agiront librement à la manière plus des parents que de simples tuteurs. Mais les privilèges accordés ne tendent, malgré tout, pas à plus : les belles institutions d'assistance qu'entrevoyait, au XVIII^e siècle, l'Avocat Terrasson — qui, en tous cas, ne datent pas de République Romaine, mais, au plus, du V^e siècle de notre ère — ne pratiquaient pas, somme toute, l'adoption des orphelins avec ses effets bien caractérisés : si les créateurs de l'Aumône lyonnaise ont connu ces institutions Romaines, elles ont pu, je le veux bien, les encourager à instaurer l'adoption, sans leur fournir, néanmoins, une institution assez précise pour être copiée servilement.

CHAPITRE II.

L'ASSISTANCE AUX ENFANTS TROUVES ET AUX ORPHELINS AU MOYEN-AGE

Avant d'examiner maintenant de quelle manière, à Lyon, avant le XVI^e siècle, était pratiquée l'assistance aux enfants et surtout aux orphelins, nous consacrerons une étude particulière à la condition de ces mêmes enfants en dehors de Lyon.

Nous étendrons un peu notre champ d'investigations, en ne nous bornant pas à la recherche étroite du seul point de l'adoption, mais nous serons amenés à brosser rapidement, pour mieux nous rendre compte de l'existence ou non de cette institution, un tableau précis de l'assistance des enfants-trouvés et des orphelins, depuis la chute de l'Empire Romain au XVI^e siècle. Nous diviserons cette étude en trois parties, l'examen attentif du problème qui nous préoccupe, oriente en effet, les recherches dans trois voies principales :

- 1) Il faut examiner à propos des enfants-trouvés le mode habituel de leur hospitalisation et, particulièrement, *les règles des hôpitaux de l'Ordre du Saint-Esprit*.

- 2) L'étude des soins apportés aux orphelins légi-

times nous fera connaître tout spécialement le sort *des enfants reçus dans les divers hôpitaux de Paris*, dans l'Ancien Droit.

3) Enfin ce sera l'histoire des *Maisons de Ste-Catherine et de La Chanal de Lyon* qui nous apprendra si, avant l'Aumône-Générale, constituée en 1534, l'adoption était pratiquée par d'autres œuvres d'assistance, à Lyon, antérieurement au XVI^e siècle.

SECTION 1.

L'ASSISTANCE AUX ENFANTS TROUVÉS. L'HÔPITAL DU PONT DU RHÔNE.

1) Divers auteurs prétendent que les établissements du Saint-Esprit *adoptaient* les enfants-trouvés qu'ils recueillaient dans leurs Maisons¹. Que faut-il penser de ces affirmations ? Nous allons étudier la question : ²

(1) C'est ainsi que nous lisons dans ASTIER, *l'Hôtel-Dieu de Lyon et le Département du Rhône*, 1912, p. 67 : « Les établissements du Saint Esprit seront tenus d'adopter les enfants trouvés », d'après les « Regula ordinis S. Spiritus in Saxia » ; nous verrons *infra* ce qu'il faut penser de cette déclaration, quand nous examinerons ces « Regula », p. 203-04. D'autre part, Jules GAUTHIER, *Hôpital du St Esprit de Gray*, p. 1 : « Créés à Montpellier vers 1180, les hospitaux du St Esprit se vouaient au soin des pauvres, des orphelins, des malades, ils donnaient l'hospitalité aux voyageurs, la sépulture aux morts, *adoptaient les enfants abandonnés*, enfin pratiquaient avec abnégation toutes les œuvres de charité ». Ces auteurs entendent-ils « adoption » au sens juridique, ou, l'emploient-ils comme synonyme d'« éduquer », d'« élever » ? C'est la question que nous allons étudier, on comprendra sans peine qu'elle vaille quelque examen.

(2) *Bibliographie* : LALLEMAND, *Histoire de la Charité*, III, et, *Hist. des Enfants abandonnés*, p. 124 à 130 ; BRUNE (abbé), *Histoire de l'ordre Hospitalier du St Esprit*, 1892 ; Léopold DELISLE, sur l'ouvrage de l'abbé Brune, *Journal des Savants*, 1893, pp. 316-

L'Ordre du Saint-Esprit, spécialisé dans l'assistance aux enfants trouvés, a eu pour fondateur un habitant de Montpellier nommé Gui, vers 1160. Il se développa rapidement, à tel point, que le Pape Innocent III au début du XIII^e siècle, appela le créateur de l'Ordre à Rome pour lui confier la charge de réorganiser le vieil Hospice de Sainte-Marie in Saxia. Par une bulle de juin 1204, le Pape unit même les deux Maisons de Rome et de Montpellier. Les pensées concordantes du Souverain Pontife et de Gui, ont eu — la légende³ touchant la cause de l'appel du Pape à Gui le prouve bien — pour raison d'être, la particulière misère des temps où les enfants, malgré toutes les prohibitions civiles et canoniques étaient abandonnés en grand nombre et exposés dans les Eglises et dans les rues. L'hôpital de Rome devait par la suite prendre le pas sur celui de Montpellier, devenir la principale maison et gouverner les autres. L'Ordre prospéra vite dans toute l'Europe et compta de nombreuses Maisons en France (Bourgogne, Lorraine, Narbonnaise, à Auch, Bordeaux, Bourges, Arles) en Italie, en Allemagne, en Bohême, Po-

332; CASTAN, *Hôpital du St Esprit de Besançon*, 1906, Bibl. Nat. 8° R 20633; GAUTHIER, *Hôpital du St Esprit de Gray* (1238-1790), Bibl. Nat., 8° R 24706; GERMER-DURAND, *Note et descriptions de plusieurs sceaux relatifs au grand hôpital du St Esprit de Rome*, dans Mémoires de l'Académie du Gard, 1856-57, p. 27 à 54, Bibl. Nat. Z 2284; Gabriel PEIGNOT, *Histoire de la fondation des hôpitaux du St Esprit de Rome et de Dijon*; Cardinal MORICHINI, *Degli Istituti di carità in Roma*, 1870 (où il y a de longs détails sur les adoptions faites par des particuliers sur les enfants du St Esprit), etc.

(3) Cf. à ce sujet, les gravures anciennes reproduites dans PEIGNOT, *op. cit.*; on raconte que les pêcheurs du Tibre, au lieu de ramasser des poissons dans leur filets, cueillirent des enfants nouveau-nés, tant étant grande l'exposition de ces pauvres petits, à cette époque; ils s'empressèrent de les apporter au Pape, qui, la nuit précédente, avait eu un songe concordant.

logne, Hongrie, Espagne, jusqu'en Angleterre et en Danemark. En France, quelques maisons surtout devaient conserver jusqu'au bout l'hospitalisation essentielle de l'Œuvre — celle des Enfants-Trouvés — et même à l'exclusion de tout autre : ce sont les hôpitaux du St-Esprit de Dijon, Besançon, Dôle et Gray. De l'œuvre de Gui, il faut distinguer soigneusement certains hôpitaux placés sous le vocable du St-Esprit⁴ — et de même les très nombreuses confréries du St-Esprit⁵ qui n'ont rien de commun avec cette pieuse Association, sinon un commun désir de charité et de piété. Je n'ai pas, dans cette étude, à pénétrer dans le détail de l'écheveau embrouillé au milieu duquel doit se débattre le chercheur qui étudie la question délicate de l'Œuvre du St-Esprit. Il y eût, en effet, à une certaine époque, des efforts d'une personnalité haut placée de l'Ordre pour rattacher, au moyen de titres faux et se basant sur la similitude de nom de maisons de création différente, toutes les maisons appelées du Saint-Esprit, en France, à l'Œuvre de Montpellier et de Rome⁶. Retenons à notre point de vue qu'il y avait, disséminés dans toute la France, des Hôpitaux du Saint-Esprit, particulièrement nombreux dans la vallée du Rhône⁷, où ils sont liés à l'œuvre des ponts, qui sont distincts

(4) Tel l'hôpital du St Esprit de Paris, cf. *infra*, p. 222 et suivantes.

(5) En Auvergne (cf. LALLEMAND, *op. cit.*), à Lyon (ASTIER, *op. cit.*, p. 68 et suiv., STEYERT, *Nlle Histoire de Lyon*, 1897, t. II, p. 518).

(6) Sur ce point, cf. DELISLE, *op. cit.*

(7) Le prototype est l'Hôpital du Pont St Esprit, cf. BRUGUIER-ROUBE, *Chronique et cartulaire de l'œuvre des Eglise, Maison, Pont et Hôpitaux du St Esprit*, 1889-95, Bibl. Nat., Rés. 8° L⁷ K 22086.

de l'Œuvre du Saint-Esprit de Montpellier; c'est ainsi que l'hôpital du Saint-Esprit-en-Grève, de Paris, dont nous aurons longuement à parler, dont l'origine première date de 1363, est absolument — quoi-que les faussaires aient essayé d'alléguer — distinct, et comme fondation, et comme assistance, de l'œuvre de Guy.

L'ordre hospitalier du Saint-Esprit avait pour tâche principale, sinon exclusive, la réception et l'entretien des enfants trouvés. Les adoptaient-ils ? *Il ne le paraît pas*. Rien, en effet, dans les règles de l'ordre n'autorise une semblable allégation, rien non plus dans la pratique des principaux hôpitaux de cet Ordre, celui de Rome et en France, ceux de Dijon ou de Besançon.

1) Nous possédons dans une brochure imprimée, à Rome, en 1564, intitulée : « *Regula sacri Ordini Sancti Spiritus In Saxia* »⁸, des renseignements précieux sur les obligations des Frères et des Sœurs de l'Ordre dans le grand hôpital de Rome et sur la réception des différents assistés de la Maison, car il reproduit un manuscrit du XIII^e siècle, conservé aux Archives de l'Hôpital Romain. Il est bref sur les enfants sur lesquels il s'exprime seulement à trois reprises :

Cap. XLI, à propos des orphelins⁹.

Ch. LIX à propos des enfants naissant dans la

(8) *Regulae Sacri Ordinis Sancti Spiritus in Saxia*, Romae, MDLXIV.

(9) Cap. XLI : « Orphani infantes proiecti pro posse Domus « nutriantur, et pauperes foeminae praegnantes gratanter susci-
« piantur, et eis charitative ministretur ».

maison des voyageuses qui y sont admises ¹⁰.

Ch. LXXVI à propos des « *puellae projectae domui* » qui entrent dans l'Ordre ou sont mariées ¹¹.

L'annotateur de Migne où ces mêmes règles sont retranscrites, ajoute : « *Ex quibus constitutionibus constat Regula praesens ab omnibus fratribus stricte observata qui per illam astringuntur, non solum expositos infantes diligenter nutrire et ins- truire, verum etiam omnes aegrotos, et infirmos advenientes suscipere illisque omni meliori modo inservire* » ¹². Cette obligation de « nourrir et d'instruire diligemment les enfants exposés » ne peut en rien faire préjuger d'une adoption quelconque. Rien, non plus, dans la longue bulle pontificale de 1204 où il soit parlé d'adoption ¹³. Les assistés ne sont d'ailleurs qualifiés que de « *pauperes* ».

L'historien de l'Ordre du Saint-Esprit, l'Abbé Brune, nous expose longuement ce qu'était le genre de vie des enfants dans l'Hôpital de Rome et les semblables. Citons plutôt :

(10) Cap. LIX : « *Ad opus infantium peregrinarum mulierum qui in Domibus Sancti Spiritus nascentur, parva cunabula fiant, ut se orsum soli iaceant, ne aliquid incommodi infantibus possit evenire* ».

(11) Cap. LXXVI : « *Omnibus puellis projectis Domui Sancti Spiritus quae ad servitium pauperum remanere desiderant, et vivere sub obedientia, et in castitate et sine proprio, et ad curam pauperum principaliter intendendo promittant, concedatur eis panis et aqua Domus, aliae autem maritali coniugio copulentur* ». J'ai lu l'opuscule en entier, rien dans ces trois Règles, comme on le voit, — non plus que dans les autres — qui autorisent l'assertion précitée d'Astier sur l'adoption, prescrite par ces « *Regula* », des enfants trouvés.

(12) MIGNE, *Patrologia Latina*, t. 217, col. 1130.

(13) MIGNE, *id.*, t. 215, col. 377 et suiv.

« Un petit réduit pratiqué près de la porte de Ste-Marie
« In Saxia permettait de déposer les enfants à toute heure
« du jour et de la nuit. Défense expresse était faite, non seulement de s'enquérir du nom du déposant, mais même de le suivre du regard. Bien plus, on devait recevoir avec empressement les pauvres femmes qui venaient faire leurs couches et leurs enfants étaient admis d'office au nombre des *orphelins élevés dans la maison*. (Regula, C. XLI). Des petits berceaux étaient toujours prêts à les recevoir, car le sage législateur voulait qu'ils fussent couchés seuls et séparés afin qu'il ne put leur arriver aucun dommage (Regula C. LIX). Ces enfants étaient élevés par les Sœurs de l'Ordre qui leur prodiguaient les soins les plus dévoués. Les jeunes garçons étaient vers 10 ou 12 ans placés en apprentissage. Les jeunes filles, si elles en sentaient la vocation, pouvaient demeurer dans la maison et se consacrer par les vœux de religion au service des Pauvres; sinon elles étaient mariées avec une *dot convenable* (Regula C. LXXVI) »¹⁴.

Plus loin : « Orphelins nés de parents légitimes et pauvres enfants « reniés de père et de mère », fruits innocents de la débauche et du libertinage, déposés à la porte de l'Eglise et dans la couche de pierre placée à l'entrée de l'hôpital, ou abandonnés sur la voie publique, tous sont reçus avec la même charité¹⁵.

« Cette belle Œuvre acquiert même une telle importance qu'elle finit par être la seule destination des Maisons du Saint-Esprit dans les villes qui voient s'élever d'autres hôpitaux. (Dès le XVII^e siècle : Besançon, Dijon, Dôle, Gray, etc...). A mesure que ces enfants grandissent sous l'œil vigilant du recteur (Regula C. LXI) leur éducation vient réclamer de nouveaux soins : il faut les instruire des vérités et des devoirs de la religion, sous peine de les voir retomber dans les ignominies de leur origine, lorsqu'il seront rendus à leur liberté. Les garçons sont séparés des jeunes filles. On leur apprend dans la même maison même divers métiers qui les rendront capables de gagner honnêtement leur subsistance, ou bien ils sont placés en apprentissage chez des maîtres habiles et de mœurs éprouvées. (...Besançon, Marché avec un brodeur

(14) BRUNE, *op. cit.*, p. 66.

(15) *Id.*, p. 104.

« pour l'apprentissage d'un enfant, 1510, etc...) ...par une
« faveur toute spéciale les Souverains Pontifes dérogent en
« leur faveur aux règles du Droit Canon : pour achever
« l'œuvre de leur réhabilitation sociale, ils ouvrent à ces
« jeunes gens les portes du Sanctuaire et les déclare aptes
« à recevoir les Ordres Sacrés (Saulnier, de Capite, p. 120). »

« Quant au jeunes filles, elles demeurent auprès des Sœurs,
« les aident aux soins domestiques dans la mesure de leur
« force, et sont peu à peu initiées aux occupations et aux
« connaissances qui conviennent à leur sexe. Si elles en ont
« le goût, on leur ménage un honnête établissement (R. C.
« LXXVI), et à leur mariage, elles reçoivent un trousseau et
« une modeste dot (à Rome 100 florins). Quant au con-
« traire elles désirent s'enrôler pour la vie au service des
« pauvres on les admet à prendre rang dans la communauté,
« sous le nom de Sœurs données (R. C. LXXVI). »

Malgré la dot attribuée aux filles, et, certains termes employés par l'auteur, tout cela n'est pas très indicatif d'une adoption quelconque; de plus, si Brune ne parle pas d'adoption par l'hôpital, il ne se fait pas faute cependant de la mentionner quand elle est pratiquée par les particuliers de la ville sur les enfants de l'hôpital :

« Du reste, dit-il, beaucoup de ces enfants étaient de 7
« à 10 ans demandés par des cultivateurs ou des artisans
« qui les *adoptaient* dans les formes en assurant leur ave-
« nir. Les Archives de la Maison de Rome contiennent une
« multitude de ces actes d'adoption qui, sans aucun doute,
« et pour les mêmes causes, avaient lieu également dans les
« autres Maisons de l'Ordre. » ¹⁶

Dans un travail sur les Maisons d'Assistance de Rome, le Cardinal Morichini ¹⁷ ne parle pas davantage d'adoption par l'Hôpital du Saint-Esprit, s'il s'étend par contraire sur les différentes sortes d'adop-

(16) BRUNE, *op. cit.*, p. 66.

(17) Cardinal MORICHINI, *op. cit.*

tions pratiquées sur les enfants de l'Hôpital par les particuliers de la ville : je renvoie pour tous ces détails à l'étude que j'ai faite précédemment de ces adoptions particulières.

Il n'est pas non plus question de l'adoption des enfants trouvés dans les maisons de l'ordre en France, comme l'hôpital du Saint-Esprit de Dijon ou ceux de Besançon, ou de Gray. L'hôpital de Dijon nous est particulièrement bien connu par son règlement imprimé de 1649¹⁸ : dans le premier chapitre, l'auteur, P. H. Boulier, après nous avoir montré d'une manière claire la filiation de la Maison à l'Œuvre de Montpellier, et sa fondation par Eudes III en 1204, au chapitre II, nous apprend que la Chambre des Pauvres, composée de diverses personnalités, gère l'hôpital, et doit veiller sur la personne des pauvres et faire fructifier leurs biens, ainsi que les leur conserver¹⁹ : c'est très vague. Au chapitre III où l'on parle du traitement des malades, vieillards, enfants orphelins éprouvés, etc... il est dit²⁰ :

« Tous, garçons et filles de la Ville ou des Faux-Bourgs, « orphelins ou destitués de secours et de moyens, y sont « aussi receus : lesquels, quand ils sont en aage compétant, « on les habille, et traite-t'on par escrit avec un Maistre « pour leur apprendre un mestier, et cependant les nourrir « et entretenir. Des autres lieux on n'en reçoit point; ci ce « n'est que par les fondations il ayt esté autrement con- « venu. »

« Tous les enfans lesquels sont exposés, desquels les pères « et mères ne sont pas connus, ou n'ont pas de quoy les

(18) Fondation, Construction, Economie et Règlements des Hospitaux du St Esprit et de Nostre-Dame de la Charité en la ville de Dijon, MDCXLIX.

(19) Ch. II, pp. 23-24.

(20) Ch. III, pp. 27-28.

« pouvoir nourrir, sont mis en la Nourricerie. Où sont pareillement reçues les nourrices du dehors, et leurs enfans; à condition d'en nourrir encor un (quand le cas y eschet) avec le leur, et d'y demeurer deux ans, nonobstant que leur enfant meure avant ce temps; devant lequel il ne leur est pas permis de quitter, sur peine du fouët; ny aux habitans de les en soustraire sur peine d'amande, ou autre peine plus grande. Et quand le nombre des Nourrices estans dans l'Hospital ne suffit pas pour les enfans qui sont en la Nourricerie, l'on en fait encore nourrir à la ville, et aux champs, pour qui l'on paye pension. »

Enfin, au chapitre VII « Du Devoir des Maistresses qui ont soin de monstrier les ouvrages aux filles », rien d'intéressant, non plus.

Nous devons donc admettre que les auteurs où nous lisons l'expression d'adoption des enfans trouvés par les Hôpitaux du Saint-Esprit, *ont simplement pris ce mot dans son sens général de réception qu'il a dans le langage courant et non dans son acception juridique rigoureuse.*

2. — L'Hôtel-Dieu de Lyon, dont l'origine remonte aux Confrères du Saint-Esprit Lyonnais, a-t-il, avant 1534, *adopté les enfans-trouvés qu'il recueillait*? La question trouve ici son examen, après celle de l'Ordre du Saint-Esprit auquel certains auteurs ont cru devoir rattacher les confrères de Lyon ²¹.

A Lyon, il existait sur le Rhône, dès le début du XIII^e siècle — donc avant l'œuvre de Guy — une Au-

(21) La question demande surtout à être examinée, car j'ai lu, de différents côtés des assertions, sans preuve à l'appui, prétendant que l'Aumône Générale, en instaurant l'adoption, n'aurait fait qu'imiter ce qui se passait à l'Hôtel-Dieu. Ce qui, comme on le verra, est radicalement faux; c'est même exactement l'inverse. L'Hôtel-Dieu, en effet, instaura plus tard l'adoption à la suite de l'Aumône.

mônerie du Saint-Esprit : cette Aumônerie, antérieure à la construction du pont d'un demi-siècle, devait par la suite se confondre avec l'Hôpital du Pont du Rhône, ancêtre de l'Hôtel-Dieu²². Cette Aumônerie — dont l'existence a été prouvée par les derniers travaux faits sur la question — ne recevait, bien probablement, que des pèlerins ou des voyageurs. Elle était administrée par les Frères du Saint-Esprit, qui ne sauraient — vu la date — être ceux de l'Ordre de Montpellier, et, il n'y a pas de raison pour penser qu'ils pratiquaient, à cette époque, et, d'autre part, en pareil lieu, l'assistance aux enfants-trouvés. Néanmoins, comme l'Hôpital et l'Aumônerie devaient être confondus dans une seule et même Maison et que, plus tard, quand nous sommes renseignés sur le mode d'hospitalisation de l'Hôpital du Pont-du-Rhône, on y voit des enfants exposés, on a pu établir, à la rigueur, un lien entre les origines, dues aux Frères du Saint-Esprit, de l'Hôtel-Dieu, et cette spéciale assistance des trouvés. Mais, nous venons de le montrer, les Frères du St-Esprit, qui gèrent l'Aumônerie, d'abord, et, l'Hôpital, au moins, avant leur réunion, n'ont aucun lien et rapport avec l'Ordre hospitalier de Montpellier; de plus, il a été démontré que les prétendues visites de Jean Monette, au nom de l'Ordre à l'Hôpital de Lyon, étaient apocryphes et faisaient partie de ce plan systématique de rattache-

(22) CROZE, *Histoire de l'Hôtel-Dieu de Lyon*, Audin et Cie, Lyon, 1923. Cf. aussi, sur l'Hôtel-Dieu, GUIGUE, *Histoire du Pont et de l'Hôtel-Dieu du Pont du Rhône et de Notre-Dame de Lyon*; ASTIER, *op. cit.*; DRIVON, *Les anciens Hôpitaux de Lyon, l'Hôtel-Dieu du temps de Rabelais*; et, la bibliographie indiquée par ASTIER.

ment, élaboré par Olivier de la Trau, sous Louis XIII²³. Nous n'avons, à vrai dire, que de bien rares renseignements sur le genre d'assistés de l'hôpital du Pont-du-Rhône, depuis sa création à l'époque où il fut cédé à l'administration municipale de Lyon, en 1478. Mais sa position près d'un grand fleuve sur la route de passage de Paris et de Bourgogne en Dauphiné et Provence, laisse à penser qu'il devait recevoir passants, pèlerins et voyageurs, et que c'était un des nombreux « xenodoxia » qui étaient semés le long des routes ou en tête des ponts.

Les Confrères du Saint-Esprit qui administraient l'Aumônerie préexistante et l'Hôpital — au moins avant leur réunion — étaient une Association de Citoyens Lyonnais, à but religieux — peut-être politique²⁴ — en tous cas, animée du même esprit de charité que celui qui présida à la création de l'Œuvre de Guy de Montpellier, mais sans qu'on puisse savoir au juste sur quoi il portait, et quel était leur mode d'assistance : des Confréries du Saint-Esprit étaient très fréquentes à cette époque²⁵, entr'autres en Auvergne, c'était des Associations pieuses et charitables, mais on ne sait rien d'autre de certain, à Lyon au moins. Quant aux Frères Pontifes, qui construisirent le pont du Rhône et l'Hôpital du pont, et administrèrent, dit-on, l'Œuvre après la réunion de l'Aumônerie et de l'Hôpital, quelle était au juste leur assistance ? Il semble bien que, ainsi que la plupart des

(23) DELISLE et ASTIER, *op. cit.*

(24) STEYERT, *op. cit.*, t. II, p. 518.

(25) Cf. *supra*, p. 202.

constructeurs d'hôpitaux à cette époque, ils édifiaient près des points des maisons de refuge pour pèlerins et voyageurs, malades ou attardés, quoiqu'à vrai dire on soit loin d'être d'accord sur ce qu'était réellement l'Ordre des Frères Pontifes²⁶, que d'aucuns rattachent à l'Ordre du Saint-Esprit²⁷ et dont on va même jusqu'à contester l'existence²⁸. Il faut d'ailleurs remarquer que les expressions par lesquelles étaient désignés à Lyon les Administrateurs de l'Hôpital aux XIII^e et XIV^e siècles sont loin d'être convaincantes sur l'identité de ces Frères, dont il est question, avec un ordre bien déterminé de Frères Pontifes²⁹; ce ne serait que dans l'hypothèse d'une délégation d'un Ordre Général de Frères Pontifes à l'Hôpital Lyonnais et encore, si l'on admet le rattachement de l'Ordre à l'Œuvre de Guy de Montpellier, ce n'est que dans ce cas que l'on pourrait voir une certaine filiation entre l'Hôpital de Lyon et l'Ordre du Saint-Esprit : rien n'est moins prouvé, et d'ailleurs, même dans ce cas, on ne peut guère assurer qu'il eut d'autres assistés que les voyageurs et pèlerins allant en Terre Sainte, dont il soignait les malades qui pouvaient s'y rencontrer et ensevelissait les morts, l'assistance, somme toute, du Nosocomium

(26) GUIGUE, *Recherches sur N. D. de Lyon*, voit, dans l'ordre des Frères Pontifes, un ordre indépendant; de même, A. MONNIER, *Histoire de l'Assistance dans les temps anciens et modernes*.

(27) Pierre SAULNIER, *De Capite sacri ordinis Sancti Spiritus dissertatio*, Lyon, 1649, p. 184.

(28) De diverses manières, BRUGUIER-ROURE, *Les constructions des ponts au M. A.*, p. 65, LALLEMAND, *Histoire de la Charité*, III, p. 124 et suiv., DELISLE, *op. cit.*, p. 327. Cf. ASTIER, *op. cit.*, pp. 56-57.

(29) Cf. ASTIER, *op.* 63-65.

habituel³⁰ : les quelques renseignements que nous avons jusqu'au XVI^e siècle, ne font allusion qu'à cette assistance : de plus, l'hôpital jusqu'en 1478, date à laquelle il passa sous la direction directe du Consulat, concurrencé par d'autres hôpitaux, disséminés dans la ville, et fort mal administré par les Cisterciens au cours des XIV^e et XV^e siècles, ne réalisa, de toute façon, qu'une bien faible assistance, probablement négligeable³¹. Il ne saurait, dans ces conditions, être question d'une hospitalisation quelconque d'enfants trouvés : au contraire, ceux-ci seront recueillis dans la maison bien gérée et considérablement restaurée par les Consuls, au moins, à partir de 1516, *où nous en trouvons pour la première fois mention* : ils sont alors au nombre de 25 et leur nombre ne fera qu'augmenter.

L'hospitalisation des enfants exposés ne semble donc pas avoir été pratiquée à Lyon au début de l'Œuvre et même pendant longtemps; par contre, nous pouvons présumer que ceux-ci étaient élevés aux frais des paroisses : nous avons, en effet, au moins pour l'Eglise Ste-Croix³², un document qui nous avertit que tel était l'usage de l'église d'élever les trouvés sur les biens de l'Aumône. Cette coutume semble en conformité avec ce que nous savons de leur assistance à Paris, ou ailleurs³³. Mais, de toute façon, quand nous constatons que les enfants expo-

(30) CROZE, *op. cit.*, pp. 30-32.

(31) CROZE et ASTIER, *op. cit.*

(32) Cité par LALLEMAND, *Hist. des Enfants abandonnés*, p. 123, acte du 15 janvier 1419 (actes capitulaires de St Jean, livres IX et X, f^o 241 V^o).

(33) Cf. LALLEMAND, *op. cit.*, pour Paris, *infra*, p. 217.

sés sont recueillis à l'Hôtel-Dieu au début du XVI^e siècle, voyons-nous alors qu'ils y aient été adoptés par l'Hôpital ? Sur ce point nous ne sommes plus réduits à des conjectures, comme précédemment : *ils n'étaient certainement pas adoptés* : je le démontrerai d'une manière que j'estime péremptoire, lorsque je traiterai de l'adoption par l'Hôtel-Dieu : comme il est inutile de traiter deux fois la même question, je renvoie à ce chapitre³⁴. Il en résultera, comme nous le verrons, que l'Hôtel-Dieu qui recueillait effectivement les enfants exposés, dès le début du XVI^e siècle, ne les adoptait pas au sens juridique du mot.

Mais, d'autre part, le problème est-il au fond dans les conditions que nous venons d'étudier posé de la bonne manière : car nous ne voyons pas que l'Aumône-Générale les adoptât également : l'Aumône-Générale — sauf exceptionnellement au début de son existence, — n'a jamais adopté les enfants trouvés, *elle n'adopta que les orphelins légitimes*, et s'est bien gardé d'étendre son adoption aux enfants exposés, j'aurai suffisamment l'occasion de le prouver dans la suite, pour que je n'insiste pas à cette place. Alors, la question se déplace d'elle-même : ce n'est pas à l'Hôtel-Dieu qui recueillait les exposés ou les Maisons semblables, comme toutes celles de l'Ordre du Saint-Esprit, ce n'est pas dans les bréphothropia de quelque espèce qu'ils soient qu'il nous faut nous rendre compte si l'adoption des enfants recueillis était pratiquée, c'est sur les orphanotrophia,

(34) T. II, Appendice, *Dt d'Adoption de l'Hôtel-Dieu*.

les « Conservatoires » qui recueillaient les orphelins, les Maisons analogues aux Hôpitaux de l'Aumône-Générale qu'il faut tourner nos regards maintenant. Nous allons donc essayer de nous rendre compte à présent de l'Assistance qui était donnée à cette autre catégorie d'enfants dans les maisons qui les recueillaient au moyen âge jusqu'au XVI^e siècle.

Avant de le faire, nous concluerons cette présente étude par les constatations suivantes :

1) L'Ordre du Saint-Esprit ne paraît pas dans les principales maisons où il est possible de se rendre compte de l'assistance pratiquée, *avoir adopté les enfants trouvés qui y étaient soignés et élevés.*

2) A Lyon, quels que soient les rapports, incertains d'ailleurs, entre cet Ordre et l'Aumônerie du Saint-Esprit et l'Hôpital du Pont-du-Rhône, ancêtre de l'Hôtel-Dieu, *il est sûr que les enfants exposés, recueillis à l'hôpital du Pont-du-Rhône, n'y étaient pas adoptés.*

SECTION 2

LES HÔPITAUX PARISIENS D'ORPHELINS, L'HÔPITAL DU ST-ESPRIT.

L'Adoption des enfants apparaît, en effet, nettement à Lyon, comme un *privilege des Orphelins, au moins des Enfants Légitimes*, très vite elle devait être exclusivement réservée à ceux-là seuls, à l'exclusion des trouvés et même des abandonnés. Des mesures analogues se rencontrent-elles ailleurs ? La

question, ici, sera plus délicate à traiter, car bien plus sûrement que les vagues allégations citées plus haut afférentes aux Hôpitaux du Saint-Esprit, des jurisconsultes, dignes de foi, ont assuré ici que *l'une de ces Maisons pratiquait l'Adoption* : c'est le seul cas avec celui de l'Aumône-Générale de Lyon que les auteurs aient d'ailleurs signalé : il s'agit — sans que le nom doive nous le faire confondre avec l'Ordre de Montpellier — de *l'Hôpital du St-Esprit-en-Grève de Paris*. Cette Maison, qui, nous l'avons dit plus haut, n'a rien de commun avec l'Ordre du Saint-Esprit, *ne recueillait, au contraire, que les orphelins légitimes* : si elle pratiqua vraiment l'Adoption, il y aura alors un rapprochement très intéressant à établir avec l'Aumône-Générale de Lyon, spécialisée également dans l'assistance de ces seuls enfants, au début. Nous allons donc d'abord étudier la question de très près et étendre notre recherche à toutes les œuvres d'Assistance analogues de la Capitale ³⁵. Nous y serons directement amenés, d'ailleurs, par les documents Lyonnais eux-mêmes, car, dès les premières pages du 1^{er} Registre de l'Aumône-Générale de Lyon, à la date du 18 janvier 1534, au début de l'exposé même du projet d'une Aumône-Générale à Lyon : « pour ces causes et plusieurs autres, fust proposé

(35) *Bibliographie* : LALLEMAND, op. cit.; MONNIER, *Histoire de l'Assistance*, 1856, p. 389 à 415; FONTANON, *Edits et Ordonnances des Rois de France*, 1611, T. I, p. 920-22, BOUCHEL, *Thrésor du Droit françois*, 1629, t. II, v^o Hospitaux, pp. 342-350; Code de l'Hôpital-Général de Paris, in-4^o, 1786, p. 261 et suiv. : *Hôp. des Enfants Trouvés*, pp. 303-327, *Hôp. des Enfants-Rouges*, pp. 328-332, *Hôp. du St Esprit*, pp. 377-389; pour ce dernier, nous consulterons tout spécialement le très intéressant *Manuscrit de la Bibl. Nationale*, N^o 11.778, *Fds français*, copie faite en 1537, particulièrement sa « tierce partie ». Cf. *infra*, p. 228 et suivantes.

« de mectre sus une autre (après l'Aumône provisoire) Aulmosne et Charité, *suyvans la forme dernièrement observée à Paris* »³⁶.

Quelle était l'Aumône-Générale de Paris dont il est question ? Le texte de son Ordonnance est *intégralement retranscrit* un peu plus loin, dans le même registre, à la date du 23 avril 1534³⁷ : Il n'est malheureusement en aucun passage de ce document question, soit des orphelins, soit des enfants trouvés, à peine deux ou trois lignes sur les enfants de familles pauvres. (« Et au regard des petitiz enfans que les « père et mère ne peulvent nourrir ilz sont mis à « l'Aulmosne chacun pour demye pittance es hospitalz, en semblable »). L'ordonnance régleme longuement, mais presque uniquement le mode des distributions en monnaie ou en espèces aux indigents, et à la fin dit quelques mots sur les secours à apporter aux étrangers, aux passants et aux « ladres » : c'est évidemment en ces *distributions* que réside essentiellement le but d'une Œuvre, comme ces Aumônes Générales, fréquentes à cette époque où la charité sociale, mal encore comprise, s'exprime d'une manière un peu rudimentaire, par ces formes trop vastes de secours universels et obligatoires. Ce n'est donc pas dans ce document, dont les recteurs de l'Aumône-Générale avaient sous les yeux le texte complet et qui servit de modèle à l'œuvre naissante, nous dit-on, que ceux-ci prirent, non seulement, l'idée d'adopter les enfants, mais même celle de les

(36) E4, premiers folios.

(37) E4, f^{os} 32r à 36v.

héberger et de les loger dans deux maisons particulières, l'une pour les garçons, l'autre pour les filles, comme le projet constitutif de Jean Broquin le spécifie expressément dès le 8 janvier 1534. Néanmoins, d'autres sources de renseignements nous préciseront la situation des enfants à Paris : Fontanon, au tome I de ses « Edits et Ordonnances des Rois de France »³⁸ nous trace le tableau assez clair de l'Assistance, et en particulier, de l'Assistance infantile, au XVI^e siècle, à Paris.

Si nous essayons de clarifier la longue dissertation qu'il nous fait, nous voyons donc qu'à Paris, au milieu du XVI^e siècle :

I) Les enfants exposés sont reçus à la *maison de la Couche*, près de Notre-Dame.

Je n'insiste pas sur la lamentable insuffisance de cette hospitalisation, sauf pour dire qu'aussi ancienne qu'imparfaite, elle devait durer jusqu'à St-Vincent-de-Paul et à la fondation, après lui, d'après ses directives, de l'Hôpital des Enfants Trouvés (1670).

II) Les enfants de parents pauvres sont reçus à l'*Aumône-Générale*, et envoyés si besoin est, à l'*Hôpital de la Trinité*, pour y apprendre un métier à partir de 8 ou 9 ans. Cet Hôpital est expressément mentionné à diverses reprises comme une dépendance du « grand bureau des pauvres » : Or, ce grand bureau dirige l'Aumône-Générale et paie l'entretien des enfants à l'Hôpital de la Trinité : il y a ainsi, soulignons-le, une certaine analogie avec les

(38) FONTANON, *Edits et Ordonnances des Rois de France*, T. I, L. V., ch. VIII, pp. 920-922.

Hôpitaux de la Chanal et de Ste-Catherine dépendant de l'Aumône-Générale de Lyon. De quand date cet Hôpital ? Il existe depuis 1202, mais sa destination comme œuvre éducative, remonte seulement à 1545 ³⁹; il est, donc, postérieur d'une dizaine d'années à l'Aumône de 1534, dont je citais le texte. Nous parlerons tout à l'heure de ses privilèges.

III) Enfin qu'advient-il des orphelins ? Une division s'impose :

a) Les enfants dont les père et mère décèdent à l'Hôtel-Dieu sont élevés à *l'Hôpital des Enfants-Rouges*. Cette maison créée sur prière spéciale de la sœur de François I^{er}, (Lettres Patentes de Janvier 1536 ⁴⁰) pour recevoir les enfants en question, mais seulement d'origine étrangère fut étendue dans la **suite aux enfants non étrangers** de Paris, dont les parents mouraient à l'Hôtel-Dieu; cela pourrait paraître étrange, si nous ne savions que ces derniers précisément à cette époque (1537) étaient reçus au Saint-Esprit, au même titre que les autres orphelins qu'il recueillait ⁴¹. A la fin du siècle, au contraire, Fontanon nous apprend que tous les enfants (« de quelque pays qu'ils soient »), dont les père et mère décèdent à l'Hôtel-Dieu sont reçus aux Enfants-Rouges. L'hospitalisation encore en vigueur en 1537 ne dût donc pas survivre bien longtemps, et l'Hôpital des Enfants-Rouges, que l'on ne parvenait pas à remplir, accueillit probablement avec plaisir

(39) Cf. *infra*, p. 219.

(40) C'est ce que nous apprend le texte de la Déclaration de François I^{er}, 22 juin 1541. Code Hôp. Gen., p. 330-31.

(41) Bibl. Nat. Fds Français, MS, 11778, cf. *infra*.

ces nouvelles recrues, qu'il était bien, semble-t-il, tout préparé, par sa destination première, à hospitaliser.

b) *L'Hôpital du Saint-Esprit* accueille, de son côté, les orphelins de père et mère, de familles pauvres, « naiz en loyal mariage » ⁴², et âgés de moins de 12 ou de 10 ans, selon le sexe. Voilà bien le correspondant Parisien des Institutions des Orphelins Légitimes que sont à Lyon les deux Hôpitaux de l'Aumône-Générale : plus que toute autre, cette Maison doit donc retenir notre attention.

En définitive, et pour résumer, trois Maisons, en dehors de la « Couche » pour les enfants-trouvés, se partagent l'assistance infantile à Paris au XVI^e siècle.

1) *Hôpital de la Trinité*.

2) *Hôpital des Enfants-Rouges* (encore appelé « *Enfants-de-Dieu* »).

3) *Hôpital du Saint-Esprit*.

Maintenant que nous connaissons les Maisons hospitalières, passons à la seconde question : quelle est leur attitude vis-à-vis de l'enfant ? Seuls les deux Hôpitaux de la Trinité et du Saint-Esprit présentent, *au point de vue de l'Adoption*, des analogies qu'il faut souligner : étudions-les l'un après l'autre :

I. L'Hôpital de la Trinité, très ancienne institution, ne s'occupa des enfants qu'à partir de 1545. Nous avons, dans une brochure imprimée de cette année-là même, signalée et transcrite par Fontanon et Bou-

(42) Ms. 11778, cf. *infra*.

chel⁴³, intitulée : « *Institution des enfans de l'hospital de la Trinité avec la forme du Gouvernement et Ordonnance de leur vivre* », le programme détaillé de leurs journées et de leur travail dans les métiers auxquels on les occupait. Nous ne voyons, néanmoins, nulle part, dans ce tableau du temps, de renseignements véritables touchant leur situation juridique et les droits de l'Hospice sur eux. L'Hôpital jouit, néanmoins, de nombreux privilèges :

1. Les lettres Patentes de juin 1554 et juin 1578⁴⁴ accordent ainsi aux précepteurs des enfans le privilège dans un métier donné d'acquérir la maîtrise sans chef-d'œuvre; *les enfans eux-mêmes* (âgés de plus de 20 ans et à certaines conditions de service) *jouissent de ce droit*. Ce privilège est remarquable : seuls, en effet, les fils de Maître, sont dispensés de la formalité du chef-d'œuvre : l'Hôpital de la Trinité est ainsi assimilé à un Maître de métier, et ces enfans *comme étant les fils d'un Maître*, peuvent devenir Maîtres sans chef-d'œuvre, uniquement parce qu'ils sont « *enfans de l'hôpital de la Trinité* ». C'est bien ainsi que le comprennent les arrêts confirmatifs de ce droit : ainsi le Parlement, le 18 janvier 1767 :

« Il s'agissoit dans cette espèce, d'un enfant de l'hôpital
« de la Trinité, qui vouloit se faire recevoir maître boucher
« à Paris, les maîtres bouchers de Paris prétendoient que
« les privilèges de l'hôpital de la Trinité ne s'étendoient
« pas passivement jusqu'à eux; ils soutenoient, en outre,
« qu'en tout événement l'enfant de l'hôpital de la Trinité
« devait faire son chef-d'œuvre; mais M. l'Avocat Général
« observa que les lettres Patentes des 1652, registrées le

(43) FONTANON et BOUCHEL, *op. cit.*

(44) BOUCHEL, *op. cit.*

« 26 novembre de la même année, concernant l'hôpital de la Trinité, ne faisoient aucune distinction relativement aux corps de communauté dans lesquels les enfans de ce même hôpital pourroient être admis comme maîtres et attendu que les fils de Maîtres bouchers nés depuis la ré-ception de leur père, sont dispensés de faire un chef-d'œuvre, M. l'Avocat Général établit que le nommé Pimparès, enfant de l'hôpital de la Trinité, et qui avait fait son apprentissage chez un boucher privilégié, devoit jouir des mêmes avantages et être dispensé du chef-d'œuvre » ⁴⁵. L'arrêt fut conforme à ces conclusions.

2. Bien plus, nous lisons dans Denisart, au V^o *Arts et Métiers* ⁴⁶, dans un long article sur l'hôpital de la Trinité et les conditions pour que les enfans y soient admis :

« On les reçoit depuis 8 jusqu'à 12 ou 13 ans; ils ne sortent de la maison qu'après qu'ils sont suffisamment instruits des éléments de la Religion, de ceux de l'Ecriture et du calcul : alors la Maison, comme une Mère charitable, les met en dépôt chez des ouvriers habiles, jusqu'à ce qu'ils soient en état de la profession qu'ils ont embrassée. ELLE CONSERVE TOUJOURS SUR EUX TOUS LES DROITS DE TUTRICE ET DE MÈRE; et constamment cette Maison, si l'on considère les grands avantages que l'humanité en retire, est un des établissemens qui doit exciter singulièrement le zèle des personnes charitables ».

Que faut-il penser d'une telle décision ?

Il faut, en effet, ajouter que :

3. « A Paris, le grand Bureau des Pauvres a aussi, à l'exclusion de tous autres, le droit de recueillir les successions des Pauvres qui décèdent à l'Aumône d'icelui » ⁴⁷. Or, l'hôpital de la Trinité dépend du grand Bureau des Pauvres ⁴⁸ et les commis-

(45) DENISART, II., V^o *Hôpital*, p. 482.

(46) Id., I, p. 131.

(47) DENISART, IV, V^o *Succession*, p. 456.

(48) FONTANON, *op. cit.*, p. 921.

saires du grand bureau mettent les enfants pauvres à l'Aumône Générale où ils sont nourris chez eux, ⁴⁹ par les distributions, avant d'être mis à l'hôpital de la Trinité. Celui-ci, émanation du grand bureau des pauvres, ne bénéficie-t-il pas, dans ses conditions, des successions des enfants mourant à l'hôpital qui n'y sont reçus qu'en tant que « pauvres de l'Aumône » ? De plus, il semble que, de la manière générale dont ce droit est mentionné, il porte sur les immeubles et sur les meubles. Cela est important, car *le droit de succession immobilière* n'appartient pas, en général, aux hôpitaux; au contraire, *le droit de succéder aux meubles* délaissés par les assistés, leur est très fréquemment accordé dans les Edits approbatifs de ces Maisons hospitalières.

Néanmoins, ces privilèges curieux, que je tenais à signaler, ne sont pas assez nets pour faire préjuger d'une *adoption* d'enfants par l'Hôpital de la Trinité : les enfants reçus à la Trinité n'ont jamais, que je sache, été appelés « les enfants adoptifs de la maison », aucun auteur n'a, d'ailleurs, relevé une tradition quelconque dans ce sens. Bien plus, cet usage ne peut en expliquer celui de Lyon, puisque l'hôpital, en tant que réservé aux enfants, remonte seulement à 1545, *postérieur*, ainsi, d'une dizaine d'années à l'Aumône-Générale de Lyon et à l'apparition de son droit d'adoption : de plus, dans l'ordonnance de l'Aumône de Paris de 1534, *modèle de celle de Lyon*, il n'est fait presque aucune allusion à l'assistance infantile. Bien autrement important est le prétendu

(49) FONTANON, *eod. loc.*

droit d'adoption attribué celui-là expressément par certains auteurs à l'*Hôpital du Saint-Esprit-en-Grève*, lui-même antérieur de deux siècles à l'Aumône-Générale de Lyon : nous allons serrer la question de très près :

Paul Viollet⁵⁰ — et avant lui Gillet, dans un article de la *Revue Pratique de Droit*⁵¹ — signale que, en dehors de l'Aumône-Générale de Lyon, dont le droit d'adoption est incontestable, l'Hôpital du Saint-Esprit de Paris *adoptait*, lui aussi, les enfants qu'il recueillait. Viollet cite ce renseignement, d'ailleurs, d'après Gillet et ajoute qu'il ignore où l'auteur a puisé son assertion; Gillet se contente, en effet, d'énoncer le fait sans commentaire et sans preuve. Ni Denisart, ni Ferrière, ni les autres auteurs consultés ne disent rien qui puisse confirmer pareille assertion. Le Code de l'Hôpital-Général de Paris (1786), qui consacre de nombreuses pages à cette Maison⁵², n'en parle pas davantage. Il n'en est pas non plus question, expressément ou d'une manière sous-entendue, dans les nombreuses dispositions législatives, dont elle a été l'objet⁵³, depuis sa création, 1363, jusqu'en 1789. Nous verrons, au contraire, que le droit d'adopter dont se prévaudra l'Aumône-

(50) VIOLLET, *Précis de l'Histoire du Droit français*, II, p. 407, en notes.

(51) GILLET, *Revue pratique de Droit*, t. XLIV.

(52) Code de l'Hôpital-Général de Paris, pp. 377-389.

(53) En voici la liste : L. P. de mars 1363 (Code Hôp. Général), L. P. de Charles VII, 3 mai 1438 (*ordonnance des Rois de France*, XIII, p. 264) (*Code Hôp. Général*), L. P. du 29 juillet 1409, défendant de recevoir les Enfants trouvés (Ms. 11778, *Bibl. Nat.*, fds français), L. P. du 4 août 1445, sur la réception à l'Hôpital des seuls orphelins légitimes (*Code Hôp. Gén.*), Edit de juillet 1566 (Code Hôp. Gén) dont il est parlé *infra*.

Générale de Lyon, lui a été expressément reconnu par nombre de Lettres-Patentes, que ces règlements en faisaient mention et que les auteurs l'ont cité. Néanmoins, je crois avoir retrouvé la source où Gillet prit son renseignement : la compilation dénommée : « l'Encyclopédie de Jurisprudence », qui parut quelques années avant la Révolution, et, fournit sur chaque Institution mentionnée un luxe de détails fort curieux ⁵⁴, mentionne au V^e *Adoption*, l'Aumône-Générale de Lyon et le Saint-Esprit, cités côte à côte : nous lisons, en effet, sous ce mot, à la subdivision « adoption par les hôpitaux » : « La « Charité de Lyon et l'Hôpital du Saint-Esprit de « Paris ont le droit d'adopter des orphelins qui leur « sont présentés ». Auparavant, au V^e *Administration des Hôpitaux*, il est spécifié que :

« Les Administrateurs de l'Hôpital du Saint-Esprit de
« Paris sont les quasi-tuteurs des orphelins qu'il renferme.
« Les orphelins sont considérés comme les enfans adoptifs
« de l'Hôpital, et s'ils y meurent l'Hôpital hérite de leurs
« meubles et même en certains cas de leurs immeubles,
« conformément aux Lettres-Patentes de Charles IX de 1566 :
« les devoirs de l'Administrateur étant à l'égard des orphe-
« lins ceux d'un tuteur, il doit, comme celui-ci, soutenir et
« intenter toutes les actions qui tendent au recouvrement
« des biens de l'orphelin.

« Les Administrateurs de la Charité de Lyon ont le même
« devoir à remplir à l'égard des malheureux qu'elle se-
« court. L'Hôpital hérite de leurs biens. Ainsi jugé par Ar-
« rêt du Parlement de Paris du 23 juillet 1647, confirma-
« tif d'une sentence du Sénéchal de Lyon. »

Ce droit d'Adoption demande donc à être sérieu-

(54) *Encyclopédie de Jurisprudence*, 1778, T. 3, p. 227, V^e *Administration des Hôpitaux*, et p. 285, V^e *Adoption*.

sement examiné; quel est d'abord, au juste, cet hôpital du Saint-Esprit ?

L'Etablissement de l'Hôpital du Saint-Esprit remonte à l'année 1363⁵⁵; et il est alors confié à des Confrères qui acquièrent bientôt par contrat du 27 juin 1363, une grande maison en la place de Grève, à Paris, d'où son nom « le Saint-Esprit-en-Grève » : il n'a rien de commun avec l'Ordre du Saint-Esprit, dont il a été question précédemment : d'abord dans sa création; les Lettres-Patentes de constitution nous montrent qu'il fut créé par les habitants de la Ville. Puis, dans son assistance : bien loin de recevoir, comme le faisaient habituellement les Maisons de l'Ordre de Guy, les enfants exposés et abandonnés, il fut réservé, dès sa fondation, à l'assistance des orphelins légitimes : c'est un point commun, notons-le, avec les hôpitaux Lyonnais de l'Aumône-Générale. Déjà des Lettres-Patentes du Roi du 29 juillet 1409 sont données « pour non recevoir les enfans trouvés »⁵⁶.

Les Lettres, plus connues, de 1445, le précisent absolument :

« La règle, qui d'ancienneté, a esté gardée de recevoir au
« dit hospital du Saint-Esprit en Grève les enfans approu-
« vés estre nés en loyal mariage, et non aultres, a esté tout
« notoire d'ancienneté... Si les revenus dudit hospital es-
« toient employés à nourrir et gouverner lesdits enfans bas-
« tards, illégitimes, dont pourroit advenir qu'il y en auroit
« si grande quantité, parce que moult de gens s'abandonne-
« roient et feroient moins de difficultéz de eulx abandonner

(55) L. P. de mars 1363 et Contrat de la même année (Code Hôp. Gén.).

(56) Bibl. Nat., Fds Français, Ms. 11778, Tierce partie, f. 201.

« à pescher quand ils verroient que tels bastards seroient
« nourris davantage. » (L. P. du 4 août 1445) ⁵⁷.

Quelques années avant, Charles VII s'était, par des Lettres du 3 mai 1438, occupé de l'organisation de l'Hôpital du Saint-Esprit. A cette époque, seuls, néanmoins, les orphelins qui sont nés dans la capitale seront admis : un arrêt du Parlement du 16 février 1537 ⁵⁸ étendit l'assistance aux « orphelins des forbourgz de paris ». Aussi, dès cette année-là même, voyons-nous que l'hôpital reçoit les orphelins « nez en loyal mariage en la ville ou forbourgz de paris... » ⁵⁹. Ce sera la règle pendant tous le siècle : « Les enfans de tous les pauvres gens de Paris et « des faux bourgs (orphelins légitimes)... sont re- « çeus... à l'Hospital du St-Esprit » ⁶⁰. Au XVI^e siècle, l'Hôpital continue donc à recevoir *exclusivement les orphelins légitimes, les enfans trouvés sont exclus formellement* : les parents qui présentent les enfans devront faire attester, en 1537, « par deux notaires du Chastellet... que les dits enfans sont nez en loyal mariage... orphelins de père et mère ». Le même document, le manuscrit 11778, développant tout au début les sept causes de l'institution, s'exprime ainsi : « seconde cause de la fondation et pour « nourrir pouvres enfans orphelins et orphelines qui « n'ont père ne mère, ne aultre amy charneulx ou « aultres qui soient tenus à leur nourriture, *non pour « les trouvez* que par les Eglises ou paroisses ou par

(57) Code Hôp. Gén. p. 39, et pp. 381 à 383 : LALLEMAND, Hist. des Enf. abandonnés, p. 120.

(58) Ms. 11778, Tierce partie, f. 234.

(59) Id., eod. loc., f. 204.

(60) FONTANON, op. cit., p. 920.

« les rues de la dicte ville sont jectez ou delaissez ».

Aussi, Fontanon distingue-t-il bien, de la Couche où sont reçus les enfants exposés, l'Hôpital du Saint-Esprit, réservé aux « enfans de tous les pauvres gens » de Paris et des faux bourgs, naiz en loyal mariage, « orphelins de père et mère ». Cette destination dura jusqu'à la fin de l'Ancien Droit, malgré l'union d'administration des biens de la maison avec l'Hôpital Général (Edit du 23 mars 1680) : Les parents devront continuer à présenter au bureau l'acte baptistaire de l'enfant et l'estimation de ses biens s'il en a⁶¹. L'Aumône-Générale de Lyon fera pareille difficulté dans l'admission des trouvés, qu'elle refusera toujours catégoriquement d'adopter, prétendant les mêmes raisons.

Le Saint-Esprit-en-Grève se présente ainsi, au XVI^e siècle, comme un asile destiné à l'enfance légitime. De plus, pendant une partie encore du siècle, il faut y ajouter une autre assistance que nous révèle le très intéressant manuscrit 11778, et dont, pour être complet, je dois souligner l'existence : Parmi les sept causes de l'Institution, que nous lisons au début de ce document, deux font allusion à la réception des orphelins (2^e et 3^e titres), le 5^e est fort curieux : « l'hospital du Sainct-Esperit est plege general des orphelins estans au grand hostel-dieu de paris ». Cette indication, un peu trop brève, est développée plus longuement, au f^o VIII : on y constate ainsi que l'Hôpital du Saint-Esprit est le « plege », c'est-à-dire, la caution, le « garant » des pauvres malades de l'Hôtel-Dieu : il répondra d'eux

(61) Code Hôp. Général, p. 40.

et recevant leurs enfants, en délivrera l'Hôtel-Dieu qui était obligé jusques-là de les héberger avec leurs parents, car personne, en l'absence de ces derniers, ne voulait se charger des pauvres petits : le Saint-Esprit les recevra par un soin tout maternel; bien mieux, si les parents meurent, les enfants resteront à l'Hôpital, comme les autres orphelins, ce ne sera pas la forme la moins délicate de sa charitable assistance.

Au début du XVI^e siècle, date de notre manuscrit, l'hospitalisation de la maison est donc clairement connue; elle peut être résumée ainsi :

Le St-Esprit-en-Grève reçoit, à cette époque :

- 1) les orphelins des pauvres habitants de Paris;
- 2) les enfants, dont les parents, également de Paris, meurent à l'Hôtel-Dieu.

Pouvons-nous voir dans le régime de réception et d'entretien des enfants reçus ainsi à l'Hôpital du Saint-Esprit, mention expresse ou tacite d'un droit d'adoption sur eux au moins au XVI^e siècle ?

Je crois qu'il faut pour cela distinguer la situation telle qu'elle nous est exposée dans le manuscrit 11.778 des modifications qui y furent apportées dans le courant du XVI^e siècle :

A. — *Période antérieure à 1537, date extrême du manuscrit 11.778.*

Ce Manuscrit nous expose, en effet, la situation telle qu'elle fut au cours du XV^e siècle; néanmoins, c'est la : « tierce partie », ajoutée, est-t-il dit, en 1537, qui présente pour nous le plus grand intérêt, car elle, surtout, nous fournit les renseignements sur l'organi-

sation juridique de l'assistance infantile pratiquée, les deux premières parties s'occupant soit de l'organisation purement matérielle, de cette même assistance, soit des autres secours que l'Œuvre apportait aux « femmes et filles esgarées », aux « tygneux et grappeux », aux « pauvres de l'Hôtel-Dieu », aux « pauvres mesnagiers et honteux ». Nous étudierons donc cette « tierce partie » tout particulièrement. Voyons d'abord les textes.

1. — Déjà auparavant, dans le cinquième titre, à propos des enfants reçus pendant la maladie de leurs père et mère à l'Hôtel-Dieu, on lit que s'ils y décédaient, l'enfant devenu orphelin sera « retenu, gardé, « gouverné et norry audit hospital, et luy soient illec « administrées toutes ses nécessitez, *comme de son propre héritage*, selon la faculté dudit hospital et « comme aux aultres orphelins, qui avant y estoient ⁶² ». Un peu avant, mêmes expressions, si un enfant tombe malade pendant son apprentissage, la maison du Saint-Esprit le reprendra et le fera « quérir et admener audit lieu comme (?) sur son propre héritage et illec des biens d'icelle visité et « aisé jusqu'à ce qu'il soit en santé... » ⁶³.

2. — Au début de la tierce partie, on dispose de la manière dont les parents devront présenter les enfants à l'Hôpital, et mentionner leurs biens, s'ils en ont ⁶⁴; au F^o suivant, nous lisons l'important texte suivant :

(62) f. 80.

(63) f. 70.

(64) f. 204 r.

« Biens des orphelins qui décèdent audit hospital. » Si lesdits enfants ont aucuns biens meubles ou immeubles, on les apporte et *en ha* (sic) *ledit hospital l'usufruiet*. Puis on les rend quant sont parvenuz en aage. C'est ascavoir aux filles quant on les marie, aux filz quant sont hors d'apprentissage, et en aage suffisant comme est dict cy-aprez ⁶⁵ ».

Les enfants sont élevés avec soin : en plus des 43 garçons et 65 filles résidant à l'Hôpital, en cette année 1537, la maison tient « ung boursier au collège de navarre et deux appelés au collège de Montagu, plus six garçons aultres audict collège », 26 enfants mâles sont occupés « à plusieurs mestiers a paris, davantage trente deux filles en mestier et service ». Deux filles sont entrées en religion, trois ont été mariées, « ce présent an ». Enfin « six petit enfans » sont à nourrice en dehors de l'Hôpital ⁶⁶. L'Hôpital exerce-t-il un pouvoir sur eux et jusques à quand ?

« Le temps que lesdits orphelins sont *soubz* et en la charge du dit hospital. » *Les fils sont tousiours dudict hospital* jusqu'à ce qu'ils ayent parfaict leur apprentissage et aptes à gagner leur vie, s'ilz ne sont pas désobéissans aux maistres et ministre. *Les filles sont tousiours dudict hospital* jusqu'à ce qu'elles soient pourveues en mariage ou religion si elles ne sont pas désobéissantes aux maistres et à la maistresse. » ⁶⁷.

(65) f. 204 v.

(66) f. 208 r.

(67) f. 210 r.

Les orphelines reçoivent comme « don », à elles « faict, quand on les marie, « trente-cinq livres « d'argent des biens dudit hospital, aucuneffoys moins « selon la discrétion desdits maistres » ⁶⁸. On leur fait alors délivrance des biens meubles et immeubles dont elles ont hérité ou qui leur furent donnés. Les fiançailles et les épousailles ont lieu en l'Eglise de St-Jean-en-Grève.

Les garçons placés en apprentissage *ne touchent pas l'argent de leur travail* : ils « demeurent audit « hospital qui les entretient d'habillemens » ⁶⁹. Mais, de même que pour les filles :

« Bien des	...si lesdictz enfans males ont aucun
« enfans	bien de leurs parens <i>on leur rend</i>
« masles à	quand ilz sont en aage (de) discret-
« eulx ren-	tion. Et n'est la coustume de leur
« duz	donner aucun argent mais un deux
	ou trois aulnes de drap de couleur
	dudit hospital, dont y a pour le pré-
	sent bonne qualité, etc... » ⁷⁰ .

Enfin, et surtout, disposition fort importante touchant *le droit de succession*, dont, malgré la longueur, je juge indispensable de reproduire la citation et les pièces à l'appui intégralement :

« Les biens	Item quand lesdits filz et filles ont
« des enfans	aucuns biens meubles ou immeu-
« qui décè-	bles et il advient qu'ils décèdent et
« dent audit	vont de vie à trespas, le temps pen-
« hospital.	dant qu'ilz sont soubz ledit hospital

(68) f. 210 v.

(69) f. 211 r.

(70) id.

Lesdictz biens sont tousiours Demourrez à la possession et jouyssance d'icelluy hospital, et y en a de ma congnoissance :

Une Maison assise Rue Marivaulx qui fut à feu Jacques Symond.

Item troys quartiers... de vigne assise à Saint Germain des prez. Plus ung demy quartier de vigne avec une petite mesure assises à Nanterre qui sont venus de feu estienne mery. Plus une maison court et jardin assis aux forsbourgs St-Jacques qui estoient aux feuz enfans de feu Regnault sanson decedez audit hospital.

Oultres aulcunes Rentes assises à corneilles en parisy venuz des enfans de feu (un blanc) Aussoult.

Item plusieurs aultres biens tant meubles que immeubles comme on peut veoir par les comptes ,ajouté : « mesme y a sentence donnée en Chastellet et confirmée par Arrest de parlement au proffict dudit hospital contre Jehan larcamer (?) » ⁷¹.

Résumons la situation des enfants telle qu'elle nous apparaît : Aucun droit d'adoption n'est mentionné expressément. Néanmoins, l'Hôpital jouit de deux droits exorbitants du Droit Commun : 1) *l'usufruit* des biens meubles et immeubles des enfants recueillis, droit qui n'appartient en l'Ancien Droit, avec une telle ampleur qu'aux père et mère naturels ou aux parents adoptifs (ainsi l'Aumône-Générale de Lyon). 2) *Un droit de succession* étendu aux immeubles; or, nous avons déjà dit que si les « Lettres-Patentes » ont accordé à certains hôpitaux le

(71) f. 211 v.

droit de succéder aux assistés qu'ils recueillaient, ce droit ne portait jamais que sur les meubles et encore certains meubles. Nous constatons, de plus, que l'Hôpital ne verse pas aux enfants qu'il a placés en apprentissage le montant de leurs gages : il le garde pour eux, et se contente, en échange, de leur fournir les habillements nécessaires, tout comme un père naturel ferait vis-à-vis de son enfant mineur. Les enfants sont aussi qualifiés de « fils de l'Hôpital », « filles de l'Hôpital » : ils ont ce titre jusqu'à ce qu'ils aient fini leur apprentissage ou soient mariés : ce seront les causes émancipatrices des enfants de l'Aumône-Générale de Lyon. Auparavant, ils restent, non seulement « en charge », mais « *soubz* ledit hospital », ce qui indique une certaine « puissance » de celui-ci sur ses « fils et « filles ». Il faut avouer néanmoins que nous sommes par ailleurs très gênés pour apprécier à leur juste valeur et les droits accordés et les qualifications reconnues, car il faudrait pour cela consulter des actes précis et les registres de l'Hôpital : l'incendie de 1871, en détruisant la grande majorité des Archives Hospitalières Parisiennes, et, entre autres, toutes celles des Hôpitaux d'Enfants, nous en interdit malheureusement à jamais la possibilité. Que conclure alors ? Il faut reconnaître que l'Hôpital du Saint-Esprit semble bien, jusque vers les années 1535-40, avoir joui de privilèges extraordinaires, lesquels sont ceux des *parents sur les biens de leurs enfants*; il y a surtout dans le droit de succession aux immeubles que l'Hôpital déclare, depuis « *toujours* », lui avoir appartenu, et,

secondairement, dans celui d'usufruit, des prérogatives qu'aucun autre hôpital, à cette époque, ne peut revendiquer. Autant que ce droit de succession peut être connu, il semble, de plus, à en juger, par les termes employés dans le manuscrit 11778, qu'il serait davantage un *long usage puisant sa force dans la coutume*, que l'octroi d'une ordonnance royale, ou même le résultat d'une délibération du bureau : on ne dit pas, en effet, à vrai dire, que l'Hôpital a le droit de succéder, mais plutôt que les « meubles et immeubles » des enfants mourant à l'Hôpital sont : « *toujours demourez à la possession et jouyssance d'icelluy hospital* » : c'est un fait constant, ou, plutôt, une répétition de faits constants, et clairement connus, donc une coutume : il est curieux de constater, à cette place, que le même droit de l'Aumône-Générale devait se constituer exactement de la même manière, par coutume et non par octroi du Souverain, l'autorisation législative devant *suivre* et non *précéder* le droit.

Devons-nous conclure que l'Hôpital du Saint-Esprit adoptait, avant 1550, les enfants qu'il recueillait ? Tenant à être prudent, je n'affirmerai rien : je préfère m'en tenir, pour l'instant, à une constatation, celle-là sûre : de toute façon, il est patent que l'Hôpital du Saint-Esprit possédait, en 1537, sur la personne des orphelins qu'il recueillait, certains *droits importants des parents naturels*, ce seront, soulignons-le, les mêmes qui devaient, à partir de l'époque où nous nous plaçons, caractériser l'adoption de l'Aumône Générale de Lyon.

B. — *Période postérieure à 1537.*

Mais des difficultés nombreuses vinrent accabler les Administrateurs du Saint-Esprit, au milieu du siècle environ : il est facile de s'en rendre compte par la lecture de l'Edit de 1566, que devait alors obtenir l'Hôpital. Les parents des enfants qui y sont recueillis harcelaient l'Hôpital de leurs réclamations et voulaient, entr'autres, appréhender les successions des orphelins, « avenant que lesdits enfans décèdent
« audit Hospital, ou qu'ils s'en retirent, sont lesdits
« parens, prompts et diligens à recueillir et perce-
« voir si peu de bien que lesdits enfans ont, et qui
« leur échéent pendant le temps qu'ils sont demeu-
« rans audit Hospital... » (Edit de juillet 1566). Les mêmes réclamations devaient d'ailleurs accabler de son côté l'Aumône-Générale de Lyon, nous le verrons plus tard. Le Saint-Esprit, comme le fera l'Aumône de Lyon, devait, en conséquence, exiger du Roi confirmation de ses privilèges. Mais l'Edit de Charles IX que le Saint-Esprit obtient⁷², ne lui sera pas à beaucoup près aussi favorable que les Lettres-Patentes en faveur de l'Aumône-Générale. Il déclare, en effet, qu' :

« advenant le décès et trespas d'aucuns desdits enfans,
« pendant le tems qu'ils seront nourris et entretenus audit
« Hospital, les *biens meubles et choses qui sont réputées*
« *mobiliaires* qu'ils auront et leur seront lors échus, soient
« et demeurent audit Hospital, et qu'ils en puissent user
« ainsi que des autres biens de ladite maison, sans que les
« parens et héritiers desdits enfans décédés y puissent ci-
« après prétendre répéter, quereller ou demander aucune

(72) Texte dans Code de l'Hôp. Général, p. 384.

« chose » mais le même Edit ajoute de suite : « se contentans de retirer *les héritages et choses immobilières* appartenans et venus auxdits enfans.

L'Edit ajoute néanmoins que le Juge pourra accorder partie des immeubles à l'Hôpital selon les cas. En conséquence, l'Hôpital du Saint-Esprit se voit reconnaître solennellement le droit de succession mobilière — et aussi étendu que possible — des biens de ses enfans mourant sous sa charge : cette prérogative devait lui être conservée jusqu'au bout. Les auteurs, qui l'ont relevée, la présentent, comme d'ailleurs le texte de l'Edit incite à le croire, comme une remarquable prérogative accordée à cet établissement ⁷³. Quoique j'eus déjà fait remarquer que pareil droit — à vrai dire plus restreint — était reconnu à bien d'autres maisons hospitalières, le Saint-Esprit bénéficie à coup sûr, ainsi, d'un privilège dont il peut, à bon droit, se prévaloir. Mais l'Edit, s'il lui accorde la succession mobilière, lui refuse tout net la succession immobilière, et, étant donné, comme nous l'avons vu, le droit plus étendu que l'Hôpital se reconnaissait posséder auparavant, il y a là une diminution indéniable de ses droits qu'il faut également relever : comment expliquer alors que l'Edit paraisse faire un si large cadeau au Saint-Esprit et sur sa propre demande, si en réalité, il lui ôte un de ses droits essentiels les plus importants ? C'est que, en coordonnant tous les renseignements sur la question, on constate que pendant la période intermé-

(73) LEBRUN, *Traité des Successions*, p. 416. DENISART, v° *Succession*. Code Hôp. Gén., pp. 39-40, pp. 384-389.

diaire, entre 1537 et 1566, exactement en 1551, était intervenu un Arrêt du Parlement — rapporté par Jean Papon — qui refuse à l'Hôpital du Saint-Esprit la succession des enfants mineurs qui y décèdent. C'est donc, voyons-nous, pour fixer une jurisprudence hostile — et incertaine — que les directeurs réclament une reconnaissance solennelle de leurs droits : l'Edit de 1566, par rapport à l'arrêt, se présente ainsi comme favorable au Saint-Esprit, mais en fait il lui est nettement défavorable, par rapport à ses anciennes prérogatives.

La lecture de l'Edit nous apprend, d'ailleurs, encore autre chose : il oblige les orphelins recueillis à l'Hôpital, avant de rentrer en possession des biens qui leur appartiennent et que la maison leur remet à un certain moment, à indemniser les administrateurs de toutes les dépenses qu'ils ont été obligés de faire pour les « grosses réparations nécessaires » de leurs « maisons et héritages » ainsi que les frais de procès « pour la conservation et soutènement « de leursdits droits », sous peine d'être privés de leurs biens que les Administrateurs feront alors vendre aux enchères à leur profit. Cette mesure doit être soulignée : l'obligation d'indemniser les administrateurs de certaines dépenses par eux faites est exorbitante des relations normales entre parents et enfants : le fils adoptif, pas plus que le fils naturel, n'est soumis à pareille exigence : c'est ainsi que les enfants adoptés par l'Aumône-Générale de Lyon n'ont pas à se plier à cette nécessité ⁷⁴. Et de même,

(74) Néanmoins cf. T. II, ch. III : Décisions de 1674 du Bureau.

constatons-nous, cette formalité n'est pas non plus, mentionnée dans le mauscrit 11778.

Il semble ainsi que, bien loin de favoriser autant qu'on le croit, l'Hôpital du Saint-Esprit, l'Edit de Charles IX ait eu pour plus net résultat, quand on connaît la situation antérieure, de le faire rentrer, au contraire, dans la norme habituelle des institutions de bienfaisance, en : 1) restreignant son droit de succession *aux seuls biens meubles* des orphelins qu'il recueille; 2) en exigeant de ces orphelins *le remboursement des grosses dépenses* faites par ces Administrateurs, assimilés ainsi à de simples tuteurs.

Il devait rester cependant dans l'esprit des auteurs qui ont traité du Saint-Esprit — et probablement dans l'esprit de la maison — comme le souvenir d'un droit ancien plus important : le texte que nous citions au début de cette étude de l'Encyclopédie de Jurisprudence, en est la preuve. Dans son *Traité des Successions*, également, Lebrun, au chapitre de l'Adoption, consacre, sans bien comprendre d'ailleurs le genre d'hospitalisation de cette maison, quelques développements à l'Hôpital du Saint-Esprit, qu'il rapproche déjà — ce que devait faire plus tard l'Encyclopédie — de l'Aumône-Générale de Lyon, attribuant à la même cause — qui n'est pas à vrai dire l'Adoption — l'attribution à ces deux Maisons du droit de succession : nous avons montré néanmoins la différence qui les sépare — au moins en étendue. A la même époque — et probablement Lebrun se base-t-il sur ce document — un arrêt confirmatif de sen-

tence, en date de 1647, reproduit dans Henrys, attribuait la succession d'un adoptif de l'Aumône Générale de Lyon à cette dernière à l'encontre de collatéraux : dans les plaidoiries des Avocats, nous lisons, à la part de la défense, la justification du droit de l'Aumône Lyonnaise de succéder ab intestat à ses enfants mourant à l'hôpital :

« En telle sorte, ajoute l'Avocat de l'Aumône, qu'il ne
« leur est pas permis (aux enfants) d'en disposer à son pré-
« judice : cela paraît, par les extraits des anciennes adop-
« tions qui ont été communiquées et par l'Autorité d'un
« arrêt rendu dans l'espèce d'un testament fait par un
« nommé Côme Milleroy (lire Milleron) qui fut déclaré nul :
« ainsi qu'il se pratique même à Paris *dans les Hôpitaux du*
« *Saint-Esprit* et des Petites Maisons... »

Ce rapprochement est significatif : les assistés du Saint-Esprit sont incapables, lisons-nous, de faire des testaments; mais sans être considérés ainsi comme enfants adoptifs, ils sont traités ici comme mineurs incapables, dans l'impossibilité d'agir valablement : le rapprochement avec les Petites Maisons l'indique assez : cette maison recevait, en effet, les insensés, incapables sans conteste; or, les Administrateurs des Petites Maisons sont « les tuteurs-nés des insensés qui y sont renfermés ». Ils ont « nommément été autorisés à agir pour les insensés, à exercer leurs droits et actions ». Dans ces conditions, il en est de même à coup sûr pour les assistés, à cette époque de l'Hôpital du Saint-Esprit, vis-à-vis des mineurs, leurs administrés. Il ne faut pas voir là les effets d'un droit d'adoption du Saint-Esprit sur les orphelins qu'ils recevait, mais au contraire l'assimilation faite par ce texte est nettement défavorable à leur adoption.

Pour conclure cette longue étude, me sera-t-il permis d'émettre l'opinion, peut-être osée, suivante ?

En somme, l'Hôpital de Saint-Esprit a, peut-être, pu dans un passé lointain — pendant deux siècles environ — de 1663 à 1540 approximativement, pratiquer l'adoption des orphelins qu'il recueillait. Que les Lettres-Patentes de cette époque n'en parlent pas, ce n'est point là, un argument péremptoire, car les Lettres de 1560, au profit de l'Aumône-Générale de Lyon, n'en soufflaient mot non plus et pourtant elles étaient déjà confirmatives de ses privilèges parmi lesquels l'Adoption pratiquée depuis plus de trente ans. Les deux Maisons, remarquons-le, sont d'institution semblable : elles doivent l'une et l'autre recevoir les orphelins légitimes.

Le droit d'adoption du Saint-Esprit se serait ensuite, pareillement, d'ailleurs à celui de l'Aumône Générale, mais, plus tôt, heurté à partir du XVI^e siècle au courant violent d'opposition qui se manifestait dans toute la France à cette époque : d'où les difficultés particulières éprouvées par les Administrateurs, entre 1540 et 1560, particulièrement touchant le droit de succession qu'une Jurisprudence hostile voulait lui enlever (Arrêt de 1551). Les Lettres-Patentes de 1566 sollicitées pour affermir ses privilèges, bien loin de les consolider entièrement, en lui en garantissant quelques-uns, placent l'Hôpital du Saint-Esprit au rang des maisons hospitalières ordinaires, dont elle n'aura désormais que les avantages normaux. L'Adoption qu'elle aurait pratiquée avant 1566, serait ainsi disparue devant l'hostilité générale con-

tre cette institution, alors qu'au contraire, à la même époque, dans une région de droit écrit, plus favorable à l'adoption — et la pratiquant couramment comme nous l'avons vu, — l'Aumône-Générale de Lyon aurait pu continuer la sienne et la conserver jusqu'à la fin de l'Ancien Droit; elle se heurtera elle aussi, bien sûr, mais plus tard, à des embûches dressées devant elle, des jugements même lui seront défavorables, le Procureur du Roi, tout le premier, prétendant que « en France on ne veut favoriser les adoptions », mais, plus profondément enracinée dans un sol plus propice, elle a triomphé et a survécu, alors que celle du Saint-Esprit, née dans un pays de droit coutumier, adversaire de l'Adoption Romaine, aurait succombé, en perdant ses attributs essentiels.

Néanmoins, je n'ose rien affirmer : je soumet seulement cette réflexion, comme conclusion de l'étude *de la seule institution de notre Ancien Droit, en dehors de l'Aumône-Générale de Lyon, à laquelle certains auteurs ont attribué le Droit d'adopter les enfants qu'elle recueillait.*

J'ajouterai, cependant, qu'il ne semble pas que les recteurs de l'Aumône-Générale de Lyon aient été influencés vraiment par un tel exemple, lorsqu'ils appliquèrent à leurs assistés vers 1535 l'adoption en usage à Lyon. Je n'ai jamais retrouvé, dans les documents des archives de la Charité ou de l'Hôtel-Dieu de Lyon, quoi que ce soit qui laisserait penser que l'Adoption, si elle fût pratiquée à Paris par les Administrateurs du Saint-Esprit-en-Grève, soit ainsi à l'origine de celle de Lyon. J'affirme, sans crainte de me

tromper, qu'il ne peut y avoir *aucune filiation directe prouvée*. Néanmoins, si l'on admet qu'à la même époque, un autre établissement, pratiquant lui aussi la même hospitalisation, celle des Orphelins Légitimes, appliquait déjà la même adoption, il y a là comme un milieu favorable indéniablement à la naissance de l'Adoption Lyonnaise : il faudrait généraliser et se rendre compte de la pratique des orphelinats d'alors, spécialisés pour l'enfance légitime : *dans l'état présent de mes recherches, l'on ne peut pas, en France, au moins, généraliser la pratique d'une adoption hospitalière :*

1) Rien n'indique, d'abord, que les autres asiles parisiens réservés aux orphelins — et les Enfants-Rouges, en 1^{er} lieu — aient pratiqué l'adoption. La plupart de ces maisons, à vrai dire, sont nées plus tard dans un temps où l'institution n'était plus en vigueur : elles n'ont donc pu la pratiquer.

2) Lallemand, qui étudia minutieusement les maisons d'enfants, sous l'Ancien Droit, ne mentionne nulle part pareil droit en dehors de l'Aumône-Générale de Lyon.

On pourrait, néanmoins, penser qu'en France, l'hostilité envers l'Adoption, rejetée par la Coutume Générale du pays, n'était pas favorable à l'éclosion d'une pareille institution, dans les maisons charitables. L'Italie, au contraire — qui pratiquait à coup sûr l'Adoption — ne serait-elle pas un milieu plus favorable ? Le premier pays où s'érigea une Maison pour les enfants trouvés, et où les « Conservatoires » d'orphelins étaient si nombreux, ne serait-il pas, à

l'origine de ce droit d'adoption, qui serait venu ainsi à Lyon par le canal de la nombreuse Colonie Italienne installée dans la ville ? C'est l'hypothèse que je me suis posé : nous répondrons rapidement à la question, car il ne semble pas que ce soit là également que nous trouverons la clef du problème :

En effet, dans les Œuvres Hospitalières Italiennes, on peut vraiment, comme intéressant notre point de vue, relever seulement deux points : 1) Une présomption de légitimité en faveur des enfants recueillis par une maison de Naples⁷⁵ : ils étaient dans cet établissement comme légitimés par leur réception à la maison et fictivement considérés seulement nés le jour de leur entrée dans l'Hôpital : ils sont par là, « nés de la maison », dont ils sont les enfants, ce qui leur imprime le caractère d'enfants légitimes et leur en procure les avantages. Mais ce sont là les effets plus encore que d'une filiation adoptive, d'une filiation tout court.

enfants il y a là les effets plus encore que d'une filiation adoptive, d'une filiation tout court.

2) C'est peut-être le cas également du « Conservatoire » romain, signalé par Morichini⁷⁶, qui existait encore au Siècle dernier et où les orphelins recueillis sont appelés « fils » ou « filles » de la maison.

(75) La SS. dell'Annunziata : « A Naples, ces frères créatures, « en vertu d'une ingénieuse fiction, sont considérés comme recevant la naissance au moment même de l'abandon et deviennent alors *enfants légitimes*. La médaille suspendue à leur cou « portant l'image de la Sainte Vierge, la voix populaire leur confère le titre de *fils et de filles de la Madone* ». (LALLEMAND, *op. cit.*).

(76) *Op. cit.*

Mais à vrai dire, il n'y a pas là d'adoption explicitement déclarée, et rien n'indique que l'Aumône-Générale de Lyon soit allée chercher dans les Etablissements Italiens ou autres, l'idée de son institution. Un fait catégorique est même tout à fait défavorable à une influence Italienne possible : c'est le fait que les créateurs de l'Aumône-Générale, les premiers recteurs, sont *tous des Lyonnais*, il n'y a aucun *étranger* des « Nations » établies dans la ville parmi eux : les administrateurs de la maison ne comptèrent aucun membre de ces pays étrangers dans leurs rangs, *avant 1546* : cette année-là, pour la première fois, deux Italiens prennent rang parmi les recteurs, au renouvellement partiel qui eût lieu alors : un Lucquois « Vincent de Samyniati » et un Florentin « Pierre de Biosse ». En 1550, un Allemand devait y entrer à son tour pour la première fois : « George Aulbret ». Dans ces conditions, les institutions ou usages étrangers, Italiens surtout, qu'un Administrateur originaire de ces pays aurait pu proposer à ses collègues, ne purent l'être qu'à une époque postérieure *de plus de dix années* à la fondation de l'Œuvre et à la pratique de l'Adoption par elle, donc sans influence sur sa formation.

Dans ces conditions, il ne nous reste plus qu'une recherche possible pour découvrir l'origine de l'Adoption Hospitalière, dans un précédent historique quelconque, c'est de nous enquérir si ce précédent n'existait pas déjà sur place, c'est-à-dire à Lyon même : autrement dit, puisque l'Adoption Hospitalière ne peut être prouvée en dehors de Lyon, il nous faut nous demander si les Recteurs de l'Aumône, au

moment de son érection, ne trouvèrent pas l'Adoption Hospitalière pratiquée déjà par des Etablissements de la Ville, à cette époque du XVI^e siècle, ou, plus avant dans le passé. Ce sera l'objet de notre dernière section.

SECTION 3

LES HÔPITAUX DE LA CHANAL ET DE STE-CATHERINE DE LYON.

Nous avons vu qu'il existait, au Bas-Empire, des « brephotrophia » ou, asiles d'enfants trouvés et des « orphanotrophia » qui recevaient les orphelins légitimes : ces derniers possédaient, nous l'avons montré, des droits spéciaux sur les biens des enfants qu'ils recueillaient et élevaient. Trouvons-nous de semblables maisons, à Lyon, au moyen âge ? La question est, certes, obscure, car les difficultés de recherches s'aggravent de la contradiction des documents :

On verra, plus tard, que l'Aumône-Générale, quand elle sera définitivement constituée, installera les orphelins légitimes, à l'Hôpital de la Chanal et les orphelines, à l'Hôpital de Ste-Catherine. Quelle était l'assistance exercée dans ces deux maisons, antérieurement à 1534 ? Il faut faire un rapide examen de l'histoire des deux hôpitaux, car avant que l'Aumône y installe ses enfants, ils étaient déjà, depuis un temps plus ou moins long, des *maisons hospitalières* ; Cet examen, même, est particulièrement nécessaire, car des documents que j'ai découverts aux Archives

de la Charité ou de la Ville, laissent supposer une *hospitalisation d'enfants* à la Chanal et à Ste-Catherine, *avant 1534* : on pourrait, si l'on admettait comme vraisemblables ces allégations, considérer l'adoption de l'Aumône-Générale comme *la suite d'une longue pratique locale* remontant au Moyen Age. Mais les documents ne sont pas probants et ne résistent pas à la critique historique⁷⁷ : On doit donc re-

(77) Ces documents sont au nombre de trois : a) Une histoire manuscrite de Lyon en latin, du P. BULLOUD (1647), où il écrit que l'hôpital Ste-Catherine recevait *probablement*, « probabiliter », depuis l'an 1200, environ, les jeunes orphelines qui y étaient élevées par les deniers publics; il prétend aussi, pour la Chanal, qu'une entente entre les Consuls et les Chanoines de St-Paul, convertit la maison primitivement, comme nous le verrons, prieuré, en un « orphanotrophium » des jeunes pupilles lyonnais : 1° De telles assertions pèchent, d'abord par le manque total de preuves; 2° l'auteur prend bien soin de mentionner le caractère seulement probable de la lointaine destination de Ste-Catherine, « probabiliter »; 3° quant à la Chanal, la soi-disante convention ne se retrouve nulle part; il faut croire que Builloud, mal renseigné, a fait, par là, allusion à l'entente intervenue, en effet, mais en 1534 précisément, entre les Chanoines et les Recteurs de l'Aumône, placés eux-mêmes au début sous la tutelle du Consulat; 4° enfin, et, surtout, on s'aperçoit vite, à la lecture de l'histoire de Builloud que celui-ci ignore complètement, sinon la création de l'Aumône-Générale, du moins son œuvre des orphelins; d'après lui, l'Aumône, créée en 1534, consisterait essentiellement en des distributions de secours aux pauvres de la ville; constatant la présence d'enfants dans les hôpitaux de la Chanal et de Ste-Catherine, de son temps, il fait simplement remonter sans chercher davantage, leur installation, *la création de l'hospitalisation d'enfants*, à la *création même des hôpitaux*, où ils furent plus tard installés : en admettant même que cette réception d'orphelins remontât à l'origine des deux maisons, il y eut, en 1534, une réorganisation certaine du service, dont Builloud se garde bien de parler : s'il n'en parle pas, c'est qu'il l'ignorait probablement. b) Un document des Arch. Hospital. « *l'Abrégé Historique des Adoptions pratiquées à l'Aumône-Générale de Lyon, 1746* » déclare qu'un terrier de 1477, fait au profit de l'Hôpital Ste Catherine mentionnerait la présence d'orphelines dans cet hôpital : or 1°) la copie qui reste de ce terrier ne fait aucune allusion à cette question. 2°) Les terriers anciens des rentes de Ste Catherine n'existent plus, et plus grave, *n'existaient probablement plus non seulement, du temps de l'auteur (XVIII^e S.) mais, déjà, même au XVI^e S.* (Arch. Municip. Lyon, BB 104, f. 69r et v, 5 mai 1580, délibération consulaire, où la rente noble de l'hôpital Ste Catherine

jeter la thèse d'un *précédent lyonnais ancien*. Que savons-nous de sûr concernant les deux hôpitaux en question ? Pour ne pas allonger par trop cet historique, je me bornerai à l'exposé succinct suivant :

I) L'Hôpital de *La Chanal*⁷⁸, plus exactement de St-Martin de La Chanal, était primitivement un monastère dont l'origine remonte peut-être au X^e siècle, florissant en tous cas, au XIII^e, et, qui était, à cette époque, un prieuré de « repenties », sous la règle de St-Augustin. Elles furent, à la fin du XVI^e siècle remplacées par des bénédictines : mais en 1479, des désordres graves ayant été signalés sur la conduite de ces religieuses, l'Archevêque, Cardinal de Bourdon, supprima le Monastère, dont devint propriétaire le Chapi-

rine est cédée par les Consuls, recteurs de l'Hôtel-Dieu, aux recteurs de l'Aumône-Générale « de laquelle rente l'on n'a peu encores « rien recouvrer à faute de terriers ! ») (Pour le XIX^e S. : déclaration du rapport Journel, 1827, Arch. H. D., boîte 287. Pour le XVIII^e s. : « Tous les terriers des rentes de Ste Catherine ont été brûlés à la forme des décrets ». Arch. de la Charité, D 12, Inv. Rolle, II D, p. 12. Pour le XVII^e S. : Incendie, en 1686, de l'étude de M^e Rougnard, dont les dégâts affectent cinq terriers de la rente de Ste Catherine, Arch. Char. B 19). 3^o) un terrier, simple recueil de titres des propriétés et des actes passés sur elles, ne renseigne pas habituellement sur leur destination sociale.

c) Une *pétition* de 1826, en faveur des orphelins de la Charité dont il sera question à la fin de notre étude de l'Adoption de l'A. G. (cf. *infra*), fait également remonter vers l'année 1200 l'hospitalisation des orphelins à Ste Catherine, et, nous accable de renseignements aussi invraisemblables que possible, allant même jusqu'à considérer Philippe Auguste et Innocent IV comme les fondateurs de l'institution des « Catherines ! » Le caractère éminemment fantaisiste de la pétition — et de son auteur, Perenon décédé, d'ailleurs, précise le catalogue de la Bibliothèque municipale de Lyon, dans la prison d'Embrun ! — m'interdit de lui attribuer la moindre autorité. Plusieurs détails, sont, d'ailleurs, en contradiction absolue avec des renseignements historiques certains.

Il en résulte — nous le dirons plus loin — que l'admission d'enfants à la Chanal et à Ste Cathetine n'est pas vraisemblable avant 1534.

(78) Le D^r Jules Drivon a publié une brochure d'une érudition très sûre sur cet hôpital : sur la période antérieure à 1534, cf. pp. 4 à 13, DRIVON, *Hôpital de La Chanal*, 1908.

tre de l'Eglise Collégiale de St-Paul; celui-ci le reçut de l'Archevêque, à certaines conditions dont, entre autres, l'entretien de six clergeons. Jusque-là tous les auteurs sont d'accord; il semble donc que la Maison de La Chanal ne saurait avoir pratiqué une assistance quelconque d'enfants, avant le dernier quart du XV^e siècle, puisque *ce n'était pas alors un Hôpital, mais un Monastère* : pour celui-là, au moins, les recherches se limitent donc à la seule période des cinquante années environ qui séparèrent la suppression du prieuré de sa prise en possession par les recteurs de l'Aumône Générale en 1534. Drivon, qui a si bien étudié l'Histoire de cette Maison, prétend que c'est seulement même en 1493 que le Chapitre de St-Paul donna au Monastère de St-Martin le nom « d'Hôpital de La Chanal », en remplacement du très ancien Hôpital des Deux-Amants, transformé lui, au contraire, en Monastère de religieux observantins. Il ajoute que l'hospitalisation y fut pour ainsi dire nulle, et il appuie son assertion sur différents actes de cette période, qui paraissent indiquer que l'Hôpital était vide : en effet, 1) en 1502, le Consultat y place d'office des filles de mauvaise vie « repenties », qu'après une violente protestation des chanoines, ils retirèrent, d'ailleurs, très vite (5 sept. 1503). 2) en 1519, nouvelle proposition d'y mettre vingt-cinq filles converties. 3) En 1531, au moment de la grande famine, on y loge les pauvres. 4) En 1534, il est encore disponible pour recevoir les orphelins de l'Aumône-Générale. De plus, cette année-là, il faudra l'« acoustrer » ⁷⁹ à

(79) « L'Hôpital de la Chanal sera acoustré pour y retirer,

cet usage, autrement dit, le mettre en état, ce qui laisse supposer un profond abandon; des détails suggestifs en apportent, d'ailleurs, une preuve non équivoque⁸⁰ ! En définitif, *il semble bien que l'Hôpital de la Chanal ne pratiqua une assistance vraiment sérieuse qu'à partir de 1534, et, qu'avant cette date, il ne reçut aucun enfant, puisqu'il ne recevait personne.*

2) Quant à l'hôpital Ste Catherine — dont l'histoire est encore à écrire — il résulte des recherches que j'ai faites dans les archives, et, des obituaires, terriers, cartulaires lyonnais du Moyen-Age, que, si ce fut primitivement un monastère⁸¹, il devint assez vite, par contre, un hôpital⁸². Les actes, où l'hôpital Ste Catherine⁸³ est mentionné, nous attestent

« nourrir et entretenir les pauvres enfans orphelins aux despens « de ladite Aulmosne et ont esté commis Jacques Fenoil, Jean « Fosson et Pierre Regnault pour y trouver Recteur et gens pour « la conduite d'icelluy hospital ». (28 février 1534, n. s.). (Arch. de la Charité, E4, f. 10^r, décision recopiée dans registres récapitulatifs du XVIII^e S. E1, f. 18, E86, ch. VII, *Adoptifs*).

(80) Pour détails, cf. DRIVON, *op. cit.*

(81) Rapport JOURNAL sur la Pétition des orphelins de 1826, Arch. H. D., B. 287.

(82) La confrontation entre deux testaments de 1247 et 1250, et le codicille de celui de 1247, ajouté en 1249, m'ont amené à établir qu'il dut remonter à une date intermédiaire entre le 10 août 1247, date du 1^{er} Testament, où il n'est pas mentionné parmi les nombreuses œuvres d'assistance lyonnaises, et, le 16 mai 1249, où le testateur répare l'omission faite deux ans auparavant par le legs qu'il édicte en faveur de l'hôpital Ste Catherine, qualifié d'« *Hôpital nouveau* ». Il est possible néanmoins qu'antérieurement, il y avait une chapelle, s'il faut en croire les mentions d'historiens ultérieurs. (Isaac LE FEBVRE, *Nombre des Eglises qui sont dans l'enclos et dépendances de la ville de Lyon, avec une exacte recherche du temps et par qui elles y ont été fondées*, 1627, réédité par Georg 1880, p. 54, E. REYNARD, *Plan de Lyon religieux contenant un précis historique sur les églises, cryptes, chapelles*, etc., Lyon, 1860).

(83) Il est cité deux fois dans l'« *Obituarium Lugdunensis Ecclesiae* » (GUIGUE, 1867), p. 220 et 231. Il est mentionné dans le *Cartulaire Lyonnais* (GUIGUE, 1893), T. I, p. 524 (Testament et Codicille précités de 1247-49), T. II, pp. 30 et 95, dans le *Grand Cartulaire de l'Abbaye d'Ainay*, I, p. 412, n° 180, même acte que dans

seulement l'existence de « pauvres » à l'hôpital⁸⁴; deux actes plus précis, qu'il m'a été donné de retrouver, nous apprennent : a) qu'il *recevait des femmes en couches*, dès 1262⁸⁵, dans un local distinct; b) qu'il donnait *la nourriture aux « pauvres du Christ »*, qui y affluaient, entretenait des draps et ensevelissait les morts⁸⁶. Il est raisonnable de penser que, primitivement simple « *xenodochium* » — au moment où il était à l'entrée, mais, *hors des portes* de la ville —, à l'exemple des hôpitaux francs

Arch. de la Charité, B5, Inv. Rolle, I, B5, p. 2; cf., également, le début de la série B des *Archives de la Charité*, où sont conservés de nombreuses pièces anciennes touchant Ste Catherine et la Rente de Ste-Catherine, B3 et B5, surtout, et, Inv. Rolle, I, B, p. 1 à 5, B2 à B20; Quatre mentions dans Le Laboureur, les *Masures de l'Île Barbe* (édit. GUIGUE, 3 vol. in-4, 1887). I, testaments d'Estienne de Guizeu, 15 sept. 1322, Mathieu de VAREY, 9 février 1396, dame Bérande Chol, 1476, et donation d'Antoine de Chaponnay, 8 novembre 1434.

(84) Le testament d'Arnulphes de Colonges, du 7 septembre 1250, de Mathieu de Varey, 1396, et un legs de dame Bérande Chol en 1476, « à l'Hôpital de Sainte Catherine pour la nourriture des pauvres » assimile notre hôpital à tous les autres, assez nombreux, existant alors à Lyon, N. D. de la Saulnerie, l'hôpital du Pont du Rhône, la « Maison des Contracts », St Antoine, etc., qui n'étaient certe pas des orphanotrophia.

(85) GUIGUE, *Obituaire de St Pierre*, p. 75 : au mois de décembre 1262, l'abesse Bona-Bruna de Grammont concéda en emphytéose perpétuelle à l'hôpital de Ste Catherine une maison pour l'usage suivant : « Attendentes quod dicta domus sit quamplurimum necessaria dicto hospitali ad opus pauperum mulierum de puerperio in ipso hospitali confluencium et relevancium » (Fds de l'Abbaye de St Pierre, 8, n° 2), cf. DRIVON, *l'Hôtel-Dieu du temps de Rabelais*.

(86) Arch. de la Charité, B5, 4° pièce, Transaction passée le 20 octobre 1495, devant notaire, entre M^e Durand Gymel, recteur de l'Hôpital Ste Catherine et M^e Jean Bardin, notaire royal à Lyon : « Dominus Durandus Gymelli dicebat et proponebat quod « ipse erat rector dicti hospitalis legitime institutus in quoque dem hospitale affluebant et hospitari consueverant quamplures Christi pauperes de quibus onus et administrationem quorum ipse actor tanquam Rector onerabatur, nam erat ascriptus dictus actor tanquam Rector singulis septimanis in capella ejusdem hospitalis celebrare seu celebrari facere quatuor missas eucaristiales et pariter ministrare et servare lintamina et pannos in ipso hospitali necessarios illos ministrare et deal-

disséminés le long des voies publiques⁸⁷, il recevait pèlerins et voyageurs; plus tard, il pratiqua la même assistance que les autres hôpitaux de la ville, et, particulièrement, l'hôpital du Pont du Rhône⁸⁸, placé à l'extrémité Sud de la Cité, comme lui, à l'extrémité Nord; pas plus que lui, il n'apparaît qu'il reçut les enfants exposés⁸⁹, et rien n'indique la présence d'orphelins; aucun acte des XIII^e, XIV^e et XV^e siècles ne fait mention d'enfants à Ste Catherine.

Enfin, abandonné, comme le témoignent les lettres patentes de 1524⁹⁰, il était libre, tout comme la Cha-

« *bari facere et dictos Christi pauperes alimentari potu et cibo*
« *deffunctosque in eodem hospitale sepeliri facere suis sumptibus*
« *et expensis, atque tempore retrolapso quam plurima bona tam*
« *mobilia quam immobilia, res et possessiones, pro premissis dic-*
« *tisque Christi pauperibus fuerant legati seu legata quaequidam*
« *bona per quam plures rectores dicti hospitalis suos predeces-*
« *sores pessimos et malos administratores alienari pro suis uti-*
« *litatibus per ?... ac comoditatibus et presertim vendiderant ipsi*
« *tales rectores et alienaverant quandam vineam quam dictus*
« *Bardine tenebat et possédebat, etc...* (Le reste du très long acte
« en parchemin est indifférent à notre sujet). (Pièce extraite de la
« Directe de Ste Catherine, 6 pièces (1480-1546), Constitution de
Pension de 4 ânées de vin au profit de l'Hôp. Ste Catherine).

(87) Cf. LALLEMAND, *Hist. de la Charité*; pour la région lyonnaise : GUIGUE, *Les Voies Antiques du Lyonnais*, CROZE, *Hist. du Gd Hôtel Dieu de Lyon*, Audin et C^o, Lyon, 1923.

(88) CROZE, *op. cit.*, Cf. *infra*.

(89) Il ne faut pas déduire de ce que l'hôpital Ste Catherine recevait les femmes en couches qu'il recevait par là même les enfants trouvés. Les deux hospitalisations peuvent se trouver *concomitantes* (ainsi Hôpital du St Esprit de Rome, cf. *infra*), mais sont distinctes (ainsi à Ambronay-en-Bugey, l'Hôpital recevait, dans une salle spéciale, depuis 1348, les femmes en couche, néanmoins, il n'est pas probable qu'il assumait les frais et la charge de l'entretien des enfants trouvés dont les seigneurs haut justiciers étaient de leur côté chargés.

(90) Des lettres Patentes de François I^{er}, en 1524, furent, en effet, obtenues par les consuls qui constataient que « les biens
« des hôpitaux de St Antoine, de Ste Catherine, et, de la Chanal
« avaient été distraits de leur destination », c'est la preuve qu'il n'y avait aucune assistance pratiquée, dans les uns et les autres, au début du XVI^e S. (Cf. DRIVON, *Hôpital de La Chanal*, p. 12; *Arch. de l'Hôtel-Dieu*, Reg. des Délibérations, V, p. 231).

nal, en 1534, pour recevoir les orphelines de l'« Aumône-Générale ». D'ailleurs, à cette date, il faudra l'« acoustrer », l'aménager, de même que la Chanal, pour recevoir les orphelines ⁹¹.

Il semble donc que les 2 hôpitaux de la Chanal et de Ste Catherine, avant le 5 mars 1534 ⁹², jour où ils deviennent le Refuge des orphelines de l'Aumône, N'AIENT, DANS LES SIÈCLES ANTÉRIEURS, A AUCUN MOMENT, REÇU ET HOSPITALISÉ DES ENFANTS DE CETTE CATÉGORIE.

C'est donc, seulement en 1534, qu'apparaît l'hospitalisation des Orphelins, quand l'Aumône-Générale, à sa naissance, décide de les installer dans les 2 maisons qui semblaient le plus indiquées par suite de leur abandon, la Chanal et Ste-Catherine. Mais en supposant même — ce qui n'est pas — qu'à Ste-Catherine ou ailleurs, les enfants orphelins aient été recueillis, *la preuve de l'inexistence alors de leur adoption est fournie par le fait qu'en 1534 et pendant DEUX ANS environ, ils ne furent pas adoptés par l'Aumône-Générale* : c'est toute une nouvelle étude que nous allons entreprendre, et le chapitre qui sera consacré à ce stade intermédiaire entre la réception

(91) « L'Hospital Ste Catherine, lit-on au début du 1^{er} registre « des Délibérations de l'Aumône Générale, E⁴, sera *acoustré* pour « y retirer et coucher les pauvres filles orphelines lesquelles seront nourries aux dépens de ladite Aulmosne et a esté commis « Humbert Gimbre pour y trouver Recteur et femmes veuves « pour y ordonner et tenir le compte de la despense à sa discrétion » (28 février 1534) (Arch. de la Charité E⁴, décision recopiée dans les registres récapitulatifs du XVIII^e).

(92) C'est le jour où les directeurs désignés par les premiers recteurs de l'Aumône-Générale, Philippe Bertrand, pour Ste Catherine et Antoine La Rousse, pour la Chanal, ont commencé leurs services (E⁴, f. 14^r et v).

des enfants et l'apparition de leur adoption, nous servira de transition entre l'étude des « Origines » que nous venons d'étudier, et celle de l'Adoption pleinement constituée, que nous commencerons bientôt.

RÉSUMÉ. — Mais avant de commencer cette nouvelle étude, mettons au point celui-là : Quels sont les résultats pratiques, somme toute, des recherches que nous avons faites ? Certains sont négatifs, d'autres positifs :

Les négatifs, d'abord : 1) *L'Adoption des enfants trouvés n'apparaît à aucun moment et nulle part, avoir été pratiqués*, ni par l'ordre du St-Esprit, ni à Lyon, à quelque moment que ce soit. L'Eglise n'a jamais recommandé cette Adoption, et, les *brephotrophia* ne jouissent, de par la législation impériale d'aucun privilège exorbitant.

Les positifs : 2) a) *L'Adoption des orphelins légitimes apparaît au contraire, sinon avoir été pratiquée, du moins favorisée*. L'Eglise naissante exhortera les Chrétiens dans ses Constitutions Apostoliques, à *adopter* les enfants orphelins : les Directeurs des Orphanotrophia du Bas-Empire, les *Orphanotrophes*, bénéficient de remarquables faveurs des Empereurs, et jouissent sur les biens des enfants qu'ils reçoivent, de droits nettement supérieurs à ceux du tuteur ordinaire, ceux précisément, *du père tuteur*.

b) Nouvelle ébauche, celle-ci plus accusée, quand, après la renaissance du Droit Romain, au XIII^e siècle,

nous voyons à partir du XIV^e siècle les *Administrateurs de l'Hôpital du St-Esprit de Paris*, spécialisé dans l'assistance aux orphelins légitimes, bénéficié de droits très étendus, dont les principaux sont de recevoir, pendant la minorité des enfants, l'usufruit de leurs biens, et, à leur mort, leur succéder en tout leur patrimoine, meubles et immeubles. Néanmoins, comme aucun texte ancien ne mentionne une adoption de ces orphelins par l'Hôpital du St-Esprit, *nous pouvons seulement supposer qu'elle existait, puisque nous en voyons les effets*. Mais à partir du XVI^e siècle, si adoption y eut, cette adoption de fait perdit les principaux de ses attributs. A côté de l'Hôpital du Saint-Esprit, les enfants secourus par l'Aumône-Générale de Paris, et reçus à l'Hôpital de la Trinité, où ils étaient dressés aux métiers, ne sont pas, non plus, adoptés, explicitement, mais les prérogatives dont ils jouissent, et les droits probables de succession même aux immeubles de l'Hôpital, constituent une *situation privilégiée* qu'il faut relever.

c) Mais à côté de ces Adoptions de fait des Hôpitaux Parisiens, il était donné à la seule charité Lyonnaise de trouver la formule complète et idéale de l'institution ébauchée : quand les recteurs de l'Aumône-Générale de Lyon *décidèrent au XVI^e siècle d'adopter les orphelins qu'ils recueillirent*, ils donnèrent à une idée — qui flottait indécise dans la pensée Chrétienne — et qu'avaient seulement favorisé les Empereurs et ébauché certains Hôpitaux, la forme à la fois parfaite et exacte de l'institution à laquelle seule l'on pouvait vraiment rattacher les effets dé-

sirés. Etaient réunis, ainsi, dans une formule audacieuse, susceptible de provoquer l'étonnement de l'avenir, tous les droits à accorder aux assistés et tous les privilèges à reconnaître aux bienfaiteurs, la synthèse, comme nous le verrons, de la compassion chrétienne dans sa forme la plus profonde et délicate et l'intérêt bien compris de la Maison Hospitalière : accédant aux vœux du premier siècle, puisant aux privilèges accordés au V^e siècle, dépassant la pratique parisienne des XIV^e et XV^e siècle, Lyon devait, au XVI^e siècle, mettre au jour la plus exquise charité envers les enfants : la maison charitable qui les recueillera, les adoptera et les élèvera comme ses fils. En se faisant ainsi leur propre Mère, l'Aumône appliquera à ceux qui deviendront véritablement ses enfants, la magnifique figuration qu'elle avait prise dès l'origine pour emblème : comme le pélican qui s'ouvre la poitrine pour que ses petits ne meurent pas de faim, mieux encore, cette femme assise qu'embrassent trois enfants, qui se pressent contre son sein, c'est bien elle, l'Aumône Lyonnaise, Mère adoptive de tous les petits orphelins de la Cité.

PREAMBULE

Je crois indispensable, avant de commencer l'étude proprement dite de l'adoption de l'Aumône-Générale, et de l'Hôtel-Dieu, de préciser ce que fût l'Aumône-Générale, dans quelles circonstances historiques elle fut constituée, ce qu'elle devint, et, rappeler, en quelques mots également, ce que fût l'Hôtel-Dieu, dont l'histoire a été faite dans notre Titre Préliminaire.

En 1531, une grande famine sévit dans les provinces avoisinantes; une foule de malheureux descendirent le Rhône et la Saône, en mai de la même année, et abordèrent ainsi à Lyon. Je ne résiste pas au désir de rétranscrire la description, telle qu'elle est faite dans les brochures du temps : « Ne se fault
« trop esmerveiller, si en l'année mil cinq cens
« trente ung, elle fut si grande par tout le Royaulme
« de France... Certes elle fut si grande en la très re-
« nommée cité de Lyon, que le bichet de bled, ou
« mesure qui ne vault en communes années que dix
« solz tournois, se vendoit à grande requeste, cin-
« quante cinq, ou soixante sol..... ». Les pauvres af-

(1) *L'Histoire de l'Hôpital de la Charité de Lyon*, qui vient d'être édité chez Audin et Cie, Lyon (1934), contient toute l'histoire détaillée de l'Aumône-Générale, et de l'Hôpital de la Charité : je renvoie à cet ouvrage, me contentant d'indiquer ici l'essentiel, dans la mesure où cela intéresse la matière des adoptions : cf. entres autres, pour les circonstances dans lesquelles apparut l'Aumône-Générale, pp. 6 à 36, cf. aussi DE BOISSIEU, *les Origines de l'Aumône-Générale de Lyon* (1907).

« fluent alors sur Lyon de tous les pays voisins :
« ...Et telle et si grande en fut l'affluence que dudict
« pays de Bourgoigne, le plus fertile de tous, et de
« Savoye, en fut envoyé par les rivières de Rosne et
« de Saone, dedens plusieurs batteaulx, et sans au-
« cune conduite, ung bien grand nombre, comme
« gens affamez, et plus alangoriz et secz, que les
« corps apprestez à faire Anatomie. Car plus res-
« semblaient personnes dès longtemps mortes, que
« vives... ». Style imaginé et pittoresque de cette
langue si vivante du XVI^e siècle, comme il dépeint,
mieux que nous ne saurions le faire avec nos ex-
pressions modernes, la grande misère de ces fa-
mines si dévastatrices en vies humaines ! Ainsi s'ex-
prime la « Police de l'Aulmosne » de quelques an-
nées postérieures à ces calamités²; plus près encore
des événements, la plaquette gothique rarissime qu'est
la « Police Subsidaire »³ décrivait ces mêmes tristes
spectacles en des termes au moins aussi expressifs :
« Flotte à flotte, tropeaulx à tropeaulx, de tous costez,
« voire à plains bateaulx y est tout à ung coup des-
« cendue telle multitude de pouvres que vous eussiez
« dict que c'estoit là reste d'ung naufrage là par la
« desfortune transportée, tant estoyent alanguis, ma-

(2) *La Police de l'Aulmosne de Lyon*, petit volume de 56 pages, imprimé chez Sébastien Gryphe, 1539.

(3) *Police Subsidaire à celle quasi infinie de pources survenuz à Lyon sur le Rosne l'an mil cinq cens XXXI... dirigé à honneste homme Jehan Barril, marchant de Tholoze pour la communiquer aux hobitans d'icelle. D'ung vray zelle.* (manuscrit adressé en mai 1531 par un pieux lyonnais, probablement Jehan de Vauzelles à un compatriote, puis « dirigé » à Toulouse, et, imprimé par les soins de Barril. L'opuscule est presque introuvable) (Cf. *l'Histoire de l'Hôpital de la Charité*, 1934; De Boissieu, *op. cit.*, 1907, et, *Revue d'Histoire de Lyon*, 1909, divers articles sur l'*Aumône-Générale de 1534 à 1562*).

« cerez, chancellans, comme de faim enivrez et si
« palles qu'ilz ressembloyent à gens deterrez de leur
« sépulcre. Les ungs, ja par la desaccoustumance de
« menger avoyent les gosiers si retraictz qu'ils ne
« pouvoyent aucune viande avaller, les aultres de
« trop grand appetit presque efforcenez engloutis-
« soient tout si gouleusement que ce qui les devoit
« subsanter les suffoquoit. » ! On croirait lire du Ra-
belais, si, malheureusement, ce n'était la transcription
d'un trop véridique spectacle.

Dans cette foule il y avait des enfants, et, déjà, se manifeste la généreuse compassion des Lyonnais, présentée en termes touchants par le scribe de l'« Institution de l'Aulmosne Générale de Lyon », 1628⁴, *comme une adoption charitable* : « A cette
« arrivée inopinée (de pauvres), le peuple accourant
« sur les ports, on recogneut que c'estoit des pauvres
« affligez, qui tendoient les mains, criant : Nous
« mourrons de faim, Messieurs, secourez-nous. Et
« quoy qu'avec quelque raison on leur pouvoit def-
« fendre de descendre dans la ville, puisque la fa-
« mine y estoit très-grande, néantmoins les Lyon-
« nais ayans pitié de tant de pauvres misérables et à
« demy morts de faim, les receurent à bras ouverts :
« et n'y avoyt celuy qui ne fust bien aise d'en avoir
« dans sa maison quatre ou cinq. Et ceux qui en
« avoient le plus grand nombre, s'estimoient les plus
« heureux. *On remarqua mesmes que les petits en-
« fans de la Ville embrassoient les estrangers qui es-*

(4) *Institution de l'Aulmosne Générale de Lyon*, 2^e édition, 1628, début.

« *toient de leurs aages : et s'ils avoient du pain*
« *à la main ils leur donnoient, comme si des long*
« *temps ils se fussent cogneus; et les présentoient à*
« *leurs père et mère, les priant de les vouloir rece-*
« *voir à leur maison.* ».

Mais à cette période de secours privés, succéda l'organisation officielle d'assistance, on décida de « retirer » les pauvres « estant dehors et dedans la-dicte ville » en cinq lieux, où ils reçurent, tous les jours, des distributions en nature. La population lyonnaise fut priée de verser une contribution pour fournir à la dépense ainsi faite⁵.

Cela dura du vendredi 19 mai au dimanche 9 juillet 1531, « cinquante deux jours entiers ». Ce fut la première « Aulmosne Générale », l'Aumône provisoire de 1531⁶. En juillet, le blé étant revenu à son prix ordinaire, moyennant une « bonne aulmosne aux pauvres estrangers », on les congédia. Mais il resta suffisamment de l'argent en caisse pour que l'on songea à édifier une Aumône permanente; c'est ainsi que naquit l'idée de la véritable et définitive Aumône-Générale, celle qui allait être constituée en janvier 1534. Le projet qui est soumis aux notables de la ville, le 18 janvier 1534, par Jean Broquin, en expose ainsi les raisons : « Au nom de Dieu, amen. « Sachent tous que à l'assemblée faicte au couvent « des Cordelliers de Saint-Bonaventure, à Lion, « qui fust le 18^e Jour de janvier 1533 (a. s.), à la « rédition des comptes de l'aulmosne générale,

(5) Cf. *Histoire de la Charité; Police de l'Aulmosne*, p. 5 à 15; de BOISSIEU, *op. cit.*

(6) *Police de l'Aulmosne*, p. 11 à 15.

« faicte l'année 1531, pour ce que, par l'arrest de
« iceulx comptes, se trouve de deniers bons, et, qu'il
« y a présentement grand nombre de pouvres, tant
« malades que vallides, *petitz enfans cryans et huant*
« *de faim et de froid, nuyt et jour, par la ville, fai-*
« *sant un merveilleux ennuy par les esglises, à la*
« *confusion, crévecueur et scandalle, et perturbant la*
« *dévociion du peuple, etc...* fust proposé de mettre
« sus une autre Aulmosne et Charité... Et pour ce
« faire, fust mis en avant, de la part de Jehan Bro-
« quin, certains articles pour l'introyte et forme
« d'icelle... » ⁷. Dès 1534, dès le début, le plan constitu-
tif prévoit ainsi l'hospitalisation des « *petitz enfans* »,
en même temps que des secours aux pauvres valides
et malades. Jean Broquin propose donc, en premier
lieu « pour evicter le dangier de tant de pouvres
« filles, qui sont gastées, et de tant de pouvres petitz
« enfans ⁸, qui sont perdus et gastés » :

« Premièrement, que tous les petitz enfans ⁸, or-
« phelins, qui ne sçavent où se retirer, seront tous
« mys à la Chanal ⁹, et, là, seront faitz deux regens
« ou ung, lesquelz *leur apprendront leur créance; et*
« *quant lesdictz petits enfans auront de huict à neuf*
« *ans* faudra trouver moyen, par aulmosne ou
« autrement, les mettre de mestier qu'ils voudront
« estre;

(7) Arch. de la Charité, E⁴ (1534-1536), tout au début de ce registre, (le 1^{er} de l'Aumône-Générale), à la date du 25 janvier 1534; Cf. Inventaire Rolle, II, E, p. 2.

(8) Je signale, en passant, et, une fois pour toutes, que, dans tous nos textes d'archives hospitalières lyonnaises, le mot « *enfans* » est pris dans le sens d'*enfants* mâles, par opposition à « *filles* ».

(9) Ancien hôpital, dont il a été question en fin de notre *Titre Préliminaire*, ch. II, section 3.

« Plus, touchant les filles orphelines, l'on les mettra à Sainte-Catherine¹⁰, et, là, seront semblablement mys une, deux ou troys femmes vefves, lesquelles régenteront les dictes filles, et aussi leur apprendront quand elles seront de l'aage de cinq à six ans, à coudre et filer, affin qu'elles ne demourent oysivez; et quant quelque bourgeoise de la ville en aura à faire de quelqu'une pour servir, elle la pourra aller prendre là dedans. »

Voilà, donc, décidée la création d'*orphanotrophia* lyonnais, à l'imitation de ceux qui existaient à Paris (Hôpital des Enfants-Rouges, presque contemporain de ceux de Lyon), ces maisons d'enfants où l'Aumône-Générale, dont ils étaient comme les deux principales assises, instaurera bientôt son adoption. Il va sans dire que l'œuvre de l'Aumône ne se borne pas là, et, qu'à la suite de ces deux premiers articles, consacrés aux orphelins, des dispositions sont prévues touchant les « pauvres gens maladifz », « les pauvres mesnagiers et gens de mestier », auxquels on distribuera des aumônes, chaque semaine; on décide, encore, l'expulsion de tous les fainéants, qui devront ou travailler ou « s'absenter », et, des « pauvres passans estrangers », ainsi que le travail obligatoire pour « ceulx qui pourront travailler ». Mais il n'en reste pas moins qu'avec les *secours d'argent et en nature aux pauvres de la ville*, l'Aumône-Générale fut, essentiellement, à son début, une *œuvre d'assistance infantile* : ce caractère devait rester tout au cours du XVI^e siècle : jusque-là, l'Aumône n'eut

(10) Ancien Hôpital, Cf. *Titre Préliminaire*, Ch. III, section 3.

qu'un service hospitalier — en deux hôpitaux, la Chanal et Ste Catherine —, *celui de ses orphelins adoptés*. L'Assemblée des Notables de la ville, qui s'était réunie le 25 janvier 1534, en approuvant les dispositions du plan Broquin, donnait le jour à cette nouvelle œuvre; dirigée par huit recteurs, et munie des contributions des différents corps de la ville et des particuliers, elle fut investie de tout « pouvoir, auctorité, et puissance *quant au faict de justice* » sur les pauvres, mendiants et *orphelins*¹¹. De ce pouvoir, attribué ainsi, de police et juridiction — qui fut confirmé plus tard par Lettres-Patentes, dès 1560, — dérivent ses droits d'*inventorier*, et, de *vendre aux enchères* les biens des pauvres décédés, celui, aussi, qu'elle exerce bien souvent, de correction, son rôle de *tribunal*, dans certains cas, et d'*arbitrage*, fréquemment rencontré au cours des registres.

Mais, au XVII^e siècle, en suite de Lettres-Patentes de 1614, prescrivant le « renfermement des pauvres », l'Aumône-Générale fut une *des premières*, sinon la première¹², à ouvrir la voie aux Hôpitaux Généraux, en construisant un vaste hôpital, de 1617 à 1622, *l'Hôpital de la Charité*, qui devait servir de refuge à toute la population mendicante de la cité; successi-

(11) Elle fut, entre autres, expressement chargée de « bailler « et remectre les enfans orphelins, tant masles que femelles, « lesquelz seront aux hospitaux Sainte-Catherine et la Chanal, « pour apprendre mestier, et adouptifz, si mestier est, à tels « personnaiges et pour tel temps que bon leur semblera. » (E4, *début*).

(12) Elle est citée en exemple par le Roi en tête des Lettres-Patentes de 1672, à tous les hôpitaux de France, dont elle est dite le modèle; sur ce point, cf. LALLEMAND, *Histoire de la Charité*, qui prétend que cette affirmation est quelque peu exagérée.

vement *pauvres et vieillards* y furent abrités; les *enfants naturels*, dès 1626, y occupent des locaux spéciaux, et, enfin, les *orphelins légitimes* y furent, à leur tour, introduits, et quittèrent les deux hôpitaux qui les avaient abrités jusqu'à ce jour (en 1629, pour les Filles, 1636, pour les Garçons). L'enfant adoptif va être mêlé au sein du vaste bâtiment de la Charité avec le reste de la population secourue, avec l'enfant illégitime *non adopté*, avec l'enfant abandonné, *non adopté*, lui aussi; néanmoins, il habitera une partie distincte de l'hôpital et son adoption restera jusqu'au bout le privilège exclusif, attaché à sa légitimité. Il n'en résultera pas moins, comme je le montrerai au cours de cette étude, des assimilations progressives, qui rendront facile, avec la Révolution, la disparition du privilège des Orphelins Légitimes Lyonnais. De plus, l'œuvre de l'Aumône-Générale, dans son ensemble, va se trouver modifiée, à partir de cette date : d'assistance *extrahospitalière* — en dehors de ses orphelins hospitaliers — elle tend à devenir une œuvre essentiellement *hospitalière* : *l'Aumône-Générale tendra à se confondre avec le bâtiment qui centralise presque toutes ses activités*, le vaste bâtiment de Bellecour; l'Aumône Générale sera dorénavant pratiquement connue sous le seul nom de *l'Hôpital de la Charité*, quoique le titre officiel complet soit devenu « L'HÔPITAL DE LA CHARITÉ ET AUMÔNE-GÉNÉRALE DE LYON ». Que reste-t-il, en effet, en dehors de l'Hôpital ? Seules les distributions de secours, — qui dureront jusqu'à la Révolution, certes, — mais diminuent d'impor-

tance au profit des œuvres des divers services de l'Hôpital. La prédominance de l'Hôpital s'accroît encore au XVIII^e siècle, quand l'Hôtel-Dieu, en 1783, lui transmettra tous ses enfants assistés, orphelins, enfants trouvés, et, abandonnés, de moins de 7 ans, et, son service de filles enceintes. Il devient ainsi peu à peu, ce qu'il était encore l'an dernier, avant sa démolition, un hôpital à multiples services, où celui des « enfants assistés » ne joue qu'un rôle très restreint.

L'hôpital de la Charité continuera, aux XVII^e et XVIII^e siècles, comme l'Aumône au cours du XVI^e, à bénéficier des faveurs royales (exemptions d'impôts, lettres de garde-gardienne de 1698, octrois de privilèges, etc...).

A côté, se développe l'*Hôtel-Dieu*, le vieil hôpital, de tout temps affecté aux malades, bénéficiaire, lui aussi, de nombreuses prérogatives de toutes sortes. Si, au dire des historiens des derniers siècles, il pouvait se prévaloir d'une royale origine, et faire remonter sa création jusqu'à Childebart, l'érudition moderne a montré, par contre, qu'il a été construit seulement au XII^e siècle, par les particuliers de la ville : simple aumônerie d'abord, il devint l'Hôpital du Pont-du-Rhône; d'abord administré par les Confrères du Saint-Esprit Lyonnais (XIII^e siècle), ensuite par les religieux cisterciens d'Hautecombe (début du XIV^e siècle), puis, de la Chassagne (XIV^e-XV^e siècles), il passa, en 1478, sous l'administration directe du Consulat¹³ : si, jusqu'à cette date, l'hospitalisation y fut très insuffisante, comme le prouvent plusieurs

(13) Pour tous détails, cf. *supra*, Bibliographie indiquée, p. 209.

documents, il prit alors un essor, de plus en plus considérable; c'est seulement au début du XVI^e siècle que l'on constate, pour la première fois, à l'hôpital, la *présence d'enfants trouvés et orphelins en bas âge* hospitalisés (1516); des malades, en grand nombre commencent, à la même époque, à y affluer; dès la fin du XV^e siècle, il fut nécessaire de l'agrandir, et, au XVII^e siècle, sous l'inspiration géniale du grand architecte SOUFFLOT, il devint, la majestueuse et belle demeure que l'on admire, aujourd'hui, le long des quais du Rhône.

Voilà donc quelles sont les deux grandes maisons hospitalières lyonnaises qui, à partir du XVI^e siècle, — création de l'Aumône-Générale, développement de l'Hôtel-Dieu — vont jouer un rôle important dans la vie de la cité lyonnaise.

Le but de cet ouvrage est d'étudier l'institution originale de l'*Adoption d'Enfants*, instaurée par la première, et, pratiquée ensuite, par la seconde; nous en commençons, de suite, l'examen.

*
**

Dans l'étude, que j'entreprends, de l'Adoption Lyonnaise des Orphelins Légitimes, instaurée par l'Aumône-Générale, et pratiquée plus tard par les deux Hôpitaux de Lyon, je suivrai un *plan strictement historique*, car l'institution — nous le verrons par l'étude approfondie qui en sera faite — n'apparaît pas toujours pareille au cours de son existence : un plan simplement logique aurait eu l'inconvénient

en étudiant, les uns après les autres, les éléments de l'adoption Lyonnaise, et, de revenir sans cesse en arrière à propos de chacun d'eux, et, d'embrasser, comme une institution homogène, *cette pratique originale, qui évolua, au contraire, pendant la longue durée où elle fut en usage*. En suivant, dans un ordre chronologique, la suite de ces temps, nous serons mieux à même, alors, de dégager les caractères de l'Adoption de l'Aumône-Générale, et, d'en comprendre la véritable nature.

Nous verrons, en effet — et ici je brosse à grands traits cette évolution historique qui sera toute l'étude de notre institution — que l'Adoption de l'Aumône-Générale se présente comme *un usage dont l'apparition remonte au début même de l'œuvre* et qui fut emprunté à *la pratique Lyonnaise d'adopter*, en vigueur, alors, au XVI^e siècle. L'Adoption de ce temps, aux obligations très simples, déjà étudiées quand il s'agissait de particuliers, nous apparaîtra, dans l'usage qu'en fera l'Aumône-Générale, avec son véritable caractère *de coutume non fixée encore*, aux contours assez indéterminés, sauf quelques points déjà définitifs, et en *évolution constante, tout au cours du XVI^e siècle*. Il sera du plus haut intérêt historique, à mon sens — je souhaite d'avoir pleinement atteint le but que je m'étais fixé — de pouvoir ainsi suivre, *dans un pays de droit écrit, l'évolution d'une coutume, au sens technique du mot*, sans rapport bien certain avec le droit romain, appliqué généralement alors, dans la région Lyonnaise.

Nous assisterons, ensuite, *au début du siècle suivant*, les arêtes mêmes des siècles nous serviront de charnières — puisqu'on peut à bon droit établir le départ entre 1598 et 1602 — à un phénomène bien connu des historiens du droit coutumier, et qui est, à Lyon, d'une netteté admirable : L'USAGE SE RÉDIGE : il se fixe, alors, par l'inscription minutieuse des divers points qui le constituent, dans *le premier Règlement imprimé* de l'Aumône-Générale de Lyon, qui parut en 1605, et que de nombreuses éditions ultérieures parachèveront et compléteront. Il se fixe, ensuite, par *la série des nombreux procès* dont les débats contradictoires l'amèneront à se préciser et à déclarer ses effets (1602-1671). Enfin, il se définira par les privilèges que lui reconnaîtront *les Lettres-Patentes Royales*, qui sanctionneront, ainsi, d'une manière solennelle la pratique hospitalière (1643-1672).

C'est ainsi, que, de 1602 à 1672, *l'Adoption de l'Aumône*, simple usage hospitalier, *deviendra clairement connue par les Règlements, homologuée par les tribunaux, sanctionnée par l'autorité législative* : c'est ce que dans un titre spécial nous étudierons minutieusement : *la fixation de la coutume par sa rédaction* : mais cette fixation même aura un effet parfois inattendu; obligés de préciser le contenu de leurs droits, de défendre leur usage d'adopter, *à l'époque où semblable institution est rejetée par la Coutume Générale de France*, les Administrateurs et avocats de l'Aumône, se rattacheront à la vieille adoption Romaine, et, alors, l'Adoption Lyonnaise sortira de cette phase de controverses, fixée sans doute, mais

transformée à l'imitation de celle-ci, dont elle aura quelque peu emprunté la nature pour expliquer ses propres effets. Étonnante influence d'une institution disparue, au moment même où elle est le plus combattue ! *l'Adoption Lyonnaise deviendra, ainsi, l'héritière de l'Adoption Romaine*, et apparaîtra, désormais, comme une *survivance de celle-ci*.

A cette seconde période, succède, enfin, au XVIII^e siècle, une lente mais progressive désuétude, dans une société adverse de l'institution, d'une manière générale : restreinte, de plus, par sa réglementation même, à une seule classe d'enfants, les Orphelins Légitimes, elle apparaîtra, de plus en plus, non comme une mesure de bienfaisance, *mais une prérogative de caste*, et, au moment du triomphe de toutes les égalités, même *celle de la naissance hors mariage*, avec la *Révolution de 1789*, le *privilege des orphelins légitimes Lyonnais*, dû au génie hiérarchisé de l'Ancien Régime, devait disparaître avec lui.

Titre I. - La Coutume de l'Aumône-
Générale.

(1534-1600)

Titre II. - Le droit d'Adoption des
Hôpitaux Lyonnais.

(1601-1672)

Titre III. - Le privilège des Orphelins
Légitimes.

(1672-1793)

TITRE I

LA COUTUME DE L'AUMÔNE GÉNÉRALE (1534-1600)

Dans ce Premier Titre, nous suivrons, tout au long des registres de l'Aumône-Générale, l'évolution de la pratique d'adopter, que celle-ci instaure, comme on le verra, en 1536. Pour plus de clarté, j'ai disposé cette étude sous cinq chefs principaux : nous verrons successivement :

- I. — L'ENFANT EXPOSÉ ET L'ENFANT ADOPTIF DE L'AUMÔNE (1534-1536).
- II. — LES OBLIGATIONS D'ADOPTION, LA DOT.
- III. — LA PUISSANCE DES RECTEURS SUR LES BIENS ET LA PERSONNE DE LEURS ENFANTS ADOPTIFS.
- IV. — LE DROIT DE SUCCESSION DE L'AUMÔNE SUR LES BIENS DES ENFANTS ADOPTIFS.
- V. — LES CONDITIONS D'ADOPTION, L'ADOPTÉ.

CHAPITRE PREMIER

L'ENFANT EXPOSE ET L'ENFANT ADOPTIF DE L'AUMÔNE-GENERALE (1534-1536)

L'Aumône-Générale, constituée le 25 janvier 1534, commence véritablement le 4 mars suivant, « Premier jour de l'aumosne », lit-on sur son registre initial, E 4¹. Fondée pour venir en aide, par des distributions d'argent et en nature, aux indigents de toute sorte, elle prend soin, spécialement, nous le savons, des orphelins Lyonnais et ses deux hôpitaux de la Chanal et de Sainte Catherine sont, dès le 5 mars, sous la direction d'officiers nommés par l'Aumône, en état de fonctionner; pendant tout le mois, le service s'organise encore, et, c'est seulement le 9 avril que l'on trouve, pour la première fois, mention des enfants hospitalisés par l'Aumône, à propos du contrat d'apprentissage de Jean Magny chez le tissotier Jean Saint-Barre². Le registre tout entier, à partir d'alors, sera, en grande, partie, un relevé des réceptions d'enfants dans les deux mai-

(1) E 4, F°. 13v.

(2) E 4, F°. 26, P. J., n° 68, Adoptions par les Particuliers.

sons et de leurs baux à des particuliers comme domestiques, apprentis, ou, plus rarement, comme enfants adoptifs³.

Il faut distinguer soigneusement le premier registre E 4 de tous les autres qui le suivront et les deux années auxquelles il s'applique (janvier 1534-20 février 1536), car il n'est fait, soit dans le projet constitutif de l'œuvre de Jean Broquin⁴, soit dans les actes concernant les enfants, *aucune mention de leur adoption par l'Aumône et ceux-ci ne sont jamais appelés, comme ils le seront plus tard, « Enfants adoptifs »* de la maison. Le titre officiel, peut-on dire, la qualité de l'enfant assisté est textuellement celle-ci d'« *enfant exposé à l'Aulmosne* » (pouvre « enfant orphelin et esposé à l'Aulmosne », ou autres variantes analogues)⁵. Qu'est-ce donc que l'enfant exposé à l'Aumône ?

Aucune définition ne nous est donnée dans les registres de l'établissement sur cette qualification; pour l'expliquer nous devons donc faire appel aux sources extérieures : un nouveau-né est dit « *Expositus* », « *exposé* », quand il est abandonné par ses parents, placé en un endroit public, où des passants pour-

(3) Je rappelle (cf. Adopt. par les particul.) que les deux premiers registres des Délibérations de l'Aumône, sur lesquels ce chapitre est essentiellement fondé, sont les Reg. E 4, (1534-1536) et E 5 (1536-1540).

(4) Texte retranscrit dans Inv. Rolle, II, E, p. 2.

(5) Ainsi « *pouvre enfant de l'Aulmosne* (F° 212 février 1536), *pouvre fille de l'Aulmosne* (F° 152 v°, mai 1535), *pouvre enfant orphelin et exposé de ladicte Aulmosne* (F° 27, avril 1534), *pouvre enfant de la Chanal* (F° 152 r°, mai 1535; F° 176, r°, 5 septembre 1535), *filie pouvre, ou, pouvre fille exposée à l'Aulmosne* (F° 200 v°, 206 r°, 209 v°), *filie Orpheline et esposée de ladicte Aulmosne* (F. 29).

ront lui apporter des secours et, peut-être, le prendre pour l'élever: c'est ainsi que l'enfant exposé, c'est l'enfant trouvé, mais ainsi qualifié par rapport non pas à ceux qui le recueillent, mais, à ceux qui l'abandonnent ; ainsi le comprennent, et les dispositions impériales, depuis Constantin,⁶ et les Conciles,⁶ pendant tout le cours du Moyen-Age, qui n'ont cessé de prohiber sévèrement l'exposition des enfants, leur abandon par les parents; « enfant exposé » signifie donc simplement « enfant abandonné » quelque soit, d'ailleurs, la cause de cet abandon. Comme nous le verrons plus loin, les mesures législatives prises au Bas-Empire attribuent tout pouvoir sur l'enfant ainsi abandonné à celui qui l'élève, à son « nutritor », et ôte, également, tout pouvoir, dont ils disposaient antérieurement, aux parents naturels de cet enfant; il est attribué au nutritor, soit à titre d'esclave, soit à titre de fils, « sive servus sive filius » (Code Théodosien, V, VII, I). Avec la disparition de l'esclavage dans les pays Chrétiens, et l'adoucissement des mœurs, il ne restait plus ainsi qu'une seule situation juridique en vertu du droit romain en vigueur et des décisions conformes des Conciles (Vaison 442 — Arles 452 — Agde 505), l'enfant exposé pouvait être traité comme fils par son bienfaiteur⁷.

L'Aumône Lyonnaise, certes, est dans la situation du nutritor vis-à-vis des orphelins qu'elle recueille dans ses hôpitaux; dans le premier acte qui soit passé sur la personne d'un de ses enfants (Bail de

(6) Cf. *infra*, ch. IV, Droit de succession de l'Aumône.

(7) Pour plus de développements, cf. Ch. IV.

Jean Magny, 9 avril 1534), le petit orphelin reconnaît qu'il est enfant exposé à l'Aumône et confesse « estre iceux Srs commis ses vrais pères et pour tels « il le (*sic*) tient et ceux qui seront pour l'advenir »⁸; cette déclaration de paternité, de la part de l'enfant recueilli, avant la décision expresse d'adopter, est l'aube avant le jour, elle éclaire déjà d'une faible lueur les desseins des recteurs; le notaire Jean BOQUIN, qui composa ce contrat et le signa, nous apprend, en plus, que par disposition du « droit » (entendez du droit romain), *commis d'Aumône doivent succéder aux enfants exposés*; cette règle est toute pareille dans sa précision à celle de l'acte d'adoption, rédigé par le même notaire, le même jour, au F° suivant : « *enfants adoptifs et arrogés doivent succéder à leur père adotif et arrogant* », expression qui fut analysée précédemment⁹.

D'où vient donc ce privilège des « commis d'Aumône » ? L'origine n'est-elle pas justement dans ces dispositions insérées au Code Théodosien et dont le droit du Moyen-Age Lyonnais avait conservé la tradition ? Il y a là les prémices du droit de succession futur de l'Aumône, qui sera basé à la fois sur une renonciation présumée des parents naturels, et, le nouveau lien de filiation établi avec le bienfaiteur adoptant.

Pareille déclaration de droit successoral est édicté, déjà quelques années auparavant, au profit de l'Hôtel-

(8) P. J., n° 68, Adopt. par les Particuliers.

(9) Cf. *Supra*, l'Adoption Lyonnaise au XVI^e s., et, P. J., n° 14, Adopt. par les Particuliers.

Dieu, qui lui, recevait, depuis peu de temps, d'ailleurs, les enfants trouvés : les recteurs de cet établissement ont bien soin de recommander à l'officier préposé à la direction de la maison de ne laisser partir aucun enfant sans lui avoir fait déclarer, au moins, qu'il a été « nourri audit hospital et esdits enfans d'icelluy »¹⁰; s'il est suffisamment grand, il devra, en plus, lui faire souscrire une déclaration formelle, en vertu de laquelle l'Hôtel-Dieu lui succèdera comme son héritier ab-intestat; il faut, je crois, rapprocher entre elles les deux parties de cette décision, car il est logique de penser que c'est parce que l'enfant « a esté nourri audit hospital » qu'il peut être contraint de reconnaître ce dernier comme son successeur ab-intestat, en vertu du droit acquis par la maison, en suite de son assistance¹⁰.

L'enfant trouvé de l'Hôtel-Dieu, l'orphelin réfugié à l'Aumône-Générale, sont à cette époque, l'un et l'autre, les « enfants exposés » auxquels leur bienfaiteur, en vertu de son assistance, a le droit de succéder et possède sur eux un pouvoir assez indéterminé, mais qui puise sa lointaine origine dans les dispositions du « droit ».

Pendant deux ans environ, la situation juridique des enfants de l'Aumône n'est pas mieux précisée : leur titre est toujours celui d'« enfant exposé ». C'est en cette qualité qu'il sont baillés en apprentissage ou en service, que, même après l'adoption par des particuliers, l'Aumône, nous l'avons vu, confie par pro-

(10) Cf. *Infra*, Titre II, appendice, *l'Adoption par l'Hôtel-Dieu*; également, Titre I, ch. IV, *le Droit de succession de l'Aumône*

curation l'administration des immeubles d'un enfant à son père adoptif qui en rendra compte par devers elle, ou délivre sous caution les titres et obligations d'une petite fille à ses parents d'adoption¹¹; elle intervient ainsi dans la gestion du faible patrimoine des orphelins dont elle a la garde, même après leur adoption par des particuliers; à plus forte raison s'occupe-t-elle attentivement des intérêts pécuniers ou moraux des enfants qu'elle reçoit dans ses deux hôpitaux ou qui sont placés par elle dans la ville : néanmoins, pendant cette courte période, nous n'avons aucun texte bien net sur la question.

C'est qu'en effet, l'Aumône-Générale ne semble pas avoir encore établi clairement le régime auquel sont soumis les enfants. Dans tout le premier registre et les quinze premières pages du suivant, à partir desquelles, seulement, est mentionné pour la première fois, le mot « adoptif », la situation apparaît comme suit : 1°) Alors qu'une des conditions, exigée très tôt des enfants recueillis par l'Aumône, sera d'être originaire de la ville, on est surpris de trouver dans E 4 les nombreuses demandes (inconnues dans les registres suivants) d'enfants retirés à Ste Catherine ou la Chanal, ou placés chez des particuliers, qui rentrent dans leurs pays; on voit d'ailleurs avec étonnement des enfants recueillis par l'Aumône et originaires des pays les plus divers (Paris, Tence, Grenoble, etc.¹² : l'enfant quitte l'Aumône, muni du lé-

(11) Cf. Adoptions par les particuliers, *les Droits de l'Adoptant sur les biens de l'Adopté*.

(12) E⁴, FF. 55v, 92r, 97r, 121r, 146r, 148r, 150v. Cf. *infra*, ch. III, Sect. I.

ger subside qu'elle lui accorde, sans autre formalité, comme un passant abandonne son gîte d'une nuit. Il semble ainsi qu'il y ait là le signe que l'institution, dans les quelques mois après la création définitive de l'œuvre réservée à la population Lyonnaise, ait encore dans ses hôpitaux d'enfants quelques-uns des émigrés, qui remplirent la ville en 1531, et dont la population s'expulse lentement; dans ces conditions, l'Aumône ne pouvait organiser un régime définitif pour des assistés qui sont, en partie, des étrangers et doivent partir d'un jour à l'autre. Les demandes de subsides pour voyage se rencontrent, également, à cette époque, fréquemment, chez les autres assistés de l'Aumône, les clients des distributions périodiques. — 2°) Il semble aussi que les qualités requises chez les enfants étaient communes alors à tous les pauvres de l'Aumône; l'expression de la « qualité requise » se trouve pour l'admission aux secours, soit à propos des réclamations des pauvres secourus, soit à propos de la réception des enfants à la Chanal et à Sainte Catherine; la principale de ces qualités, en effet, est, alors, d'être pauvre, qualité évidemment commune à toute la population assistée. Il est, en tout cas, bien certain que la qualité la plus spéciale aux enfants, *celle d'orphelin*, n'est pas exigée à cette époque; *au cours de ces deux années, il n'est, peut-être, même pas un cas de réception d'enfant complètement orphelin*, ils ont tous, au moins, un de leurs parents vivants. (Nous verrons que cela continuera, d'ailleurs, dans la suite, pendant assez longtemps).

L'Aumône, de 1534 à 1536, n'a donc pas encore précisé le régime juridique de ses enfants hospitalisés, et, pendant deux ans environ, sous cette dénomination vague d'« exposés », ils sont, en fait, sans situation définie, assimilés au reste de la population secourue. Il est vraisemblable d'admettre, ou bien, qu'ils n'étaient pas alors adoptés, ou bien, que leur adoption n'était pas nettement précisée. Il est, d'ailleurs, normal que, pour l'Aumône, comme pour toute œuvre, au début, il y eût un temps de flottement; l'Aumône naissante, incertaine encore de ses premiers pas, doutait de sa longévité, elle craignait — et ses craintes ne devaient pas disparaître bien vite ¹³ — de disparaître, de « défaillir » selon le langage de ses scribes; dans ces conditions, une organisation bien nette — qui n'apparaît pas au simple point de vue matériel (hésitations touchant Ste Catherine, organisation précaire à la Chanal) — ne pouvait être établie d'emblée au point de vue juridique.

Nous allons essayer maintenant de nous rendre compte à quelle époque exacte et dans quelles conditions — assez mystérieuses — apparaît l'adoption de l'Aumône; avant tout, répétons qu'on ne la trouve qu'à partir du registre E 5 (1536-1540) :

Le premier acte, où elle est mentionnée, est *le contrat d'apprentissage du 12 mars 1536 (E 5. F^o 15)*.

(13) Pareilles craintes se révèlent souvent tout au long du premier siècle de l'existence de l'Aumône-Générale, particulièrement, en 1562, au moment de l'occupation de la ville par les protestants du Baron des Adrets où elle fut bien sur le point de ne plus pouvoir continuer.

F^s REGISTRE (Année 1536)

F ^{os}	Adoption par des particuliers	Mention du nom « adoptif » se rapportant à l'Aumône.	Evolution de la situation juridique des enfants reçus à la Chanal et à Sainte Catherine.
5		(Dim. 24 février 1536). — Lesdicts sieurs ont affirmé Jane Fille de Jacques Cloustrier à Ysabeau femme de Gaspard Fredel demeu- rant en ceste ville présente pour cham- brière pour une année commençant au- jourd'huy et semblable jour finissant, etc..	
15		(Dim. 12 mars 1536). — Lesdicts sieurs ont baillé à Benoist Ferrier espin- glier demeurant en gorguillon pour apprentif Jehan fils de pour 4 ans Jehan tisserant <i>Adotif à l'Aul- mosne</i> , pour quatre ans qui commenceront aujourd'huy Bail pour 6 ans A esté baillé André fils de feu Michel Boley, en son vivant de Saint Georges de Lyon, pource enfant orphelin, <i>adotif à la- dicte Aulmosne</i>	
19		(Dim. 19 mars 1536). — Lesdicts sieurs ont baillé Marguerite fille de Je- han Davignon, native de Lyon, pour <i>fille adoptive à l'Aul- mosne</i> A Françoise femme de Benoist ferrier demeurant en 3 ans Gorguillon pour La servir pour troys ans commencez aujour- d'huy et semblable jour finis- sans	(Dim. 19 mars 1536). — « A esté ordonné que Claude donnée de Claude Livet serrurier de Lyon sera remise à L'hospital Sainte Catherine pour illec estre entretenue avec les autres filles. »

E^s REGISTRE (suite)

F ^{os}	Adoption par des particuliers	Mention du nom « Adoptif » se rapportant à l'Aumône.	Evolution de la situation juridique des enfants reçus à la Chanal et à Sainte Catherine.
22			(2 avril 1536). — (Bureau consécutif à celui du 19 mars 1536). « A esté ordonné que Catherine Bartholomie pouvre fille orpheline .? sera retirée à l'hospital Sainte Catherine pour illec estre nourrie, entretenue et instruite comme les autres petites filles et avec elles. »
45	Adoption d'une fille Dim. 21 mai 1536		(Dim. 28 may 1536). — Ne sont pas reçus à la Chanal les enfants en trop bas-âge.
47			
48	Adoption de filles Dim. 28 may 1536		(Dim. 18 juin 1536). — « Hugues, filz de Jehan Blanche, tisserand de Lyon a esté mis à l'hospital de la Chanal du consentement de son père, et sa mère et moyennant ce, l'Haumosne luy a esté ostée. » <i>Filz adoptif</i>
52 <i>1^{re} mention d'adoptif d'un enfant de la Chanal</i>			id. « François filz de Bastien de Villetourt a esté remys à l'hospital de la Chanal pour illec estre nourry instruit et entretenu avec les autres du consentement de sa mère. » <i>Filz adoptif</i> « Idem, sauf le nom (Claude Bortholot). <i>Filz adoptif</i> Idem, sauf le nom (Claude Tatu) et suppression « du consentement de sa mère. » <i>Filz adoptif</i>

E⁵ REGISTRE (suite)

F ^{os}	Adoption par des particuliers	Mention du nom « Adoptif » se rapportant à l'Aumône.	Evolution de la situation juridique des enfants reçus à la Chanal et à Sainte Catherine.
54 1 ^{re} mention d'adoptive d'une fille de Sainte Catherine			id. « Claude fille de Bertrand Jay, orpheline a esté remise à l'hospital Saincte Catherine pour illec estre nourry, instruite et entretenue avec les aultres du vouloir et consentement de Anthoinette, femme de christofle Beneyton, sa tante. » <i>Fille adoptive</i>
55			(Dim. 25 juin 1536). — « Jaques et Anthoine filz de feu Claude moyne en son vivant manouvre du port Charlet ont esté bailléz à l'Aulmosne pour <i>enfants adoptifz</i> et remis à l'hospital de La Chanal pour illec estre nourryz, instructz et entretenuz comme les aultres enfans d'icelle Aulmosne. » <i>Filz adoptifz</i>
57			Enfants en bas-âge, placés à l'Hôtel-Dieu en attendant qu'ils soient d'âge pour être admis à La Chanal ou à Ste Catherine.
67			(6 août 1536). — Adoption par les Recteurs de l'Aumône de trois enfants orphelins de mère seulement, avec injonction à leur père de se désister de la jouissance de leurs biens, qui sont mis en location par les sieurs Recteurs. (Cf. F^{os} 69-70-76, etc...). « Enfans adoptifz de Estienne du Du Vivier »
61	Adoption d'une fille Dim. 9 juillet 1536		

La première admission comme enfant adoptif est en date du dimanche, 18 juin 1536 (E 5, F° 52).

Le tableau synoptique qu'on voit ci-dessus en rend mieux compte encore.

Plusieurs remarques doivent être faites :

1°) *Il n'est pas trace dans les registres de l'Aumône, qui sont pourtant les relevés de tous les actes et de toutes les délibérations du bureau, d'une délibération quelconque des recteurs de l'Aumône par laquelle ceux-ci auraient décidé solennellement d'adopter dorénavant les enfants qu'ils recueillaient.* Le scribe a simplement mentionné, *en seul qualificatif*, le caractère d'adoptif de l'enfant baillé en apprentissage ou reçu à l'hôpital. Tout se passe comme si ces enfants possédaient déjà, antérieurement à leur bail, ou automatiquement, par suite de leur réception même à l'Aumône, l'attribut d'enfant adoptif de la maison : ainsi, au F° 55 seulement, apparaît la 1^{re} mention d'un acte d'adoption véritable, quand on lit, à la date du 25 juin, « que Jaques et Anthoine, « filz de feu Claude moyne,..... ont esté baillez à l'aul-
« mosne pour *enfans adoptifz* », mais, pour Jean TISSERANT, André BOLAY, et, Marguerite DAVIGNON, ces enfants, qui sont déjà à l'Aumône depuis un certain temps, sont considérés comme enfants adoptifs, pour la 1^{re} fois, dans leur bail, sans qu'aucune décision ait été prise à leur égard : l'analyse minutieuse que j'ai faite des deux registres E 4 et E 5 me permet de l'affirmer absolument. *Il est donc très curieux de relever que la première mention de*

l'adoption de l'Aumône apparaît incidemment à propos d'un contrat d'apprentissage.

2°) Des enfants sont, en effet, qualifiés d'adoptifs qui n'ont pas été reçus, à ce titre, à leur admission. Deux exemples :

a) Une fille, Marguerite Davignon, sus-nommée, la 1^{re} qualifiée d'« adoptive à l'Aulmosne ».

Acte d'admission. — « A esté remise à sainte Catherine par ordonnance, marguerite fille de feu Jehan davignon pouvre fille orpheline. »

(Dim. 13 Février 1536, E 4, F° 211 r.)

Bail de services. — « Lesdicts sieurs ont baillé Marguerite, fille de Jean davignon, natifve de Lyon, « *pouvre fille adoptifve à l'Aulmosne*, à Françoise, « femme de Benoist ferrier..... »

(Dim. 19 Mars 1536, E 5, F° 19).

b) Un garçon, Jean Giner, cas pris uniquement dans le reg. E 5 :

Acte d'admission. — « A esté ordonné que Jehan, « fils de denys Giner, tisserant (*sic*) de Grollée, sera « remis à l'hospital de la Chanal pour illec estre *entretenu, nourrir (sic) avec les aultres petiz (sic)* « *enfans.* » (Dim. 19 Mars 1536, E 5, F° 20).

Quinze jours après :

Contrat d'apprentissage. — « A esté bailler (*sic*) « Jehan, filz de denys Giner, tisserant, demeurant « en Grollée, *espousé et adotif à ladicte aulmosne*, « à Estienne bayard, fondeur, demeurant en bourgneuf. » (Dim. 2 Avril 1535, E 5, F° 24).

Dans l'exemple choisi précédemment de Marguerite Davignon, le changement de registres entre les deux actes pourrait faire croire, à la rigueur, à une erreur du scribe, mais le bail et l'admission de Jean Giner sont dans le *même* registre, à deux réunions *consécutives* du bureau, et, 4 F^{os}, *seulement*, les séparent.

3°) Enfin, en ce même 2 avril 1536, où Jean Giner est affermé par les recteurs, la liste des trois contrats d'apprentissage, les uns à la suite des autres, le 1^{er} immédiatement avant, le 3^e immédiatement après celui de Jean Giner, est singulièrement instructive : ces trois actes passés, en effet, au *même* bureau, le *même* jour, par les *mêmes* recteurs, devant les *mêmes* témoins, sont, malgré la diversité des cas et des maîtres choisis, *identiques dans leur fond et les clauses souscrites*; or le premier est passé sur un enfant seulement « *exposé* », le deuxième, sur un « *exposé et adoptif* », le troisième sur un « *adoptif* » purement et simplement¹⁴; ce

(14) E⁵, FF. 23, 24, 25, Dimanche 2 avril 1535 (en marge : « bail de fille pour III ans »). « A esté affermé (sic) et loué (?) par lesdicts sieurs Jane Mallette, fille de Michel Mallette, *pouvre fille espousée à Lad. aulmosne* à Jehan craycher allemand batteur d'or demeurant en la rue de bonnevault près chieu (sic) molares (?) pour troys ans commencez aujourdhuy et semblable Jour finissans Lesdicts troys ans, premièrement revoluz et passéz pour le pris assavoir de pour la première année de vingt solz pour la seconde de deux Livres et pour la tierce de troys livres qui est en tout la somme de six livres tournois Laquelle somme Ledict craycher confesse debvoir à cause de ce présent bail et icelle promet payer ausdicts sieurs à la fin dudict terme et bien et deument entretenir d'habillemens durant ledict temps Ladict Jane et a la fin dudict terme Icelle randre ausdicts sieurs lesquelz seront tenuz L'habiller comme les autres filles de Ladict aulmosne baillez à bail faict au bureau les an et jour et es présences que dessus. »

(en marge : « bail de filz pour III ans »)

« A esté bailler Jehan filz de denys giner tisserant demeurant

rapprochement fortuit de textes atteste ainsi le passage et nous fait sentir comme palpable le glissement de l'une à l'autre de ces conditions, la condition originelle de l'« enfant exposé à l'aumône » à celle de l'« enfant adoptif » qui désormais la remplacera.

Une conclusion importante se dégage déjà de la confrontation de ces trois textes : celle que, si les actes faits sur la personne des enfants de l'Aumône, « enfants exposés », ou « enfants adoptifs, sont semblables, c'est, bien probablement, que leur condition juridique est pareille, mais que le terme d'adoptif qualifie mieux ce qu'exprime par trop confusément le mot, mal « délatinisé », d'« exposé ».

4°) De plus, l'étude attentive de ce registre E 5, où apparaît pour ne plus changer la qualification nouvelle des enfants de l'Aumône, suscite une dernière constatation d'importance : Une fois la mention d'adoption apparue dans le contrat du F° 15, même après qu'elle eut été insérée en marge de l'admission d'un enfant au F° 52, croit-on qu'elle continue à

« en grollée espousé et adotif à ladicte aulmosne à Estienne bayard
« fondeur demeurant en bourgneuf pour luy apprehendre Le mes-
« tier de fondeur pour troys ans et sera tenu entretenir, habiller
« durant ledict temps et à la fin d'icelluy le Rendre ausdicts sieurs
« pourveu que lesdicts sieurs seront tenuz L'habiller à présent
« comme les aultres baillez à bail de Ladicte aulmosne les an et
« jour et es présences que dessus. »

(en marge : « bail d'enfant pour V ans »)

« A esté baillé françois filz de Anthoine fabre mercier (?)
« de bourgneuf enfant adotif à ladicte aulmosne à Jehan Roge-
« mont tissotier demeurant à La cousté Saint Sébastien pour Luy
« apprehendre son mestier de tissotier pour cinq ans aux condi-
« cions et qualitez que Les aultres de ladicte aulmosne et seront
« tenuz lesdicts sieurs L'habiller à présent à la sorte et manière
« des aultres ».

être inscrite dans tous les actes qui suivront ? Nullement, l'enfant est tantôt qualifié d'adoptif, tantôt d'exposé et d'adoptif, tantôt seulement d'exposé, voir même d'orphelin. Si l'on admet qu'une décision du bureau, au début de mars 1536, par exemple, dont il ne serait resté aucune trace dans les registres, ait établi pour l'avenir le régime de l'adoption, et remplacé ainsi un état juridique imprécis par un droit bien déterminé, il est tout à fait déroutant, alors, de constater, non seulement au début, mais encore jusqu'au F° 92 (pour les réceptions), et F° 127 (pour les apprentissages), que les enfants sont tantôt qualifiés d'enfants adoptifs, tantôt d'enfants exposés. Les diverses mentions alternent selon la fantaisie du scribe; une décision du bureau établissant l'adoption aurait fait normalement disparaître les mentions antérieures d'exposition. Il semble donc, que les états d'exposés et d'adoptifs étaient déjà semblables; la qualification d'adoptif n'aurait, alors, été inscrite par le scribe du reg. E 5 que parce qu'il la trouvait plus claire que celle employée par son collègue, le rédacteur de E 4, et en conséquence l'enfant exposé à l'Aumône de la période 1534-1536 est véritablement déjà son enfant adopté. S'appuyant, ou non, sur les prescriptions romaines, le « nutritor » Lyonnais du XVI^e siècle traite « ut filius » le « puer parvulus expositus » (Théod. V, VII; Justin., VIII, II, 3, 4). Il y a, probablement, un peu de flottement au début dans la situation juridique des premiers enfants de l'Aumône, et, pour fixer bien nettement la condition de ces enfants, l'expression obs-

cure d'« enfants exposés » est remplacée par la définition, claire, à cette époque, d'« enfants adoptifs ». Mais le rédacteur la mentionne, quand il y pense, et, dans bien des cas, reprend l'ancienne. On reviendra, sur ce point, à propos du droit de succession.

Il devient alors compréhensible qu'un enfant, non déclaré adoptif dans son acte de réception, soit qualifié tel peu après, et, remarquons bien, alors, dans quelles conditions cela se produit : la mention d'adoption, qui n'est, donc, dans ces cas, mentionnée qu'une fois, ne l'est pas dans l'acte de réception, mais dans le bail de l'enfant; en effet, celui des deux actes, où il était le plus utile de préciser nettement la situation juridique de l'enfant, est, sans conteste, son bail, car il faut avertir le patron ou le maître de l'enfant de la qualité exacte du serviteur ou apprenti qui lui est remis, et quels sont sur lui les droits de la maison qui le lui adresse, pour qu'il sache au juste quelles obligations éventuelles il peut avoir à assumer : c'est à cause de cela, bien probablement, que la première mention qui soit faite du caractère d'adoptif des enfants de l'Aumône le soit précisément dans un contrat d'apprentissage ¹⁵.

La similitude des obligations contractées, des actes passés avant comme après la mention expresse d'adoption, aboutit à la même conclusion : c'est que, probablement, avant comme après, l'Aumône traite l'enfant comme fils, mais ne l'a pas encore adopté expressément.

(15) Cf. *Tableau*, Bail de Jehan TISSERANT, 12 mars 1536, E5, F^o 15.

L'enfant exposé est un adopté en puissance. Mais, si une adoption de fait existait déjà, avant 1536, elle n'était pas déclarée expressément pour telle. Or, cette déclaration est absolument indispensable, on peut même dire que, sans elle, une institution de droit civil, comme l'adoption, ne peut produire d'effets utiles. Nul, d'ailleurs, ne peut supposer qu'une adoption, qui n'est pas déclarée, était pratiquée, si par contre on peut conclure, comme nous le faisons ici, de l'adoption expresse de l'avenir, à une adoption de fait antérieure.

Si, donc, de 1534 à 1536, le régime de l'enfant est encore indéterminé, *sa condition est précisée au début de 1536, et, assimilée, à une adoption*; les enfants recueillis antérieurement sont certainement censés, avoir été également adoptés, au moment de leur réception à la Chanal ou à Sainte Catherine.

Avant de commencer l'étude approfondie de l'adoption de l'Aumône-Générale, prenons rapidement, connaissance de quelques textes. Le 1^{er} acte, où la qualité des enfants soit *clairement mentionnée*, est ainsi rédigé :

« Jaques et Anthoine, filz de feu Claude moyne, en son
« vivant manouvre du port Charlet, ont esté baillez à l'Aul-
« mosne pour *enfans adoptifz*, et remis à l'hospital de la
« Chanal pour illec estre nouriz, instructz, et entretenuz
« comme les aultres enfans d'icelle aulmosne. » ¹⁶.

Les obligations ainsi précisées n'apparaissent pas clairement encore le résultat de l'adoption. Mais quel-

(16) E5, F^o 55, 25 juin 1536. J'insiste sur le mot *clairement*, car dans les contrats d'apprentissage et réceptions précédentes, le mot « adoptif » a bien été déjà rencontré, mais en simple qualificatif ou mention marginale. (Cf. *Tableau*).

ques F^{os} plus loin, se présente un cas, sur lequel nous reviendrons d'ailleurs; après un long exposé des motifs, les enfans d'Etienne Du Vivier sont ainsi recueillis par les Recteurs :

« ...A esté ordonné que lesdicts troys enfans seront retiez à l'aulmosne et par icelle ont esté *prinz pour enfans adoptifs aux conditions et modifications d'adoption*, et « miz assavoir les deux filz à l'hospital de la Chanal et la « fille à l'hospital Sainte Catherine... » E5, f^o 67, 6 août 1536).

Quelles sont donc les « *condicions et modifications d'adoption* » ?

Il est assez curieux qu'il faille attendre dix ans pour les voir développées dans les actes : remarquons que ce sera à la même époque que, dans les actes d'adoption par les particuliers, se trouveront également mentionnées et développées les « conditions et modifications d'adoption ». Jusque là, la formule insuffisamment précise de l'acte, cité ci-dessus, du 25 juin 1536 (E5 F^o 55) revient sans cesse.

A la date du 15 septembre 1549, dans le Reg. E7 (F^o 312) la formule de l'adoption se précise :

« Jane fille de Michel Laignier a esté donnée par son père « à l'Aulmosne et par icelle retenue pour *fille adoptive aux conditions et modifications d'adoption* assavoir que les- « dictz Srs recteurs ont promis bien et deuement *nourrir, instruire, allimenter et vestir* ladicté Jane et icelle *douer* « selon son estat et aux despens de ladicté aulmosne et « pour ce faire a esté ordonné que icelle Jane sera mise « à l'hospital Sainte Catherine, avec les aultres filles *adoptives* de ladicté aumosne. »

Au F^o 380 du même reg., 6 juillet 1550, les obligations bilatérales apparaissent à leur tour :

« Loyse Tissot pouvre fille orpheline a esté mise à l'aul-
« mosne et par icelle retenue *pour fille adoptive aux condi-*
« *cions et modifications d'adoption assavoir*, lesdictz sieurs
« ont promist bien et honnestement instruire, enseigner,
« nourry (sic), alimenté (sic) et entretenir ladicte Tissot de
« tous habillemens, la douer comme une aultre des filles
« de ladicte aulmosne et ladicte Loyse a promist leur obéyr
« et faire comme une fille doit faire à son propre père. »

Nous sommes, désormais, en présence d'une adoption, conçue, comme nous le voyons, dans les mêmes termes que celle faite alors par les particuliers, autrement dit, l'adoption ordinaire Lyonnaise du XVI^e siècle. Les mêmes obligations sont énoncées dans les deux sortes d'actes; d'ailleurs, un acte du reg. E 9 nous apportera la preuve de la similitude des deux opérations : au F^o 324 de ce reg., à la date du 28 juin 1559, nous lisons, en effet, en plus de la mention encore survivante d'« enfant exposé », les deux adoptions consécutives :

Fille
adoptive

« Benoiste pontheuse a esté exposée à
« l'Aulmosne, et, par icelle retenue aux
« conditions d'adoption, remise à Jehan
« Bonnet, fourbisseur, et Anthoinette Lom-
« bard, sa femme, aux *mesmes conditions*
« d'adoption. »

Les deux adoptions, aux mêmes conditions, sont donc semblables, elles ont la même nature, et doivent produire les mêmes effets. Mais l'adoption par les particuliers, nous l'avons vu, nous est, en somme, assez peu connue. Il en est bien différemment de l'adoption par l'Aumône-Générale : grâce, en effet, aux registres et documents de la maison, nous pouvons suivre, année par année, l'évolution de l'institution, sur laquelle nous avons des renseignements, sinon très clairs, du moins nombreux.

CHAPITRE II

LES OBLIGATIONS D'ADOPTION, LA DOT

En prenant comme point de départ, pour l'étude de l'adoption de l'Aumône-Générale, les actes qui ont été cités, les effets de l'adoption comprennent, tout d'abord, une série *d'obligations*; ce sont : des *obligations matérielles* et *l'obligation de douer*.

1° *Obligations de soins matériels* : les recteurs de l'Aumône s'engagent à une triple série d'obligations envers l'enfant qu'ils adoptent : en effet, on voit, si l'on néglige les expressions synonymiques, qu'ils promettent de le :

Nourrir (doublé quelquefois d'« alimenter »),

Vestir (ou « entretenir d'habillemens »),

Instruire (doublé, quelquefois, d'« enseigner »).

A ces obligations matérielles, spécialement édictées, s'ajoutent évidemment l'entretien, le logement, les soins médicaux, toutes choses dont nous voyons les recteurs s'occuper avec diligence. Je ne m'attarderai pas, néanmoins, sur les obligations de soins matériels inscrites dans l'acte d'adoption, et, qui somme toute, pourraient être le fait simplement de tout bon administrateur. L'étude de cette série d'obligations n'a pas, de plus, sa place dans le plan strictement

juridique du sujet, traité ici; elle colorerait, certes, de touches pittoresques, par un vivant tableau d'histoire locale, l'étude un peu sévère de ce travail; mais pareils développements nous entraîneraient trop loin; on trouvera, en note, les principaux points sur ces questions, au cours du XVI^e siècle¹.

(1) *Nourrir* : c'est, avec le choix du gîte des enfants, la première préoccupation de l'Aumône naissante. En même temps que les Recteurs, un « conducteur des munitions » de l'Aumône, chargé particulièrement de fournir aux deux hôpitaux de la Chanal et de Sainte Catherine les vivres nécessaires est nommé : dès le 4 mars, « Jehan Marchant », le fonctionnaire en question, est chargé « d'accepter une botte (?) d'uylle, une caque poisson, une « balle figues pour fournir aux hospitalux des orphelins de jour « en jour ainsi qu'il verra estre à faire ». On laisse, d'ailleurs, ajoute le texte, les fournitures à la charité et discrétion « de « ceux qui en auront la charge pour en randre (sic) compte cha- « cune semaine ». Les efforts des Recteurs sont, sans cesse, de remédier à un état qui laisse trop souvent à désirer : ainsi, ce « mandement » (ordre des recteurs), que nous relate le même registre E⁴, l'année suivante, 19 décembre 1535 (F. 199) : « Par ce « qu'il est devenu de la notice de Messieurs que les enfants de « La Chanal n'ont aucune lumière au soir pour veoir, manger, « cocher... ordonne d'acheter de l'huile de laquelle sera distribué « tant pour potaiges que pour lumière » ! D'après DRIVON qui a étudié l'histoire de l'Hôpital de La Chanal, la nourriture à l'hôpital des orphelins était nettement insuffisante (il cite le compte de boucherie de 1535, Cf. DRIVON, *Hôp. de la Chanal*, p. 24), et, ce n'est que trois ans après l'ouverture de l'hôpital qu'on constate cette insuffisance; pour Ste Catherine, ce dut être pire encore : au début de 1535, il est payé 28 l. 1 sou 5 deniers Ts., pour 1225 l. de bœuf, fournis d'octobre 1534 au Carême 1535, et, sur le total, 1075 l. ont été utilisés pour la Chanal et 150 l. seulement pour Ste Catherine ! Plus tard, les Recteurs obtiendront le terrain et le verger proches l'Hôpital de la Chanal et, décident alors de faire cultiver le terrain pour fournir des légumes aux enfants, dont l'ordinaire s'améliore par l'acquisition d'un, puis de deux pourceaux, car « il a été remontré au bureau qu'il n'y a aucun lard pour faire du potaige » ! Pendant le Carême, on peut se faire une idée de la nourriture : « caque de hareng à 18 l. 10 sous, « un cent de merluche à 8 l., 200 l. de pruneaux à 4 l. 12 s., une « botte d'huile d'olive de 147 l., à 19 l. 10 s. la charge, 130 l. de « fromages de Savoie à 4 l. 10 s. le cent, 112 l. de fromages de « Milan », etc... les jours de fête on leur donnait quelquefois des « radisses » et, le mardi-gras, des « hagues » (DRIVON, *op. cit.*, p. 26; Inv. ROLE, E8, p. 26).

2) *Vestir* : les registres sont remplis de mentions relatives aux habillements des enfants adoptifs : cette question fait l'objet, tout particulièrement des contrats d'apprentissage : les recteurs

2° Une obligation plus juridique, et, particulière à l'adoption est la clause de « douer », que nous trouvons également dans les adoptions par les particuliers de la même époque : elle a été, à cette occasion, étudiée ², examinons là, cette fois, dans les adoptions

promettent d'habiller les enfants, qu'ils donnent en apprentissage et les patrons ou maîtresses, les « entretenir d'habillements » pendant le temps qu'ils restent en services ». Il en est ainsi encore en novembre 1552, mais une ordonnance rectorale précise qu'à l'avenir les filles « mises à maîtres » ne seront plus vêtues « aux despens d'icelle, ains seront habillées par leurs maîtres » et maîtresses, et sur leurs gaiges » (E⁸, F. 37). Mandements aux « couturier », « tisserand », « cordonnier », chaussetier », etc... pour le payement de leurs travaux touchant les vêtements et la chaussure des enfants de l'Aumône. En 1536, les enfants exposés sont *vêtus en blanc* : les garçons ont des « sayons » (vêtements en drap de Mende), décorés de *lions en drap blanc*; le brodeur Claude Clessard (probablement l'adoptant de 1535, cf. Acte d'adoption du 16 mai 1535, P. J. Adopt. par les Particuliers, n° 6, 2°) en confectionne 42; le couturier Claude Baillif, à la même époque, fait *21 robes neuves en drap blanc* pour les filles de Ste Catherine (E⁴, F. 201^v et 202^r et, Inv. E⁴, p. 7) : ce n'est que bien plus tard que les enfants seront vêtus de *bleu* (vers 1615). (Cf. Titre II, 1^{er} Ch., Emancipations).

Instruire. De nombreuses mentions également touchent l'instruction; on apprend à lire, à écrire aux enfants. Le « magister » de La Chanal en entrant en charge, promet, entre autres choses, « d'endocotriner » les enfants; un adjoint lui est donné, car il ne peut suffire seul, « attendu la multitude d'iceulx » (E⁸, F° 437). Des « livres d'heures » sont achetés aux adoptifs. Quant aux filles adoptives, il faut signaler qu'elles furent *les premières ouvrières de la soie à Lyon*, où cette industrie, qui fit la prospérité de la cité, fut introduite vers 1535 : sur les instances d'Etienne Turquet, qui, avec Naris, fut l'instaurateur de la soierie lyonnaise, une maîtresse apprend aux filles à « devuyder la soie à l'hospital Ste Catherine » (E⁵, F. 182). — *Les soins médicaux* sont fournis par le médecin de l'Hôtel-Dieu. Une épidémie de « malle rasche » (teigne), en 1534, (E⁴), une épidémie bien plus grave, de peste, en 1546 (E⁶, FF°^s 547 à 565) nécessitent des précautions spéciales, et des mesures d'isolement. Une infirmerie est plus tard créée, aux hôpitaux eux-mêmes, et les enfants seront dorénavant soignés sur place, sans être obligés d'aller à l'Hôtel-Dieu (E⁸, Inv., pp. 26-27).

Je borne là ces quelques indications beaucoup trop sommaires, mais, elles sont citées seulement à *titre indicatif* (pour plus de détails, cf. *Histoire de l'Hôpital de la Charité*, et, DRIVON, *Hôpital de La Chanal*), car mon but n'est pas de faire une histoire des hôpitaux de la Chanal et Ste Catherine.

(2) Cf. Adoptions par les particuliers, *Effets de l'acte d'adoption*, L'obligation de Dot.

par l'Aumône, et, d'après les textes précis que nous possédons en abondance sur les dots :

Nous étudierons d'abord, *la dot, en elle-même*, montant et caractère juridique, puis, le *Consentement des Recteurs au mariage*, et la *forme des contrats matrimoniaux* des enfants adoptifs de l'Aumône.

SECTION 1

LA DOT.

La Dot n'apparaît pas de suite avec ses caractères définitifs : à partir de quelle époque en constatons-nous l'existence ?

A en croire certaines mentions de registres récapitulatifs du bureau, composés au XVIII^e siècle, ou, **des additions** postérieures en marge de registres anciens, la première constitution dotale remonterait, soit au 30 mai 1546 ³, en faveur de Marguerite Davignon, soit en 1549 ⁴, au profit de Marguerite Queymit. Les auteurs de ces notes n'ont pas pris la peine de vérifier l'exactitude de leurs dires : car, outre qu'ils se contredisent déjà l'un l'autre, l'examen des registres de comptabilité, plus encore que des actes du bureau, montre qu'elles ont apparu plus tôt : on trouve des sommes d'argent versées à des adoptives pour mariage depuis 1541, et le chapitre « des pense pour marier pouvres filles » apparaît pour la pre-

(3) E⁶, F. 568.

(4) E⁶⁶, Inv. III, p. 125.

mière fois dans le registre E 153 de la Comptabilité (1540-42) ⁵. Néanmoins, *pendant un certain temps, une dot véritable, don en faveur du mariage, n'apparaît pas nettement* : à la fille qui va se marier et en avertit les recteurs, *ceux-ci lui remettent simplement l'argent gardé aux coffres de l'Aumône et qui lui appartient du chef de ses parents*, ce qui explique la très grande diversité des sommes allouées (30 Livres, 20 L., 42 L., 100 L., 65 L., 10 L., 6 L., registres de la comptabilité). Y joignent-ils quelque chose de plus des deniers particuliers de l'Aumône, cela ne semble pas, pour de l'argent, mais *ils fournissent généralement les habits nuptiaux* (E ¹⁵³), (E⁶).

La 1^{re} constitution de dot expressément mentionnée est celle de Madeleine Prost : « payer à Magdeleine, fille de feu Jehan Prost, pour son doct de mariage que messieurs les recteurs luy ont cons-titué... » ⁶, mais, chose curieuse, de suite après, on voit qu'en échange de ce « doct », Madeleine Prost leur vend une maison qui appartient à son père ! La dot apparaît, ici, comme dans les cas précédents, la remise du prix de la maison ! Singulière manière de doter !

Dans E ¹⁵⁸ (1545-46), au même chapitre, « despense pour marier les puvres filles de l'Aulmosne », le 2^e cas cité contient des mentions intéressantes, à la date du 7 février 1546 ⁷.

« A George Genon, mary de yzabele bonnechière,

(5) P. J., Dots, Consentements à mariage, et, Contrats matrimoniaux, n° 2.

(6) E¹⁵⁷, F° 75, 25 janvier 1545; P. J., N° 4.

(7) E¹⁵⁸, F° 81, 7 février 1546; P. J., n° 5.

« fille adoptive de ladicte aulmosne, *pour les robes*
« *et cœtes nuptiaulx que messieurs les gouverneurs*
« *de ladicte aulmosne ont donné et constitué (sic) en*
« *dotte (sic) de mariage de ladicte Yzabele...* » et en
marge l'importante précision suivante : « (comme) ap-
« pert par promesse faicte par lesdicts sieurs de l'au-
« mosne *mariant* ladicte Yzabeau » ; ainsi les recteurs
constituent bien une dot véritable *mais uniquement*
encore limitée aux habits de noce : les « cottes » et
les « robbes » données dans les cas précédents, de-
puis 1541 ⁸, présentent ce caractère, *la dot est donc uni-*
quement en nature.

De plus, nous voyons, que quoique, déjà, le mariage
soit reçu par le secrétaire de l'Aumône en juin 1542 ⁹,
néanmoins, le contrat de mariage de Madeleine Prost,
le 20 janvier 1545 ¹⁰, est reçu par un notaire extérieur
à l'Aumône, M^e Etienne Quentin, qui l'apporte, en-
suite, au bureau, afin que, précise le texte, il soit mis
« aux archives de ladicte Aulmosne avec les aultres
tiltres. » Or, dans le dernier cas cité du 7 février
1546, c'est clair : la dot des recteurs est promise,
lorsqu'ils marient « ladicte Yzabeau » ; puisque, donc,
les recteurs la marient, c'est que le contrat est fait,
déjà, dans ce cas, au bureau de l'Aumône.

Un peu plus loin, nous lisons le cas signalé par une
annotation marginale du XIX^e siècle comme le 1^{er} cas
de constitution de dot : celui de Marguerite Davi-
gnon, en Mai 1546 ¹¹. Néanmoins, nous voyons que la

(8) Cf. P. J., n° 2 à 5.

(9) Mariage de Claude Gay, E¹⁵⁵, P. J., n° 2 bis.

(10) E¹⁵⁷, F° 75, P. J., n° 4.

(11) E³, F. 568 ; P. J., n° 11.

somme allouée bénévolement par les recteurs, s'ajoutant à celle de « Vingt troys livres et dix neuf solz qu'elle a en la quaysse (sic) », est, seulement, d'un peu plus de *six L. ts*, qui lui est donnée « par pitié et charité » ! Une pareille dot, aussi modique, présente seulement le caractère d'une aumône : la 1^{re} dot, fournie par les recteurs, en argent est, donc, *une contribution aumonière donnée par charité*. Il en est ainsi dans tout le registre E⁷ (1546-52)¹², et, encore, quelquefois, il n'est rien donné; c'est ainsi, que le 24 juillet 1547, Guigone Danneau vient simplement au bureau réclamer, comme étant prête de se marier, l'argent qu'elle possède, et, que les recteurs conservent dans la caisse de l'Aumône. Elle ne réclame aucune faveur en vue de sa future union, et il est seulement décidé de faire droit à sa demande¹³.

Le registre nous présente, ensuite, toute une série d'aumônes pour mariage :

1^{er} Janvier 1548 : Benoite Nangon reçoit, 5 liv. Ts (« pour luy aider à payer sa somme dotalle ») (E⁷), (« pour l'aider à marier ») (E¹⁶⁰).

9 Septembre 1548 : Anthoinette Du Boys reçoit

(12) Voir les divers actes de P. J., n° 12.

(13) E⁷, F. 88, Dim. 24 juillet 1547 : « Après que Guigone, fille « de Jehan Danneau, pouvre fille adoptive a remonstré au bureau que feu Jehan Scève au nom de l'aumosne avoit retiré « devers lui sans le sceu d'icelle aumosne de sa tante estant « frappée de peste quelque somme de deniers assavoir seize escus « et quelques meubles à ? que ledict feu Scève fist à l'hospital « Sainte Catherine lesquelz elle a requis luy estre rendus et restitues pour ce qu'elle a trouvée (sic) party pour ce maryé (sic), « a esté ordonné que au lieu des deniers que ladicte Scève avoit « heu et reçu de la tante de ladicte Guigone, que la somme de « trente livres luy sera baillée et délivrée par le trésorier par « mandement et quittance avec ses meubles estant à Sainte Catherine selon la forme dudict inventaire ».

aussi, 5 liv. ts (« pour l'aider à marier et pour Aulmosne ») (E⁷).

8 Novembre 1551 : Jacquême Cholet reçoit aussi, dans les 35 L., qui lui sont remises, une « Aumône » des Recteurs pour l'aider à marier (E⁷) ¹⁴.

31 Janvier 1552 : Benoite Gurbure reçoit, outre ses gages, 13 L. (« pour l'aider à marier ») (E⁷).

7 Février 1552 : Pernette Gondeboully reçoit aussi, 10 L. (« pour l'aider à marier ») (E⁷) (E¹⁶⁰).

Une faveur pécunière donnée, généralement, en cas de mariage, apparaît, donc, ainsi, à cette époque, comme une simple aumône (5 L., 13 L., 10 L.).

Néanmoins, c'est à ce moment qu'apparaissent dans les actes d'adoption *la clause de « douer »* : jusqu'à cette date l'Aumône s'engageait seulement, semble-t-il, à entretenir matériellement l'enfant : dans un acte du 15 Septembre 1549, apparaît, pour la première fois, nous l'avons vu ¹⁶, l'obligation de dot. Sans se rencontrer dans tous les actes postérieurs, elle se retrouve, cependant, dans plusieurs autres ¹⁷. Faut-il réduire aux seuls enfants, adoptés avec clause ex-

(14) Jacquême Chollet est la sœur de Françoise Chollet, qui ouvre (Cf. P. J., n° 2) la série des filles dotées, car elle est la 1^{re} du premier chapitre des Dépenses de l'Aumône en cette matière; toutes deux reçoivent leur part afférente aux biens de leurs parents, déposés dans la caisse de l'Aumône, mais, alors que Françoise n'avait reçu, semble-t-il, que cette part, le texte de E⁷ déclare que, dans les 35 L. que reçoit Jacquême, il y a une « *aumône* » des recteurs pour « *l'aider à marier* »; la somme est pourtant la même; de plus, l'argent qui lui est remis est considéré non plus seulement comme une dette à elle due, mais « *cons-titution de dot et mariage* », d'après le registre E. 163, P. J., n° 10. Les deux sœurs et leur frère avaient été adoptés en avril 1537, E⁵, F° 162 (au f° 165, il sera question de leurs biens).

(15) Cf. P. J., 7, 10 et 12.

(16) Cf. *Supra*, 1^{er} chapitre.

(17) E⁷, 29 sept. 1549, f. 315; 6 juil. 1550, f. 380; Août 1550 (2 cas), f. 394; E⁸, F. 29, F. 30, pour un garçon.

presse de dot, l'attribution de cette faveur ? Certainement non : 1) un argument de comparaison : après qu'eut apparue, le 18 juin 1536, la première réception à titre d'adoptif d'un enfant à l'Aumône, nous avons vu que les réceptions postérieures ne comprirent pas toutes la mention d'adoption, et, que ce n'est qu'après un flottement d'un certain temps que la forme officielle d'admission est enfin établie, et, la qualité d'adoptif, dorénavant, toujours mentionnée. Mais les enfants, dont l'acte ne précisait pas sur les registres leur adoption expresse, étaient adoptés comme les autres. Ici c'est pareil : tantôt, les « conditions d'adoption » sont inscrites et développées, et, alors, la clause de dot est mentionnée expressément, tantôt le scribe se contente d'écrire que l'enfant est reçu adoptif de l'Aumône sans en préciser les effets. 2) Les textes eux-mêmes, où est mentionnée la clause de dot, nous attestent la similitude des conditions de tous les enfants : dans les actes où sont inscrites ces clauses et les obligations des recteurs, elles sont développées sous cette forme significative : la fille sera « nourrie, instruite, alimentée, et entretenue « d'habillements » et *douer comme les autres filles « adoptives d'icelle aulmosne »* ¹⁸. Le texte est clair : les adoptives étaient donc toutes appelées à être « douées ».

Dans le registre suivant E^s (1552-1559), dès le début, la dot se dégage des contributions au mariage par aumône et ne porte plus seulement sur des habits, mais devient *une somme d'argent plus importante*

(18) E⁷, F. 394.

et qui prend un caractère stable et définitif. Nous lisons, en effet, dès le F° 40 de ce registre, un texte court, mais qui en dit long, c'est le cas de Benoîte Darrat, (4 décembre 1552) : « A esté ordonné baillé
« à Benoïste Darrat, fille adoptive de l'aulmosne, oul-
« tre la somme que l'Aulmosne *luy doit à elle cons-*
« *tituer en doct de mariage* par messieurs en contrat
« de mariage, une robbe et une cotte nuptialles aux
« despens de ladicte Aulmosne. » (P. J., n° 13).

Ici devient donc bien distincte *l'ancienne dot en nature et la dot en argent obligatoire* (« *luy doit à elle constituer* »). Le legs Garbot, en faveur des adoptives qui se marient cité un peu avant (F° 12), ne fut pas, certainement, sans influencer sur la constitution de ces premières dots; Benoîte Darrat ne peut pas être considérée, en effet, malgré tout, comme la première véritablement dotée, car elle reçoit, encore, en dot, l'héritage de ses parents (E¹⁶³)¹⁹; mais nous voyons que l'adoptive, mentionnée, de suite, après elle, dans les registres de la comptabilité, est dite « la première fille mariée des deniers de feu Jehan Garbot », et, ainsi, la plupart de celles qui suivent (3^e, 4^e, 6^e et 7^e cas de E¹⁶³)²⁰. Or, à propos du 6^e cas, la part afférente à l'Aumône se distingue de celle afférente au legs; en effet, il est nettement spécifié que, sur les 40 L. de dot, 10 Livres proviennent du legs Garbot et les 30 autres « *des deniers de l'Haul-*
« *mosne* ». Il n'est pas non plus sans intérêt, à

(19) En effet, dans E¹⁶³, on constate qu'elle vient simplement encore retirer l'argent de ses parents, auquel l'Aumône n'ajoute rien. (P. J., n° 10).

(20) Cf. P. J., n° 10.

propos de ce 6^e cas, de souligner que les futurs époux, qui vont bénéficier de ces 40 L., sont tous deux des enfants adoptifs de l'Aumône, et, peut-être est-ce à cette circonstance qu'il faut attribuer le montant relativement élevé de la somme donnée.

A partir de cette époque, la dot est *expressément mentionnée, dorénavant, dans l'acte*; elle est d'abord, fixée à 25 livres tournois; le 1^{er} cas en est, à la date du 26 novembre 1553, celui de Marguerite Guenier ²¹. Il est vrai qu'elle demande encore qu'elle lui soit constituée « pour charité et pour l'amour de Dieu », mais on lit en marge de l'acte « *Doct de mariage* ». La même somme de 25 livres est donnée à Régnie Le Roverant (28 juin 1555) ²² et, également, précise le texte, « pour le doct de mariage de ladicte Régnie ».

La dot devient dans E⁹ (1557-59) une institution pleinement stable, mais son taux varie encore; en effet, si Jeanne Roquette ne reçoit que 20 livres tournois ²³, en 1558, Claudine Guillaume, le 12 juin de la même année, reçoit 35 livres ²⁴; mais, dans les deux cas, la somme délivrée l'est comme « doct et constitution de mariage ». De plus, on nous avertit, dans le 2^e cas (Cas Guillaume), que le contrat de mariage est reçu au bureau de l'Aumône par le secrétaire. Curieuse preuve, l'année suivante, du caractère, dorénavant normal, de la dot: en effet, c'est le traité même de Cateau Cambrésis qui nous en fournit

(21) E⁸, f. 115, P. J., n^o 14.

(22) E⁸, f^o 276, P. J., n^o 15.

(23) E⁹, f^{os} 86-87, P., J., n^o 16.

(24) E⁹, f. 132, P. J., n^o 17.

bien indirectement le témoignage ! A l'occasion de « la publication de la paix », la colonie Florentine établie à Lyon fait un don de 250 Livres à l'Aumône Générale pour « ayder à marier » dix de leurs filles adoptives : Pernette Taveau, qui se marie alors, est précisément « l'une des esleuz par eulx » ; elle reçoit, de ce chef, 25 Livres, mais l'Aumône, « pour la constitution du doct de mariage de ladicte Pernette », y ajoute 25 Livres « des deniers de ladicte Aulmosne » ²⁵. Nous constatons, donc, par là, mieux encore que pour le legs Garbot, que si les dotations des particuliers charitables ont, certes, pu influencer sur la constitution des dots de l'Aumône, elles s'en distinguent pourtant et ne les remplacent pas : elles s'ajoutent à la dotation spéciale que celle-ci, à partir de cette époque, constitue à ses filles adoptives.

Le principe de la dot est donc fixé définitivement, mais son taux n'est pas encore invariable : au début de 1562, Fleurie Chappuis reçoit 30 livres tournois ²⁶, Odette Couchier à la fin de la même année, également (13 septembre 1562), ²⁷ mais, en novembre de la même année, 1562, Jeanne Lagnier en reçoit 45 ²⁸,

(25) F9, F^{os} 322-323, P. J., n° 18.

(26) Inv. Rolle, II, E¹⁰, p. 37.

(27) E 10, f. 518, P. J., n° 19.

(28) E 10, f. 539, P. J., N° 20. Ce cas est intéressant, car nous possédons encore l'acte d'adoption de Jane Lagnier, recopiée ici même dans le texte, ch. 1^{er}. Or, cet acte d'adoption est le premier où se trouvent inscrites les conditions d'adoption, et, entre autres, *l'obligation de dot* (15 sept. 1549, E7, f. 312). Treize ans plus tard, le patron qui a l'enfant à son service, vient exposer aux recteurs qu'il lui a trouvé un « party honneste » et suffisant, et qu'elle est « d'âge d'estre mariée ». Il demande aux recteurs de lui « donner et constituer somme dotale » ; la dot, que les recteurs attribuent alors à Jeanne, n'est donc que *l'effet pratique de son acte d'adoption* ; l'importance de la somme donnée, 45 L., est, peut-être, aussi, à mettre en regard de l'expression que nous

il est vrai qu'elle est recommandée par un personnage d'importance, recteur de l'Aumône. A propos de ce dernier cas, le registre des actes du bureau mentionne, pour la première fois, que les *fiançailles ont été faites au bureau*, mais le contrat de mariage est là encore reçu par un notaire extérieur à l'Aumône et copie en est apportée aux archives (janvier 1563)²⁹. Le taux des dots s'élève; dès février 1563, une adoptive reçoit 35 livres de dot³⁰; une lacune regrettable dans les registres entre 1563 et 1569 nous prive de renseignements pour cette époque³¹ mais dans E¹¹, le taux s'élève encore : Marie Charles (24 Janvier 1570)³² et Marguerite Guydo (28 Janvier 1571)³³ reçoivent toutes deux 40 livres, mais l'intérêt du premier cas est moins ici dans la dot que dans le mariage lui-même : le 24 Janvier 1570, les recteurs, « informés de la bonne vye et meurs » du fiancé de Marie Charles, « ont confirmé en tant que leur touche « le susdict mariage ». Après seulement, ils attri-

nous trouvons dans son acte de réception : elle doit être, y est-il spécifié, douée « selon son estat », et, il n'y est pas ajouté comme dans les actes postérieurs : « comme les aultres filles de l'Aul-« mosne »; c'est semble-t-il, une mesure privilégiée inscrite dans l'acte, d'où la dot plus importante. Il est vrai qu'au moment de son mariage, les recteurs paraissent ne se résoudre à accéder à la demande du patron de Jane qu'en considération de la personne du sollicitant, noble Antoine Reynaud, Sr de Champignieu, et, *recteur de l'Aumône* : on peut difficilement écarter la requête d'un tel protecteur ! Il faut apprécier, de toute façon, la valeur relativement élevée de la dot allouée, car l'Aumône traverse alors la période peut-être la plus critique de son histoire, et, comme le dit le texte du f° 539, est « sur le point d'estre discontinuée ».

(29) E¹⁰, f. 571, P. J., n° 20.

(30) E¹⁰, f. 587, P. J., n° 21.

(31) Absence de registres d'actes et délibérations de 1563 à 1569, et peu de choses dans les registres de comptabilité de la même époque, en ce qui intéresse cette question.

(32) E¹¹, f. 38, P. J., N° 22.

(33) E¹¹, f. 158, P. J., n° 23.

buent la dot; Marie Charles s'était donc fiancée, le texte l'indique assez, sans en informer les recteurs qui sont, un peu cavalièrement, mis en présence, par son frère, du fait accompli; or, ils ne s'en offusquent pas le moins du monde, bien mieux, ils confirment le mariage de leur adoptive, et, ils le font même timidement « en tant que cela les touche », comme si leur droit en cette matière leur paraissait bien indéterminé ! Que nous sommes loin de la protestation pleine d'indignation, que l'on lira dans le second titre de cette étude, des recteurs du XVII^e siècle — et il s'agira pourtant là du mariage d'un adoptif ! — quand, malgré toutes les excuses qui leur sont faites par les fiancés clandestins, ils lanceront contre eux leurs foudres de guerre, déclarant nulles ces promesses de mariage, interdisant par la voie de l'officialité à tous prêtres de célébrer le mariage, et menaçant même les parents de la jeune fille de les poursuivre en crime de rapt !³⁴. Mais un siècle devait passer pour qu'on en arrive là (1570-1665); en 1570, il y a, pourtant, déjà, une précision sur l'usage antérieur; *les recteurs ne se contentent plus de donner à leur enfant qui se marie une dot encore très variable dans sa quotité, ils confirment son mariage*, et c'est, après s'être informés des qualités du prétendant, qu'ils donnent leur autorisation. Peut-on se demander ce qui se serait produit, si les recteurs, au lieu de confirmer purement et simplement le choix fait en dehors d'eux, n'avaient pas voulu y souscrire ? Le mariage aurait-il été nul ? Ce n'est pas probable, l'usage est encore

(34) Cf. *Infra*, T. I, ch. II, 6^e section.

trop mal fixé, pour que l'on puisse faire sortir d'une non-confirmation, une nullité de droit : *le résultat de leur refus d'autorisation n'aurait pas été l'annulation du mariage, mais bien, semble-t-il, plutôt, la suppression de la dot* : c'est la sanction pratique dont disposent, alors, les recteurs dans les nombreux cas qui se présentent à cette époque où ils veulent punir leurs enfants adoptifs; on en reparlera à propos de l'exercice du droit de correction ³⁵. Une application de cette mesure nous est d'ailleurs fournie par les deux cas de dot, mentionnés après ceux que nous venons de voir.

Quelques temps après Marie Charles, Jeanne Michel, au début de 1572, se présente devant les recteurs et leur demande de lui faciliter les moyens de se marier, mais, pour la punir d'avoir contracter des engagements avec des patrons, sans l'autorisation des recteurs « suyvnt la coustume et statut » de l'Aumône, à cause de cette « Faulte », elle sera « frustrée *du droit* qu'elle demande » ³⁶. Ce texte, qui intéresse d'autres points que la question des dots, nous montre que la suppression de l'avantage matrimonial est appliquée à cette époque comme sanction de la désobéissance à *l'usage suivi pour les filles adoptives de l'Aumône* et à « *la coustume de ladicte aulmosne* ». Dorénavant, donc, la dot présente *le caractère d'une institution bien établie puisque sa privation constitue une punition*; elle va être, de plus, fixée, désormais, à un taux fixe, d'abord, de 40 L. Ts : Claude Guichard

(35) Cf. *Infra*, T. I, ch. III, *Le Droit de Correction des Recteurs*.

(36) E13, f. 278, P. J., n° 24.

reçoit pour son mariage une dot de 40 Lts, décomposable, ainsi, 30 Lts en argent et 10 Lts pour une « robe » et une « cote », et, le scribe ajoute l'importante précision suivante : « qui est semblable à somme accoutumée constituer par ladite Aulmosne aux filles adoptives d'icelle. »³⁷. La précision, recherchée depuis si longtemps, est, enfin, fournie; après 30 ans d'usage indéterminé, la dot des adoptives de l'Aumône est de 40 lts, (1573), d'ailleurs, portée, bientôt, la même année³⁸, à 50 lts, décomposable également en 40 Lts en argent, et, 10 Lts pour les habits. Ce taux, à l'usage, se révéla le meilleur : la dot de 50 Lts dura jusqu'en 1610, et, fut rétablie, même, en 1623, après une diminution temporaire³⁹.

Nous sommes arrivés à un premier résultat : la dot de 50 Lts établie en 1573, voilà déjà une fixation de l'usage en cette matière. A la même époque, apparaît la nécessité du consentement de l'Aumône; l'Aumône veut bien doter ses filles adoptives, mais elle veut également désormais consentir à leur mariage; cette nouvelle règle se forme peu à peu.

SECTION 2

CONSENTEMENT AU MARIAGE ET CONTRATS MATRIMONIAUX

Nous avons vu que Marie Charles, après s'être fiancée du seul avis de son frère venait, néanmoins, en-

(37) E12, Inv. Rolle, II, p. 49.

(38) E12, f. 502, 9 août 1573, P. J., n° 26.

(39) Cf. *infra*, T. II, ch. I, Mariages.

suite, prévenir les recteurs du mariage qu'elle se proposait de faire et que ceux-ci lui apportent une timide autorisation (1570) ⁴⁰. Il semble que l'usage s'affermisse au cours des années qui suivent, les filles à marier ne viennent plus seulement réclamer leur dot, mais demander consentement : c'est ainsi que le registre suivant, E¹², nous montre successivement Jeanne Michel, dont nous avons parlé un peu plus haut, sollicitant des recteurs la permission de se marier (1572) ⁴¹, puis, plus net encore, Catherine Brumère⁴², dont voici le cas : là encore, comme dans la situation précédente, il s'agit d'une adoptive fautive qui n'a pas fait son devoir, dit le texte, en agissant indépendamment des recteurs depuis 17 ans (!) : c'est évidemment une bien longue période d'insubordination; aussi la dot qu'elle réclame lui est-elle donnée seulement, par faveur pour deux personnes qui la recommandent, et, réduite à 25 Lts. Mais, cette circonstance mise à part, la forme de sa réclamation est intéressante. Elle ne réclame pas seulement :

1) Comme on le faisait auparavant, « qu'il pleust
« ausdicts sieurs luy bailler et donner quelques som-
« mes de deniers pour l'ayder à marier » (7 Février
1552) ⁴³, ainsi qu'on le faisait, bien humblement,
au temps où la dot n'était encore qu'une contribution
aumonière et probablement purement facultative;

2) Même pas, « somme dotale comme à l'une des
filles de ladicte aulmosne » (15 Novembre 1562) ⁴⁴, ce

(40) P. J., N° 22.

(41) P. J., n° 24.

(42) E¹², f. 356, P. J., n° 25.

(43) P. J., n° 12, dernier cas.

(44) P. J., N° 20.

qui nous montre la dot, déjà, institution normale et habituelle, que l'on réclame sans crainte de refus.

3) Mais, simplement et hardiment, de « luy vou-
« loir *bailler dot et consentement* comme aux autres
« adoptives » : Formule concise, qui montre deux
choses : a) d'abord, deux mots seulement, « *bailler
dot* », pour réclamer la faveur matrimoniale, elle est
donc pleinement entrée dans les mœurs; b) adjonc-
tion importante de la réclamation du « *consente-
ment* » : on ne vient plus seulement réclamer de l'ar-
gent aux recteurs, on leur demande leur consente-
ment au mariage.

La nécessité de ce consentement apparaît, aussi, à
partir d'alors, exigé même des adoptifs : tout comme
les adoptives, ils doivent réclamer des recteurs une
autorisation à leur mariage : c'est ainsi que Pierre
Pasquet, dont la très intéressante comparution sera,
plus longuement, examinée, à propos de l'émancipa-
tion ⁴⁵ et, de la capacité de l'enfant adoptif, expose
aux recteurs qu'il désire se marier; seulement, les per-
sonnes, qui se prêteraient à ses vues, hésitent à y don-
ner suite, se plaint Pasquet, parce qu'elles ignorent
quel est le droit exact que l'Aumône possède sur la
personne et les biens de Pasquet; il demande
donc aux recteurs, en même temps que son éman-
cipation, *consentement à son mariage*; retenons la
précision suivante : Pierre Pasquet déclare expres-
sément qu'il ne peut se marier sans l'autorisa-
tion des recteurs, « *comme étant l'ung de leurs*

(45) Cf. *infra*, T. I, ch. III, 1^{re} section, *Emancipations*, et P. J.,
N° 36.

enfants par adoption » (18 Mai 1578). Cette précision est capitale : *l'autorisation matrimoniale nécessaire dérive, donc, de l'adoption*. Les recteurs ne sont pas appelés à donner leur consentement, comme tuteurs ou administrateurs, mais, comme pères adoptifs; et ce ne sont pas les recteurs qui postulent cette exigence, c'est l'enfant de l'Aumône, lui-même, qui la reconnaît, et ajoute, même, en fils obéissant, qu'il ne voudrait passer outre à cette formalité. On ne saurait mieux prouver l'existence, à cette époque (1578), de la nécessité du consentement à mariage, puisque, non seulement, les textes nous la font connaître, comme il est normal, à propos du mariage des adoptives dotées, mais, aussi à l'égard des adoptifs qu'aucun texte ne nous montre bénéficier de quelque avantage pécuniaire de l'Aumône ⁴⁶; même, dans ce cas, elle nous est présentée comme une conséquence naturelle de l'adoption. Plus tard, à son tour, à la fin de notre période, le 16 Avril 1600 ⁴⁷, Benoit Balmas requérera, en même temps que son émancipation, consentement à son mariage : la règle est dorénavant bien établie en cette matière.

Il y a là une importante évolution qui précise les rapports créés par l'adoption entre l'Aumône, représentée par ses recteurs, et ses enfants adoptifs; comme sur bien d'autres points du droit d'adoption, l'usage, en cette matière, en tendant à se préciser, prépare

(46) Néanmoins, l'acte précité de E8, f. 30, d'adoption d'un garçon précise qu'il sera « doué ». (Cf. *supra*, note 17, p. 299). Peut-être y en a-t-il quelques autres.

(47) Cf. la même sous-section des Emancipations, qui a été citée pour Pierre Pasquet, et, P. J., n° 37.

le terrain à la fixation officielle du début du siècle suivant.

Autre changement : jusqu'en 1570 environ, les seules mentions des registres touchant les mariages nous ont été fournies, nous l'avons vu, soit par le compte rendu très bref de la comparution de l'adoptive venant faire sa réclamation de dot, soit par le mandat de paiement (ordonné de payer tant), ou, le certificat de paiement (a esté payé tant...) de la somme promise. Les contrats, les fiançailles, les mariages, avaient lieu, jusqu'à cette date, soit en dehors de l'Aumône, soit à l'Aumône, aucune règle n'étant observée : les registres, en tous cas, ne rapportent aucune trace d'une règle suivie en la matière, et, les seules précisions, que nous ayons sur ces actes, se trouvent en simples mentions marginales des registres de la comptabilité ! A partir de 1570, nous avons, d'abord, deux relevés, dans les registres des actes, de reçus de paiement de la dot par l'époux (Jean Rouget, mari de Marguerite Guido, 28 Janvier 1571 ⁴⁸ - Christophe Henry, mari de Marguerite de la Salle, 9 Août 1573 ⁴⁹). Dès le registre suivant (E¹³⁻¹⁴), les promesses de mariage ne sont plus seulement mentionnées en passant, *les actes intégraux sont transcrits dans les registres ; le 1^{er}*, qui l'ait été, est en date du *premier Août 1574*, on le trouvera dans les pièces justificatives ⁵⁰. L'inscription des contrats de mariages dans les registres des actes du bureau suffit, dès lors, à elle seule, à montrer l'intérêt croissant que l'Aumône attache au

(48) P. J., n° 23.

(49) P. J., n° 26.

(50) E¹⁴ (1574-76), f°s 76 et 77, P. J., N° 28.

mariage de ses adoptives; d'ailleurs, ces actes nous sont précieux à plus d'un titre, car, même en dehors de l'étude de l'adoption, ces textes notariés nous montrent les formes usitées dans la région Lyonnaise, au XVI^e siècle, pour ces contrats, mais, la qualité des parties, dans les actes des registres de l'Aumône, en fait, de plus, *des pièces très rares, à une époque qui ne reconnaissait pas l'adoption* : le qualificatif de « parents adoptifs », que nous trouvons dans certains autres actes notariés de l'Aumône, au même moment, n'est, sans doute, pas mentionné dans les contrats de mariage, ceux au moins dont j'ai pu prendre connaissance, mais, dans l'énoncé initial des noms des parties, à celui de la jeune fille, est toujours joint l'apposition de « adoptive de l'aulmosne » et la dot de 50 Livres attribuée dans les actes est suivie de l'explication « qui est semblable somme que « lesdicts sieurs ont accoustumé de constituer aux « filles adoptives de ladicte aulmosne ». (20 et 27 Mai 1582) ⁵¹. Le fait important est que, désormais, — la lecture des actes nous le montre — les adoptives n'agissent plus indépendamment des recteurs, la règle paraît bien établie, maintenant, que la *jeune adoptive fait avec son futur époux son contrat de mariage au bureau de l'Aumône*. De plus, elle n'intervient à l'acte que du « *consentement des recteurs* »; ceux-ci sont mêmes « présents », précise l'acte, et, « à ce faire la conseillant »; les actes de 1582 seront plus catégoriquement encore que celui de 1574; il n'est plus question du consentement,

(51) E²² (1582-84), ff. 7 et 10, P. J., N^o 29 et 30.

mais, de l'« *auctorité* » des recteurs; nous lisons même dans le contrat du 3 juillet 1583 : « ladicte « Jacqueline, de l'*auctorité*, *congé*, et, *license* (sic) de « messieurs les recteurs de ladicte aumosne » ⁵². *Le contrat de mariage ne peut se faire, en conséquence, qu'avec l'autorisation donnée par les recteurs agissant en vertu de leur pouvoir de pères adoptifs* : il est évident qu'ils ne se substituent pas entièrement à leurs filles adoptives et ne font pas le contrat en son nom; la jeune fille intervient elle-même, ce qui est normal, mais, avec l'autorisation des recteurs; néanmoins, en pratique, l'acte, soulignons-le, se fait entre ceux-ci et le futur époux : des trois parties, qu'il comporte, en effet, en plus du préambule et des garanties finales, la 1^{re} est la promesse de mariage proprement dite, œuvre essentielle, évidemment, des futurs époux, mais la 2^e est la constitution de dot des recteurs, et, la 3^e, les faveurs ajoutées à la dot par le futur époux avec promesse de restitution de tous les avantages matrimoniaux prévus par le droit : les garanties d'autre part affectent *les biens et du prétendant et de l'Aumône* ⁵³, qui se porte fort ainsi de l'exécution du présent contrat; il est donc manifeste que, par leur constitution de dot, la partie la plus importante de la convention matrimoniale, les recteurs jouent un rôle prépondérant dans le contrat de leur fille adoptive, et l'intérêt qu'ils y apportent est d'ailleurs assez prouvé par l'insertion des clauses

(52) E22, f. 177, P. J., N° 31.

(53) ...promesses, et obligations de tous les biens de ladicte aumosne et dudict Furet, avec leurs biens quelconques etc., (contrat du 3 juillet 1583, P. J., N° 31).

essentielles de l'acte dans les registres de l'Aumône-Générale.

Vers 1580, le droit relatif à la dot et au mariage des filles adoptives est donc établi; il est dorénavant fixé : la longue évolution sera concrétisée, au début du siècle suivant, dans le 1^{er} règlement imprimé de l'Aumône qui conférera à l'usage le caractère officiel et définitif de sa rédaction.

Si nous résumons l'évolution des règles matrimoniales, depuis 1534 à la fin du siècle, nous pouvons distinguer les diverses phrases suivantes :

A) Dot.

1) 1534-1541. — Il n'est pas question, au cours de cette période, des mariages des enfants de l'Aumône, **car** aucun d'eux, cela se comprend, n'est alors en âge d'être marié; l'Aumône ne reçut jamais, même à l'origine, des enfants de plus de 14 ans, et, à supposer pareil âge, pour un enfant reçu dès 1534 et qui se marierait en 1541, il aurait au plus, alors, 21 ans : or, le 1^{er} mariage transcrit dans les registres est celui d'un enfant adopté seulement en 1537⁵⁴ ! Rien d'extraordinaire à ce que nous ne trouvions aucun cas, en cette matière, avant 1541.

2) 1541-1546. — Les faveurs matrimoniales accordées aux filles adoptives de l'Aumône apparaissent, soit dans les registres ordinaires, soit dans les registres de la comptabilité, comme des *dons purement vestimentaires*; quant à la somme allouée, malgré

(54) Françoise Chollet, adoptée avec sa sœur Jacquême, E⁵, f. 162, avril 1537; cf. P. J. N^o 2, pour Françoise, n^{os} 10 et 12, pour Jacquême, concernant leur mariage.

qu'elle soit appelée parfois « constitution de dot », elle est simplement la *remise à l'enfant de la fortune mobilière de ses parents* conservée dans la caisse de l'Aumône. L'Aumône habille ses adoptives et leur remet leurs biens.

3) 1546-1553. — Un certain avantage pécunier est bien donné par l'Aumône à ses enfants qui se marient, mais il est très faible et de taux variable : il présente le caractère d'une simple « *aumône pour aider à marier* ». Sans doute, les registres de la comptabilité appellent encore « constitution de dot » la totalité de la somme remise à l'adoptive, mais la part personnelle de l'Aumône est vraiment trop modique pour constituer une dot, et n'est qu'une contribution charitable des recteurs.

4) 1553-1573. — La dot ne présente plus ce caractère; portée successivement de 25 livres (1553-1559), à 30 livres (1562-63), à 40 livres (1570-73), enfin à 50 livres (1573), elle s'ajoute dorénavant et habituellement aux biens personnels de l'enfant ainsi qu'aux faveurs dues à des legs de particuliers charitables. Elle prend un caractère normal, ce n'est plus un don en nature, ni une aumône, elle est véritablement la dot que le père fournit à sa fille qu'il marie.

B) MARIAGE.

1) *avant 1570*. — Le contrat de mariage, qui paraît, de très bonne bonne heure (ex. dès 1542), s'être fait au bureau de l'Aumône, pouvait néanmoins être passé chez les notaires de la ville (M^e Quentin, mariage Madeleine Prost, 1545, M^e Jourdain, mariage Jeanne La-

gner, 1563). L'autorisation des recteurs au mariage n'apparaît pas nécessaire (cas Marie Charles, 1570). L'adoptive, qui a trouvé un parti, en prévient les recteurs, en venant réclamer l'argent de ses parents et une faveur en vue de son mariage.

2) *après 1570*. — En même temps que cette faveur prend le caractère de dot normale, apparaît la nécessité d'un *consentement au mariage*, demandé en même temps que la dot (Jeanne Michel, début 1572, Catherine Brumer, 6 juillet 1572). Les adoptifs, non dotés, viennent également solliciter des recteurs leur autorisation (Pierre Pasquet, 1578). Le contrat de mariage se fait désormais régulièrement au bureau, par devant le secrétaire de l'Aumône, notaire royal; l'adoptive est assistée des recteurs présents à l'acte et doit être autorisée par eux pour le passer valablement, les recteurs y font insérer leur constitution de dot, désormais fixée à 50 Livres. Les fiançailles se font au bureau (Marguerite de la Salle, Juillet 1573)⁵⁵, le mariage est reçu par le prêtre de l'Aumône (mariage Vassilieu, 1570)⁵⁶; les dispositions inscrites dans le règlement de 1605 sont formées.

Il apparaît donc, que, en cette matière importante, l'adoption pratiquée depuis 1536 par les recteurs de l'Aumône produisit, seulement peu à peu, ses effets complets : il a fallu une pratique d'un certain temps pour fixer quelles étaient les obligations exactes des Recteurs en leur qualité de pères adoptifs des enfants qu'ils recueillaient. La même impression se dégagera des études suivantes.

(55) E12, f. 497, P. J., N° 26.

(56) E11, f. 38, P. J., n° 22, bas.

CHAPITRE III

PUISSANCE DES RECTEURS SUR LES BIENS ET LA PERSONNE DE LEURS ENFANTS ADOPTIFS

A. Puissance sur les Biens.

Nous diviserons cette étude en trois Sections :

- 1) *Les modes d'extinction de la puissance des Recteurs.*
- 2) *La gestion du patrimoine de l'adopté.*
- 3) *L'incapacité de l'enfant adoptif.*

I. LES MODES D'EXTINCTION DE LA PUISSANCE DES RECTEURS.

Il peut paraître étrange et paradoxal de commencer cette étude de la puissance des recteurs sur leurs enfants par celle des moyens qui permettent d'en sortir; mais, — c'est ici le cas de le rappeler à nouveau — l'adoption de l'Aumône-Générale au XVI^e Siècle, le chapitre précédent l'a déjà montré, apparaît comme une institution coutumière, évoluant, comme toute coutume non fixée, selon les besoins pratiques du moment; l'usage d'adopter nous est

connu seulement par des textes d'archives inédits et qu'un travail attentif a seul permis d'extraire des registres de l'œuvre; il en résulte qu'une institution, comme la puissance des recteurs sur leurs enfants adoptifs, n'apparaît pas aisément perceptible directement, et les textes, qui sont les plus clairs en la matière, portent justement sur les modes d'extinction de cette puissance ! Il est facile de comprendre, en plus, que, si l'enfant adoptif se dégage sans aucune formalité des liens de son adoption, la conclusion sera que cette dernière ne transmet aucune puissance aux recteurs; si, au contraire, nous trouvons une émancipation, analogue à celle par laquelle le fils de famille est délivré de la « potestas » de son père, nous en concluerons sans difficulté que les recteurs jouissent d'une véritable puissance paternelle et que l'adoptif de l'Aumône, tout comme l'adrogé à Rome, est vraiment fils de famille. Nous allons donc étudier attentivement, tout au long de notre période, les différents textes qui nous présentent les modes d'extinction de la puissance des recteurs au XVI^e Siècle.

a) 1535.

Arrêtons-nous d'abord rapidement sur la situation des deux premières années de l'Aumône (1534-1536), époque où l'adoption n'était pas pratiquée. La situation des enfants recueillis à La Chanal et à Ste Catherine est tellement obscure à cette époque ! Des grandes personnes mêmes s'y trouvaient, puisque nous savons au moins qu'une mère et sa fille vivaient « sous la charge de l'aumosne » ¹, à l'hôpital Ste-

(1) E⁴, F. 55^v, 11 juin 1534.

Catherine, et qu'une jeune femme mariée y fut recueillie ² ! Aussi lorsque le registre E⁴ nous apprend que les deux premières demandent à rentrer dans leur pays, à « Tens en Vellay », ne sommes-nous pas étonnés de voir qu'après leur avoir fait une faible aumône, les recteurs les laissent partir sans autre formalité. Il en est, ainsi, plusieurs cas, au cours du même registre, pendant ces deux années 1534 et 1535 ³. Mais les enfants des deux hôpitaux ne sont

(2) E⁴, f. 210^v, E⁵, f. 7 (février 1536) : il s'agit d'une femme abandonnée de son mari, « en despuys habandonnée » par lui : « retirée à Sainte Catherine », elle avait été « baillée » par les recteurs en service; il est ordonné au mari fautif de comparaître devant les recteurs (là on voit le caractère *juridictionnel* de l'Aumône), « pour scavoir de luy à cause de quoi il a ainsi habandonné ladicte Grégoire sa prétendue femme et souffrir aller mendier par la ville *qu'a esté occasion la Retirer à Sainte Catherine* ou depuis elle a demouré jusques a ce qu'elle a esté « baillée (en service). » La portion de phrase, qui est en italique, montre bien que Sainte Catherine, dans les toutes premières années, fut *un refuge de tous les pauvres égarés* dans la ville, qui y trouvaient gîte et subsistance, *plus qu'un orphanotrophium; de même la Chanal* : à la même époque, environ (20 septembre 1534), on y voit le fils de l'imprimeur Pierre Croset (Morisse Croset), y entrer pour se faire guérir de la teigne, comme s'il s'agissait d'un hôpital de malades ! « A comparu Morisse Croset... lequel a remontré et dit auxdicts commis du bureau qu'il est « tache et malade de la male rache, et, pour ce qu'il a entendu « dire, que lesdicts sieurs ont à l'hospital de La Chana ung « homme qui guérist d'icelle maladie à ceste cause a requis et « requiert iceux Srs que leur bon plaisir soit le vouloir recepvoir audit hospital pour estre léans (sic pour céans) pansé jusqu'à ce qu'il soit guéri, offrant payer pour chaque semaine au « prouffit de l'aumosne cinq sous par sepmaine », ce qui fut accepté. (E⁴, f. 87). Quant à la femme abandonnée, dont E⁴, f. 210^v, nous a transcrit les vicissitudes, on lit, sur elle, dans un texte postérieur de E⁵, f. 9, 27 février 1536, que, devant l'abandon persistant de son mari, malgré la réquisition que les recteurs lui avaient faite, la pauvre Grégoire « les a requis qu'il « leur plaise pour pitié et charité *La retiré* (sic), et *mectre à l'hospital Sainte Catherine avec les aultres petites filles* ». Les recteurs faisant droit à sa requête, ordonnent qu'elle sera mise à Sainte Catherine et, là, « *nourrie et instruite comme les aultres* jusqu'à ce que autrement soit par eulx ordonné, et, « *que ledict mary sera a mener à la tour prisonnier* par les officiers de Ladicte aumosne ».

(3) Cf. *supra*, ch. I.

pas alors adoptés et la qualité même des réclamants n'est pas certaine. Quel que soit, en effet, le lien de droit qui unit alors l'Aumône aux enfants recueillis par elle, peut-on voir dans ces « pauvres enfants » ou « pauvres filles » qui demandent ainsi à se retirer dans leur pays, le genre d'assistés auxquels bientôt l'Aumône va appliquer son adoption ? Car il n'apparaît pas dès le début qu'elle adopta des étrangers à la ville. Ne devons-nous pas voir, dans ces conditions, plutôt en ces réclamants, comme les survivants de cette multitude de pauvres qui déferla sur Lyon par le Rhône ou la Saône en 1531 et auxquels l'Aumône provisoire de cette année-là apporta des secours ? Ces enfants étrangers ne doivent-ils pas être assimilés à ces pauvres étrangers, dont E⁴ nous montre les semblables réclamations ? Ils se distingueraient, ainsi, probablement, du reste de la population infantile de la Chanal et de Ste-Catherine au milieu desquels ils se trouvaient mêlés, ayant été ramassés pêle-mêle, avec eux, dans le coup de filet de l'Aumône de 1534. Aussi, les voyons-nous s'en aller les uns après les autres, au cours de ces deux années, et de pareilles réclamations ne paraîtront plus dans les registres postérieurs. Ceci dit, comment les enfants qui quittent alors l'Aumône, se retirent-ils ? Il apparaît bien qu'il n'y ait aucune formalité, ils font simplement part au bureau de leur désir de rentrer dans leur pays ; non seulement, on le leur permet, mais, même, — ce qui montre leur qualité quelque peu indésirable, — après leur avoir donné une obole, on leur défend de revenir « pour mendier ou quo

quiner (sic) » ⁴, sous peine du fouet ⁵ ! Ces enfants devaient être, d'ailleurs, de grands enfants (car on ne voit guère des bambins de 7 à 10 ans demandant à rentrer à Paris !), voire même, de vrais mendiants. Un cas cependant est à citer : Antoine Charvet, qui veut revenir dans une localité voisine de Mâcon, après avoir demandé « quelque aulmosne pour s'en retourner à son dict lieu » remercie « Messieurs de « leurs biens qu'il leur a plu faire de l'avoir nourri « et tenu à la Chanal » ⁶. Il lui est ensuite enjoint comme aux autres de « passer son chemin », muni du léger subsidé qu'on lui fait, avec « inhibition » de revenir à Lyon. Dans cette période de droit informel, l'enfant soigné dans les deux maisons de la Chanal et Ste-Catherine, peut donc s'en aller comme il le désire. Il faut d'ailleurs noter que, d'une manière générale, l'entrée aux hôpitaux paraît alors très libre (cas Jane Roche, 3 Octobre 1535) ⁷, la sortie égale-

(4) Une petite obole est donnée à « Claude pouvre fille estant « à Sainte Catherine fille du grand Cathelin du lieu de Sorbiers « en Foretz pour s'en retourner audict lieu..., avec inhibition de « ne retourner à la ville pour demander ou quoquiner (sic) ». (E⁴, f. 92r, 8 oct. 1534).

(5) Un enfant de Paris, placé par les recteurs en apprentissage, veut retourner à Paris : son patron est déchargé, et, il est interdit à l'enfant, sous peine de fouet, de « retourner en ceste ville (Lyon) pour mendier et coquiner » (E⁴, f. 121r, fin 1534).

(6) 25 avril 1535, E⁴, f. 148r, P. J., N° 32.

(7) Le texte très long qui nous est rapporté aux ff°^s 182r et v, 183r et v et 184r et v, à la date du 3 octobre 1535, nous montre, comme celui de la femme abandonnée (cf. *infra*), le caractère de refuge qu'a l'hôpital Sainte Catherine : il s'agit de 2 orphelines, Jeanne et Jacquême Roche dont le père, en son vivant, « vendeur de pâtes », a confié la tutelle à un nommé Simon; celui-ci abandonne pratiquement les enfants, en les remettant aux bons soins de « Maistre Thomas le vaillant, apothicaire »; mais l'aînée, Jeanne, ne pouvant supporter les maîtres chez lesquelles elle est placée « s'est retirée à Sainte Catherine ». M^e Thomas, appelé par les recteurs à comparaître devant eux, expose la situation juridique des biens et des personnes des enfants; après quoi, il est

ment : Ste-Catherine et la Chanal sont, à cette époque, des refuges où l'on entre et d'où l'on sort facilement. La cessation du lien de droit très vague, qui unit l'enfant exposé de l'Aumône à cette dernière, s'opère alors *par le mode gracieux, sans doute, mais, sans valeur juridique, du remerciement.*

b) 1549.

A la date du 27 janvier 1549, le registre E⁷ nous apporte le cas probablement rare d'une adoptive qui veut se retirer et quitter l'Aumône *pour une autre cause que le mariage*⁸ : nous devons donc voir, dans ce texte, bien probablement, la forme, à cette époque, de *l'extinction du lien d'adoption*. En quoi consiste-t-elle ?

Nous pouvons distinguer deux opérations dans l'acte.

1) Etiennette Roger explique aux recteurs les motifs de la réclamation qu'elle va leur faire : elle déclare « qu'elle se peut bien passer de l'Aulmosne par « ce qu'elle a espérance de bien et deuement gaigner sa vie » et, comme l'enfant exposé de 1535, elle remercie « Messieurs des biens que ladicte aulmosne luy a faictz par cy-devant ». Mieux, donc, qu'Antoine Charvet qui remerciait simplement les

décidé par les recteurs que Jeanne restera à Sainte Catherine, « parce qu'elle est assez d'aage et qu'elle pourra plustost illec « trouver maistre que ailleurs, et quant à la Jacquême qu'est « encore en bas aage » elle demeurera confiée aux soins de M^e Thomas. Je tiens à ajouter que ces deux enfants furent l'objet d'une très probable *adoption* de la part de leur tante, quelques mois après (cf. l'Acte que j'ai classé aux P. J. des Adoptions par les particuliers, parmi les actes douteux, P. J. n° 58).

(8) P. J., n° 33.

recteurs de l'avoir nourri et tenu à la Chanal, Etiennette Roger, qui se sait fille adoptive de l'Aumône — elle le déclare expressément au début — remercie les recteurs des biens, en général, faits envers elle par l'Aumône dont elle est l'enfant, et ne se contente pas de se dire satisfaite d'avoir été nourrie à Sainte Catherine. Elle réclame ensuite la remise de certains titres personnels qui lui appartiennent. Tout cela est clair : l'enfant désire être dégagée des liens de son adoption.

2) Comment y parviendra-t-on ? Ce sera la 2^e opération : après qu'Etiennette eut réclamé les biens de ses parents, les recteurs les lui remettent purement et simplement, et lui en font passer *certificat du reçu* : « ladicte Estiennette confesse avoir heu (sic) et receu « de ladicte Aulmosne (la « lectre » qu'elle réclame) et d'icelle en a quite et quité ladicte Aulmosne avec clauses ad ce nécessaires... ».

L'adoptif de l'Aumône de 1550⁹, qui désire vivre indépendamment d'elle, se contente, donc, de réclamer ses biens conservés par les recteurs dans la caisse de l'Aumône (il en est de même en cas de ma-

(9) Voici quelques exemples que j'ai relevés parmi les registres et qui attestent la facilité avec laquelle l'enfant adoptif quittait alors l'Aumône : deux frères (1550, E7, f^o 363, 1553, E8, f. 150) viennent réclamer leur sœur « fille adoptive à l'aulmosne » elle leur est remise également sans difficultés, ni formalités apparentes. Dans E7, f. 392, à la date du 10 août 1550, une mère explique aux recteurs qu'ayant abandonné sa fille, celle-ci a « esté retenue à l'aulmosne pour fille adoptive » : comme elle peut maintenant, l'entretenir, elle la réclame aux recteurs, satisfaction lui est donnée, et, la maîtresse de Sainte Catherine en est déchargée (remise, aussi, à un père de ses deux petites filles, E5, f. 207, en 1537) : tout adoptifs que sont ces enfants, ils quittent, sur simple demande, les hôpitaux de l'aumône, qui les a adoptés pourtant, et cela, sur la seule demande des parents.

riage); ils lui sont remis sans formalité spéciale et *le dégagement des liens que l'enfant avait avec l'Aumône en vertu de son adoption par elle s'opère par un simple certificat délivré par l'enfant du reçu de ses biens !* Certificat, d'ailleurs, reçu en bonne et due forme, rédigé et signé par le secrétaire en présence de deux témoins; l'émancipation primitive se fait ainsi par *un acte notarié de remise de biens.*

c) 1560.

De 1549 à 1560, nos archives n'apportent aucun renseignement en cette matière, mais l'année 1560, par contre, nous présente un double cas, fort intéressant, où l'on constate de suite le progrès et l'évolution de l'usage : Ce sont les cas de Barthélémy et Jean Moyraud (4 février 1560) ¹⁰.

Ici, comme Etiennette Roger, les frères Moyraud réclament aux recteurs de « leur rendre et remettre leurs titres et biens » et, également, satisfaction leur est donnée, et les deux enfants « en ont quittent les dits sieurs recteurs », avec les formalités habituelles. Nous voyons, donc, en quoi l'acte de 1560 se rattache au précédent de 1549 : mais, il le dépasse considérablement par ailleurs; en effet, les frères Moyraud, ayant « remonstré à messieurs les recteurs qu'ilz sont majeurs de quatorze ans », leur déclarent qu'ils se sont « départis de leur adoption », et requièrent les recteurs de « les vouloir recevoir au dit désistement »; cette demande est faite préalablement même à la demande de remise de titres :

(10) P. J., N° 34.

les frères Moyraud veulent d'abord être « départis » de leur adoption, pour avoir, cela va sans dire, capacité de gérer leurs affaires. Deux points sont donc à souligner : 1°) Si l'on demande le désistement à un droit — ici l'adoption — c'est que ce droit porte effet, sans cela la demande n'aurait aucun sens; 2°) Mais remarquons la forme étrange par laquelle les parties à l'adoption procèdent à la rupture de cette adoption : *rupture unilatérale* par l'une des parties, *l'adopté*, approbation *ultérieure* par l'autre, *l'adoptant*, tout cela, semble-t-il, subordonné à une majorité de 14 ans. Analysons d'un peu près cette forme d'émancipation.

Les frères Moyraud exposent tout d'abord aux recteurs qu'ils « *estoient* adoptifz à l'Aulmosne », puis que *majeurs de 14 ans*, ils se sont « départis de leur adoption » ; il faut rapprocher les divers termes de cette déclaration; qu'est-ce donc que cette majorité de 14 ans ? Doit-elle être considérée comme la majorité normale du droit Lyonnais de l'époque ? Evidemment non; Lyon, au milieu du XVI^e siècle, n'en est plus, comme, d'ailleurs, la France entière, à connaître encore la majorité germanique de la puberté ! Cet âge de 14 ans, indique, vraisemblablement ici, l'âge à l'Aumône cesse de recueillir les enfants, âge où l'on ne peut plus être adopté par l'Aumône, comme ce sera la règle bien établie à la fin du siècle. On comprend alors le raisonnement des frères Moyraud : ils estiment, somme toute, que, puisqu'ils ont dépassé l'âge où l'on n'est plus reçu enfant de l'Aumône, ils peuvent être valablement reçus à re-

noncer à l'adoption faite sur eux par les recteurs : ils ne disent pas, en effet, à ceux-ci qu'ils *sont* « adoptifz à l'aulmosne » mais qu'ils « *estoi*ent adoptifz » ; à leur sens, ils ne le sont déjà plus. Cela n'empêche pas que le système, qu'ils emploient pour se dégager de l'adoption de l'Aumône, cette *renonciation unilatérale* qu'ils demandent aux recteurs de sanctionner, est assez bizarre du point de vue juridique : on ne conçoit guère, en effet, que l'on puisse renoncer à un « état », comme est celui dérivant de l'adoption ; d'autre part, si l'on envisage dans l'adoption, le seul contrat qui la constitue, la volonté d'une seule des parties ne saurait suffire à le résoudre. Les frères Moyraud se rendent, d'ailleurs, bien compte de l'étrangeté de leur prétendu désistement, puisqu'ils demandent aux recteurs de sanctionner leur renonciation par une acceptation de leur part¹¹, les recteurs n'y font pas obstacle et reçoivent sans la moindre difficulté « lesdits enfants au dit désistement », et c'est, seulement après, qu'ils remettent aux frères Moyraud, contre quittance, « leurs biens et titres ». La vérité est que l'on n'a pas encore trouvé le mode adéquat au caractère véritable de l'institution, qui, véritablement, opérerait son extinction. Mis en présence d'un système que leur proposent leurs enfants adoptifs, les recteurs, désirant les dégager des liens de leur adoption, y accèdent volontiers, sans chercher plus.

L'intérêt de l'acte de 1560, est que, pour la première fois, nous constatons un essai de formuler une

(11) Cf. *Infra*.

expression juridique pour signifier la cessation des effets de l'adoption par l'Aumône. Mais on y parvient encore que par un mode bien curieux, la *renonciation, en deux temps, des parties à l'acte* : pour détruire, à l'avenir, les effets de l'adoption, *l'adopté, puis l'adoptant, renoncent au lien qui les unit.*

d) 1562.

Deux ans plus tard, une nouvelle formule se dégage ¹² : le 25 janvier 1562, Baptiste Bonjean, adoptif de l'Aumône, se présente devant les recteurs, et leur expose qu'ayant fait son apprentissage et sachant son métier, il pourra très bien gagner sa vie. Il remercie « lesdictz sieurs du bien qu'ils luy ont faict « de lui faire apprendre son dict mestier ». Jusque là, on remarque des expressions, sinon semblables, du moins, analogues aux déclarations d'Etienne Roger, en 1549, disant, elle aussi, qu'elle espère pouvoir « bien et deuement gagner sa vie », et remerciant, nous l'avons vu, les recteurs des biens que l'Aumône lui avait fait, mais, à l'inverse, il n'y a plus ici, comme l'avait fait Etienne et les frères Moyraud, de réclamation de biens : le réclamant sait désormais que quelque chose est plus utile à demander, quelque chose qui conditionne tout le reste, autrement dit, la *cessation de l'adoption*, et, tout comme les deux enfants de 1560, Baptiste Bonjean va demander aux recteurs que les effets du droit, qu'ils ont sur lui, n'aient plus lieu à l'avenir : mais, ce n'est plus le système Moyraud qui est appliqué ;

(12) P. J., N° 35.

Bonjean, lui, fait requête qu'il « pleust ausdictz « sieurs luy *vouloir donner congé, canceller et annuler sa dicte adoption* ». Nouvelle formule : Ce n'est plus la *renonciation à l'adoption*, c'est son *annulation*, elle est rayée, elle ne comptera plus pour l'avenir (canceller), peut-être, devons-nous y voir une radiation portant ses effets dans le passé (annuler), Baptiste Bonjean étant considéré comme n'ayant jamais été adopté : c'est au moins le sens habituel d'« annuler » ; les recteurs insistent, d'ailleurs, puisque, acquiesçant au désir de leur fils adoptif, il lui donnent congé « pour faire son prouffit », son adoption étant « *nulle et de nul effect et valloir* ». Cette annulation, aurait-elle même ses effets uniquement dans l'avenir, est encore une formule bien hardie et d'un archaïsme gauche : Quoi ? Quelqu'un est adopté, et, quand il devient d'âge à faire ses affaires, on ne trouve rien de mieux, pour qu'il puisse agir valablement, que de déclarer cette adoption nulle et n'ayant jamais eu lieu ! On adoptera alors, avec la pensée d'annuler cet état dix ans plus tard ! Tel est pourtant l'usage de l'aumône à cette époque : pour dégager l'adopté des liens de son adoption, elle y parvient alors par l'*annulation* de celle-ci. Cette annulation est à rapprocher, à mon sens, des multiples annulations, du même registre, dues à des causes disciplinaires, comme nous le verrons plus loin ; c'est ainsi que deux adoptives fautives voient leur adoption annulée. (Barbe Boissonnet, Décembre 1561, Marguerite de la Salle, Octobre 1562) ¹³.

(13) Cf. *Infra*, ch. III, B, Dt de correction des recteurs.

e) 1578.

Avec Pierre Pasquet, l'usage fait un nouveau pas, considérable celui-là; la comparution de ce dernier, provoque, en effet, entre les recteurs une véritable *consultation juridique*, qui va grandement contribuer à faire évoluer l'usage en cette matière : disons même que la longue délibération qui nous est rapportée dans le registre E 17 (F^{os} 275-76), à la date du 18 mai 1578, est peut-être le texte le plus intéressant et le plus important de tout le XVI^e siècle, et, de notre première partie ¹⁴. Il s'agit, dans cette espèce, également, de déterminer, encore une fois, la formule qui mettra fin aux effets de l'adoption; jusqu'à présent, ou bien l'on ne demandait rien du tout aux recteurs (Etienne Roger, 1549), ou bien on les mettait, pour ainsi dire, en demeure, soit d'acquiescer à une *renonciation* (Moyraud, 1560), soit de déclarer une *annulation* (Bonjean 1562). Ces modes étaient présentés par les réclamants eux-mêmes et les recteurs, les trouvant pratiques dans les cas qui se présentaient, faisaient sans difficulté ce qu'on leur demandait, c'est ainsi qu'ils consentirent, sans la moindre objection, à la renonciation d'adoption Moyraud, et, cassèrent l'adoption Bonjean. Mais Pierre Pasquet ne leur demande pas du tout la même chose et ne leur propose rien : *il leur demande leur avis sur le moyen qu'il faut employer pour le libérer de leur puissance*. C'est, d'ailleurs, la même situation, qui est exposée, mais, ici, avec beaucoup plus de détails qui la rendent fort intéressante; Pasquet

(14) P. J., N° 36.

leur expose, ainsi, le désir qu'il a de travailler, et, de négocier, et, même, de se marier, « ce qu'il ne peut
« bonnement faire, ny ne voudroit, sans *l'auctorité*
« *et licence desdictz sieurs, comme estant l'ung de*
« *leurs enfans par adoption* ». Il ajoute à cette importante déclaration ses remerciements pour les bienfaits reçus — et l'acte s'apparente ainsi à tous ceux qui l'ont précédé — et, surtout, il exprime nettement aux recteurs les craintes des personnes, avec qui il veut négocier, également, des partis matrimoniaux qui se présentent à lui¹⁵ ! Car tous se demandent s'il est vraiment bien libre d'agir et si l'Aumône ne prétend pas quelque droit sur ses biens : remarquons que, dans les actes d'émancipation Lyonnais de l'époque¹⁶, les mêmes craintes seront exprimées par le fils de famille qui réclame son émancipation. L'exposé de Pasquet fini, il pose deux questions aux recteurs, mais retenons déjà l'intérêt primordial de cet exposé : les craintes éprouvées, soit par Pasquet lui-même, soit par les tiers, touchant sa capacité, sont la meilleure preuve que, si l'usage n'est pas encore bien formé à cette époque, *l'adoption de l'Aumône, néanmoins, avait des effets pratiques, certains*, puisque Pasquet déclare ne pouvoir agir de son chef

(15) « Considérant le grand bénéfice qu'il a reçu par leur moyen
« et de leurs prédécesseurs, joinct aussy qu'il y a plusieurs per-
« sonnes qui doubtent de négotier avec luy, soit pour acquérir
« ses biens ou contracter mariage, craignans contrevénir à l'ordre
« de ladicte aulmosne et aussi que ladicte aulmosne ne prétende
« quelques droitz sur sesdictz biens ».

(16) Deux actes seront cités en notes, ils sont extraits d'un traité judiciaire lyonnais de 1599, cf. *infra*; dans le premier, on lit que le fils désirant faire du commerce, « ne le peut faire
« bonnement, estant fils de famille, et en puissance de père, et
« avec lequel plusieurs marchands et autres craignent de négocier ». (VERNEY, *Stil de la Sénéchaussée*, cf. *infra*, p. 334).

sans être autorisé, et, cette autorisation, le texte est catégorique, n'est pas donnée par les recteurs en tant que tuteurs et administrateurs, mais, *comme pères adoptifs*; nous devons donc en conclure que l'adoption de l'Aumône, dans ce texte — comme dans d'autres, d'ailleurs, nous le verrons — est considéré comme une véritable adoption, mais dont on ne sait, peut-être, pas encore bien au juste, les effets. Pasquet va demander aux recteurs de le dégager des liens de cette adoption, et, dans ce but, il leur demande deux choses délicates, auxquelles les recteurs sont bien obligés de répondre : 1) L'Aumône a-t-elle un droit sur ses biens présentement, et, 2) en aura-t-elle dans l'avenir ? Deux points de droit sont ainsi soulevés par Pierre Pasquet; la délibération, qui suivit, posa, donc, des problèmes parmi les plus délicats que les recteurs aient eu jusqu'à présent à résoudre¹⁷; elle fut sûrement animée, puisque la décision n'est finalement prise qu'à la seule majorité des voix. Mais l'usage va s'en trouver singulièrement affermi et désormais connu; les recteurs décident en effet, sans néanmoins ré-

(17) Déjà, le 16 mars 1572, 6 ans auparavant, même demande de Pierre Pasquet de « le licencier de son adoption » et de lui remettre ses biens. Aucune décision ne fut prise, mais le texte montre assez la *difficulté juridique de la solution* : « Attendu (?) « que Pierre Pasquet adoptif a requis qu'il pleust à messieurs « le vouloir licencier de l'adoption de ladicte aulmosne et par « mesme moyen luy remectre les fondz qui luy appartiennent « sciz à Brignais Lesdicts sieurs l'ont remys à dimanche prochain et ?... pendant a esté commis monsieur gravier pour en « parler à M. Pemel POUR SCAVOIR DE LUY LE MOIEN QU'IL EN (?) « POURRA TENIR POUR S'EN DESCHARGER ».

(E72, 1572-74, f. 310, dim. 16 mars 1572). Le texte dispense de tout commentaire sur l'incertitude des recteurs touchant l'émancipation de leurs enfants adoptifs !

pondre directement aux questions de leur fils adoptif, attendu que le dit Pasquet est majeur de 25 ans, de le « licencier et mettre hors de leur puissance » ; en conséquence, l'Aumône ne prétend plus *aucun droit sur les biens de Pasquet*, dont « ilz luy font « pleine et entière délivrance ». Le secrétaire lui remettra, en conséquence, « tous les titres et contraciz estant aux archives » de l'Aumône.

Dans ce texte, est enfin inscrite la formule qui, à une précision près, deviendra définitive; nous rentrons, ici, dans le cadre normal d'une institution comme l'adoption, qui, imitant la nature, donne au père adoptif le pouvoir du père naturel; de même que la puissance de celui-ci cesse par l'autorisation générale donnée dans l'acte d'émancipation, de même voyons-nous ici les recteurs, pères adoptifs de Pierre Pasquet, décider, pour qu'il soit pleinement capable, de le « *licencier* », c'est-à-dire, en d'autres termes, de *l'autoriser en toutes choses*, formule suivie d'une autre encore plus significative : ils décident de le « *mettre hors de leur puissance* ». L'expression a encore sa forme archaïque, mais ne laisse néanmoins aucun doute sur sa véritable signification, on y devine facilement l'institution moderne de l'*émancipation*; « émanciper » signifie, en effet, étymologiquement, « faire sortir du mancipium », pris désormais au sens général de « puissance », autorité paternelle; « faire sortir de la puissance », « mettre « hors de puissance », c'est littéralement l'expression du texte de E¹⁷; plus qu'un changement de

mots, et, le droit aura achevé de se former en cette matière.

Une autre constatation s'impose, l'âge n'entraîne pas encore pour l'enfant adoptif, son « licenciement » d'office; même lorsqu'il a atteint 25 ans, il doit être émancipé par les recteurs. Pierre Pasquet, quoique âgé de 25 ans, est « licencié » par les recteurs. Bien mieux, — le texte l'indique assez — il n'est « licencié » *que parce qu'il a 25 ans*, et l'usage de l'Aumône restera ainsi; une fois l'émancipation pleinement formée, elle ne sera possible, tout comme l'émancipation normale, que sur les majeurs de 25 ans (règlement de 1602, Cas Côte Milleron, 1616, Elisabeth Chazette, 1639) ¹⁸. En 1578, l'enfant adoptif, majeur de 25 ans, est donc, *dégagé des liens de l'adoption*, et reçoit pleine capacité par son « licenciement », et, sa « mise hors puissance » par les recteurs.

f) 1600.

Enfin, c'est un usage dégagé de tout archaïsme et bien formé dont la dernière année du XVI^e siècle nous apporte un exemple frappant dans l'« *acte d'émancipation* » de Benoît Balmas, du 16 avril 1600 ¹⁹; la seule lecture de ce texte nous montre déjà quel progrès a été parcouru depuis 1549, même depuis 1578; comme l'on sent ici dans l'acte de 1600 un usage plus affermi et un droit mieux formé ! Benoît Balmas, qui expose aux recteurs son désir de se marier, vient réclamer lui-même son « *émanci-*

(18) Cf. *infra*, T. II, 1^{er} ch., *Emancipations*.

(19) E²⁸, f. 283 (texte complet dans *Pièces Justificatives*, n° 37).

pation » : il demande à être « *autorisé et émancipé* ». Les recteurs, acquiesçant à son désir, l'« *auctorisent et émancipent* » afin qu'il ait pleine capacité en toutes choses. La formule définitive est enfin trouvée : les recteurs, désirant que leur enfant agisse librement, l'émancipent, tout comme le ferait un père de famille, tout ainsi que l'adrogant romain. En marge de l'acte qu'il transcrit, le scribe du registre E²⁸ prend bien soin d'ailleurs de préciser : « *Acte d'émancipation* ».

Mais en quoi consiste cette émancipation ? En la comparant avec l'émancipation Lyonnaise de l'époque, sur les formes de laquelle nous sommes assez bien renseignés²⁰, nous constatons :

(20) André VERNEY, *Le Stil ordinaire de la Sénéschaucée et siège présidial de Lyon*, 1599, p. 227 : Deux modèles d'actes sont reproduits à la suite :

I. — « Nicolas Delanges sieur dudit lieu et de Laval, conseil-
« ler du roy, président en la Sénéschaucée et siège présidial à
« Lyon, et en Parlement de Dombes : sçavoir faisons que ce
« jourd'huy... du mois... de mille cinq cens... en la salle de l'au-
« diance de ladicte cour, issue d'icelle s'est présenté Pierre...
« marchand de... Fils de... assisté de Mr Perraud son procureur,
« en présence dudit... son père : a dit que pour son advancement
« il luy est besoin trafiquer, acheter, vendre, débiter, troquer, es-
« changer, s'obliger, et faire tout traffic et négoce nécessaire de
« marchandise. Ce qu'il ne peut faire bonnement, estant fils de
« famille et en puissance de père : et avec lequel plusieurs mar-
« chands et autres craignent de négocier. A ceste cause s'est le-
« dit... mis à genoux, les mains ioinctes très humblement, prié et
« requis le dit... sondit père, le vouloir émanciper et mettre hors
« sa puissance paternelle, afin que par cy après il ait moyen de
« faire et continuer ledit train de marchandise, trafiquer, négo-
« tier, s'obliger, disposer et faire tous actes de vray libre, pour
« l'assurance de ceux qui négotieront avec luy. Protestant néant-
« moins vouloir vivre sous l'obeyssance de sondit père : et de
« le secourir en toutes ses nécessitez. Ledit... père a dit qu'il luy
« desplaît que led. sondit fils, qui n'est aagé que de... se départe
« de sa subiection. Toutesfois attendu que il s'est cy devant bien
« et honnestement comporté et qu'il espère son avancement pour
« l'advenir, l'a émancipé et mis hors de sa puissance : auquel il a
« donné tout pouvoir et puissance de trafiquer, négotier, con-
« tracter, acquérir, et dsposer de ses biens, comme il verra estre

1) De même que pour le fils de famille, les recteurs accordent à leur enfant adoptif l'autorisation de faire ses affaires, en récompense de sa bonne conduite; après avoir reconnu que Balmas « a tous-
« jours esté obéissant au commandement desdictz
« seigneurs recteurs » ²¹, ils lui accordent le privilège qu'il réclame.

2) L'émancipation du fils de famille Lyonnais, est une *émancipation judiciaire* ²²; le juge, certes, n'y intervient pas, et se borne à constater que les formalités nécessaires ont été observées entre le père et le fils; l'émancipation est faite par le père et non par le tribunal, mais, elle est faite devant lui, L'émancipation de Benoît Balmas par les recteurs n'est pas

« à faire, et autrement comme un vray libre peut faire. Et en
« signe de ce luy a ouvert les mains, et a iceluy... fils humble-
« ment remercié. Dont avons audit... fils octroyé acte, pour luy
« servir et valoir, ce que de raison. En signe de quoy avons fait
« mettre et apposer le scel commun royal de ladicte cour à ces
« dictes présentes. Fait par nous, etc... »

II. — Dans la deuxième c'est un fils marié « du vouloir et consentement de son père » et qui désire faire ses affaires séparément. Il se met, lui aussi, à genoux et mains jointes. Le juge (président de la Sénéchaussée) fait entendre au père l'effet de l'émancipation (où l'on cite ici « testament » et « donation »). Il considère son fils âgé de plus de 25 ans capable de gérer ses biens. En conséquence : « Il l'a émancipé et émancipe... le met-
« tant hors son autorité et puissance paternelle ». Suivent les détails des droits donnés, comme suite « de ladicte émancipation ». « Et en signe de vraye émancipation, luy a ouvert et des-ionct
« les mains. Desquelles choses nous avons octroyé acte audit...
« fils, ce requérant : ...signé ces présentes et à icelles fait mettre
« et apposer le scel royal de ladite Cour, le... ».

(21) De même, le père de famille lyonnais accorde l'émancipation à son fils, malgré, déclare-t-il, son jeune âge, « toutesfois,
« attendu que il s'est cy devant bien et honnestement comporté.....
« l'a émancipé, etc... ».

(22) Le fait que les formules d'actes cités se trouvent dans un *recueil de pratique judiciaire* le prouve déjà par cela seul. C'était d'autre part, le *mode habituel* des provinces de droit écrit (exception, néanmoins, pour Toulouse, où il était fréquemment notarié).

passée, sans doute, en Sénéchaussée, elle n'en est pas moins, à mon sens, une émancipation judiciaire, tout comme l'autre; les recteurs interviennent à l'acte à la fois comme pères adoptifs qui émancipent leur enfant, et, comme juges qui constatent l'émancipation.

L'Aumône, nous l'avons constaté souvent, est un véritable tribunal ayant pouvoir de juridiction en certaines matières et envers certaines personnes ²³; ses décisions sont exécutoires par les fonctionnaires qu'elle a à son service (Bedeaux), et, tout comme les officiers de la Sénéchaussée, elle fait inventaires, appositions de scellés et ventes à l'encan ²⁴. Le bureau de l'Aumône et l'assemblée des recteurs sont un véritable prétoire et, dans ces conditions, on ne peut vraiment assimiler un acte fait à ce bureau à l'acte que ferait, chez lui, un simple particulier, à titre privé et sans contrôle. D'ailleurs le caractère obligatoire des décisions de l'Aumône est assez nettement exprimé quand les recteurs, ayant déclaré avoir « émancipé » Benoît Balmas, leur fils adoptif, ajoutent : « *et veulent que ainsi soit, comme sy...* » Un particulier qui se dispenserait de certaines formalités, comme le font ici les recteurs de l'Aumône, n'aurait aucun droit à déclarer que *l'acte sera valable, malgré ces omissions* : Les recteurs, au contraire, n'hésitent pas, en émancipant leur enfant, à déclarer que cette *émancipation aura les mêmes effets que si elle était faite avec les solennités d'usage*.

(23) Nous en avons déjà vu et nous en renverrons des exemples : ce pouvoir lui vint de la délégation qui lui fut faite par les « gens du roy », le 25 janvier 1534, comme on l'a vu tout au début de cette étude (vote du projet Jean Broquin, E⁴ *premiers folios*).

(24) Cf. *infra*, sect. II.

3) Après nous avoir appris que les recteurs, accédant à la demande de leur fils adoptif, décident, pour le rendre capable, de l'émanciper, le rédacteur de l'acte ajoute : « l'ont en tout et partout... *émancipé, comme sy toutes les solempnités accoustumées en cas semblable estoient icy exprimées* » ; nous concluons, donc, d'abord — cela coule de source — que les formalités habituelles « en cas semblable » ne furent pas observées, et, si nous regrettons de ne savoir comment alors les recteurs procédèrent, néanmoins, pareille expression nous est fort précieuse ; en effet, si on prend soin de nous dire que l'émancipation des recteurs a pleine valeur, même en l'absence des formalités exigées en pareil cas, c'est bien véritablement assimiler l'émancipation ainsi faite à l'émancipation habituelle qui se faisait avec ces « solempnités » ; une double conséquence s'en dégage, l'une pour l'émancipation, l'autre pour l'adoption elle-même : 1°) *pour l'émancipation*, d'abord : l'émancipation des recteurs, disons-nous, est toute pareille dans ses effets (sinon dans son formalisme) à l'émancipation habituelle ; c'est dire, en d'autres termes, qu'elle est une véritable émancipation, produisant les mêmes résultats que la 1^{re} ; le mot « émancipation » est bien pris au sens technique et non dans un sens large, non juridique. L'« émancipation » des recteurs dégage donc l'enfant d'une certaine incapacité et nous en arrivons ainsi à la 2^e conséquence : 2°) *pour l'adoption elle-même* : si pour dégager l'enfant de cette incapacité on est obligé de recourir au mode qui sert *uniquement* à dégager le fils de la

puissance paternelle, et baptiser cette opération du terme spécial d'*émancipation*, c'est donc, il faut bien le reconnaître, que l'incapacité de l'enfant de l'Aumône dérive, au moins à cette époque, de ce qu'il est fils de famille, autrement dit, que l'autorité des Recteurs est la puissance paternelle.

Nous ne pouvons évidemment l'affirmer encore, puisque nous n'avons pas étudié la portée de l'incapacité du fils adoptif de l'Aumône; mais, d'ores et déjà, il faut constater, dans la présence d'une émancipation analogue à l'émancipation ordinaire, une présomption dans le sens d'une *adoption constitutive de puissance paternelle en faveur des recteurs*; comme, de plus, les recteurs, qui n'exercent pas cette puissance paternelle supposée comme pères naturels des enfants qu'ils élèvent, sont appelés, depuis 1536, leurs *pères adoptifs*, la puissance paternelle des recteurs paraît bien dériver, sans conteste, alors, de leur *adoption*. Celle-ci, au moins à la fin du XVI^e siècle, semble, donc, entraîner la puissance paternelle — nous reviendrons sur ce point — puisque, pour anéantir cette puissance, il faut « émanciper » l'enfant.

L'étude de l'émancipation est, ainsi, fondamentale pour connaître la véritable signification de l'originale institution de l'Aumône-Générale. Mais, en dehors de l'intérêt qu'il y a dans l'émancipation, pour mieux connaître l'adoption elle-même, il est curieux de constater comme la forme extinctive des effets de l'adoption a mis du temps pour en arriver à devenir une véritable émancipation; la puissance des recteurs sur l'enfant adopté aurait-elle, elle aussi,

évoluée d'un état informe originel à la « patria potestas » véritable, comme semble le montrer la seule étude de l'émancipation ? Nous le verrons bientôt.

II. LA GESTION DU PATRIMOINE DE L'ADOPTÉ.

a) TRANSMISSION DES BIENS DE L'ENFANT A L'AUMÔNE-GÉNÉRALE.

Dès le début de l'Aumône, nous constatons que les biens des enfants adoptés lui sont transmis :

1) Dès juillet 1536, un mois seulement après le début de la pratique d'adoption, on relève le tout premier acte d'administration de l'Aumône; à la vérité, les enfants Vial dont les recteurs louent la maison et le jardin, ne sont pas qualifiés expressément d'adoptifs, mais, dans la teneur de l'acte transcrit, rien indique qu'il puisse s'agir d'enfants de la ville dont les recteurs, on ne sait vraiment pour quelles raisons, gèreraient les intérêts. Ce sont, en effet, des orphelins, qu'il est plus que probable que l'Aumône a recueilli dans ses hôpitaux; le locataire s'engage à payer son loyer « ausdicts sieurs ou es enfans » et les recteurs déclarent maintenir le locataire dans la jouissance de la maison et du jardin durant les 4 ans du bail (9 juillet 1536) ²⁵.

(25) E⁵, f. 62. Nouvelle location des biens des mêmes enfants, E⁵, f. 187.

E⁵, f. 62, 9 juillet 1536. — « Les dicts sieurs ont loué et par « nom et titre de louage baillé à pierre biset sarrurier de bourg-
« neuf présent une maison et Jardin joignant ensemble qui
« furent de feu estienne Viard situez au bourg de Veyse Jouxte
« ses confins pour quatre ans commencez à la feste naté Saint

2) Le mois suivant, en août 1536, un texte intéressant ne laisse plus aucun doute, celui-là sur la qualité des enfants²⁶; il s'agit de la situation suivante : Une tante vient se plaindre aux recteurs des mauvais traitements que, depuis sa nouvelle union, Etienne Du vivier fait subir aux trois enfants de son 1^{er} mariage; elle vient les supplier, en conséquence, de vouloir bien recueillir ces trois enfants, et, « *gouverner et régir leurs biens*, veu le mauvais régime et gouvernement qui en est fait par leur dict père à la persuasion de sa dicte femme. » Les recteurs sont donc mis en présence d'une demande concernant nettement, outre la personne des enfants, leur patrimoine; que vont-ils faire ? Ils décident, d'abord, de prendre les trois enfants pour « *enfants adoptifz, aux condicions et modifications d'adoption* »; nous avons déjà rencontré cette dernière formule et l'avons expliquée²⁷. L'adoption est donc expressément déclarée et, une fois les enfants

« Jehan baptiste déjà passé et semblable jour finissans Lesdits
« quatre ans premièrement revoluz et passez pour le pris et
« somme d'ung chacun an de quatre Livres tournois Laquelle
« somme ledict pierre biset confesse debvoir à cause de ce précédent louage et icelle promet par ses foy et serment payer *ausdicts srs ou es enfans dudict feu Vial* tous les ans la moitié
« à une chacune feste naté Sainct Jehan et l'autre moitié à
« une chacune feste naté nre Sr. Le premier payement comprenant à la prochaine feste naté nre Sr. et ainsi tous les ans
« promectans lesdictes parties par leurs foy et sermens et soubz
« l'obligation de tous et ung chacun leurs biens aussi du propre
« corps dudict pierre biset, assavoir lesdicts sieurs maintenir
« lesdictes maison et jardin audict biset durant lesdictes quatre
« ans et ledict biset payer « *es dicts sieurs ou esdicts enfans* La
« dicte somme esdicts termes susdicts et avoir les aultres choses
« susdictes agréables et non jamais venir au contraire avec ?...
« de tous despens, promissions, subsmisions, etc... ».

(26) E⁵, 6 août 1536, f. 67, P. J., n°1.

(27) Supra 1^{er} et II Ch. cf. aussi *Adoptions par les particuliers*, où la même expression se retrouve.

admis ainsi à l'Aumône, il est ordonné que le père « sera ajourné aux fins de se désister de la jouys-
« sance » des biens des enfants. Il y a là deux décisions que les recteurs édictent, en vertu de leurs pouvoirs généraux sur tout ce qui touche les orphelins, mais qui, néanmoins, dérivent toutes deux de leur *adoption* : 1) l'une, touchant la personne des enfants : ils sont mis dans les hôpitaux de l'Aumône; 2) l'autre, touchant leurs biens : leur *administration passe dorénavant aux recteurs*; et, en conséquence, dès la semaine suivante, commence l'exercice du pouvoir d'administration de l'Aumône au lieu et place du père naturel; dès le 13 août, les recteurs procèdent à la mise en location des diverses parties de la maison de du Vivier²⁸, le prix de location sera payé aux recteurs, louage fait, néanmoins, en présence d'Etienne du Vivier, que l'Aumône fait participer, d'ailleurs, dans une certaine mesure, à la gestion de ses biens; mais leur administration n'en reste pas moins à l'Aumône, et, cette gestion se prolonge, comme le témoignent diverses et nombreuses mentions ultérieures²⁹ du registre E⁵.

3) On trouve une autre adoption intéressante, de suite après l'adoption du Vivier; deux orphelines, Catherine et Andrée Prost, sont adoptées par l'Aumône dans les circonstances suivantes. elles sont présentées au bureau *par leurs tuteurs*, qui, après avoir « quicté lesdictes filles de la somme de vingt-
« sept livres à eulx deue » et de toutes les dépenses,

(28) E⁵, f. 69.

(29) E⁵, Fos-70, 76, 81, 116, 119, 120, etc...

qu'ils ont faites pour elles, ont remis aux recteurs « l'inventaire des biens, la tutelle et reddition de leur compte », et ces titres sont mis au coffre du secrétaire³⁰. Nous constatons ainsi deux choses fort importantes : les biens des enfants passent à l'Aumône — le texte est encore plus catégorique que les précédents — et la tutelle prend fin. *L'adoption fait cesser la tutelle antérieure* : or, s'il n'est plus besoin de tutelle, c'est que la puissance paternelle a repris ou qu'une autre s'est formée; or les enfants sont adoptés par l'Aumône : *c'est donc l'adoption qui, entraînant la puissance paternelle, fait cesser la tutelle*. Elles sont exclusives, l'une de l'autre, l'acte ne dit pas, en effet, que les enfants sont adoptés « *en même temps* que les tuteurs... », mais, que les enfants sont adoptés « *moyennant ce que les tuteurs...* » : Si les tuteurs ne remettaient pas tous leurs droits aux recteurs, l'adoption ne pourrait se former. La même expression se retrouvera plus tard; ainsi, 14 ans après, nous lisons, dans E⁷, à la date du 4 mai 1550, que Jean Rousse, adopté par l'Aumône de la même façon que les autres enfants adoptifs, y est amené par son tuteur, et, adopté « *moyennant ce que ledit* » tuteur a promis bailler a ladicte Aulmosne ce qui « *pourra compéter et revenir audict Rouse* »³¹. *Les deux états sont, donc, incompatibles*. Remarquons, pour l'instant, seulement, que les hypothèses que nous venons d'examiner, et, dont l'une est à l'origine même des adoptions de l'Aumône, laissent facile-

(30) P. J., n° 1.

(31) E⁷, f. 366.

ment entendre que les biens des enfants, ainsi soumis à la tutelle antérieurement à leur adoption, passent désormais sous l'administration des recteurs de l'Aumône.

4) Bien d'autres exemples nous sont encore donnés, dès les 1^{res} années, de pareils « transports de droits » : c'est l'expression même employée dans l'acte du 4 février 1537³² : un fils et une fille sont reçus à l'Aumône comme enfants adoptifs, sur présentation de leur propre mère, qui les remet aux recteurs « avec leurs droictz » ; bien plus tard, le 8 avril 1576, nous constatons également une réception d'orphelines avec transport de leurs biens à l'Aumône.

b) POUVOIR DES RECTEURS SUR LES BIENS DE L'ENFANT.

a) *Immeubles : Administration et location.*

Bien des exemples nous sont donnés, dès le début de l'Aumône, de l'administration des immeubles des enfants adoptifs par les recteurs : les recteurs les louent, dans une forme analogue à celle des cas Vial et du Vivier, que nous avons déjà rencontrés³³. D'autres fois, nous les voyons prendre des mesures envers des détenteurs de biens d'adoptifs qui sont contraints de les rendre sur l'ordre des recteurs³⁴. Il

(32) E⁵, f. 122, P. J., n° 1.

(33) Cf. *Supra* et P. J., n° 1. Les registres sont remplis de ces actes (par ex. E⁶, ff. 220, 238, 254, 368, 453, 592, 600).

(34) E⁸ : Françoise, fille de Léonard Charassin est mise à l'Aumône par ses parents et acceptée « aux conditions et modifications d'adoption » ; « les biens qu'elle a aux champs demeurent es mains du sieur Simon Frère, qui a promis les rendre et bailler à l'Aulmosne quant (sic) de ce faire il sera requis ». (Inv. II, E, 24).

ne m'a pas été donné de rencontrer des cas d'actes de disposition sur des immeubles, ventes, etc... D'ailleurs, il faut remarquer qu'il est rare que l'enfant adopté par les recteurs dispose d'une importante fortune immobilière, car il est évident que, dans ce cas, il n'aurait pas besoin d'être recueilli dans les hôpitaux de l'Aumône.

β) *Meubles.*

Au contraire, les mesures, concernant la fortune mobilière des enfants adoptifs, apparaissent fréquemment. (*Actes d'administration ou de disposition*).

1° *Paiement des dettes et recouvrement des créances.*

C'est ainsi que les recteurs ordonnent le paiement des dettes de Etienne du Vivier, dont les enfants ont été adoptés en 1536, sur les deniers de l'Aumône (ce dernier promet, d'ailleurs, de la rembourser et, pour cela, il fait cession aux recteurs d'une partie du montant de ses locations)³⁵. C'est, en cette qualité, également qu'ils touchent les *gages de leurs enfants adoptifs* placés en service ou en apprentissage³⁶,

(35) E5, ff. 71 et 73; par ex. f. 71 (20 août 1536) : « A esté ordonné payer par le commandement vouloir et consentement de « estienne du Vivier à Mathieu Tellier et Catherine sa belle- « mère de ?... La somme de troys Livres tournois en déduction « du nourrisage de Laurens filz dudict du Vivier et commandé « au secrétaire leur en faire mandement adressant aux commis « à la recepte de Laquelle somme ledict du Vivier promest rem- « bourser lesdicts sieurs sur les louages du tier (sic) de sa mai- « son et pour ce faire en fait cession et transport jusques à la- « dicte somme avec clauces ad ce nécessaires ». (cf. également, « autre acte, dans Inv. II, E, p. 9). Un texte ultérieur de 1575 nous montre également, le paiement à un créancier d'une dette due par une adoptive du chef de ses parents. (Inv. II, E, p. 55, E13).

(36) Les *gages* des adoptifs sont mis dans la caisse du trésorier de l'Aumône; en voici un exemple :

« Ladite Clémence confesse avoir heu (sic) et reçu de ladite

de même, un texte de 1558 expose les moyens que les recteurs emploieront « *comme peres et légitimes administrateurs pour le recouvrement des créances d'enfants qu'ils ont adoptés* »³⁷.

2° *Placement des sommes d'argent appartenant aux adoptifs.*

L'agent appartenant aux adoptifs, trouvé dans la la succession de leurs parents défunts, leur est conservé dans la caisse du trésorier et leur est remis plus tard (mariage, par ex.), mais les textes nous apportent la preuve que non seulement il leur est gardé mais que les recteurs, s'arrangent pour qu'il produise de l'intérêt, c'est ce que témoignent a) divers textes, du registre E⁵, à la date du 6 mai 1537, et, du

« dame Catherine du Soleil présente la somme de deux livres « six solz tournois pour ses gages de l'année passée *laquelle* « *somme a esté mise au coffre de queysse* (sic) *de ladicte aulmone* « par les mains du Sr Jehan Frelon... comme appert par ses « *comptes au chapitre des gages des filles adoptives* de ladicte « aulmosne, de laquelle somme ladicte Clémence s'est tenue et « tient pour comptant (l sic) et en a quicté et quicte ladicte du « soleil, etc... (clauses d'usage, lieu, an, jour, témoins) » (Février 1552, E⁷, f. 501). Je n'ai pas l'intention d'étudier, à propos des adoptions, les *contrats d'apprentissage*, si abondants dans les premiers registres de l'Aumône (E⁶, E⁷, E⁸, E⁹, E¹⁰, 1540-62) (Ces registres sont, d'ailleurs, presque uniquement des relevés de ces actes ainsi que des actes d'adoption et de versements d'aumônes); je distingue deux sortes d'actes :

Les contrats avec gages et les contrats sans gages; tous deux contiennent une formule de promesses : « ce qu'il promet bien et dûment faire », applicable, dans les contrats non salariés, au *maître* ou à la *maîtresse*, tandis que la même formule dans les contrats avec gages, s'applique au *serviteur* ou *apprenti* engagé; de plus, dans les seconds, de longues formules précisent la forme (annuités variables — paiement semestriel, en général, aux termes du 24 juin, et du 25 décembre, quelquefois, à la « Saint-Martin », 11 novembre) du paiement des gages, et, la question des vêtements : en général, l'Aumône habille ses adoptifs, au moment de leur entrée en service, puis, dans la suite, ils sont habillés par leurs maîtres; les bails sont à deux, trois, quatre, cinq, rarement six ans et plus.

registre E⁶ (nov. et déc. 1544) : à la vérité, les textes en question sont assez obscurs sur la situation respective des personnages, néanmoins, le rapprochement, établi entre eux tous, permet d'envisager la situation comme suit : deux enfants de Barthélémy de Langres sont adoptés par l'Aumône; l'« hospitalier de l'hospital du pont du Rosne », où le père fut probablement soigné, apporte aux recteurs de l'Aumône, sur leur demande, une certaine somme d'argent; cette somme est mise « *aux gabelles pour la faire prouffité deux solz pour livre* » (6 mai 1537). Nous voyons, plus tard (novembre et décembre 1544), la sœur des adoptifs, Blanche de Langres, venir *retirer l'argent et l'intérêt produit*³⁸. b) Françoise Chollet, de son côté, au moment de son mariage (30 janvier 1541 : c'est le 1^{er} cas de remise de ses biens à une adoptive pour son mariage), reçoit non seulement la somme d'argent que lui avaient laissée ses parents, mais encore le « *prouffit* » que cette somme avait fait³⁹; ces deux cas emportent, également, une autre conséquence, de grande importance : les recteurs qui, ainsi, pour une cause ou pour une autre, remettent à leurs enfants adoptifs l'intérêt des sommes leur appartenant, produit durant le temps où ils sont sous la

(37) E⁹, F^o 232-233, Dim. 4 décembre 1558.

(38) Comme il sera question de ces textes, à nouveau, au ch. du *Dt de Succession*, ils seront reproduits *infra*, pp. 390-392.

(39) Cf. *supra*, Ch. I, *Dots*; E⁸, f^o 62, Dim. 30 janvier 1541 : « A esté ordonné bailler à françoise fille de feu Anthoine Cholet pour ce qu'elle a trouver (sic) son party, la somme de vingt cinq livres tournois, tant pour dix-neuf livres quatre solz et neuf deniers qu'elle avoit aux gabelles avec aultre somme appartenant à ses frères pour le prouffit que ladicte somme peult avoir fait, par mandement et quittance. »

charge de l'Aumône, ne jouissent *donc pas encore de l'usufruit des biens de leurs adoptifs*; ce droit, formellement reconnu plus tard, par les lettres patentes, mentionné expressément dès le règlement de 1605, n'existe pas encore en 1541 ou en 1544.

3° *Inventaire et vente des meubles à l'encan.*

L'inventaire des biens de l'enfant adopté, première des opérations faites, dès l'acte d'adoption passé, au siècle suivant, apparaît dès le début de l'existence de l'œuvre; elle est mentionnée, pour la 1^{re} fois, en date du 24 décembre 1536 : il s'agit d'un enfant que l'acte, il est vrai, ne qualifie pas expressément d'adoptif, dont la mère est morte, laissant son loyer impayé : le propriétaire vient de suite prévenir les recteurs qui ordonnent l'*inventaire des biens* laissés dans la maison et leur *vente* : la formalité de celle-ci est bien expliquée, c'est une adjudication « au plus offrant et dernier enchérisseur », dans notre cas, en la présence du créancier, et, en un lieu public, comme c'est l'usage, « à la manière accoutumée »; le prix qu'on en retirera sera employé à payer la dette, et le surplus restera dans la caisse du bureau ⁴⁰. Il est intéressant de noter que ce mode d'agir à la réception des enfants restera le même, en somme, dans l'avenir; or, *il est déjà employé, dès l'année 1536, la première où l'adoption de l'Aumône fut pratiquée.*

Plus net, encore, au F^o suivant, pour l'adoption des

(40) E⁵, f. 107, Dim. 24 décembre 1536.

frères Girodier, retenus à l'Aumône « pour filz adoptifz », parce que leur mère est atteinte de la lèpre ⁴¹; le scribe mentionne, également, que les biens de celle-ci « seront mis en inventaire par le secrétaire « au prouffit des dictz enfans »; il semble bien que, puisque l'inventaire ainsi fait doit servir aux enfans, c'est que des mesures analogues aux cas précédents ont dû être prises pour la bonne gestion de leur patrimoine.

Le secrétaire devra, également, « inventoriser et « faire description des biens des filles de feu Antoine « Chollet » (29 avril 1537) ⁴². Même charge est commandée au secrétaire après l'adoption d'un enfant admis à la Chanal (15 septembre 1538) ⁴³. Et les exemples pourraient se multiplier.

Quand l'enfant a des biens meubles, les recteurs les font donc vendre, et, le prix en est mis au coffre de l'Aumône (31 décembre 1536 ⁴⁴-28 février 1552 ⁴⁵. C'est ainsi que pour la réception de Barbe Ancellière pour fille adoptive (II janvier 1545) ⁴⁶ les recteurs décident que ses biens seront vendus, un créancier payé sur le prix, et que le reste lui sera rendu, quand elle se mariera. Nous avons vu, d'ailleurs, dans la plupart des cas de dot à cette période, que la fortune appartenant aux enfans, du chef de leurs parents, leur est remise à ce moment; c'est ainsi qu'on

(41) E⁵, f. 108, Dim. 31 décembre 1536, v. le texte dans P. J., n° 1.

(42) E⁵, f. 165.

(43) E⁵, f. 310.

(44) Il s'agit des enfans Girodier, Cf. P. J., n° 1.

(45) E⁷, f. 499.

(46) E⁶, f. 434.

lit au Registre E⁶ (F^o 511), que les biens d'enfants qui viennent d'être adoptés seront inventoriés et vendus et qu'on leur remettra le prix gardé au coffre « quand il seront en âge » ; l'âge n'est point précisé, mais constatons qu'au mariage des filles, au moins, leurs biens leur sont remis.

Inventaire et vente de meubles, les recteurs font tout cela par leurs officiers, sans qu'il soit besoin de passer par les juridictions habituelles; il en résulte, en conséquence, *une grande économie pour les pauvres*, car, si l'adoption n'était pas prononcée, les mêmes formalités auraient, dans bien des cas, été faites également, mais alors, sur demande des tuteurs, par les officiers de la Sénéchaussée, d'où de grandes dépenses pour les familles pauvres qui absorbent, quelquefois, la totalité des successions. C'est déjà, pour conserver leurs prérogatives en cette matière que les recteurs sollicitent du roi, et, obtiennent, par les lettres-patentes de 1560, la préférence, en cas d'adoption des pauvres orphelins de la ville, aux « officiers de la justice ordinaire de Lyon », qui voulaient (déjà !) leur enlever ce privilège si utile à la population Lyonnaise ⁴⁷.

L'Aumône-Générale exerce ainsi, dès 1536, au XVI^e siècle, une gestion assez étendue des biens de ses enfants adoptifs; *mesures conservatoires* de leurs droits (paiement des dettes, recouvrement des créances, inventaire des biens), *mesures d'administration des immeubles* (Location), *mesures d'administration des meubles* (dépôt à intérêts des sommes

(47) Cf. *infra*, T. II, Ch. III.

d'argent) *et de disposition* (vente aux enchères des meubles en nature). Mais les Recteurs ne jouissent pas encore de l'*usufruit* des biens de leurs enfants adoptifs.

III. — INCAPACITÉ DE L'ENFANT ADOPTIF.

Quelle est au juste, maintenant, la nature des pouvoirs en vertu desquels les recteurs gèrent le patrimoine de leurs enfants adoptifs ? Si les premiers registres (à peu près les 35 premières années), à la vérité, ne le spécifient pas nettement, avec le cas Pierre Pasquet, dans la deuxième moitié du siècle, nous trouvons de précieuses indications; nous avons déjà eu à remarquer l'intérêt du long texte relatif à son émancipation; ce texte — ainsi que d'autres le concernant — sont également très intéressants au point qui nous préoccupe actuellement.

Le premier texte, où il est question de Pierre Pasquet, nous montre celui-ci demandant aux recteurs en même temps que son « licenciement » la remise des « fondz qui lui appartiennent sciz à Brignais » (Dim. 16 mars 1572⁴⁸). Si les recteurs décident de remettre la décision au dimanche suivant et que, pour une raison inconnue, il n'en est plus question, ni ce dimanche, ni aux autres réunions du bureau, nous constatons, néanmoins, par la seule demande de Pierre Pasquet, que, bien qu'il ait alors une vingtaine d'années, c'est-à-dire ait dépassé considérablement l'âge où finit dans la région Lyonnaise la tu-

(48) Le texte est retranscrit, *supra*, p. 331, en notes.

telle des impubères, *il n'a pas encore la libre disposition de ses biens. Ce n'est donc pas, en tant que tuteurs*, que les recteurs continuent à disposer des biens de Pierre Pasquet; or, cette gestion par eux est effective; car Pasquet, dont les recteurs n'ont, donc, pas agréé la demande d'émancipation, comparait à nouveau au bureau de l'Aumône, l'année suivante (27 décembre 1573); il se plaint alors que, pour les mêmes biens de Brignais, il ait été « imposé à la taille tant « royale que collecte »; les recteurs, sur cette demande, protestent énergiquement » au chatelain du « dit Brignais et autres qu'il apartiendra (sic) » contre la violation du *privilège de l'Aumône et des enfants adoptifs*, lisons-nous textuellement, *d'être soustraits aux tailles*, et, attestant que Pierre Pasquet est un de leurs enfants adoptifs, ils ont ordonné à leur secrétaire de « luy en expédier acte »⁴⁹ : Pierre

(49) Voici le texte relatant cette nouvelle comparution de Pierre Pasquet, telle qu'elle nous est transcrite par le Registre récapitulatif, E⁸⁶, Ch. VI, *Adoptions* : « Le 27 décembre 1573, « après qu'il a été remontré au Bureau de l'Aumône Générale de « Lyon, par Pierre Pasquet, l'un des enfans adoptifs de l'Au- « mone Générale, que pour certains biens qu'il a au lieu et pa- « roisse de Brignais, il a été imposé à la taille tant royale que « collecte, requérant la certification des Recteurs comme il est « des adoptifs de la dite Aumone, annuant à laquelle requête et « désirant faire maintenir lesdits enfans adoptifs avec les li- « bertés qu'il a plu au Roy leur donner et, étant la vérité, nous « certifions au Chatelain dudit Brignais et autres qu'il appar- « tiendra que ledit Paquet est un de nos enfans adoptifs, par- « tant que lesdits biens qui luy appartiennent ne sont ny moins « doivent être mis ny imposés aux tailles, et ont ordonné à leur « secrétaire luy en expédier acte pour luy servir et valoir ce que « de raison ». A propos des tailles, je n'ai trouvé nulle part d'exemption spéciale accordée par le Roi aux adoptifs de l'Aumône : il paraît bien étonnant, d'ailleurs, qu'il l'eut fait, puisque les Lettres-Patentes de 1560 (Cf. *infra*, T. II, ch. III) qui accordent de nombreux privilèges à l'Aumône, semblent ignorer totalement les adoptions des Recteurs, qui ne seront reconnues législativement qu'au XVII^e s., après une préalable et abondante jurisprudence confirmative de celles-ci. Je crois qu'il s'agit ici

Pasquet est donc, malgré son âge, sous le fêrule de l'Aumône, qui protège ses biens contre les vexations des Seigneurs; il est toujours, le texte est explicite, « enfant adoptif de l'aulmosne »; il semble donc que, c'est, *parce qu'il est leur enfant adoptif que les recteurs prennent soin de ses biens*. Aucun doute n'est plus possible à la nouvelle comparution de Pierre Pasquet, quelques années plus tard, peu avant son émancipation (début 1578); devenu soldat, parti à la guerre, il fut cru mort, et, les recteurs, dans l'attente vraisemblable de la confirmation de cet événement, se firent « maintenir en *sauegarde* » des « vignes et aultres biens dudict Pasquet, siz à la pa-

d'une exemption générale, au profit de l'Aumône, sur ses biens et ceux des personnes qu'elle avait sous sa charge, dont font partie, évidemment, les adoptifs, et ne pas voir là un privilège spécial à ces derniers et qui dériverait de leur adoption ou d'une faveur attachée à ce titre d'« adoptif de l'Aumône ». Cette exemption, de plus, paraît non pas dérivée d'un acte du pouvoir royal en faveur de l'Aumône lyonnaise, mais puiser sa force dans la seule coutume, comme l'atteste un texte de la même époque, 1577, sur une hypothèse analogue : le receveur des tailles de Feyzin, en Dauphiné, Odet Comte, comparait devant les Recteurs, et, les avertit que les biens appartenant aux enfants Dupuy, adoptifs de l'Aumône, ont été cotisés à la taille royale, et que, pour en obtenir paiement, il avait fait saisir judiciairement les meubles du fermier auquel les recteurs avaient loué ces biens; il demande à ceux-ci de lui faire payer l'imposition dont il s'agit; tout en acceptant, dans le cas présent, de satisfaire, en partie à cette demande dans l'intérêt du fermier, pour empêcher la vente de ses biens, les Recteurs de l'Aumône déclarent au receveur que « ce n'est la coutume de Daulphiné ny Lyonnais de cottizer les « pauvres adoptifz de ladicte Aulmosne aux tailles dont ilz doivent estre exempts ». (E¹⁶, Inv., II, E, p. 60-61). Il est curieux de voir ici encore le rôle de la coutume — quoique nous soyons à Lyon dans un pays très fortement fidèle au droit romain — dans la création ou l'évolution des droits et privilèges de l'Aumône Générale, et mettre cette coutume en face de l'autre, l'usage d'adopter, la pratique coutumière de l'adoption par les Recteurs; l'une et l'autre, remarquons-le, finissent par être reconnues et produire des effets juridiques certains, après un certain temps indéterminé d'usage.

« roisse de Brignais » ⁵⁰. Or, pareille intervention des recteurs, l'exercice de la sauvegarde en vue de conserver la possession et jouissance des biens ainsi « sauvegardés », n'a pu se faire, évidemment, que parce qu'ils avaient, déjà, ces droits de possession et de jouissance. Pierre Pasquet ne discute pas, d'ailleurs, remarquons-le bien, la légitimité de la mesure prise à son insu, mais, il se plaint aux recteurs qu'en « vertu de cette maintenue, il ne peult bailler ses biens à ferme, ny en user »; bien mieux, loin de demander aux recteurs, comme il l'avait fait précédemment, de lui laisser l'administration de ses biens, il se contente de les prier de vouloir bien eux-mêmes les « accenser », « afin qu'ilz ne dépérissent » : l'enfant adoptif de l'Aumône laisse donc les recteurs s'occuper de la gestion de son patrimoine et faire les actes nécessaires pour le maintenir en bon état; les recteurs ont, donc, *la pleine administration des immeubles* de leur enfant adoptif, et, cela, *quoique ce dernier soit probablement, dès cette époque, majeur de 25 ans*; or, en vertu de quel droit les recteurs peuvent-ils avoir cette administration, et, en particulier, ont-ils pu se faire accorder la « mainte-

(50) E16, Inv., II, E, p. 62, début 1578 : « Comparution, devant « le Bureau, de Pierre Pasquet, adoptif de l'Aumône, à présent « soldat, lequel a remontré que, cy-devant, les dictz sieurs ayant « eu nouvelles que ledict Pasquet estoit décédé à la guerre, ilz « se seroient fait maintenir en sauvegarde des vignes et aultres « biens dudict Pasquet, sciz à la paroisse de Brignais, et que, « attendu ladicte maintenue, il ne peut bailler ses biens à ferme « ny en user, requérant qu'il pleust ausdictz sieur accenser ses « dictz biens, afin qu'ils ne dépérissent. Les dictz sieurs ont dé- « claré que ce qu'ilz en ont fait n'a esté que comme ses pères « putatifz, pour luy conserver sondict bien, comme ilz sont tenus « faire comme adoptif de ladicte Aulmosne, consentant que ledict « Pasquet les baille à ferme à qui il verra estre à faire pour le « mieulx. »

nue en sauvegarde » des biens de Pierre Pasquet ? Eux-mêmes l'exposent nettement; retenons bien leur expression, importante dans sa précision; « lesdicts « sieurs ont déclaré que ce qu'ilz en ont faict n'a « esté que *comme ses pères putatifs* pour luy con- « server son dict bien, comme ilz sont tenus de faire « *comme adoptif de ladicte aulmosne* »; Les recteurs déclarent *clairement tenir lieu de pères à l'enfant en vertu de son adoption* (« *comme adoptif* ») et, *en cette qualité*, veiller à la conservation de son patrimoine; *les pouvoirs des recteurs sur les biens de leur enfant* apparaissent, donc, manifestement, à propos du cas Pasquet, *comme une conséquence de son adoption*. De plus, les recteurs ajoutent qu'ils *consentent* à ce que Pasquet baille ses biens à « ferme » « à qui il verra estre à faire pour le mieulx » : Pierre Pasquet est donc habilité par *l'autorisation des recteurs* à administrer ses immeubles et à les louer, comme les recteurs le faisaient auparavant; puisque, pour en avoir l'administration, il lui faut le *consentement des recteurs*, c'est donc qu'il est un *incapable*, *tout comme le fils de famille*, devant être autorisé *par son père* pour faire valablement des opérations juridiques et *cela malgré sa majorité de 25 ans* : une telle puissance se prolongeant si tard dans la vie de l'enfant ne peut être assimilée qu'à la « *patria potestas* » dont jouit le père naturel en pays de droit écrit et dont jouissait à Rome — et dont continue à jouir dans certains pays au XVI^e siècle⁵¹ — l'adro-

(51) Italie, cf. 1^{re} Partie, Adoptions par les Particuliers, T. I; Allemagne, *Introduction*.

geant sur la personne de l'enfant adrogé; constatons au moins, à cette date, 1578, et en cette matière importante, que l'adoption des recteurs produit les mêmes effets que l'adrogation romaine; répétons le texte: *l'adoptif de l'Aumône, majeur de 25 ans, doit être autorisé pour avoir l'administration de ses biens par les recteurs ses « pères putatifs » qui gèrent normalement son patrimoine.*

Le texte, quelque peu postérieur, de l'émancipation du même Pierre Pasquet⁵² nous atteste également l'incapacité de ce dernier : Dans la longue demande qu'il adresse alors aux recteurs, le 18 Mai 1578, Pierre Pasquet nous apprend, sans doute, que, depuis déjà longtemps, il vit « de son travail et du « revenu des fruitz des biens qui luy appartiennent », « mais qu'il ne les a « prinz » que « du consente-
« ment desdictz sieurs », tel le fils de famille gérant le pécule confié par son père; il ajoute qu'il désirerait « travailler et négocier, mesmes se marier » mais qu'il ne peut le faire « sans l'auctorité et licence des dictz sieurs, comme estant l'ung de leurs enfants par adoption ». C'est net : *incapacité de négocier sans autorisation, en tant que fils adoptif.* Les recteurs le comprennent bien ainsi, quand, après l'exposé de leur fils adoptif, et, la délibération qu'ils firent entre eux pour établir la réponse à ses désiderata, ils décident, comme nous l'avons vu, de le « mettre hors de leur puissance », et, en conséquence,

(52) Il en a été question, *supra*, ch. III, 1^{re} Section, et, on en trouvera le texte entier aux P. J., N° 36.

déclarent ne prétendre à l'avenir aucun droit sur ses biens; or, le texte est explicite — les recteurs déclarent ne plus avoir aucun pouvoir sur les biens de Pasquet *à cause* (« *à ceste cause* ») du « licenciement » de leur enfant, c'est bien donc que c'était précisément cette *puissance*, antérieure au licenciement, qui leur donnait ces droits, puisqu'ils ne les ont plus, un fois l'adoptif dégagé de cette puissance; la situation est en tout point comparable à celle d'un enfant en *puissance de père*, dégagé, également par l'émancipation, de la « *patria potestas* », et, pouvant dorénavant lui aussi, librement, « travailler et négocier ».

Lorsque l'émancipation nous apparaît, enfin, pleinement constituée avec le cas de Benoit Balmas, le 16 Avril 1600, il n'y a plus aucun doute alors⁵³; les recteurs, après la supplique de leur enfant adoptif demandant à être « autorisé et émancipé », acquiescent à ses désirs et « *pour luy donner occasion de pouvoir librement exercer ses actions et poursuivre ses droitz, travailler, acquérir et négocier, l'ont en tout et partout, autorisé et émancipé.* » Nous tirons de ce texte la conclusion que, puisque l'émancipation donne à l'enfant le pouvoir d'exercer les droits expressément mentionnés dans l'acte, c'est qu'il était incapable de les exercer auparavant, car autrement, son émancipation serait parfaitement inutile. Nous allons étudier, principalement d'après cet acte d'émancipation de 1600, l'étendue de l'incapacité de

(53) Cf. *supra*, Ch. III, Sect. I et P. J., n° 37.

l'enfant adoptif de l'Aumône, à la fin de notre période, aux termes de l'évolution du XVI^e siècle :

Le texte nous montre assez distinctes, quatre incapacités essentielles portant sur :

le pouvoir de disposer : (acquérir),

le pouvoir de s'obliger : (négociier),

le pouvoir de faire les actes de sa profession (travailler),

le pouvoir de faire valoir ses droits (exercer ses actions et poursuivre ses droicts).

Il apparaît donc qu'une incapacité, très étendue, frappait alors l'enfant de l'Aumône, en vertu de son adoption; les recteurs avaient, donc, sur lui une puissance très forte, qui paraît être celle du père de famille.

1° *Le pouvoir de disposer « acquérir »* : Dans un texte aussi précis que celui que nous avons sous les yeux, les mots semblent bien avoir toute leur valeur : *acquérir*, vise effectivement tous les droits de disposition, d'une manière étendue; il s'applique à mon sens, aux cas d'achat, d'échange, de donation entre vifs, ou, de disposition à cause de mort, testament ou succession ab intestat; c'est tout cela dont Benoit Balmas se voit dorénavant habilité par les Recteurs, il pourra désormais accroître son patrimoine par tous ces modes, car tous constituent des « modes d'acquisition »; or, le fils de famille non seulement ne peut pas faire des actes à titre onéreux, mais il ne peut également recevoir à titre gratuit, car il ne peut donner décharge des capitaux et toucher d'autres sommes

que de simples revenus. L'enfant adoptif de l'Aumône ne le peut pas non plus, puisque le droit d'acquérir ne lui est donné que par son acte d'émancipation, serait-il majeur de 25 ans; il est donc frappé d'une incapacité très forte. Et encore, remarquons-le bien, il ne s'agit ici que du *droit d'augmenter son patrimoine* : or, la personne en puissance, même l'esclave, dans des antiquités reculées, pouvait pourtant rendre meilleure la condition de son pater ou de son dominus; le fils adoptif, en 1600, ne peut rendre sa condition meilleure : nous en déduisons, donc, qu'à plus forte raison, il ne pouvait la rendre pire, et, quoique le texte ne le prévoit pas, qu'en plus de l'incapacité d'acquérir, il avait celle d'aliéner, le scribe ne croyant probablement pas utile de la déclarer, car elle s'implique de la première à fortiori. Notre hypothèse est, sur ce point, pleinement confirmée par les textes quelque peu postérieurs de notre deuxième époque ⁵⁴.

2° *Le pouvoir de s'obliger, « négociier »* : Je crois qu'il ne faut pas voir dans ce terme le sens habituel d'autorisation donnée pour faire le commerce et comprendre l'émancipation de Balmas comme lui conférant, en plus des effets civils, la capacité commerciale : il est, en effet, de son métier « sergent royal delphinal » et le resta toute sa vie ⁵⁵; je préfère l'interprétation, hardie peut-être, mais qui me

(54) Cf. Titre II.

(55) Nous le voyons, en effet, dans E37, quelque trente-cinq plus tard, qualifié encore de sergent-royal delphinal (Inv., III, p. 65).

paraît juste, de négociier pour contracter, passer des contrats, s'obliger, et, en conséquence, le fils adoptif, incapable tout comme le fils naturel soumis à la patria potestas, ne pouvait, avant son émancipation, valablement « négociier », autrement dit, qu'il ne pouvait s'obliger d'une manière ou d'une autre, par exemple, et, principalement, pour prêt d'argent.

3° *Le pouvoir de faire les actes de sa profession, « travailler »*. Le fils adoptif émancipé peut dorénavant exercer librement le métier qu'il désire; il est certain qu'auparavant, *il ne le pouvait pas sans y être autorisé spécialement* : c'est ainsi que François Benoist, devenu religieux sous le nom de frère Mathieu Puissant, veut poursuivre à Paris ses études commencées à Dijon : il demande aux recteurs, non seulement quelques subsides pour faire ce voyage, mais, surtout, et, *avant tout, l'autorisation pour faire ses études* ⁵⁶. Les recteurs, « considérant l'utilité que « pourra recevoir la ville des fructs des études « dudict Puissant joint qu'il est adoptif de ladite « aulmosne, luy ont donné licence pour aller aux-« dictes études » (1581). Autorisation accordée également à Pierre Gauchon ⁵⁷ d'exercer le métier de

(56) E¹⁹, Inv. II, E, p. 70.

(57). L'acte qui le concerne est très intéressant, car, en plus de l'autorisation délivrée, les recteurs lui délivrent le *certificat de sa qualité d'adoptif*; Pierre Gauchon, désirant se placer à Mâcon chez un peintre-vitrier pour apprendre cette profession, demande aux recteurs de lui fournir quelques vêtements et « de déclarer « comme il est adoptif de ladite Aulmosne »; après avoir ordonné de lui faire remettre un habit, les recteurs lui délivrent l'attestation suivante qu'il est « *adoptif de l'Aulmosne n'ayant jamais fait aucun acte en icelle qui ne soit bon, COMME UNG VRAI ET LOYAL ADOPTIF* » (à rapprocher cette expression de pareille qualification de François Cathelot, dans le texte de la Sentence

peintre (1587), et malgré son *séjour à Toulouse* et cette *autorisation*, Pierre Gauchon reste adoptif (1601)⁵⁸. Autorisation est aussi donnée à un adoptif non émancipé d'exercer le métier de joueur d'instruments⁵⁹ (1633 environ).

4° *Le pouvoir de faire valoir ses droits, « exercer ses actions et poursuivre ses droits »* : C'est volontairement que je ne qualifie pas cette incapacité de l'enfant de l'Aumône d'incapacité d'ester en justice, car j'estime que la formule de l'acte est beaucoup plus large et englobe plus que le seul fait de comparaître en justice, autrement dit, d'intenter un procès ou d'y défendre : elle comprend tous les actes, judiciaires ou non, de conservation des droits, comme l'exercice du droit d'exécution en vertu d'un acte notarié, l'obtention de lettres de garde, de main-

du 17 septembre 1602, cf. *infra*, t. II, ch. II, sect. 1, et, P. J., n° 41) ; puis, « d'autant que ledict Gauchon désire apprendre l'art de « peintre et vitrier pour parvenir à bonne fin, à ces causes, les- « dictz seigneurs *luy ont permis d'exercer ses actions*, luy enjoignant qu'il ayt toujours la crainte de Dieu devant les yeux, et « de ne faire chose qui soyt répréhensible, aultrement ilz feront « faire la punition telle que de raison » (Inv. II, E, p. 86). Il faut bien distinguer cette *autorisation d'exercer sa profession*, que les recteurs donnent à Pierre Gauchon, de *l'émancipation* générale, comme celle de B. Balmas ; la première atteste *l'incapacité persistante* de l'enfant, tandis que la seconde l'en fait précisément sortir.

(58) E 28, Inv. II, E, p. 109 : Ordre de payer à Pierre Gauchon, maître peintre, né à Lyon, *adoptif de l'Aumône* de cette ville et résidant à Toulouse, 25 écus sol, pour semblable somme de laquelle il s'était trouvé créancier sur le livre de raison de l'établissement.

(59) Le texte, quoique postérieur quelque peu à notre période, nous montre encore plus clairement que les précédents la distinction entre *l'émancipation* et une *autorisation particulière*, comme celle d'exercer la profession : Olivier Crépieu, avant de *pouvoir être émancipé*, et *d'avoir l'âge nécessaire*, sollicite *l'autorisation d'exercer son art* de joueur d'instruments (E 37, Inv. III, p. 65).

tenue, l'exercice des actions possessoires, la réalisation d'une hypothèque ou d'un gage, etc... L'enfant adoptif de l'Aumône est incapable avant son émancipation de tous ces actes judiciaires ou extrajudiciaires de conservation des droits, les recteurs les exercent en son nom.

Un cas très intéressant que nous révèlent les archives (reg. E¹⁹) nous apporte la preuve de cette interprétation; la procuration de 1581, dont il va être question, nous montre en effet, les recteurs de l'Aumône constituer des Procureurs pour agir tant « en jugement que dehors », tant en plaidoiries, oppositions, poursuites, qu'en recouvrement des fruits et revenus d'une maison appartenant aux enfants de la Pallu, adoptifs de l'Aumône.

Disons, préalablement, que sans prétendre avoir absolument tout vérifié, les recherches minutieuses, que j'ai entreprises dans les registres du XVI^e siècle de l'Aumône-Générale, la plupart, folio par folio, me permettent d'avancer qu'il n'y eut aucun *procès concernant les adoptions* avant l'affaire Lagier, c'est-à-dire, *pendant tout le XVI^e siècle*. Cela peut paraître, certes, curieux, mais, enfin, on est obligé de reconnaître que, pendant toute notre époque, les droits de l'Aumône-Générale ne se heurtèrent à aucune contestation sérieuse; toute les difficultés, même touchant le point délicat du droit de succession, se liquidèrent par voix d'arbitrage. Dans le registre E¹⁹, néanmoins, à une époque déjà tardive du XVI^e siècle, l'on trouve pour la 1^{re} fois mention de deux procé-

dures; l'une concernant les enfants Pascallon, l'autre, les enfants de la Pallu, toutes les deux, en 1581, mais ni l'une ni l'autre, n'aboutirent à des procès où l'Aumône soit véritablement engagée. D'ailleurs, seule est importante la seconde procédure, celle des enfants de la Pallu.

Dans la procuration⁶⁰, qui l'intéresse, nous y voyons les recteurs dans l'exercice plein et entier de leurs droits en la matière; les recteurs de l'Aumône avaient loué une maison appartenant aux enfants de la Pallu; mais leur locataire est troublé dans son bail par un certain Jacques de Launay qui lui refuse la jouissance de la maison. Les recteurs chargent des personnes non dénommées dans le texte, d'agir en justice « ou autrement » contre De Launay et de recouvrer de lui les « fruicts et revenuz » de ladite maison depuis l'année 1573 que lesdictz « enfants de la Pallu furent receu adoptez de ladite « Haulmosne (sic) », et, de contraindre De Launay au cas qu'il se refuserait à payer « par toutes voyes » de justice deues et raisonnables » et requérir enfin qu'il soit « condempné à laisser jouir ledict Bernard Bouchault de ladite maison suyvant le bail « qui luy en a esté passé par lesdicts sieurs constituant... », mais, l'intérêt de l'acte réside surtout dans la qualité en vertu de laquelle il est passé; à trois reprises surtout, cette qualité est expressément mentionnée :

1) En tête de l'acte : « les dictz sieurs comme

(60) P. J., n° 39.

« *pères adoptifs de Jean, Jehanne et Anne de la Pallu...* lesquelles, audict *nom*, ayant cy-devant, « passé bail à loage d'une maison appartenant aux « enfants de la Pallu... ».

2) Dans le corps de l'acte : Procuration est faite de plaider « en la cause d'entre les dicts consti-
« tuants en ladicte qualité de *recteurs, pères et légi-
« times administrateurs des dicts enfans feu Jehan
« de la Pallu...* ».

3°) En fin d'acte : Condamnation de De Launay à laisser jouir le locataire du bail à lui passé par les recteurs « *en ladicte qualité de pères par adoption
« desdicts Jean Jehanne et Anne de la Pallu* ». Nous voyons donc en quelle qualité les recteurs agissent en justice, il est clair que ce n'est pas seulement en tant qu'administrateurs des biens des enfants qu'ils recueillent, mais en tant que père adoptifs et que c'est en vertu de l'adoption de ces enfants qu'ils interviennent pour défendre leurs droits. En présence d'un texte aussi clair, tout autre commentaire est inutile.

Nous venons ainsi, avec l'exemple de E¹⁹, de préciser le droit des recteurs de l'Aumône d'exercer à la place de leurs enfants adoptifs la « poursuite de leurs droicts », selon la formule de l'acte d'émancipation de Benoît Balmas de 1600, et, par là même nous avons terminé l'étude des effets de l'adoption par l'Aumône en matière de capacité de l'enfant adoptif; avant néanmoins de terminer cette question importante, il serait intéressant de savoir s'il

subsiste quelques liens de l'enfant envers l'Aumône après l'émancipation et le mariage; or, un texte curieux de E²⁵, fournit sur ce point quelques lumières ⁶¹ qu'il ne faut pas dédaigner (octobre 1587). Ici les recteurs n'agissent pas au nom de leur enfant adoptif, mais, *assistent une de leurs adoptives mariée en demande de séparation de biens*: Dame Barbe Armant expose aux recteurs « qu'elle a esté des filles
« de ladicte aulmosne » et que, « de l'autorité des
« sieurs recteurs de ladicte aulmosne », elle fut mariée à un nommé Charles Fenaz qui depuis s'est endetté à tel point qu'« elle est en danger de perdre
« tout, tellement que ses créanciers ont fait saisir ses
« moyens ». Et, malgré son mariage qui dut l'émanciper de la puissance des recteurs, la plaignante n'en reste pas moins, elle le déclare textuellement, la *filles de l'Aumône*; en effet, elle vient prier « lesdictz
« sieurs recteurs, comme *ses pères*, luy vouloir aider » et entre autres « luy assister à ce qu'elle
« puisse faire séparation de biens avec ledict Fenaz
« pour luy conserver ce peut que luy reste »; c'est également ce que pensent les recteurs, qui, acquiescent à cette demande, disant se conformer, en le faisant, aux « statuz et anciennes cōustumes observées
« en tels cas »; je n'ai trouvé aucune règle relative à la question spéciale — et qui dut être fort rare — d'une assistance en matière de séparation de biens, mais *l'assistance à l'enfant émancipé ou marié, dérivant d'une certaine paternité des recteurs est ainsi*

(61) E²⁵, Inv. II, E, p. 86.

nettement attestée. Les effets de la filiation adoptive de l'Aumône persistent ainsi après le mariage ou l'émancipation (Benoît Balmas, soigné à la Charité vers 1635, en qualité d'adoptif) ⁶².

B. Pouvoirs sur la Personne.

LE DROIT DE CORRECTION DES RECTEURS

Tout au long du XVI^e siècle, les registres nous apprennent les mesures disciplinaires frappant les enfants de l'Aumône; à une certaine époque, elles apparaissent sous la forme d'une « radiation de l'adoption », d'une privation « des droits qu'elle accorde »; dès le 25 janvier 1534, dans l'assemblée constitutive de l'Aumône, les recteurs de l'institution reçoivent des « Gens du Roy » « plein pouvoir, auctorité et « puissance, quant aux faict de justice sur lesdicts « pouvres, maraux, gallans de lostière, et autres bel-
« litres et vaccabons pour en disposer comme ilz
« verront estre à faire » ⁶³ : aussi voyons-nous, dès lors, de 1534 à 1536, pendant les 2 années qui précéderent la pratique d'adopter, plusieurs mentions, déjà, de mesures disciplinaires envers les enfants : cinq, en tout, trois de fils, deux de filles.

Nicolas Galand, ainsi, a été « par manière de cor-

(62) E³⁷, Inv. III, p. 65.

(63) E⁴, 1^{ers} folios.

rection » mis en prison dans une tour des murs de la ville que les recteurs avaient obtenue pour la correction des pauvres (25 juillet 1535); on l'en délivre sur la requête de son patron, mais il doit promettre de ne plus abandonner son maître « à peyne d'avoir « du fouet et estre en gallère » ⁶⁴. Deux autres enfants, mis en service, s'enfuient de chez leurs maîtres ⁶⁵; à propos du 2^e cas, correction manuelle est ordonnée, par les Recteurs, « parce qu'il est mau- « vays garçon et qu'il a déjà habandonné (sic) troys « maistres et ne peult servir » ! (3 octobre 1535). Une des filles est séparée de ses compagnes comme étant « mal intentionnée », et, pouvant « induire « les autres filles y estans à estre de sa qualité ». Il est ordonné de lui faire quitter l'hôpital Ste Catherine et de la mettre en un lieu qui semble destiné à de tels usages (août 1534) ⁶⁶. Une maîtresse, d'autre part, renvoie la « chambrière » que lui ont procurée les recteurs, car elle est « maulvaise garse » ⁶⁷. Bien mieux, elle est, ensuite, purement et simplement renvoyée de Ste Catherine, avec argent pour passer son chemin, « sous peine du fouet » (12 octobre 1534).

Mais, plus tard, les mesures disciplinaires, que nous trouvons, sont *en rapport avec l'adoption* instituée par les recteurs; *la punition de l'enfant atteint son adoption*.

(64) E⁴, f. 165v.

(65) E⁴, f. 176r, 5 sept. 1535; E⁴, f. 182r, 3 octobre 1535.

(66) E⁴, f. 80r; à la fin du texte, on lit : « Et là luy sera baillée « sa portion *comme es autres qui sont Japuis en ladite maison* ».

(67) E⁴, f. 96r.

Deux causes principales d'exercice de la correction :

1°) La *cessation* par l'enfant, placé chez des particuliers, *de son service sans en avertir les recteurs* ou le fait par lui de *se placer de son chef chez un maître* : la sanction est forte : « l'enfant est *privé* de « l'Aulmosne et du *droit d'adoption d'icelle* » ; la « Police de l'Aulmosne », le petit livre imprimé de 1539, prévoyait bien déjà que les enfants sont baillés à la charge que s'ils quittent leur maître sans leur permission, les maîtres doivent l'aller « *révéler incontinent* » au bureau⁶⁸ ; mais, pas de sanctions indiquées. Une fois, au contraire, l'adoption instituée en 1536, la sanction porte naturellement sur une *radiation de l'adoption de l'enfant*, véritable reniement de l'Aumône en punition de sa mauvaise conduite ; les conséquences pratiques en apparaissent, visiblement, surtout, pour les filles qui sont privées de la dot, qui, à l'époque où nous voyons les mesures disciplinaires appliquées, commence à revêtir un caractère normal et définitif ; il faut voir, ainsi, dans les cas de Jeanne Michel (début 1572), et, de Catherine Brumer les applications de cette mesure : A Jeanne Michel qui vient au bureau réclamer, comme adoptive de l'Aumône, la dot qui lui est dûe en cette qualité, les recteurs répondent que, bien qu'elle soit adoptive comme le prouvent les registres de la maison, « néantgmoings que, depuis la contagion de peste « dernière elle n'auroit esté en l'obeyssance de la-

(68) *Police de l'Aulmosne*, p. 30.

« dicte Aulmosne et se seroit mise à servir les maistres jusques à présent sans se faire affermer par les sieurs recteurs de ladicte Aulmosne, suivant la coutume et statut de ladicte Aulmosne », à cause de quoi ils décident, par suite de « cette faulte », de « la frustrer du droict qu'elle demande » ⁶⁹. Quant à Catherine Brumer, elle n'est pas accusée de s'être affirmée sans le consentement des recteurs, mais de ne pas s'être présentée au bureau, depuis 17 ans ! Ce qui laisse supposer, certes, une grande indépendance d'allure; aussi la dot qu'elle réclame ne lui est-elle donnée que par faveur pour certaine personne et à un taux inférieur au taux du moment ⁷⁰. On doit interpréter comme dérivant de la même cause et aboutissant aux mêmes effets, la décision de la fin du siècle (vers 1593) de ne pas recevoir aux hôpitaux les enfants qui se « licencient des maistres où ilz sont et reviennent librement dans les hospitaux de ladicte aulmosne pour truander et demeurer oisifs » ⁷¹ : n'étant plus adoptifs, ils ne peuvent plus, alors, en effet, être admis à nouveau dans les maisons des adoptifs. Ce sera la décision qu'entérinera le règlement de 1605. (Même radiation d'adoption est prise ⁷² à l'encontre des filles que leur mère viendront voir sans autorisation (1578)).

2°) *La mauvaise conduite des filles adoptives* : Les archives pullulent de faits plus ou moins scabreux

(69) E12, f. 278, *début de 1572*, Cf. *supra*, ch. II.

(70) E12, f. 356, 6 juillet 1572, Cf. *supra*, ch. II.

(71) E27, Inv., II, E, p. 101.

(72) E18, Inv., II, E, p. 66.

en cette matière, et les sanctions contre les enfants de l'Aumône dans les registres de la 2^e moitié du XVI^e siècle apparaissent principalement dirigées contre des filles fautives de Ste Catherine. Il faut attribuer la fréquence de ces désordres, à la fois aux mœurs libres du temps, aux passions violentes de ces époques, aux troubles des guerres civiles dont Lyon ne devait pas être exempté pendant les guerres de Religion, avouons-le aussi, trop souvent, à la mauvaise surveillance des recteurs ⁷³, l'organisation très défectueuse de cete vie d'hôpital où les enfants demeuraient trop souvent oisifs, jusqu'au choix peu scrupuleux, et des maîtres chez lesquels on les plaçait et même des officiers chargés de leur surveillance; sans doute, de temps en temps, des mesures sont prises, soit pour interdire de placer l'enfant chez

(73) Néanmoins, n'accablons pas ceux-ci; souvent, nous les voyons prendre des mesures de précaution, particulièrement, pour surveiller les patrons des enfants : déjà, la « Police de l'Aumône », à propos des obligations des Recteurs, précise qu'« une foyz l'année », ceux-ci doivent « aller par la ville... pour faire « une reveüe des pauvres enfans et filles orphelins qu'ilz ont mys « à maistre, pour scavoir s'ilz font leur devoir en leur service « et s'ilz sont entretenuz, et apprins, comme leurs maistres et « maistresses ont promis en les prenant, et s'ilz treuvent qu'il y « en aye quelqu'un *qui soit mal traicté et qui ne face son devoir*, y donner l'ordre tel qu'ils cognoistront pour raison » (p. 39). Et des mesures pratiques sont prises : ainsi, lit-on dans E 9, f. 265, à la date du 9 février 1559 : « A esté ordonné que l'on ne baillera aucuns enfans masles aux portugois suivant les ordonnances précédentes ». On avait, en effet, averti les recteurs que ceux-ci « traictent mal les enfans qui leur sont « baillez en service ». Les recteurs interviennent, lit-on à propos des filles de Ste Catherine, « pour faire payer des arrérages de gages, « exiger des indemnités de maîtres qui battaient leur servante « ou abusaient d'elles de toute autre manière ». (CROZE, *Hist. de la Charité*, p. 240). Les mentions de ces derniers cas foisonnent, en effet, à travers les registres.

tel patron, ou tel groupe de patrons (Portugais) ⁷⁴, soit pour ordonner à la maîtresse de Ste Catherine une meilleure surveillance ⁷⁵. Néanmoins, les faits étaient devenus notoires au point qu'une plainte est faite aux recteurs le 25 octobre 1571 dont la lecture est singulièrement et tristement significative ⁷⁶. Il est de fait qu'à cette époque les registres renferment des multiples cas de désordres de ce genre. Deux solutions apparaissent pour y mettre fin : 1) Rarement, la *correction* sans privation du droit d'adoption; 2) *L'annulation de l'adoption*.

Un rapport, dès 1561, ayant instruit les recteurs sur la nécessité de pailler à ces faits scandaleux, on décide de mettre les coupables à l'hôpital St Laurent (l'hôpital des contagieux), où il y a, paraît-il, des pièces libres qui pourraient servir de cachots; néanmoins, étant donné l'éloignement du lieu, une nouvelle décision est prise, peu après, de construire à Ste-Catherine même une prison pour cet usage ⁷⁷. Mais, à la même époque, où nous avons vu l'annulation de l'adoption appliquée comme mode d'émancipation (B. Bonjean, 25 janvier 1562), nous voyons, également, ce mode sanctionner la faute des adoptives dans les trois cas rapportés par le même registre E¹⁰ aux F^{os} 362, 371 et 529 ⁷⁸; à vrai dire, seule

(74) Cf. note précédente.

(75) E27, Inv. II, E, p. 100, p. 102.

(76) E11, Inv. II, E, p. 46; acte d'accusation en justice est même dressé contre le « maistre de la garde-robe », par ses collègues !

(77) E10, Inv. E, p. 36.

(78) E10, f. 362, Dim. 20 nov. 1561 : « Marye Tenon, fille adoptive de l'aulmosne, pour ses fautes a esté répudiée de l'aulmosne et déclaré qu'elle ne se pourra aucunement aider de

Marguerite de la Salle est accusée de faits touchant les mœurs; de la première, on dit seulement que « pour ses fautes » elle a été « répudiée de l'aulmosne (20 novembre 1561) »; quant à la 2^e, elle est punie pour s'être vantée « qu'elle se passera bien « de l'aulmosne » il y a là un acte, sans doute de présomption orgueilleuse, mais qui ne semble guère, néanmoins, mériter pareille sanction; c'est la preuve que, vers ces années 1560-62, l'annulation de l'adoption était le seul système employé pour émanciper l'enfant ou pour le punir; Marie Tenon ne « *se pourra aucunement aider de son adoption* » (20 novembre 1561), Barbe Boyssonnet voit son adoption « *déclarée nulle* » (14 décembre 1561), Marguerite de la Salle sera punie de sorte que son adoption est « *rayée, cancellée et annulée* (ce sont les termes de l'émancipation Bonjean) »; dorénavant elle ne pourra, comme Marie Tenon, jouir « aucunement du bénéfice d'icelle »; toutes ces décisions aboutissent au même résultat; l'« enfant n'est pas seulement « *deschassée* » ou « *répudiée* » de l'Aumône, con-

« son adoption ». E 10, f. 371, Dim., 14 déc. 1561 : « Barbe Boyssonnet, fille adoptive de l'Aulmosne, s'est vantée qu'elle se passera bien de l'aulmosne ainsi que la maistresse de Sainte Catherine a rapporté au bureau et par ce moyen son adoption a esté déclairée nulle, et, deschassée de l'aulmosne dont elle a esté deschargée ».

E 10, f. 529 : Marguerite Delasalle (il a été question d'elle au chapitre des Dots) demande permission aux recteurs de contracter un nouveau « bail » : ceux-ci lui répondent qu'« attendu la faute que ladicte Delasalle a faite et commise à ladicte Aulmosne, de avoir permis estre déflorée (sic), son adoption sera rayée, cancellée et annulée, et qu'elle ne jouyra aucunement du bénéfice d'icelle; mais au contraire luy a esté donné congé, et qu'elle fasse son mieulx, si bon luy semble. »

sidéré comme n'ayant plus de droit à bénéficier des charités de l'œuvre, mais véritablement *radiée de l'adoption* faite par les recteurs. Pareille solution, nous l'avons montré pour l'émancipation, apparaît bien un peu anormale, pareille sanction ressemble plus à l'acte d'un père qui bannirait et déshériterait son enfant qu'à l'exercice normal du droit de correction paternelle; mais, la correction par prison, elle-même, que de nombreux textes nous montrent utilisée à la fin du siècle, semble entraîner, comme la radiation pure et simple de l'adoption, et en corrolaire, son annulation également. Il faut distinguer entre les fautes, semble-t-il, selon leur gravité; la faute contre les mœurs entraîne, habituellement, *radiation d'adoption*, la simple désobéissance, {une seule *correction*, qui laisse à l'enfant son titre d'adoptif ⁷⁹.

Que de fautes d'adoptives à la fin du siècle ! C'est ainsi que le reg. E²⁷ (1592-97) nous en montre de multiples cas; l'une est « démise de l'Aulmosne ». On nous apprend qu'une autre est condamnée à mort, et les recteurs demandent qu'elle soit exécutée à Paris, une autre est dans les prisons de l'Archevêque, enfin on paie à un maître maçon le prix des travaux et réparations qu'il a faits à Ste Catherine pour construire une prison, pour réduire « les filles dudict hospital que l'on ne peult ranger aultrement »; le mode de correction, nous apprend un texte du registre précédent, était de faire fustiger de verges la

(79) E³², début 1614, Inv., III, p. 23.

coupable par les bedeaux de l'Aumône; cette coutume, déclare un directeur à ses collègues, est « mal à propos, pour plusieurs raisons »; il leur propose le châtiment en prison. Ce sera le plus communément appliqué. Enfin, tout à la fin de notre période, en l'année 1600, paraît le règlement suivant pour la discipline des filles de l'hôpital Ste-Catherine, « dont
« plusieurs, résume l'inventaire Rolle, entièrement
« livrées à l'insubordination étaient insensibles aux
« corrections qu'on leur infligeait de la part des rec-
« teurs »; ceux-ci, en conséquence, décident qu'à l'avenir « lorsqu'aucune d'icelle viendra à commettre
« faulte répréhensible, et, prostituées (sic) soit dans
« ledict hospital ou estant à maistre, de celles qui
« sont et seront grandes, et d'âge de discrétion, in-
« continent, après avoir été *chastiées* selon leur mé-
« rite, seront *mises hors du dict hospital* sans espoir
« d'y pouvoir retourner n'y moingt avoir *aucune*
« *part ny portion aux biens de ladicte aulmosne*, soit
« pour les deniers qu'on a coustume de payer pour le
« *mariage* de celles qui sont sages et vertueuses, ou
« aultrement »; décision de publier cet acte dans l'hôpital ⁸⁰.

Les deux *modes* du « *Châtiment corporel* », et, de la « *radiation de l'Adoption* » sont donc, à la fin du siècle, pratiqués concurremment et l'un entraînant l'autre. Les recteurs, qui veulent punir leur enfant coupable, lui ôtent son titre d'enfant adoptif, et le

(80) E²⁸, Inv., II, E, p. 109.

désavouent pour tel, les droits d'adoption, la dot, en particulier, lui sont ainsi ôtés.

En face de ce droit de correction si sévère, et des sanctions rigoureuses que nous venons de voir appliquées, les recteurs, néanmoins, font preuve de mesures de bienveillance envers leurs enfants repentants; quand les recteurs prétendent, comme nous le verrons plus tard, que l'adoption qu'ils font des pauvres orphelins, leur donne envers eux les sentiments d'un père naturel, ces prétentions se trouvent justifiées dans les mesures de bienveillance assez remarquables que nous rencontrons à travers les registres; là est le caractère distinctif de l'adoption de l'Aumône, où l'on voit *tout ce en quoi la charité Chrétienne a pu modifier la rigide adoption des Romains*. Les enfants de l'Aumône, rayés de l'adoption, sont parfois réintégrés dans cette qualité. C'est, ainsi, que nous lisons dans E¹³ (1574-76) que Damienne Jay, qui avait été remise à certains de ses parents quelques années auparavant (23 juillet 1570)⁸¹ est réintégrée dans sa condition d'adoptive, quatre ans plus tard⁸². « Les dits seigneurs, lit-on dans cet acte, « de rechef reçoive pour adoptive ». La remise de l'enfant en 1570 avait, en effet, abouti à une véritable cessation de son adoption, non pas que le texte le dise expressément, mais, outre que l'Aumône perdait la garde de l'enfant, elle abandonnait également aux parents qui la réclamaient les biens de Da-

(81) C'est un des actes classés aux P. J., les *Adoptions par les Particuliers*, comme adoption douteuse (P. J., n° 61).

(82) E¹³, Inv., II, E, p. 54.

mienne⁸³; un bail passé par les recteurs sur une maison de leur adoptive s'en trouve lui-même atteint, il est résilié, et, les recteurs renoncent à en toucher le loyer même échu. De pareils effets attestent que le patrimoine de l'enfant cessa bien alors d'être sous l'administration des recteurs, et, l'enfant sous la puissance de l'Aumône qui l'avait adoptée; plus tard, elle retrouvera sa place parmi les adoptives et les recteurs reprennent la gestion de ses biens; la preuve en est que, dès l'année suivante, ils paient une dette de Damienne, et que, plus tard, ils la firent soigner « d'un cancer qui lui estoit venu » : à cette époque, elle est qualifiée d'adoptive⁸⁴.

Il faut admettre, bien que je n'ai pas retrouvé l'acte de réintégration, qu'il en fut de même pour Marguerite de la Salle dont l'adoption avait été annulée en punition de sa mauvaise conduite⁸⁵. En effet, elle est mariée et dotée plus tard par les recteurs qui lui ont ainsi pardonné ses excès (1574)⁸⁶.

La désobéissance aux ordres de l'Aumône (Jeanne Michel, 1572), le manque de respect envers elle (Barbe Boissonnet, 1561) la mauvaise conduite des enfants, constituent, ainsi, nous venons de le voir, les fautes que sanctionnent les recteurs, comme pères adoptifs des enfants; désobéissance, irrespect et mauvaise conduite, ne sont-ce pas là les fautes des enfants envers leurs parents naturels ? L'Aumône, en les punissant,

(83) Cf. P. J., *Adopt. par Particuliers*, n° 61.

(84) E²⁷, Inv., II, E, p. 101.

(85) Cf. p. 371.

(86) Cf. Ch. II, *Dots*; P. J., n° 26.

agit à leur imitation et exerce comme eux le droit de correction paternelle; comme eux, également, elle ne suit pas de règles rigides, et, distingue selon les cas, et, comme eux, elle sait pardonner et reprendre au bercail l'enfant banni par elle. Droit de correction, tempéré de bienveillance, tel nous voyons les recteurs en user envers leurs enfants fautifs.

CHAPITRE IV.

LE DROIT DE SUCCESSION DE L'AUMONE SUR LES BIENS DES ENFANTS ADOPTIFS

Nous avons vu que les adoptions des particuliers Lyonnais entraînaient comme conséquence normale un droit de succession du fils adopté sur les biens de ses parents adoptifs. Un droit analogue des adoptants, par contre, n'apparaît pas prouvé, les textes sont plutôt défavorables sur la question. Dans les adoptions par l'Aumône, il est évidemment impossible par la force même des choses que l'enfant puisse avoir un droit de succession sur les biens de l'Aumône ou des recteurs, car ceux-ci ne sont pas pères adoptifs en tant que particuliers mais en tant que représentants de l'œuvre qui les adopte. Mais *l'Aumône a-t-elle le droit de succéder en vertu de son adoption à son enfant mourant ab intestat ?* Il faut pour cela distinguer deux périodes et nous rendre compte si le droit de succession existait avant, comme après l'introduction de la pratique d'adopter par l'Aumône.

SECTION 1.

LE DROIT DE SUCCESSION DES COMMIS D'AUMÔNE.

Dans la période de 1534 à 1536, période si trouble par ailleurs, un droit de succession de l'Aumône, par contre, apparaît certain; ce droit, à cette époque, ne dérive pas de l'adoption puisque l'Aumône n'adoptait pas encore les enfants reçus aux hôpitaux de la Chanal et de Ste Catherine, il nous est présenté comme une conséquence de *l'abandon des enfants par leurs parents naturels* et comme la *récompense de la bienfaisance de l'Aumône*.

Voyons d'abord les textes :

a) Dans les *contrats d'apprentissage*, les recteurs font insérer, en fin d'acte, la mention d'un droit de succession de l'Aumône : l'enfant reconnaît, dans le bail passé sur sa personne par les recteurs, que les biens qu'il pourra acquérir dans l'avenir, lui sont dûs à la bienfaisance de l'Aumône, qui l'a sauvé en le recueillant; en conséquence, lisons-nous, dans le contrat-type, celui de Jean Magny, déjà cité (9 avril 1534) : « Si le cas avenoit qu'il allast de vie à tres-
« pas sans enfans, a voulu, veult, déclare et entend
« que *ladite Aulmosne succède à ses dits biens, aynsy*
« *le droit le porte et que commis d'Aulmosne doyvent*
« *succéder aux enfans exposés* »; l'acte comprend même une clause de substitution au profit de « L'Hos-
tel-Dieu du Pont du Rosne », « en cas que *ladite Aulmosne défailloit* » : ce qui se comprend aisément,

car l'Aumône qui vient de se fonder, n'est guère sûre de durer !¹.

b) La même clause se retrouve dans les *actes d'adoption* de l'époque, assez nombreux comme on l'a vu, par ailleurs, au cours de ses deux années, faits par des particuliers sur des enfants exposés à l'Aumône : l'adoption-type, celle de Jean Pollides, par Jacques Crozet, du 9 avril 1534, elle aussi, mentionne le même droit de succession inscrit par la plume du même notaire².

c) La « *Police de l'Aulmosne de Lyon* », petit livre imprimé, fort rare, en date de 1539, contient au milieu de multiples renseignements du plus haut intérêt sur l'Aumône naissante, l'Aumône provisoire de 1531 et l'Aumône permanente de 1534, épars dans ses 56 pages, de nombreuses mentions des enfants, reçus à la Chanal et à Sainte Catherine. A la vérité, les lignes imprimées en 1539 font état d'un droit quelque peu antérieur, remontant plutôt qu'aux années 1539 et avoisinantes, à la première période englobant l'Aumône provisoire de 1531 à 1536, époque où l'adoption de l'Aumône n'était pas pratiquée. Le même droit de succession, à propos des charges des recteurs est mentionné ainsi : « ils sont tenuz », « lisons-nous p. 29, « de bailler lesdictz enfans à « telle condition que le cas advenant qu'ilz vinsent « de vie à trespas estant en service, que *l'aulmosne* « *succèdera à leurs biens, comme leurs héritiers ab-*

(1) P. J., *Adopt. par Particul.*, n° 68.

(2) P. J., *Adopt. par Particul.*, n° 14.

« *intestat : veu que leurs parens les ont abandon-
« néz* ».

La citation faite, selon la remarque précédente, reflète, certes, la pratique d'une époque préliminaire à l'adoption, qui, même de 1536 à 1540, n'apparaît pas toujours très bien établie.

d) A l'*Hôtel-Dieu* qui recueille les enfants trouvés, depuis le début du siècle (le 1^{er} acte où l'on constate leur présence est du 25 décembre 1516), le 1^{er} registre des délibérations de la maison (1524-1539), tout au début, contient la disposition suivante : Les recteurs ordonnent au préposé à la direction de l'Hôpital de faire déclarer par l'enfant d'« aage compétent » qui va quitter l'Hôtel-Dieu par acte notarié en bonne et due forme (devant témoins) « qu'il « veult et entend que s'il va de vie à trépas sans « hoirs de son corps naturelz et légitimes ou sans « tester que *ledict hotel-dieu succède à ses biens* » (24 février 1524), car il a « esté nourri audit hosphi-
« tal et esdicts enfans d'icelluy ».

Voilà, donc, les textes; comment les comprendre et les interpréter ?

Etablissons-en d'abord le résultat pratique.

Les soins donnés par l'Aumône aux enfants abandonnés et pauvres, ou, par l'Hôtel-Dieu aux enfants trouvés donnent à ces maisons le droit de venir à leur future succession « comme leurs héritiers ab-
« intestat ». Le droit de l'Aumône cesse en cas d'enfants survivants, celui de l'Hôtel-Dieu, peut-être plus défavorable — il ne nous est pas présenté comme

établi par « le droit » — cesse en ce cas, et, également en cas de testament. Remarquons aussi, que la durée illimitée pendant laquelle l'Aumône peut exercer son droit de succession semble déjà restreint dans la police de l'Aumône, au temps où les enfants sont en apprentissage, au cas qu'ils meurent « en service ». Y a-t-il ici, déjà, une disposition hostile au droit de succession des « Commis d'Aumône » ? Nous nous en rendrons compte en étudiant les fondements sur lesquels paraît établi ce droit de succession.

La question est d'ailleurs d'importance, car l'imprécision du privilège des Commis d'Aumône explique peut-être une des raisons mystérieuses — puisqu'elles ne sont mentionnées nulle part — pour lesquelles l'Aumône-Générale décida, peu après sa fondation, d'ADOPTER les enfants, jusqu'alors simplement EXPOSÉS.

Nous verrons, au Titre II, dans notre 2^e période, à propos de la sentence de 1631, que l'Hôtel-Dieu, qui à cette date encore, n'avait pas introduit l'adoption des orphelins de moins de 7 ans qu'il recueillait, leur succédait mais, seulement, quand ils mouraient *avant cet âge*, c'est-à-dire, pendant le temps qu'ils étaient hospitalisés; bien d'autres maisons hospitalières avaient le droit reconnu par lettres-patentes de succéder à leurs assistés, mais dans le seul cas qu'ils meurent durant cette assistance (assistés de l'Aumône de Paris³ — meubles des vieil-

(3) Cf. *Titre Préliminaire.*

lards de la Charité de Lyon ⁴ — meubles des pauvres décédés à l'hôpital-général de Paris, avril 1656 — meubles des enfants du St Esprit décédant à l'hôpital, édit de 1566) ⁵. *L'adoption, par contre, doit normalement assurer un droit de succession plus étendu.* Il faut bien, en effet, reconnaître que le droit de l'Aumône de 1534-1536 et de l'Hôtel-Dieu en 1524 est assez exorbitant du droit commun, à moins que l'on ne voit, dans l'aptitude de ces Etablissements à hériter de leurs enfants assistés, l'effet d'une *convention sur succession future* : mais, *ces conventions sont formellement interdites dans les pays de droit écrit*, hors les contrats de mariage, en vertu de la règle « *Pactis non defertur haereditas* ». La nature, d'ailleurs, dans notre cas, de celui qui profite du droit de succession incline vers une autre hypothèse qui paraît mieux fondée; ce droit de succession ne s'établit-il pas sur les règles inscrites au Code Théodosien qui interdisent aux parents naturels qui ont abandonné leurs enfants de le réclamer par la suite ? C'est d'ailleurs bien ainsi que l'entend la Police de l'Aumône quand elle déclare que cette dernière succèdera aux biens de ses enfants exposés « *veu que leurs parents les ont abandonnez* ». Cette raison sera considérée assez importante pour être maintenue toujours, nous le verrons, dans la suite, à côté du droit certain issu de l'adoption, comme l'explication du droit de succession de l'Aumône; les rè-

(4) B 383, Inv. Rolle, II, B, p. 131; L. P. 1672, art. XII, 1729, art. XVII.

(5) Cf. *Titre Préliminaire*.

gements du XVII^e siècle encore continuent même à n'en indiquer pas d'autres.

La règle édictée par les Codes Théodosien et Justilien est fort nette dans sa concision; la voici :

1) La constitution de 374 des Empereurs Valentinien Valens, et Gratien dispose ainsi : « Que chacun nourrisse ses enfants; s'il les *expose*, qu'il soit puni conformément à la loi; *si des personnes remplies de miséricorde les recueillent il ne pourra plus les réclamer, il ne doit plus compter comme siens ceux qu'il a dédaignés lorsqu'ils allaient pé-
rir.* » (Code Just. VIII, LII, 2).

II) Le Code Théodosien (V, VII, 2) ajoute que cette « personne remplie de miséricorde », le tiers qui a recueilli un enfant d'une manière générale, le conserve « in mancipio », et « sub eodem statu quem apud se relictum voluerit agitare, hoc est, *sive filium, sive servum eum esse maluerit* ». Le bienfaiteur gardera donc, l'enfant comme son fils ou son esclave (Honorius et Théodose, 412 — Conciles).

Voilà bien, semble-t-il, les dispositions du « droit » dont parlent nos actes Lyonnais.

La comparaison des règles édictées nous montre d'une part : 1) la séparation de l'enfant de sa famille originelle qui ne pourra même plus le réclamer; 2) son rattachement à la famille de celui qui le recueillit.

Or, l'enfant exposé à l'Aumône, autrement dit, abandonné par sa famille — en fait, à l'origine

amené par elle à l'Aumône, comme ne pouvant le nourrir — et l'enfant trouvé de l'Hôtel-Dieu sont, sans conteste, dans le cas des enfants que l'on expose d'après la constitution de 374. D'autre part, tout en étant des corps collectifs, l'Aumône et l'Hôtel-Dieu sont bien dans la situation des « personnes remplies de miséricorde » ou des « nutritores ». En conséquence, les enfants qu'ils recueillent sont, légitimement, — en vertu du « droit », le droit romain en vigueur dans les pays de droit écrit — séparés de leur famille naturelle; si leurs parents ne peuvent plus les « réclamer », à plus forte raison, ne pourront-ils plus venir à leur succession; le « droit » opère lui-même ici une renonciation à succession future. L'Aumône, au contraire, — et l'Hôtel-Dieu — en vertu du même « droit » peuvent, légitimement, eux aussi, invoquer les dispositions favorables en faveur des « nutritores », et, puisque ceux-ci peuvent considérer l'enfant comme leur fils ou leur esclave, venir à plus forte raison à sa succession; la loi romaine entraîne au profit du bienfaiteur une véritable attribution de droits successoraux, dérivant de *la possibilité du nutritor d'affilier ou d'asservir l'enfant* (Droit d'adoption ou droit d'échute). La règle que « Commis d'aumosne doyvent succéder aux enfans exposés » d'après le « droit » apparaît donc l'exacte transposition des règles que nous venons d'examiner; c'est sur le fondement de la même loi également que Lebrun, dans son *Traité des Successions*, écrira à propos de l'édit de 1566,

attribuant les successions mobilières des enfants à l'hôpital du Saint-Esprit :

« Nos ordonnances ont jugé en pareil cas qu'il y avoit de
« l'indignité de la part des parens qui se rapportent ainsi à la
« charité publique de la nourriture et de l'éducation de ceux
« que l'affection du sang les devoit obliger de secourir, et
« de protéger eux-mêmes et elles ont considéré cet abandon-
« nement comme une espèce de renonciation qu'ils faisoient
« aux droits du sang et de la parentelle. *nec enim suum esse*
« *quis dicere poterit quem pereuntem contempsit*, dit la loi
« Deux, du Code, *de infant. expos.* par laquelle l'hôpital du
« St-Esprit est fondé à succéder aux meubles, etc... » ⁶.

C'est ainsi que l'on expliquera, dans la doctrine ou la jurisprudence, concernant l'Aumône-Générale de Lyon, le droit de succession de cette dernière, même après l'introduction de l'adoption.

Mais il apparaît comme une condition nécessaire pour pouvoir bénéficier des prescriptions du droit, que l'Aumône précise la qualité de l'enfant qu'elle recueille car, si elle ne le considère ni comme son fils ni comme son esclave, elle pourra difficilement se prévaloir des avantages accordés. Tout au plus, son droit se limiterait-il au cas de succession d'un enfant décédé aux hôpitaux de l'Aumône, à quel cas se réduisent, nous l'avons dit, tous les avantages successoraux accordés par lettres-patentes à divers hôpitaux; l'Hôtel-Dieu, sans avoir jamais bénéficié, sur ce sujet, d'un privilège royal, pourtant, gardera l'usage ancien du XVI^e siècle — ainsi limité — jusqu'à ce qu'à son tour il instaure l'adoption des orphelins qu'il recueille (1^{er} tiers du XVII^e siècle).

(6) Des Adoptions et Affiliations, p. 416.

N'est-ce pas dans ces conditions pour s'assurer un droit solide à la succession de l'enfant exposé que l'Aumône-Générale décida d'adopter les enfants qu'elle recueillait ? De cette façon, les traitant « *ut filii* », en leur appliquant l'adoption telle qu'elle était pratiquée alors, à Lyon (Voir Partie Précédente), elle peut leur succéder, et, en vertu des règles Impériales et en vertu de cette adoption, car, j'estime utile d'insister sur ce point : l'adoption a pour l'Aumône un double avantage; plus encore, *assurer à l'enfant, par rapport à elle, la condition de « filius » que de jouir d'un droit successoral qui paraît assez mal fixé à cette époque en faveur de l'adoptant.* En d'autres termes, l'adoption lui est, probablement, également utile *par sa seule constitution de filiation adoptive que par le droit successoral y uni.*

SECTION 2.

LE DROIT DE SUCCESSION APRÈS L'INSTITUTION DE L'ADOPTION.

Il paraît également avec assez d'évidence que, une fois l'adoption introduite, à partir de 1536, le droit de succession de l'Aumône, qui apparaît dès le reg. E⁶ (1540-46), se montre comme une conséquence de l'adoption. Nous en avons un exemple, peut-être deux, absolument certain. La contestation qui s'éleva

entre les recteurs et un prétendu donataire en 1543, et fut tranchée par transaction de M^e Mathieu de Vauzelles, avocat en la Sénéchaussée, établit nettement ce droit; la situation est très intéressante⁷; en laissant de côté les accessoires que la lecture intégrale du texte peut faire connaître, elle se résume ainsi : François des Longes décède adoptif de l'Aumône, et, sa succession ouvre de suite la voie à des difficultés; les recteurs de l'Aumône se trouvent, en effet, en présence de la réclamation d'une certaine Martine Crosière, veuve Jehan Joanne, qui prétend que François des Longes avait, du vivant de son mari, fait donation « esdictz mariez Joanne » de tous ses biens, Martine Crosière se prétend en conséquence donataire à titre universel du patrimoine de François des Longes et déclare, puisque ce dernier est décédé, toute son hérédité lui appartenir. Les recteurs prétendent, au contraire, comme François des Longes est décédé « adoptif à la dicte aulmosne », que « partant, ils estoient habilleez à succéder aux biens et hoirie dudict feu François Des « Longes », et que, par conséquent, « leur compétoit et appartenoit » la maison de Bourgaeuf qui fait principalement l'objet de la contestation. Le droit de succession de l'Aumône, dérivant de l'adoption et de la qualité de François des Longes, « filz adoptif à ladicte aulmosne », est donc mis en face et opposé au droit d'un donataire universel : *adop-*

(7) Le texte en question est intégralement retranscrit, P. J., n° 38.

tion contre donation, qui l'emportera ? La situation est, donc, par elle-même, très intéressante. Il est vrai que la solution n'est pas catégorique, car, décidée par arrangement amiable, elle tend à donner satisfaction à toutes les exigences, et non pas uniquement à établir le droit précis de l'Aumône. Il n'en est pas moins vrai, malgré cela, que la vocation successorale de l'Aumône adoptante est démontrée sans l'ombre d'un doute : en effet, le « traité » de M^e Mathieu de Vauzelles, s'il opère cession, transport et remise, à Martine Crosière de la maison (et il n'est même pas question du reste de la succession qui, à mon sens, dut demeurer aux recteurs) le fait, « moyennant une pension annuelle de Huit livres « tournois que ladite Martine a imposé sur ladite « maison au lieu de juste pris ». Les recteurs abandonnent donc, la *jouissance* de la maison, mais, en exigeant prestation d'une pension sur elle, ils maintiennent ainsi formellement *leur droit de propriété*, et, à bon droit, sont déclarés dans la transaction par l'arbitre, *légitimement héritiers de François des Longes* et propriétaire de ses biens; d'ailleurs la sanction du non-paiement de la pension le prouve encore d'avantage; si Martine Crosière refuse de la verser, « iceulx sieurs se pourront saisir de ladite maison » ; ce n'est pas assez, le texte n'est pas jugé assez clair, aussi, écrit-on en renvoi au bas de l'acte : « et audict cas, *icelle maison de- « meurera en propriété à ladite aulmosne* et dès

« maintenant, comme dès *lhors confesse ladicte*
« *Martine la tenir au nom desdicts sieurs* ».

Le droit de l'Aumône de succéder aux immeubles de ses enfants adoptifs existe donc, dès le début de l'institution, à plus forte raison devons-nous en tirer la conséquence, qu'elle succédait à leurs meubles : le texte de 1543, sans être, je le reconnais, aussi catégorique qu'on pourrait le désirer, prouve, néanmoins, suffisamment, que ce droit de succession est bien un effet de l'adoption; en tout cas, il n'est plus question ici, d'enfants exposés auxquels doivent succéder les commis d'Aumône ni de délaissement de succession pour abandon des parents; le texte annonce, seulement, comme qualité de François des Longes, qu'il est « filz adoptif à ladicte Aulmosne », et que, répétons-le, puisqu'il est mort, les recteurs « estoient habiles à succéder aux biens « et hoirie dudict feu François des Longes, adoptif « à ladicte Aulmosne »; la mention de la qualité d'adoptif du « de cujus » dans la déclaration d'aptitude successorale de l'Aumône est, à mon sens, assez significative, *le droit de succession des recteurs dérive de leur adoption.*

Nous verrons, plus tard, que lorsque, au siècle suivant, ce droit sera à la fois assuré et nettement défini, il sera restreint alors au cas où les enfants adoptifs de l'Aumône ne laissent ni frères ni sœurs, dont la présence excluera l'Aumône de leur succession : cette restriction importante, qui distinguera l'adoption lyonnaise de l'adoption romaine, existe-t-elle

dès le principe ? Un auteur, de Boissieu, prétend que c'est là, une restriction apportée tardivement à un droit sans limites à l'origine⁸. Je conviens que, dans les procédures de l'Aumône antérieures aux documents où cette restriction est établie, le droit de succession de l'Aumône est présenté comme un droit général, mais il n'est opposé dans ces cas qu'aux seules prétentions de collatéraux éloignés, et je n'ai trouvé nulle part, dans les registres du XVI^e siècle, de preuves de l'assertion de De Boissieu. Bien plus, le même registre, E⁶, qui nous a permis d'établir le droit de succession de l'Aumône, nous apporte un autre texte qui paraît bien exclure celle-ci d'une succession, au bénéfice des frère et sœur d'un adoptif décédé.

Nous avons déjà vu, quand il fut question de l'administration des biens des enfants adoptifs⁹, que le reg. E⁶ nous montre, à diverses reprises, une certaine Blanche de Langres, venant au bureau retirer l'argent qui appartenait à son frère François, puis à son frère Pierre¹⁰; mais, — c'est le moment de le

(8) DE BOISSIEU, *l'Aumône-Générale de 1534 à 1562*, dans *Revue d'Histoire de Lyon*, 1909.

(9) *Supra*, p. 346.

(10) Voici tous les textes afférents au cas de Langres :

1^o) E⁵, f. 169, Dim. 6 mai 1537 : Aouville du Vivier hospitalier
« de l'hospital du pont du Rosne par commandement de messrs
« de l'Aulmosne a remict ausdicts sieurs La somme de trente
« cinq livres dix solz et huict deniers tournois qu'il avait retiré
« des biens de barthelemy de Langres, laquelle somme a esté
« mise es mains de Jaques Collant pour icelle mettre aux ga-
« belles pour la faire prouffité deux solz pour livre au prouffit
« dudict barthelemy, lequel Collant s'est chargé faire passer le
« contraict en la maison de la ville et le randre au bureau de
« séans Et d'icelle somme ledict Aouville a esté deschargée ».

2^o) E⁶, f. 143, Dim. 22 janvier 1542 : « En respondant à la re-

préciser — les deux cas ne paraissent pas identiques; dans le 1^{er}, il s'agit en effet, d'un frère décédé, dans le 2^e, d'un frère, au nom duquel elle vient retirer de l'argent; or, nous savons, par une mention antérieure du reg. E⁵, que les biens d'un nommé Barthélemy de

« queste baillée par la seur (sic) de feu François de Langres, en
« son vivant filz adoptif de l'aulmosne par l'advis de monsei-
« gneur l'avocat du Roy mons^r l'esleu Grollier et le s^r Michel
« de burgos ainsi le rapportant a esté ordonné que la moitié de
« l'argent provenu de la vente des biens dudict de Langres par
« les s^{rs} lhors recteurs et gouverneurs de ladicte aulmosne mis
« aux gabelles sera baillée et délivrée à sadicte seur en faisant
« par elle apparoir de la mort dudict de Langres son frère et
« promectant par elle d'en acquiter lesdicts sieurs et ladicte aul-
« mosne envers et contre tous ou en défaut de ce demeurent
« cautionnant ». (en marge : Ordonnance de la moitié de l'ar-
gent de François de Langres).

3^e) E⁶, ffs 409-410, Dim. 30 nov. 1544 : « Suyvant la requeste
« faite par Blanche de Langres sœur à Pierre de Langres ten-
« dant aux fins que la somme de dix sept livres quinze sols tour-
« nois restant de la somme de trente cinq livres provenus de la
« vente des biens meubles delaissez par le trespas de leur feuz
« père et mère et mise aux gabelles en la maison de la ville leur
« soit délivrée et expédiée avec le prouffit que ladicte somme
« pourrait avoir fait puis le temps qu'elle a esté mise ausdictes
« gabelles, disant estre à ces fins deuement fondée de procura-
« tion par ledict pierre de Langres son frère qu'elle a exhibée, a
« esté ordonné que ladicte somme de dix sept livres quinze luy
« sera baillée et délivrée en passant par elle recognoissance (?)
« de la pension de rante (sic) pour icelle somme acquise saufz
« à luy faire droict et raison du prouffit que ladicte somme
« pourroit avoir fait ausdictes gabelles Et ordonné que ledict
« trésorier (?) recouvrera du trésorier de la maison de la ville
« l'autre moitié de ladicte somme de trente cinq livres pour
« rembourser l'Aulmosne d'icelle laquelle avoit esté...?... à payer
« à ladicte Blanche des deniers de ladicte aulmosne par quic-
« tance receue par le secrétaire.

— Id. ffs 418-419, Dim. 14 déc. 1544 : « Après ce que Blanche
« sœur de Pierre de Langres, filz adoptif à l'aulmosne a remonstré
« au bureau que venue par commission dudict de Langres et par
« luy deuement fondée de procuration expresse ad ces fins par
« ordonnance de messieurs elle aye recouvert de la maison de
« ville et des deniers des gabelles y estans et de ceulx de céaulx
« la somme de trente cinq livres dix solz que lesdicts sieurs
« avoient recouvrés de feu Aouville, lesquelz deniers lesdicts
« sieurs avoient mis esdictes gabelles pour y prouffité (sic) au
« prouffit dudict de Langres où ils ont demeures puy l'an cinq cens
« (un blanc) lequell prouffit lesdicts sieurs ont receu et retiré et

Langres furent remis aux recteurs de l'Aumône sur leur commandement, et, placés « aux gabelles, pour la faire prouffité (sic) » (6 Mai 1537). Ces biens, il est nécessaire de le préciser, montent, au total, à *trente-cinq livres dix sous huit derniers tournois*. Le premier texte de E⁶, celui de 1542, paraît être la réclamation par Blanche de *sa part successorale* de l'hérédité de son frère François, décédé, ce qui est confirmé par la mention correspondante du reg. de la comptabilité de l'époque. Quant à son autre frère Pierre, il est alors vivant, et d'ailleurs il chargera en 1544 sa sœur de retirer à nouveau de l'argent. Dans la mention de 1542, on lit qu'une requête est faite aux recteurs par la « seur (sic) de feu François de « Langres en son vivant adoptif à l'Aulmosne ». On ne nous dit pas l'objet de la requête, mais, la suite nous l'apprend sans peine. Elle toucha, certes, un point délicat, qui nécessita une consultation des recteurs; on demande l'avis de « Monseigneur l'advocat du Roy et Mons^r l'esleu Grosllier » et rapport en est fait par le « sieur Michel de Burgos », c'est dire assez l'importance que les recteurs attachent à la réponse à donner; on décide, en suite du rapport, que « la moitié de l'argent provenu de la vente des biens dudict de Langres » sera délivré à la récla-

« mis en la quessee (sic) des deniers de céans comme appert par
« le livre de contrerolle desdictes gabelles et pour ce a supplié
« ausdicts sieurs luy vouloir bailler et délivrer le prouffit que
« lesdicts deniers pourroient avoir faict ausdictes gabelles, a esté
« ordonné bailler et délivrer à ladicte Blanche par bonne quic-
« tance dudict prouffit la somme de troys livres tournois, com-
« mandé au commis à la recepte des deniers de céans de laquelle
« somme luy sera tenu compte à la reddition de ses comptes. »

mante pourvu qu'elle atteste le décès de son frère. Or, que constatons-nous ? 1) 35 L. 10 s., 8 d. sont remis aux recteurs en 1537; 2) en 1544, deux ans après, la consultation précitée, il ne reste plus dans la caisse de l'Aumône que : 17 L. 15 s. « restant », nous dit-on, « de la somme de 35 Livres » montant de la succession des père et mère de Langres, laquelle somme Blanche vient à nouveau réclamer; 3) La moitié donc, de la succession a été déjà versée avant 1544; la requête de 1542 en explique la disparition; Blanche reçoit alors, la moitié de l'argent, et, cette moitié monte bien à 17 livres. Mais, au fait, pourquoi ne lui remet-on en 1542 que *la moitié, 17 Livres* ? C'est qu'elle a alors son frère Pierre et qu'eux deux se partagent la succession de leur commun frère François; les recteurs décident, en ne lui remettant que 17 L. de ne lui attribuer que sa propre part dans l'hérédité de François et conservent l'autre moitié pour son frère Pierre alors adoptif de l'Aumône; on comprend alors l'intérêt de la délibération des recteurs qui devait décider si *l'Aumône conservait la succession de son enfant adoptif*, en l'espèce, le frère de Pierre et de Blanche de Langres, ou si, *ils feraient droit à la réclamation de la sœur venant, somme toute, réclamer la succession de son frère décédé. Par la remise qu'ils font de sa part successorale à la sœur de leur adoptif les recteurs décident contre le droit de succession de l'Aumône en cas de frère ou sœur*. En tout cas, une chose est certaine, c'est que la somme de trente cinq Livres remise, le 6 mai 1537, aux rec-

teurs comme provenant de la succession de Langres, *ne demeure pas à l'Aumône, mais est remise intégralement par les Recteurs à leur tour, en 1542, puis en 1544, non seulement en capital, mais même encore en intérêt.* Il me paraît logique de considérer, en conséquence, que la sœur (1542), puis, le frère de feu François de Langres, en recevant chacun la moitié de la somme de 35 L., montant de la succession de leurs parents, reçoivent, ainsi, chacun, leur part successorale dans l'hérédité de leur frère François, en laquelle, en tout cas, l'Aumône ne touche rien; ex. de succession collatérale d'adoptif de l'Aumône, où les recteurs, sur l'avis de l'avocat du Roi et de l'élu, n'opposent pas de prétentions successorales. Dès le début, *l'Aumône ne succédait, probablement pas à des adoptifs qui ont des frères ou sœurs.*

RÉSUMÉ.

Si nous essayons de résumer maintenant les quatre chapitres qui nous ont permis d'étudier l'évolution de la coutume d'adoption de l'Aumône-Générale pendant le XVI^e S., ce premier siècle de son existence, nous constatons que deux grandes divisions s'imposent :

1^o) De 1534-36 à 1570, environ, nous constatons, parallèlement à l'adoption pratiquée alors par les particuliers et dont mention est faite sur les registres de l'œuvre, que l'adoption de l'Aumône-Générale se fait aux mêmes « *conditions et modifications* » : Comme nous l'avons montré, les *mêmes* obligations sont assumées par l'Aumône où le particulier adoptant : c'est la *même* institution, que l'Aumône, copiant l'usage lyonnais d'alors, applique à la personne de ses orphelins. Quels sont les effets de cette adoption ? Elle donne aux Recteurs *le droit de gestion des biens de leurs enfants adoptifs*, qu'ils louent (ex. dès 1536), *ils paient les dettes et recouvrent leurs créances, destituent et remplacent les tuteurs*; soumis à des obligations de *soins matériels* (entretenir, instruire, nourrir, etc. l'enfant), ils ont, en contrepartie, *un droit de succession ab-intestat* (1543), qui semble être limité en cas de présence de frères ou de sœurs des adoptifs (1542-44) : voilà, autant qu'on peut en juger par les archives anciennes, les princi-

paux caractères de l'adoption des Recteurs. Mais l'adoptive, qui se marie, ne reçoit, dans les premières années, aucune *dot*, et, la première libéralité des Recteurs sera une simple *aumône* (1546-1552). L'œuvre qui ne dote pas ses enfants, ne jouit pas de *l'usufruit* de leurs biens. Le lien d'adoption est rompu, sans aucune formalité (1549), ou par des modes étranges de « *désistement* » volontaire des deux parties à l'acte, ou d'*annulation* de l'adoption (1560-62). *L'émancipation* est loin d'être *formée*, car *l'incapacité* de l'adoptif semble loin d'être *définie* ! (Embarras des Recteurs devant les deux communications de Pierre Pasquet, 1572-1578).

2°) A partir de 1570 environ, un tournant assez net se manifeste : l'adoption de l'Aumône cherche à se définir : sous la pression des circonstances, la coutume d'adopter devient un droit précis : la *dot* apparaît d'abord, et avec son nom (« dot de mariage », 1555) et surtout ses attributs, *faveur* des Recteurs à *leur fille*, et non plus obole à une assistée; tandis que son montant s'élèvera sans cesse, pour se fixer, en 1573, à un niveau qu'elle gardera toujours, apparaît, en 1570 exactement, la première manifestation d'un consentement *nécessaire* des Recteurs — puisqu'il est *demandé* — puis rendu obligatoire, sous peine de punition, au mariage de leur fille adoptive, et, même, de leurs fils adoptif : les formalités des *fiançailles* et *épousailles* se font dorénavant à l'Aumône, et les *contrats de mariage* s'inscrivent dans les registres. En même temps, se définit l'étendue et la

nature des effets de l'adoption : grâce aux instances d'un de leurs adoptifs, P. Pasquet, elle se manifeste comme entraînant une certaine *incapacité* du fils de l'Aumône, incapable et de se marier et de négocier, et de faire quelque acte juridique que ce soit : sans jamais encore en ce siècle être qualifiée ni définie, elle nécessitera, néanmoins, pour que l'enfant en soit dégagé, le « licenciement », puis l'« émancipation » de l'adoptif, assimilé ainsi au fils de famille : c'était ouvrir la voie à la définition de « puissance paternelle », dont l'adoption des Recteurs sera expressément reconnue constitutive, mais qui ne sera faite qu'au siècle suivant. C'est à la même époque, certainement, aussi, que les Recteurs s'attribuent l'usufruit de leurs adoptifs mineurs, à l'imitation du père de famille naturel, droit qui devait leur être conservé.

En définitive, l'adoption que les Recteurs appliquent, à partir de 1536, aux enfants qu'ils recueillent dans leurs hôpitaux, probablement *d'effets très indéterminés* à l'origine, est, somme toute, *l'adoption lyonnaise du temps*, essentiellement de bienfaisance, soumise à des « conditions » en faveur de l'adopté, à laquelle l'usage, continué au jour le jour, pendant tout le siècle, tendit à conférer les effets de *l'adoption romaine*, constitutive d'une puissance sur l'adopté.

CHAPITRE V

LES CONDITIONS DE L'ADOPTION, L'ADOPTE

Le projet constitutif de Jean Broquin du 18 janvier 1534 précisait que l'Aumône recevrait dans ses hôpitaux de la Chanal et de Ste Catherine « *les petitiz enfants orphelins* » qui seraient mis en apprentissage à l'âge « *de huit à neuf ans* », et, les « *filles orphelines* » auxquelles on apprendra à coudre et à filer « *quand elles seront de l'aage de cinq à six ans* » ; ce projet fut voté le 25 janvier 1534, et, les hôpitaux des enfants se remplirent : dès l'année suivante, 40 garçons étaient déjà à la Chanal ¹ et le nombre ne fera que croître. Plus tard, nous aurons l'occasion d'établir que l'adoption de l'Aumône constitue un *privilège réservé aux orphelins légitimes* et que la qualité d'orphelins est absolument obligatoire. Aux XVII^e et XVIII^e siècles, on applique ainsi la pensée du fondateur. En est-il de même au XVI^e siècle, pendant notre première période ?

Nous avons déjà suffisamment eu l'occasion de constater à différents endroits de notre étude, que :

1°) La très grande majorité des enfants reçus, les

(1) E⁴, f. 173 v., août 1535.

1^{re}s années de l'œuvre, *ne sont pas des orphelins et* ont au moins un de leur parent vivant.

II°) Dès le début, dès l'acte exactement de la deuxième réception d'enfant, l'Aumône manifesta l'intention très nette de ne pas recevoir dans ses deux maisons d'*enfants en bas-âge*, qui sont placés alors à l'Hôtel-Dieu en attendant qu'ils soient suffisamment grands.

Ces constatations, que nous allons étayer d'une étude approfondie des textes, suffisent alors à prouver qu'au début de l'institution, la pratique de l'Aumône s'éloignait donc en tout point de son plan constitutif. Et l'on ne peut même pas soutenir que, si beaucoup d'enfants reçus à cette époque ne sont pas de véritables orphelins, du moins sont-ce des enfants abandonnés dont on ne connaît pas les parents, car, précisément, la majorité d'entre eux, sont amenés à l'Aumône par leurs parents eux-mêmes, père ou mère, et il n'est pas rare de voir, des parents réclamer par la suite leurs enfants qui leur sont alors rendus.

Néanmoins, on peut dégager, comme conditions nécessaires d'admission à l'Aumône, dès le début de l'œuvre, la qualité d'une *pauvreté* au moins relative, ainsi que l'obligation d'être *originnaire de Lyon*. L'Aumône, au début, ne reçoit pas les *enfants orphelins en bas âge*, elle reçoit les *enfants pauvres de la ville*; sans doute, constatons-nous, dans le reg. E⁴, la présence d'enfants étrangers, à la Chanal ou à Ste Catherine, mais ils paraissent tous quitter l'Au-

mône, dans ces deux premières années de son existence; et dans le même reg., les recteurs repoussent les demandes de réception quand l'enfant est riche ou quand il est trop jeune : généralement alors, plutôt que de la prendre dans ses hôpitaux, elle préfère verser aux parents une aumône pour l'entretenir, ou bien le mettre provisoirement à l'Hôtel-Dieu d'où elle le retirera plus tard. Les conditions exigées dans la personne des enfants (pauvreté, origine Lyonnaise) sont ainsi les mêmes qui sont exigées vers la même époque des pauvres adultes bénéficiaires des secours de l'Aumône; elles ne sont pas particulières aux enfants; d'ailleurs, après l'apparition de l'adoption, en 1536, elle continuera à recevoir beaucoup d'enfants non orphelins; sans doute, et parmi les enfants adoptés, y en a-t-il un certain nombre qui n'ont plus leurs parents, mais, le plus grand nombre les a encore. Il est même assez piquant de constater que le 1^{er} acte d'adoption qui ait été fait par l'Aumône, en date du 18 juin 1536, est passé sur un enfant reçu pour fils adoptif de l'Aumône « *du consentement de son père et de sa mère !* »² Non seulement, l'enfant n'est pas orphelin ou privé d'un de ses parents, mais il les a tous les deux ! Or, aucun autre acte — parmi les très nombreux que j'ai pu vérifier moi-même — n'est passé sur un enfant ayant ses deux parents; dans ces conditions, il est curieux que *ce soit justement un enfant dans ce cas qui ouvre la série des adoptions des orphelins de l'Au-*

(2) Cf. Ch. I, *Tableau*.

mône générale ! Cette étrange coïncidence devait être relevée. Il est, d'ailleurs, facile de trouver, sinon des cas aussi typiques, du moins, de multiples exemples d'adoptions d'enfants ayant, soit leur père, soit leur mère³; j'ai cité, ailleurs, le cas des enfants du Vivier dont le père est privé par l'Aumône de l'administration des biens de ses enfants; il apparaît donc assez par là, que l'adoption de l'Aumône portant sur des enfants ayant encore leurs parents naturels n'est pas comparable à l'adrogation romaine frappant uniquement des « sui-juris », si, en même temps, elle se distingue de l'adoption romaine « proprement dite », en ce que l'Aumône acquiert des droits que le droit de Justinien n'accorde pas à l'adoptant.

Non seulement, donc, l'enfant remis à l'Aumône a, dans certains cas, ses père et mère, mais il semble même, que ce soit le *cas habituel*; le pourcentage d'enfants à demi-orphelins est très élevé dans les 1^{ers} mois de la pratique de l'adoption, dans le reg. E⁵,

(3) Bail fait sur un enfant de la Chanal, f. 119^r, décembre 1534, du *consentement de sa mère* présente.

Des parents paient partie des frais d'éducation de leurs enfants, reçus adoptifs de l'Aumône (E⁵, ff^{os} 309, 338, 345, 369, E7, f^o 309). A leur demande, l'enfant leur est remis, soit tout simplement, sans formalités, au moins apparentes, soit en spécifiant, comme c'est le cas de Claudine Durand, en 1559, qu'elle est remise à sa mère « sans la déjecter hors de l'adoption de ladite Aulmosne » (E¹⁰, f. 9, 29 octobre 1559; idem pour une enfant remise à sa grand'mère, E¹⁹, f. 301, 23 octobre 1580). Un texte intéressant de nov. 1536 (E⁵, f. 96) nous montre une mère venant retirer son enfant de l'Aumône, où elle l'avait remis, ne pouvant le nourrir, « pour filz adoptif » : étant maintenant « devenu en convalescence », elle demande aux recteurs de bien vouloir « luy retourner ledict Amy son filz », qui lui est rendu, après qu'elle eut promis préalablement de l'entretenir « selon la puissance et la « faculté de ses biens comme sa mère » (Id. E⁵, f. 207, pour un père qui vient chercher ses deux filles, etc...).

où j'ai pu, comme dans le reg. E⁴, catalogué à peu près toutes les adoptions d'enfants. De plus, l'enfant est présenté dans la grande majorité des cas par celui de ses parents vivants.

En définitive, de 1534 à 1536, pour l'enfant simplement exposé, et, à partir de 1536, pour l'enfant adopté, la qualité d'orphelin n'est pas exigée; la pratique du XVI^e siècle mit assez longtemps, comme nous le verrons, pour restreindre aux seuls orphelins de père et de mère le bénéfice de l'adoption. Le *privilege des orphelins Lyonnais*, conforme au projet Broquin, n'est pas encore formé; par contre, l'adoption de l'Aumône semble bien être déjà le *privilege des enfants légitimes*.

Sans que les textes ne mentionnent d'exigences de cette sorte, pendant la plus grande partie de notre période, il faut néanmoins reconnaître que les enfants adoptifs de l'Aumône sont, dès l'origine, des légitimes et que l'Aumône n'adopta jamais, même au cours de cette période purement coutumière, sans règlements généraux, ni jurisprudence fixée, des enfants naturels; si le projet constitutif de Jean Broquin ne précise pas ce point, il est déjà, néanmoins, déductible du mot « orphelins », qui ne s'applique pas, en général, dans les textes de l'époque, aux enfants trouvés; de plus, ceux-ci, quand l'Aumône se constitua, étaient recueillis à l'Hôtel-Dieu. On verra plus tard, que l'adoption de l'Aumône sera strictement réservée aux enfants légitimes, dont elle sera comme le privilège, et, que, malgré la pression considérable des recteurs de l'Hôtel-Dieu, exercée à

la fin du siècle, et au début du suivant, pour faire recevoir les enfants naturels, dans les hôpitaux des adoptifs, les recteurs de l'Aumône s'y opposeront toujours avec énergie; une délibération du 17 mai 1598 oppose à cette admission « *l'ordre ancien* » et « l'institution » de l'Aumône de recevoir seulement les enfants nés en loyal mariage⁴. L'usage du XVI^e siècle, tel qu'il se révèle au long des registres de l'Etablissement, semble apporter la preuve de cette assertion; les enfants reçus sont toujours qualifiés « fils » ou « filles » de tel ou tel », les familles sont connues, le métier, la résidence des parents également (voir E⁵-E⁷, particulièrement où j'ai relevé de nombreux exemples⁵). Ce ne sont pas, certes, les deux seuls cas, que je vais citer à présent, qui, noyés dans la masse des réceptions d'enfants légitimes, démentiront ce que je viens d'avancer.

1) Le premier, antérieur de quelques semaines à la 1^{re} réception d'adoptif de l'Aumône, est en date du 19 mars 1536, c'est-à-dire tout au début de l'Aumône; on y lit que la « *donnée* » de Claude Livet sera mise à « l'hospital Sainte Catherine pour illec « estre entretenue avec les aultres filles »⁶; l'acte de réception est semblable dans sa forme à peu près à celui des autres enfants de l'Aumône, et l'enfant est, certes, assimilé aux autres filles de Ste Catherine; or, le mot « *donnée* » est certainement pris ici dans dans le sens d'enfant illégitime; il y a là certainement

(4) E²⁸, cité dans E³⁶, ch. IX.

(5) Cf. les actes d'adoption déjà cités, et ceux qui constituent le n° 1 des P. J.

(6) E⁵, f. 19; Cf. *Tableau*, p. 281.

tout à l'origine de l'Aumône, un cas probablement unique, d'admission de bâtard parmi les autres enfants de l'Aumône; il est vrai que : 2) un autre cas, nous est signalé au reg. suivant à la date du 28 juin 1545; il s'agit aussi d'une fille « donnée » du « médecin de l'hospital » ⁷; comme ce médecin soignait les enfants de la Chanal et de Ste Catherine, en plus de son office à « l'hospital », c'est-à-dire à l'hôpital du pont du Rhône, on peut interpréter la place de cette enfant à Ste Catherine, comme une faveur particulière; mais cette faveur, elle-même, ne dure pas, car les recteurs, dans le texte dont est question, ordonnent précisément que la fille soit mise « hors ledict hospital ». *Ce sont les deux seuls cas que mes recherches m'ont fait découvrir.* Or deux cas isolés — ajoutons-en même quelques autres — sont des exceptions qui confirment la règle; l'Aumône-Générale de Lyon, tout comme certains hôpitaux de Paris, réservent, dès le début, son assistance aux seuls *enfants légitimes des pauvres familles de la ville.*

Cette dernière expression constitue la meilleure formule pour résumer les conditions qui sont les seules exigées pendant la plus grande partie de notre époque. Elle reçoit, en effet :

1) *Enfants pauvres.*

Dans toutes les premières réceptions à la Chanal et Ste Catherine, cette condition est exigée ⁸. C'est, ainsi, qu'au F^o 109 r. de E⁴, on lit qu'un père est débouté de sa demande, pour 2 raisons, dont la 1^{re} est

(7) E⁶, f. 486.

(8) E⁴, f^{os} 45, 61, 77, 91r et v, 109r.

qu'il n'est pas pauvre, car après information faite, on voit que « *icelluy a bien et pouvoir et faculté de nourrir ledit Jehan son filz* »; on lui remet ce dernier pour qu'il en fasse ce qu'il voudra, avec défense, sous peine du fouet, de le laisser mendier « *parmy la ville* » (22 novembre 1534); plusieurs mères de famille viennent remettre leurs enfants aux recteurs, disant qu'elles ne peuvent les nourrir⁹. Pour l'enfant du Registre E⁵, la même condition apparaît souvent se rencontrer; Amy a été remis par sa mère à la Chanal, car, « *elle n'avoit de quoi se subster ny amy son filz* » (1536)¹⁰. Idem pour un père, Noël Jay, « *bochier de Saint Georges* », qui a remis ses deux filles à Ste Catherine « *pour filles adoptifves* », car « *il n'avoit de quoy (les) nourrir* » (1537)¹¹. Dans les reg. postérieurs, ce sera pareil : les enfants orphelins sont présentés au bureau pour être adoptés par des voisins « *aux fins de les mectre à l'aumosne* », car ils sont orphelins « *desnués de père et mère et de tous biens* » : les recteurs font même une « *inquisition* » pour vérifier l'exactitude de ces dires (29 décembre 1549)¹²; on pourrait multiplier les exemples de la sorte, mais, une remarque encore plus significative doit être faite, qui atteste bien que l'Aumône ne reçoit que des enfants pauvres; c'est qu'en général, cet adjectif, sous la forme archaïque de « *pouvre* » ou « *paovre* », est presque toujours écrit dans l'énoncé de la qualité des enfants

(9) E⁴, f^{os} 180, 182, 191, 195, 207, 213.

(10) Cf. *supra*, p. 401, en notes.

(11) E⁵, f. 207.

(12) E⁷, f. 335, P. J., n^o 1.

reçus à l'Aumône; celui-ci n'est pas qualifié de « filz adoptif » ou « fille adoptive » seulement, mais — nous avons déjà eu maintes occasion de le relever — de « pouvre enfant adoptif » ou « pouvre fille adoptive », les exemples en foisonnent à travers les registres.

Si l'enfant de l'Aumône est pauvre, il ne faudrait pas cependant en conclure qu'il soit toujours absolument sans fortune; il semble bien que beaucoup d'entre eux ont un petit patrimoine; il faut alors distinguer entre les enfants qui ont encore leurs parents, comme ceux qui sont amenés à l'Aumône par leur père ou mère, et les orphelins; la pauvreté, dans le 1^{er} cas, est manifeste, disons plutôt l'indigence; mais, quand l'Aumône reçoit, non plus des enfants que leurs parents ne peuvent nourrir, mais des orphelins, on constate, bien souvent, à leur réception, des mesures conservatoires de leurs biens, prises par les recteurs, comme nous l'avons signalé précédemment, inventaires des biens, ventes à l'encan, etc... et qui témoignent que l'enfant n'était pas dénué de tout. L'orphelin doit être distingué de l'enfant de parents indigents; ces derniers sont reçus uniquement parce qu'ils sont pauvres; l'orphelin qui peut avoir une certaine fortune — modique, évidemment — est reçu surtout parce qu'il n'a plus ses parents; autrement, toute l'étude de l'administration des biens de l'enfant adopté que nous avons entreprise précédemment n'aurait pas été à faire si l'enfant adopté n'avait absolument — et en aucun cas — aucun bien; nous avons vu, au contraire, qu'il était loin d'en être ainsi,

et, que les textes anciens, depuis 1536, depuis le début, nous montre de multiples cas de gestion de biens d'enfants adoptés par les recteurs : ce point est à souligner, car, on verra plus tard, que, poussés par un bas intérêt, certains officiers de la Sénéchaussée de Lyon voudront obliger les recteurs à ne recevoir dans leur hôpital de la Charité que les enfants de familles indigentes. On constate contre ces prétentions que, dès la 1^{re} réception d'enfants exposés en 1534, où il est question d'un testament du père¹³, dès les 1^{res} adoptions de 1536, des mesures sont prises pour la bonne conservation et administration des biens des enfants (cas Vial, du Vivier, Registres de la comptabilité sur les dots, à propos de la remise aux enfants de la fortune de leurs parents)¹⁴; certains bénéficient même de « légats »¹⁵; certains ont même des immeubles (enfant Prost, août 1536, maison en Bourgneuf¹⁶, Françoise Charrassin, « biens aux champs » probablement terrains)¹⁷.

2) Enfants abandonnés.

C'est que ce n'est pas toujours la *misère matérielle* de l'enfant qui est prise en considération, dans toute notre période, mais, la *misère morale*; nous en avons un exemple bien caractéristique à propos de l'adoption par les recteurs des enfants du Vivier; ces enfants ne sont pas pauvres, en effet, ils sont pris par

(13) E⁴, f^o 61.

(14) Cf. sur tous ces points, *supra*, Ch. II, *Dots*, et Ch. III, Section II, *Administration des Recteurs*.

(15) E⁶ f. 262.

(16) E¹⁵⁷, P. J., n^o 4.

(17) E⁸, Inv., II, E, p. 24.

les recteurs, pour être soustraits aux brutalités et aux mauvais traitements de leur père remarié, sur lesquels le texte de leur acte de réception nous donne des renseignements tristement significatifs¹⁸. Nous sommes ici en présence de la malheureuse catégorie des enfants qu'on appelle de nos jours « moralement abandonnés » et nous voyons qu'à Lyon, bien avant la loi de 1889, l'Aumône-Générale ne faisait pas de difficultés de venir à leur secours et, tout comme elle, d'ôter au père indigne l'administration des biens de ses enfants ! C'est ainsi qu'elle adopte les enfants Du Vivier, leur acte d'adoption est même le premier texte bien précis d'adoption. Elle les adopte, tout comme les autres, orphelins ou enfants de famille indigente, quoique ceux-ci, les trois enfants d'Etienne du Vivier, ne soient non seulement pas dénués de tout, mais bénéficiaires d'une certaine aisance; c'est, également, une considération analogue qui avait fait recevoir, quelques mois auparavant, au début de la même année 1536, un enfant d'un 1^{er} mariage, maltraité par son beau-père¹⁹; sans doute, lisons-nous dans l'acte, que les époux Perrin ne « peuvent bonnement nourryr ny allimenter » tous leurs enfants, aussi bien ceux du 1^{er} que du 2^e lit, mais un seul est mis à l'Aumône, c'est précisément le fils du premier mariage, qui n'étant pas, dit sa mère aux recteurs, « filz de sondit se-
« cond mary, pour hayne d'icelluy est maltraité par
« sondit mary » et c'est « à ceste cause », pour cette

(18) P. J., n° 1.

(19) E⁴, f. 213v, 20 février 1536.

raison, et, non en raison de leur dénuement, que l'enfant maltraité, et, seulement lui, est reçu à la Chanal. — A ces enfants « *moralement abandonnés* », on doit ajouter les enfants réellement *abandonnés par un abandon de fait*; la même année, en janvier 1536, on lit que deux enfants, l'un fils d'un tireur d'or, l'autre, fils d'un maçon, ont été « remis par commandement desdicts sieurs à la Chanal » car ils sont « *tous deux abandonnez de leur père* »²⁰. Une mère vient chercher, le 10 août, sa fille qu'elle avait, dit-elle, « *abandonnée* »²¹. Un texte antérieur de 1535 est plus précis dans sa concision : « a esté « envoyé à la Chanal Jaques, filz de laurens dalleaux, menuisier, pouvre enfant esgaré et *Habandonné de sondit père* ». (10 octobre 1535)²².

En définitive, pouvons-nous retenir une règle pour l'admission des enfants de l'Aumône ? Nous n'en voyons certes pas encore, car, que constatons-nous ? Toutes les misères se présentent à l'Aumône; indifféremment, l'enfant indigent, l'orphelin « dénué de ressources »²³ ou possédant quelque peu de biens, l'enfant matériellement ou moralement abandonné, tous sont reçus indifféremment, quelque soit leur misère, qu'ils aient ou non leurs parents, tous bénéficient à partir de 1536 de la même adoption, aux mêmes « modifications ». En somme, si règle il y a, on peut dire qu'elle repose essentiellement dans le choix et discernement charitable des recteurs; *tout*

(20) E⁴, f. 205.

(21) E⁷, f. 392.

(22) E⁴, f. 185.

(23) E⁷, f. 333 et E¹⁰, f. 572.

enfant peut être adopté, quand il y a pitié. Néanmoins, il paraît bien dès l'origine que l'enfant doit être légitime, originaire de la ville et n'être point trop jeune.

L'enfant doit être *originaire de la ville*; cette règle apparaît dès la 1^{re} admission à l'Aumône (25 juin 1534) ²⁴, remarquons que cette qualité est commune à tous les assistés de l'Aumône. Les registres présentent de très nombreux exemples; l'enfant qui n'est pas de Lyon, n'est pas adopté ²⁵.

L'enfant ne doit pas être trop jeune ²⁶, cette règle apparaît à la deuxième admission (13 août 1534) ²⁷, elle est également prouvée par de nombreux exemples. Le système généralement employé est, dans ce cas, de ne pas recevoir l'enfant dans les hôpitaux de la Chanal ou de Ste Catherine, mais *de le mettre à l'Hôtel-Dieu pendant un certain temps*. Cette destination s'explique aisément quand on sait que ce dernier établissement recevait les enfants trouvés

(24) E⁴, f. 61.

(25) Ainsi, E⁸, f. 8 : Prière faite aux Conseillers de Ville par les recteurs de l'Aumône de ne plus désormais leur présenter des enfants nés hors de Lyon, et sortant de l'Hôtel-Dieu, dont les Conseillers de Ville étaient administrateurs, mais de les renvoyer à leurs parents. Un enfant de Létra « pour ce qu'il n'est natif de ceste ville » n'est pas reçu adoptif de l'Aumône (E⁵, f. 225, 21 octob. 1537). Sur cinq enfants venus de l'Hôtel-Dieu pour être admis adoptifs de l'Aumône, deux (de Chapponay et de la Guillotière) ne sont pas acceptés (E¹⁴, f. 247, déc. 1577).

(26) Les recteurs de l'Aumône s'aperçoivent, à l'occasion de la procession générale, mai 1574, qu'il y a l'hôpital de la Chanal des enfants, venus de l'Hôtel-Dieu, qui « pour estre par trop petits ne se peuvent habiller ny deshabiller (suivent détails assez pittoresques !)... que plutost ils debvroient estre receuz à « l'Hostel Dieu du pont du Rosne que d'estre mis à la Chanal, « Joinct que par cy-devant l'on n'avoit de coustume de recevoir « telz et si petits enfans » ; les recteurs de l'aumône décident que, dorénavant, ne seront reçus adoptifs de l'Aumône que les enfants qui sont d'âge à pouvoir s'habiller et deshabiller (E¹³, Inv., II, E, p. 52).

(27) E⁴, f. 77r.

et, par là même, est apte à entretenir les nourrissons et les jeunes enfants. C'est à cette pratique qu'il faut faire remonter l'hospitalisation qui durera jusqu'à la fin du XVIII^e siècle des jeunes orphelins légitimes que l'établissement adoptera plus tard, comme nous le verrons. L'enfant, qui a atteint un certain âge, que les textes anciens ne précisent pas, mais qu'il faut vraisemblablement fixer vers 7 ans, comme ce sera l'usage dans la seconde moitié du siècle, est admis, alors, dans les hôpitaux des adoptifs de l'Aumône, au même titre que ces derniers. La première mention d'un enfant non admis par l'Aumône et *placé provisoirement à l'Hôtel-Dieu*, remonte à la deuxième réception d'enfant (13 août 1534); donc, tout au début de l'institution. Quant à la première mention du passage d'un enfant de l'Hôtel-Dieu, où il a été mis à cause de son jeune âge, dans un des hôpitaux de l'Aumône, elle est au mois de juillet 1536 : « Jehan
« pouvre enfant orphelin nourry à l'hospital du Pont
« du Rosne a esté remict à l'hospital de la Chanal
« pour Illec estre Instruict, nourry, et entretenu avec
« les aultres » ²⁸.

Pendant cette période transitoire, l'enfant est-il déjà adopté par l'Aumône ou ne le sera-t-il que lors de son entrée aux maisons de l'Aumône ? La solution apparaît avoir varié : tantôt il est déjà adopté, comme le prouve le texte suivant de 1538, deux enfants sont remis par leur mère, à l'Aumône, et
« après ce qu'ilz ont esté receuz à ladicte aulmosne
« pour enfans adoptifz », l'aîné est mis à la Chanal

(28) E⁵, f. 59.

et la petite fille « à l'hospital du Pont du rosne pour
« ce qu'elle n'est encore d'âge à la mectre à l'hospita-
« tal Sainte Catherine » ²⁹. Retenons la précision
« après ce que » ; *l'adoption précède, dans ce cas, toute disposition matérielle touchant l'installation des enfants* ; mais, plus tard, l'enfant n'est adopté qu'au moment de la remise par les recteurs de l'Hôtel-Dieu (16 avril 1542 ³⁰, 15 mai 1547 ³¹, 8 avril 1548 ³²) ; seule, cette solution peut expliquer que, plus tard, une adoption distincte de celle de l'Aumône-Générale, celle de l'Hôtel-Dieu, soit venue se constituer sur ces enfants ; néanmoins, de toute façon, l'orphelin, admis préalablement à l'Hôtel-Dieu, est destiné à être un jour adopté par l'Aumône, quand il aura l'âge.

EVOLUTION DE LA COUTUME TOUCHANT
LES CONDITIONS DE L'ADOPTION.

L'Aumône ne reçoit donc pas, à l'origine, exclusivement, les orphelins, néanmoins dès le début, on se rend compte dans certains actes de réception d'enfants de la tendance des recteurs à se rapprocher des dispositions du projet constitutif de l'Aumône ; déjà en 1534, avant l'adoption des enfants, le 2^e acte d'admission, celui du 13 Août 1534, précise, à propos des deux pauvres enfants orphelins, qui sont présentés, qu'une « inquisition » sera faite pour savoir s'ils

(29) E⁵, f. 263, P. J., n° 1.

(30) E⁶, f. 164.

(31) E⁷, f. 73.

(32) E⁷, f. 167.

sont *orphelins* ³³. Pareille recherche est faite à propos des orphelins Michard ³⁴ présentés aux recteurs en Décembre 1549, semblable information à propos de Jehan et Pernette Gervaise ³⁵ en Janvier 1563, mais déjà la situation se précise, ces enfants, déclarent aux recteurs qu'ils sont *orphelins*, peu fortunés et sans parents ni amis pour les secourir; en conséquence, ils demandent à être reçus « enfants adoptifz à l'aumosne » car, disent-ils, ils sont « de la qualité de ceulx qui fault recevoir à ladicte aulmosne ». Une enquête est ordonnée par les recteurs pour savoir « s'ilz sont de la qualité ». Le fait d'être *orphelin* commence donc déjà à être pris en considération. En 1578, bien des enfants ont encore leur mère, comme le témoigne un texte, retranscrit par l'inventaire Rolle; après délibération, les recteurs décident, en effet, que les mères des enfants adoptifs de l'Aumône n'entreront plus dans les Hôpitaux de la Chanal et Ste-Catherine, sinon du consentement exprès des maîtres et maîtresses ³⁶. Mais l'année suivante, les recteurs opposent à la demande du célèbre imprimeur Lyonnais, Guillaume Roville, d'adopter la fille d'un de ses confrères décédé depuis peu, que la petite Martin a encore sa mère, et, lui disent-ils expressément, d'après « l'ordonnance de ladite Aulmosne », « *aucuns enfans ne peuvent estre receuz ayant père ou mère et qu'ils ne peuvent estre receuz pour adoptifz* » (29 Jul. 1579) ³⁷; l'enfant, dont est

(33) E4, f. 77r.

(34) E7, f. 335.

(35) E10, f. 572.

(36) E18, Inv., II, E, p. 66.

(37) E19, f. 125; le début du texte se trouve retranscrit P. J., Adopt. des Particul., n° 73.

question, est néanmoins mis à Ste-Catherine en considération de sa grand-mère, alors maîtresse des filles de Sainte-Catherine, mais « sans tirer à conséquence », et sans qu'il soit précisé qu'elle sera adoptée. A la fin du siècle, une délibération des recteurs ne laisse plus aucun doute sur la question et le désir des recteurs de ne recevoir dorénavant que des orphelins; on lit en effet, à la date du 18 Août 1591 que sur les propositions « cy devant tenues par « plusieurs fois de rechercher exactement dans les « hopitaux d'icelle aumone pour reconnoitre les en- « fants masles et femelles qui ont père ou mère et « attendu que l'institution des hôpitaux ne permet « qu'il y ait que orphelins. A été résolu que MM. les « recteurs de ladïcte aumone tiendront deux bu- « reaux extraordinaires... pour reconnoitre tous les « Enfans et licencier ceux qui ne sont de la qualité « requise »³⁸. Cette décision est capitale, elle ramène la pratique hospitalière dans l'orbe tracée par son fondateur qui ne prévoyait que l'hospitalisation d'orphelins, elle est formelle pour l'avenir, et, quant au passé, les enfants « qui ont « père ou mère » seront « licenciés » après deux assemblées solennelles tenues dans chacun des deux hôpitaux; et application est faite peu de temps après, justement, à la fille du libraire Martin, que Guillaume Roville avait fait entrer à l'Aumône, 12 ans auparavant³⁹. Elle est sur le point alors de se marier, mais, la dot

(38) Texte retranscrit par E1, f. 329, E⁸⁶, Ch. VII et XI. Cf. aussi Mono, *Notice historique sur l'hôpital de la Charité*, 1829, dans *Arch. Hist. et Statistiques du Département du Rhône*, t. X.

(39) Fin 1591, ou début 1592, E²⁶, Inv. II, E, p. 97, Cf. *supra*, p. 413.

habituelle des adoptives, seize écus 2 tiers, ne lui sera pas versée des deniers de l'Aumône, mais, en considération des services rendus par sa grand'mère, des deniers personnels des recteurs « chacun pour sa part et ratte » dit le texte, et elle sera « rayée sur le « livre de la dicte Aulmosne, attendu qu'elle a « sa mère ». Cette décision — et le texte l'indique assez au début — est la preuve que la « recherche » prescrite par la délibération du 18 Août avait été faite et qu'on cherchait à « licencier » tous les enfants non orphelins, ainsi, d'ailleurs, que les étrangers reçus par surprise. Les recteurs vont donc redoubler de surveillances et de précautions; décision d'établir un reg. d'entrée et de sortie des enfants, (16 Février 1592) ⁴⁰ et, les mesures réglementaires, au siècle suivant, vont s'efforcer d'empêcher qu'à l'avenir, on reçoive des enfants non orphelins.

On exigera, également, qu'à leur réception, ils apportent la preuve de leur légitimité. Avant d'étudier ce nouveau point, concluons celui-là : de 1534 à 1591, contrairement aux dispositions de son projet constitutif, l'Aumône ne fit, donc, aucune difficulté de recevoir et d'adopter les enfants ayant père ou mère; ce n'est qu'à la fin de notre période, dernières années du XVI^e, qu'elle se décida de ne plus admettre que les seuls enfants orphelins et de renvoyer ceux qui ne seraient pas tels à cette époque. Les enfants devenaient, en effet, de plus en plus nombreux, dans les locaux assez exigus des hôpitaux de l'Aumône, la dépense s'accroissait démesurément, il fallait éta-

(40) E⁸⁶, ch. VII, *Adoptifs*, E¹, f. 331.

blir une mesure discriminatoire; consultant l'institution de l'œuvre, les recteurs comprirent que le meilleur moyen pour pallier à une invasion croissante était de restreindre l'entrée dans les maisons des adoptifs à ceux seuls pour lesquels elles étaient destinées, aux véritables orphelins. Tout au long du siècle, l'Aumône, entraînée par son souci de venir au secours de toutes les misères, ne s'était pas montrée bien exigeante sur ce point, enfants abandonnés, enfants pauvres et orphelins, trouvaient, également, la porte toujours ouverte pour les recevoir et la bienveillance de l'Aumône pour les adopter; l'ère de non-réglementation est passée; là encore, l'expérience formera la coutume, qui va se fixer désormais.

La même raison de diminuer le nombre des enfants admis, doublée d'une importante raison morale, amena l'Aumône, qui ne paraît pas avoir reçu d'enfants illégitimes au cours de ce Premier Siècle, a précisé également que les enfants naturels n'ont jamais été et ne seront jamais adoptés par elle; dès le début, l'adoption de l'Aumône est véritablement *privilège de l'enfance légitime*; les textes des dernières années du XVI^e Siècle, de 1592 à 1598, nous exposent clairement ce point de l'usage hospitalier :

1) Aux Cordeliers de Villefranche, qui exigent des recteurs l'attestation de la légitimité de deux adoptifs de l'Aumône qui allaient faire profession, les recteurs répondent fièrement qu'étant adoptifs de l'Aumône ils sont, par là même, légitimes, car, à l'Aumône, ne s'en reçoivent pas d'autres ⁴¹.

(41) E²⁶, Inv. II, E, p. 99.

2) Néanmoins, les recteurs de l'Aumône vont se trouver — et se trouvent même déjà, — en butte aux prétentions des recteurs de l'Hôtel-Dieu, qui veulent obliger les premiers à recevoir les enfants trouvés. Un accord passé entre les administrateurs des deux maisons, par devant le Corps Consulaire de Lyon, le 22 Novembre 1587, obligeait les recteurs de l'Aumône à recevoir les enfants trouvés de l'un et de l'autre sexe, dès qu'ils seront de l'âge requis; cet accord, le premier d'une longue suite, ouvre la période de la réglementation de l'usage de l'Aumône et devrait être étudié dans notre II^e Titre, mais, justement, il est prématuré et ne reçut pas d'exécution ⁴².

3) La preuve en est fournie par le renouvellement de la même proposition, en 1598, par les recteurs de l'Hôtel-Dieu, aux recteurs de l'Aumône d'admettre, au même titre que leurs adoptifs, les enfants trouvés élevés à l'Hôtel-Dieu et cela en vertu de l'acte précité de 1587 : la réponse des administrateurs de l'Aumône, montre assez qu'en dépit de cet acte, ils n'ont jamais songé et songent encore bien moins à pareille assimilation; ils déclarent catégoriquement que,

« les dictz enfans ne peuvent estre agrégés à ladicte Aulmosne, parce l'institution de ladicte Aulmosne contient
« notamment de ne recevoir en icelle, aultres enfans que
« ceulx qui sont nés originaires de cette ville, naturelz et

(42) E²⁷, Inv. II, E, p. 99; Cf. aussi sur cet accord — qui ne concerne pas que les enfants — Dagier, *Histoire Chronologique du Grand Hôtel-Dieu*, 1830, I, à la date 1587. J'ajoute qu'il était de coutume, déjà — comme on le verra au début du Titre II — que les *orphelins légitimes*, de moins de sept ans, reçus à l'Hôtel-Dieu, passent, sans conteste, à l'Aumône quand ils arrivent à cet âge : le règlement de 1587 tend seulement à donner satisfaction aux recteurs de l'Hôtel-Dieu qui voulaient *qu'en même temps que des orphelins* ils puissent se débarrasser sur l'Aumône des enfants trouvés ayant le même âge.

« légitimes et sans s'arester aulcunement à aultres actes,
« qui ne peult préjudicier à l'ordre ancien de ladicte Aul-
« mosne; joint aussi que recepvant lesdictz enfants trou-
« vés, les hospitaux de ladicte Aulmosne se trouveroient
« incontinent remplis dudict sexe, qui rapporteroit grand
« intérêt (sic) et préjudice à ladicte Aulmosne, mesmes
« aux filles pour les colloquer en mariage. » (17 mai 1598) ⁴³.

Le règlement d'ordre général, en date du 18 octobre 1598, est ainsi tout préparé : par là les recteurs fixeront, pour la première fois, dans une délibération solennelle, *l'ensemble des conditions* exigées pour la réception des enfants adoptifs de l'Aumône; l'usage, jusque là purement coutumier, va se rédiger; dorénavant les conditions d'accès à l'Aumône seront clairement connues et établies, mais, aussi, par là même, en se rédigeant, la coutume se fixera et n'évoluera plus; le *règlement de 1598* ⁴⁴ sera appliqué jusqu'à la Révolution : A cette date de 1598, l'Aumône, en sanctionnant l'usage antérieur, qui se constituait peu à peu, lui donne la forme définitive suivante; dorénavant les enfants devront, pour pouvoir être adoptés, être *orphelins légitimes, âgés de plus de 7 ans, nés de parents ayant demeuré à Lyon depuis un certain temps*; les recteurs de l'Aumône-générale établissent, alors, le statut définitif de l'avenir.

Nous sommes ainsi amenés tout naturellement par cette première réglementation de la coutume de l'Adoption à ouvrir la 2^e Partie de notre Etude et entreprendre l'Histoire de la Deuxième Période de la vie de l'Institution.

(43) E²⁸, Inv., II, E, p. 105; E⁸⁶, Ch. IX.

(44) E⁸⁶, Ch. VI, *Adoptions*, E¹, f. 361, d'après E²⁸, Inv., II, E, p. 106.

TITRE II

LE DROIT D'ADOPTION DES HOPITAUX LYONNAIS 1601-1672

Nous diviserons cette Deuxième Partie, *en trois chapitres* où nous verrons successivement la *fixation de l'usage du XVI^e siècle* dans les *Règlements et Décisions* de la Maison, la *jurisprudence* de la Sénéchaussée et du Parlement, et enfin, les *Lettres Patentes* sanctionnant solennellement le droit d'adoption des Recteurs; à ce propos, sous ce dernier chef, nous étudierons la formation du *droit d'adoption de l'Hôtel-Dieu*. Donc, trois chapitres :

- I. LES RÈGLEMENTS (1601-1662).
- II. LA JURISPRUDENCE (1602-1671).
- III. LES LETTRES PATENTES (1643-1672).

CHAPITRE PREMIER

LES REGLEMENTS

SECTION 1.

LES DÉCISIONS GÉNÉRALES DU BUREAU DE L'AUMÔNE ET LES CONVENTIONS AVEC L'HÔTEL-DIEU.

Notre première partie s'est terminée, déjà, sur l'importante délibération de 1598, qui ouvre la série des règlements de l'Aumône, les décisions qui vont suivre, fixent les conditions nécessaires, dorénavant exigées, pour être adopté.

Les importantes mesures, déjà arrêtées en 1598, sont renouvelées le *11 juin 1601*¹; on rappelle, alors, qu'il y a lieu, au moment de la demande d'adoption, de faire une enquête pour savoir si les enfants qui seront adoptés sont bien des enfants « *naturels et légitimes, orphelins de père et mère* » et à cet effet, il est exigé d'apporter au Bureau le « *Baptistère des enfants* »; une innovation, sur laquelle nous reviendrons — qui restera une règle pratiquée jusqu'à la fin — est apportée en plus au précédent règlement de 1598 : les parents qui présentent les enfants, doi-

(1) E⁸⁶, Ch. VI, *Adoptions* E¹, f^o 367.

vent consentir à ce que « les moyens et facultés des-
« dits enfans ainsi reçeus soient remis à ladite au-
« mone, auxquels moyens et facultés lesdits parens
« ne pourront avoir ny prétenare aucun droit soit
« pendant le cours de la vie desdits enfans, soit
« après leur décès ». Par là-même, le droit de suc-
cession de l'Aumône se voit fortifié d'une garantie,
non indispensable, disons-le, de suite, mais très utile
en pratique; nous reviendrons sur cette question im-
portante ².

Nouvelle décision du bureau, le 20 mars 1604 ³,
qui précise un autre point des conditions néces-
saires pour être adoptés; rappelant : « les statuts
« anciens de ladicte Aumone qui sont de recevoir,
« seulement les petits enfans en bas âge, orphelins »,
on décide que, dorénavant, on ne recevra aucun,
« fils ou fille, qui excèdent l'âge de puberté » ; un
âge minimum était déjà fixé depuis 1598, sanction-
nant un long usage qui admettait au bénéfice de
l'adoption les seuls enfans de plus de sept ans. Dé-
sormais, ceux qui dépassent 14 ans, ne seront plus
adoptés, également; les frères ou sœurs d'adoptifs,
qui ont dépassé quatorze ans, seront placés plus tard
par les recteurs dans leurs autres catégories d'enfans,
les « Petits Garçons » ou « Petites filles », ou, les
« Petits Passants », mais, ne seront pas adoptés, la
règle restera strictement observée ⁴ (nouvelle déci-

(2) Vide *infra*.

(3) E⁸⁶, Ch. VI, *Adoptions*, E¹, f° 376.

(4) V. entre autres, comme cas d'application de cette mesure, le
texte de la Sentence de 1671 dans l'affaire Draillat (Pièces Justif,
N° 50) où le frère de Louis Draillat est dit avoir été mis au
nombre des « petits garçons (sic) » de la Charité, comme ayant

sion sur le même sujet ⁵, 26 juin 1616).

Nouvelle précaution prise le 23 Mai 1610 ⁶ pour empêcher l'adoption d'enfants naturels; le contrat de mariage, au moins la charte de mariage, en plus du baptistère des enfants devra être apporté au bureau.

Enfin ces règlements sont complétés et rectifiés par celui du 20 Mars 1611 ⁷, qui reporte de 7 à 10 ans, le nombre d'années indispensables de résidence des parents à Lyon ⁸. Et ceux-ci doivent habiter Lyon, non les faubourgs (24 Juin 1612 ⁹, 5 Juillet 1626 ¹⁰, 1^{er} Décembre 1630) ¹¹.

L'adoption est conditionnée à ces prescriptions : dans les 15 premières années du XVII^e siècle, les règles d'admission des enfants adoptifs de l'Aumône sont ainsi établies pour ne plus changer. Néanmoins des difficultés d'application, touchant les *enfants de moins de 7 ans et les enfants naturels*, mettent aux prises l'Hôtel-Dieu et l'Aumône-Générale, elles seront résolues par la nouvelle série de règlements que constituent les *conventions entre les 2 Hôpitaux*.

Ces accords achèvent de définir les conditions né-

dépassé l'âge de 14 ans. Orpheline mise aux « Thérèses » (c'est-à-dire aux « petites filles ») comme « ayant passé l'âge requis », 9 mai 1732, E⁸⁶, ch. X *Filles de Ste-Thérèse*; Sœur d'adoptif mise aux « Passantes » comme « ayant passé l'âge de 14 ans », 23 mars 1724, E⁸⁶, ch. XI, *Petits passants et Petites passantes*, E⁸, f. 303.

(5) 26 juin 1616, E⁸⁶, VI, *Adoptions*, E1, f. 473, (cf. E³³).

(6) E⁸⁶, ch. VI, *Adoptions*, d'après Reg. E1., F. 402.

(7) E⁸⁶, ch. VI, *Adoptions*, d'après E1, f^o 406; cf. E³¹ (1609-12).

(8) Néanmoins, cette mesure ne fut que provisoire, le Règlement de 1628 édicte à nouveau *sept ans*.

(9) E⁸⁶, ch. VI, *Adoptions*, d'après E1, f^o 409, à propos des habitants du faubourg St-Irénée.

(10) E⁸⁶, ch. VI, *Adoptions*, d'après E1, F^o 539, à propos d'une « jeune fille orpheline... demeurant au faubourg dudit St-Just, « hors l'enclos de cette ville. »

(11) E⁸⁶, ch. VI, *Adoptions*, d'après E1, F^o 632.

cessaires d'adoption; nous avons déjà vu, dans notre première partie, que, dès 1587, un premier accord, que ne fut, du reste, pas appliqué, prévoyait que l'Aumône-Générale recevrait les enfants trouvés de l'Hôtel-Dieu : l'Aumône-Générale, n'accéda pas à ces exigences, et, au début de nouveau siècle, elle n'adopte, encore, que des enfants légitimes. Le XVI^e siècle s'est clos sur les protestations énergiques et solennelles des recteurs de l'Aumône qui, au passé, comme à l'avenir, refusent à l'enfant naturel, les bienfaits de leur adoption; au début du siècle, une autre question va soulever leurs réclamations, également : celle de l'admission des orphelins en bas âge.

Même avant l'introduction de la pratique d'adoption, alors que l'enfant simplement « exposé à l'Aumône » bénéficiait d'un régime juridique provisoire et mal fixé, *les recteurs de l'Aumône refusèrent toujours impitoyablement les enfants trop petits*¹². Les administrateurs de l'Hôtel-Dieu furent, dès le début, sans cesse priés de bien vouloir les garder en attendant qu'ils aient atteint un certain âge, que l'usage finit par fixer à 7 ans. Or, au début de la période de notre présente étude, les protestations de l'Aumône redoublent, et il semble bien qu'alors, les recteurs de l'autre établissement aient cherché, par tous les moyens, à se décharger du fardeau, certes, lourd, de l'assistance infantile, qui leur incombait (enfants trouvés, orphelins de moins de 7 ans). Face à l'obstination de l'Aumône qui ne voulait recevoir les en-

(12) Cf. *supra*.

fants naturels, ils s'obstinent de leur côté à leur adresser continuellement des orphelins légitimes de moins de 7 ans. Cela pouvait durer ainsi longtemps ! Une série d'accords va heureusement mettre un terme à ces dissension, toujours fort regrettables pour des œuvres à but charitable, dont tout le poids retombe ainsi sur les assistés.

Demande, le 25 Juin 1606 ¹³, à l'Hôtel-Dieu de faire un règlement pour établir qu'il gardera les enfants au-dessous de 7 ans. Deux directeurs de l'Aumône, Mascranny et Blauf ¹⁴, sont chargés de prier les Consuls, Recteurs primitifs de l'Hôtel-Dieu, d'empêcher que ces administrateurs, ne présentent à l'Aumône, comme ils le font « journellement », des jeunes enfants de moins de 7 ans. Cette question présente, donc, au début du siècle, une acuité particulière et nécessite plusieurs réunions en la Maison de Ville; un jour, il est décidé qu'une petite fille, qui n'a pas encore cet âge, « présentée par M. l'avocat Barais, seroit « retenue audict Hostel-Dieu » (19 Novembre 1606) ¹⁵. C'est une première mesure de contrainte, en un cas particulier, mais, *l'ordonnance du 29 Novembre 1612* ¹⁶ va la généraliser; par ordre du gouverneur, assisté du lieutenant-général et de l'avocat du Roi en la Sénéchaussée de Lyon, en présence des Recteurs des deux établissements et des Echevins, « Recteurs primitifs », il est décidé que « *l'Hôtel-Dieu dorénavant* » *logera* » *et entretiendra les enfants de moins de 7 ans* : décision solennelle, en conséquence, d'un

(13) E⁸⁶, VII, *Adoptifs*, d'après E¹, f. 381.

(14) E³⁰ (1605-09), cf. Inv. Rolle, III, p. 8.

(15) E⁸⁶, VII, *Adoptifs*, E¹, f. 381.

(16) E⁸⁶, VI, *Adoptions*, E¹, f. 410, cf. E³², Inv. Rolle, III, p. 21.

caractère particulièrement important; néanmoins, quelques mois à peine, après, une femme viendra se plaindre, au bureau de l'Aumône, que les Recteurs de l'Hôtel-Dieu font difficultés de recevoir un enfant orphelin originaire de Lyon et âgé de 5 ans « par plu-
« sieurs et diverses fois, dit le texte, elle a mené ledit
« pauvre enfant à l'hostel-Dieu du pont du Rhosne,
« et iceluy présenté à Mrs les Recteurs dudit hostel-
« Dieu qui l'ont toujours rejeté »; on décide de faire observer l'ordonnance et, « d'y pourvoir par justice ». (6 Janvier 1613) ¹⁷.

La querelle devait, cependant, prendre fin par l'accord du 2 Mai 1614 placé, lui aussi, sous la haute autorité du gouverneur de Lyon d'alors, d'Halincourt; cette convention devait être imprimée dans le règlement de l'Aumône-générale (édition de 1628) ¹⁸, et, reproduite avec les accords qui la suivirent dans les Editions successives du Règlement : *elle devait être observée*; aussi peut-on placer à cette date, 1614, la pratique définitive du partage d'attributions des enfants orphelins entre les 2 Hôpitaux; dorénavant

*« suivant les règles et statuts de ladicte aumosne générale
« ès Hospitaux de la Chanal et de Ste Catherine n'y seront
« receus les enfants, qu'ils n'aient atteint l'aage de sept ans;
« et ceux qui seront au-dessous dudit aage seront nourris
« et eslevez jusques audict aage de sept ans audict Hospital
« du Pont du Rosne. »*

Le droit d'adoption par les recteurs de l'Aumône-générale des orphelins légitimes Lyonnais, ne portera désormais que sur les enfants de plus de sept ans;

(17) E⁸⁶, VI, *Adoptions*, E1, f. 414.

(18) *Institution de l'Aumône-Générale de Lyon*, 1628, p. 90.

avant cet âge, l'Hôtel Dieu, reprenant l'ancienne tradition du siècle dernier, les gardera, et les élèvera, et les passera aux recteurs de l'Aumône, quand ils auront atteint sept ans. Nous pourrions étudier, ici, les droits respectifs que ce partage d'attributions conféra ainsi aux recteurs des deux maisons sur la personne des mêmes orphelins; je préfère en reporter l'étude quand nous étudierons l'adoption de l'Hôtel-Dieu¹⁹.

Ce dernier établissement, qui accepte, ainsi, définitivement, de recevoir les jeunes orphelins, obtient-il, par l'accord, comme on pourrait le penser, une compensation à l'égard des enfants trouvés ? Il n'en est rien, l'Aumône-générale ne céda pas sur ce point. Même, dans la période de ces sollicitations pressantes de l'Hôtel-Dieu, commencées dès 1587, l'*Aumône-Générale n'adoptait jamais les enfants trouvés*, en les recevant dans ses hôpitaux de la Chanal et de Ste-Catherine. Le mémoire du recteur, Pomey, en 1600²⁰,

(19) Vide *infra*. Un acte d'adoption d'enfant par les particuliers, très tardif, puisqu'il remonte à 1629 (persistance singulière de l'adoption à Lyon !), nous montre cette dualité de pouvoirs entre les deux établissements : Marie Cléry, la petite fille adoptée par Claudine Besson, au bureau de l'Hôtel-Dieu, est remise à cette dernière par les recteurs de l'Hôtel-Dieu, à la charge « *qu'ayant icelle Cléry atteinte l'âge de sept ans*, ladite Besson sera tenue « de la représenter à M^{mes} les Recteurs et Administrateurs de « l'Aumône-Générale de ceste ville POUR LA RECEVOIR D'EUX AUDIT « TEMPS COMME ESTANT LEUR FILLE ADOPTIVE, suivant les statuts « et réglemens de ladite Aumosne, dont a esté fait le présent « acte » (Reg. Délibér. H. D., XII, f° 83, 25 novembre 1629). La remise à titre d'adoption est faite, donc, en deux temps : d'abord par l'Hôtel-Dieu, puis par l'Aumône-Générale, chaque maison ne pouvant valablement remettre que pour un terme déterminé. Au fond, l'Hôtel-Dieu et la Charité exercent, successivement, dans le temps, un droit néanmoins indivisible appartenant à l'Aumône-Générale, dont l'Hôtel-Dieu exerce certains droits par délégation, comme nous le verrons d'une manière générale, plus loin.

(20) A 3, Inv. Rolle, I, A, p. 4.

est un énergique réquisitoire contre l'admission des bâtards. Et pourtant la discussion sera vive; elle en vint, semble-t-il, en 1602²¹, jusqu'en justice, si l'on en croit les lignes suivantes de l'« Histoire Chronologique du Grand Hôtel-Dieu » : « L'Aumône-Générale dans la contestation qu'elle a élevée au sujet des enfants adoptifs fait valoir pour moyen la différence qui doit être établie entre les enfants trouvés et les enfants légitimes. Les recteurs de l'Hôtel-Dieu se plaignent aux Prévôts des Marchands et Echevins de cette prétendue différence qui est une innovation²² et prient ces magistrats d'ordonner qu'en attendant l'issue du procès dont est saisi le siège présidial, ces enfants recevront l'instruction dont ils seront jugés capables ».

Ces lignes nous attestent l'existence d'un procès en cours, qu'en advint-il ? Je ne sais; je n'en ai trouvé aucune mention, mais, il faut croire que, s'il aboutit, il fut favorable à l'Aumône, car le premier Règlement imprimé de l'institution, de quelques années postérieur à cette date (1605), prononce un nouvel et solennel anathème à l'égard des Bâtards²³.

Mais, un changement important dans la vie de l'Aumône va, bien indirectement d'ailleurs, amener une modification de la situation : *sans doute, l'adop-*

(21) DAGIER, *Histoire chronologique du Grand Hôtel-Dieu*, I, p. 188, Année 1602.

(22) Dans ce mot apparaît nettement le point litigieux, car, on l'a vu, pour les Recteurs de l'Aumône-Générale, ce ne saurait être une « innovation ».

(23) *Institution de l'Aumosne Générale*, 1605, p. 22 : « Aucuns bastards et illégitimes ne peuvent estre receuz et adoptés en ladite Aumosne, en detestation du péché de leurs progénitures, et pour l'exemple de ne les mesler avec les légitimes, et nés en loyal mariage. »

tion des enfants naturels ne sera pas admise, elle ne le sera jamais. Les éditions successives du Règlement imprimé, continueront pendant tout le siècle — et le suivant — à la proscrire absolument. Mais, l'institution de l'Aumône-Générale se transforme à cette époque : en effet, en exécution des lettres patentes de 1614 de Louis XIII ²⁴, ordonnant le « Renfermement » des pauvres » dans un hôpital, les recteurs de l'Aumône-Générale se préoccupent de trouver une maison suffisamment vaste pour y loger la population mendicante de la cité, qu'ils secouraient, jusqu'à présent, par de simples distributions de subsides. En 1617, après un essai infructueux de l'ancien hôpital St-Laurent, ils font entreprendre la construction d'une vaste demeure ²⁵; ce sera l'« hôpital de la Charité » dont l'achèvement, quelques 8 ans plus tard, va, sans qu'il en paraisse, modifier profondément le but initial de l'œuvre; l'œuvre de bienfaisance générale qu'était l'Aumône du XVI^e siècle cède la place à une œuvre principalement hospitalière : changements matériels d'abord, prélude des autres; les enfants adoptifs quittent leur vieilles demeures de la Chanal et de Ste-Catherine, les filles, en 1629 ²⁶, et les Garçons, en 1636 ²⁷, pour occuper, dans le vaste bâtiment de la Charité, des locaux où ils resteront qualifiés « d'enfants de la Chanal » et de « filles de « Ste-Catherine ». Mais, dans d'autres locaux, à

(24) A 1, cf. Inv. Rolle, I, A 1, p. 2.

(25) E³³ (1616-22); 16 janvier 1617 : Pose de la première pierre de « Nostre-Dame de Charité ». Cf. Inv. Rolle, III, p. 31.

(26) Dès 1627, on décide le transfert, mais il n'eut lieu que le 21 mars 1629. (CROZE, *Histoire de la Charité*, p. 245).

(27) CROZE, *op. cit.*, p. 238.

côté d'eux, s'installeront les autres pauvres; si leurs situations juridiques seront profondément différentes et le resteront sans doute, théoriquement toujours, néanmoins, peu à peu, la cohabitation et la même vie matérielle, le même régime hospitalier des repas, des sorties, nivelleront toutes les conditions. Je n'insiste pas encore sur ce point, mais il faut indiquer, au moment où se construit le nouvel hôpital, le point de départ d'une nouvelle histoire dans la vie de l'Aumône-Générale et dans sa belle œuvre, jusqu'ici principale, des orphelins adoptifs : A côté d'eux, en effet, dans cette multitude de pauvres et de mendiants « renfermés », l'Aumône aura alors toute facilité de distinguer de la population adulte, les enfants recueillis avec elle : elle pourra donner, ainsi, satisfaction, d'une certaine manière, aux recteurs de l'Hôtel-Dieu, en recueillant dorénavant les enfants trouvés; *non plus, certes, cette fois-ci, comme au temps antérieur, où elle n'aurait pu les recevoir qu'« en les agrégeant » à ses enfants adoptifs des hôpitaux de la Chanal et de Sainte-Catherine, mais, dorénavant, en les retirant dans les locaux distincts de ceux-ci au sein du vaste hôpital de la Charité.* L'Aumône-Générale pourra, ainsi, sans fléchir sur les principes, sans modifier les conditions de son adoption, recueillir, sans leur conférer ce privilège, et, sans les mélanger avec les légitimes, les bâtards et les abandonnés. Elle en constituera une catégorie distincte, voisine, mais progressivement de plus en plus importante, ce seront, à côté des « *adoptifs et des adoptives* » communément appelés « *enfants de*

*la Chanal » et « Catherines », les « bâtards », et « bâtarde », dénommés, les « Petits Garçons », et « Filles de St-Thérèse » ou simplement « Thérèses », et, les enfants abandonnés, « Petits Passants », ou « Passantes »²⁸. Nouveaux noms, qui, voilant ainsi les différences de conditions et de naissance, finiront par les faire oublier ! Mais, au début du XVII^e siècle, nous n'en sommes évidemment pas encore là ; c'est au contraire l'époque où l'adoption des orphelins de l'Aumône-Générale se définit dans ses Règlements et reçoit l'approbation solennelle des Tribunaux et des Lettres-Patentes. L'accord du 2 mai 1614, précise la non-réception des bâtards ; il prévoit, en effet, que les recteurs de l'Hôtel-Dieu, qui élèvent les enfants trouvés, les garderont jusqu'à ce qu'ils soient « capables de travailler et servir ». A cet âge passeront-ils à l'Aumône-Générale ? Non, ils seront « *deslors mis à maistres par les Recteurs dudict Hospital, comme il est de coustume* »²⁹. C'est donc, la preuve que les recteurs de l'Aumône, qui n'ont pas encore aménagé définitivement le « renfermement » des pauvres, n'admettent pas encore l'admission des enfants trouvés. Mais, déjà, les mesures de renfermement produisent le changement suivant, qui, malgré sa forme apparemment indifférente à notre sujet, engage déjà l'avenir : « et au cas que les enfants mis « à maistres par les Recteurs dudict Hospital vins-
« sent à mendier en quittant leurs maistres, ils *seront*
« *receus audict Hospital des enfermez* ». Par cette*

(28) Vide *infra*, Troisième Partie, III, *Désuétude et abolition du Privilège des Orphelins Légitimes*.

(29) *Institution de l'Aumosne Générale*, 1628, p. 90.

mesure, les enfants naturels entrent ainsi, pour la première fois, d'une manière officielle, par le moyen de l'Hôpital des Renfermés, dans l'œuvre de l'Aumône Générale. D'ailleurs, *l'accord entre les deux maisons du 26 novembre 1626* ³⁰ prononce expressément l'admission à *l'Hôpital de la Charité* des enfants exposés de l'Hôtel-Dieu, « lesquels exposez, « dispose ce règlement, après l'aage de sept ans, seront remis dans ladite Charité, *pour y estre nourris comme les autres* ». Si, déjà, apparait, dans cette dernière expression, l'amorce du futur nivellement des conditions des enfants recueillis, retenons, seulement, pour l'instant que, désormais, d'un commun accord, *les orphelins légitimes, comme il est prévu en 1614, et les enfants trouvés, comme il est prévu en 1626*, entreront, les uns et les autres, à la Charité à *l'âge de sept ans*.

En conclusion, les enfants trouvés de l'Hôtel-Dieu ne furent jamais et ne seront jamais dans l'avenir *adoptés par l'Aumône-Générale*, et, ils ne seront jamais placés par les recteurs *dans les rangs de leurs enfants adoptifs*, soit aux deux hôpitaux de la Chanal et de Ste Catherine, soit dans les locaux particuliers des adoptifs au bâtiment de la Charité; mais l'Aumône-Générale les recevra, à partir de 1626, *sans les adopter*, dans des locaux distincts des adoptifs, à condition qu'ils aient plus de sept ans, et, en le faisant, elle donnera satisfaction aux demandes réitérées des recteurs de l'Hôtel-Dieu depuis 1587.

Mais, s'il est entendu que l'Aumône-Générale

(30) *Institution de l'Aumosne Générale*, 1628, p. 93.

n'adopta pas les enfants exposés *venant de l'Hôtel-Dieu*, adopte-t-elle *les enfants trouvés qui lui sont amenés par des particuliers* ? Le fait de la naissance illégitime constitue-t-elle un « empêchement d'adoption » ? Il suffit, pour y répondre, de lire, non seulement, les raisons exposées, à la fin du XVI^e siècle, aux recteurs de l'Hôtel-Dieu par les recteurs de l'Aumône, à propos des enfants trouvés de cet établissement³¹, mais encore, les décisions générales du bureau, qui, toutes, exigent que l'enfant présenté à l'adoption de l'Aumône soit « naturel et légitime » ; contrat de mariage des parents et acte baptistère des enfants sont exigés pour en apporter la preuve³². L'usage au XVI^e siècle est, dès l'origine, conforme à ces décisions, le premier Règlement de l'Aumône en 1605 est, sur ce point, aussi catégorique que possible. « Aucuns bastards et illégitimes ne peuvent estre receuz et adoptés en ladite Aumosne, en détestation du péché de leurs progénitures, et pour l'exemple de ne les mesler avec les légitimes et nés en loyal mariage »³³. Cette formule, aussi concise qu'explicite, restera dans toutes les éditions successives du Règlement (1628, 1632, 1639, 1647, 1661), aucune modification n'y sera apportée.

Une sentence de la Chambre criminelle de la Sénéchaussée de Lyon vient, sur ce point, sanctionner

(31) Vide *supra*, Première partie, V, *les Conditions d'Adoption, l'Adopté*.

(32) Entre autres, cf. Décisions du 11 juin 1601, et, du 23 mai 1610. (V. *supra*).

(33) *Institution de l'Aulmosne Générale*, 1605, p. 22.

l'usage de l'Aumône; elle est en date *du 12 novembre 1617*³⁴.

Décisions et sentence s'accordent donc pour déclarer ou prouver que l'Aumône-générale ne fait pas bénéficier les enfants illégitimes du privilège de

(34) Voici le cas : trois individus avaient présenté, le 11 mars de la même année 1617, au bureau de l'Aumône, une petite fille comme étant orpheline et « sans aulcuns moyens »; ils certifiaient aux recteurs qu'elle était la fille légitime d'un marchand passementier de Lyon, Antoine Labbes, « conjoint en loyal mariage » avec une nommée Louise Labrebis; ils réclamaient, en conséquence, qu'elle soit reçue « pour fille adoptive de ladicte aulmosne avec les aultres filles de Ste-Catherine ». Les recteurs ne se contentant pas de cette déclaration, exigent, selon leurs règlements, la preuve de la légitimité de l'enfant, car « par les règlementz de l'institution de ladicte aulmosne générale, Il est prohibé et deffendu de prendre et recevoir en icelle aulcunes filhes (sic) si elles ne sont filles naturelles et légitimes et nées en loyal mariage en ceste ville de Lyon ». Sur ce, l'un des trois, Jean Labbes, se fit fort de présenter l'acte de baptême, qu'il apporta effectivement au bureau quelque temps après (il y a, là, dans le texte, qui donne à l'acte de baptême la date de 1597, une probable erreur, car l'enfant, présentée en 1617, aurait alors vingt ans !): l'acte mentionnait que l'enfant, baptisé à St-Nizier, était bien la fille légitime d'Antoine Labbes et Louise Labrebis, avec indication des noms des parrain et marraine; en plus, il présenta un certificat notarié attestant que les trois compères avaient connu les parents de l'enfant et affirmant la légitimité loin d'être la « filhe (sic) légitime desdicts feuz Antoine Labbes à Ste-Catherine, mais, depuis, ils ont appris que cette dernière, loin d'être la « fiilhe (sic) légitime desdicts feuz Antoine Labbes et la dicte Loyse Labrebis », était « fille donnée et batarde de messire phillibert Labbes, presbre de St-Nizier », et, de Louise Labrebis qui « n'auroit oncques esté mariée en loyal mariage avec ledict feu Antoine Labbe ». En conséquence, les Recteurs « ont esté grandement séduictz au grant (sic) préjudice et escandalle des autres filles de ladicte aulmosne et du publicq », chose, ajoutent-ils, « qui mérite pugnition exemplaire ». Jean Labbes, Jean Martin et Jean Bœuf sont donc priés de venir répondre en justice de la « callumpnieuze supposition de la qualité » de l'enfant (B 386, 1). La sentence, en suite de cette requête, ordonne qu'ils seront, tous trois, « condamnez à dire et déclarer en la Chambre du Conseil en presance (sic) desdicts demandeurs et de quatre presans (sic) telz qu'ils voudront choisir que malicieusement et contre vérité ils ont attesté ladicte Antoinette Labbes estre fille naturelle et légitime de feu Anthoines Labbes, de quoy Ils se repentent, en crient mercy à Dieu, au roy, à Justice et ausdicts demandeurs. » Les accusés sont, ensuite condamnés, chacun, à cinquante livres d'amende, et, vingt livres pour la nourriture d'Antoinette Labbes, pendant deux

son adoption. Celle-ci est, répétons-le³⁵, l'*apanage des orphelins légitimes de plus de 7 ans et de moins de 14, nés de père et mère habitant Lyon depuis au moins 7 ans*. Les décisions générales du bureau de l'Aumône et les conventions avec l'Hôtel-Dieu ont donc précisé, avant même les Règlements, qui vont dorénavant être édités plusieurs fois, les conditions que doivent remplir les enfants pour être adoptés, et,

mois, et, défense « de récidiver, à peyne de punition corporelle ». (B 386, 5, *Sentence de la Sénéchaussée de Lyon du 12 novembre 1617*). (La Boîte 386 de la Série B contient six pièces, toutes relatives à cette question, plainte des recteurs, expédition des réponses des accusés information faite sur la plainte, recol et confrontation des témoins « ouïs en ladite information » avec les accusés, texte de la Sentence, enfin, déclaration faite, après le prononcé de la Sentence, par les condamnés en exécution, toutes ces pièces cataloguées au « Droit d'Adoption »).

Ce procès, véritable instance en crime de supposition d'état, voire même de fabrication de faux, atteste indirectement, mais d'une manière certaine, l'usage invétéré des Recteurs de l'Aumône-Générale de ne recevoir en leurs hôpitaux d'autres enfants que des légitimes : la présence, en 1617, d'Antoinette Labbes, fille bâtarde, au milieu des orphelines de Ste-Catherine, ne serait pas si « scandalisante », si les recteurs recevaient, sans difficulté, les enfants naturels ; il est vrai que ceux-ci pouvaient, de toute façon, poursuivre les trois compères en accusation de fausses déclarations, mais ces derniers n'auraient pas eu intérêt, comme ils l'ont fait, à présenter la « donnée » de Philibert Labbes comme l'enfant légitime d'Antoine Labbes, si les hôpitaux de l'Aumône s'ouvraient également aux enfants légitimes et illégitimes. Toutes les pièces de cette procédure ont, d'ailleurs, été considérés comme assez importantes pour le droit des adoptions par un inventaire ancien des archives de la Charité pour être classées — ce que n'a pas fait, à tort, l'Inventaire Rolle — sous la rubrique : « *Droit de l'Hôpital Général de la Charité de Lyon d'adopter les Enfants orphelins des pauvres habitants de ladite ville depuis l'âge de sept ans jusques à quatorze, d'aliéner leurs immeubles et de leur succéder privativement avec leurs frères et sœurs et même à leur exclusion dans certains cas* », avec les autres procédures fondamentales au point de vue de l'adoption. Au dos du dossier, on lit, d'autre part, après l'énumération des pièces qu'il contient, la note significative suivante : « LESDITES PIÈCES SERVENT A ÉTABLIR QUE LES SIEURS RECTEURS DE CET HOPITAL N'ONT JAMAIS ADOPTÉ D'ENFANS ILLÉGITIMES. »

(35) *Institution de l'Aumosne Générale*, 1628, p. 23, et, les éditions suivantes.

ainsi établies, elles ne seront que confirmées par ces Règlements.

SECTION 2.

LES RÈGLEMENTS IMPRIMÉS DE L'AUMONE-GÉNÉRALE.

Mais la forme des Adoptions, les solennités requises, l'usage habituel suivi en cette matière, nous sont, au contraire, seulement précisés dans les *Règlements imprimés*, intitulés « *Institution de l'Aumosne Générale de Lyon* », dont la 1^{re} édition remonte à 1605³⁶. *L'usage de l'Aumône*, que ce soit d'ailleurs en la matière des seules adoptions, ou pour ce qui concerne ses autres œuvres, va être rédigé; les difficultés déjà rencontrées³⁷, les obscurités de la coutume, demandaient une précision que les décisions écrites du Bureau ne suffisaient pas à réaliser, elles ont déjà sans doute clarifié l'usage, mais, seuls, les membres du Bureau, le secrétaire de l'Aumône, le rédacteur du registre en prenaient vraiment connaissance; le besoin se fait de plus en plus sentir, d'un recueil imprimé³⁸ où tous les statuts de l'Au-

(36) Les règles publiées en 1605 étaient déjà fixées en 1603, cf. DAGIER, *op. cit.*, p. 191.

(37) Procès Lagier, 1602-03, vide *infra*, « La Jurisprudence ».

(38) Il y avait bien eu, au XVI^e S., en 1539, quelques années après la fondation de l'Aumône-Générale, parution de la « *Police de l'Aumosne* » : mais elle n'exposait pas la condition juridique des assistés de l'œuvre naissante, indiquant surtout les circonstances historiques de sa formation; de plus, l'œuvre, sans changer pourtant de destination, et, d'assistance, avait pris une grande extension qui rendait une nouvelle « *Police* » nécessaire. De plus, l'ancien livre édicté chez Sébastien Gryphe était devenu très rare :

mône seraient définitivement connus, cette fois-ci, non seulement, des recteurs, mais, du public. C'est ainsi que nous trouvons, dans l'histoire de l'Aumône-générale les mêmes circonstances qui amènent toute institution coutumière, à un certain moment de son évolution, à *mettre par écrit son usage, à procéder à la rédaction de sa coutume* : la pratique d'adoption de l'Aumône-générale, va, après soixante-dix ans environ d'usage libre, être *définitivement fixée par ses Règlements*.

Nous allons donc, en nous aidant de ces petits livres ³⁹, exposer la forme des adoptions de l'Aumône,

les Archives Hospitalières elles-mêmes, ne le possédèrent que par un don de 1808 ! (mention en tête de l'exemplaire qu'en possèdent actuellement les Archives Hospitalières).

La « Police de l'Aulmosne » n'était pas, de plus, *la rédaction de l'usage* de l'Aumône-Générale, puisqu'elle avait été faite à une époque où *cet usage, précisément, n'existait pas*, où la coutume hospitalière commençait à peine à se former.

(39) Sans m'arrêter à tous les détails intéressants, fournis par le Registre E 28 sur les raisons, que nous avons indiquées brièvement, et, les modes de l'impression de ce premier Règlement, qui entraîne une véritable révolution dans les pratiques de l'Aumône-Générale, ce qui serait hors du sujet précis de notre travail, je dirai seulement comme cette impression des statuts de l'Aumône était nécessaire, et, se produisit au moment de maturité suffisante de son usage, puisqu'une vingtaine d'années après, il fut nécessaire de le rééditer, et plusieurs fois de suite, après ; il est vrai que la deuxième édition fut nécessitée par des circonstances particulières : les Lettres-Patentes de Louis XIII, ordonnant le « renfermement des pauvres » avaient amené les Recteurs à construire un vaste hôpital, l'Hôpital de la Charité, où furent logés et entretenus tous les indigents de la ville ; pareille innovation nécessitait évidemment une refonte des règlements, ou plutôt une adjonction à ceux-ci, car, à cette époque, encore, aucune des deux œuvres des orphelins n'a encore subi de modifications. Le bâtiment de la Charité, commencé en 1617, est achevé en 1622 ; le Règlement de 1628 ajoute aux dispositions antérieures touchant les adoptions et les distributions en nature, le règlement des « pauvres renfermés ». Mais des changements vont se produire dans la vie des enfants adoptifs que l'on déménage de leurs hôpitaux pour les faire entrer, à leur tour, dans l'Hôpital de la Charité, les filles, le 21 mars 1629, et, les garçons, le 14 août 1636 : il faudra alors prévoir de nouvelles mesures concernant cette ins-

dans la première moitié du XVII^e siècle, toutes les solennités accessoires, les règles des mariages et des émancipations.

Forme des Adoptions : La forme d'adopter apparaîtrait très simple dans la formule concise des Règlements.

« *Ne peuvent estre receus et adoptés qu'au Bureau, les Recteurs assemblés et après leur résolution* » ⁴⁰. Cette phrase courte contient plus qu'il ne semble de prime abord :

1) Il faut, d'abord, remarquer, les deux termes qui seront reproduits dans toutes les éditions successives du Règlement, accolés mais distincts; « *receus et adoptés* ». Le premier « *receus* », c'est l'admission matérielle de l'enfant recueilli dans un des deux hôpitaux de l'Aumône; on dira, de même, que l'enfant de l'Hôtel-Dieu, qui n'est pas adopté, est « *reçu* à l'Hôtel-Dieu »; mais « *adopté* » indique le privi-

tallation, ainsi qu'établir les règles applicables aux bâtards et abandonnés, reçus dorénavant à côté d'eux. Si les éditions de 1632 et 1639 conservent encore le plan de 1628, dans les deux éditions suivantes de 1647 et 1662, les chapitres consacrés aux enfants adoptifs se trouvent relégués à la fin du volume, sous les rubriques XL, XLI, XLII et XLIII comme une table des matières, adjointe pour la première fois en 1662, le montre de suite. Dans une septième édition, en 1699, n'apparaît aucun changement important aux éditions précédentes. On trouvera, dans les *Pièces Justificatives*, les chapitres consacrés aux adoptions des Règlements de 1605 et, de 1639, auxquels je joins le texte du Règlement, assez différent comme forme, de 1742. (P. J., n^o 40, 40 bis et 59).

Ces petits livres, de 1605 à 1662, s'appellent tous : « *Institution de l'Aumosne Générale de Lyon* » : je me contenterai de les appeler, en texte ou en notes, les *Règlements*; pour simplifier, encore, il sera mis souvent, entre parenthèses, après une citation du règlement, la seule mention, 1605, 1628, 1632, 1639, 1647 ou 1662, correspondant à l'édition de cette année-là même, dont il est question.

(40) *Règlements*, 1605 à 1662 (1605, p. 29; 1639, p. 24).

lège que l'Aumône confère aux enfants « receus » dans ses locaux. On dira, sans doute, que, les conditions d'*adoption et de réception* sont semblables, les deux mots étant toujours ensemble, dans le but de se servir d'un tel argument pour les qualifier synonymes et affaiblir ainsi la valeur du second en lui donnant le sens du premier; il faut plutôt voir, là, la meilleure preuve qu'à cette époque tous les enfants *reçus* étaient *adoptés*, l'expression datant de 1605, en un temps où l'Aumône ne pratiquait pas encore une autre hospitalisation que celle des enfants adoptifs. La distinction des deux opérations, la *réception*, et l'*adoption*, est, peut-être, encore plus manifeste dans les anciens actes d'adoption de l'Aumône, au XVI^e siècle; l'enfant, y lit-on maintes fois, est reçu « *enfant adoptif de l'Aulmosne* » et « *mis à l'Hospital de la Chanal* » (ou Ste Catherine) : on ne saurait mieux distinguer l'*opération juridique* qu'est l'*adoption*, et, l'*opération matérielle* qu'est la *réception* de l'enfant dans un hôpital; *l'enfant reçu par l'Aumône n'est pas enfant adoptif de la Chanal, mais, de l'Aumône* qui le loge à la Chanal; l'Aumône *adopte*, la Chanal *reçoit* ⁴¹.

2) L'adoption des enfants qui réunissent les conditions nécessaires est réalisée par une *décision de*

(41) De même, que, plus tard, il ne sera pas juridiquement *l'enfant adoptif de l'hôpital de la Charité*; malgré les termes employés, mais de *l'Aumône-Générale*, la confusion venant de ce que, matériellement, l'Aumône et la Charité, à partir de 1620 environ, se distinctent difficilement : *l'œuvre* est appelée du nom du *bâtiment* (cf. Titre III, Ch. I). De même en quelque sorte pour l'Hôtel-Dieu, qui, en adoptant les orphelins de sept ans, *ne fait qu'exercer une charge de l'Aumône-Générale*, comme je le montrerai *infra* : T. II, Appendice.

*tous les recteurs au Bureau; conséquences : a) aucun enfant ne peut être adopté en dehors des séances du bureau, b) aucun ne peut l'être même au bureau par un seul des recteurs*⁴².

A) *Aucun enfant ne peut être adopté en dehors des séances du Bureau* : ainsi il ne suffirait pas que le maître de la garde-robe donne à un enfant l'habit bleu des adoptifs pour qu'il soit par là adopté; si aucune décision n'a été prise à ce sujet, cela ne saurait laisser aucun doute, car, dans une hypothèse analogue, nous verrons que la remise de ses habits à un adoptif ne constitue pas une véritable émancipation, qui, comme l'adoption, « doit se faire en plein bureau ». Les adoptions se font généralement à la séance du bureau hebdomadaire du dimanche, mais les orphelins peuvent être présentés aussi à la séance du lundi⁴³, non à celle du jeudi consacrée aux affaires intérieures de l'Aumône.

B) *Tous les recteurs dont le nombre est nécessaire et suffisant pour la validité des décisions, doivent être présents*; les recteurs sont tous moralement tenus d'assister aux séances; l'usage a même été que les défaillants « deux dimanche de suite sans légitime empeschement aumosnent deux testons qu'ils mestent en la boiste des pauvres », usage observé, précise le texte, depuis l'institution de l'Aumône-gé-

(42) On lit déjà, à la date du 16 février 1592, qu'il a été résolu unanimement que « doresnavant aucuns des Srs Recteurs ne mettront nul enfans en la dite aumone (ny moins en donneront pour servir) que ce ne soit *en plein bureau...* » (E¹, f. 331, E⁸⁶, ch. VII, *Adoptifs*).

(43) La séance du lundi est supprimée dans les Règlements de 1639 et de 1647.

nérale ⁴⁴. Un seul recteur ne peut adopter un enfant — il en est de même pour l'émancipation ⁴⁵ (cas Côme-Milleron, 1616) — c'est logique, l'enfant adopté n'est pas adoptif des recteurs, mais, de l'Aumône représentée par ses administrateurs, les recteurs, il faut donc qu'ils soient tous là pour conférer à un orphelin le privilège de l'adoption de l'œuvre qu'ils administrent.

Les enfants sont, préalablement à leur réception, inspectés par des chirurgiens « pour sçavoir s'ils sont netz et seins (sic) » ; si on leur découvre quelque maladie « on les fait traiter et médicamenter avant « que de les mesler avec les autres, pour n'estre infectés » ; s'ils sont trouvés bien portants, on dresse alors l'*acte de leur adoption* et ils sont « *escrits au livre* ». L'habitude de tenir des livres où sont mentionnées les adoptions *commence en 1587* ; dans les premiers temps de l'Aumône, nous l'avons vu, les adoptions des enfants sont inscrites dans les registres des actes du bureau, mais l'abondance, de plus en plus grande, des inscriptions obligea les recteurs, à cette date, à tenir des *livres distincts de réception des adoptifs* ⁴⁶.

L'acte d'Adoption du XVII^e siècle est très simple, il mentionne seulement que *tel enfant, orphelin de tel et tel*, « *a esté receu* (ou receue) *adoptif* (ou adoptifve) » de l'Aumône, « *attendu qu'il est de la qualité*

(44) Règlement 1628, p. 21.

(45) Vide infra.

(46) Ce sera les registres catalogués dans l'Inventaire-Rolle au début de la série G (G1 à 21) dont le premier, G1 (1587-1617) contient, en plus, des contrats d'apprentissage.

« *requisse* », comme l'attestent, précise l'acte, les informations sur ce faites par le ou les recteurs désignés ⁴⁷; la « *qualité requise* » des enfants est, en 1628, nous le savons, qu'ils soient 1) *Orphelins*; 2) *Agés de plus de 7 ans et moins de 14*; 3) *Légitimes*. A cet effet, au moment de leur présentation, les enfants doivent apporter : 1) *le contrat de mariage des parents*; 2) *l'attestation de leur décès*; 3) *le Baptistère des enfants*; en cas de destruction ou d'inexistence des pièces relatives au contrat de mariage ou au baptistère, soit pour les enfants « *trop petits* » ou les parents trop pauvres, soit encore en cas d'épidémie de peste, une *enquête par témoins suffit* ⁴⁸. En plus, l'Aumône fait

(47) Voici, à la fin du XVI^e siècle, deux exemples, pris parmi les nombreux actes du premier Reg. des Adoptions, G1, qui montreront la forme de l'acte, à la fin de notre première époque :

« Estienne Pacquin, paouvre fille de feuz Nicolas Pacquin, « quand vivoyt tailleur d'habits, et, de Jacqueme Marchant, « quand vivoyent, demeurant au Plastre St-Esprictz, a esté receue « adoptifve de ladicté Aulmone (attendu) qu'elle est de la qua-
« lité requise au report de M. Besin l'un des recteurs, qui en a « faict inquisition ». (G1, f. 73v, 2 novembre 1597).

« Léonarde Rouge, fille de feuz Sézard (sic) Rouge, vivant Bol-
« langier, a esté receue adoptifve attendu qu'elle est de la qua-
« lité requise et après deue inquisition faite par Messieurs Be-
« sin et Lachian deux des recteurs ». (G1, f. 81v, 8 novembre 1598).

Voici maintenant un acte du XVII^e siècle, extrait d'une des boîtes afférentes aux papiers des adoptifs (G 76 à G 284).

G 91, *Titre et Papiers des Adoptifs Bas-Bay*, acte d'adoption de Jean Baudin, 8 sept. 1634, N^o 53 :

« Au Bureau de l'aulmosne générale tenu à Nostre Dame de Charité, le dimanche huictième Jour du mois de septembre mil six cens trente quatre, par Messieurs les Recteurs et administra-
teurs de l'Aulmosne générale de la ville de Lyon, illec assemblez.

Jehan Baudin *pauvre* enfant orphelin de feu françois Baudin et Benoiste Gemeaux ses père et mère, a esté Receu adoptif de la dite aumosne au nombre des enfants Saint Martin de la Chanal, attendu qu'il est de la qualité requise après une inquisition faite par Messieurs Voysin l'un des sieurs recteurs, qui a rapporté les pièces justificatives de l'adoption remises dans les archives, signé Molla. »

(48) Ces dernières dispositions apparaissent seulement dans le Règlement de 1639, et, en partie, sont une conséquence de la

faire une information diligente afin de savoir si les parents sont bien demeurés, avant leur décès, « sept ans entiers et continuels » ; cette information doit également élucider si les enfants ont encore leurs parrains et marraines, et les exciter en ce cas « à user de quelques charités en leur endroict » (1605). Cette information, faite, d'abord, semble-t-il, par un ou deux recteurs, est, depuis le Règlement de 1628, à la charge des « deux sieurs Recteurs qui ont la distribution du quartier où ces filles (ou garçons) font leur résidence ou demeure »⁴⁹.

Mais l'acte d'adoption, dès 1601, nous l'avons déjà indiqué, se complète d'une disposition inconnue au XVI^e siècle, touchant le *droit de succession* ; en cas de décès, en effet, les biens passent à l'Aumône à laquelle ils sont encore dévolus, en vertu de l'abandon des parents naturels (1605-1639-1662), autant que par l'adoption de l'Aumône. Mais les contestations de certains parents, à partir du nouveau siècle, rendirent nécessaires la précision du droit en la ma-

grave épidémie de peste qui avait sévi à Lyon, en 1628-29, et avait occasionné, dit le règlement, « une perte ou divertissement des papiers et tiltres, desquels on pouvoit tirer quelque instruction ». (Cf. Règl. 1639, aux P. J. n° 40). Cf. G.189, *Adoptifs Gue-Gui* : attestation du 14 novembre 1643 de noble Antoine Saminiati, banquier ; François Justi, négociant ; Raffaello Tomé, et d'un autre particulier, tous habitants de Lyon, portant qu'ils ont parfaitement connu les défunts Jacques Guidoti, cuisinier-traiteur, originaire de Lucques et établi à Lyon, et Nicolle Romain, lesquels ont laissé une fille légitime, du nom de Claire, âgée de treize ans. Note contenant que le contrat de mariage des deux époux « estoit (sic) reçu par M^e Balmont, les papiers duquel « s'estant bruslés lorsque le feu se mist en sa maison, vers Saint-Georges, comme chacun sait, c'est pourquoi l'on a prins la dicté attestation. » (Inv. R., IV, G., p. 95) ; cf. G 111, où malgré la présence de tous les titres de l'enfant, on fait confirmer sa légitimité par déclarations d'un oncle, d'un ami, et du « capitaine enseigne de la place Confort ». (Inv. IV, G., p. 43).

(49) Règl. 1628, p. 23.

tière, et la mesure qui sera prise le 11 juin 1601, se révélera singulièrement opportune, à la veille de la première controverse judiciaire où l'Aumône soit engagée (affaire Lagier 1602-03) ⁵⁰. Cette mesure consiste à faire introduire dorénavant, au moment de la présentation des enfants, un consentement de leurs parents naturels, à ce que, « *les moyens et facultés desdits enfans ainsi receus soient remis a ladicte aumone auxquels moyens et facultés lesdits parens ne pourront avoir ny prétendre aucun droit soit pendant le cours de la vie desdits enfans ou après leur décès* » ⁵¹. En soulignant cette règle, précédemment, tout au début de notre deuxième Titre, nous avons déjà dit qu'elle était importante. L'Aumône devait éprouver, l'année suivante, des difficultés sérieuses à propos de la succession d'un de ses adoptifs : un oncle de François Cathelot, adoptif de l'Aumône, revendiquait une maison, que ce dernier possédait, de son vivant, et que les recteurs administraient; un procès en Sénéchaussée — qui devait aller jusqu'en Parlement — sanctionna le droit de l'Aumône de succéder à ses enfants adoptifs; mais les recteurs s'aperçoivent des obstacles qui, malgré la reconnaissance de leur droit de succession, reconnu en jurisprudence, peuvent surgir à tous moments de la part de parents naturels, autant intéressés que mal renseignés sur les droits de l'Aumône, et qui susciteraient à l'avenir de nouvelles difficultés à l'œuvre; aussi décident-ils de faire insérer dans

(50) Cf. *infra*, Jurisprudence, Affaire Lagier.

(51) Décision du 11 juin 1601, E⁸⁶, Ch. VI, Adoptions, E¹, p. 367.

l'acte d'adoption la clause, que nous venons de citer, qui constitue, en marge du droit de succession incontesté des Recteurs, une garantie supplémentaire, susceptible de faire obstacle dorénavant, aux prétentions de ce genre; car elle constitue une véritable *clause de renonciation des parents à l'éventuelle hérédité de l'enfant adoptif*, une *renonciation à succession future*. Sans modifier le caractère du droit de succession de l'Aumône-Générale, elle le confirme seulement, d'une garantie, non indispensable, néanmoins, très utile en pratique, car elle empêche ainsi les parents renonçants à réclamer dans la suite l'hérédité de l'enfant.

Quel est la forme de cette renonciation ? Si plus tard, les Règlements semblent préciser qu'elle est faite en même temps que la réception de l'enfant, si la décision du 11 juin 1601 enjoint aux parents « en requérant l'adoption », de renoncer à la succession de l'adoptif, néanmoins, la *renonciation, paraît bien pouvoir être faite, antérieurement, par acte distinct*, et, bien avant l'adoption, acte apporté au bureau, au moment de celle-ci, avec les autres pièces nécessaires, baptistère, contrat de mariage, certificat de décès ; elle est alors un acte solennel, écrit, fait en bonne et due forme, en présence de deux témoins ; il peut se faire au domicile du renonçant. Tout parent, même l'aieul, doit renoncer à la succession (renonciation du 27 mai 1649, de Jean Michon, Côte-St André, Grand-Père maternel de Florye Bécât, adoptée le 25 juillet, même année)⁵²; la pratique d'une renoncia-

(52) G 92, **Adoptifs** Bay à Beg, **Adoption** Florie Bécât, 25 juillet

tion à la succession de l'enfant adoptif, restera jusqu'à la fin. Le Parent déclare que, ne pouvant recevoir l'enfant et l'élever, il consent à l'adoption de ce dernier par l'Aumône, et « à l'effet d'icelle, preste *tout consentement nécessaire* », et qu'au cas où l'enfant décéderait, « ledict (un tel) ne veult rien prétendre « en son hoyrie, mais consent que « l'aulmone générale lui succède » (1649). Les parents naturels ne renoncent donc pas seulement à la succession de l'enfant, mais *consentent* à l'adoption; ils déclarent accepter que l'Aumône-Générale reçoive, comme enfant adoptif, l'enfant qu'ils ne peuvent ou ne veulent élever; *cette pratique de réunir les parents pour consentir à la fois à l'adoption et à la renonciation de l'hérédité de l'adoptif, devient, à partir de cette époque, 1^{er} tiers du XVII^e siècle, une formalité indispensable* (V. Arrêt du 27 juillet 1647, et, l'analyse que nous en ferons plus loin). Une fois l'adoption faite,

1649, *acte de renonciation à succession du 27 mai précédent :*

« Estably Jan (sic) Michon, laboureur de Sainct André la Coste
« le quel adverty que Florye Becat fille de Jan Becat et Michelette
« Michon, sa fille, poursuit d'entrer en la maison de la charité
« de Lyon et de s'y faire recevoir adoptive, attendu qu'elle
« est orfeline (sic), iceluy Jan Michon qui est ayeul maternel de
« ladite Becat déclare qu'à cause de sa pauvreté et viel (sic)
« aage il ne peult ny veult l'empescher .?. où besoing seroit, re-
« quiert et consant (sic) à la dicte adoption et à l'effect d'icelle
« preste tout consentement nécessaire, mesme et par esprès (sic)
« déclare que où après la dicte adoption la dicte Florye Becat
« viendrait à decéder ledict Jan Michon ne veult rien prétendre
« en son hoyrie, ains consent que l'aulmosne générale succède à
« la forme dessusdictz (?) et généralement, en promettant, en
« obligeant, en soubzmettant, en renonçant, et faict et passé
« au dict St André, mayson dudict Jean Michon, le vingt sep-
« tiesme may mil six cent quarante neufz, après midy, pre-
« santz .?. Jan farges, et Jean Billiau, laboureurs dudict Sainct
« André, tesmoingtz requis qui n'ont signés ni ledict Michon
« pour ne scavoir de ce enquis et sommés de ce faire, excepté
« ledict farge qui a signé suivant l'ordonnance. » Suivent les
signatures.

au bureau, il y aura à s'occuper des biens de l'enfant, aussi le Règlement prévoit-il toute une série de dispositions concernant le patrimoine des enfants recueillis. A partir de l'adoption, l'Aumône prend soin de leurs *immeubles et de leurs meubles*; les immeubles sont « *baillés à ferme au plus of-
frant* », mais, *innovation importante*, « LES FRUITS
« ET REVENUS DEMEURENT ACQUIS A L'AUMOSNE »; elle possède, donc, dorénavant, tout comme les parents naturels, *l'usufruit de ses enfants mineurs*⁵³, car le Règlement de 1605 prévoit d'une manière précise : « pendant la *minorité* desdicts enfants ». En 1628, la formule est modifiée, et semble même étendue, alors, au delà de cette minorité; le chapitre des Adoptions, placé, en effet, cette année-là, sous le titre « des filles qui sont adoptées », s'exprime ainsi « pendant qu'elles sont sous *la charge et puissance de l'aumosne* »⁵⁴; la mesure semble bien être édictée, en raison de celles assez nombreuses qui restaient à la charge de l'Aumône bien au delà de leur majorité, ne trouvant ni parti, ni occupation en dehors. Charge et puissance, face active et passive du pouvoir paternel des recteurs sur leurs enfants. Si l'enfant reste toute sa vie à la charge des Recteurs, ceux-ci jouiront du revenu de ses biens, à l'imitation parfaite du « *pater familias* ». Pour les *meubles*, les Recteurs font procéder, tout comme ils faisaient, depuis l'origine, à leur inventaire, et le cas échéant, à leur vente aux enchères⁵⁵; ils recourent, également, les créances,

(53) Règl. 1605, p. 24, Cf. P. J.

(54) Règl. 1628, p. 24.

(55) G. 91, *Adoptifs Bas-Bay*, n° 148, Adoption Banet, 23 dé-

(« debtes actifs » 1605, 1628). Les sommes leurs sont rendues, au mariage, pour les filles (1628) à l'âge de 25 ans, pour les garçons (1605). Néanmoins ces derniers, nous en parlerons plus loin, ne pourront jouir de leurs biens avant leur *émancipation* (1605). Les Règlements précisent, plus loin, que l'enfant est remis « au maistre de la Chana » ou à « la maistresse de Ste Catherine ». Les garçons sont ensuite, quand ils sont d'âge compétent, mis en apprentissage et les filles en service dans de bonnes maisons. Un livre est

cembre 1638; Vente aux enchères : « Ce jourd'huy, trantiesme
« (sic) décembre mil six cens trante huict, *suivant les privilèges*
« *accordez par Sa Majesté aux Srs Recteurs et administrateurs*
« *de l'aumosne générale de Lyon.* Arrêts et ordonnances faictes
« en suite, a esté par nous Jacques Trunel, Jean Thevenon et
« Anthoine Cartier, trois desdicts sieurs Recteurs et députez du
« corps de la dite Aumosne, procédéd à la vente des meubles et
« effects mobiliaires de feu Pierre Banet, vivant, M^e passementier
« audict Lyon, et de sa femme (en blanc) lesquels ont délaissé
« deux enfans nommés Jacques et Benoist Banet, qui sont adop-
« tifs de ladite aumosne, à laquelle vente a esté procédé avec le
« Notaire Royal soubz^{ne} ayant charge des affaires de la dite Au-
« mosne, escripvant en la présente vente, et après que les
« meubles et effects ont esté portez sur place au puiz pelu, lieu
« accoustumé à faire enquantz (sic) et ont esté par plusieurs et
« diverses fois criez et proclamez séparément et à part par fran-
« çois Bodillon, l'un des bedeaux de ladite Aumosne, ils ont esté
« deslivrez aux cy-après nommez comme en chasque article est
« contenu, etc... (suit la liste des objets vendus)... » ; à la fin de
la pièce : « Tous les deniers de la susdite vente, montant à la
« somme de sept cens septante sept livres neuf sol trois deniers
« ont esté receuz par lesdits sieurs Trunel, Thevenon et Cartier,
« lesquels ont remis ladite somme entre les mains de Monsieur de
« Bourg, trésorier de ladite Aulmosne, et un directeur d'icelle pour
« en charger son compte affin d'en donner crédit aux dits Jacques
« et Benoist Banet, adoptifs pour leur conserver la ditte somme à
« la manière accoustumée et, pour ce faire, ledit sieur de Bourg,
« a fait les promesses en tel cas requises, de quoy lesdits sieurs
« Trunel, Thevenon et Cartier ont requis acte pour leur décharge,
« fait au dit Lyon, le dit jour 4^e janvier mil six cens trante (sic)
« neuf, après midy, présents Claude Duport, et Guillaume Parra,
« clerz (sic) audit Lion, tesmoingtz qui ont signé avec lesdits
« sieurs de Bourg, Trunel, Thevenon et Cartier, et, non ledit pour
« ne savoir escripre, comme il a dit, enquis. » (Suivent les si-
« gnatures). (cf. Inventaire, au XVIII^e siècle, T. III, ch. I, en
note).

tenu des enfants qui entrent et sortent, des maîtres et maîtresses auxquels ils sont remis. Les gages des adoptives se reçoivent, en 1605, par le « maistre de la Garde-Robbe », à partir de 1628, par « le Recteur qui en a la charge », et, ils en tiennent un compte exact. Les patrons chez lesquels les enfants sont mis ne peuvent pas les déplacer sans le « sceu et l'advis » des Recteurs, et si les enfants se retirent de chez leurs maîtres, ils seront punis « selon l'exigence des cas » (1605), et, « chastiés s'il est nécessaire » (1628-1662). Les enfants malades de l'Aumône-Générale sont soignés à l'Hôtel-Dieu, et, les « Médecin, Apothicaire et Chirurgien » sont salariés exprès par l'Aumône (1605, 1628, 1639); aussi les enfants sont-ils « si bien receus qu'ils sont dispensez de la visite et ont des lietz de réserve. » (1639).

Enfin les Règlements précisent en détail les règles des mariages des filles adoptives; *la pratique du XVI^e siècle est dorénavant entérinée*. Des dispositions précises rendent définitive l'évolution à laquelle était peu à peu parvenu l'usage de l'Aumône; rappelons qu'à la fin du siècle, toutes les cérémonies se faisaient au Bureau après consentement des Recteurs au mariage, et, contrat passé par le secrétaire, avec dot de 50 Livres inscrite par les Recteurs. Les Règlements, rendent cet usage stable pour l'avenir; le consentement des Recteurs au mariage est solennellement exigé; « aucune ne peut faire promesses de « mariage avec qui que ce soit, sans l'auctorité et « consentement des Sieurs Recteurs, à peine d'estre

« punie et chastiee, et privée des droicts de ladicté
« aumosne. » (1605 à 1662).

L'autorisation des Recteurs est donc déclarée indispensable dans tous les cas; quant à la sanction d'une non-autorisation, elle consiste, d'après les Règlements, en un châtement exemplaire, et à la privation de la dot⁵⁶. *Mais le mariage est-il annulé ?* Le texte ne semble pas l'indiquer. Nous verrons ce qu'il faut en penser. Quelles sont les *formalités du mariage* ? Le prétendant fait ouverture de son intention aux Recteurs; information est, alors, faite par deux d'entre eux, sur « ses qualitez et mœurs ». Le règlement pousse la précision jusqu'à dire qu'il doit être non seulement de bonnes mœurs « mais estre reconnu capable et avoir moyens en suffisance « pour entretenir une femme et eslever des enfants », alors seulement « on luy accorde en mariage la fille qu'il demande » (1605-1628)⁵⁷. Une fois le mariage approuvé, « les fiançailles, continuent les Règlements (1605 à 1662), « s'en font au Bureau, en présence des « Recteurs, où le contract se reçoit par le Secrétaire « de l'Aumosne »; les promesses de mariage se font entre les mains du « Prestre de Sainte Catherine (1628) »⁵⁸, « de l'Hôpital de la Charité (1632). Les Recteurs donnent à leur fille adoptive la somme de 50 livres (1605), mais, entre les deux éditions de 1605 et 1628, prend place la fondation Gerba (1609), en faveur du mariage des orphelines de l'Aumône, qui per-

(56) Par ex. Règl. 1628, p. 25.

(57) Ibidem, p. 25.

(58) « *Prestre de la Chana* », lit-on dans le Règlement de 1605; sans doute, s'agit-il d'une distraction du scribe ou d'une erreur typographique.

mit de hausser le montant de la dot de 50 à 60 Livres (1622)⁵⁹. Il est bien précisé, en plus, par les Règlements qu'à cette somme se joint la remise de la fortune personnelle de l'enfant conservée par l'Aumône : de tout temps, nous l'avons vu dans notre 1^{re} partie, les biens des enfants leur étaient remis à leur Mariage; le Règlement ne fait ainsi que sanctionner une mesure dont la raison d'être n'est pas à légitimer et s'accorde avec les effets habituels du mariage émancipateur des filles, dans les pays de droit écrit. Mais, à partir de 1628, les Règlements font mention qu'en plus de la dot obligatoire, et la remise du patrimoine, s'ajoutent « les estreines que chasques Rec-

(59) Dorénavant, les adoptives vont bénéficier des fondations de deux bienfaiteurs, *Gerba* (1609) et *Giraud* (1639) : ce ne sont plus de simples faveurs attribuées pendant un temps très limité à quelques adoptives qui se marient, comme l'étaient les legs *Dufour* (1542) le premier en faveur des orphelines de l'Aumône (E⁶, f. 151, 19 février 1542), ou *Garbot* (E⁸, f. 12, juin 1552), ou un don également limité (celui des *Florentins*, 1559, cf. *supra*, T. I, ch. II), mais des fondations permanentes, dont l'usage sera même rétabli, après la disparition de l'adoption, par les Hospices Civils de Lyon, en 1807 ! Dans son testament, Jean Gerba (1609) institua les pauvres de l'Aumône générale, ses héritiers, à la charge « que, à perpétuité, des biens de son hoirie en seroit payé à chacune des filles de Ste Catherine, lors de son mariage, la somme « de 10 l. » (Déclaration de Louis Quinsson, recteur en 1622, E³⁴, Inv. III, p. 44). A cet effet, il donna 4.771 l. à l'Aumône Générale; mais, en 1610, les Recteurs, profitant de cette fondation, diminuèrent d'autant la dot, qu'ils attribuaient à chaque adoptive qui se mariait, des deniers de l'établissement de telle façon que si la dot resta au même montant de 50 L., l'intention du testateur fut scandaleusement détournée ! C'est ce que le recteur Quinsson fit remarquer à ses collègues, douze ans plus tard; faisant droit à sa réclamation, les administrateurs décident que, désormais, « sera faict doct ausdictes filles, de 50 livres des deniers de « ladicte aulmosne et de 10 livres de ladicte hoirie, faisant en « tout la somme de 60 livres ». La dot restera ainsi jusqu'en 1766, où elle fut abaissée à 50 livres. (cf. *infra* T. III, Ch. I). Après Gerba, en 1639, Georges Giraud fonda une rente de 50 l. au sort principal de 1000 L. (C. 10, Inv., C. p. 22) à répartir entre les filles qui se marieraient dans l'année, ce qui aboutissait à accroître un peu la dot de 60 L.

teurs luy donnent à leur dévotion » ; cette coutume « d'étrenner » leur enfant, qui prend naissance alors, sera continuée, non seulement, jusqu'à la fin, mais, ces libéralités, purement facultatives au début, deviendront peu à peu obligatoires, et, leur montant finira même par dépasser celui de la dot proprement dite (XVIII^e siècle). Enfin, pour parfaire ces avantages, le « Maistre de la Garderobe » fournira « une robe et une cotte » (1628-1662).

Le contrat de mariage se fait donc au Bureau par le secrétaire de l'Aumône, notaire royal. C'est ensuite la cérémonie même du mariage dont va parler le Règlement; cet acte administratif s'exprime alors avec cette simplicité non dépourvue de grandeur, qu'était le langage de nos pères :

« Le jour de la célébration du mariage sont commis deux « de tous les Recteurs, qui sont choisis alternativement et « par ordre pour conduire la fille à l'Eglise, pour y recevoir la bénédiction nuptiale et Sacrement de mariage. Et, « dès lors, elle est *mise hors de la puissance* des Sieurs Recteurs pour adhérer et assister à son mary, selon que les « loix divines et humaines le commandent. »

Enfin, nous sommes avertis que les « mêmes circonspections » (1628) sont prises envers les adoptifs et que « la même chose s'observera, s'il arrive de les marier » (1662).

EMANCIPATION. — La fille qui se marie est, nous venons de le dire, « *mise hors de la puissance* » des recteurs, c'est dire par là, qu'elle est *émancipée* par le seul fait de son mariage, solution conforme au droit

lyonnais de l'époque ⁶⁰, mais il existe, pour les garçons, une *émancipation expresse* : l'enfant de l'Aumône, âgé de plus de 25 ans, pouvait déjà, nous l'avons vu, dès la fin du XVI^e siècle, requérir des Recteurs pour avoir la capacité de gérer ses biens une émancipation de même effet, sinon de même forme, que l'émancipation du fils de famille (Benoit Balmas, 16 Avril 1600) ⁶¹. *La règle est entérinée par le Règlement de 1605*; en même temps qu'il sanctionne ainsi officiellement la coutume déjà ancienne de l'Aumône, il fixe les formalités nécessaires, précisant bien que cette émancipation ne s'applique qu'aux majeurs de 25 ans. Les « enfans masles », qui veulent avoir capacité de faire leurs affaires et « iouyr de leurs biens », doivent réclamer, en remerciant « lesdicts sieurs Recteurs du bien qu'ils ont « receuz, et d'avoir esté eslevés par eux », leur émancipation, en « plein bureau », c'est-à-dire, devant tous les Recteurs, réunis dans une de leurs assemblées ordinaires; alors seulement, l'adoptif est émancipé, et rendu capable de gérer ses affaires; après l'avoir exhorté « de bien vivre le reste de ses « iours », on lui fait remise de ses biens et l'acte écrit par le Secrétaire est transcrit au registre ⁶².

(60) Dans les pays de droit écrit, en principe, le mariage n'émancipe pas la fille (Bordeaux, Dauphiné, Toulouse); à Lyon, au contraire, comme dans tous les pays de droit écrit du ressort du Parlement, de Paris, *c'est une maxime certaine que le mariage l'émancipe* : ainsi s'exprime Bretonnier, dans ses Observations sur Henrys (*Œuvres complètes*, 1772, t. II, p. 716), et il fait remonter cet usage à un arrêt des Grands Jours de Moulins, 22 décembre 1540, confirmé par deux arrêts de 1595 et 1597, rapportés par Louet.

(61) Cf. *supra*.

(62) V. aux *Pièces Justificatives*, dans le Règlement de 1605, le texte complet de la formule d'émancipation. (P. J., n° 40).

Plusieurs cas d'application pratique d'émancipations d'enfants adoptifs de l'Aumône, conservés par les Archives Hospitalières, vont nous permettre de mieux connaître les formes et effets de cette émancipation.

1) *Cas Côme-Milleron* (d'après Sentence de la Sénéchaussée du 29 Novembre 1616).

Il sera question, quand nous étudierons à fond la jurisprudence des Adoptions⁶³, des deux sentences de 1611 et 1616, qui ne contribueront pas peu à fixer définitivement certains effets du droit d'adoption; pour l'instant, nous ne nous arrêtons qu'à la seconde de ces décisions judiciaires, en ce qui concerne la seule question des émancipations; c'est qu'en effet les recteurs de l'Hôtel-Dieu, demandeurs en recouvrement d'un legs, contenu dans le testament de Côme Milleron en leur faveur, soutiennent contre les recteurs de l'Aumône que Côme Milleron, enfant adoptif de celle-ci, avait valablement pu disposer en leur faveur *comme ayant été émancipé*; la situation est, en effet, la suivante : Côme Milleron décède à l'Hôtel-Dieu où il est soigné, et, dans son testament, lègue 60 Livres en faveur de cet établissement; sans insister, à cette place, sur la question de validité du testament, disons seulement que les Recteurs de l'Hôtel-Dieu, convenant avec l'Aumône que les enfants adoptifs de celle-ci n'ont pas le droit de tester, soutiennent alors⁶⁴ leur revendication de l'argument

(63) Cf. *infra*, *Jurisprudence*, affaire Milleron.

(64) Déjà, en 1611, lors d'un premier procès à propos du testament Milleron (v. P. J., Aff. Milleron, et, *infra*, ch. II, section 2), le parent de Côme Milleron voulait faire admettre la capacité de celui-ci comme dérivant d'une *émancipation* qu'il s'offrait à « prouver par témoins ».

suivant, développé par leur avocat Durand : « Bien que les adoptifz de ladicte Aumosne Générale ne « soient pas capables pour tester, *néantmoingts* ledit « *Milleron ne pouvoit estre tenu en ce rang par ce « qu'il avoit esté émancippé.* » Remarquons d'abord que l'émancipation, dont il est question, a tout le caractère d'une *véritable émancipation*, de l'émancipation habituelle; elle nous est présentée, en effet, comme susceptible de relever l'enfant de son incapacité de fils de famille, dans l'espèce, de l'incapacité de tester; et les Recteurs de l'Aumône ne font certes, pas difficulté de reconnaître que, si l'émancipation, que l'on met en avant, est bien celle prévue en leurs Règlements, l'enfant sera, par là même, susceptible de tester; la nature et les effets de l'émancipation ne sont pas discutés, pas plus que celle de l'incapacité antérieure de l'adoptif. Tout le débat roule sur la question de savoir si *les formes de l'émancipation ont été bien observées*; or, l'Aumône prétend contre l'Hôtel-Dieu, que *l'émancipation de Côme Milleron n'a pas été faite dans les formes voulues et habituelles*, qu'il n'y a donc pas d'émancipation et que par conséquent l'incapacité antérieure subsiste. De quelle émancipation se prévalent donc les recteurs de l'Hôtel-Dieu ? Ils prétendent que Côme Milleron a été émancipé « en ce qu'il avoit « *heu (sic) du Maistre de la Garderobbe quelques « habits* pour sa dernière main, (sic) ainsy qu'il se « trouve couché au compte de ladicte Garderobbe, « peu avant son décèdz » : il s'agirait alors d'une émancipation tout à fait particulière, d'une *éman-*

cipation par le vêtement, assez bizarre, à première vue, mais qui, à la réflexion, se comprend pour un établissement public où le costume est le symbole de la condition, et qui s'explique lorsque l'on connaît la manière d'agir de l'Aumône envers les enfants de Ste-Catherine et de la Chanal, particulièrement à leur sortie de ces Etablissements. Les enfants de l'Aumône étaient en effet habillés par celle-ci d'abord en blanc, puis en bleu (1624) ⁶⁵. Le Maître de la Garderobe, chargé de les habiller, était prié de bien surveiller à ne pas donner d'habits à ceux qui en réclamaient, « se disans adoptifz » (Règl. 1605). Plus tard, dès 1628, nous voyons spécifié nettement, au chapitre du Maître de la Garderobe que celui-ci était chargé de vêtir, non seulement alors, comme auparavant, les seuls adoptifs de l'Aumône, mais, tous les pauvres « renfermés » dans le nouvel hôpital de la Charité (Règl. 1628); il est alors édicté ⁶⁶ que, s'il arrive que quelqu'un des assistés trouve quelque « condition » ou quelqu'un de ses parents ou amis pour le « retirer de la Charité, et en descharger l'Aumosne », il devra « rendre en sortant (ses) habits au Maistre de la garderobbe, qui (lui) rendra ceux qu'(il aura) apporté ». Cette règle, qui s'applique — le texte est général — aux adoptifs comme aux autres, dut nécessairement s'appliquer originairement aux seuls

(65) L'habit primitif était blanc; cf. T. I. ch. I, *début*, en notes. Il est encore *blanc*, au moins pour les filles (Inv., III, E³¹) *en janvier 1611*; mais une nouvelle décision touchant le costume (E³⁴, Inv. R. III), nous montre *qu'en 1624, il est bleu*; il le restera jusqu'à la fin, pour garçons et filles; les orphelines, en 1815, réclamèrent le rétablissement de leur habit bleu, symbole de leur légitimité, cf. *infra*.

(66) Règl. 1628, p. 44.

adoptifs qui étaient alors les seuls hospitalisés de l'Aumône (le « maistre de la garderobe », en 1605, ne s'occupe que d'eux). L'adoptif, qui quittait Ste-Catherine ou la Chanal, l'enfant de l'Aumône émancipé, devait pratiquement, semble-t-il, après avoir obtenu remise de l'argent à la caisse du trésorier, se rendre chez le recteur drapier où s'opérait le changement de costume; l'habit, blanc ou bleu, était échangé contre les habits que pouvait posséder de son chef l'adoptif. La remise des vêtements, formalité du jour du départ, apparaissait ainsi *comme le signe extérieur et visible de l'émancipation de l'enfant*. Mais il est facile de se rendre compte que ce n'en était précisément que le signe et non une véritable émancipation. Il est vrai qu'une fois l'habit remis, l'assisté de l'Aumône n'avait plus droit à ses distributions ou à son hospitalisation; il est vrai de dire qu'en perdant sa robe, il perdait ses droits ! En effet, il est alors obligé de prouver sa qualité d'enfant adoptif ou de pauvre assisté, qui n'est plus apparente. Matériellement donc, la remise des habits par l'enfant opère une véritable séparation avec l'œuvre; néanmoins, juridiquement, elle n'a pas de valeur, l'enfant *n'est pas rendu par là même apte à faire ses affaires, et, dégagé des liens de son adoption*. C'est ainsi que l'enfant, vivant en *dehors de l'Aumône*, reste son enfant adoptif; Pierre Gauchon, qui exerce, avec l'autorisation des recteurs, la profession de peintre à Toulouse, ne laissait pas, par le seul fait de son éloignement, d'être toujours adoptif

(1601) ⁶⁷; de même les recteurs de l'Aumône, dans le cas qui nous occupe présentement, déclarent que, Côte Milleron, malgré son décès, en dehors de l'Aumône, à l'Hôpital du Pont du Rhône, où il était soigné, ne cesse pas d'être adoptif de l'Aumône; « Que
« sy lesdict Milleron est décédédé dans l'hostel dieu,
« pour cella (sic) il ne laissoit pas d'estre adoptifz
« lors de sondict décez. » L'Aumône conserve donc tous ses droits sur l'enfant *tant qu'elle ne l'a pas émancipé..., et émancipé selon la forme des règlements*; ce sera d'ailleurs la thèse développée par l'avocat Merin : « il est, repart-il, impertinent d'al-
« léguer *certain article du compte de la garderobbe*
« pour tirer de la que ce soit une *espèce d'émanci-*
« *pation*. Car on en use poinct ainsy envers Les aul-
« *tres adoptifz*. »

C'est ainsi que le jugèrent les magistrats du siège présidial qui sans avoir égard à la soi-disante émancipation de Côte-Milleron alléguée par les recteurs de l'Hôtel-Dieu, considérèrent celui-ci comme inapte à tester, et par conséquent, son legs nul et non avenue. L'émancipation de l'Aumône constituée en dehors des formes du droit commun, dont elle s'était cru autorisée de se dispenser reçoit ainsi, par les juges même de la Sénéchaussée une sanction solennelle. Or, ne l'oublions pas, *ceux-ci étaient pourtant directement intéressés à ne pas tolérer pareille dérogation, puisqu'elle portait une atteinte à leurs prérogatives d'assister et de « mettre le scel » aux actes d'éman-*

(67) Titre I, ch. III, 3^e section.

cipation ⁶⁸. En considérant l'émancipation de l'Aumône comme interdisant à l'enfant adoptif de celle-ci, tout comme une émancipation ordinaire, de pouvoir disposer de ses biens par testament, le siège présidial reconnaît solennellement, par là même, que, *l'émancipation de ce dernier, quoique non faite devant la justice ordinaire, a, néanmoins, les mêmes effets, que l'émancipation du fils de famille faite devant elle*. Dorénavant l'usage de l'Aumône aura l'autorité de la chose jugée (29 novembre 1616).

2) *Cas Olivier Crépieu (1633) (Age de 25 ans nécessaire)*.

Nous avons vu que le fils adoptif de l'Aumône devait être émancipé s'il voulait exercer librement sa profession; auparavant, une autorisation des recteurs lui est nécessaire; et déjà, à ce propos, nous avons cité le cas de ce jeune homme de 24 ans, qui, non encore émancipé, vient solliciter des recteurs, l'autorisation d'exercer sa « condition » de joueur d'instruments; or, le texte que nous conserve le reg. E³⁷, précise deux points que je vais mettre en lumière : ⁶⁹.

a) Il demande ce consentement des recteurs, « en attendant » d'« *estre émancipé* ». Nous en tirons la conséquence, que, s'il était émancipé, il n'aurait alors plus besoin de solliciter cette autorisation. L'émancipa-

(68) Cf. Supra, T. I, ch. III, 1^{re} section.

(69) Comparution, au bureau d'Olivier Crépieu, joueur d'instruments, fils adoptif de l'Aumône et âgé de vingt-quatre ans, aux fins de prier les recteurs de donner leur consentement, à « sa condition, à ce qu'il puisse exercer son art, en attendant qu'il soit majeur pour estre émancipé, ce que lesdicts sieurs recteurs lui ont accordé ». (E³⁷, Inv., III, p. 64).

tion se présente, donc, encore ici, tout comme l'émancipation ordinaire, comme susceptible de relever l'enfant de son incapacité antérieure, en particulier, concernant l'exercice de la profession.

b) Mais il est également curieux de relever textuellement la *forme exacte* qu'emploie Oliver Crépieu : il désire être autorisé « *en attendant qu'il soit majeur pour estre émancipé* » : l'expression est très nette; l'émancipation des recteurs, à l'exemple de l'émancipation ordinaire des pays de droit écrit qui se fait *habituellement* au delà de 25 ans ⁷⁰, en conformité, d'autre part, avec les Règlements de l'Aumône, ne peut se faire que sur des majeurs de 25 ans; car la *majorité*, dont parle l'adoptif de 1633, est, à coup sûr, cet âge de 25 ans, puisqu'il est présentement, le texte le précise, âgé de 24 ans.

3) *Cas Elisabeth Chazette (11 septembre 1639) (âge de 25 ans non suffisant)* ⁷¹. — Elisabeth Chazette, fille adoptive de l'Aumône, avait fait donation de tous ses biens à certains de ses parents; par transaction du 11 septembre 1639, ceux-ci conviennent avec les recteurs, comme nous le verrons plus loin, que cette donation était nulle, en raison de l'incapacité de disposer de la donatrice, se trouvant encore, « *nonobstant sa majorité de vingt-cinq ans* » « sous la « puissance auctorité et administration des dits sieurs « Recteurs » et ne pouvant, alors, valablement disposer « *sans qu'ils l'eussent émancipée* ». L'âge de

(70) Cf. les deux formules d'actes d'émancipation de la fin du XVI^e s. cités *supra*, T. I. ch. III, section I.

(71) P. J. Jurisprudence, n^o 47, Donation Chazette, cf. *infra*, ch. II, sect. 4.

25 ans, qu'il faut donc avoir atteint pour pouvoir être émancipé, *n'entraîne pas ainsi par lui-même émancipation d'office* : même après 25 ans, l'enfant de l'Aumône reste sous la puissance des recteurs, c'est la preuve que *l'émancipation par l'âge n'a pas plus lieu au XVII^e siècle pour le fils adoptif de l'Aumône que pour le fils de famille Lyonnais de la même époque.*

En définitive, l'étude que nous venons de faire de l'émancipation de l'Aumône dans cette période de réglementation de sa coutume, nous amène à établir que l'enfant n'est dégagé de l'incapacité résultant de son adoption que par *l'émancipation accordée à des majeurs de 25 ans, en la forme des Reglements (1605), et le mariage des filles adoptives* qui les met « hors la puissance des Sieurs Recteurs », mais ni l'établissement séparé (Pierre Gauchon, 1601), ni *l'âge de 25 ans* n'entraînent par eux seuls une *émancipation d'office*. De 1600, date à partir de laquelle l'émancipation de l'enfant adoptif de l'Aumône apparaît, pour la première fois, constituée comme une véritable émancipation, à 1650 environ, nous sommes assurés de l'existence, tout comme pour le fils de famille, d'une émancipation délivrée par les recteurs, juges et pères à la fois, à leur enfant adoptif, qui, seule, avec le mariage des filles, dégage l'enfant de l'incapacité de son adoption.

CHAPITRE II

LA JURISPRUDENCE

(ARRÊTS, JUGEMENTS, TRANSACTIONS) .

(1602-1671).

Dans ce chapitre, nous allons étudier les multiples difficultés qui surgissent assez brusquement avec le siècle sur la voie paisible de la coutume du siècle précédent, laquelle ne fut contrariée de 1536 à 1600 par aucun obstacle véritable. Avec la première procédure judiciaire, en 1601, nous entrons dans une nouvelle histoire de l'institution; pour la première fois, en effet, un parent réclame en justice la succession d'un enfant adoptif de l'Aumône; la surprise causée à ceux-ci par l'innovation de cette réclamation, à laquelle ils n'étaient pas accoutumés, est bien traduite par l'énoncé même du texte de la sentence, quand, dès les noms et qualités des parties citées, on lit, dans la défense des Recteurs, que, « *puis l'Institution de ladicte Aulmosne générale, Il ne s'estoit veu semblable contestation* » ¹. Soulignons cet important aveu; il montre assez le tournant que prend,

(1) Sentence 17 septembre 1602, cf. *infra*.

exactement au début du siècle, la coutume d'adoption de l'Aumône; il confirme pleinement mes recherches dans les registres du XVI^e siècle, où, comme je l'ai dit plus haut, je n'ai pu découvrir *aucune contestation sérieuse* à l'usage d'adopter des Recteurs.

D'autre part, le texte de cette première décision judiciaire de 1602, concernant les adoptions, est par lui-même significatif, car, *à l'inverse des décisions qui la suivront, toujours solidement étayées, il ne cite aucune jurisprudence antérieure, ce qui est la meilleure preuve qu'il n'y en avait point jusqu'à cette date.*

La phase de la dispute judiciaire coïncide ainsi avec celle de la réglementation administrative que nous venons d'étudier; cette concomitance est naturelle : c'est la période où la coutume devient un droit fixé, elle se retrouve ainsi dans l'histoire de toutes les coutumes, qui, après un certain temps d'usage libre, se fixe par tous les modes, jurisprudentiel et autres. La pratique de l'Aumône, jusque-là bien observée, va, dorénavant, être l'objet de controverses, la nécessité d'une homologation judiciaire de l'usage des adoptions se fait alors vivement sentir; c'est ce qu'exprime l'avocat-recteur, Jean Durand, quand, à sa sortie de charge, en 1602, au lendemain du prononcé de cette première sentence, il déclarera à ses collègues : « *il est besoing, d'obtenir un arrest en faveur de ladicte Aulmosne, pour les adoptions, attendu la conséquence; mesme le procès que ladicte aulmosne, a eu pour raison de Frère François Cathelot, religieux, qui estoit adoptif de ladicte aulmosne; et néantmoingt, pour quelques fonds*

« qu'il avoit, ung sien oncle s'en seroit voulu empa-
« rer dont il auroit esté débouté par sentence du
« Sénéchal de cette ville, et néangtmoingts interjeté
« appel » ².

*Pareille contestation sera suivie de beaucoup d'autres; il est curieux, à première vue, certes, mais très significatif, de constater que, à dater du siècle, toute une série de procès et de contestations vont attaquer les droits de l'Adoption de l'Aumône-Générale : en même temps, ces controverses, mieux encore que les Règlements, permettront à l'Aumône de voir se fixer définitivement les règles de l'adoption qu'elle pratique, et, la *Jurisprudence en venant, à une exception près, sanctionner, en tous points, comme nous le verrons, l'adoption de l'Aumône, apportera comme une homologation solennelle à son droit d'adoption, qui par les discussions qui seront suscitées, les plaidoiries des avocats, les recherches faites, les comparaisons établies, se définira, se classera, se fixera.**

J'estime, alors, que l'étude qui va être entreprise, est ainsi capitale, et que seul l'examen approfondi que nous commençons de cette « *jurisprudence des adoptions* » nous montrera, cette fois-ci, clairement, et surtout définitivement, ce qu'il faut en penser, et permettra seul d'en bien comprendre la nature et les effets. Levée générale de boucliers, de 1602 à 1671, en effet, contre les principaux droits de l'adoption de l'Aumône-générale de Lyon :

(2) E 29, Inv. III, p. 2.

Le tableau ci-dessous est assez significatif par lui-même :³

1602	Sur le droit de succession de l'A.	(Aff. Lagier-A. G.)	Sentence de Sén.	(17 sep. 1602)
1603	— id. —	— id. —	Arrêt confir. du Parlement	(17 avril 1603)
1611	S/Incapacité de l'adoptif (testam.)	(Aff. Milleron)	Sentence de Sén.	(26 nov. 1611)
1616	— id. — (legs)	— id. —	— id. —	(29 nov. 1616)
1631	<i>Attaque du Pouv. des R. d'adopter les enfants.</i>	(Aff. Servantier)	— id. —	(13 mars 1631)
1633	<i>Recon. solennel. de ce pouv. en part^{te}</i>	— id. —	Arrêt cass. sentence.	(12 juil. 1633)
1639	S/incapac. de l'adopt. et formes d'adopter (donat.)	(cas Chazette)	Transaction	(11 sept. 1639)
1647	Droit de succes. forme d'adoption	(Aff. Coste-A. G.)	Sentence de Sén.	(3 avril 1647)
1647	— id. —	— id. —	Arrêt confir. du Parlement	(23 juil. 1647)
1665	Sur incapac. adoptif (promesses de mariage)	(Aff. Draillat)	Sentence de l'officialité	(15 juil. 1665)
1672	— id. — (testament)	(Aff. Draillat)	Sentence de Sén.	(21 févr. 1671)

Ainsi, comme on le voit, ce sont les principaux effets du droit d'adoption, la nature même de l'adoption, le pouvoir des recteurs d'adopter les orphelins, qu'ils recueillent, qui vont être mis en cause; *droit de succession, incapacité de l'adoptif, de tester, léguer, donner, se marier, effets et forme de l'émancipation*

(3) On trouvera le relevé de ces différentes décisions judiciaires aux pièces justificatives.

également, enfin, la forme et LE POUVOIR MÊME D'ADOPTER, tout cela est mis en cause, discuté, sapé, réglé.

Cette étude aura une double utilité :

1) Les 11 principales procédures et litiges, ainsi analysés, vont, en exigeant une analyse subtile de la part des avocats, des juges et même des recteurs, des adoptions pratiquées par l'Aumône, lui donner pour l'avenir sa forme définitive, et régler minutieusement ses effets. Désormais, quand un point, touchant le droit de succession, ou la capacité, sera mis en discussion, il sera possible à l'Aumône d'invoquer l'autorité de la chose jugée. Contre les prétentions des parents désirant venir à la succession, les recteurs — et les magistrats saisis — pourront se baser sur la jurisprudence de 1602-1603, 1647, deux sentences et deux arrêts confirmatifs. Pour annuler un testament, ce sera le cas d'invoquer les sentences de 1611, 1616 et 1671. Enfin l'arrêt du Parlement de 1633 prépare la voie aux Lettres-Patentes en reconnaissant d'une manière solennelle le droit d'adoption des recteurs. Nous pouvons, ainsi, grâce à ces procédures, connaître la véritable valeur juridique de l'adoption des orphelins Lyonnais.

2) Une seconde question se greffe sur celle-ci; il est un point qu'il faudra souligner : en effet, si toutes ces procédures présentent, dans la diversité des cas en litige, des réglementations portant sur tel ou tel effet de l'adoption, il est un point sur lequel la majorité d'entre elles s'accordent, qui constitue un véritable leit-motif de toute la jurisprudence des adoptions, un point *qui explique, mieux que tout,*

l'origine des difficultés alors suscitées à l'Aumône; C'EST L'HOSTILITÉ GÉNÉRALE, perçue, exprimée ou développée par ces documents CONTRE L'ADOPTION en général, à cette époque; la jurisprudence Lyonnaise, atteste, ainsi, mieux encore que tous les écrits des auteurs et des livres de droit, non pas même tant la désuétude générale, où l'adoption Romaine était tombée en France dès le XVI^e siècle, que plutôt le mouvement d'idées défavorables à l'adoption, conforme à la doctrine de l'époque : Il faudra donc voir ce point à fond; en plus, en effet, de l'intérêt qu'il y a, par là, à connaître la véritable source des difficultés suscitées à l'Aumône, cette étude constitue, pour l'Adoption en France, dans les derniers siècles de l'Ancien Droit, une source absolument inédite qu'aucun auteur n'a encore utilisée, et qui démontre, comme quoi l'adoption n'est plus en usage en France aux XVII^e et XVIII^e siècles. Elle témoigne, en effet, contre l'Adoption, non seulement à Lyon (8 sentences) mais en France (3 arrêts). La Jurisprudence Lyonnaise des Adoptions se fait l'écho de la doctrine conforme, mais, plus autorisée qu'elle, car, basée sur une pratique judiciaire qui atteste directement les institutions et les mœurs.

Nous constaterons, ainsi, 1) *le maintien de l'adoption Lyonnaise des orphelins légitimes au milieu;* 2) *de l'universelle hostilité contre l'adoption des particuliers à la même époque.*

SECTION 1.

LE DROIT DE SUCCESSION (AFFAIRE LAGIER, 1602-1603)

La Sentence de 1602⁴ affirme la prétention des Recteurs de leur *vocation successorale à l'hérédité de leur enfant adoptif*. Il est « chose certaine que aux « enfans adoptifs d'icelle Aulmosne lesdits Recteurs « succédoient privativement à tous autres parens. » Il est vrai, y lisons-nous, que « par la costume générale de France les adoptions estoient abolies », mais l'adoption de l'Aumône, ajoute le texte, présente un caractère particulier : malheureusement, il y a, dans l'énoncé de la sentence, à ce point important — et uniquement là ! — une obscurité de lecture qu'il ne m'a pas été possible, non plus qu'aux personnes qualifiées auxquelles je l'ai soumis⁵, de pénétrer; en définitive, nous ne savons en quoi l'adoption de

(4) P. J. Affaire Lagier, N° 41.

(5) Le texte a été examiné, entre autres, par M. l'Archiviste Départemental du Rhône, et, par M. l'Archiviste-adjoint : d'après l'interprétation qui m'a été présentée comme la meilleure, on peut lire, après la déclaration que les adoptions sont abolies en France « mais ceste-ci (l'adoption de l'Aumône-Générale) estoit *sociale* « et *honoreuse* pratiquée et observée »; mais « sociale » ne s'employait guère, à cette époque au sens habituel de nos jours; il faudrait lui donner le sens — qui serait intéressant — de « faite par un corps collectif », mais cette considération, dans tous les textes que j'ai rencontrés de cette époque sur l'adoption de l'Aumône-Générale, n'a jamais été mise en avant; pour adhérer à cette lecture, de plus il faudrait rétablir la ponctuation et mettre une virgule, qui n'est pas dans le texte, entre « honoreuse » et « pratiquée »; il est vrai que cela ne serait pas un réel obstacle, car les scribes alors négligeaient au souverain degré jusqu'à l'orthographe, à plus forte raison, la ponctuation ! Sans rétablir de virgule, on pourrait, d'ailleurs, interpréter « *sociale et honoreuse* », comme des adverbess latins. Quoiqu'il en soit, je ne présente ces deux mots que comme la moins mauvaise lecture.

l'Aumône se distingue de celle « abolie » en France, puisque les deux ou trois mots, qui devaient expliquer précisément cette différence, sont illisibles dans le reg. de la Sénéchaussée, qui est le seul à nous donner communication de cette sentence dont la copie est exceptionnellement absente des Archives Hospitalières. Néanmoins, l'analyse de cette procédure va nous permettre de voir comment est présenté le droit de succession et quel est son véritable fondement. Les parents naturels de François Cathelot, enfant adoptif de l'Aumône, comme « plus proches et « habilles à succéder à frère François Cathelot », demandent la remise des biens de leur parent, et, en particulier, d'une maison, sise rue St Georges, dont les trois quarts furent « appensionnés » à Jean Simple, le 12 juillet 1579 : c'est donc, non seulement *le droit de succession des recteurs* qui est mis en discussion, mais, avec lui, *toute l'administration des recteurs sur les biens de leur enfant adoptif*, eux qui géraient ce patrimoine depuis 1574, date de l'« acte de réception et adoption dudict Cathelot à l'hospital de la Chanal », depuis plus d'un quart de siècle ! Or, ce dernier, religieux novice aux Cordeliers de Villefranche, ne s'est jamais opposé à la gestion de ses biens par les Recteurs, les registres de l'Etablissement nous apportent, en effet, de multiples mentions ⁶ de lui, à diverses époques, où nous le voyons demander secours et habits pour sa subsistance à Villefranche : c'est ainsi que, vers 1586, « prêt d'estre receu à l'ordre de Prestrise », il demande

(6) E18, 19, 21, 22, 24, 25, B. 318 ;

aux recteurs de lui fournir des vêtements, ce qui lui fut accordé (à nouveau, en 1589), « attendu mesme, » dit-il, qu'il a une maison, laquelle lesdicts seigneurs ont appensionnée à Jehan Simple, veloutier, laquelle *demeure à l'Aulmosne* »⁷; Cathelot reconnaît, donc, sans difficulté, la légitimité de l'administration des recteurs sur ses biens. La prétention, 15 ans plus tard, de parents collatéraux, qui s'élèvent contre un état de gestion jusqu'alors indiscuté, montre assez les mobiles intéressés d'une telle prétention, analogue à celle de la Tante de Mathieu Coste⁸, en 1647, quand elle revendiquera la succession d'un neveu dont elle ne s'était occupée depuis longtemps, et qu'elle n'a, dira l'avocat PUCELLE, « reconnu pour parent que quand il a été question de partager ses dépouilles ». L'indignité de tels parents les prive, en droit naturel, certes, d'une succession qu'ils n'ont pas méritée par la dureté de leurs cœurs, envers ces enfants, eux, qui, pour se servir des expressions du même avocat, les ayant vu accabler de toutes sortes de disgrâces, sans biens, sans assistance et sans appui, ont méprisé les larmes et les cris de leurs enfance (1647); il n'est donc point « raisonnable, dit la sentence de 1602, que » ceulx qui habandonnoient (sic) leurs parens fusent dignes de leur succession, comme », précisent les recteurs, « avoient faict lesdites demandeurs » à l'endroit dudit Cathelot ».

Néanmoins, s'il apparaît comme conforme à la

(7) E²⁴, Inv. II, E, p. 34.

(8) *Infra*, section V, et, P. J., N° 48.

stricte justice de refuser à de telles personnes la succession des parents qu'ils abandonnent ainsi à la charité publique, *aucun texte, en droit positif, ne justifie leur exclusion* : ils sont moralement certes, privés de l'hérédité, mais sur quel fondement juridique ? Aucune disposition, en effet, ne l'édicte à leur propos, car, enfin, seuls les parents naturels de l'enfant, sont tenus à ce « précepte de l'Evangile qui « oblige les pères et mères de veiller à l'éducation « de leurs enfants et qui attache l'ouvrage de leur « salut à cette obligation, selon les paroles de l'apôtre » ⁹ ; seuls tombent sous le coup des Constitutions Impériales, qui défendent d'exposer l'enfant, ceux qui les ont mis au monde ; ce sont ceux-là seuls que les lois Romaines punissent en séparant de tels parents indignes de tous liens, désormais, avec leur enfant, en permettant à celui, qui l'a recueilli, de le traiter comme bon lui semble. Evidemment, ces dispositions remontent à une assez lointaine antiquité et, correspondent à des mœurs bien différentes de celles du XVII^e siècle, mais, enfin ce sont les dispositions du droit Romain, de ce droit Romain, invoqué, en toutes circonstances, dans les pays de droit écrit ; et, dans ce même droit romain, rien ne justifie une exclusion de parents plus éloignées que les père et mère, qui n'ayant pas les droits de la puissance paternelle, ne peuvent, en droit strict, en être tenus aux obligations. Il s'ensuit que l'exclusion de l'oncle de François Cathelot à la succession de ce dernier n'est véritablement prononcée par aucun texte juridique, et, qu'en dehors

(9) P. J., N^o 48.

de tout privilège, en vertu de Lettres-Patentes de l'Aumône, lui conférant une attribution successorale, comme les rois l'avaient accordé à certains hôpitaux de Paris ou d'ailleurs ¹⁰, l'Aumône ne peut rien opposer à la prétention de Michel Lagier, en vertu du seul fait qu'il n'a pas secouru son neveu, au moment de son admission à l'Aumône, 25 ans auparavant. L'Aumône, de son côté, ne saurait, par cela seul, écarter le parent naturel et venir à la succession de l'enfant, *les textes ne lui permettent de s'opposer qu'à la seule revendication des parents naturels, père ou mère, de l'enfant. Les recteurs le savent bien : n'auraient-ils pas instauré l'adoption, bien probablement, pour renforcer leur droit en la matière ?* Aussi, dans leurs défenses, ils ajoutent à l'indignité invoquée de ceux qui abandonnent leurs parents, une seconde raison : ces derniers ne sauraient être jugés dignes de la succession du parent qu'ils ont délaissé « *comme avoient faict lesdicts demandeurs à l'endroit dudict Cathelot qui estoit vray enfant adoptif de ladite Aulmosne, et, comme tel, etc...* ». Par là, les Recteurs appuient la force de leur premier argument, en l'étayant sur le droit, qu'ils ont contre le parent réclamant, en vertu de leur adoption de l'enfant, de la qualité qu'il a de « *vray enfant adoptif* » de l'Aumône. L'adoption qu'ils ont faites de l'enfant leur donne le droit de succession, non pas tant à cause de l'indignité de l'oncle, que parce que le « *de cujus* » était devenu *l'enfant adoptif* d'une autre personne, en l'espèce, l'Aumône : on dira peut-être que, par là, je présuppose que l'a-

(10) Ainsi pour l'Hôpital du St-Esprit, l'Edit de 1556, cf. *Infra*.

doption conférait le droit de succession, alors que je voudrais justement, au moyen de cette sentence, le prouver, mais, qu'on y prenne garde, je me contente seulement, d'exposer ce qui semble être le système des recteurs, qui *invoquent les deux raisons à la fois* et développer ce que l'énoncé de la sentence expose en résumé; dans les quelques lignes, en effet, où sont schématisées, au maximum, les plaidoiries des avocats — la sentence de 1602 ne nous est connue que par les Registres des Sentences, et non des Audiences — les Recteurs exposent d'abord *leurs prétentions* et les *légitiment ensuite* : 1) l'exposition met déjà en valeur *le droit de succession*; or, celui-ci nous apparaît fondé uniquement *sur l'adoption*; jamais « semblable contestation » ne s'est produite, disent les recteurs, car, depuis l'origine il est « chose certaine, que aux enfants adoptifs d'Icelle aulmosne lesdicts recteurs succédoient privativement à tous aultres parents. » *Le droit de succession apparaît donc comme ayant toujours existé depuis l'adoption de l'Aumône et fondé sur elle*; 2) dans la *légitimation* de leur droit, ils invoquent, sans doute l'indignité des parents, mais c'est en réponse à des objections qui ont dû être faites ou qu'ils prévoyaient, objections comme nous le verrons plus loin, fondées sur *l'abolition de l'adoption en France*. Mais si, justement l'adoption des recteurs est *comparée* à cette adoption abolie, c'est qu'elle en était comparable, autrement dit, qu'elle avait, avec des différences de détails, expliquées par les mots suivants, les mots illisibles dans le texte, *la même nature intrinsèque*, que c'était, tout comme l'adoption par des

particuliers, *une véritable adoption*. Ne dit-on pas plus loin, que François Catheelot, est un « *vray enfant adoptif* » ? (Cf : Pierre Gauchon, 1587 : « *vray et loyal adoptif* ») ¹¹.

Ces différences expliquent, alors, que l'adoption des recteurs soit valable, malgré la coutume générale de France, et, leur donne le droit de succéder au « *vray enfant adoptif* » qu'est François Cathelot, joint, en plus l'indignité morale du parent réclamant. Ce texte nous présente, donc, un *droit de succession des recteurs fondé principalement sur l'adoption*. Les magistrats de la Sénéchaussée le reconnurent solennellement, en déboutant l'oncle de sa prétention et en conservant aux recteurs, après le décès de François Cathelot, les biens que ceux-ci géraient déjà de son vivant, et qu'ils gardent, ainsi, avant comme après la mort de l'enfant, en vertu de son adoption ¹².

Enfin, il faut ajouter que ce droit de succession,

(11) Cf. *infra*, T. I, ch. II, Sect. 3.

(12) Le texte de la Sentence, le seul qui nous soit conservé, est extrait des *Registres des Sentences* de la Sénéchaussée, et, non des *Audiences*; c'est assez regrettable, car ces registres des *Sentences* sont de *longs comptes-rendus de procédure*, souvent sans intérêt pour le chercheur, tandis que ceux des *Audiences* rapportent, avec les *plaidoiries des avocats*, les *motifs invoqués de part et d'autre* : la différence, ainsi, est très sensible pour les deux sentences relatives à l'affaire Milleron, qui vont être analysées, celle de 1611 et celle de 1616, la 1^{re}, extraite des *Reg. des Sentences* — où j'ai retrouvé le texte original — et la deuxième, extraite manifestement des *Reg. des Audiences*. La différence d'utilisation sera parfois telle — car il en est des textes des Arrêts du Parlement comme de ceux des Sentences de la Sénéchaussée — que l'arrêt du 30 juillet 1650, par exemple, *pourtant fondamental dans sa décision*, puisqu'il reconnaît le Droit d'Adoption de l'Hôtel-Dieu (cf. *infra*, *Appendice*) n'étant qu'une longue suite de procédures sans intérêt pour notre sujet, ne nous est d'aucune utilité, ne nous renseignant absolument pas sur les motifs qui poussèrent les magistrats à reconnaître à l'Hôtel-Dieu le droit d'adoption, et, ne sera pas pour cette raison, retranscrit parmi les pièces justificatives.

ainsi approuvé en Sénéchaussée, sera reconnu, de même, l'année suivante, en Parlement, qui, par un arrêt confirmatif de sentence, met l'appel de Michel Lagier à néant et « Ordonne que la sentence de laquelle a esté appellée sortira son plein et entier effet, nonobstant oppositions et appellations quelconques » (*arrêt du Parlement du 17 avril 1603*). La copie collationnée de la seule décision que conservent les Archives hospitalières ne nous apporte pas les plaidoiries des avocats et les motifs invoqués de part et d'autre, ce qui serait intéressant : néanmoins, par la seule confirmation de la sentence de Lyon, le *Parlement homologue*, quelque en soient les raisons, le *droit d'adoption de l'Aumône Générale* à laquelle il reconnaît, comme à l'adoption romaine, l'effet d'un droit successoral.

SECTION 2.

INCAPACITÉ DE L'ADOPTIF DE TESTER

ET DE FAIRE DES LEGS.

(AFFAIRE MILLERON, 1611-1616).

C'est un autre effet important de l'adoption de l'Aumône que les *Sentences du 26 novembre 1611 et du 29 novembre 1616*¹³ dont les Archives Hospitalières conservent, au dossier du Droit d'Adoption, des copies collationnées, nous font connaître, en dé-

(13) P. J., N° 42.

(14) P. J., N°s 43 et 44.

clarant *nuls le testament et les legs y contenus d'un enfant adoptif de l'Aumône*. Les deux procédures seront étudiées ensemble car elles se rapportent toutes deux au même cas, celui de *Côme Milleron*. Voici, en bref, l'exposé des faits qui ont donné lieu à ces litiges :

Côme Milleron, fils adoptif de l'Aumône, fit, le 14 août 1609, un testament « reçu et signé Dumas notaire royal », par lequel il légua, en plus de quelques legs particuliers, dont l'un fera justement l'objet de la sentence de 1616, tous ses biens immeubles « scis à Fontaine au franc-Lyonnois », à un certain Jean Milleron — probablement, son parent, mais cette qualité n'est nulle part précisée — Maître Passementier à Lyon; ce dernier obtint des lettres de garde pour se faire maintenir « en la possession, say-
« sine et jouissance » de ces biens, le 25 août 1609, ce qui fut l'occasion du procès; les Recteurs adressent, alors, une requête au sergent royal Duvernay pour protester contre l'exécution par lui faite de ces lettres et savoir en vertu de quelle autorité il a agi.

1) Cette première pièce procédurale, est pour nous d'un intérêt capital; les recteurs exposent leur droit d'adoption en des termes singulièrement significatifs; l'énoncé de la sentence, nous en donne le résumé suivant :

« Puis l'institution de ladicte Aulmosne, ils (ont) esté
« *dicts* et en faict (se sont) *monstré vrays pères adoptifs*
« des enfants orphelins qui sont eslevés et nourris en hos-
« pitaux de St-Martin de la Chanal et Sainte-Catherine, et
« *ayant jouy jusques à présent de tous les droicts d'adop-*
« *tion en leur endroict qui est du droict ancien romain.*

« Lesdicts usaiges, autorité et pouvoir aspreuvs par lettres
« patentes de S. Matté, vérifiés en la cour et addugé rai-
« sonnable par son arrest ¹⁵ que les successions des enfants
« adoptifs demeurent acquis aux autres enfants orphe-
« lins de ladicte aumosne lesquels par ladicte adoption,
« ils sont faicts frères. »

Ce texte nous montre, pour la première fois, le *droit romain expressément invoqué comme fondement de l'adoption de l'Aumône*; ce n'est pas encore le moment d'examiner toutes les conséquences possibles et le bien-fondé de cette déclaration, mais la précision est, je l'estime, d'un intérêt tout particulier. Les recteurs ne se contentent pas, comme en 1620, d'invoquer une *certaine adoption* qui, avec l'indignité des parents, leur donnait le droit de succéder; ici, d'ailleurs ce n'est pas ce seul droit qui est en question, il ne s'agit plus seulement de savoir si les recteurs peuvent succéder ab-intestat à leurs enfants adoptifs, et, en vertu de quel droit ils le peuvent, mais de savoir *s'ils peuvent succéder même en présence d'un testament qui leur est défavorable*. C'est une toute autre affaire, car le droit de succession ab-intestat, l'adoption peut certes le conférer, mais, il peut s'expliquer sans elle. Dans le cas présent, pour que les recteurs puissent succéder contre un testament, il faut obligatoirement le faire casser et trouver une cause d'incapacité de tester dans la personne du « de cujus ». *Les recteurs vont donc, cette fois-ci — un peu comme en 1578 — quand ils avaient été mis par leur enfant adoptif, Pierre Pasquet, en de-*

(15) Il s'agit ici des Lettres-Patentes de 1560 et de l'Arrêt de 1603; pour les Lettres-Patentes de 1560, cf. *infra*, ch. III.

*meure de définir les droits qu'ils avaient sur ses biens et l'émanciper*¹⁶, être mis pleinement en présence de l'adoption qu'ils prétendent et obligés d'en dégager la nature pour en savoir les effets; ils adoptent, disent-ils, d'une adoption qui a été reconnue « (ils sont dictés) » et que l'usage a révélée tout au long du siècle (« ils se sont montrés »), depuis l'institution de l'Aumône. Nous avons suffisamment prouvé, dans notre premier Titre, en effet, comme depuis, à deux ans près, l'institution de l'œuvre, les recteurs pratiquaient une certaine adoption, dont nous avons eu du mal à dégager la nature, car, remarquons-le, elle n'avait jamais été précisée. S'il est donc bien vrai que les recteurs sont « vrais pères adoptifs », comme on lit au début de la citation, il n'y a là rien qui nous surprenne; mais, le texte à cet endroit ajoute l'importante précision qui n'avait pas encore été faite, qui n'avait pas même été faite en 1602. Les recteurs ont toujours, jusqu'alors « jouy de tous les droicts d'adoption... qui est du droict ancien romain ». *L'adoption par les recteurs de l'Aumône-Générale est présentée ainsi comme une adoption romaine.* Le texte très clair ne réclame aucune explication. Les recteurs jouissent, disent-ils, en plus, de tous les droits d'adoption en leur endroit : or, *l'adoption romaine* « proprement dite » n'en confère précisément aucun à l'adoptant; ce n'est pas de celle là dont les recteurs se réclament, elle serait, d'ailleurs, parfaitement incapable de faire casser le testament d'un enfant adoptif, puisqu'elle ne confère aucune puis-

(16) Cf. *Infra*, T. I, Ch. III.

sance à l'adoptant sur l'adopté. Cette adoption romaine, dont il est question, ce « droict ancien romain », ne peut donc être que l'adrogation, qui seule confère des avantages à l'adoptant, — davantage même qu'à l'adopté — puisqu'elle lui donne la « patria potestas » et les nombreux droits y unis : je ne vois absolument que celle-là qui corresponde à l'expression du texte d'une adoption romaine, dont les recteurs peuvent prétendre jouir de « *tous les droicts... en leur endroit* » ; l'adrogation, mais, elle seule, depuis Justinien — confère des droits « *à l'endroit de* » l'adoptant ; comme de plus celle-ci ne porte que sur des « *sui juris* » et que l'adoption de l'Aumône-Générale ne s'applique, nous l'avons vu, qu'à des *orphelins*, elles sont au moins, sur ce point, évidemment comparables.

2) Avant de préciser plus, passons aux moyens d'opposition que les recteurs fournissent contre les lettres de garde et où ils renouvellent leur prétentions à bénéficier du droit romain ; là, bien mieux que précédemment, il est fait une allusion très nette à l'adrogation romaine ; 1^o) attestation à nouveau, en des termes sensiblement semblables à ceux de la sentence Lagier, *du droit successoral de l'Aumône*, « advenant le décès de l'ung desdits enfants (de « l'Aumône) qui eust quelques biens la dicte Aumosne luy auroit succéddé privativement à tous « autres », et aussi de l'existence de pareil droit *depuis le début de l'Aumône* (« de tout temps, depuis l'institution de ladite aumosne advenant le « décès, etc.... »). Celà ne nous retiendra pas, c'est

la répétition de la sentence précédente, ce qui est naturel, les parties ayant sous les yeux les textes des sentence et arrêt de 1602 et 1603, qu'ils produisent avec leurs « causes et moyens d'opposition ¹⁷; 2^o) A ce droit successoral invoqué par les recteurs pour soutenir « que les fonds confinés et désignés par les « dites lettres de garde sont écheus et adviennent « à la ditte Aumosne par le trespas dudit Côme Mil-
« leron, leur enfant adoptif », ils ajoutent l'importante précision que « ausdicts enfans adoptifz de la-
« dite aumosne *il n'est pas permis ny loysible de tes-
« ter ny disposer non plus que anciennement aux
« enfans adoptifz... »* : les enfans adoptifs de l'Aumône sont donc incapables de tester et de disposer, c'est ce qu'en des termes précis le texte fait valoir. Cette *incapacité*, nous l'avons déjà rencontrée, à propos de l'émancipation, car, constatant justement qu'il y avait une émancipation qui permet à l'enfant adoptif d'« acquérir et négocier », nous en avons conclu qu'antérieurement à cette émancipation, il ne le pouvait pas ¹⁸, mais, remarquons-le bien, jusqu'à cette date, nous n'avons rencontré que des *preuves indirectes de cette incapacité* (autorisation et consentement demandés et obtenus), qui la supposaient sans l'affirmer. Les hypothèses, que nous avons précédemment faites, trouvent ici une solennelle confirmation : *les Recteurs déclarent expressément, en 1611, que l'enfant adoptif de l'Aumône est incapable de*

(17) Comme on le voit par l'énoncé du texte de la sentence, un peu plus bas.

(18) Cf. *infra*, T. I, ch. III, Sect. 3.

disposer et de tester. Incapacité très générale portant, en effet, sur le *droit de disposition* qui comprend tous les autres y compris le pouvoir de tester, que le texte de la sentence précise ensuite, étant donné son utilité dans l'hypothèse présente. Or, une impossibilité de *tester* — nous aurons suffisamment l'occasion d'y revenir à propos de la sentence de 1671 — ne frappe en général que *le fils de famille*. Aucun doute ne saurait demeurer dans l'esprit, d'ailleurs, car le texte ajoute de suite : « *non plus que anciennement aux enfants adoptifs* ». L'adoption de l'Aumône est ainsi, comme précédemment, comparée à l'adoption romaine. Les effets de l'adoption sont assimilés à ceux de l'adoption romaine, la *condition de celui qui est appelé « enfant adoptif » de l'Aumône est considérée pareille à celle de l'enfant adoptif « anciennement »* ; ils sont tous deux frappés de la même incapacité, ils n'ont pas plus de pouvoir l'un que l'autre (« non plus que... »), tandis que les recteurs de l'Aumône jouissent, au contraire, de « *tous les droits d'adoption* », non pas même à l'imitation des Romains, mais, *en vertu du droit romain* : l'adoption de l'Aumône apparaît aux recteurs du XVII^e siècle, dans leurs requêtes et oppositions de l'affaire Milleron, constitutive d'une *puissance* importante, *conférant « les droits d'adoption » à l'adoptant* et telle que *l'enfant adoptif est dans l'incapacité de « tester ou disposer »*, et cela en vertu du droit romain : *l'adoption de l'Aumône-Générale apparaît, en 1611, comme une survivance Lyonnaise de l'adrogation romaine des impubères*.

Les recteurs demandent, donc, que le testament de Côme Milleron soit déclaré, nul, et, n'avoir pu « transféré aulcung droict de propriété et possession « aux demandeurs desdits biens de fontaine ». Les magistrats du siège présidial, sans juger, semble-t-il, quant au fond, donne cependant satisfaction pratique aux recteurs — et reconnaissent ainsi la légitimité du droit qu'ils invoquent —, en déboutant le demandeur de ses lettres de garde et en maintenant les recteurs « en la possession et jouissance de « la totalité des biens dudict feu Cosme Milleron ». Mais, se greffant sur le même testament du même Côme Milleron, une nouvelle affaire va être jugée, en 1616, à propos d'un legs de 60 livres fait par ce dernier à l'Hôtel-Dieu; *le droit des recteurs sera alors jugé, quant au fond*. Les recteurs de l'Hôtel-Dieu actionnent ceux de l'Aumône-Générale, en payement de ce legs, comme les recteurs des « héritiers universels » que Côme Milleron avait institués, en déclarant « les pauvres de l'aulmosne générale », ses successeurs testamentaires. La Sentence de 1611 avait débouté le légataire des immeubles, Jean Milleron, de ses prétentions, sans néanmoins, nous l'avons vu, porter un jugement définitif sur la valeur même du testament; ici, en déboutant, à leur tour, les recteurs de l'Hôtel-Dieu de leur demande du paiement de leur legs, les juges de la Sénéchaussée déclarent expressément le testament de Côme Milleron « *nul par deffault de pouvoir dudict Testateur* ».

Extrait, cette fois-ci, des registres des Audiences¹⁹, le texte de la sentence de 1616, nous expose, mieux que les sentences précédentes, les motifs invoqués de part et d'autre, en nous donnant le résumé des plaidoiries des avocats, la *réplique* des demandeurs et la *répartie* des défendeurs.

1) Les recteurs de l'Hôtel-Dieu se plaignent dans leur demande que « quelque réquisition qu'ilz en ayent sceu faire » ils n'ont pu jusqu'à présent se faire payer le legs qui leur est dû : ils actionnent, en conséquence, les recteurs de l'Aumône-Générale en versement de cette somme d'argent. L'avocat de l'Aumône leur répond que celle-ci ne possède pas les biens de Côme Milleron *en vertu du testament* de ce dernier, mais « *comme luy ayant succédé ab-In-testat* ». A cette importante et nouvelle attestation de leur droit de succession, les recteurs font valoir, mieux encore qu'en 1611, que le testament de Milleron est nul, parce que celui-ci est incapable de tester *comme enfant adoptif* : c'est ce qu'expose textuellement l'avocat Mérim :

« par ce que le dict feu Milleron *estant enfant adoptif de*
« *ladicte Aulmosne Générale et comme tel* ayant tousiours
« esté nourry et eslevé avecq Les aultres adoptifz de Saint
« Martin de la Chanal soict Ladedans où estant apprentif
« chez Les M^{es}, *Il n'a peu tester ou disposer de ses biens ny*
« *contracter en façon que ce soit, sans le sceu et autorité*
« desdits Recteurs de l'Aulmosne générale en la puissance
« desquels il est censé estre. »

Il n'est pas question ici du droit Romain, mais sans que le terme en soit prononcé, ce sont des effets

(19) Cf. *Supra*, Affaire Lagier, Notes.

que seule peut produire l'*adrogation romaine*. La question d'une *émancipation* possible vient compliquer la situation, question, déjà, semble-t-il, posée²⁰ en 1611, où le demandeur était invité à vérifier une certaine émancipation qu'il alléguait: mais, la sentence de 1611, ne contenant pas l'exposé des plaidoiries, ne nous fournissait guère de précisions sur ce point; ici, il semble bien que pareille émancipation avait été précédemment invoquée par les demandeurs, puisque, dès le début de leur défense, les recteurs de l'Aumône déclarent que Côme Milleron *n'ayant pas été émancipé « dans les formes prescrites par leurs Règlements »* n'a pu ainsi être relevé de son incapacité. Voilà bien des termes évocateurs de l'*adrogation*: tout cela — *qualité expressément déclarée d'enfant adoptif, incapacité de tester en cette qualité, puissance des recteurs en laquelle le testateur « est censé être », autorité des Recteurs nécessaire pour la validité du testament, émancipation pour sortir de l'incapacité* — sont de l'essence de l'adoption, de l'adoption romaine, précisons, de l'*adrogation*.

2) C'est alors que l'avocat des recteurs de l'Hôtel-Dieu allègue, dans sa réplique, une certaine émancipation de Côme Milleron, que l'avocat de l'Aumône à tôt fait, en répartie, de montrer inopérante; comme nous avons traité cette question de l'émancipation, antérieurement²¹, je n'insiste, à cette place, qu'en ce

(20) Cela résulte d'une addition marginale au texte de l'énoncé de la sentence de 1611, cf. P. J., N° 43.

(21) Cf. *Supra*, ch. I, Émancipation.

qui touche la capacité de l'enfant de l'Aumône; or, en alléguant justement une émancipation de Côte Milleron, comme l'avait probablement fait Jean Milleron en 1611, les recteurs de l'Hôtel-Dieu reconnaissent, par là même, que l'enfant adoptif de l'Aumône ne peut valablement tester puisqu'il est capable, si l'on reconnaît qu'il est émancipé. Telle est bien la pensée des demandeurs, car l'avocat Durand le reconnaît formellement : « *bien que Les adoptifz de* » « *Ladicte Aulmosne généralle ne soient pas capables* » « *pour tester* néantmoins Ledit Milleron ne pouvoit » « *estre teneu en ce rang par ce qu'il avoit esté éman-* » « *cippé, etc...* » ; et, dans la demande faite par eux précédemment, ils ne poursuivaient pas les défendeurs en supposant une capacité de tester dont maintenant ils admettent l'inexistence : ils réclamaient simplement le paiement de leur legs contre l'Aumône-Générale qu'ils croyaient avoir *hérité* valablement de Côte Milleron. A la réponse de celle-ci, que Côte Milleron n'a pas pu faire de testament valable comme étant enfant adoptif, ils ne font pas de difficulté et ne discutent même pas si vraiment l'adoption des recteurs entraînait cette incapacité : c'est qu'il ne l'était guère *controversable*, puisque, en cette occasion où il aurait été facile de le faire, elle n'a pas été *controversée*.

Les magistrats du Siègre Présidial viennent entériner le point de vue des Recteurs de l'Aumône, en déboutant les demandeurs de 1616, comme ils avaient précédemment débouté celui de 1611, mais en précisant — ce qui n'avait pas été fait précédemment —

que le testament est nul par défaut de pouvoir du testateur.

Et, dans le texte de la sentence qui sera prononcée quinze ans plus tard ²², le 13 mars 1631, à l'appui des prétentions des Recteurs de l'Aumône, sont précisément invoquées ces procédures Milleron et la sentence du 26 novembre 1611 (faussement datée 1621) « par laquelle, y lit-on, le testament d'un nommé « Cosme Milleron, adoptif de ladicte aulmosne, fut « déclaré *nul* par ceste considération qu'*au moyen* « de ladite adoption il estoyt fait filz de familhe « (sic) et sub patria potestae et que de droict le filz « de famille ne peult tester » ; de telles expressions ne laissent plus aucun doute sur la portée des décisions de 1611 et 1616 et sur la raison d'être de la cassation du testament et de l'incapacité du fils adoptif de l'Aumône : elles assimilent l'adoption, pratiquée, depuis plus de trois quart de siècle, par les Recteurs de l'Aumône, à l'adoption du droit romain : elle a les effets de l'adrogation, qui, plaçant l'adrogé « in patria potestate », le rend incapable de disposer de ses biens, particulièrement par testament.

Avec les Sentence et Arrêt de 1631-33, nous touchons à la nature même de l'adoption des Recteurs dont les sentences de 1611 et 1616 avaient déjà essayé de définir la nature en l'assimilant à une adoption romaine.

(22) Cf. Section 3, Aff. Servantier, et, P. J., N° 45.

SECTION 3.

POUVOIR DES RECTEURS D'ADOPTER LES ENFANTS
QU'ILS RECEVRAIENT.

(AFFAIRE SERVANTIER, SENTENCE DE LA SÉNÉCHAUSSEE.
13 MARS 1631. ARRÊT DU PARLEMENT, 12 JUILLET 1633).

Avec les importantes décisions de 1631-33, nous atteignons le point culminant des attaques portées contre les institutions de l'adoption : ici ce n'est pas *tel ou tel droit* qui va être controversé, *telle ou telle prérogative*, *tel ou tel effet* de l'adoption qui vont être discutés mais, *la nature même de l'adoption des Recteurs*, mais *le pouvoir même qu'ils ont d'adopter*, exactement de se dire « PÈRES ADOPTIFS ». Nous sommes alors au nœud important à la fois de toute cette étude, de ce second titre, et du chapitre consacré à la jurisprudence. De plus, nous avons ici, comme document, non seulement une sentence, mais *un arrêt*, et, un texte très détaillé de la sentence, extrait, en effet, des Registres des Audiences²³.

Ce qui amena une telle discussion sur la nature même du pouvoir d'adoption des Recteurs, c'est l'espèce assez curieuse de la controverse portant précisément sur le point de savoir si les *Administrateurs de l'Aumône peuvent être poursuivis par les créanciers d'enfants recueillis par eux en QUALITÉ DE TUTEURS OU DE PÈRES ADOPTIFS* : c'est donc le point né-

(23) P. J., Nos 45 et 46. En plus de la copie de la Sentence conservée aux Archives Hospitalières, j'ai pu prendre connaissance de l'original, dans les Registres de la Sénéchaussée.

vralgique de l'institution originale de l'Aumône Lyonnaise qui est mis en contestation : au fait, contre un créancier, nommé Claude Clair, qui, désirant être payé, exige une constitution de curatelle aux deux filles de son débiteur décédé, Pierre Servantier, les recteurs de l'Aumône-Générale interviennent, et, *en vertu de l'adoption qu'ils ont fait de ces filles*, soutiennent que la curatelle ne doit pas être créée puisqu'ils sont « *pères adoptifs* » de ces enfants. C'est en même temps que la *légitimité du titre* — titre déjà rencontré au XVI^e siècle (procuration des enfants La Pallu, 1581 — « *pères putatifz* », 1578) — la *légitimité de l'adoption* elle-même qui est mise en cause, *toute la coutume d'adopter de l'Aumône-Générale*. Les Recteurs comprennent, d'ailleurs, l'importance exceptionnelle de la cause; l'avocat-recteur, Messier, chargé de défendre les droits de l'Aumône, va, dans son intéressante plaidoirie, passer en revue à peu près toutes les faces du problème; son étude constituera notre premier paragraphe; mais l'anormale gravité de la question vient non pas, *tant de la contestation, qu'un simple teinturier en soie suscite à l'Aumône, en lui déniaut son droit d'adoption, mais de l'hostilité, à cette époque, contre l'adoption, en général* : la sentence de la Sénéchaussée de Lyon du 13 mars 1631 montre, mieux que des controverses doctrinales, la *disparition VOULUE de l'institution en France*, car, dans ce lieu privilégié des adoptions que semble avoir été la région Lyonnaise, l'hostilité contre l'adoption sera assez forte en ce 1^{er} tiers du XVII^e siècle pour amener, sur la réquisition toute

puissante de l'Avocat du Roi, les Magistrats du siège présidial à *défendre aux recteurs de se dire pères adoptifs des enfants qu'ils recueillent* ! Ce sera la première — et la seule — fois que le droit d'adoption de l'Aumône va se heurter, malgré la plaidoirie très complète de son avocat, à une fin de non-admission solennelle, qui puise sa cause dans la haine manifestée contre l'adoption, « qu'en France *on ne veut approuver* » ²⁴. Enfin, nous aurons à étudier, dans un troisième paragraphe, l'arrêt sur appel, le redressement assez inattendu, opéré en faveur de l'adoption de l'Aumône par les juges du Parlement de Paris.

1^{er} §. — LA PLAIDOIRIE DES RECTEURS. L'avocat MESSIER développe les 7 points suivants :

1) *L'adoption de l'Aumône confère la puissance paternelle* : les filles de feu Servantier « par l'adoption en ladite Aulmosne générale, sont passées « en la *puissance paternelle des dits Sieurs Recteurs* » et il s'agit bien ici de la véritable puissance paternelle, car elle est invoquée dans le but défini de *repousser la constitution d'une tutelle* que voulaient faire admettre les parties adverses; la *puissance paternelle des recteurs*, ajoute Messier, *doit l'exclure*, car, « de droict, Patrem habenti in « *cujus potestate sit, non datur tutor* » : non seulement il s'agit ici du père qui exclut le tuteur, mais du père qui a la *potestas*, « dans la potestas duquel ils sont » ; l'avocat des recteurs assimile le

(24) Conclusions du procureur du Roi, M^r Jacques Prost, en fin de l'instance en question.

pouvoir que les recteurs ont sur leurs enfants à celui d'un père adoptif, bien mieux, d'un père adoptif qui a sur ses enfants le même pouvoir que le père naturel, pouvoir assez fort pour écarter la tutelle. Or, la thèse de MESSIER nous rappelle de suite le souvenir de certains actes d'adoption dont nous avons parlé, en étudiant le pouvoir des Recteurs du XVI^e siècle sur les biens de leurs enfants adoptifs; rappelons-nous, que, dès le début de l'institution de l'adoption, *en 1536*, un texte nous montre *des tuteurs remettant leurs comptes aux recteurs* ²⁵ : au moment où l'adoption de ceux-ci commence, la tutelle antérieure cesse; la même situation pour un enfant amené par son tuteur *en 1550*. Si nous rapprochons alors la déclaration de 1631 avec ces situations de fait de l'époque précédente, il semble se dégager la conclusion que, *dès l'origine de l'adoption de l'Aumône, les Recteurs, en déchargeant les tuteurs antérieurement établis, le font en vertu de la puissance paternelle conférée par l'adoption*. En tous cas, ici, nous avons pour la première fois, en termes non équivoques, l'affirmation que les recteurs exercent par suite de leur adoption, la PUISSANCE PATERNELLE : pareils effets, sont, encore ici, les effets de la seule adrogation romaine.

2) *L'adoption en faveur de l'adoptant est seule prohibée en France* : MESSIER prévoit alors l'objection qui va être faite, cette objection que nous avons déjà rencontrée en 1602, plus forte encore

(25) E⁵, f. 68, août 1536, P. J., n° 1, Vide *Supra*, T. I, ch. III, Sect. 2.

en 1631, nous y reviendrons au 2^e §; disons seulement, à cette place, que, d'après l'avocat des Recteurs, l'adoption de l'Aumône ne saurait tomber sous le coup de la prohibition générale de l'adoption en France, car elle est présentée comme plus favorable; en effet, déclare Messier, seule l'adoption en faveur de l'adoptant, est « odieuse », mais l'adoption de l'Aumône Lyonnaise, « *n'a rien de commun avec l'adoption dont il est question* »; mieux qu'en 1601, on distingue ici l'adoption des recteurs de l'adoption ordinaire, qu'elle soit, d'ailleurs, remarquons-le, romaine ou autre; est opposée simplement *l'adoption en faveur de l'adoptant à celle en faveur de l'adopté*; pour la 1^{re} fois, à l'ADOPTION PAÏENNE, romaine ou non, l'ADOPTION CHRÉTIENNE, car, expose l'avocat, avec cette grandiloquence verbeuse des orateurs du Grand Siècle, l'adoption de l'Aumône

« ne se fait que *par pure charité et en faveur des personnes adoptées* qui ne sont autres que pauvres orfelins « (sic) de quoy leur procède le plus grand bien et avantage, qu'ils puissent désirer, d'autant que, par leur adoption, leur est réparée la perte qu'ilz avoient faicte de « leurs père et mère et, qui plus est, en résulte sur les sieurs « Recteurs une obligation d'en avoyr un soin purement paternel. A quoy, ilz ne manquent jamais.. »;

suit la description apologétique des effets de l'adoption de l'Aumône. « Le titre de père qui leur est « donné par ceste loy de charité, produisant nécessairement en eux tous les effects de l'affection paternelle, aussy est-il nottoire comme les dicts recteurs les instruisent au service de Dieu, les font

« enseigner des mestiers pour gagner leur vie, les
« eslevant aux lettres, s'ils y ont inclination, et, en
« marient les filles... ». L'adoption de l'Aumône ap-
paraît comme dérivant d'une « *loy de charité* » et
en dehors du domaine du droit strict, une pratique
toute insufflée de bienfaisance chrétienne, sans rè-
glementation méticuleuse, mais d'esprit large. Les
Recteurs avaient, *en vertu, du droit romain, la puis-
sance paternelle*; en vertu de la « *loy de charité* »,
dont ils s'inspirent, ils ont, en plus, l'*affection pa-
ternelle*. Leur adoption doit donc être traitée plus
favorablement.

Une toute autre question fait l'objet des troisième
et quatrième points.

3) *Le Droit de Succession des Recteurs ne dérive
pas seulement du Droit Romain, 4) mais, de même
que celui de l'Hôtel-Dieu, de l'indignité des parents :*

Il dérive, certes, d'abord, du Droit Romain; « la-
« dicte adoption, affirme MESSIER, acquiert et assure
« leurs successions à ladite Aulmosne Générale, à
« la forme du droict Romain ». C'est net : le droit
Romain constitue un « Tiltre » pour les Recteurs, en
vertu duquel ils peuvent venir à la succession des
enfants qu'ils reçoivent, mais, l'explication qui nous
en est donnée, par contre, est assez étrange, elle
exige quelques commentaires : par le moyen de
l'adoption, en effet, « les autres orphelins, déclare
« MESSIER, leur (aux enfants nouvellement reçus)
« sont faicts frères adoptifs et conséquemment plus
« proches à leur succéder... »; *la fraternité adoptive
des orphelins reçus à l'Aumône était, déjà, énoncée,*

en 1611, dans le procès Milleron, toujours à propos du droit de succession : la succession des enfants adoptifz « demeure acquis aux autres enfants orphelins de la dicte Aulmosne, lesquelz par ladite adoption *ilz sont faictz frères* » (Sentence du 26 novembre 1611) ²⁶. Elle sera à nouveau, toujours, en matière de succession, énoncée en 1647 : l'avocat de l'Hôpital de la Charité dira que cet hôpital « par la charité luy (à l'enfant adoptif) tenant lieu de père mérite de recueillir sa succession pour la partager entre ses *frères par adoption* » ²⁷. L'adoption de l'Aumône-Générale produirait, encore, là, l'effet d'une véritable adrogation qui, incontestablement, assimile l'adrogé aux enfants naturels de l'adrogeant et leur donne le droit de profiter de sa succession et d'y venir même dans certains cas; mais doit-on accéder à cette conception des avocats de l'Aumône, qui, à trois reprises, nous présente *une fraternité adoptive des orphelins de l'Aumône comme dérivant du droit Romain* ? Ce ne sont pas, en effet, les enfants de l'Aumône qui viennent à la succession de l'adoptif décédé, au moins, en tant qu'adoptifs, mais, l'Aumône, elle-même, qui — aucun texte ne l'exige — n'est obligée de réserver aux seuls orphelins le bénéfice, d'ailleurs, assez minime, qu'elle peut en retirer; mais, hériterait-elle même d'un patrimoine considérable, elle en fait bénéficier tous les assistés de l'Aumône — et en 1631, elle reçoit déjà, outre les enfants adoptifs, les pauvres et les enfants

(26) P. J., N° 43.

(27) Arrêt du Parlement, 23-7-1647, P. J., n° 48.

trouvés — et n'a jamais réservé, par une disposition spéciale de ses Règlements, l'argent ainsi hérité aux seuls orphelins, entre lesquels elle le partagerait en égales parts; ils ne faut pas être dupe des mots : cette soi-disant fraternité adoptive n'est qu'une manière de parler, une tournure oratoire, pour faire entendre que les orphelins, évidemment, profitent des successions échues à l'Aumône par le décès d'un des adoptifs; les autres adoptifs bénéficient, certes — très vaguement, du reste — de cette succession, mais déclarer qu'ils lui succèdent est une plaisante exagération. *Le fraternité adoptive* des enfants de l'Aumône ne produit, donc, pas d'effet en droit de succession, elle n'en produit pas, non plus, en d'autres matières, il ne serait pas raisonnable, d'ailleurs, qu'elle en produisit, et, elle n'en a jamais produit (mariage entre deux enfants adoptifs²⁸, 12 novembre 1553). L'Adoption de l'Aumône entraîne seulement des rapports entre l'œuvre Adoptante, représentée par ses Recteurs, en cette qualité, « Père Adoptifs », et l'enfant qu'ils recueillent qui devient « enfant Adoptif » de l'Aumône, et au nom d'elle, des Recteurs : hors ces rapports, en ligne directe, de filiation adoptive, *il n'y en a pas d'autres*. Le privilège du « droit romain » qu'invoquent les recteurs provient, tout naturellement, non d'une *fraternité adoptive*, mais de leur *paternité adoptive* : c'est compliquer la situation, bien inutilement, que s'imaginer autre chose.

Mais, ce « privilège » lui-même, du droit est, pa-

(28) P. J., N° 10, bas, et mon texte, T. I, ch. II, *Dots*.

rait-il, un « tiltre » surabondant, car « *ores qu'ilz*
« *ne fussent adoptifz leur succession appartiendrait*
« *à ladicte Aulmosne générale eux décédant en*
« *hospitaux d'Icelle* » : le droit de succession apparaît
donc, ici-bas, à la fois sur l'adoption de l'Aumône et
sur un autre fondement en vertu duquel, *quand bien*
même n'y aurait-il pas d'adoption, le droit à la suc-
cession de l'orphelin recueilli est dévolu à l'Aumône :
mais, pour cela, il semble qu'il soit nécessaire que
l'enfant décède en « hospitaux » de l'Aumône; la
comparaison avec l'Hôtel-Dieu, faite, de suite après,
par l'avocat lui-même, indique assez bien que seule
la succession des enfants mourant pendant la durée
de leur hospitalisation à la Chanal ou à Ste Catherine
est dévolue alors à l'Aumône, non celle des en-
fants déjà sortis des hôpitaux; en effet, si les Rec-
teurs, avaient voulu parler de tous les enfants de
l'Aumône, non seulement, de ceux qui sont encore
logés aux deux maisons des adoptifs ou qui sont placés
dans la ville, mais de ceux qui, sans être émancipés,
ne sont plus domiciliés cependant dans les hôpitaux,
ils auraient employé une expression plus générale
et moins matériellement précise, ainsi, « eux
décédant en l'Aulmosne » et non « dans les
« hospitaux de l'Aulmosne », ce qui indique, plutôt,
un décès dans la maison même (Ne sont, alors, dans
cette situation, ni François Cathelot, affaire Lagier,
1601, ni Côme Milleron, 1611). La situation d'un en-
fant décédant dans les hôpitaux de l'Aumône est
bien alors, certes, analogue à celle de l'enfant de
l'Hôtel-Dieu, avec laquelle l'avocat Messier la compare

et l'assimile, car, l'enfant de l'Hôtel-Dieu, s'il meurt, ne peut décéder qu'à l'Hôtel-Dieu ou au moins sous la charge directe de l'Hôtel-Dieu, puisque celui-ci ne reçoit les enfants que jusqu'à l'âge de 7 ans; ils ne peuvent avoir, avant cet âge, un domicile séparé ! D'ailleurs, le texte dit, à leur propos, « s'ils décèdent « avant l'aage de sept ans en l'hospital du pont du Rosne », expression qui s'applique évidemment aux décès survenus au bâtiment même.

Dans ces conditions, l'Aumône, *même si elle n'adoptait pas les enfants, leur succéderait*, et l'Hôtel-Dieu, *qui n'adopte pas les enfants* — comme nous le verrons — leur succède effectivement en raison de la déchéance des parents naturels, « indignes de leur « succession ». C'est toujours la même idée, répétée déjà bien souvent, d'un droit de succession dérivant de l'indignité des parents; nous avons déjà montré — et nous montrerons plus loin — ce qu'il y a de fragile dans un tel droit de succession, basé sur un motif de ce genre, ne reposant sur aucun texte précis et sur aucun privilège en vertu de Lettres-Patentes, comme c'est le cas pour l'Hôtel-Dieu de Lyon ²⁹. Ce fut, bien probablement, en grande partie, pour asseoir plus solidement son droit de succession, que l'Aumône décida — nous l'avons vu ³⁰ — d'adopter ses orphelins; confirmation en est donnée, pour la période que nous étudions présentement, dans une décision semblable de l'Hôtel-Dieu, qui, quelques an-

(29) Cf. *Appendice*, Adoption de l'Hôtel-Dieu, *infra*.

(30) Cf. T. I, ch. IV, *supra*.

nées plus tard, comme on le verra, décida, lui aussi, d'adopter les orphelins qu'il recueillait.

D'où dérive enfin *ce pouvoir d'adopter* dont les Recteurs font un usage continuel depuis près d'un siècle ? Ce sera l'objet du cinquième point de la plaidoirie de MESSIER.

5) *Le pouvoir d'Adoption puise sa justification dans les Lettres Patentes de 1560.*

Cette déclaration de MESSIER contient, à la fois, *une vérité bien probable et une erreur absolument certaine* : a) *L'erreur* est que ces Lettres-Patentes ont bien pu *homologuer* l'adoption des Recteurs, mais non, leur *permettre de la créer*, car elle existait déjà, depuis une trentaine d'années avant ces Lettres³¹. Ce n'est pas parce que le Roi Charles IX a donné aux Recteurs de l'Aumône la totale administration des pauvres et pouvoirs « de faire tous actes concernans » la subvention estat et règlement d'iceulx » que les Recteurs ont « trouvé bon et jugé nécessaire pour le » bien desdicts orphelins qu'ilz fussent ainsy adoptés », comme l'expose MESSIER, qui, justifie la pratique d'adoption de l'Aumône comme dérivant du pouvoir accordé aux Recteurs d'établir ainsi eux-mêmes « l'estat » des pauvres secourus, c'est plutôt *une autorisation « après coup »*, que les Lettres de 1560 accordèrent aux recteurs en *ratifiant d'une manière générale leurs usages*; ils ont légitimé leur innovation hardie de 1536 par la permission reconnue de constituer, comme bon leur semble, le statut

(31) Ces lettres seront étudiées au début du Ch. II, *Les Lettres-Patentes*.

de leurs assistés; nous reviendrons, d'ailleurs, plus loin, sur ces Lettres; constatons, pour l'instant, *qu'elles ne font allusion en quoi que ce soit à une adoption quelconque*. Et l'avocat MESSIER le reconnaît lui-même puisque, exposant en résumé ce qu'elles contiennent, il ne fait aucune mention de l'adoption; d'après lui, ces Lettres se bornent, ce qui est notre sentiment, à donner un blanc-seing aux Recteurs touchant les pauvres assistés par l'Aumône.

b) *La vérité probable*, c'est que cette adoption, ainsi justifiée, si besoin en est, par les Lettres de 1560, semble bien avoir l'origine que nous expose ici l'avocat-recteur, dont la thèse (reprise en 1735 à l'occasion du procès Fournier, par Jean Osio³²) est que *l'adoption de l'Aumône repose sur une décision du bureau* (« Trouvé bon et jugé nécessaire... »). « *Il suffit* », dit MESSIER, (point besoin donc d'invoquer d'autres raisons), pour que l'adoption pratiquée par l'Aumône soit valable, que les Recteurs « aient trouvé » « *bon et jugé nécessaire* pour le bien desdictz orphelins qu'ilz fussent ainsy adoptés ». « Trouvé bon » et « Jugé nécessaire » évoque une décision prise; mes recherches s'accordent avec cette thèse, car, quoiqu'il ne reste — on l'a vu —, dans les registres, aucune trace d'une pareille décision (pas plus qu'à l'Hôtel-Dieu³³, aux dates, pourtant, plus récentes de 1630-35), *l'adoption de l'Aumône, qui n'a pas de précédent, paraît bien être le seul résultat d'une décision du bureau au début de 1536, peu de temps après*

(32) Cf. *Infra*, T. III, ch. I.

(33) Cf. *Infra*, T. II, ch. III, Appendice.

l'institution de l'Aumône elle-même. Des Lettres-Patentes — et non celles de 1560 — apporteront, *mais en 1643 seulement*, une confirmation tardive à l'usage depuis longtemps établi.

6) *Confirmation jurisprudentielle des adoptions de l'Aumône.* Elles reposent, en effet, déjà sur les décisions judiciaires que nous avons vues et que MESSIER invoque pour justifier le droit de l'Aumône. L'avocat-recteur, insistant plus spécialement sur la sentence de 1611 (faussement datée, d'ailleurs, 1621), présente l'incapacité de l'enfant adoptif de l'Aumône reconnue en Sénéchaussée, à propos du cas Côte Milleron, comme dérivant de ce qu'il est « *faict* » *par l'adoption des recteurs* « *filz de famille* (sic) *et sub patria potestate* », en conséquence, *incapable de tester*. Cette interprétation rejoint celle du début de son exposé où il considérait l'adoption des recteurs comme constitutive de *patria potestas*; l'adoption de l'Aumône ressemble donc à l'adrogation.

7) *Les recteurs sont légitimement en droit de se dire « pères adoptifz »* : en conclusion de son plaidoyer, MESSIER conclut à ce que les Recteurs soient poursuivis en exécution par le créancier demandeur en qualité de « *pères adoptifs* » et non comme « *tuteurs* » des enfants Servantier. Le procès roule tout entier, alors, sur la question de savoir qu'elle est la véritable qualité que peuvent prendre les recteurs; le droit de succession, voire même, l'incapacité de l'enfant peuvent à la rigueur se baser sur d'autres fondements que l'adoption, *mais ici, c'est l'adoption elle-même, opposée à la tutelle qui est présentée aux*

magistrats de la Sénéchaussée pour être retenue ou rejetée en bloc, la décision ne se bornera pas, alors, à ôter ou à attribuer un droit particulier aux recteurs en laissant intacte et non jugée la qualité de « pères adoptifs » qu'invoque les recteurs, mais à reconnaître si, oui ou non, ils ont le droit d'adopter véritablement leurs orphelins.

En résumé de cette plaidoirie de MESSIER, l'adoption de l'Aumône nous apparaît comme *établie par une décision du bureau, autorisée par Lettres-Patentes, constitutive de « patria potestas »* au profit des recteurs sur l'enfant devenu « *filz de famille* », et, donnant légitimement à ceux-ci le titre de « *pères adoptifs* », *devant être favorablement considérée, car elle est en faveur de l'adopté.*

Mais, contre cette conception, va s'élever le Procureur du Roi : ses conclusions, qui vont emporter finalement la décision du siège présidial, sont directement influencées par la doctrine de l'époque hostile à l'adoption ; nous allons donc examiner, avec l'opinion des « gens du Roy » cette très importante question, dans un deuxième paragraphe.

2^e §. — LES CONCLUSIONS DU MINISTÈRE PUBLIC. -- Celui-ci reconnaît de suite l'importance du litige, du point à décider : le rédacteur de la sentence écrit, en effet, qu'après la défense du créancier, indifférent, personnellement, à l'adoption des Recteurs, M^e Jacques Prost, « *avocat pour le Procureur du Roy* »,

commence son exposé en constatant, comme « ceste
« cause est importante ».

Déjà, en 1602, il avait été allégué — autant que le
texte très résumé de la sentence peut le donner à
penser — que « les adoptions estoient abolies par la
coustume généralle de france », mais, les recteurs,
n'avaient pas eu de peine à faire valoir leur droit
de succession; chose curieuse, en 1611-1616, *aucune
objection contre l'adoption, dans le texte des deux
sentences*; l'usage de l'Aumône apparaît pourtant,
comme dérivé du droit Romain, mais *comme une
adoption romaine qu'elle a parfaitement le droit de
pratiquer*; en 1631, ce n'est plus du tout cela;
*l'adoption est présentée comme un droit qu'il ne
faut pas favoriser*, un véritable « odiosum jus » :
« En France, déclare expressément M^e PROST, « l'on
ne veut approuver les adoptions ». L'institution n'est
donc pas simplement en désuétude, mais, *prohibée*,
non en vertu d'une règle législative expresse ou d'une
disposition coutumière précise, mais par « la Cou-
tume Générale de France ». Nous allons voir d'après
la *jurisprudence des adoptions de l'Aumône Lyon-
naise* quelles sont les diverses raisons données à cet
esprit d'hostilité.

Je veux plus, ici, présenter les mobiles invo-
qués que prouver le fait — évident — de l'aboli-
tion de l'adoption en France à partir du XVII^e siècle :
tous les auteurs anciens et modernes tombent d'ac-
cord pour reconnaître que l'adoption, en ces derniers
siècles de l'Ancien Droit, était vraiment tombée en

désuétude³⁴; à Lyon, néanmoins, même au début du XVII^e siècle, on trouve encore des actes d'adoption (H.-D., reg. XII, 2^e nov. 1629)³⁵ et les règlements de l'Hôtel-Dieu³⁶ font état de la possibilité d'en constituer (Règl. 1627, 1636, 1646), en établissant les formes de tels actes, dispositions qui seront — chose étonnante — conservées dans les éditions successives du Règlement jusqu'au XVIII^e siècle (Règl. de 1735 !). L'adoption apparaît ainsi singulièrement enracinée dans la région Lyonnaise; même dans le midi de la France, il ne paraît pas qu'elle se soit prolongée si tard; mais, si néanmoins, nous trouvons, au début du XVII^e siècle, des actes Lyonnais d'adoption, si *la désuétude ne frappe pas l'adoption, l'hostilité contre elle*, par contre, va la rendre inefficace, même à Lyon. En effet, après avoir dit qu'en France on ne veut approuver les adoptions, M^e PROST, cite, comme preuve à l'appui, le cas d'un nommé Salmatori, de Lyon³⁷, dont, dit-il, l'adoption a été cassée par la

(34) Cf. Liste d'auteurs et, exposé dans *Introduction, Supra*.

(35) Il est question de cet acte dans *l'Introduction*; on peut en lire le texte dans Pièces Justif., Adoptions par les Particuliers, N^o 13.

(36) Cf. *Introduction, Ibidem*.

(37) « *Est vray qu'en France l'on ne veut approuver les adoptions, mesme un nommé Salmatori de ceste ville* (l'Inv. Rolle « écrit : Salviatori) (ce nom était assez répandu à Lyon à cette « époque) en a esté déboutté par arrest de la Cour suivant une « coutume invétérée ». L'imprécision de la mention de cette procédure — qui dut être importante, pourtant, puisqu'elle alla en appel, car le mot « arrest de la Cour » évoque bien, semble-t-il, une décision du Parlement — m'a empêché de poursuivre des recherches qui auraient été probablement fort longues : celles que j'ai entreprises dans les registres de la Sénéchaussée (j'ai consulté ceux du début du XVII^e siècle, la série, « Reg. des Sentences », des Arch. départementales, étant assez bien conservée pour cette époque) ne m'ont rien appris; je compte plus tard faire quelques sondages plus profonds, surtout aux Archives Nationales : mais, en l'absence de date précise, — et même de nom précis ! — j'ai jugé préférable de ne pas continuer pour l'instant.

Cour. Non seulement donc, l'adoption ne correspond plus aux institutions et aux mœurs, mais elle est comme rejetée volontairement (1631), abolie (1633), prohibée même en vertu de la morale et du Christianisme (1647) !

L'avocat des recteurs prévoyant les objections qui lui seront faites avait déjà dans son plaidoyer exposé que, si les adoptions ne sont pas usitées en France, « se doit entendre de celles qui se font en faveur des adoptans » : par là même, il indiquait déjà, une raison morale, et, il est manifeste, également, que par ces paroles, MESSIER visait l'adrogation romaine.

Il explicite sa pensée, ensuite : « *On peut, dit-il, avoir prinz occasion de les restreindre* », et, cette expression manifeste bien encore — par la « restriction » dont il s'agit — le rejet *volontaire* d'une institution que l'on ne « veut approuver ». Les raisons de cette volonté de restreindre les adoptions sont les suivantes : 1) la « *considération d'estat* », nous dirions aujourd'hui, l'ordre public; 2) la « *conservation des familles* ». Pour quelles raisons l'adoption contrarie-t-elle *l'ordre public*, on ne nous le dit pas, mais nous le savons par les auteurs. Il est vrai que le système féodal — qui ne l'a d'ailleurs jamais admise — était adversaire de l'adoption, d'une manière générale³⁸ : elle contrariait la dévolution au fief et

(38) Cf. *Introduction*. Les « *Libri Fendorum* », T. II, T. XXXVI : « *Filius adoptivus in feudum non succedit* ». La féodalité, en tant que société aristocratique, et comme telle, comparable à la société romaine, devait être, pourtant, favorable à l'adoption, mais elle fut prohibée pour que le vassal sans lignée ne priva pas le seigneur du retrait féodal. (TÉTU, *Etude sur l'Adoption*, 1896).

rendait inopérants les droits du suzerain; dans les sociétés mainmortables, elle empêchait le droit d'échûte du Seigneur. Elle était contraire au génie de la Société hiérarchisée de l'Ancien Droit, où, par l'adoption, les différences d'état étaient appelées à disparaître; il est évident, de plus, que l'adrogation romaine ne se pouvait concevoir que dans les pays de droit écrit, et même, avec la désuétude de l'autorité romaine, elle constituait chez eux plutôt une anomalie survivante qu'une institution habituelle; l'esprit autoritaire de la famille romaine n'existe plus, en effet, dans la famille chrétienne, et il est vrai de dire en cela, qu'une adoption comme l'adrogation s'opposait au christianisme.

2) Quant à la « *conservation des familles* », dont arguë l'orateur, il est vrai qu'elle est contrariée par l'intrusion d'un étranger parmi les héritiers du sang³⁹ : les droits des enfants naturels s'opposent, certes, à l'adopté, car celui-ci emporte les biens de l'adoptant au préjudice de ses successeurs légitimes. L'individualisme Français triomphe ici de la conception de la famille fortement constituée dans la « *potestas* » du père romain, qui pouvait au détriment de ses enfants naturels se constituer autant d'enfants adoptifs que bon lui semblait; un droit

(39) Entre autres auteurs je cite, GAUTIER, *Plaidoyers*, 1688, Paris : « c'est pour cela même (conserver les biens dans les fa-
« milles) que nous avons aboli parmi nous l'usage des Adop-
« tions qui faisaient passer entre des mains étrangères tous les
« biens d'une famille ». (T. II, XI, p. 351); c'est répéter sous une
autre forme la même idée que l'avocat Messier, ici même : « On
« a pris occasion de restreindre (les adoptions)... pour la conser-
« vation des familles, pour empêcher qu'un adoptif n'emporte
« les biens de l'adoptant au préjudice de ses successeurs légi-
« times. »

d'adoption sans limites est, certes, défavorable à la conservation des familles, mais il suffit alors d'en réserver le privilège aux personnes sans enfants, mais non de l'abolir purement et simplement.

A ces raisons de morale pratique, que l'avocat MESSIER nous présente en 1631, le Procureur BIGNON, en Parlement (1633), ajoute que le mot de « pères adoptifz » a « *esté aboly* » et l'usage en a été supprimé « *par le moïen du cristianisme* (sic) qui oblige « à tous les pères nourrir leurs enfants ». Devant la même Cour, en 1647, dans le procès Coste, l'avocat Issaly, plaidant contre l'Aumône, précisera le même point en insistant sur la suppression de l'adoption par les idées chrétiennes : « On sçait, « dit-il, (après avoir invoqué l'arrêt de 1633, d'ail-
« leurs mal compris) que l'usage des adoptions est, « il y a longtemps, *aboli non seulement par nos mœurs et par nos coutumes*, mais par la loi générale du christianisme..., parce que les adoptions « sont, non seulement contre le devoir de la nature, « mais encore contre le précepte de l'Evangile qui « oblige (c'est la même raison qu'en 1633) les pères « et les mères de veiller à l'éducation de leurs enfants et qui attache l'ouvrage de leur salut à cette « obligation, selon les paroles de l'apôtre » ⁴⁰. Et, enfin, renchérissant encore, et, ajoutant même, dans le texte très détaillé de la sentence de 1671, l'avocat AUBERT, dans une violente diatribe contre l'adoption romaine, s'écrie :

« *L'adoption des Romains*, selon la remarque de tous ceux

(40) P. J., N° 48.

« qui en parlent, est entièrement abrogée parmi Nous dont
« les Mœurs douces et Chrestiennes ne peuvent approuver
« le principe sur lequel elle estoit fondée, car il est certain
« que les Romains qui vouloient Régner souverainement
« sur leurs enfans comme sur leurs esclaves et sur les peup-
« les estrangers et poussèrent la puissance paternelle jus-
« qu'à la tyrannie Et devenant dans la suite comme jaloux
« contre la Nature de qui Ils empruntoient ceste autorité
« et ceste puissance, Ils en voulurent Inventer une pour
« régner dans leur famille dont ils fussent les Auteurs et
« qu'ils n'empruntassent que d'eux mesmes. C'est pourquoy
« Ils inventèrent l'adoption qu'ils firent aller d'un pas égal
« à la puissance paternelle. Mais, ce principe remply d'or-
« gueil a esté condamné par le Christianisme, il ne reste
« plus aucun vestige de ceste puissance, ny de ceste adop-
« tion. » ⁴¹

Le Christianisme aurait donc aboli l'adoption pour les deux raisons que : 1) les parents doivent élever leurs enfans et que 2) la rigide autorité romaine de l'adrogation, basée sur l'orgueil, est contraire à l'esprit de douceur de la religion chrétienne.

A la vérité, les premiers chrétiens ne pensaient guère qu'il pût en être ainsi, eux qui lisaient, en effet, dans les Constitutions Apostoliques ⁴², que, si un enfant chrétien restait orphelin, c'était une *bonne œuvre si un frère privé de descendants l'adoptait et le traitait comme son enfant*. « Si, ajoute le texte, le
« riche repousse l'orphelin qui est membre de
« l'Eglise, le père des orphelins veillera sur ce dé-
« laissé et il enverra au riche la punition de son ava-
« rice. » L'Eglise a si peu condamné l'adoption que le droit canonique en règle les effets ⁴³ et que

(41) P. J., N° 50.

(42) Constitution Apostoliques, IV.

(43) ST THOMAS D'AQUIN (*Somme théologique*) ne parle pas désavantageusement de l'adoption, ni même de l'adrogation. — Le Synode de Paris de 1557 s'occupe longuement des effets de l'adop-

certain auteurs ⁴⁴ la permettent même aux prêtres ! Il en est question dans un synode de Paris de 1557, à une époque où elle est pourtant considérée comme n'étant déjà plus en usage dans la pratique au moins parisienne; dans d'autres pays chrétiens, comme la France, l'antique adoption romaine restera pratiquée jusqu'à la rédaction des Codes Civils ⁴⁵ (Italie-Espagne-Allemagne). L'adoption n'est-elle pas à la base même, d'ailleurs, de la Religion Chrétienne ⁴⁶ ? Souvenons-nous que les hommes « enfants adoptifs de Dieu », après la régénération par le Christ, sont devenus les « héritiers » du royaume; ne voyons-nous pas, dans la Sainte Famille, St Joseph tenant lieu de « père adoptif » de Jésus, et, du haut de sa croix, le Rédempteur du monde ne fit-il pas l'Acte d'Adoption le plus émouvant qui se peut être en donnant tous les humains comme enfants à sa Mère, en la personne de St Jean ? Non, l'Eglise Catholique, héritière du Christ, n'a jamais rejeté l'adoption en elle-même; celle-ci, qui prend une telle place dans l'ordre surnaturel, est bien légitime à plus forte raison dans l'ordre naturel, dans les relations entre

tion proprement dite, puisqu'il prohibe le mariage, en cas d'adoption et d'adrogation, *tout comme et dans la même mesure que dans la parenté naturelle* ! La *cognatio legalis* » a le même effet que la « *cognatio naturalis* », à moins que l'adoptif ait été émancipé.

(44) P. CABASSUT, *Juris Canonici theoria et praxis* (XVIII^e s.).

(45) Cf. *Introduction et Première partie*, T. I.

(46) C'est ce qui fit écrire au jurisconsulte lyonnais, Prost de Royer, que l'Eglise, qui parlait de l'« *adoption du baptême* », reconnaissait des obligations et des rapports de parenté dérivant de la « *cognatio spiritualis* », *assimilait l'affiliation* du religieux dans son monastère à l'adrogation, puisque celle-ci brisait les liens antérieurs avec sa famille, *n'avait jamais pu condamner l'adoption* (Dictionnaire de la Jurisprudence et des Arrêts, III, p. 105).

les hommes; les objections qui nous sont présentées contre elle sont si peu sérieuses ! Sans doute, les « père et mère » doivent pourvoir à la subsistance de leurs enfants; mais, l'adoption est-elle faite pour eux ou, au contraire, pour ceux qui n'ont pas d'enfants ou qui les ont perdus ? Il n'y a qu'à restreindre l'application de l'adoption aux seules personnes sans descendants, ce qui supprime tous les inconvénients prétextés. Evidemment, l'adrogation romaine suppose une autorité très forte et très dure, mais elle n'est pas spéciale à elle, elle est simplement la transposition, dans le cas de filiation adoptive, de la « patria potestas » dans le cas de filiation naturelle; c'est cette « *patria potestas* » qui est condamnable, et, contraire à la douceur chrétienne, non l'adoption. Le christianisme n'a pas condamné l'adoption, et, surtout cette adoption romaine de Justinien qui n'ouvre qu'un droit de succession favorable à l'adopté; les avocats de nos procès ont bien mal jugé les raisons de désuétude de l'adoption, d'hostilité contre elle, en supposant qu'elle était contraire aux idées chrétiennes et « abolie par la loi générale du christianisme » : le *Christianisme n'a pas rejeté l'adoption, mais, seulement, un certain usage de cette adoption.*

3^e §. — LES DÉCISIONS JUDICIAIRES. — Exactes ou imaginaires, telles sont les raisons exposées dans les plaidoiries du moment pour justifier la disparition de l'adoption en France. L'Avocat du Roi, en s'en faisant un écho formel en 1631, décidera du juge-

ment de la Sénéchaussée; avançant, comme nous l'avons vu, à l'appui de sa thèse qu'en France on ne veut approuver l'adoption, un arrêt soi-disant défavorable à un père adoptif, il conclut à ce que *les recteurs ne peuvent se dire « pères adoptifs » des enfants qu'ils recueillent*; les juges de la Sénéchaussée, conformément à ce réquisitoire, jugèrent alors que *les poursuites engagées contre les recteurs de l'Aumône auraient lieu contre eux, « en la seule qualité de TUTEURS ET ADMINISTRATEURS des pauvres esiant dans leur maison »*. Pareille décision bouleversait l'œuvre des orphelins de l'Aumône.

Mais l'arrêt de 1633, rendu lui aussi, conformément aux conclusions du ministère public, est, par contre, favorable à l'adoption de l'Aumône; le texte que nous en avons est malheureusement bien court; l'arrêt fut néanmoins jugé assez important pour influencer sur les Lettres-Patentes de 1643. L'avocat des recteurs, « pères adoptifz » des filles de Pierre Servantier, expose en Parlement les inconvénients considérables qui vont résulter pour l'œuvre de l'Aumône de la prohibition que les juges de première instance viennent de faire du titre, dont elle jouissait depuis plus d'un siècle, et, des « statuts et privilèges » qui leur permettent, « lorsqu'ils reçoivent en l'hospital des enfans orphelins pauvres » de « se pouvoir dire et nommer pères adoptifz auxdits enfans ». Il est évident que les recteurs ne pouvaient pas moins faire que d'appeler que la décision du siège présidial qui avait contredit l'usage jusqu'alors incontesté de l'Aumône; quelle révolution dans son œuvre des orphelins

légitimes, si elle se voit refuser de les adopter ! Des pressions durent donc être faites très instantes en Cour de Parlement, pour que celui-ci revienne sur la décision des premiers juges, d'autant que toute la question roulait sur la validité du privilège qu'invoquait l'Aumône, et que les créanciers de Servantier ne s'opposaient en rien au maintien de l'adoption de l'Aumône : tout ce qu'ils demandaient, en effet, était d'être payés de leurs créances, n'ayant aucun « inté-
« rest au privilège prétendu par les appelans, ains
« seulement à la validité des poursuites de criées
« pour la validité des héritages saisis » ; c'est alors que le procureur général BIGNON, se lève pour plaider la cause de l'ordre public : Oui, sans doute, dirait-il, *le mot de « pères adoptifz » a « esté aboly et n'est en usage »*, mais l'adoption de l'Aumône *n'est pas semblable à l'adoption ordinaire*, prohibée par le Christianisme « qui oblige à tous les pères nourrir leurs enfants », mais, au contraire, les enfants de l'Aumône sont nourris à ses dépens ; aussi a-t-elle légitimement le droit de leur succéder, et, ils ne doivent pas contrarier ce droit en faisant des testaments « ainsy qu'il a esté jugé ». D'autre part, déclare-t-il, les recteurs n'intentent leur appel, « non
« pas qu'ilz veulent empescher la vente » et être poursuivis, dans ce cas, en qualité de tuteurs et curateurs, mais seulement pour être « *conservés en leurs
« droicts de pères adoptifs* » ; c'est, en somme, la thèse, soutenue en première instance par l'avocat Messier, quand il déclarait que l'adoption de l'Aumône ne devait pas être prohibée, à l'instar de

l'adoption ordinaire, car seule est abolie celle faite en faveur de l'adoptant. Cette thèse devait triompher, et, par là même, la « *causa finita* » : « *La Cour, sur l'appel, a mis et met les parties hors de cour et de procès, et sans préjudice aux appelans de la qualification de « pères adoptifz » en autres causes.* » (12 juillet 1633). En réservant ainsi le droit des recteurs de se dire « pères adoptifz » dans l'avenir, l'adoption des recteurs était sauvée : elle devenait, alors, en *même temps que reconnue*, au milieu de la désuétude pleinement et officiellement déclarée de l'adoption ordinaire, un *privilege octroyé, une survivance* libéralement conservée, non encore par le roi, mais, par ses juges du Parlement. Retenons cette date : 12 juillet 1633, tournant décisif dans l'histoire de l'adoption Lyonnaise des orphelins légitimes.

Mais d'autres procès, sans avoir cette importance, vont préciser d'autres effets du droit d'adoption des recteurs, et, sanctionner à nouveau les droits déjà mis en discussion.

SECTION 4.

INCAPACITÉ DE DISPOSER EN MATIÈRE DE DONATION.

Cas Chazette, Transaction du 11 septembre 1639.

Si l'affaire en question n'alla pas jusqu'en justice, et ne fut pas **décidée, ainsi, en jurisprudence**, néanmoins la transaction, qui termina la contestation

naissante, n'en établit pas moins nettement l'incapacité de l'enfant adoptif de l'Aumône de disposer en quoi que ce soit des biens qu'il peut avoir, sans autorisation des recteurs; le texte est d'une précision qui frappe l'esprit et dispense d'un long commentaire ⁴⁷.

Elisabeth Chazette avait fait donation de tous ses biens, le 5 novembre 1638, à Marie Craponne, sa sœur utérine, et, Barthélémy Dumas, son neveu ⁴⁸ : contre cette donation absolument générale (biens meubles, immeubles, droictz, noms, raisons et actions), les recteurs de l'Aumône générale se pourvoient, « soubstentant qu'elle estoit nulle pour n'avoir peu ladicte Chazette faire aucun acte et moins faire donation d'aucuns biens, heu esgard qu'en ladicte quallité d'adoptifve elle estoit soubz la puissance et autorité desdicts sieurs recteurs. » On ne saurait énoncer plus clairement et la cause en vertu de laquelle l'enfant est incapable (« adoptive »-« puissance des recteurs », donc, puissance paternelle) et l'effet aussi général que possible de cette incapacité, « faire aucun acte », expression qui englobe l'incapacité spéciale de donner, celle-ci, d'ailleurs, spécialement édictée ensuite. En conséquence, la donation, disent les recteurs, doit être « cassée et annulée ». Les bénéficiaires de la donation d'Elisabeth Chazette ne contredisent pas, d'ailleurs, — il faut bien le remarquer — les prétentions de l'Aumône : mais, comme dans le cas Milleron, déjà cité, ils arguent de l'émanipation de la donatrice, ce qui laisse supposer qu'ils

(47) P. J., n° 47.

(48) G³⁴⁰, pièce 8 .

admettent son incapacité antérieure; de plus, en argumentant d'une *émancipation* — qui serait ici produite par la majorité de 25 ans — *ils assimilent bien cette incapacité à celle de l'enfant en puissance de père*, mais leur système est efficacement critiqué par les recteurs qui répliquent, comme nous l'avons vu précédemment ⁴⁹, que la majorité de 25 ans ne suffit pas pour émanciper.

C'est alors que les parties conviennent, dans une solennelle transaction, que la *donation* est bien *nulle*, « pour avoir esté faicte par ladicte Chazette estant « soubz la puissance et l'auctorité et administration « desdicts sieurs Recteurs », nonobstant sa majorité; Elisabeth Chazette n'est pas considérée seulement comme incapable parce qu'elle est sous l'administration des recteurs, mais sous *leur puissance*; et, une « puissance » qui dépasse 25 ans — nous avons eu l'occasion de le constater, dans l'époque précédente, pour Pierre Pasquet — ne peut véritablement être que la *puissance paternelle*, et, même encore, la « *patria potestas* » romaine des pays de droit écrit. L'adoption des recteurs, dans le cas Chazette, produit *les effets d'une adrogation* : *comme l'adrogé, l'enfant adoptif de l'Aumône, même après 25 ans, est incapable, s'il n'est pas émancipé, de « faire aucun acte » et de disposer, particulièrement, par donation, de ses biens dont les recteurs conservent l'administration.*

(49) Cf. *supra*, T. II, ch. I, *Émancipation*.

SECTION 5.

DROIT DE SUCCESSION ET FORMES DE L'ADOPTION.

Affaire Coste.

(Sentence du 3 avril 1647 de la Sénéchaussée).

(Arrêt du Parlement, 23 juillet 1647).

L'arrêt seul nous retiendra véritablement; en plus de l'homologation en Sénéchaussée et en Parlement du droit de succession de l'Aumône — point qui a déjà été étudié à propos des procédures Lagier, 1602-03 — l'arrêt du 23 juillet 1647⁵⁰ nous présente, en plus, un système original de l'adoption de l'Aumône, assez différent de celui présenté auparavant, et, son texte fut jugé assez important pour être le seul qui soit retranscrit par les auteurs dans leurs œuvres ou compilations de jurisprudence⁵¹.

Après une violente diatribe contre l'adoption en général et contre celle des recteurs en particulier, l'avocat de Michelle Coste, qui réclame la succession de son neveu décédé adoptif de l'Aumône, se place en effet, assez vite sur un tout autre terrain que celui du droit de succession; il soutient que l'adoption du « de cujus » a été faite « sans connaissance de cause » *et sans observer les formalités qui étaient pratiquées à Rome pour l'adrogation des impubères* : « Puisque, déclare-t-il, les adoptions sont abolies et que cependant les intimés prétendent jouir de ce

(50) P. J., n° 48.

(51) HENRYS, *Œuvres*, 1772, III, *loc. cit.*; SOÈFVE, T. I, cent. 2, ch. 26.

« *privilege du droit romain*, ils sont sans doute, obligés
« de garder les formes que le droit romain prescrit en
« cette rencontre... l'avis des parents y (dans l'adrogation des impubères) étoit absolument nécessaire, l'obmission de cette formalité rendoit l'adoption nulle... or il est bien certain que dans cette
« adoptions ces solemnités n'ont point été gardées... »
L'avocat montre alors que l'oncle maternel chargé de la tutelle, désirant se débarrasser de cette charge, présenta les enfants à l'adoption des recteurs « *sans le conseil d'aucun des parens* ». « *En conséquence* », déclare-t-il, « *il n'y a point eu d'adoption, puisque les solemnités requises par le droit romain comme essentielles n'ont point été gardées.* ». Il revient un peu plus loin sur la même idée : « Puisque les intimés reconnaissent qu'ils
« n'ont point d'autre titre du privilege qu'ils désirent avoir d'adopter que le privilege du droit romain, de quelle sorte se peuvent-ils dispenser
« d'accomplir les formes qu'il prescrit en cette rencontre ?... » En somme, l'avocat des demandeurs considère l'adoption de l'Aumône comme une *survivance attardée de l'adrogation des impubères*, et, prétend, alors, que les garanties instituées par Antonin le Pieux doivent être observées sous peine que l'adrogation n'ait point de valeur. Les intimés — autrement dit, les recteurs — objectent, au contraire, que « ces solemnités sont inutiles », et que les adoptions qu'ils pratiquent « tirent leur source de la *charité dont les mouvements pieux ne sont point réglés par des solemnités superflues* ». Mais, néan-

moins, puisqu'ils se fondent, continue l'avocat des demandeurs, sur le droit romain pour régler les effets de leurs adoptions, « comment peuvent-ils réclamer l'autorité d'une loi qu'ils ont méprisée ? » D'ailleurs, conclut-il, l'adoption est un « acte légitime », qui ne « se peut faire sans solennité selon « les principes du Droit Civil... ».

L'avocat Pucelle, au nom des Recteurs, va développer la thèse diamétralement opposée à celle de son collègue Issaly et assez différente, alors, de celle soutenue, en 1611-1616, dans le procès Milleron : *il va combattre la conception de l'adoption romaine*. Il en vient de suite à des généralités fondamentales : le dessein de ses parties, déclare-t-il, après un début assez embrouillé, bourré de citations, à la mode du temps, est de « vous établir *le droit des pauvres de « l'Aumône-générale de Lyon fondé sur une adoption légitime, confirmée par Lettres Patentes du « Roy vérifiées en la Cour et par une possession immémoriale, et qui dure depuis deux cents ans* ». Remarquons, d'abord, que des Lettres Patentes, que nous analyserons dans notre troisième chapitre, avaient, en effet, en 1643, « approuvé l'usage de « l'Adoption des Enfants orphelins mis en ladite « aulmosne générale pratiquée par lesdits recteurs « leurs pères adoptifs ». La sanction officielle législative donnera à la coutume un caractère autrement solide que ne saurait le donner même l'homologation judiciaire; dorénavant les recteurs jouiront véritablement, *non seulement de l'usage, mais du droit d'adopter* les enfants qu'ils recueillent et les diverses

sentences qui seront postérieures à ces Lettres décideront toutes selon les termes de ces dispositions législatives (sentence de 1671, par exemple) : c'est ainsi le cas de l'arrêt de 1647. Mais si l'avocat Pucelle invoque à juste titre les « Lettres Patentes du Roy », il se trompe sur un autre point, la durée de la « *possession immémoriale* » d'adoption, présentée par les Recteurs comme un titre à la légitimité de leur prérogative. Elle ne remonte, certes, pas à deux cents ans, mais, nous l'avons vu, seulement à cent onze ans.

De suite, après, contradiction de la thèse en vertu de laquelle les recteurs devraient observer les règles des adrogations romaines :

« *On vous a parlé*, explique Pucelle aux magistrats, de « *l'adoption pratiquée parmi les Romains, et, des solennités nécessaires à y observer, pour la rendre valable, comme si celle dont il s'agit en avoit pris sa naissance et son origine* : mais mal à propos, sauf la révérence de la Cour, « *pour ce que celle-ci est si différente de l'autre et si relevée par dessus elle dans son principe et dans ses effets.* » En effet, continue-t-il, « *il n'y a pas moins de différence entr'elles qu'entre l'esprit et le corps, entre une loy pesante et matérielle, et une loy toute spirituelle et toute pure, entre les mouvements d'une charité parfaite et désintéressée et les sentiments de la chair et du sang.* »

Voilà donc, cette fois-ci, nettement indiquées les différences qui séparent, dans son essence et dans ses résultats, l'adoption de l'Aumône de l'adoption ordinaire; il semblerait donc ici que l'avocat spécifie nettement que les effets de l'adoption des recteurs sont très différents de ceux de l'adoption romaine; il indique seulement, comme on va le voir, que, au lieu

de servir les seuls intérêts des adoptants, elle est utile, surtout, à l'adopté, c'est en cela que ses *résultats* s'opposent à ceux de l'adoption romaine. En effet,

« quel était le but et la fin de la première (adoption romaine)
« qu'une passion ardente et un désir violent, mais aveugle
« et inutile, de faire passer contre l'ordre de la nature,
« une réputation imaginaire et une fausse image d'une vie,
« que ceux-là ne pouvaient perdre qu'à regret qui n'en
« avaient point de meilleure à espérer?... Celle-ci a pour
« objet les pensées d'une véritable éternité, celle-là tenait
« d'une ambition secrète et masquée, et celle-ci, une piété
« sincère et véritable... bref, la *première*, n'était qu'une
« *libéralité profane* (sic) et la seconde est *toute chrétienne*...
« (donc) *l'adoption dont il s'agit ne doit pas être réglée sur*
« *celle qui était en usage parmi les Romains puisqu'elles sont*
« *aussi différentes dans leur principe que dans leurs effets.* »

La thèse de *l'adoption chrétienne*, est, donc mise en face de la thèse de *l'adoption païenne*, représentée par l'adoption romaine. Différence dans leur principe; l'une puise sa source dans la charité, en venant à l'assistance des enfants : réglée par l'amour, elle ne saurait donc se plier aux formalités rigides du Droit; elle vise à secourir l'enfant, qui allait mourir, en lui procurant la subsistance et en veillant à son éducation; de tels *adoptants* appliquent évidemment les conseils des Constitutions Apostoliques, et, pratiquent, à l'égard des enfants misérables la condescendance du Bon Samaritain de l'Evangile.

Mais une seconde raison est invoquée en plus par le même avocat pour justifier la non-observation des règles de l'adrogation des impubères; elle est, sinon en fait, du moins en droit, beaucoup plus discutable : « L'Empereur, dit Pucelle, en exigeant le consente-

« ment des parens », l'a fait dans un « sentiment
« de charité pour le mineur », « ne sub copulandae
« adoptionis obtentu in facultates ejus, quae dili-
« genti provisione servandae sunt, irruas », « afin
« d'examiner si l'adoption seroit avantageuse à l'en-
« fant ou non, et si elle n'étoit point proposée comme
« un prétexte pour s'emparer et dépouiller de son
« bien ». Fort bien, c'est, en effet, la pensée d'An-
tonin, mais, un peu naïvement, l'orateur lave à
l'avance les recteurs de la Charité de tout soupçon
de désirer s'approprier les biens des orphelins adop-
tés et déclare, par conséquent, inutile l'accomplisse-
ment de ces formalités romaines ! C'est peut-être un
peu trop hardi ; il est vrai que les faits donnent, déjà
à cette époque, raison à de telles prétentions à la
sainteté, car, ni dans le passé, ni plus tard, d'ailleurs,
il ne sera fait aucune poursuite contre les recteurs en
frustration de biens d'enfants mineurs : les recteurs
en seront assez fiers ! Aussi, quand Pucelle déclare,
avec audace, qu'« il n'y a rien à craindre de sem-
« blable en ce qui se passe dans l'aulmosne générale
« de la Ville de Lyon, n'y ayant point de charité au
monde plus ardente, ni plus pure que celle desdicts
« Recteurs qui en ont l'Administration », et, qu'il
ajoute que « leur probité, reconnue de temps en
« temps, a rendu cette maison la plus célèbre de
« l'Europe », il exprime — avec emphase, certes —
une vérité certaine : lorsque la révolution des temps
aura fait disparaître l'adoption des orphelins légi-
times de Lyon, il sera constaté que cette adoption,
dangereuse dans un siècle de mœurs plus faciles,

n'avait donné lieu dans le passé à aucun abus et qu'elle a pu s'accommoder ainsi, sans risque, de la moralité plus profonde de nos pères.

D'ailleurs, à la vérité, *l'adoption de l'Aumône ne se fait pas sans formalités*, car s'il n'y a pas lieu de s'arrêter aux formes exactes utilisées dans l'Ancienne Rome, il y a une « *forme qui a accoustumé d'être ob-* » *servée dans les occasions de cette qualité* ». Ces formalités, que nous allons voir, sont-elles la transposition des règles Antonines dans des siècles d'institutions différentes, où doit-on y voir un équivalent Lyonnais, sans rapport avec les règles romaines pratiquées autrefois ? Avant de prononcer, rappelons avec Pucelle, ces formes qui ont été déjà étudiées dans le chapitre des Règlements :

« (Elles) ne (sont autres), explique, l'avocat, sinon que
« les enfans orphelins se présentant eux-mêmes pour être
« reçus ou étant amenés au bureau par quelqu'un de leur
« parent ou ami, on fait une *perquisition de leur naissance,*
« *de leurs moïens et de leur religion, par un des Directeurs,*
« qui se donne la peine de *s'informer* sur le rapport du-
« quel lesdicts enfans sont reçus, »

Ces informations sont le produit de l'évolution de la coutume de l'Aumône; réglementées au début du XVII^e siècle, par les règlements de l'institution, elles apparaissent, il semble bien, quoique d'une manière intermittente, dès *le début de la pratique d'adopter*, dès le début même des réceptions d'enfants seulement exposés (13 août 1534) ⁵². En conséquence, *il y eut toujours des formalités préliminaires à l'adoption des Recteurs*, qui constituent des précautions de

(52) E⁴, f. 77.

l'Aumône, tout comme à Rome; mais, sont-elles *analogues à celles exigées pour l'adrogation des impubères* ? Il ne paraît pas; elles les rappellent, certes, en ce qu'elles visent à empêcher, et *cela au bénéfice des adoptés*, tout ainsi que les précautions Antonines qu'un enfant non *orphelin*, ou *trouvé*, ou *riche*, ou *non de la ville*, ne soit adopté, et *ainsi à maintenir le privilège des pauvres orphelins légitimes de Lyon*; mais, elles *n'apportent aucune garantie à la bonne gestion du patrimoine de ces enfants*, comme le faisaient les dispositions Impériales, et les Recteurs, sur ce patrimoine, obtiennent même, par les Lettres-Patentes de 1560, *un droit exclusif et sans contrôle*. Les formalités envisagées ne sont donc pas l'équivalent des garanties Antonines mais, purement et simplement, les *formalités d'une adoption Lyonnaise étrangères aux règles romaines*. Ces formalités sont-elles justes ? Peuvent-elles constituer une *adoption légitime* quoique n'étant pas romaines ? C'est ce que pensent les recteurs qui, par l'intermédiaire de leur avocat, s'appuyant sur les Lettres de 1643, déclarent que puisque

« ni le Roy ni le Parlement n'ont exigé des Directeurs aucune solennité pour la validité desdites adoptions, ayant
« laissé à leur prudence et à leur conduite d'en user en
« leur conscience, comme ils avaient fait dans le passé...
« d'en exiger qui soient conformément à la disposition du
« droit romain, c'est une prétention destituée de toute apparence ».

Parcille opinion est justifiée : du moment que le roi, par un acte législatif, a reconnu, solennellement, l'usage d'adopter des recteurs » en bloc, sans y rien changer, comme il était, il a admis, par là même, que *les formalités appliquées et les mesures*

prises par l'Aumône, suffisaient, et qu'il n'y avait pas nécessité de recourir à d'autres. Ce sera l'avis du Ministère public; encore plus net que les précédents orateurs, Talon, au nom du Procureur Général du Roi, dit, rapporte l'arrêt,

« qu'il ne falloit point considérer cette adoption comme celle du Droit Romain, laquelle ayant un objet beaucoup plus noble, n'est pas aussi sujette à ses formalités », et qu'en conséquence, « les Administrateurs de l'Aumône de Lyon étant fondés dans la possession immémoriale d'adopter les pauvres enfans, sans autres formalités que celles qu'ils y rapportent de leur chef, par la recherche curieuse qu'ils font de la naissance, des parents et de la disposition de ceux qu'ils adoptent, il n'y auroit pas apparence d'y rien innover, après les Déclarations du Roy, vérifiées en cette Cour, et, les Arrêts rendus en pareils cas. »

Ainsi le jugèrent les magistrats du Parlement; les parties sont mises sur l'appel « hors de Cour et de Procès », et, l'appelante condamnée à l'amende de 12 livres tournois. L'importance des conclusions et de l'arrêt conforme n'échappera à personne : l'adoption Lyonnaise apparaît alors différente, dans son objet et dans ses formes (formalités), de l'adoption romaine, à laquelle l'avocat du parent naturel l'avait comparée. Constatons, en conséquence, que l'adoption de l'Aumône, laquelle produisait les effets, non seulement de l'adoption romaine (Droit de Succession, 1602-03) mais de l'adrogation (Incapacité, 1611-16, 1639) apparaît, en 1647, comme différente, dans sa source, sa nature et son objet de l'adoption romaine; elle constitue une forme d'adoption d'un type nouveau, chrétienne d'esprit, dans l'intérêt de l'adopté, opérée non pour « satisfaire une passion ardente mais

« aveugle... de faire passer une réputation imaginaire » à un étranger, mais, seulement, en vue de « l'assistance des pauvres : c'est une *adoption de bienfaisance*. L'*adoption Lyonnaise s'oppose ainsi à l'adoption romaine*; à l'*adoption païenne, l'adoption chrétienne*. Mais si la *nature et l'objet* de ces deux adoptions diffèrent essentiellement, les *effets* sembleraient devoir également être différents : les sentences que nous allons étudier maintenant, vont nous montrer au contraire — l'une dans un cas non encore rencontré, toutes les deux dans des circonstances tellement significatives qu'elles emporteront notre conviction définitive; car, ni dans l'un ni dans l'autre, cas, on ne peut les expliquer par un mobile intéressé des Recteurs — *comme les effets de l'adoption de l'Aumône ne peuvent s'apparenter qu'à ceux de l'adoption romaine*.

SECTION 6.

INCAPACITÉ DE L'ADOPTIF TOUCHANT LE MARIAGE.

(*Affaire Draillat, Sentence de l'officialité, 15-7-1665*).

Dans une requête adressée en 1665, à l'« official ordinaire et Métropolitain, en l'Archevêché de Lyon », les Recteurs de l'Aumône, « Pères adoptifs » de Louis Draillat, sont demandeurs en résolution de promesses de Mariage contre Jacques Verne et Jeanne Verne sa fille avec laquelle Louis Draillat « aagé seulement de seize à dix-sept ans avoict faict

« des prétendues *promesses de mariage*, rédigé
« *mesme le contrat... et ce, à leur insceu* et, par les
« *pratiques, artifices et subornations* dudict Verne
« *père* ». Non contents de faire signifier opposition
aux Vicaires de l'Eglise St Nizier, où le mariage de-
vait avoir lieu, opposition acceptée, sans contesta-
tion, par le clergé de la paroisse, *les Recteurs, veulent*
appuyer leur droit en la matière de la force d'une
décision judiciaire, et, « *meus* » comme le dit le
texte de la sentence⁵³, « *par un pur zèle de leur*
« *qualité, et pour le bien de leur dict enfant adoptif* »,
ils poursuivent en officialité la « *résollution et cas-*
« *sation* des dictes prétendues *Promesses et contract*
de Mariage » et, se réservant toutes autres « *voies*
de droit », ils menacent même le père de la jeune
fille de « *se pourvoir en crime de rapt* », contre
lui, si besoin est !

Analysons la situation : la prétention des recteurs
s'appuie sur une certaine *puissance* : cette puissance,
due à leur *qualité*, laquelle est énoncée au début du
texte de la sentence, de « *pères adoptifs* » leur donne
le droit, d'après eux, de solliciter l'annulation des
promesses de mariage, *comme ayant été faites à leur*
« *insceu* », de Louis Draillat, qui est appelé, dans
la requête, leur « *enfant adoptif* » ; si elles étaient
nulles, comme ayant été faites clandestinement, c'est
que le futur époux *avait besoin d'être autorisé*, et
qu'en l'absence de ce consentement, ses promesses et
son contrat *sont nuls en droit* ; mais, nous avons déjà
eu des preuves, au XVI^e siècle, de la nécessité d'un

(53) P. J., n° 49.

consentement au mariage des enfants adoptifs, même pour des garçons⁵⁴; quand aux filles, les règlements de 1605 et suivants sont formels, mais la sanction qui était indiquée consistait simplement en la privation de la dot⁵⁵; or, ici, c'est bien davantage. De plus, la possibilité pour les recteurs d'intenter contre le père de la jeune fille *une instance en crime de rapt*, nous apprend deux choses : 1) le mot « rapt » signifie « l'action de ravir quelqu'un, dans la vûe de « *le soustraire à l'autorité des personnes sous lesquelles la loi l'a mis...* »⁵⁶. Le père peut, ainsi, dans le cas qui nous occupe, être accusé, si les recteurs le jugent bon, d'avoir soustrait leur fils adoptif *de leur autorité*; 2) de plus, il faut rappeler que le *rapt de séduction* — il ne saurait être question ici du *rapt de violence*, d'ailleurs seul le premier peut être véritablement le fait d'une personne de l'un ou l'autre sexe⁵⁷ — est présumé toutes les fois qu'une *personne mineure consent à se marier sans le consentement de ses père et mère*, auquel cas les père et mère peuvent faire déclarer tel mariage nul. Louis Draillat, se mariant sans le « sçu » des Recteurs, est assimilé aux mineurs qui se marient sans le consentement des parents, puisque les recteurs se disent fondés, comme les père et mère, pour le premier, à intenter une poursuite en « crime de rapt » de leur fils adoptif, âgé de seize ans, coupable d'avoir fait des promesses matrimoniales auxquelles ils n'ont pas

(54) Cf. *supra*, T. I, ch. II.

(55) Règlements.

(56) DENISART, *Décisions Nouvelles*, IV, v° *Rapt*.

(57) FERRIÈRE, *Dictionnaire de Droit et de Pratique*, II, v° *Rapt*.

consenti. *Les Recteurs*, en agissant ainsi dans leur requête à l'official, *exercent manifestement un droit* — et quel droit ! (il peut entraîner la peine de mort) — *de la puissance paternelle*. Cette puissance paternelle, qui leur sera reconnue solennellement, bientôt, par les Lettres Patentes de 1672, nous voyons les Recteurs en jouir pleinement, puisque ils en exercent ici un attribut et non des moindres. En vertu donc de leur *puissance sur les mineurs en question*, les Recteurs réclament l'annulation de ces promesses matrimoniales, et prétendent vouloir intenter, s'il le faut, l'inculpation de rapt, tout à l'imitation des *seuls* parents naturels. Et d'où vient cette *puissance* qui les assimile à ces derniers ? Mais, justement, de leur *adoption* ; l'énoncé de la sentence le dit clairement, un peu plus bas, à propos des défenses fournies par Verne père et fille, où nous lisons « lesdictz (recteurs) debvoient justiffier et establir comme Ilz « adopté Ledict Draillat, puisque c'est la *chose SEULLE* « (sic) qui leur donne droict d'agir, *ainsy qu'ilz pré-* « *tendent* ». Il est clair en conséquence, que, la raison, *invoquée par les recteurs*, comme le motif du procès, est leur *droit de pères adoptifs* : cela seul, dit bien le texte, les fait agir (on ne voit d'ailleurs pas trop quelle autre raison les aurait poussés à intervenir dans une instance comme celle-là, où *leurs intérêts matériels ne sont pas en cause*) ; or, encore une fois, relevons qu'une adoption, qui *produit de tels effets*, qui confère, à ce point, un droit exclusif de la puissance paternelle, *non seulement a l'effet d'une adoption romaine, mais présente, en*

plein XVII^e siècle, le caractère de la seule adrogation romaine.

Bien mieux, ce droit des Recteurs, *non seulement d'adopter, mais de jouir d'une adoption qui produit de tels effets* est assez solide en 1665 pour que les parties défenderesses *n'osent le contester* : elles s'inclinent, sans vouloir le discuter, ni dénier aux recteurs « qu'ilz aient le pouvoir d'adopter » et se contentent de demander communication de l'acte d'adoption de Louis Draillat, ajoutant qu'une fois qu'ils auraient eu la preuve que ce dernier est bien enfant de l'Aumône, « ils n'empêcheroient que les « dictes promesses faictez ez leur absence soient dé-
« clarées nulles ». Suit une série d'excuses, aussi significatives pour attester le droit des recteurs que pitoyables au propos des défendeurs; ceux-ci, en effet, répètent, sous toutes les formes, qu'ils ignoraient que Louis Draillat fut adopté, que si « on « l'avoit sceu, on n'auroit jamais pensé à faire les-
« dictes promesses sans leur autorité », que, ne sachant ni lire ni écrire, ils ignoraient tout des *effets possibles de l'adoption*, qu'ils ont été très loyaux dans leur manière de faire, ayant réuni des parents, croyant que c'était eux qui étaient capables de consentir, qu'ils seraient bien fâchés, si le mariage avait déjà eu lieu, maintenant qu'ils savent que Louis Draillat avait été adopté par les Recteurs !

Toutes ces excuses ne servirent de rien; en effet, après une longue énumération des pièces de procédure produites, (parmi lesquelles les Sentence et Arrêt de 1647) et conclusions du Promoteur Général

de l'Archevêché, le Tribunal Ecclésiastique déclare « *Résollues les Prétendues Promesses de Mariage* » et défend aux parties ainsi qu'à tous prêtres de « passer oultre audict mariage soubz peyne du « droit ». Signification est faite de la décision au Clergé de St Nizier.

Par cette sentence, nous apprenons ainsi *la sanction de ce consentement* que nous avons rencontré comme nécessaire depuis le dernier tiers du XVI^e siècle, et, la solution est d'autant plus instructive qu'elle est prononcée à l'encontre, *non d'une fille, mais d'un fils adoptif*. Alors que les Règlements se contentent de parler de punition, le jugement de l'officialité nous montre une sanction bien différente que la privation, pour la fille, de la dot des Recteurs. Cette sanction, pourtant forte, n'est en rien comparable à l'annulation de promesses de mariage; *pareille sanction est nécessairement liée à l'exercice de la puissance paternelle*, elle ne peut être expliquée que par elle, *car personne, autre que les parents naturels — ou l'adrogant, à Rome —, ne peut être qualifié à faire casser des promesses matrimoniales pour avoir été faites à son insu*. Ce point précise ainsi la nature du droit des recteurs et de l'incapacité de l'enfant en matière de mariage d'une manière plus nette même que précédemment, puisqu'il s'agit ici, non pas d'une question patrimoniale, mais, de l'état des personnes. *Pareil pouvoir des recteurs assimile leur adoption à l'adrogation romaine*.

SECTION 7.

INCAPACITÉ DE L'ADOPTIF DE TESTER.

(*Testament Draillat, Sentence de la Sénéchaussée,*
21 février 1671).

Dans la Sentence de 1671, dont nous possédons le texte très long et très développé, conservé seulement aux Archives Hospitalières ⁵⁸, bien des points méritent un examen attentif, car des idées originales sont émises par l'un ou l'autre des trois avocats qui plaident en l'instance, soit pour les demandeurs en exécution de legs, soit pour le frère du testateur défendeur, soit pour les recteurs, intervenants. La situation est la suivante : Louis Draillat — le même, dont la sentence de l'officialité de 1665 avait cassé les promesses de mariage — fit, à l'instigation des patrons chez qui il était placé, en 1669, un testament dans lequel il distribuait plusieurs legs en leur faveur et nommait comme héritier universel Pierre Draillat, fils de son frère Jean-Baptiste. Ce dernier, actionné par les bénéficiaires de legs en exécution de leur paiement, prétend que son frère Louis *n'a pu tester valablement comme étant enfant adoptif de l'Aumône* : comme tel, il est « soumis aux memes « lois que les filz de famille », et, en conséquence, il « ne lui est pas permis de faire un testament » ; il arguë, en plus, d'une substitution réciproque, « la-
« quelle estant ouverte à son proffict comme luy

(58) P. J., n° 50.

« ayant survécu, il ne pouvoit disposer de rien », et, pour rendre sa défense plus forte, il fait assigner les recteurs de l'Aumône-Générale « en assistance de cause ». Or, le frère du testateur a, certes, intérêt à soutenir que le testament est nul, car, en vertu des Lettres-Patentes de 1643, il a droit de succéder à son frère adoptif de l'Aumône, décédé, et ainsi la cassation du testament le délivre du paiement des legs qu'il contenait et qui, paraît-il, dépassaient « ce qu'il *pouvoit avoir de biens* » ; mais *les recteurs, qui, en présence du frère de leur adoptif, ne peuvent succéder à leur enfant adopté* — nous avons ici un cas intéressant de la mesure solennellement édictée par les Lettres-Patentes — *n'ont aucun intérêt dans cette affaire* ; bien mieux, selon leur propre expression, du reste, ils « plaident contre leur propre « intérêt », car, « il y a un légat dans le dit testament à leur proffit ». Ils auraient, donc, s'ils écoutaient leur seul intérêt matériel, avantage à ne pas assister le défendeur dans sa requête d'annulation du testament, qui les fait participer à une succession à laquelle autrement ils n'auraient rien. Mais, selon la parole de leur avocat De la Roue, ils « *considèrent peu ce petit avantage, en comparaison de l'intérêt public qui les fait principalement agir,* » et, qui se rencontre tout entier à faire déclarer nul « ledit testament » en *vue de la sauvegarde de leur droit d'adoption*, qui forme un bloc, et *ne saurait être véritablement défendu qu'en entier*, même là où, comme dans le cas présent, il leur est défavorable. Le mobile de l'intervention des recteurs est donc,

dans la sentence de 1671, bien plus encore que dans celle de 1665, *complètement désintéressé*, et, la définition très complète, que leur avocat fera de l'adoption de l'Aumône, nous sera ainsi d'autant moins suspecte et devra être sérieusement examinée.

1) La première thèse soutenue, celle des demandeurs en exécution de legs est curieuse, car elle établit *un rapport entre l'attribution du droit de succession et la capacité de tester*. L'avocat Aubert commence son plaidoyer en démontrant l'importance de la question de *l'adoption* dans le cas présent, et comme elle l'emporte sur celle de la *substitution*, invoquées l'une et l'autre par le défendeur, Jean-Baptiste Draillat; en effet, dit-il, « si effectivement
« la qualité d'Enfant adoptif luy (à Louis Draillat)
« porte la liberté de disposer de ses biens, inutilement
« examinerait-on la Seconde qui regarde la Substi-
« tution ». La question d'une adoption à effet fort, comme l'adrogation romaine, est ainsi nettement placée sur son vrai plan. L'avocat, s'efforce, ensuite, de montrer à grand renfort d'éloquence, toute la différence qui sépare les deux adoptions, celle de Rome et celle de l'Aumône Lyonnaise; en résumé, il constate que, celle-ci (l'Adoption de l'Aumône) est « plus-
« *tot une simple Protection de Charité et d'Amour,*
« *qu'une Autorité d'adoption*, ainsi qu'on la prati-
« quait autrefois », ce qui veut dire, en langage net et en termes plus simples, que l'adoption Lyonnaise n'a pas d'effet pratique déterminé : « Il est vrai que
« par les Lettres-Patentes de sa Majesté accordées
« aux Sieurs Recteurs, Il leur est permis d'adopter »,

mais, encore là, Aubert y voit « un terme de douceur et de protection » et il en trouve une preuve, « une conséquence favorable à son intention », dans la disposition de ces Lettres qui, ainsi que nous le verrons plus tard, ne maintiennent les Recteurs « dans la succession des enfants adoptifs » que « lorsqu'ils n'ont point de frères » ; quand ils en ont, leur succession est tout entière dévolue à ces derniers, à l'exclusion de l'Aumône. En conclusion, Aubert imagine la thèse hardie suivante : *puisque, ainsi, l'Aumône n'a aucun droit à la succession de ses enfants adoptifs, en présence de frères ou de sœurs, l'adopté a, dans ces conditions, le droit de tester et de disposer de ses biens.* « Puisque ils sont maintenus dans la Succession des Enfants Adoptifs, « lorsqu'ils n'ont point de frères, ceste condition les « met en droict de disposer de leurs biens lorsqu'ils « en ont ». Cette conception audacieuse décompose ainsi le droit d'adoption des Recteurs, qui produit effet ou non, selon les cas ; or, d'après Aubert, elle s'appuierait même sur les arrêts produits par les défenseurs, car ils ont été rendus contre des « partikuliers qui demandoient la Succession d'un Enfant qui n'avoit point de frère » ; *en conséquence Louis Draillat « a pu tester quoyqu'enfant adoptif ».* Cette thèse est trop importante pour ne pas mériter examen.

En ne s'arrêtant qu'à un point de vue superficiel, elle produit déjà cet effet, de décomposer l'Adoption ; l'Enfant est incapable ou non selon que le droit de succession appartient, ou non, aux recteurs. Or,

l'état des personnes, tel l'adoption, forme un tout non divisible, ou bien, il n'y a point d'adoption. *L'adoption de l'Aumône, d'après la pensée de l'orateur, se résumerait en une seule attribution de droit successoral dévolu par les Lettres-Patentes à l'Aumône-Générale*; pour sauvegarder ce droit de succession, pour empêcher qu'en fait il ne soit rendu vain, la pratique et les tribunaux auraient reconnu à l'enfant, auquel l'Aumône doit succéder, une *incapacité de disposition pour obvier à ce qu'un testament ou un autre acte quelconque prive l'Aumône du droit en question*. Le droit de l'Aumône serait alors semblable — toutes choses égales, d'ailleurs --- à un majorat, qui doit être perpétué sans changement, et dont les biens y afférents sont frappés d'indisponibilité de la part de ses possesseurs successifs : la thèse, développée en 1671, extrêmement hardie, quand on y réfléchit, déplace la question d'un monde dans un autre; du *plan de l'état des personnes*, elle le porte dans celui des *droits réels*; il n'y a plus d'incapacité du titulaire du droit à la chose, l'enfant adoptif de l'Aumône, en l'espèce, mais d'indisponibilité de la chose, les biens de l'enfant qui sont grevés d'un droit de succession de l'Aumône; puisque l'enfant a droit de disposer de ses biens, selon Aubert, quand l'Aumône n'a rien à y prétendre, c'est donc, qu'il n'est pas incapable dans sa personne, mais que son bien, en cas de prétentions de l'Aumône, est indisponible; déjà, en 1647, plaidant pour l'Aumône, cependant, l'avocat Pucelle, développe la même idée : en vertu de sa bienfaisance, l'Aumône-

Générale, dit-il, a droit de succéder à ses enfants mourant avant 25 ans : « *elle est héritière universelle de tout ce qui leur appartient au jour de leur décès, en telle sorte qu'il ne leur est pas même permis d'en disposer à son préjudice* », et, la sentence de 1611 rendu dans le cas *Milleron* est invoquée par l'avocat comme ayant donné raison à cette thèse; en conséquence, l'incapacité de l'enfant ne serait pas un effet, survivant dans l'adoption Lyonnaise, de l'adrogation des impubères mais une indisponibilité de ses biens par l'enfant. Il y aurait analogie, somme toute, au droit qu'a l'Aumône de succéder d'après les Lettres-Patentes de 1672 et 1729 aux meubles des vieillards de l'Hôpital *sur lesquels ces derniers ne peuvent faire aucun acte de disposition sans l'autorisation des recteurs*; une pareille incapacité de disposer n'atteint pas la personne, mais elle est une simple indisponibilité de certains biens, octroyée par privilège spécial du Roi en faveur d'un établissement de bienfaisance. C'est pour cela que seuls certains biens sont atteints, non les autres; les pauvres conservent tout droit sur le reste de leur patrimoine, et les prêtres de la maison sont même constitués notaires tout exprès pour les recevoir ! Cette indisponibilité des biens est, d'ailleurs, inscrite, lisons-nous, comme une conséquence directe du droit de succession, avec lequel elle ne forme qu'un seul et même § (1672, art. 12 — 1729, art. 22); elle ne saurait, de plus, être étendue en dehors d'une disposition précise et formelle, car, elle constitue un privilège exceptionnel, et, les exceptions sont de rigueur. Pareille disposi-

tion est éminemment dérogoire au droit commun; car, si chaque fois que quelqu'un a un droit de succession sur un autre, celui, sur lequel il l'a, ne pouvait disposer de ses biens, tout commerce juridique deviendrait impossible sur la face du globe, n'existant personne aux biens duquel quelqu'un — serait-ce l'Etat — ne succède pas. Or, que voyons-nous à propos du droit de succession de l'Aumône aux enfants orphelins ? 1) Tout d'abord, le droit de succession et l'incapacité de l'enfant existent, *bien avant leur reconnaissance par les Lettres-Patentes*, qui n'attribuent pas, en cette matière, un privilège à l'Aumône-Générale, mais, constatent et sanctionnent « l'usage des adoptions ». De plus, 2) l'incapacité de l'enfant n'est pas présentée, en elles, comme un corollaire du droit de succession, mais, placé, au contraire, comme nous le verrons, dans *l'article relatif à la puissance paternelle* et présenté comme un corollaire de celle-ci; 3) elle apparaît ainsi comme un effet de *l'adoption constitutive de puissance paternelle* et rendant l'enfant incapable, *non seulement de disposer de ses biens, mais encore de contracter mariage*, sans le consentement des recteurs; or, cette seconde incapacité, à laquelle est assimilée celle de tester, ou, de disposer, n'a, cela va sans dire, aucun rapport, et ne saurait dériver en aucune manière d'un droit de succession accordé par privilège. *Toutes deux sont présentées comme dérivant de la même source et il n'est pas logique de les séparer.* 4) Enfin — et nous retrouvons ici, après ces développements nécessaires, la sentence de 1671 —

la thèse de l'incapacité de tester pour ne pas contrarier le droit de succession de l'Aumône ne saurait être prise en considération, dans le cas Draillat qui nous occupe; car, les recteurs, en intervenant dans le procès, ne revendiquent aucune succession, et, malgré tout, demandent l'annulation du testament; *l'incapacité de leur fils adoptif apparaît dans leur propre système due à une autre cause que la sauvegarde de leur droit de succession.* Les magistrats de la Sénéchaussée en 1671 vont donc être amenés à choisir entre deux thèses : le fait par l'enfant de l'Aumône de ne pouvoir faire de testament, dérive-t-il de *l'adoption faite par les recteurs sur sa personne, au jour de son admission*, ou d'un privilège octroyé par faveur spéciale à l'Aumône de succéder aux enfants hospitalisés par elle, *et qui frappe les biens de ceux-ci d'une certaine indisponibilité disparaissant dans le cas où l'Aumône ne leur succède pas, c'est-à-dire quand ils ont frères ou sœurs ?*

Après les longues plaidoiries des avocats du frère et des recteurs et les conclusions de l'avocat du Roi, le siège présidial accédant à la demande de ce dernier *déclare le testament en question nul et de nulle valeur* et déboute les parties d'Aubert de leurs prétentions; *par là même, le droit était jugé.* En reconnaissant ainsi que même dans le cas où *le droit de succession n'appartient pas à l'Aumône, l'incapacité de l'enfant adoptif subsiste*, les juges ont par là même décidé que cette incapacité dérive bien de *l'adoption des Recteurs.*

Peut-être pourrait-on dire, je le sais, que dans le

cas où l'Aumône ne succède pas, l'incapacité est édictée pour sauvegarder non plus son privilège, cette fois-ci, mais celui des frères et sœurs bénéficiaires eux aussi des Lettres-Patentes; mais, dans les conclusions du Ministère Public, l'incapacité de faire des promesses de mariage est rapprochée de celle de faire des testaments : « Il y a eu, dit M^e Galliat, « divers jugements qui ont cassé et des contracts « de mariage et des testaments faicts sans l'auto-
« rité des Recteurs »; or, l'incapacité de faire des promesses de mariage n'est utile à personne; non avantageuse à l'Aumône, *elle est absolument indifférente aux frères et sœurs* qui n'ont en la matière aucun droit de regard; encore une preuve que l'incapacité de tester de l'enfant adoptif dérive de son adoption.

2) L'avocat du défendeur, le propre frère de Louis Draillat, plaide contre la validité du testament; il y a intérêt, car, si le testament est nul, la succession lui revient à la forme des Lettres-Patentes de 1643. Mais, tout en présentant le droit de sa partie à la succession de son frère décédé, en conséquence des Lettres-Patentes de 1643, l'avocat Dufaisant fait valoir *la thèse de l'adoption romaine*; il n'y a qu'à lire, dit-il, les Lettres-Patentes pour connaître la nature du « privilège d'adoption » accordé aux recteurs qui est « conforme aux règles « du droict Romain suivant lesquelles les Enfants « adoptifz estoient au rang des enfants de famille, « c'est-à-dire que les uns et les autres ne pouvoient « faire aucun testament valable ». L'incapacité de

tester dérive donc, bien ainsi, de l'adoption de l'Aumône, comparée à l'adoption romaine.

3) Mais l'avocat De la Roue, mieux encore que ses prédécesseurs, va plaider avec éloquence la cause de l'adoption de l'Aumône, en une fort longue dissertation sur les bienfaits apportés aux enfants par les recteurs; il finit en concluant que, « c'est à très juste
« titre que les dicts sieurs Recteurs ont pris non
« seulement *la qualité de pères adoptifs desdicts en-*
« *fans*, mais qu'ilz ont encore toujours pris sur Eux
« *les mesme pouvoir, et autorité que les pères natu-*
« *rels et légitimes ont sur les leurs* ». Si, donc, l'adop-
tion des recteurs est considérée comme leur donnant
sur leurs enfants adoptifs les mêmes « pouvoir et
autorité » que les parents naturels, c'est dire, en
termes plus simples, qu'ils ont la *puissance pater-*
nelle. J'insiste sur cette déclaration de « *puissance*
paternelle », car cette déclaration et les développe-
ments, qui la suivent, influenceront directement sur les
Lettres-Patentes *obtenues l'an suivant*, qui se conten-
teront dans leur article 9 de les retranscrire; c'est
de plus, la 1^{re} procédure judiciaire où elles soient
énoncées avec une si grande précision : « Ils ont,
« dit l'avocat des Recteurs, sur eux, (leurs enfants
« adoptifs) les mesme pouvoir et autorité que les
« pères naturels et légitimes ont sur les leurs, soit,
« en cas des Mariage, testament, ou aultres rencon-
« tres, mesme au droit d'usufruit de leurs biens, et
« en celui de leur succéder à défaut de frère ou
« sœur en faveur dudict hospital et, comme sui-
« vant le Droict Romain, suivy en ce pays, les fils de
« famille ne peuvent pas tester, que l'adoption imite

« la Nature, il est sans difficulté que les enfants adop-
« tifs de la dite aulmosne ne le peuvent point ne
« plus; s'ilz le font, leurs testaments sont nuls et
« ne peuvent produire aucun effet, ce qui a esté
« ainsy observé d'ancienneté dans ledict Hospital. »
L'incapacité est ainsi énoncée en des termes *qui ne permettent aucun doute sur sa nature*. Si, en effet, De la Roue vient de nous le dire, l'Aumône succède à défaut de frère ou de sœur, par contre l'incapacité de tester n'a, pour lui, aucun rapport avec la question de la dévolution successorale, puisque, nous dit-il, de même que, *suivant le Droit Romain, les fils de famille ne peuvent tester*, les enfants adoptifs de l'Aumône, *en raison de leur adoption qui imite la nature*, ne le peuvent pas non plus.

L'avocat continue son exposé en montrant, d'une manière fort juste, comme quoi tous ces droits de l'Aumône constitutifs de son adoption ont d'abord été *pratiqués par coutume* et que les Lettres-Patentes n'ont pas accordé, mais, *sanctionné un usage bien antérieur* : « Ce qui a esté ainsy observé d'ancien-
« neté dans ledict hospital et trouvé si raisonnable
« que le Roy louis XIII de très haute mémoire, au-
« roit par ses Lettres-Patentes du mois de décembre
« 1643, vérifiées en Parlement, *confirmé le dit*
« *usage d'adoption* pratiquée par lesdicts sieurs rec-
« teurs. »

Il montre ensuite comme quoi l'intervention des recteurs dans l'affaire présente, nuisible à leurs intérêts matériels, est faite dans le but supérieur de sauvegarder d'une manière générale leur droit

d'adoption : « leur droict d'adoption ne peut estre
« trompé ni divisé, lesdicts sieurs recteurs *en ont*
« *toujours jouy dans son entier* ». Il cite, alors, à
l'appui, un jugement de 1650 dans lequel les rec-
teurs *furent déchargés « comme pères adoptifs »* du
milods dû aux religieux de l'abbaye d'Ainay, à pro-
pos d'une succession d'un de leurs adoptifs⁵⁹; or, ce
droit, dû pour toute mutation d'héritages roturiers,
n'a pas lieu pour *les successions en lignes directes* :
les juges de 1650 jugèrent donc que, *les recteurs,*
étaient, par suite de leur adoption, de leur qualité
de « pères adoptifs », assimilés aux parents naturels.

L'avocat du Roi conclut que l'adoption des rec-
teurs devait être jugée favorablement à l'inverse de
l'adoption ordinaire prohibée en France, et que l'on
devait appliquer les dispositions des Lettres-Patentes
qui l'ont autorisée. Assimilant l'adoption de l'Au-
mône à l'adoption romaine, qui, comme elle, suit
la règle, « l'adoption imite la nature », M^e Gallit
déclare que le *testament de l'adopté doit être nul à*
l'égal de celui du fils de famille, parce qu'il « est
sous la puissance des pères adoptifs ».

Suivant ces conclusions, le siège présidial, jugea
le testament sans valeur et maintint les recteurs « *en*
« *leur droict d'adoption, à la forme de leurs pa-*
« *tentes* ».

*
**

En résumé, *la Jurisprudence des Adoptions de*
l'Aumône-Générale, en homologant ainsi l'usage des

(59) Le texte de cette sentence se trouve au n° 28 de G³⁴⁰.

Recteurs, a donné à leur adoption son caractère définitif : Elle a reconnu à l'Aumône le *Droit de Succession*, qu'elle a fait dériver de la *qualité de « fils adoptif »* des enfants de la Chanal et de Ste Catherine (Sentence et arrêt de 1602-03, Lagier — Sentence du 26 novembre 1611, qui, en cassant le testament de Côte Milleron fait en leur défaveur, fait venir les Recteurs à sa succession en vertu d'un droit *ab-intestat* — Arrêt du 23 juillet 1647, Coste). L'enfant adoptif de l'Aumône est reconnu *incapable de tester* (annulation de testament, Sentences du 26 novembre 1611 et 21 févr. 1671 et des legs y contenus, Sentence du 29 nov. 1616), *incapable de donner* (reconnaissance de cette incapacité dans la transaction du 11 sept. 1639) même *incapable de se marier*, sans le *consentement* des Recteurs (annulation de promesses de mariage, Sentence du 15 juillet 1665). La Jurisprudence reconnaît ainsi à l'adoption de l'Aumône *les effets de l'adrogation romaine*, et, fait de son fils adoptif un « fils de famille », un enfant en puissance de père. Mais, par contre, *elle dispense les Recteurs de l'observation des règles prescrites par Antonin pour l'adrogation des impubères* et valide solennellement les dispositions que les Recteurs ont introduites, en suite de leur usage, dans leurs règlements (Arrêt du Parlement du 23 juillet 1647, Coste). L'adoption de l'Aumône-Générale se présente, donc, ainsi fixée par la Jurisprudence, comme une adoption de caractère spécial, A FORME LYONNAISE, et à EFFETS ROMAINS : nous reviendrons, d'ailleurs, sur ce point⁶⁰. Enfin, le droit même de pratiquer

(60) Cf. *infra*, titre III, ch. I.

l'adoption des orphelins qu'ils recueillent est solennellement reconnu aux recteurs par l'Arrêt du 12 juillet 1633, qui casse la sentence défavorable du 16 mars 1631 de la Sénéchaussée.

Mais en terminant cette étude, je tiens à souligner un point qui n'a pas encore été mis en évidence, et qui apparaît mieux, à cette place, maintenant que toute la jurisprudence a été passée en revue : c'est *le rôle du Parlement de Paris* dans la reconnaissance judiciaire du droit d'adoption de l'Aumône lyonnaise : alors qu'en tant d'autres points ⁶¹, l'influence de celui-ci dans les pays de droit écrit de son ressort a influé sur la jurisprudence des tribunaux sulbaternes, en modifiant, en faveur du droit coutumier, l'application du droit romain dans ces provinces, nous constatons, pour la question qui nous intéresse, que, non seulement, le Parlement *confirma toujours les décisions de la Sénéchaussée favorables au droit d'adoption des Recteurs* (Arrêts du 17 avril 1603 sur Sent. du 17 sept. 1602 — Arrêt du 23 juillet 1647 sur Sent. du 3 avril 1647), mais, bien mieux, *cassa les décisions du Siège Présidial défavorables à ceux-ci* : c'est ainsi que l'arrêt très important du 12 juillet 1633 reconnaît solennellement, comme nous l'avons étudié, le droit de l'Aumône-Générale d'adopter, *droit que les Juges de Lyon venaient de refuser aux Recteurs : le Parlement de Paris sauva l'adoption de l'Aumône lyonnaise !...* et pourtant l'adoption était plus contraire à l'esprit du droit coutumier que du droit écrit; cette attitude para-

(61) Ainsi, en matière de l'émancipation par mariage, cf. *supra*, T. II, ch. I, *Emancipation*.

doxale, au point de vue logique, et, pourtant vrai, historiquement, est à mon sens assez curieuse pour être bien mise en lumière; car, fait encore plus étrange, non seulement, donc, le Parlement de Paris maintient, contre l'hostilité des juges de première instance, l'adoption de l'Aumône — et prépara ainsi la voie à la reconnaissance législative qui devait avoir lieu, quelques années plus tard —, mais encore *il créa* de toutes pièces, pour ainsi dire, *une adoption nouvelle*, par l'arrêt du 30 juillet 1650 dont nous parlerons bientôt, *en reconnaissant à l'Hôtel-Dieu pareil droit d'adoption*; cette adoption, comme on le verra⁶², était toute récente, l'Hôtel-Dieu venait de l'instaurer; deux sentences de la Sénéchaussée — dont nous ne possédons malheureusement plus les textes — semblaient, avec quelque raison, certes, le lui contester : or, *en appel, le Parlement reconnaît cette adoption*, qui, bénéficiant ainsi d'une telle faveur, sera bientôt reconnue à son tour par le Roi, et admise alors sans conteste.

Il est donc nécessaire de montrer, ici, en fin de cette étude de la Jurisprudence, la part prépondérante prise par le Parlement de Paris, favorable, pourtant, au droit coutumier, à l'égard d'une institution conforme à l'esprit du droit écrit, comme l'adoption, *dans la reconnaissance des adoptions lyonnaises*, puisqu'il n'est pas exagéré de dire qu'*il sauva l'une* (celle de l'Aumône-Générale, 12 juillet 1647), et, *créa l'autre* (celle de l'Hôtel-Dieu, 30 juillet 1650).

(62) La question sera étudiée longuement, *infra*, T. II, Appendice, *Le Droit d'Adoption de l'Hôtel-Dieu*.

CHAPITRE III

LES LETTRES PATENTES

(1643-1672)

Ce ne sera pas la seule jurisprudence qui va donner à l'usage Lyonnais une solennelle homologation, nous allons trouver à propos de l'Adoption de l'Aumône la même consécration législative que toute coutume, après s'être clarifiée et rédigée, a reçue également.

INTRODUCTION

Déjà, au XVI^e siècle, les Lettres importantes de Charles IX sollicitées et obtenues, en décembre 1560, par les recteurs de l'Aumône-Générale octroyaient à ceux-ci « la totale charge et administration de la-
« dicte grande Aulmosne » ¹. Dans leur requête, les recteurs insistaient auprès du roi pour obtenir confirmation de l'usage qui « depuis trente ans en çà
« estoit tenu et observé pour la subvention et ali-
« ment des pauvres de ladite ville de Lyon et autres
« pauvres passants ». Gabiano, l'un des Recteurs,
« et procureur pour tous les autres Recteurs de la-

(1) Texte de ces Lettres, P. J., n° 51.

« dite Aulmosne » exposait² que, pour pallier aux maladies contagieuses qui avaient sévi à Lyon quelque temps auparavant, les « notables habitants de « la Ville auroient, par contribution libéralement « faicte entre eulx, establi une aulmosne générale », dirigée par 12 notables bourgeois qui rendent compte chaque année en présence des officiers du « roi, « des gens d'Eglise, des Conseillers Echevins et « autres, plus aparens de laditte ville qu'on a de « coutume pour cet effet appeller » ; pour mener à bien leur administration les Recteurs usent de « comminations », emprisonnemens, « indictions « de peines, et autres corrections », et, à cet effet, « ont toujours eu Bureau, Receveur, greffier, Procureur, Solliciteur, bedeaux, Meunier, Boulanger, M^e « et Maître d'Ecole et autres officiers » pour exécuter leurs ordonnances. En plus de ces mesures de police, ils ont l'habitude de faire les « inventaires « et ventes des biens demeurés après le décès d'aucuns pauvres habitans, auxquels étoit faict distribution de ladicte aulmosne, pour chacune semaine, « et, *le Semblable des biens de ceux qui laissent plusieurs enfans mineurs, Lesquels, après le décès de leur père ou mère sont mis à ladicte aulmosne, de quoy en est tenu bon compte au profit desdicts mineurs, de leur nourriture et entretenement desquels Est chargée ladicte aulmosne.* » Ce droit important de la bienfaisance de l'Aumône, est, se plaignent les recteurs, contrarié par les officiers de la

(2) A¹, L'Inv. Rolle, donne quelques extraits de cette requête, I, p. 1.

justice ordinaire de Lyon; nous verrons que, bien plus tard, au XVIII^e siècle, il en sera de même, et que l'Aumône rencontrera alors des difficultés considérables. En 1560, elles sont suffisamment gênantes pour l'administration des recteurs, pour que ceux-ci demandent au Roi d'être soustraits à l'avenir à ces vexations, rendues faciles par le peu de solidité de l'usage encore tout récent de l'Aumône; ils sollicitent, donc, d'être maintenus dans les droits qu'ils exercent, parmi lesquels ceux dont ils jouissent à l'égard des orphelins.

Charles IX, accédant aux plaintes à lui faites, accorde, d'une manière générale, aux recteurs, « avec
« la charge totale, et administration de la ditte
« grande aulmosne », l'autorisation de « faire faire
« tous inventaires, Ventes, Exploits, Comminations,
« emprisonnemens, Contraintes, Indictions de peines,
« et autres corrections, Et généralement *exploiter et*
« *exécuter Tous actes concernant la Subvention,*
« *Etat et Règlement des pauvres de ladicte Aulmosne*
« *généralle* » et défense aux officiers ordinaires de la Ville de Lyon, « de ne troubler ne empescher les-
« dicts Recteurs En leur dicte administration et Rè-
« glement en quelques manières que ce soit. »

De cette permission générale de faire « tout ce qui concerne la subvention et état des pauvres », un avocat de l'Aumône, en 1631, avait, nous l'avons pu, prétendu en tirer la légitimation de l'adoption des recteurs : « Puisque, disait-il, les Roys ont concédé la charge » de l'Aumône aux recteurs avec pouvoir de faire « tous actes concernant la sub-

vention » des pauvres, « suffit qu'ilz aient trouvé « bon » de les adopter pour que cette adoption soit valable, mais nous avons montré que cette conception est superficielle, car l'adoption est antérieure à ces Lettres; de plus, ce pouvoir accordé consiste plus en un droit de « police » selon les termes de l'Ancien Droit, d'administration, qu'en un pouvoir de droit privé. Ce que le roi reconnaît, c'est la légitimité de l'existence d'une Aumône-Générale — institutions assez nombreuses à cette époque — il dote de privilèges cette institution charitable, dorénavant les officiers de la Sénéchaussée n'auront rien à voir dans ses actes, l'Aumône-Générale, avec droit de contrainte et correction sur les pauvres et les mendiants, pouvoir de faire inventaire, ventes et exploits des biens des enfants orphelins, est *constituée, en ces matières, juridiction exceptionnelle, à l'encontre de la juridiction normale du Siège Présidial*. Nous sommes en présence alors d'un de ces privilèges, si fréquents dans l'ancien droit, que les rois prodiguaient volontiers dans leurs Lettres-Patentes; *mais, elles ne font aucune allusion explicite ou implicite à l'adoption des enfants*, à propos desquelles les recteurs se contentent d'exposer au Roi qu'ils les élèvent dans leurs hôpitaux et leur conservent leur petit patrimoine; ces Lettres ne visent pas à sanctionner une adoption encore bien mystérieusement pratiquée, aux effets insuffisamment fixés, mais à dégager les Recteurs de la surveillance des magistrats de la Sénéchaussée. *Elles ne sauraient donc être vraiment invoquées à l'appui du droit d'adoption*, comme certains l'ont

fait (Sentence de 1611³, Ferrière, *Dictionnaire de Droit*)⁴. Tout au plus, peut-on concevoir avec « l'Abrégé Historique des Adoptions Pratiquées dans l'Hôpital de la Charité et Aumône Générale de Lyon » (1746)⁵ que les Administrateurs de l'Aumône, une fois celle-ci organisée, un peu solidement, « sollicitèrent des Lettres Patentes, *confirmatives des Règlements qu'ilz avoient faits et dans lesquels l'Adoption entroit pour une des principales parties* », qu'ils obtinrent « du Roy Charles IX au mois de décembre 1560 ». Il est sûr qu'en sanctionnant l'existence et les usages de l'Aumône, les Lettres-Patentes sanctionnent, sans le préciser, une adoption, pratiquée presque depuis le début de l'œuvre. Une reconnaissance formelle aurait d'ailleurs été prématurée puisque l'adoption de l'Aumône était loin d'être fixée; au contraire, quand, après sa détermination dans les Règlements de l'Aumône, l'homologation de la jurisprudence lyonnaise et du Parlement, les Recteurs, désirant assurer définitivement leur usage, sollicitent, en 1643, une confirmation royale de leur adoption⁶, elle sera tout naturellement préparée par cette fixation administrative et judiciaire qui consti-

(3) Cf. *supra*, T. II, ch. II, Section 1, au début du texte de la Sentence.

(4) FERRIÈRE, *op. cit.*, I, v^o *Adoption*.

(5) Cf. *infra*, début T. III.

(6) E³⁸, Inv. III, p. 68 : « Députation de Louis Chappuys et d'Antoine Serre, tous deux recteurs, pour aller en Cour, solliciter, entre autres grâces de Sa Majesté, l'obtention de lettres patentes concernant la succession des adoptifs », « *jacoit que l'Aumosne en soit en pleine possession, par sentences, arrests et usage, de temps immémorial* ». On ne saurait bien mieux définir, en même temps que le caractère *coutumier* de l'adoption de l'Aumône, le rôle tenu, pour la constituer, par *l'usage et la jurisprudence* !

tuera les meilleurs titres à l'appui des revendications des Recteurs soumis au Conseil du Roi.

SECTION 1.

LETTRES PATENTES DU 6 DÉCEMBRE 1643.

Ces Lettres ⁷ mettent d'abord en évidence :

1) La *requête des Recteurs*.

Ceux-ci exposent que non seulement ils ont créé une Aumône-Générale, mais encore établi deux hôpitaux pour recevoir les enfants orphelins, envers lesquels ils se montrent « vrays pères adoptifz » et réparent par leur « affection paternelle la perte qu'a-
« voient fait ces pauvres innocens ». Pour leur conserver la succession de leurs parents, ils ont obtenu de « feu Roy Charles IX, par ses Lettres données à
« Orléans au mois de décembre 1560, le pouvoir de
« faire eux-mêmes les inventaires, ventes et exploits
« des biens des orphelins recueillis dans les hôpi-
« taux de l'Aumône ». Tout cela nous est suffisamment connu. Voici du nouveau : les orphelins, lit-on, dans l'énoncé des lettres, après le décès de leurs parents, « sont mis en ladicte Aumosne; *laquelle,*
« *recevant lesdicts orphelins a pratiqué de les adop-*
« *ter* ». L'adoption de l'Aumône est présentée, donc, nettement, clairement; dans l'argument même des recteurs, elle apparaît avec son *caractère de pratique coutumière*; enfin — remarquons-le bien — elle

(7) Texte complet aux P. J., N° 52.

se distingue de la simple *réception* (« *recevant* les orphelins... les *adopter* »); mais de quelle adoption s'agit-il ? « *Par tels moyens*, ajoutent les Lettres, « *que passant sous la puissance* desdicts père adoptifs, Ils en prennent un soin purement paternel, « *etc...* » (le reste est visiblement emprunté à la plaidoirie Messier, 1631) ⁸; en traduisant sous une autre forme l'expression textuelle employée ici, on peut dire que les Recteurs ont décidé de pratiquer *une adoption qui ait des effets tels qu'elle transmette la puissance paternelle*, une adoption qui fasse « passer la *puissance* à l'*adoptant* ». L'objection fondamentale, la cause des difficultés de l'Aumône, ainsi que la véritable raison de la demande des Lettres Patentes, est, ensuite, précisée. Cette adoption pratiquée par l'Aumône se heurte à l'abolition de l'adoption en général. « Comme les adoptions, au moyen « du christianisme, ne sont plus en usage, etc... » ⁹, mais l'adoption des recteurs *s'oppose* à l'adoption habituelle et ne doit, par conséquent, pas être abolie avec elle, car les Recteurs usent d'une adoption de « pure charité » ¹⁰. La qualité de pères adoptifs qui doit être refusée à l'adoption ordinaire est, au contraire, due aux recteurs qui l'ont méritée, à l'inverse

(8) Cf. *supra*, Section 3, 1^{er} §.

(9) « combien que ce mot ayt est aboly et n'est en usage par le moyen du christianisme, etc... » (Arrêt du 12 juillet 1633) (cf. *supra*).

(10) C'est la thèse de l'avocat des Recteurs, en 1631, du procureur du Roi, en 1633, reprise par le ministère public, en 1671. On voit l'influence de la jurisprudence sur la décision royale; il suffit d'ailleurs, pour s'en assurer, de lire le texte même des Lettres, où il est dit que le conseil a pris connaissance des Sentences et Arrêts, dont une liste est donnée, or ce sont, justement, les principales des procédures que nous avons étudiées.

des adoptants n'agissant généralement que dans leur intérêt, par la bienveillance dont ils entourent l'enfant : Cette idée d'adoption charitable, plus exactement *d'utilisation de l'adoption dans des buts charitables*, conception déjà rencontrée dans les diverses procédures précédemment analysées, *n'est signalée ici, que, parce qu'elle sera le motif déterminant de la consécration royale de l'adoption Lyonnaise*. Le droit de succession, ajoutent les recteurs, appartiennent donc aux « pauvres orphelins de l'un et l'autre sexe » qui « ont été fait adoptifs et conséquemment plus « proches de succéder les uns aux autres » ; manière maladroite, nous l'avons montré, de présenter le droit de succession de l'Aumône, sous le couvert d'une pseudo-fraternité adoptive, alors qu'il dérive naturellement des rapports que l'adoption établit en ligne directe entre l'adoptant et l'adopté, mais, quelque soit l'explication de ce droit de succession, les Recteurs déclarent le posséder; il ont « *jouï de l'ancien droit « Romain qui ne permetoit (sic) pas aux enfans « adoptifs de donner, tester, ou disposer* » ¹¹; pareils effets sont attribués à l'adoption Romaine, c'est normal, car elle seule peut les produire (Cf. Sentences 1611-16, 71); puis attestation nouvelle du droit de succession des recteurs par la jurisprudence déjà constituée sur elle, et précision — malgré les asser-

(11) Cf. Sentence de 1611, *supra*, Section 2 : « Audicts enfans « adoptifs de ladict^e Aulmosne, il n'est pas *permis ny loysible de « tester ny disposer*, non plus que anciennement aux enfans « adoptifs. » Au début du texte de la Sentence : « (les Recteurs ont) jouy jusques à présent de tous les droicts d'adoption en leur endroit *qui est du droict ancien romain* » : La confrontation de ces deux textes avec celui des Lettres-Patentes nous montre manifestement, encore, ici, l'emprunt fait à la jurisprudence.

tions de de Boissieu¹² — que le droit de succession de l'Aumône n'a lieu, à cette époque, déjà, qu'« à « défaut de frère et sœur » ; *les Lettres-Patentes n'ont donc pas restreint le droit de succession, les recteurs reconnaissent, en effet, dans leur requête dont la première partie du texte des Lettres Patentes n'est manifestement que la retranscription, qu'ils ne succèdent qu'à cette condition*; le Roi ne pourra donc leur accorder plus qu'ils ne demandent !

2) *La Décision Royale.*

Après avoir pris connaissance des Lettres-Patentes de 1560 et de la Jurisprudence des Adoptions, le Roi « désirant favorablement traiter lesdicts Exposants « et leurs Successeurs en l'Administration de ladite « Aumosne, les maintenir et garder audit *usage* « *d'adoption*, Possession et Jouissance des Succes- « *sions desdicts enfans adoptifz* » prononce la solennelle et décisive autorisation : « *Avons de notre* « *certaine science, pleine puissance et autorité royale,* « CONFIRMÉ ET APROUVÉ, CONFIRMONS ET APROUVONS, « *par ces présentes, signées de notre main, L'usage de* « *L'Adoption des Enfans orphelins, mis en Ladite* « *aumône générale, pratiquée par lesdicts Recteurs* « leurs PÈRES ADOPTIFZ ».

La décision du Conseil du Roi, en date du 6 décembre 1643, donne ainsi à l'Adoption des Recteurs la consécration définitive; l'évolution de l'usage est désormais terminé; il est *écrit* (Règlements), *homologué* (Jugements), et, solennellement *autorisé* (Lettres-Patentes).

(12) Cf., T. I, ch. IV.

Sans en préciser la nature, les Lettres-Patentes, néanmoins, conservent à l'adoption des recteurs tous les caractères et les effets qu'elle produisait, puisque elles déclarent en bloc confirmer « leur adoption, telle qu'ils l'ont pratiquée » ; rien ne saurait, d'autre part, attester, mieux que ces termes, le caractère *coutumier* de l'adoption de l'Aumône : nous avons ici la preuve, absolument authentique, dans des Lettres, où il s'agit de revêtir d'un caractère officiel le droit des recteurs, que ce droit est reconnu, non pas tant comme une *adoption*, que comme un *USAGE D'ADOPTER*.

Vient ensuite la *confirmation solennelle du Droit de Succession* — but pratique des Lettres et objet principal de la requête des recteurs — mais, l'intérêt réside plus dans la confirmation globale de l'usage d'adoption que dans celui du droit particulier de succession. Puisque, ainsi le Roi entend « maintenir et garder les recteurs dans le droit qu'ils avaient auparavant » c'est l'adoption de l'Aumône telle qu'elle était à cette époque, avec son complexe de romain, de chrétien et de lyonnais, qui est validée, autorisée pour l'avenir. Le Roi ne prononce pas de jugement sur la nature de cette adoption, mais il est facile de se rendre compte qu'elle est maintenue comme elle était à cette date, *adoption qui fait passer l'enfant sous la puissance de l'adoptant, titre légitimement acquis « de pères adoptifs », adoption charitable, droit de succession, incapacité, selon « l'ancien droit Romain », de donner, tester et disposer, c'est tout cela que sanctionne et autorise à l'avenir l'acte législatif*

du 6 décembre 1643. Que fait alors le Roi? Accorde-t-il un droit d'adoption aux recteurs? Non, il *constate l'usage et l'homologue*, c'est l'acte final de l'évolution de la coutume, stade que, depuis 1453, avec l'ordonnance de Montil-les-Tours, nous retrouvons dans toutes les coutumes générales ou usages particuliers comme celui-ci.

L'adoption de l'Aumône continue alors, avant comme après les Lettres-Patentes, en conséquence, à garder ses anciens attributs, *elle est toujours une coutume, et elle peut encore évoluer*¹³. Mais dorénavant, on pourra s'appuyer sur un acte législatif, sur une disposition de droit précise pour établir la légitimité ou constater les effets de l'adoption de l'Aumône; on ne pourra plus aussi bien qu'auparavant invoquer l'abolition de l'adoption en France contre la pratique des Recteurs, puisque le Roi déclare que, nonobstant cette abolition, les Recteurs sont gardés en leur droit antérieur, dont il veut qu'ils jouissent en paix : « Nous les avons, en tant que besoin est ou « seroit, maintenus et gardés, maintenons et gardons, « Pour lesdites Successions jouir et user à l'avenir, « ainsi qu'ils en on jouÿ et usé, jouissent et usent « encore à présent »; c'est une possession, un usage dont la jouissance est maintenue aux recteurs, « pleinement et paisiblement sans, en ce, leur faire « mettre ou donner, ne souffrir leur estre fait mis ou

(13) Néanmoins, il faut souligner que par suite de ces Lettres Patentes, on aura tendance à interpréter *restrictivement* le droit d'adoption des Recteurs « à la forme des Lettres Patentes ». (Arrêt de 1647 déjà, par ex., surtout les procédures du XVIII^e siècle, cf. *infra*, T. III, ch. II).

« donné, ores ne pour l'avenir, aucun trouble ni em-
« pêchement au contraire. »

Le caractère de *reconnaissance du droit en cours* par les Lettres-Patentes de 1643 est nettement indiqué au début des dispositions relatives à l'adoption, dans les *Lettres Patentes de 1672 dont nous allons maintenant parler*. L'art. 9 commence en effet ainsi :
« Et expliquant et amplifiant en tant que besoin est,
« nos Lettres accordées aux Recteurs dudit hôpital
« en l'année 1643 *confirmatives de leur usage d'adop-*
« *ter des Enfants orphelins, etc...* ».

SECTION 2.

LETTRES PATENTES DE NOVEMBRE 1672.

En couronnement de la jurisprudence des adoptions, après les dernières procédures de 1671, les *Lettres-Patentes de 1672* reconnaissant tous les droits de l'Hôpital de la Charité, consacrent, dans les art. IX-X-XIII principalement, une nouvelle précision et confirmation de l'adoption de l'Aumône-Générale ¹⁴.

L'usage pleinement fixé reçoit, ici, une précision inconnue des Lettres de 1643; en explication et développement des Lettres précédentes, y lit-on, le roi Louis XIV reconnaît solennellement aux recteurs le droit « d'ADOPTER *les Enfants orphelins des Pauvres Habitants de la dite Ville* » depuis 7 ans jusqu'à 14,

(14) *Texte*, P. J., n° 53.

(15) Ainsi, permission à des adoptives de faire *donation à cause de mort* de tous leurs biens avant d'entrer au couvent (1672, E 44, Inv. III, p. 89-1676, Inv. III, p. 97).

et d'avoir sur « *lesdits Enfants adoptifs tous les droits et effets de la PUISSANCE PATERNELLE* », le texte précise, « soit au fait de l'*Education*, cas de *Mariage*, « *Testament, Donations et tous autres Actes* ¹⁵ qui « pourroient être passés par lesdits Adoptifs à l'*insceu et sans le consentement desdicts Recteurs*, lesquels « Actes voulons être *nuls et de nul effet* » ¹⁶. Ce point mériterait des développements importants s'il n'était pas la simple confirmation, plus solennelle encore cette fois, du droit antérieur, déjà homologué comme nous l'avons vu, par les tribunaux; ceux-ci ont maintes fois reconnu l'incapacité de l'enfant adoptif de l'Aumône de faire contrat de mariage (Draillat, 1665) testament (Draillat, 1671), (Milleron, 1611-16), donation (Chazette, 1639). Un seul point nouveau demande une explication : la puissance paternelle est expressément, par les Lettres de 1672, reconnue en plus aux recteurs au *fait de l'éducation*; les punitions envers les adoptifs, les mesures prises pour leur instruction ¹⁷, de plus en plus nombreuses (musique, humanités, etc.), dérivent donc de cette puissance paternelle dont elles constituent les obligations, contre-partie nécessaire des nombreux droits accordés à l'Aumône par l'incapacité de son enfant adoptif.

Le *Droit d'Usufruit* est ensuite « *maintenu aux recteurs* »; il était déjà précisé, nous l'avons vu, dans les Règlements, dès 1605; la consécration législative emprunte, ici, la forme du Règlement de 1628; les Recteurs jouissent des revenus des biens de leurs en-

(16) Art. IX.

(17) Cf. *infra*, T. III, ch. I.

fants non pas *seulement pendant leur minorité*, mais tant que les enfants « sont sous *leur charge et administration* » ¹⁸; enfin le *Droit de Succession* est solennellement reconnu. L'hôpital succède

« auxdits Adoptifs, à défaut de frères ou sœurs, et même à
« l'exclusion des frères et sœurs qui en majorité auroient
« abandonné ou laissé recevoir lesdits Adoptifs par lesdits
« Administrateurs. *Voulons en outre* qu'ayant lesdits Adoptifs des frères et sœurs, ledit hôpital leur succède pour
« la part et portion d'un frère ou sœur seulement, et, venant lesdits Adoptifs à décéder après ladite administration finie, sans avoir enfant. frères ny sœurs et sans tester,
« que ladite Aumône-générale leur succède pour la part et
« portion d'un des héretiers (sic) seulement privativement
« à tous autres parents » ¹⁹.

Le Roi accorde ainsi à l'Hôpital de la Charité le droit de succéder *même* en présence de frères ou sœurs, *même* contre les frères et sœurs; il exclura ainsi ces derniers qui auraient laissé leur jeune frère ou sœur entrer à l'Aumône; peut-être, n'est-ce là qu'une précision du droit antérieur qui refusait aux parents indignes la succession de l'enfant recueilli à l'Aumône et assoyait le droit de celle-ci à la fois sur son adoption et cette indignité; il est dorénavant bien entendu que les frères et sœurs *majeurs* seront, comme les oncles et cousins, privés de la succession, mais l'innovation consiste dans le droit que n'avaient pas encore les recteurs de *succéder concurremment avec les frères ou sœurs* : C'est une *innovation certaine*, et, toute récente, car, bien vraisemblablement, elle fut sollicitée par les recteurs au lendemain du procès Draillat de 1671 qui atteste, sans qu'aucun

(18) Art. IX.

(19) Art. IX.

doute soit possible, que *ce droit n'existait pas encore à cette date* ²⁰. Il y a donc, en ce point, une adjonction à l'usage de l'Aumône; une faveur est octroyée, sur leur demande très probable, aux recteurs de l'Aumône; ceux-ci, en effet, nous l'avons vu, étaient intervenus, l'année précédente, dans un procès en Sénéchaussée pour assurer au frère d'un de leurs adoptifs la succession de celui-ci décédé; et ils ne l'avaient fait que pour assurer la sauvegarde des droits reconnus par les Lettres-Patentes de 1643 qui, dans cette occurrence, leur étaient défavorables, car en présence du frère, ils ne succédaient pas. Jugeant être ainsi par trop desservis en de telles causes, ils insistèrent vraisemblablement pour obtenir, dans de semblables circonstances, un droit à la succession, ils l'obtiennent, par l'art. IX, qui leur accorde la part d'un frère.

Quant à la réglementation finale de la partie de l'Art. IX touchant le droit de succession, elle ne constitue pas, malgré les apparences, une diminution au droit de succession de l'Aumône; on y lit, en effet,

(20) Cf. *supra*, T. II, ch. III, 7^e section. L'année qui précéda l'obtention des Lettres-Patentes en 1671, les Recteurs étaient évincés de la succession par la présence d'un frère, Jean-Baptiste Draillat : dans ces conditions, établir un rapport entre le fait de 1671 et le nouveau droit obtenu, précisément l'année suivante, 1672, paraît assez naturel. Mais, en plus, le texte des Lettres-Patentes, lui-même, montre assez qu'il s'agit d'une innovation : après avoir déclaré « *maintenir* » les Recteurs dans le droit de succession, comme ils l'avaient jusqu'à présent, il est ajouté : « *Voulons en outre* que ayant lesdits Adoptifs des frères et sœurs, ledit « *Hôpital leur succède pour la part d'un frère ou sœur* » : il y a là une augmentation des droits de l'Aumône, conforme d'ailleurs, au but de ces Lettres, données, non plus seulement, comme celles de 1643 pour *confirmer* l'usage des adoptions, mais en « *confirmation et augmentation* des Droits, Franchises, etc. » de l'Aumône-Générale.

que les Recteurs succèdent à leur adoptif décédé majeur, *sans avoir enfant, frère ni sœur et sans tester, pour la part d'un héritier*. Il semblerait, donc, d'après la lettre du texte, que *l'Aumône n'ait en ce cas qu'un droit réduit*, puisqu'elle n'obtient par les Lettres Patentes que la *portion d'un héritier*. Mais où irait l'autre portion ? Par hypothèse, l'adoptif en question n'a ni enfant, ni frère, ni sœur, ni héritier testamentaire, et, la Charité lui succède « *privativement* » à *tous autres parents*, c'est-à-dire à leur exclusion ! L'Aumône n'a donc pas « la part d'un héritier seulement » mais *toute la succession*. Le texte de 1672 est donc incompréhensible, et, il faut admettre une maladresse d'expression; la preuve en est par la rectification de la même expression dans les Lettres-Patentes de 1729, de forme bien plus soignée, où l'on lit la même disposition, *mais avec suppression de la portion de phrase inintelligible* « *pour la part et portion d'un des héritiers seulement* » :

« Maintenons (l'hôpital) dans le droit de succéder aux
« dits adoptifs, à défaut de frères ou sœurs, et même à l'ex-
« clusion de frères et sœurs, qui en majorité auroient aban-
« donné ou laissé recevoir les dits adoptifs par les dits ad-
« ministrateurs. Voulons en outre qu'ayant les dits adoptifs
« des frères et sœurs, le dit hôpital leur succède pour la
« part et portion d'un frère ou sœur seulement, et, venant
« *lesdits adoptifs à décéder après ladite administration finie,*
« sans avoir enfans, frères ny sœurs et sans tester, que ladite
« Aumône-Générale lui succède *privativement* à tous autres
« parents. » (L. P., 1729).

Les prérogatives des Recteurs sont donc ainsi clairement établies : en l'absence d'un frère ou sœur ou d'un héritier testamentaire, *ils succèdent à leur enfant adoptif en tous ses biens*.

Le droit de succession de l'Aumône-Générale, *alias* Hôpital Général de la Charité, est reconnu officiellement — et, pour la première fois, en 1672 — *exister, même après l'administration de l'œuvre, pendant toute la vie de l'enfant* : nous aurons à revenir, là-dessus, dans notre troisième Titre (Jugement du tribunal de district de Castres, 1792).

Dans l'article XIII, les Recteurs sont autorisés à continuer leur usage de faire inventaire, ventes de meubles et même d'*immeubles* des « adoptifs » (ainsi que des « autres Pauvres »), durant le temps de leur administration. Cette confirmation constitue la sauvegarde d'un droit, déjà ancien — puisque les Lettres de 1560 l'avaient déjà reconnu — dont les détails sont minutieusement précisés. Il faut surtout remarquer que les officiers de la justice ordinaire sont évincés au profit des officiers de l'hôpital; il est seulement exigé un état et estimation des biens vendus par deux experts nommés par le Sénéchal et deux publications faites sur les « lieux à l'issue des Messes Paroissiales », deux dimanches de suite, et 3 publications en « l'Audiance de la Sénéchaussée » (dans ces mesures, il y a encore là, sanction d'une décision judiciaire antérieure, et, confirmation par le roi des formes prescrites par un Arrêt du 13 mai 1654) ²¹. Les assistés de l'Aumône ne pourront venir contre ces opérations, le prix des ventes leur sera conservé et remis avec leurs biens après la dite administration finie » et, ils ne pourront, à nouveau,

(21) Cité au n° 30 de G³⁴⁰.

« venir contre lesdits comptes » et critiquer « ce qui aura été fait traité et arrêté par lesdits Administrateurs ». *Ce pouvoir absolu de gestion, cette dispense de rendre compte a de lointains précédents*; les « orphanotrophes » du Bas-Empire jouissaient, déjà, par Constitution des Empereurs Léon et Anthémios²², d'exemption de tout contrôle dans la gestion des biens des orphelins recueillis auxquels ils ne devaient aucun compte, lors de la restitution de leur patrimoine. Dans le cas de l'Aumône lyonnaise, le rapprochement est, certes, intéressant à faire.

Nous avons, ainsi, avec les Lettres-Patentes de 1672, atteint le point culminant, si j'ose m'exprimer ainsi, de l'évolution de la coutume d'adoption des Recteurs : les droits de ceux-ci, en cette matière, confirmés, approuvés, et, même augmentés, sont dorénavant fixés dans des dispositions précises : l'Adoption — quant aux effets qu'elle produit, — et aux sujets auxquels elle s'applique, est dorénavant clairement connue. Mais un point important est alors à noter, qui dérive de ce que ces Lettres de 1672 ont une toute autre portée que celles de 1643 :

1° Les Lettres-Patentes de 1643 s'étaient bornées, en effet, à confirmer l'usage antérieur des Recteurs, surtout en ce qui concerne le droit de succession, sans y rien innover; le Roi, même quand il déclarait : « Voulons et ordonnons que (les Recteurs) puissent « recueillir les successions (des adoptifs) », ajoutait « suivant la possession et jouissance en laquelle ils « sont »; en 1672, au contraire, il y a, de par le Roi, adjonction expresse, comme nous l'avons vu, à

(22) Cf. *supra*, Titre Préliminaire, ch. I.

l'usage antérieur, *augmentation* de droits. En cela, l'adoption de l'Aumône-Générale perd son caractère coutumier, pour devenir du droit légal, né d'une attribution expresse d'un texte législatif. Phénomène que l'on retrouve dans l'histoire de toute coutume, avec la « *réformation* » des règles, précédemment mises par écrit.

2° Les Lettres-Patentes de 1643 *ne définissaient pas* l'« usage d'adoption » dans lequel elles déclaraient maintenir les Recteurs, se bornant à expliciter l'étendue de leur droit de succession. Les Lettres-Patentes de 1672, au contraire, précisent et passent en revue les différents aspects de l'Adoption de l'Aumône, et délimitent *soigneusement* les droits des Recteurs.

a) Elles leur accordent d'abord *l'autorisation générale d'adopter* ²³.

b) Elles spécifient bien, ensuite, *qui peut être adopté*, autrement dit, les conditions d'adoption : ce sont les enfants *orphelins des pauvres habitants de Lyon*, âgés de *plus de sept ans* et de *moins de quatorze*; il y a là transcription exacte des règlements de l'Aumône : les dispositions rectorales sont validées par le Roi.

c) Elles spécifient, enfin, les effets de l'adoption, *puissance paternelle* reconnue aux Recteurs, *incapacité* corrélatrice de *l'enfant adoptif* en matière d'actes juridiques (Testaments, Donations, etc.); *droit d'usufruit* des biens des enfants et *droit de succession* minutieusement réglé.

(23) « Voulons que ledit usage (d'Adoption) soit suivy et observé... » (Art. IX).

Aucun des points de l'adoption de l'Aumône-Générale n'est ainsi laissé dans l'ombre. Mais, si tout est fixé à ce point, c'est, bien, semble-t-il, que le Roi n'a pas seulement voulu confirmer l'usage des Recteurs et le faire connaître clairement, mais, aussi *le renfermer dans les bornes des règles ainsi précisées* : en effet, on ne voit pas pour quelles raisons l'Hôpital de la Charité pourra se dispenser des règles relatives à ses adoptions des articles IX, X et XIII, alors qu'il ne peut certainement pas contrevenir aux autres dispositions édictées par le Roi dans les vingt autres articles. De même que les Recteurs ne pourront pas se prévaloir d'autres exemptions d'impôts ou entrées en franchise de certains produits que celles fixées en détail dans les Lettres-Patentes, de même ne pourront-ils pas s'écarter, en ce qui concerne leur droit d'adoption, des dispositions précises promulguées par le Roi ; le Roi a reconnu l'usage, c'est très bien, mais, maintenant qu'il l'a reconnu, *comme il est disposé dans sa loi*, on n'y peut rien changer : AJOUTER OU RETRANCHER AUX PRIVILÈGES RECONNUS, C'EST ALLER CONTRE LES LETTRES-PATENTES. La nécessité d'interpréter le droit d'Adoption conformément aux Lettres-Patentes apparaît déjà, nous avons eu l'occasion de le montrer en passant, dans les procédures qui ont suivi les Lettres de 1643²⁴, à plus forte raison est-ce indispensable avec

(24) a) *Arrêt du 27 juillet 1647*, Aff. Coste : L'avocat des Recteurs, contre les critiques faites à l'adoption de l'Aumône qui n'observe pas les règles prescrites par Antonin pour l'adrogation des impubères, combat le motif par plusieurs arguments : « *Mais toutes ces raisons, ajoute-t-il, sont inutiles après les Lettres-Patentes du Roy de l'année 1644* (sic pour 1643, elles furent, en

les Lettres de 1672, et, cela, d'autant plus que l'institution originale de l'Aumône-Générale apparaîtra plus exceptionnelle, dans la désuétude croissante de l'adoption en France, et, que les Lettres-Patentes constitueront la seule base sur laquelle l'Aumône pourra appuyer son droit d'adoption ²⁵.

Il en résulte que la fixation de l'usage d'adoption dans les Lettres de 1672 est plus qu'une *rédaction* de la coutume de l'Aumône, elle est une véritable CODIFICATION de cette coutume; il se produit, encore là, dans l'histoire de notre coutume lyonnaise, un phénomène habituel à toute coutume : après sa mise par écrit, *sa codification*; c'est, en petit, pour notre adoption, ce qui s'est passé pour l'ensemble du droit coutumier avec le Code Civil. Les Lettres-Patentes de 1672 constituent, véritablement *le Code des Adoptions*

« effet, enregistrées seulement en 1644) », « ...Il est important « d'observer, continue l'orateur, que le Roi ni le Parlement n'ont « exigé des Directeurs aucune solennité pour la validité desdites « adoptions... *Tellement que d'en exiger qui soient conformément « à la disposition du Droit romain, c'est une prétention destituée « de toute apparence* ». Précédemment l'avocat de la demande-
« resse s'était servi des mêmes Lettres-Patentes contre les Rec-
« teurs : quand même les intéressés (les Recteurs), avait-il dé-
« claré, auroient la puissance d'adopter sans connoissance de
« cause, ils ne peuvent enfin adopter que selon les termes de la
« *Déclaration du Roy*, qui ne leur permet d'adopter que, etc... »
(cf. P. J., n° 48, et *infra*, Sect. 5). De même, le procureur du Roi, qui conclut, qu'après les « *Déclarations du Roy*, vérifiées en cette Cour », il n'y a pas « *apparence d'y rien innover* ». b) Sentence du 21 février 1671 : « ...Sa Majesté ayant approuvé et confirmé « l'usage d'adoption pratiqué par lesdits sieurs Recteurs à son « entier il n'y a pas apparence de le retrancher ». (Plaidoirie de l'avocat du défendeur, auquel les Recteurs s'étaient joints); mettant en avant divers motifs favorables à l'adoption de l'Aumône, M^e Galliat, procureur du Roi, conclut : « *Mais sans s'arrêter à « des raisonnements, IL SUFFIT de dire que la volonté de nos Roys « y est formelle et que par leurs déclarations ils ont autorisé « l'adoption dont il s'agit.* »

(25) Cf. *infra*, T. III, ch. II.

de l'Aumône-Générale²⁶; les lettres suivantes de 1729, en la matière d'adoption ne feront que reproduire le texte des précédentes, sans y rien changer²⁷.

Pareil caractère des Lettres de 1672 est assez important pour être mis en lumière : au moment où l'adoption des Recteurs devient un privilège qui ne subsiste plus que par l'autorisation donnée par le Roi dans ses diverses Lettres, 1643, 1672, 1729, les trois textes législatifs sur l'Adoption de l'Aumône-Générale, il deviendra impossible aux Recteurs d'aller contre les dispositions précises de leur usage dorénavant fixé dans ces Lettres-Patentes; nous reviendrons sur cette question, au chapitre II du Titre III, à propos des difficultés suscitées au XVIII^e S. aux Recteurs.

Avec ces Lettres-Patentes de 1672, l'adoption de l'Aumône a atteint ainsi le terme de son évolution, en même temps que la forme de sa perfection; la coutume de l'Aumône-Générale, alors au zénith de sa course, resplendit, en ce milieu du XVII^e siècle, de tout l'éclat de ses droits désormais incontestés et solennellement reconnus²⁸. Mais c'est, déjà, la splen-

(26) Cf. Code de l'Hôpital-Général de Paris, ensemble des règles des différentes maisons y unies.

(27) Sauf le changement dans la forme, signalé, *supra*, p. 558.

(28) En plus de ces Lettres de 1672, il faut signaler celles de Juin 1692, accordant le droit de garde-gardienne à l'Hôpital de la Charité, à propos des biens de l'œuvre ou de ses adoptifs; dans le projet initial, il était même uniquement question des adoptifs, de leurs biens et des litiges les concernant (A1, 39 : Lettres-Patentes de Garde-Gardienne, données « en conséquence d'arrêt du Conseil privé du Roi », du 23 mai 1692 (A1, 28); cf. aussi, détails curieux sur l'obtention de ces lettres par le commis des Recteurs à Paris et à Versailles, E133). Par ces Lettres, les contestations afférentes, entre autres, aux adoptifs, en quelque endroit que se trouvent situés les biens en litige, étaient toutes attribuées à la juridiction exclusive de la Sénéchaussée de Lyon, et en appel, du Parlement de Paris.

deur d'un astre solitaire, dans le grand vide laissé par une institution disparue; en *pleine vigueur encore vers la fin du siècle, elle apparaît bientôt comme le privilège exorbitant et extraordinaire des orphelins légitimes de Lyon.*

Les mêmes Lettres-Patentes de 1672 qui apportent ainsi à l'adoption de l'Aumône une solennelle confirmation, ajoutent, dans un article intercalaire, l'art. 11, *une innovation qui nous paraît remarquable*; après avoir défini le droit d'adoption de l'hôpital de la Charité, les Lettres-Patentes continuent; « Voulons
« aussi que les *Recteurs et Administrateurs de*
« *l'Hôtel-Dieu de Pont du Rhosne* de ladite Ville en
« usent de mesme et jouissent de pareils droits et
« privilèges *concernans les adoptions qu'ils font des*
« *pauvres enfans qui n'ont atteint l'âge de sept ans*
« pendant que lesdicts Enfans sont sous leur charge
« et administration, seulement ainsi qu'il a toujours
« été par eux pratiquée ». Nous voilà donc en présence d'une adoption différente de celle de l'Aumône générale, et pourtant, jusqu'à présent, rien ne nous a averti qu'une autre maison que l'Aumône-Générale de Lyon ait pratiqué les adoptions. Nous voilà néanmoins avertis par ces Lettres de 1672 et elles ne sont pas édictées au profit de l'Hôtel-Dieu, mais de la Charité, *que le même droit d'adoption* est reconnu à l'autre grand établissement hospitalier de Lyon, l'ancien hôpital du Pont du Rhône, devenu le Grand Hôtel-Dieu de Lyon :

Nous allons donc en suite de ces Lettres Patentes,

— et, en quelque sorte, en appendice à ce chapitre —
étudier cette nouvelle adoption.

Appendice.

LE DROIT D'ADOPTION DE L'HÔTEL-DIEU.

L'Hôtel-Dieu, nous le savons, — depuis longtemps, en tous cas, depuis la fondation de l'Aumône-Générale, — recueillait effectivement, outre les enfants trouvés, les orphelins de moins de sept ans. Quelle que soit, d'ailleurs, l'ancienne pratique de l'hôpital, une série d'accords entre l'Aumône-Générale et l'Hôtel-Dieu, avaient abouti, nous l'avons vu, au début du XVII^e siècle, à partager l'assistance des orphelins Lyonnais entre les deux maisons (accords de 1614), les orphelins de moins de sept ans étaient *reçus* à l'Hôtel-Dieu en attendant qu'ils aient l'âge fixé par les Règlements de l'Aumône *pour être admis, et adoptés par elle*. S'il est donc certain que l'Hôtel-Dieu, à l'instar de l'Aumône-Générale, recevait les enfants orphelins, par contre, *ils n'y étaient pas adoptés* : nous allons, dans un examen attentif, en *apporter la preuve*, et, déterminer également à *quelle époque l'Hôtel-Dieu instaura l'adoption de ces enfants*.

Dès le début du XVI^e siècle, l'hôpital du Pont-du-Rhône recevait les petits enfants orphelins ou trouvés; la plus ancienne mention, qui soit faite de cette assistance, est un acte des Registres Consulaires du

25 décembre 1516 ²⁹. Un peu plus tard, dans le premier registre des Délibérations de l'Hôtel-Dieu, distinct de ceux du Consulat, qui remonte à janvier 1524, tout au début au Folio 2 r., dans l'énumération du personnel et des malades, il est constaté, entre autres assistés, qu'il y a plusieurs enfants assez grands et neuf au berceau. Quelle est la condition juridique de ces enfants ? Nous n'avons pas beaucoup de renseignements à leur sujet, néanmoins, au F^o 2 verso et 5 recto du même registre, quelques précisions fondamentales sont apportées; les recteurs chargent le procureur de l'hôpital de « trouver
« moyen s'il est possible louer les enfans tant filles
« que masles à maistres et maistresses pour la des-
« charge dudict hospital... et, en deffault de trou-
« ver maistres ou maistresses pour les louer, l'on
« leur baillera ung escripteau où sera escript qu'ils
« sont povrez orphelins sortant de l'hostel-Dieu d :-
« mandant l'aulmosne pour Dieu et ne seront tenuz
« audict hospital ne substentez passé l'aage de sept
« ans, pour la descharge dudict hospital. »

Voilà donc toute la situation juridique de ces pauvres enfants; ils sont « *pauvres orphelins sortant de l'Hôtel-Dieu* », que ce dernier, assez peu charitablement, met à la rue à sept ans, et, expose à la charité des passants; rien qui fasse supposer, dans ces premiers temps, une adoption comme celle que l'Aumône-Générale devait instaurer douze ans plus tard; *l'Hôtel-Dieu, en les recueillant un certain temps, juste pour empêcher qu'ils ne meurent dans*

(29) A ce propos, cf. ASTIER, *l'Hôtel-Dieu et le Département du Rhône*, p. 92.

leur tout bas-âge, borne son rôle d'assistance, à celui d'un nourricier (dimanche, 24 janvier 1524, Reg. I, F^o 2 V^o). Un texte un peu plus loin ordonne au même « procureur » : 1) de faire reconnaître par l'enfant, qui sort de l'hôpital, qu'il a été nourri « audict hospital et *esdicts* enfans d'icelluy » ; pareille déclaration ne crée aucun lien juridique, elle se borne à *constater un fait matériel* : l'enfant reconnaît qu'il a été reçu parmi les autres enfants de la maison. Puis, 2) le scribe ajoute que si l'enfant est en âge compétent (!), il faudra lui faire déclarer par-devant notaire et témoins que, s'il meurt ab-intestat, et, sans enfants « légitimes et naturels » que « ledict hostel-dieu succède à ses biens » ³⁰. L'enfant, en établissant ainsi l'hôpital comme son héritier, admet implicitement le droit qu'il peut avoir — nous en avons déjà parlé — de venir à sa succession, comme l'enfant exposé de l'Aumône devra déclarer, dix ans plus tard, que « commis d'aulmosne » viendront à la sienne ; c'est la seule reconnaissance d'un droit, mérité par l'Etablissement par suite de sa bienfaisance ; ce *ne saurait être une convention d'hérédité*, puisque, hors les contrats de mariage, elles étaient *formellement prohibées par le droit écrit* ³¹.

Mais d'ailleurs, la valeur possible de ces conventions ne saurait nous retenir, car, quelle que soit leur valeur, la situation va se modifier complètement avec la création de l'Aumône-Générale : l'Hôtel-Dieu,

(30) Reg. I, f. 5 r.

(31) Cf. par ex. HENRYS, *Œuvres complètes*, II, Livre IV, Titre II, Quest. CXXVI, p. 712, *Observations*.

dans la période de droit informe antérieure, pouvait bien établir les règles qu'il jugeait bon touchant les rares enfants qu'il recueillait, mais, avec l'organisation vraiment sérieuse de l'assistance infantile, en 1534, avec l'institution de l'Aumône, le droit prétendu par l'Hôtel-Dieu n'aura plus de portée pratique; l'œuvre nouvelle va amener un changement dans la condition des diverses catégories d'enfants : celle de l'enfant trouvé restera pareille, il continuera, pendant tout le XVI^e siècle, à être renvoyé à l'âge de sept ans, mais l'orphelin légitime, — qu'il soit recueilli directement par l'Hôtel-Dieu, ou, qu'il soit confié à l'Hôtel-Dieu par l'Aumône, n'ayant pas encore l'âge d'entrer dans ses hôpitaux — ne sera plus mis à la rue à sept ans, mais à cet âge, *sera remis aux recteurs de l'Aumône, qui le recevront comme enfant adoptif*; il est bien évident, dans ces conditions, que les prescriptions de 1524 ne seront plus applicables aux orphelins de l'Hôtel-Dieu : ceux-ci ne pourront plus, à leur sortie de l'établissement, être contraints à reconnaître, — quelle que soit, remarquons-le bien, la valeur de cette reconnaissance — l'hôpital comme leur héritier, car, *au moment, être contraints à reconnaître, — quelle que soit, ment où ils feraient cette déclaration, ils passent précisément sous la charge de l'Aumône* et le droit de celle-ci rendra inopérant toutes les conventions d'hérédité passées avec le premier établissement : on peut même dire qu'au cas où il y en aurait eu, elles sont pratiquement remplacées par l'accord de 1614 dont il va être question. Dans ces conditions, le nouvel état de choses, à partir de 1534, date de créa-

tion de l'Aumône, nous amène à établir à cette date une coupure catégorique avec le passé.

Tout au long du XVI^e siècle, il n'est jamais question d'une adoption quelconque au bénéfice de l'Hôtel-Dieu ni de la qualité qu'aurait l'enfant trouvé ou l'orphelin de l'Hôtel-Dieu d'« enfant adoptif » de la maison, qualité que possède l'enfant de l'Aumône pendant le XVI^e siècle, il est fréquemment question, dans les reg. hospitaliers, d'enfants orphelins de l'Hôtel-Dieu passant à l'Aumône, lorsqu'ils ont atteint un certain âge, *ils ne sont jamais qualifiés autrement que enfants « sortant de l'hospital »*. L'Hôtel-Dieu prit l'habitude, ainsi, de passer à l'Aumône, à l'âge de sept ans, *les orphelins légitimes Lyonnais* qui les reçoit alors dans ses hôpitaux. Mais, au XVII^e siècle, la condition de l'orphelin de l'Hôtel-Dieu évolue considérablement :

1) *L'accord du 2 mai 1614* qui normalise à l'avénir — nous l'avons vu — le partage d'attributions entre les deux Etablissements, nous montre, d'abord, la pratique précédente bien établie : l'Hôtel-Dieu a soin des orphelins légitimes *jusqu'à sept ans* et l'Aumône-Générale *à partir de sept ans*, mais l'Hôtel-Dieu n'accepte cette sujétion qu'à la condition que « *venant lesdicts enfans à décéder dans ledict hospital du pont du Rosne, pendant le temps et aage de sept ans, il leur succédera privativement à la dicte Aulmosne* ». Quelle est la valeur juridique de cette clause ? Elle dérive, certes, d'un accord, mais par convention, on ne peut, malgré tout, pas faire n'importe quoi, il y a des choses prohibées,

entre autres, les pactes sur successions futures. Ce n'est point ainsi, qu'il faut interpréter cette disposition de l'accord de 1614; l'Aumône-Générale jouissait depuis longtemps du droit d'adopter les enfants orphelins, mais, elle avait, sans que rien l'y obligea, *limité son droit*, par une restriction volontaire aux enfants de plus de sept ans; les enfants qui sont à l'Hôtel-Dieu, destinés à passer plus tard à l'Aumône, sont déjà — au moins, en puissance — ses enfants adoptifs ³²; l'Aumône peut ainsi déléguer à l'Hôtel-Dieu, *qui lui garde temporairement les enfants destinés à son adoption, un des droits de cette adoption*, ainsi, en 1614, le *droit de succession* pour les enfants mourant à l'Hôtel-Dieu avant sept ans.

2) Dans le premier règlement imprimé de l'Hôtel-Dieu, en date de 1627, on lit, au chapitre XVII consacré aux « Devoir et Charge de la Maistresse des « petits enfans », que « *les petits enfans orphelins* « *originaires de la ville, ou treuvez* (ceux-ci, en vertu « de l'accord de 1626) souz l'aage de deux ans, sont « baillez à nourrice. Et, passé le dict aage de deux « ans, *sont retirez à l'Hospital pour estre nourris* « *et eslevez* souz la conduite d'une maistresse, de « vie et mœurs irréprochables, jusques à l'aage de « sept ans, et par après, *sont renvoyez à l'Hospital* « *de la Charité*, à la charge et Direction des sieurs « Recteurs d'iceluy »; les orphelins sont mis ainsi sur le même plan que les enfants trouvés, ils ont à l'hôpital la même condition, *rien n'indique une*

(32) Cf. l'adoption de E⁵, f° 258.

adoption de l'une ou l'autre des deux catégories d'enfants.

En suite de ces dispositions de 1627, l'Hôtel-Dieu, qui a déjà le droit de succéder aux orphelins, exige que les enfants soient bien originaires de la ville; tous les enfants sont confiés au même recteur, mais, en plus, ce dernier, dans le livre qu'il tiendra des « orphelins et exposez », conservera « les papiers concernant les orphelins légitimes », (13 mai 1629). Il y a déjà dans ces dispositions, des mesures particulières aux orphelins vis-à-vis desquels l'Hôtel-Dieu prend, soit pour leur réception, soit pour l'administration de leurs biens, des mesures spéciales de surveillance.

3) Nouvelle décision qui rapproche la condition des *orphelins légitimes* de l'Hôtel-Dieu des *enfants adoptifs* de l'Aumône-Générale; le 10 novembre 1630, les Recteurs de l'Hôtel-Dieu décident, à la forme des Lettres-Patentes de 1560 et de leurs conventions avec l'Aumône-Générale, de faire procéder par leurs officiers, à l'instar de l'Aumône-Générale, à l'inventaire et vente de biens des enfants, en présence d'un des Recteurs; les deniers en seront conservés au profit des orphelins³³; mais il n'est pas mention d'adoption ni d'adoptifs. De plus, pour qu'une telle décision soit prise seulement en 1630, cela nous montre assez que les Recteurs de l'Hôtel-Dieu ne possédait pas une très ancienne prérogative de l'Aumône, et qu'à plus forte raison, ils ne possédaient pas les droits, plus importants encore, de l'adoption. Cette décision est, d'ailleurs, basée sur l'équivoque : elle

(33) Reg. 12 (1629-30), f. 199^r.

s'appuie essentiellement en effet, sur les Lettres-Patentes, celles de 1560, *qui n'étaient pas faites pour l'Hôtel-Dieu* et sur les Règlements entre les deux maisons, où *ce droit n'est pas mentionné* ! Néanmoins, elle se justifie en ce que l'Hôtel-Dieu, depuis ces Lettres-Patentes, est entré, pour ainsi dire, dans l'œuvre de l'Aumône, à propos des enfants orphelins, et il est bien probable que, s'il en avait été déjà ainsi en 1560, le roi aurait accordé aux deux maisons les mêmes prérogatives. Néanmoins, en droit strict, la situation de l'Hôtel-Dieu est peu solide et fausse; son droit de succession basé sur *une convention privée*, et son droit d'inventaire des biens des orphelins, *fondé sur des textes qui n'étaient pas fait pour lui*, peut aisément devenir l'objet de contreverses.

4) Les réceptions d'enfants à cette époque (1^{er} tiers du XVII^e siècle) sont d'ailleurs non pas à titre d'adoptifs, mais à titre seulement d'orphelins, en voici un exemple :

« Lesdicts sieurs Recteurs ont receu audict hosteldieu une
« fille orpheline, aagée de quatre ans, nommée Marie Dorrieu, présentée au bureau par Benoist Cunillat son oncle
« et tuteur, savetier du bourg de Veyse, ladite Marie, fille
« naturelle et légitime de feu André Dorrieu, courdonnier
« et Estiennette Cunillat sa femme qui demeuroient en quartier de Pierre Size et y sont décédez, etc... et a esté arresté
« que lorsque ladite Marie Dorrieu aura attainct l'aage de
« sept ans elle sera remise à l'aulmosne générale selon les
« règlements sur ce faits entre les deux Corps. » (dimanche, 10 juin 1629) ³⁴.

5) Mais, si aucun texte ne parle jusqu'à cette date

(34) Reg. 12 (1629-30), f° 36v.

(1630) d'adoption, on pourrait objecter ou bien que mes recherches ont laissé de côté certains textes où il en pourrait être question ou bien que, sans être mentionnée, elle existait cependant. *A ces objections répond un texte catégorique*; c'est l'énoncé de la sentence de 1631, étudiée à propos de la jurisprudence des adoptions³⁵, quand l'avocat Messier, dans sa plaidoirie, expliquant que, sans l'adoption de l'Aumône, celle-ci pourrait, cependant, succéder aux enfants orphelins qu'elle recueille, dit expressément :

« car ores qu'ils ne fussent adoptifz, leur succession, néant-
« moins, apartiendrait à ladicte Aulmosne générale, eux
« décédans en hospitaux d'Icelle Tout de mesme que sy
« ilz décèdent avant l'aage de sept ans *en l'hospital du*
« *Pont du Rosne, où ilz sont eslevez jusque audict aage et*
« NON ADOPTÉS Leurs biens demeurent acquiz audict hospi-
« tal du Pont du Rosne par les Règlements faicts entre les
« dictes deux maisons... » (13 mars 1631).

Nous avons ainsi la preuve formelle, qui confirme le résultat de mes recherches *qu'en 1631* encore, l'enfant orphelin, qui reste à l'Hôtel-Dieu jusqu'à sept ans et est admis alors à l'Aumône pour enfant adoptif, *s'il est reçu par l'Hôtel-Dieu, n'y est pas adopté.*

Nous ne sommes néanmoins pas loin d'un changement de situation des jeunes enfants orphelins de l'Hôtel-Dieu.

1) Si le reg. 12 en son entier, (qui couvre les deux années 1629 et 1630) ne présente aucune marque de l'adoption des enfants, si le reg. 13 (1631-1632) jusqu'au F° 138, n'en présente pas davantage, à la date du 6 juin 1632 (F° 138 R.) apparaît pour la première

(35) Cf. *supra*, T. II, ch. II, Section 3.

fois la mention d'enfants adoptifs de l'Hôtel-Dieu : à deux reprises, dans ce texte, la qualité d'enfants adoptifs apparaît devoir s'appliquer à l'hôpital. Les enfants de l'Hôtel-Dieu, y est-il décidé, à propos d'un cas particulier qui fait l'objet du début du texte, dès leur septième année, avant même qu'ils aient sept ans, seront envoyés à la Charité : « les enfants de la « maison, tant adoptifz que exposés, seront à cet aage « envoyez et remis au dit hospital de la Charité « comme enfans d'icelle » ³⁶. Il est remarquable que, tout de même que, pour les reg. de l'Aumône-Générale, il ne soit trace d'aucune décision instaurant l'adoption pour l'avenir mais que celle-ci nous soit, ainsi, incidemment, à propos d'une décision accessoire, présentée comme un fait accompli. Car, dans ces registres et, particulièrement, entre la dernière mention où il soit question des enfants (F° 90 R) et celle du 6 juin 1632, il n'est absolument pas question d'adoption. Néanmoins, à partir de 1632, la mention d'adoption va se retrouver; l'adoption de l'Hôtel-Dieu, dont le texte de 1632 semble bien attester l'existence, déjà, est un fait évident à partir de 1636.

2) Le second règlement imprimé de l'œuvre, de 1636, nous apprend d'une manière formelle cette fois-ci l'adoption des orphelins par l'Hôtel-Dieu : au chapitre XIII « Du Recteur qui a la charge des petits « enfants exposés et des orphelins et des Nourrices » après avoir parlé des « enfants exposés » le texte s'exprime ainsi :

(36) Reg. 13 (1631-32), f° 138r.

« Quand on recevra audict Hostel-Dieu les enfants Orphelins naiz en légitime mariage, ledict Recteur demandera et retirera des parents les contracts de Mariage des père et mère desdicts enfans et tout ce qui leur appartient, *les prenant en adoption*, comme aussi leur Registres baptistaires pour estre remis aux Recteurs de la Charité quand ils auront attainct l'aage de sept ans et jusques à ce, s'ils décèdent avant ledit aage de sept ans, *ledit Grand Hostel-Dieu succède aux biens qu'ils peuvent avoir, comme de leurs enfans adoptifs.* »

Si l'on compare les dispositions de ce règlement avec celle de 1627, on voit facilement la différence, le début laisse, il est vrai, penser une situation analogue, mais jusqu'au mot « appartient » ; l'*adoption* est alors ajoutée, comme le texte le montre nettement ; l'Hôtel-Dieu, à l'imitation donc de l'Aumône-Générale, a entrepris d'adopter les orphelins de moins de sept ans, et, il en a tous les avantages ; c'est ainsi que le droit de succession n'apparaît plus comme l'effet d'une convention entre les deux maisons, mais, la conséquence de son adoption ; « ledit « Grand Hôtel-Dieu succède à leurs biens comme de « leurs enfans adoptifs ». L'adoption ne concerne, en plus, que les orphelins légitimes, et, non les enfans trouvés qui ont une réglementation distincte dans le même chapitre XIII, elle porte donc sur la même catégorie d'enfants que ceux qui sont adoptés par l'Aumône-Générale.

3) La même année apparaissent, pour la première fois, dans les registres de cet Etablissement, des réceptions d'enfants orphelins *à titre d'adoptifs* (27 juillet 1636) (28 septembre 1636). Plusieurs parents

dans le 1^{er} de ces actes, présentent au bureau de l'Hôtel-Dieu, deux « jeune enfants », Jean et Anne Gouttenoire comme étant les enfants légitimes desdits défunts Gouttenoire et Joyet « qui furent submergés et
« noyés le jour d'hier par l'accident survenu d'un bateau chargé de grand nombre de personnes qui ren-
« versa dans la rivière de Saône au port de l'Île
« Barbe ». Les recteurs « après que lesdicts parents
« ont abandonnés les dicts enfants, *les ont receus
« dans la maison comme ORPHELINS ADOPTIFS* »³⁷. Ils ordonnent ensuite au recteur, qui a la charge des enfants, de veiller principalement sur un de leurs frères qui est encore à « nourrice, et, de pourvoir à tout ce qui sera nécessaire pour retirer les biens et facultez » des enfants pour « leur estre conservés à la manière accoustumée ». Ces opérations furent faites un peu après, et les textes y afférents attestent encore la qualité d'« adoptifs » des enfants Gouttenoire. Une petite fille de cinq ans, est reçue comme « *orpheline adoptive* », un mois plus tard³⁸. *C'est donc un siècle presque jour pour jour après l'Aumône que l'Hôtel-Dieu commence d'adopter les orphelins qu'il recueille.*

Plus tard au lieu d'« orphelins adoptifs », expression un peu archaïque, c'est l'expression normale de « *enfant adoptif* » qui est employée (6 Février 1642, réception de deux enfants de Pierre Savonier³⁹) et la situation des enfants orphelins est, dès à présent, assez distincte de celle des « bastards exposés »,

(37) R. 15 (1635-37), f° 138v.

(38) R. 15 (1635-37), f° 147v.

(39) R. 18 (1641-44), f° 37v.

pour que les parents viennent au bureau comme le témoigne l'acte curieux du reg. 18, à la date du 6 Juillet 1642, déclarer à propos d'un enfant considéré « naturel » (car il avait été trouvé exposé et mis à l'Hôtel-Dieu parmi les enfants de cette catégorie), qu'il est bien légitime; en conséquence, ils demandent — ce qui leur fut accordé, après certaines formalités — qu'il *change de condition et soit placé parmi les orphelins adoptifs de la maison*⁴⁰. L'usage s'est à ce point affermi qu'on lira dans le 3^e règlement imprimé de l'Hôtel-Dieu de 1646 :

« On ne doit point douter du droict et possession en laquelle sont les Recteurs de cet Hostel-Dieu d'adopter les enfans qui leur sont remis par leurs parents ou autrement; et ensuite si les enfans adoptez décèdent pendant qu'ilz sont souz l'autorité des Recteurs l'Hospital succède à leurs biens, De mesme que la Charité succède aux leurs. »

L'adoption par l'Hôtel-Dieu est donc, tout à son début, *fixée déjà par les règlements de la maison*; bien mieux, avant d'être solennellement autorisée par les Lettres-Patentes de 1672, *elle va être l'objet d'une jurisprudence*, bien courte mais suffisante pour homologuer l'usage tout nouveau. C'est l'affaire Cambria, qui fit l'objet de plusieurs sentences en Sénéchaussée, dont deux intéressent notre point de vue (12 mars 1643 et 16 Juin 1644), et, de l'arrêt confirmatif de 1650, qui apporta à l'adoption toute récente la reconnaissance de la Cour de Parlement. Il est malheureusement fort regrettable que nous n'ayions des sentences de 1643 et 44 que des brouillons presque in-

(40) R. 18 (1641-44), f^o 19r.

déchiffrables — que j'ai extrait après combien d'heures de lecture ! — des Plumitifs de l'Audience ⁴¹, notes prises en abrégé et à la va-vite, pendant les audiences, des plaidoiries des avocats, sténographie informe de l'époque ! Or — dans celles de 1644 surtout — semble être exposées des thèses intéressantes dont les quelques bribes que j'ai déchiffrées laissent vraiment regretter l'illisibilité du reste. Quant à l'arrêt du Parlement, le texte que nous en avons n'est qu'un compte rendu des immenses procédures auxquelles ce procès donna lieu, sans intérêt presque pour notre sujet ⁴²; c'est à peine si l'on mentionne à propos d'une requête des Recteurs de l'Hôtel-Dieu, faite en Sénéchaussée, que ceux-ci demandent à être reçus intervenants en une question de lettres de garde pour être maintenus « *en la possession et jouissance de tous les biens qui auroient appartenus audict Pierre Cambria comme ses pères adoptifs* ».

Néanmoins, finalement, la Cour, faisant droit à leur intervention, adjuge aux recteurs de l'Hôtel-Dieu les biens « meubles et immeubles de la succession dudict « défunt Pierre Cambria ». Il y a là, une reconnaissance solennelle du droit de succession des recteurs de l'Hôtel-Dieu, qui est une *consécration de leur droit d'adoption*, puisque leur aptitude successorale était présentée, dans la requête à laquelle la Cour fait droit, comme due à leur qualité de « *pères adoptifs et héri-*

(41) Archives Départementales, fonds de la Sénéchaussée, cf. *Bibliographie*.

(42) Il en existe une copie dans le dossier du procès DORILLÉ (cf. *infra*, T. III, ch. II), G³⁴⁰, n° 45. Le texte très long n'offre aucun intérêt; aussi je ne juge pas utile de le transcrire parmi les Pièces Justificatives.

« tiers » de Pierre Cambria; c'est bien ainsi d'autre part que les recteurs de l'Hôtel-Dieu comprennent un tel Arrêt car, au dos d'un « factum » utilisé pour ces procédures de 1643-1650, on lit :

« Ce factum sert pour faire voir que non obstant toutes
« les raisons y alléguées la Cour a adjugé à l'hostel dieu
« le droit de succéder aux enfants adoptifs comme il se voit
« par l'arrêt du 30^e juillet 1650 rendu pour cette contesta-
« tion. »

Grâce à ce factum, que les archives ont conservé ⁴³, la perte des sentences de la Sénéchaussée est un peu compensée : en effet, il tend — car il est fait au détriment de l'Hôtel-Dieu — à combattre à la fois les prétentions d'une certaine héritière testamentaire et celles de l'Hôtel-Dieu, dont les recteurs « prétendent, « sans raison et sans apparence, par un certain droit « imaginaire d'adoption » les biens de Pierre Cambria.

Il faut savoir, déclare-t-on dans cette pièce, si ceux-ci, qui « prétendent d'avoir adopté ledit Pierre Cambria » peuvent réclamer la propriété de ses biens « *jure adoptionis* ou autrement », et « en quel cas », lit-on en marge, ils « peuvent adopter les enfants orphelins et quel effet a leur adoption. » Le factum examine d'abord longuement la question du testament; après avoir rejeté les prétentions de l'héritière testamentaire comme dénuées de fondement, il montre que le droit de succession ab-intestat des recteurs de l'Hôtel-Dieu n'est pas mieux fondé; il analyse d'abord la question d'indignité, que la demanderesse résout — comme bien on pense — avec énergie, en sa faveur !

(43) H.-D., Boîte 283.

A son dire, elle ne saurait être, évidemment, exclue de la succession comme indigne; puis, celle de *l'adoption invoquée par les Recteurs de l'Hôtel-Dieu* en vertu des lettres de 1643 et, là, la demanderesse a beau jeu; elle expose, en effet, comme il est naturel, que ces Lettres détruisent entièrement « les injustes prétentions des recteurs » car « *ils ne sont dénommez ausdictes Lettres Patentes, ains seulement les Recteurs de l'aumosne générale qui ont leurs droicts séparez* ». Puis elle montre que ces Lettres ont été accordées bien après le décès de Pierre Cambria, que de plus les « statuts de l'aumosne générale confirmés » par lesdictes Lettres Patentes » contiennent qu'aucune adoption ne peut être faite que sur des enfants de plus de sept ans et, seulement, enfants pauvres et originaires de Lyon : or, Pierre Cambria, n'est pas de la ville, il est riche et a plusieurs immeubles d'assez notable valeur »; il a été reçu à l'Hôtel-Dieu à l'âge de trois à quatre ans, il n'est donc pas dans la condition d'être adopté. Les Arrêts invoqués par les recteurs ne « sauroient justifier pareille prétendue adoption » car, ils ne portaient pas sur des cas de cette espèce; enfin, fait remarquer le factum, les recteurs de l'Hôtel-Dieu peuvent d'autant moins *adopter* les enfants que leurs statuts portent « qu'ils ne peuvent « garder les enfants que jusqu'à sept ans après lesquels ils doivent estres r'envoyez aux recteurs de la « Charité ». Enfin, une pointe finale contre les hôpitaux, qui doivent soulager les pauvres et non dépouiller les familles ! Ces raisons nous paraissent

assez défavorables à l'attribution d'un droit d'adoption des recteurs de l'Hôtel-Dieu. Il semble bien, de plus, quoique les résultats des sentences soient mal connus, que celle du 16 juin 1644, d'après le factum, aurait été défavorable aux recteurs de l'Hôtel-Dieu, l'avocat du roi ayant représenté que les recteurs « n'avoient pu adopter ledict défunct, lors aagé de « trois ou quatre ans ».

Néanmoins, malgré toutes ces raisons, *l'arrêt du 30 Juillet 1650, en reconnaissant le droit de succession des recteurs de l'Hôtel-Dieu, en qualité de pères adoptifs, reconnaît, ainsi, par là même, la légitimité de l'adoption de ce dernier Etablissement.* Encore mystérieuse avant cette date, quoique précisée déjà par le règlement de 1646, elle bénéficie tout comme l'usage de l'Aumône de l'homologation judiciaire; les Lettres-Patentes ne pourront alors moins faire que de la reconnaître à leur tour.

Quelles raisons déterminèrent les juges à reconnaître l'existence d'une *nouvelle adoption, qui n'avait pour elle ni le privilège des Lettres-Patentes, ni la force de l'usage, et qui apparaissait précisément à l'époque de la violente hostilité contre l'adoption en général* ? A une époque où l'on cherche à restreindre un droit, comme il est étrange, alors, que non seulement ce droit, qui appartient depuis longtemps à l'Aumône-Générale lui soit reconnu, mais bien plus, qu'un autre soit à son tour autorisé ! Cependant les magistrats ne jugèrent pas à la légère. Nous apprenons en effet, par un papier, que renferme la Boîte 283 des Archives de l'Hôtel-Dieu, que, dans le

sac où se trouvait le factum, il y avait une pièce rapportant l'arrêt en ces termes :

« La troisième (pièce) est un arrêt rendu au parlement
« de paris entre les Sieurs Recteurs dudit hotel-dieu et
« autres, sur l'appel d'une sentence de la Sénéchaussée de
« Lyon, par lequel la succession de Pierre Cambria a été
« adjugée auxdits Sieurs recteurs, comme pères adoptifs du-
« dict Cambria, ledit arrêt du 30 juillet 1650, collat. signé
« guyet, greffier, en observation au dos dudit arrêt, qu'il a
« esté rendu *après grande connoissance de cause* nonobstant
« *qu'il n'y ait point de déclaration du Roy pour l'hotel dieu*
« *comme pour la charité.* »

Les magistrats du Parlement n'ont donc pas considéré les Lettres-Patentes de 1643, comme applicables à l'Hôtel-Dieu; mais, malgré les prétentions de l'héritière naturelle de l'adoptif, et, malgré l'absence de « déclarations du Roy », ils n'en ont pas moins considéré ce dernier comme susceptible d'adopter valablement les orphelins qu'il recueillait; ils ont dû considérer qu'il pouvait, à l'égal de l'Aumône-Générale, pratiquer la même adoption, dérivant de l'attribution aux deux Etablissements de la même catégorie d'enfants; chargés des mêmes charges, ils doivent bénéficier des mêmes avantages; puisque l'un adopte les enfants et recueille leur succession, pourquoi l'autre ne le pourrait-il pas ? Que ce soient ces considérations ou d'autres qui influèrent les juges du Parlement ⁴⁴, leur Arrêt n'en a pas moins une importance exceptionnelle, étant donné les circonstances où il a été rendu, *toutes défavorables* à l'adoption;

(44) Il est, en effet impossible d'être mieux renseigné, toutes les pièces se référant à cette affaire — hors l'Arrêt, dont le texte est inutilisable et le factum, dont nous avons étudié les seules parties intéressantes — ayant disparu, soit aux Archives Nationales, soit aux Archives Hospitalières de Lyon.

il consacre d'une manière décisive la pratique d'adopter de l'Hôtel-Dieu.

En conclusion, l'adoption de l'Hôtel-Dieu apparaît avec les caractères suivants :

1) Elle fut constituée *bien longtemps* après celle de l'Aumône-Générale, *seulement dans la première moitié du XVII^e siècle*, exactement entre 1631 et 1636, année où elle apparaît pleinement constituée, sans qu'il soit possible de fixer une date précise. *En 1631, elle n'était sûrement pas pratiquée*, et la première mention qui en est faite est du 6 Juin 1632. Aucune décision, sur ce point, n'est restée dans les archives de la maison et nous ne savons pas au juste quels mobiles poussèrent les recteurs à l'instituer; elle apparaît d'ailleurs à un moment où, non seulement, l'adoption est vivement attaquée, mais où celle de l'Aumône-Générale vient d'être prohibée en Sénéchaussée ! c'est à cette époque pourtant que les recteurs de l'Hôtel-Dieu décident d'adopter ! Mais, précisément, *dans cette concomitance, il nous faut voir, probablement, les raisons qui les firent instaurer l'adoption*. Les difficultés suscitées amenèrent, en effet, vraisemblablement, les deux Etablissements, à faire corps et à *présenter tous deux les revendications des orphelins légitimes qu'ils recevaient également*; c'est parce que les avantages d'adoption parurent aux recteurs des deux hôpitaux d'autant plus précieux au moment où ils allaient être rejetés par les tribunaux, *que les maisons des orphelins légitimes décident : l'une de défendre ses droits attaqués, l'autre de les revendiquer à son tour*.

Quant aux raisons qui militèrent en faveur de leur nouvelle pratique pour les recteurs de l'Hôtel-Dieu il faut, certainement, mettre en avant leur désir d'établir plus solidement et *leur droit de succession* (accord de 1614), et, leur droit tout nouvellement acquis *d'inventorier et de vendre par leurs officiers les biens des orphelins* (décision de 1630).

2) L'adoption de l'Hôtel-Dieu, *instituée plus tard*, devait, en plus, *finir plus tôt*; par Arrêt du conseil de septembre 1785, tous les services d'enfants, aussi bien, les orphelins légitimes, que les enfants naturels ou abandonnés, sont transférés à l'hôpital de la Charité; celui-là, seul, exercera donc, pendant le court espace de temps qui précède la Révolution, les droits d'adoption à l'égard des orphelins, dont il aura toute la charge, qu'ils aient ou non atteint l'âge de sept ans. *L'Adoption de l'Hôtel-Dieu aura, ainsi, été en vigueur de 1632-36 à 1783.*

3) Jusqu'à cette date, son adoption porte sur les *mêmes enfants* que celle de l'Aumône-Générale, *les jeunes orphelins légitimes Lyonnais*. L'Hôtel-Dieu reçoit également les enfants abandonnés et les enfants naturels, *mais pas plus que l'Aumône, il ne les adoptera*. L'adoption des Hôpitaux de Lyon *est le privilège des orphelins légitimes* : la seule différence est, alors que l'Aumône-Générale les admet à partir de sept ans, l'Hôtel-Dieu ne les reçoit qu'au-dessous du même âge; il y a donc, par l'introduction de cette nouvelle adoption, — anomalie curieuse qu'il faut relever — sur la *personne des mêmes enfants*, une double adoption consécutive, d'abord de l'Hôtel-Dieu,

puis de l'Aumône-Générale, *alias* Hôpital de la Charité; ils sont jusqu'à sept ans « *enfants adoptifs de l'Hôtel-Dieu* », puis à partir de sept ans « *enfants adoptifs de la Charité* ».

Malgré ces nouveaux noms qui sont donnés aux orphelins des deux Hôpitaux de Lyon, ceux-ci, sont vraiment, non pas tant, les « *enfants adoptifs de l'Hôtel-Dieu* » ou de « *la Charité* » que les « *enfants adoptifs de l'Aumône-Générale* »; comme au XVI^e siècle, l'adoption est toujours celle de l'Aumône, mais exercée par les recteurs des deux Etablissements hospitaliers, où s'exercent, en partie, à l'Hôtel-Dieu, les charges de l'Aumône primitive. Nous avons vu qu'au XVI^e siècle, l'enfant recueilli par les recteurs *n'était pas l'adoptif* des deux hôpitaux de la Chanal et de Sainte Catherine. En est-il de même au XVII^e siècle et au XVIII^e siècle pour la *Charité* et l'*Hôtel-Dieu*? Certes non; car les deux Etablissements, où sont logés les enfants, ont une indépendance assez grande d'action et de gestion, et, une administration séparée. Il n'est malgré tout, pas exagéré de dire que : 1) la Charité n'exerce le droit d'adoption que par « *confusion* », au sens juridique du mot, l'hôpital de la Charité étant la réalisation matérielle, presque exclusive, de l'ancienne Aumône.

2) L'Hôtel-Dieu, lui, l'exerce par « *délégation* » expresse ou tacite des pouvoirs de l'Aumône sur la partie de la masse d'orphelins confiés à ses soins. Aussi, quand les services d'enfants passeront, en 1783, à la Charité, *le droit d'adoption de l'Hôtel-Dieu*

tombera-t-il, ipso facto; le mandat fini, finis également les pouvoirs. De même, si l'Hôpital de la Charité survit, après la Révolution, à l'adoption des Orphelins, qui disparaît alors, *l'Aumône-Générale disparaîtra en même temps que l'Adoption* : toutes deux tomberont ensemble, *l'œuvre adoptante et l'adoption*, comme si, dans ce commun destin, apparaissaient, mieux que jamais, les liens qui les unissent. C'est donc, malgré les dénominations, et, les établissements séparés, où les adoptions se pratiquent, toujours l'adoption de l'Aumône qui se perpétue; et si, l'on pense que l'Aumône-Générale était le représentant de la cité, qui en nomma, dans une réunion des notables de la Ville, les premiers Recteurs, ne faut-il pas voir, dans l'Adoption Lyonnaise, instaurée par l'Aumône, une adoption de la Cité Lyonnaise elle-même ⁴⁵ ?

Quoiqu'il en soit, au XVII^e siècle, les deux Hôpitaux Lyonnais ont dorénavant, comme le constateront tous les auteurs, *l'Aumône-Générale, depuis longtemps* (1536), *l'Hôtel-Dieu*, (depuis 1631-1636), *le droit d'adopter les Orphelins Légitimes de la Ville*.

(45) Les premiers enfants reçus par l'Aumône ne portaient-ils pas sur leur manteau, *un lion blanc*, emblème de la ville ? L'adoption ne restera-t-elle pas strictement réservée aux seuls enfants lyonnais ?

TITRE III

LE PRIVILEGE DES ORPHELINS LEGITIMES (1972-1793)

Avec le XVIII^e siècle, l'Adoption des Hôpitaux de Lyon, sans perdre le caractère juridique qu'elle avait aux siècles précédents, va, néanmoins, de plus en plus, à cause précisément de son caractère d'exception, apparaître comme *l'apanage d'une classe sociale particulière*, comme un de ces *privilèges*, si communs dans l'Ancien Droit, dont bénéficient, à l'exclusion d'autres catégories d'enfants, *les seuls orphelins légitimes de la Ville de Lyon*.

Dans un premier chapitre, nous examinerons si vraiment l'Adoption des Hôpitaux Lyonnais continue à conserver, au cours du XVIII^e siècle, les droits et effets qu'elle emportait auparavant. Nous intitulerons cette section, étant donné que l'adoption est pratiquée à la fois par l'Hôtel-Dieu et la Charité : « *La Survivance de l'Adoption Hospitalière* ».

Puis, nous passerons en revue les diverses difficultés qui furent suscitées au privilège des Hôpitaux pendant une partie du XVIII^e siècle, dans le but d'en

restreindre l'application : ce sera : « *Les difficultés suscitées aux Recteurs.* »

Enfin, ce seront les difficultés intérieures, au sein même des Etablissements dans un milieu, sans cesse, plus hostile aux prérogatives exceptionnelles de classes sociales qui feront l'objet d'un troisième et dernier chapitre dans lequel, nous examinerons comment, peu à peu, la pratique même hospitalière amena le nivellement progressif des conditions de tous les enfants assistés et prépara ainsi l'abolition définitive du privilège de l'Ancien Régime qui devait finalement tomber avec lui. Cette étude sera suivie, de plus, d'un dernier paragraphe, qui montrera un essai, d'ailleurs infructueux d'une restauration de l'Ancienne Adoption Hospitalière, sous les derniers Bourbons, en 1815 d'abord, et en 1826 ensuite, que nous examinerons brièvement. Ce dernier chapitre sera intitulé « *la désuétude et l'abolition du privilège des Orphelins Légitimes* ».

CHAPITRE PREMIER

LA SURVIVANCE DE L'ADOPTION HOSPITALIERE

L'adoption des orphelins légitimes Lyonnais est ainsi, à partir de 1672, fixée par ces règlements, reconnue en justice et sanctionnée par le Roi. Elle est pratiquée à cette époque par l'Aumône-Générale et par l'Hôtel-Dieu pour les orphelins de moins de 7 ans. En dépit de la disparition de l'Adoption en France, le privilège des Hôpitaux de Lyon va se perpétuer jusqu'à la Révolution. Du milieu du XVII^e siècle à 1793 nous allons la voir fonctionner.

Nous nous servirons en plus des règlements de l'Hôpital de la Charité du XVIII^e siècle (Edit. 1742-1765) et de ceux de l'Hôtel-Dieu (1735-1756) de documents particuliers aux adoptions : en effet, à propos des trois grandes procédures suscitées aux hôpitaux au XVIII^e siècle — dont nous parlerons plus loin — trois petits opuscules, dont l'un imprimé (Paris, Rue St-Jacques, au Livre d'Or) donneront avec plus ou moins de précision, un exposé méthodique de l'adoption des Hôpitaux de Lyon. Les deux premiers rédigés à l'occasion des procès Fournier et Bertrand, remontent à 1735-37 : c'est le « *Mémoire Instructif* » de l'Avocat-Recteur Jean Osio, et, une pièce bien plus détaillée, l'« *Origine des Adoptions* », qui, malgré son titre, expose avec un grand luxe de détails, l'Adoption comme elle était pratiquée de son temps. Enfin, en 1746, à l'occasion d'un autre grand procès, le procès Dorillier, l'Avocat-Recteur de l'époque, de La Chapelle, composa « *l'Abrégé Historique des Adoptions* », qui est un bon résumé de l'« *Origine* » avec quelques additions historiques, et dont nous nous servirons principalement dans les développements qui vont suivre. Son plan, en effet, est logique, nous le suivrons : avec lui nous examinerons d'abord la *forme des Adoptions*, puis, les *obligations des Recteurs*, enfin, les *Droits des Recteurs*, qui sont inti-

SECTION 1.

FORME DES ADOPTIONS.

La forme en est solennelle et publique, les orphelins sont présentés par leurs parents les plus habiles à leur succéder : sur la présentation des parents le Bureau charge deux Administrateurs (ceux à l'ordinaire, qui sont dans le voisinage du domicile des orphelins) pour s'informer « de l'état et des facultés des père et mère décédés », car, seuls, les orphelins pauvres de la ville peuvent être admis comme adoptifs à la Charité ou à l'Hôtel-Dieu. Après ce rapport, et la déclaration de renonciation à succession et d'abandon des parents, « on dresse l'Acte d'Adoption ». Des volumineux registres in-folio¹, que j'ai compulsés, sont destinés uniquement à l'insertion de ces Actes² : l'enfant, avec ses noms et prénoms, ceux

tulés respectivement dans l'Opusculé « *Avantages de l'Adoption* », et « *Pouvoirs des Pères Adoptifs et effets de l'Adoption* ». Nous utiliserons également le « *Mémoire concernant les adoptions d'enfants par les deux hôpitaux* » (XVIII^e s.), et le « *Précis des Adoptions* » (1792). On trouvera ces pièces, sauf l'« *Origine des Adoptions* », résumée par l'« *Abrégé Historique* », parmi les Pièces Justificatives, n^{os} 54 à 57.

(1) Série G de G1 à G6 (G1, in-4°, tous les autres in-folio).

(2) G1, 1587-1617; G2, 1688-1710; G3, 1711-1746; G4, 1746-1760; G5, 1760-1776; G6, 1777-90. Les registres suivants de G7 à G21, donnent des listes d'adoptions du XVIII^e siècle, récapitulatives ou résumées. Comme on le voit, une lacune dans les registres, entre 1617 et 1688, empêche de connaître le nombre des adoptions pendant une grande partie du XVII^e siècle : cette lacune est heureusement, en partie, comblée par les registres d'une autre série, la série D, *Inventaires*; celle-ci de D 25 à D 30, donne « *l'Inventaire des Papiers des Enfants Adoptés à l'Hôpital Général de la Charité et Aumône Générale de Lyon et de ceux venus de l'Hôtel Dieu audit Hôpital de la Charité, en qualité d'adoptifs* », inventaire commencé en 1742. Ces registres D sont, donc, à la fois, plus complets que ceux du début de la série G, puisqu'ils con-

de ses parents, est déclaré avoir été « reçu pour
« adoptif en cet hôpital »³ ou « a été adopté céans »
« par délaissement de parens »⁴. On mentionne en-
suite, que l'information faite sur son compte l'a
montré « de la qualité requise ». Puis l'Acte men-
tionne les déclarations des parents qui sont les plus
proches de l'enfant : ceux qui sont présents ajoutent
même qu'il n'y en a point d'autre⁵ (« qu'il n'y en a
« aucun autre paternel ou maternel »)⁶; « pour n'es-
« tre pas trompé sur la qualité et sur la quantité des
« parens, ont fait déclaré par l'acte à ceux qui re-
« quierent l'Adoption qu'il n'y a pas d'autres parens
« qu'eux »⁷ : ensuite, *déclaration solennelle inscrite*

tiennent les noms des enfants ayant passé de l'Hôtel-Dieu à la Charité, et, moins complets car, sous un même nom, ils n'indiquent pas le nombre de frères ou sœurs adoptés à la fois, ce qui peut faire varier considérablement le nombre des adoptions, des enfants de la même famille ayant été adoptés, quelque fois, jusqu'à sept, le même jour, dans le même acte (cf. *infra*) ! Le registre D 25 donne — sous les réserves que nous venons de faire — des renseignements pour la période laissée vide par les registres G, car il est l'« *Inventaire des Anciennes Adoptions* », depuis l'année 1601 jusqu'à l'année 1699. Grâce à D 25, et à G1, G2, G3, G4, G5 et G6, nous avons ainsi la possibilité de dresser des listes approximatives d'adoptions de 1587 à 1790, auxquelles il faudrait ajouter, pour le XVIII^e siècle, les données fournies par les Registres touchant les enfants passant de l'Hôtel-Dieu à la Charité (G 23 à G 35, 1666 à 1783, année du transfert de tous les services d'enfants à la Charité en suite de l'arrêt du Conseil d'Etat du 9 sept. 1783). On trouvera, plus bas, quelques indications — qui, étant donné le caractère imparfait des registres (lacunes, répétitions, périodes chevauchant sur plusieurs registres, tel : partie de D 25 et de G 1 et G 2), ne seront données que comme approximatives, concernant le montant total des adoptions pratiquées par l'Aumône-Générale, de 1587 à 1790.

(3) G 4, f. 265, cf. Pièces Justif. n° 58 : Acte du 19 avril 1756 (adoptif).

(4) G 3, f. 223, cf. Pièces Justif. n° 58 : Acte du 9 sept. 1731 (adoptive).

(5) Actes d'Adoption cités.

(6) G 3, f. 223, P. J., n° 58.

(7) *Mémoire concernant les adoptions d'enfants par les deux Hôpitaux*, date inconnue du XVIII^e siècle, H.-D, Boîte 234.

*dans l'Acte, que les parents ainsi présents « abandonnent de rechef ladite adoptive (ou ledit adoptif) et ne prétendent rien à sa succession, à laquelle ils renoncent »*⁸.

Puis l'acte mentionne le dépôt des « pièces justificatives de la présente Adoption » (contrat de mariage des parents, extrait de baptême de l'enfant, certificat de décès des père et mère) enfin, mention est faite des signatures des Recteurs et des parents. Les registres d'Adoptions de la Charité renferment ainsi un nombre considérable de ces Actes : plusieurs enfants sont quelquefois adoptés dans le même Acte (ainsi de 1711 à 1760, cinq frères ou sœurs Touillet, cinq Flandrin, six Tissier, par exemple). Je relève, sans parler des enfants passant chaque année en grand nombre de l'Hôtel-Dieu à la Charité : 1981 pauvres orphelins Lyonnais qui ont ainsi bénéficié au XVIII^e siècle de la bienfaisance de l'Aumône-Générale⁹.

L'Acte d'Adoption à l'Hôtel-Dieu n'est pas tout à fait semblable : il mentionne d'abord la réception

(8) G3, f. 223; « qu'elle abandonne derechef ledit adoptif et renonce à sa succession en faveur des pauvres de cet hôpital » (17 avril 1756, G 4, f. 265) (P. J., n° 58).

(9) En 1735, environ, une pièce afférente au procès Fournier mentionne la présence de 800 adoptifs à la Charité (G 173, N° 118, p. 23 de cette pièce). Voici quelques chiffres, d'après les registres D 25-30 et G 1 à G 21 (vide *supra*, note, p. 592-93).

1587-1617 : 363 G 1.

1601-1699 : 1434 D 25 (sans les frères et sœurs).

1711-1746 : 782 G 3.

1746-1760 : 525 G 4 (G 9 à G 13, 1747-59 : 438).

1760-1776 : 417 G 5.

Janv. 1777, Mars 1790 : 257 G 6.

ADOPTIFS. Total : 1587-1790 : 3778.

XVII^e siècle^o : 1434 (sans les frères et sœurs).

XVIII^e siècle : 1981 (avec les frères et sœurs, mais, sans les enfants passant de l'Hôtel-Dieu à la Charité).

à titre d'adoptifs, la remise des pièces et enfin le délaissement des parents.

Une fois l'Acte rédigé, il est lu publiquement pendant la séance, et à l'ouverture du Bureau, en présence des enfants qui vont être adoptés, des parents qui l'ont demandé et des Administrateurs, députés pour l'information, en un mot de tous ceux qui se trouvent au Bureau, dont la porte est ouverte pendant qu'on procède aux Adoptions. Les titres des Enfants sont déposés aux Archives de l'Aumône ¹⁰, l'enfant est introduit alors dans la Maison ¹¹.

SECTION 2.

OBLIGATIONS RÉSULTANT DE L'ADOPTION.

Les Recteurs demandent aux Officiers de la Sénéchaussée mainlevée des scellés, s'ils ont été apposés sur les biens des parents défunts : sinon, « *si cette*

(10) *Statuts et règlements de l'Hôp. de la Charité et A. G. de Lyon* 1742.

(11) Les adoptions à l'Hôtel-Dieu sont analogues à celles de la Charité (G 91, n° 15 et N° 138 nous en donnent des exemples, aux dates respectives du 24 novembre 1694, et 18 mai 1661, v. *Pièces justificatives* n° 58 bis). L'enfant est « reçu adoptif de la maison », après la remise, précise le Règlement de l'Hôtel-Dieu, 1735, de son « acte baptistaire, celui de la mort du père et de la mère » avec le contrat de mariage pour être le tout enfermé dans un « coffre dans le Bureau destiné pour ce sujet, et seront lesdits « actes remis à la Charité après Pâques, quand lesdits enfans « auront atteint l'âge de sept ans qu'ils y sont conduits, on leur « remet aussi les autres papiers qui concernent l'Hoirie de l'enfant « s'il y en a avec l'inventaire des biens délaissés et ce qui en « sera provenu ». (Idem en termes moins archaïques, dans le Règlement de 1765-66). L'enfant, une fois amené au Bureau et, après la remise des papiers en question, est « abandonné » par sa famille naturelle, tout comme à la Charité. D'ailleurs, le « Mémoire » précité touchant les « adoptions d'enfans » s'applique aux « adoptions par les 2 Hôpitaux ». (*Pièces Justif.* n° 56).

« *formalité est échapée (sic)*, ajoute malicieusement
« un texte contraire aux prétentions de ces officiers,
« *jusqu'alors aux attentions des Commissaires En-*
« *questeurs, Le Bureau le fait apposer (sic) par le mi-*
« *nistère de son agent* »¹². C'est l'application du
privilège ancien de l'Aumône Générale, comme nous
l'avons vu; elle a également le droit de faire *inven-*
taire des meubles et de les *vendre aux enchères*;
vente même des *immeubles* pour payer les dettes des
enfants. Enfin, constate l'« Origine des Adoptions » :
« Toutes les formalités se font en conformité des let-
« tres patentes, sans qu'il en coûte un sol aux orphe-
« lins, ni moins qu'aux créanciers des successions ou-
« vertes au profit des enfants adoptés ». L'argent,
ainsi obtenu, est porté au crédit des orphelins¹³ :
« il sera remis au trésorier des deniers qui le fera
« coucher sur le Livre, pour qu'on puisse leur tenir
« compte de ce qui restera, les dettes payées, si
« aucunes sont »¹⁴. Comment se fait l'inventaire et
les ventes ? « Un des Recteurs y procède : l'agent
« du Bureau fait fonction de *Greffier*, les Bedeaux
« ou Suisses de l'Hôpital font celle d'*Huissiers* »¹⁵ ».

(12) *Origine des Adoptions* G, 173, n° 143.

(13) *Abrégé Historique des Adoptions*, Pièce Justif. n° 55.

(14) *Statuts*, 1742 (Pièces Justif. n° 59).

(15) *Abrégé Historique* 1746 (Pièces justif. N° 55). Cf. Lettre de Brossette, 16 mai 1729 : « Dans le projet de nos Lettres Patentes
« (de 1729), que j'ai remis à M. d'Ormesson, j'ai joint à chaque
« article un mémoire abrégé, qui non seulement énonce les titres
« sur lesquels l'article est fondé, mais qui contient encore les
« raisons de convenance ou de nécessité pour nous l'accorder.
« Ainsi l'article par lequel nous demandons d'être maintenus dans
« la faculté de faire les scellés, les inventaires et les ventes
« des meubles des pauvres orphelins que nous adoptons est
« accompagné comme les autres, d'un mémoire instructif tel
« que je viens de vous l'expliquer. On n'avoit pas inséré le mot

Par suite du partage des enfans entre l'Hôtel-Dieu et la Charité, des difficultés se présentent, quand parmi les orphelins quelques-uns sont dans le cas d'être adoptés par la Charité, d'autres, par l'Hôtel-Dieu; dans ce cas, concours des deux Hôpitaux pour l'administration des biens, l'inventaire et la vente des meubles; le mécanisme nous en est bien montré par une pièce intéressante, relative aux enfans Bauttié, adoptés par les deux aînés à la Charité, la plus jeune à l'Hôtel-Dieu, le 24 septembre 1732¹⁶.

« de « scellé » dans le projet de lettres patentes que j'avois
« apporté de Lyon, parce que ce mot n'est point dans nos lettres
« patentes de 1672. Cependant, je n'ai pas laissé de l'ajouter dans
« notre projet. Le certificat du Bureau, que vous m'avez envoyé,
« contient que nous sommes en droit et usage de faire faire,
« en présence de l'un de nous, par les officiers dudit hôpital, les
« scellés, inventaires et ventes des meubles appartenant, soit aux
« pauvres dudit Hôpital, soit aux pauvres orphelins qui y sont
« adoptés, etc. J'avois cru que cette dénonciation seroit suffi-
« sante pour certifier notre usage à cet égard; mais si vous
« trouvez à propos, comme vous le dites, de prendre encore un
« certificat de MM. les avocats qui ont servi dans les hôpi-
« taux, ce certificat sera un nouveau secours qui n'est point à
« négliger. » (E 125, citée par Inv. III, p. 321) Brossette, histo-
rien et avocat lyonnais, ami de Boileau, a été longtemps admi-
nistrateur de la Charité.

(16) Le 3 octobre 1732, Vente et Inventaire de la succession par les délégués des administrateurs des deux hôpitaux « *pères adoptifs* » des enfans : les recteurs de la Charité et de l'Hôtel Dieu commettent deux d'entre eux en cette qualité, pour « ensuite (sic) » des privilèges accordés par Sa Majesté auxdits hopitaux », et, de l'adoption des enfans, procéder à l'inventaire et à la vente dans les formes des Lettres Patentes (vide supra); l'argent qui en résulte est remis à l'un d'eux pour être versé au trésorier de l'hôpital de la Charité, et, mandat est fait par cet hôpital au trésorier de payer « la moitié » de la somme à l'Hôtel Dieu, et les deux hôpitaux acquitteront par moitié les charges de l'hoirie des parents défunts (Acte du 30 octobre 1732, G 91, Adoption Bauttié, sept. 1732, n° 143) (André et Madeleine avaient été adoptés à la Charité, le 24 septembre 1732, et, Marie, à l'Hôtel-Dieu, 24 sept. également; un demi-frère des trois enfans, François Bauttié, fils du défunt et de sa seconde femme, n'avait pu être adopté, n'étant pas orphelin, et, avait été reçu à l'Hôtel-Dieu comme « enfant délaissé ». Les deux hôpitaux avaient donc, chacun,

L'argent provenant de ces ventes ou celui que possèdent les parents leur est conservé « jusqu'à leur majorité ». Donc, par suite de l'adoption, comme le font remarquer l'Abrégé et l'Origine des Adoptions, il n'y a pour ces enfants aucun frais de scellés, d'inventaire en justice, de discussion entre les créanciers, toutes choses que nécessite l'administration d'un Tuteur ». Nous reverrons cette question plus tard à propos des difficultés suscitées justement sur ce point aux Recteurs par les Officiers de la Sénéchaussée de Lyon, dans la première moitié du XVIII^e siècle ¹⁷.

Sans l'Adoption « ils auroient été non seulement « frustrés de toutes espérances sur le patrimoine de « leur Père, mais ils auroient manqué de toutes res- « sources pour leur subsistance pendant leur mino- « rité » ¹⁸; « dans l'Adoption », ils trouvent, au contraire, « la ressource de la subsistance et d'une « éducation proportionnées à leur état » ¹⁹. Cette éducation fait l'objet des dispositions qui suivent et s'inspirent du principe général que « soit que ces « enfants aient été adoptés à l'Hôtel-Dieu ou à la « Charité », ils bénéficient, quand ils passent à 7 ans ²⁰ dans ce dernier Hôpital, de la formation à

la charge de deux enfants). L'acte est signé des deux recteurs et de deux commis.

(17) V. *infra*, ch. suivant.

(18) *Origine des Adoptions*.

(19) *Abrégé Historique*, P. J., n° 55.

(20) Comme des contestations s'étaient élevées dans la pratique touchant l'âge exact où les adoptifs de l'Hôtel-Dieu devaient passer à la Charité, un règlement intervient, le 28 janvier 1697, sur cette question : En voici le texte :

« Sur les différens survenus entre les Recteurs et Administra-
« teurs des deux hôpitaux de cette ville, au sujet de quelques

laquelle on les dresse, « aux principes et aux vertus du Christianisme »²¹. Les uns sont élevés — selon les fondations faites, Athiaud surtout — dans l'étude des humanités, et les autres, dans le travail des arts et métiers. « Ceux qui se destinent à l'Etat Ecclésiastique sont « assurés par la maison d'un titre clérical pour leur promotion aux Ordres Sacrés²² ». Les registres depuis la seconde moitié du XVII^e siècle sont remplis de mesures tendant à donner aux enfants adoptifs une instruction assez poussée : Déjà

« enfans au dessous de l'âge de sept ans, refusés par les Recteurs
« de l'Hôpital de l'Aumône Générale, comme n'étant obligés par
« leurs Règlemens de recevoir que les enfans qui ont plainement
« atteint l'âge de sept ans, à quoi les Recteurs du Grand Hostel
« Dieu du Pont du Rhône (sic) opposoient que les Règlemens
« portent à la vérité, que les enfans ne seroient remis aux Rec-
« teurs de l'Aumône Générale qu'à l'âge de sept ans; mais qu'ils
« leurs laisseroient la liberté de les y conduire dès qu'ils seront
« parvenus audit âge, et que si par un usage observé jusqu'à pré-
« sent les Recteurs de l'Hôtel-Dieu n'avoient envoyé leurs enfans
« dans ledit Hôpital de l'Aumône Générale qu'une fois l'année,
« l'on ne pouvoit tirer aucun avantage de cet usage, qui n'avoit
« été introduit que pour la commodité des deux Hôpitaux, et
« pour celle desdits Enfans, parmi lesquels il s'en trouvoit plu-
« sieurs au dessous de l'âge de sept ans, que les Recteurs de
« l'Aumône Générale ne faisoient pas difficulté de recevoir pour
« faire une compensation de ceux qui étoient au dessus dudit
« âge. (Pour ces raisons), Monseigneur (Duc de Villeroy, gouver-
« neur de Lyon) a réglé qu'à l'avenir les Recteurs de l'Hôtel
« Dieu ne feront conduire dans l'Hôpital de l'Aumône Générale
« les enfans exposés ou adoptifs qu'une fois l'année, et le pre-
« mier Dimanche après celui de Quasimodo, comme ils ont fait
« par le passé, auquel jour les Recteurs de ladite Aumône Géné-
« rale seront obligés de recevoir tous les enfans qui auront atteint
« l'âge de six ans et sept mois complets; ceux au dessous dudit
« âge restans audit Hôtel Dieu jusqu'à l'année suivante, sans que
« les Recteurs de l'Hôtel Dieu puissent sous ce prétexte refuser
« d'adopter les enfans qui se présenteront âgés de six ans et
« sept mois, ou au dessus, jusqu'à sept ans, ou les envoyer à
« l'Aumône Générale que dans le tems et le jour accoutumé :
« Ce que lesdits Sieurs députés au nom des Recteurs desdits Hô-
« pitaux ont promis d'exécuter, dont a été fait le présent acte ».
(*Règlement de l'Hôtel-Dieu, 1735*, pp. 142-143; cf. E 66) et, le
Précis sur les Adoptions, P. J., n° 57).

(21) *Origine des Adoptions.*

(22) *Ibidem.*

les règlements de 1628 et suivants prévoyaient que, si les enfants étaient jugés aptes, on les envoyait suivre les leçons du Collège de la Trinité, outre le « Maître escrivain » qui leur apprend la lecture et l'écriture (1628) ²³. En 1639 ²⁴, il est ajouté au Règlement que l'on fait apprendre aux enfants adoptifs la musique par un Maître spécial; aussi « depuis quelques années, ils chantent à la Messe et disent Vespres en musique ». Denis Danger est engagé par les Recteurs pour apprendre cet art à « quinze ou seize des filles de Ste-Catherine de l'Aumône »; il apprendra à l'une d'elles à jouer de la viole et à deux, la composition, « en sorte, ajoute la décision, qu'elles fassent un chœur de musique complet ». A cet effet, il leur donnera des leçons tous les jours moyennant 150 livres ²⁵. Peut-être était-ce pour distraire quelque M. Jourdain que les Recteurs décident cette louable innovation, toujours est-il qu'il y a là le témoignage d'un souci paternel d'éducation envers leurs enfants adoptifs, qu'il n'est que juste de relever. D'autre part, les adoptifs sont l'objet également

(23) Règlem. 1628, p. 27.

(24) Règlem. 1639, cf. P. J., n° 40.

(25) E 41, Inv., III, p. 78. Néanmoins, on lit, dans E 72 (1740 environ), que l'enseignement de la musique sera supprimé aux filles de Ste Catherine étant donné le peu d'usage qu'elles en font, la dépense que cela occasionne, et, qu'« il ne convenoit aucunement de donner cette éducation à de pauvres filles orphelines, qui ne doivent être initiées qu'à l'amour du travail ». N'empêche que, pendant plus d'un siècle, on leur payait des professeurs spéciaux pour cet art. En effet, maîtres et maîtresses sont retenus : E 41, Inv., III, p. 81, E 42, Inv., p. 82, E 43, Inv., p. 85, etc. (Damoiselle Claire Robert leur donnera, en 1663, quatre leçons par semaine, E 42). Certaines adoptives, bonnes élèves, allaient chanter dans les maisons religieuses, en 1674, on le leur interdit (E 45, Inv., III, p. 93).

de mesures analogues ²⁶ : retenue de Léonard François ²⁷, en 1692, pour apprendre le plain-chant aux enfants adoptifs. D'autre part, les enfants de la Chana, qui bénéficient de la Fondation Athiaud (depuis 1592) ²⁸ suivaient des cours au Collège, étaient instruits tout spécialement, et l'un d'eux devait même entrer chez les Pères Minimes, tous les quatre ans ²⁹. Plusieurs adoptifs — les registres nous en apportent, maintes fois, le témoignage — deviennent prêtres et

(26) « Payé à Charles Desgrands, maître joueur d'instruments, « à Lyon la somme de 30 livres tournois pour avoir enseigné les « principes de son art, pendant une demi année à des enfants « de la Chana ». (E 42, Inv., III, p. 82).

(27) E 47, Inv., III, p. 104.

(28) Messire Hugues Athiaud, docteur en droit, sieur de Lissieu, par son testament de 1592, avait — le premier — fait une fondation, — et importante — pour les enfants adoptifs de l'Aumône-Générale, v. multiples détails, dans lesquels nous ne saurions entrer, dans C 5 et C 6, Inv. II, C, p. 10 à 16; cf. également, Règlements de l'A. G., XVII^e siècle et XVIII^e siècle, surtout, E 27, Inv., II, E, p. 99 à 101. Six adoptifs, dès cette date, étaient instruits d'une manière toute particulière, et, se distinguaient des autres — manie de l'Ancien Régime — par un costume spécial, de drap tanné sans teinture, « de couleur minime ». C'étaient les « *Enfants Athiaud* ». Une plaque de pierre était encore visible, l'année dernière, 1934 — avant la démolition de l'Hôpital de la Charité — dans la galerie d'entrée qui menait aux Archives, anciennement galerie des enfants de la Chana. On y lisait ceci, où bien des mots, avec le temps, s'étaient effacés :

..... (1^{re} ligne effacée)
Testa du 14 7bre 1592 reçu Sonthonas a fondé.
Dans cest hospital pour faire estudier pendant
Cinq ans, six des enfans adoptifs, et dans le
Couvent des RVDS Pères es, un pendant quatre
Ou cinq ans qu'il veut estre receu dans leur
Ordre est appellé et après leur temps d'estude
Il veut que d'autres adoptifs soient subrogés
A perpétuité.

Par acte du 8 Maf précédent receu Du solleil
Aprouvé le meme jour au
....on. Il a fondé en l'église Ste Croix une
..... a la nomination de les
..... De la conférer à un
Des D. Adoptifs, qui sera pbre et
..... (Dernières lignes effacées)

(29) *Règl. de L'hôp. de la Charité*, 1742, P. J., n° 59.

accèdent à des charges distinguées, par suite de la bonne éducation reçue³⁰. A ce propos, signalons la reconnaissance publique qu'en fera, en 1730, à propos des lettres-patentes de l'année précédente, l'Archevêque de Lyon, qui déclare n'avoir qu'à se louer

(30) Pierre Crochat, curé de Montverdun en Forez, fonda dans l'église paroissiale de Ste Foy une prébende que devait occuper, après l'extinction de sa famille, celui des enfants adoptifs de l'Aumône-Générale qui serait le plus avancé dans ses études au collège des Jésuites de Lyon; une note des archives de la Charité précise que depuis l'extinction du dernier parent Crochat; il était nommé un des adoptifs, qui s'appelait le « *prébendier Crochat* ». (C3). Sans parler, à cette place des enfants adoptifs, qui, comme François Cathelot, Mathieu Puissant, et autres, au XVI^e siècle, devinrent religieux franciscains (cf. *infra*, T. I, et T. II, ch. I, Sect. I), plus près de notre époque, Charles Raphard, enfant adoptif de l'Aumône, expose en 1674 aux recteurs qu'« ayant été » reçu nourry, eslevé en icelle dès son bas aage, et ayant fait « ses estudes par les soins et sous la direction desdictz sieurs, » jusqu'au parechèvement de son cours de philosophie, dont il a « soubstenu deux thèses publiques, en leur présence qu'il leur a » dédiées, il désire parvenir à l'estat ecclésiastique et se mettre « en disposition d'estre promu aux ordres sacrés, ce que ne pouvant faire sans estre assuré d'ung patrimoine, il requiert lesdictz sieurs recteurs d'y pourvoir par leur bonté et charité » ; ceux-ci décident de lui fournir tout ce qu'il lui est nécessaire et « qu'il sera nourry et entretenu d'habits et autres choses nécessaires, tant en santé qu'en maladie, dans ceste dicte maison », et, de son côté, Charles Raphard promet que « pendant le temps » qu'il demeurera en la dicte maison de la Charité, il s'employera, « de son possible, et autant que sa santé et ses forces le permettront, pour le service des pauvres, soit pour leur instruction » ou pour les autres assistances spirituelles et fonctions de son « ministère ». (E45, Inv., III, 92). Enfin, on lit, dans l'*Abrégé Historique* : « Quelques uns d'entr'eux (les adoptifs) se sont » souvent distingués : l'on en trouve un exemple aussi nouveau « que frappant : Delor, fils d'un ouvrier et petit-fils d'un bou- » langer, ayant fait ses études à la Charité en qualité d'adoptif, » et ayant marqué de la vocation pour l'état religieux, entra chez « les Jacobins en 1737, et y fit profession en 1738, quoique dé- » pourvu de biens n'ayant qu'une petite partie de maison chargée » de dettes et de procès. Après avoir payé les frais de son noviciat, on paya encore 100 Livres pour droits d'entrée ou frais de » profession, et on lui a encore payé une pension viagère de » 100 livres, pour lui faciliter ses études à Paris, lesquelles finies, » la pension a été réduite à 60 livres par année pendant sa vie ». D'ailleurs, le fait que le Règlement prévoit, comme nous allons le voir, que l'enfant adoptif ne peut « *entrer en religion* » sans le consentement des administrateurs, est la meilleure preuve de la fréquence de ces éventualités.

de la conduite des adoptifs qui se sont présentés aux examens théologiques pour parvenir aux Ordres : « ceux des adoptifs qui sont admis à la prêtrise « servent dans le Diocèse avec beaucoup d'édification » : en conséquence, ajoute Monseigneur de Neuville-de-Villeroy, « non seulement nous donnons « notre consentement à ce que les Lettres-Patentes « soient enregistrées sans aucune restriction, mais « nous souhaiterions qu'il eût plu à sa Majesté d'accorder à cet Hôpital de plus grands privilèges » ³¹.

Tous les enfants adoptifs sont vêtus de drap bleu (sauf les Arthaud, le bénéficiaire de Saint-Joire, et les enfants de Belleville qui ne sont pas adoptés) ³². Les enfants qui n'ont d'autres talents que d'apprendre une profession « sont engagés, après l'âge de « douze ans et leur Première Communion, chez un « Maître de l'Art » ³³.

Des mesures de faveur auxquelles ne participent ni les filles délaissées ou illégitimes, continuent à être prises, vis-à-vis des adoptives, à leur mariage; « quelque malheureuse que soit une fille, *elle ne peut*

(31) Consentement de l'Archevêque de Lyon à l'enregistrement des Lettres-Patentes de 1729, 26 août 1730, A 2, n° 3 (Pièce du dossier relatif à l'enregistrement de ces Lettres Patentes).

(32) Pour détails sur ces catégories d'enfants, mêlés aux adoptifs, sans être adoptés, cf. *infra*, ch. III.

(33) « Les garçons légitimes entrent en apprentissage à quatorze ans et sont dirigés vers des métiers nécessitant de longues et coûteuses années d'initiation, durant lesquelles la Charité subvient à tous leurs besoins. On en fait des maîtres de profession plus relevée que les enfants des autres catégories : « relieurs, imprimeurs, ciseleurs, doreurs d'épée, musiciens, chirurgiens, ecclésiastiques, etc... » (CROZE, *Histoire de l'Hôpital de la Charité*, Lyon, Audin et Cie, 1934, p. 254); les garçons illégitimes entrent, au contraire, en apprentissage à douze ans et dans des métiers plus durs, moins distingués; quant aux « Petits Passants » (les enfants légitimes abandonnés), ils ne sont jamais mis en apprentissage.

« prendre part à ces avantages qu'autant qu'elle a
« été receue à l'Adoption »³⁴. La fille adoptive re-
çoit soixante livres comme dot de la maison que pa-
rachèvent les Fondations Gerba et Giraud, plus les
« estreines » des Recteurs, 54 livres de chacun d'eux
en 1746. Mais une décision du 8 janvier 1766 ramène
la dot à quarante livres, plus les libéralités des Rec-
teurs. Cette dot est donnée même à la fille majeure,
mais le 9 avril 1766³⁵, elle est restreinte aux seules
mineures de 25 ans. Quant au mariage, les formali-
tés en sont presque pareilles à celles déjà étudiées
dans le chapitre précédent : l'adoptive est ramenée
chez elle, y est-il ajouté, par les deux Recteurs qui
l'ont conduite à l'église; elle est, en ce jour-là, vêtue
de bleu³⁶. « *Lorsque les enfants sont parvenus à leur*
« *majorité, ils sont dégagés des liens de ce genre de*
« *puissance paternelle, à laquelle l'Adoption les sou-*
« *met* ». Ils rentreront alors de plein droit dans leurs
biens. *La majorité, nous le voyons donc, émancipe*
dorénavant l'enfant adoptif de l'Aumône : il n'est

(34) *Origine des Adoptions*; « Toute autre fille quoique élevée
« dans la Charité » ne jouit pas de ces avantages (*Abrégé His-*
torique).

(35) Cf. *Infra*, ch. III. Le « *Mémoire Instructif* » (P. J., n° 54)
précise que les recteurs font à leur fille adoptive lors de son ma-
riage, un présent de 75 livres (1737). Les libéralités, soi-disant
facultatives, mais devenues pratiquement obligatoires, dépas-
saient au XVIII^e siècle le montant de la dot.

(36) Un juriconsulte lyonnais éminent, administrateur de la
Charité du XVIII^e siècle, Prost de Royer, ajoute les détails sui-
vants :

« S'agissoit-il de se marier, on nous demandoit notre consen-
« tement, nous prenions des informations. Les fiançailles et le
« contrat se faisoient dans le bureau, et, l'enfant recevoit un petit
« présent de chacun de ses pères adoptifs. Après quoi, deux ad-
« ministrateurs accompagnoient les époux à l'autel et assistoient
« à la noce avec les parents assemblés. Mœurs antiques ! je ne les
« ai jamais vues sans intérêt. » (*Dictionnaire de la Jurispru-*
dence et des Arrêts, v° Adoption, p. 112, éd. 1783, Lyon).

plus besoin d'une émancipation formelle; il semble bien que, dès la deuxième moitié du XVII^e siècle, il n'y a plus d'émancipation, outre que les règlements, à partir de 1628, n'en parlent déjà plus³⁷. Mais une fois dégagé par l'âge de la puissance des Recteurs, ils peuvent, plus tard, s'ils tombent malades ou infirmes, rentrer dans les Hôpitaux : « la
« Maison de la Charité leur est ouverte, non plus,
« en qualité de pauvres, mais pour y *rester dans le*
« *corps des adoptifs comme enfans qui y sont affi-*
« *liés* »³⁸.

SECTION 3.

POUVOIRS DES PÈRES ADOPTIFS ET EFFETS DE L'ADOPTION.

Après les « Avantages » pour l'adopté, les analystes passent aux « Avantages » pour l'adoptant :

a) Les enfants deviennent par leur adoption, in-

(37) Le paragraphe consacré à l'*Emancipation* ne se trouve, en effet, que dans le Règlement de 1605, les éditions ultérieures ne l'ont pas reproduit; mais la pratique nous atteste l'existence d'émancipations pendant la première moitié du XVII^e siècle (MILLERON, 1616; Olivier CRÉPIEU, 1633; Elisabeth CHAZETTE, 1639); pour tous ces cas, cf. *supra*; pour la survivance possible de l'émancipation jusqu'au XVIII^e siècle, cf. *infra*, ch. III).

(38) Nous voyons ainsi, au siècle précédent, Benoît Balmas, dont il a souvent été question au Titre I, rentrer, sur ses vieux jours, à la Charité pour se faire soigner d'une maladie; on lui délivre certificat constatant que M^e Benoît Balme (sic), sergent royal delphinal, « EN CONSIDÉRATION DE LA QUALITÉ D'ADOPTIF et « ce à cause de la grande infirmité et pauvreté où il estoit réduit, fut reçu dans la maison de Nostre Dame de Charité... « auquel lieu où il a esté charitablement nourri, vestu et médicamenté, etc... » (E 37, 1636). Cet acte est d'autant plus intéressant pour montrer la survivance du caractère de *filiation adoptive* pendant toute la vie de l'enfant de l'Aumône qu'il s'agit, en la personne de B. Balmas d'un ADOPTIF ÉMANCIPÉ, cf. son Acte d'émancipation, P. J., n^o 37, et T. I., ch. III, sect. 1 et 3.

capables de se marier ou d'entrer en religion sans l'autorisation des Recteurs : « dès le moment qu'ils « sont admis (à l'Adoption), ils ne peuvent plus se « décider pour entrer en religion, ni pour contracter « de mariage que du consentement des Administra- « teurs » ³⁹. L'Abrégé Historique n'ajoute pas, néanmoins, l'incapacité que nous attendrions plutôt, en matière de testaments, donations, et autres actes affectant le patrimoine. C'est une raison de plus pour considérer de telles incapacités qui n'affectent pas les intérêts matériels de l'Aumône, comme résultant véritablement de l'Adoption de celle-ci sur la personne des enfants.

b) Droit de succession. — Les Lettres-Patentes de 1729 reconnaissent à nouveau, comme celles de 1672, le Droit de succession des Recteurs, dans les articles qui sont consacrés à l'Adoption de l'Aumône-Générale, de même que celles de 1698 et 1716 avaient accordé solennellement un droit identique à l'Hôtel-Dieu ⁴⁰. Rappelons-le : l'Hôpital (La Charité ou l'Hô-

(39) Exemples, en ce qui concerne la profession religieuse : a) 1632 : Bénédiction accordée à un adoptif qui se fait chartreux, dans la chartreuse de Vauclair : « pour raison de quoy, et pour « ne faillir à l'obéissance filiale qu'il doit ausdicts sieurs recteurs, il les a suppliés de luy bailler leur consentement avec « leur bénédiction paternelle », ce qui lui fut accordé, non sans lui avoir été montré la difficulté de la vie religieuse qu'il embrassait et de la règle particulièrement austère de cet ordre (E³⁶, Inv., III, p. 68). b) Autorisation donnée à des adoptives d'aliéner leurs biens avant d'entrer au couvent : Madeleine Montaney, en 1672, désirant entrer au monastère du Verbe Incarné, expose aux recteurs son intention, car, dit-elle « avant que de faire profession, « ce qu'elle ne peut faire sans le consentement près des dicts « sieurs recteurs, ses pères adoptifs, elle les a humblement requis, etc... » : on ne saurait être plus explicite sur la nécessité de l'autorisation et sur la *qualité* — l'adoption — en vertu de laquelle les recteurs doivent la donner (E⁴⁴, Inv., III, p. 89).

(40) Les termes de ces Lettres-Patentes sont rigoureusement

tel-Dieu) succède à ses enfants adoptifs, en concurrence avec leurs frères ou sœurs pour une portion (Lettres-Patentes, 1729, art. 15, Lettres Patentes 1698, Art. 9, Lettres-Patentes 1716, Art. 10) et, à leur défaut, pour le tout (même articles) à l'exclusion de leurs collatéraux, et, même des frères et sœurs qui ont consenti à leur adoption, en âge de majorité. Il n'est pas nécessaire, remarque Henrys⁴¹ dans sa question XXXV, sur l'« *Adoption des Orphelins de la Ville de Lyon par l'Aumône-Générale* », et, après lui, l'*Abrégé Historique*, de faire « assigner les parents » et d'observer avec eux ce qui se pratiquait chez les Romains, en pareil cas. Ajoutons que les Lettres-Patentes de 1729 confirment — ainsi que celles de 1716 pour l'Hôtel-Dieu — que la succession ab-intestat de l'enfant adopté, décédé après l'administration des Recteurs, appartient à l'Hôpital, s'ils ne laissent ni enfant, ni frère, ni sœur : le texte définitif de 1672 est, en 1729, très clair : en l'absence d'un testament, ou des parents sus-mentionnés, *l'Hôpital hérite normalement de l'enfant adoptif* : or, ce droit devait être à la fois, constaté — et contesté — dans les toutes dernières années du siècle, par un jugement du Tribunal de District de Castres, du 31 août 1792, qui exclut les Recteurs d'une succession échue à l'un des adoptifs décédé au loin, et, après l'administration des Recteurs. Comme la question est d'importance, nous l'examinerons dans le paragraphe

semblables, en ce qui concerne les Adoptions à celles de 1729, pour la Charité, cf. *infra*, ch. II, Début.

(41) HENRYS, *Œuvres*, Ed. 1772, III, p. 817.

suivant consacré à l'usufruit, avec laquelle elle est connexe.

c) *Droit d'usufruit.* — *L'Hôpital*, continue l'Abrégé, *jouit de l'usufruit des biens des enfants adoptifs* « pendant le cours de l'Adoption », formule plus restrictive des Lettres-Patentes : « pendant qu'ils « sont sous la charge et administration » des Recteurs ⁴². D'importantes décisions fixent, en 1674, dans des Assemblées Extraordinaires du Bureau, les modalités d'application des règles concernant l'usufruit de la Maison sur les biens des adoptifs ⁴³, les Recteurs y constatent que ce droit d'usufruit ne leur est donné que s'ils supportent les « charges courantes » : il est clair que, si ce droit dérive de leur puissance paternelle, il doit être modelé sur celui des parents naturels, et pas plus qu'eux, ils ne peuvent faire payer à leurs enfants adoptifs, les frais qu'ils font pour leur éducation et l'entretien de leurs biens. La décision des Recteurs est donc conforme à la norme de leur adoption; néanmoins : « si « les enfants n'ont pas de biens, ils seront placés « chez des maîtres qui n'exigent rien; si ces enfants « ont quelque patrimoine, on leur fera apprendre « des métiers plus coûteux, et on portera à leur « compte, ce qui sera payé au delà du revenu de « leurs biens »; on leur fera payer aussi *frais* d'importance (« rapports, partages, voyages des sol-

(42) « Aucun article n'ôte aux administrateurs ce droit, déclarera, plus tard, le *Précis sur les Adoptions* (cf. P. J. n° 57), soit « que les adoptifs quittent la maison ou s'absentent, ce droit « d'usufruit étant absolument le même que celui d'un père sur « ses propres enfans. » C'est assez dire sa nature.

(43) E⁸⁶, ch. VI, *Adoptions*.

« liciteurs et huissiers, procédures des procès de « longue durée, sentences et autres que M. l'Avocat-« Recteur trouvera à propos »), et, si les dettes des enfants sont trop grandes, on vendra leurs immeubles. On leur tiendra compte, également, des « *grosses réparations* »; les revenus des immeubles compenseront, par contre, les dépenses « *d'entretienement* », et, les recettes, comme les dépenses afférentes à cet ordre de choses, seront inscrites « en marge des « comptes des adoptifs », mais seulement à cause des frères et sœurs non adoptés qu'ont souvent les enfants adoptifs.

Le Tribunal de Castres, en 1792, arguë de l'art. XXXIII des Lettres-Patentes de 1729, qui reconnaît aux Recteurs le droit d'être exemptés de toutes tailles sur les biens de l'Hôpital, ainsi que sur ceux des Adoptifs « pendant le temps de leur adoption », « *attendu que les revenus appartiennent audit Hôpital* », pour, en conséquence, déclarer que la puissance paternelle et l'usufruit doivent avoir le même terme que l'administration des Recteurs. Etant donné que l'art. XV accorde à l'Hôpital ce même usufruit, mais seulement pendant qu'ils sont sous la charge des Recteurs, le tribunal considère que, une fois qu'ils « subsistent sans aucun secours de sa part », et, qu'ils ne sont plus à sa charge — comme c'est le cas des enfants Chameron — *leur adoption a pris fin, ainsi que tous les droits qui en résultaient pour les Recteurs*. En conclusion, le Tribunal de Castres rejette l'« assignation en yintervention (sic) d'ynstance (sic) » des « administrateurs de l'Hôpital de la

« Charité de la Ville de Lyon » et, par là même, le droit des Recteurs de recueillir la succession d'un de leurs enfants adoptifs « décédé au loin » ⁴⁴. Dans le « *Précis sur l'Adoption* » ⁴⁵, qui fut produit à l'occasion de ces procédures d'extrême-fin de l'institution, les Recteurs manifestent qu'il est vrai que l'administration de leur enfant adoptif leur est conservé seulement jusqu'à leur majorité ou le mariage des filles; autrement, « les enfants mineurs seroient « obligés, après l'administration finie, de se faire « nommer des tuteurs ou curateurs ». Quant au droit d'usufruit, « aucun article, déclarent les Recteurs, « ne leur ôte ce droit, soit que les adoptifs quittent « la Maison ou s'absentent », car il est « *absolument le même que celui d'un père sur celui de ses propres enfants* ». De même, expliquent les Recteurs, si les enfants quittent le domicile du père, il n'en perd pas par là son droit d'usufruit; de même, l'adoptif qui se retire, « s'absente », après sa réception — événement imprévu, mais qui arrive souvent — ne saurait donc ôter aux administrateurs le droit d'usufruit sur les biens de leurs adoptés.

Les Recteurs font valoir, ainsi, leur droit à recueillir une succession échue à Etienne Chameron qui vient de mourir et à laquelle ils viennent comme ses héritiers légitimes. Comme ce dernier n'est pas majeur, les Recteurs ont donc, quoiqu'il soit au loin, le droit de recueillir son hérédité. Le jugement de Castres est donc mal fondé. Il interprète mal les

(44) G 127, n° 312.

(45) P. J., n° 57.

règles observées jusqu'à ce jour. Cela s'explique, c'est un tribunal lointain : jusqu'à la Révolution, les Recteurs avaient le droit conféré par les Lettres-Patentes de juin 1692 de garde-gardienne ⁴⁶, d'évoquer toutes les contestations à eux afférentes par-devant le Sénéchal de Lyon : mais nous sommes alors en 1792 ! Le droit des Recteurs sera, ainsi, par les magistrats de Castres assimilés à celui de n'importe quel hôpital : rien d'extraordinaire à ce que l'usage de l'Aumône soit mal connu de juges aussi éloignés, et, également, disons-le, aussi peu renseignés que l'étaient les magistrats élus de ces tribunaux de la Législative ! La Charité de Lyon, de plus, comme tous les Hôpitaux d'alors, traversent une phase pénible : les Recteurs qui sont sollicités, à maintes reprises, d'apporter la preuve de leurs droits et de la continuation de leur administration, après que l'enfant est « hors de la maison » ⁴⁷, ne semblent pas s'être beaucoup pressés pour y répondre, ayant probablement d'autres soucis plus absorbants. Ce sera précisément leur retard à répondre au questionnaire qu'on leur fait, qui, aux dires d'une lettre du 3 septembre qui leur est adressée de Castres, sera la cause du jugement défavorable du même tribunal. Nous avons donc la preuve formelle que cette jurisprudence « in extremis » touchant le droit de succession de l'Aumône-Générale, a décidé sur une information imparfaite et ne saurait valoir pour la période antérieure d'une institution normale.

(46) A1, n° 39.

(47) Diverses lettres de la liasse n° 212 de G 127.

Nous avons ainsi examiné les différents aspects de *l'Adoption Lyonnaise des orphelins légitimes*; nous allons en dégager maintenant la véritable nature.

D) L'OPINION DES AUTEURS.

a) HENRYS, dans sa question XXXV, de *l'Adoption*, débute ainsi : « On a cru que le droit d'adoption
« n'avait point de lieu parmi nous, et, que les Loix
« qui l'établissent sont abrogées en France... mais,
« sans parler de l'adoption ou de l'affiliation spiri-
« tuelle... voici une adoption nouvelle, et, qui a le
« même effet que l'adoption des Romains ⁴⁸ ».

BROSSETTE. — *Eloge Historique de la Ville de Lyon 1711* : « Une chose qui est commune à ces deux Hô-
« pitaux et qui est digne de remarque, c'est l'usage de
« recevoir des enfants adoptifs. Les Administrateurs
« tiennent lieu de véritables pères à ces enfans or-
« phelins, sur lesquels ils ont tous les droits de la
« puissance paternelle, soit pour l'éducation, l'émar-
« cipation et le mariage, soit aussi pour les testa-
« ments et les successions. *En un mot, ces adoptions*
« *ont les mêmes effets que celles qui se pratiquoient*
« *anciennement chez les Romains* ⁴⁹ ».

TERRASSON, dans sa *plaidoirie* à propos du procès des enfants Fournier, dira, en 1735, après avoir fait l'éloge de l'institution des Hôpitaux de Lyon :
« Vous voyez, Messieurs, l'origine de ces adoptions
« salutaires dont l'usage ne s'est conservé que dans
« la Ville de Lyon, par l'habitude où elle était d'en

(48) HENRYS, *Œuvres*, 1772, III, p. 817.

(49) BROSSETTE, *Eloge Historique*, p. 130.

« goûter les avantages dès le temps qu'elle étoit sou-
« mise aux Romains ⁵⁰ ».

CLAPASSON. — *Description de la Ville de Lyon, 1741* : « Cet Hôpital, aussi bien que celui du Pont du
« Rhône, jouit d'une prérogative remarquable, c'est
« l'usage de recevoir des enfans adoptifs sur lesquels
« les Administrateurs ont les mêmes droits que la
« Jurisprudence Romaine accorde aux véritables
« Pères... » ⁵¹.

L'Abrégé Historique des Adoptions. 1746 : « On
« doit rapporter au zèle..... des premiers Adminis-
« trateurs le fondement des Adoptions établies,
« d'après les principes de celles que les Romains,
« etc..... » ⁵².

A propos d'une procédure engagée par les recteurs
en Franche-Comté, relativement à certains biens
d'adoptifs, on lit, dans *une requête* qu'ils adressèrent
au fermier du contrôle de cette province : « ...La
« seule Ville de Lyon... a conservé cet usage de l'An-
« cien droit Romain, par lequel la Ville est encore ré-
« gie, etc... » ⁵³ (1740 environ).

Dans un *mémoire* présenté à S. A. R. Monsieur,
Frère du Roi, lors de la visite qu'il fit à l'Hôpital de
la Charité, le 27 septembre 1775, avec sa femme, à
son retour de Chambéry, intitulé : « Coup d'Œil sur
« l'Œuvre et la Situation de l'Hôpital de la Charité
« de Lyon », on lit : « L'Hôpital adopte, suivant les

(50) Texte retranscrit dans HENRYS, *op. cit.*, p. 834; cf. P. J.,
n° 61 bis.

(51) CLAPASSON, *Description*.

(52) Cf. P. J., n° 55.

(53) E¹¹¹, Inv., III, p. 232.

« *maximes qui étoient reçues dans l'Ancienne Rome.*
« les enfants de cette dernière classe (Orphelins)
« etc...⁵⁴ ».

Tous ces auteurs ou ouvrages assimilent, donc, l'adoption des Hôpitaux lyonnais à l'adoption romaine.

b) Au contraire, le « *Mémoire Instructif* » de 1737 dit textuellement : « Quoique le Droit Romain serve
« de règle et de loi dans une grande partie du
« Royaume, *il n'est point suivi en ce qui regarde les*
« *Adoptions*, et ce n'est que dans les deux hôpitaux
« où les Adoptions sont connues ». Il déclare ensuite : « il n'y a eu d'abord pour fondement des
« Adoptions qu'une *délibération du Bureau* », autorisée plus tard par diverses Lettres-Patentes⁵⁵.

Quoique l'Auteur de l'*Abrégé Historique*, nous l'avons vu, considère le Droit Romain comme le principe de l'Adoption de la Charité et de l'Hôtel-Dieu, il n'en déclare pas moins que son origine provient du « zèle » et « piété » des premiers Administrateurs, et, comme le Mémoire, la considère comme le fruit d'une décision du Bureau dans les premiers temps.

Dans les « *Institutions du Droit François* », de l'Avocat CLAUDE SERRES, Professeur à l'Université de Montpellier, même note défavorable au caractère d'Adoption Romaine. Après avoir écrit en termes courts, mais nets que : « le Droit d'Adoption et les
« Loix Romaines, qui l'établissoient, sont en France
« entièrement abolies et abrogées », il ajoute de suite :

(54) E75, Inv., III, p. 180.

(55) G 173, n° 155, cf. P. J., n° 54.

« On ne peut même trouver aucun rapport de l'adoption, telle qu'elle étoit chez les Romains, avec l'usage qui se pratique dans l'Hôpital de la Charité de la Ville de Lyon ⁵⁶. »

Mais l'Auteur se place au point de vue du seul droit de succession et ne paraît pas connaître les autres effets de l'Adoption Lyonnaise, qu'il attribue à une autre cause que l'Adoption. Pour lui, il n'y a pas d'adoption romaine, car, dit-il, le droit de succession dérive seulement de « l'indignité naturelle des parents ou de leur tacite renonciation ».

Il est vrai que dans la pièce intitulée : « Mémoire concernant les deux Hôpitaux » (XVIII^e siècle il est dit : « L'essence de l'adoption est une déclaration des Parens les plus habiles à succéder qu'ils abandonnent les enfans qu'ils présentent à l'adoption; dont on doit expressément faire mention dans l'acte ⁵⁷ ».

Si l'adoption des Hôpitaux Lyonnais n'étoit vraiment que cela, il serait bien exact de dire qu'il n'y a aucune adoption dans la pratique hospitalière Lyonnaise, pas plus romaine qu'autre. Mais le même mémoire (d'ailleurs assez gauche dans ses expressions) ajoute que pour empêcher que « les parens ne pressentent pas légèrement à l'adoption et ne surchargent pas par là les Hôpitaux », on leur fait déclarer « qu'ils renoncent aux successions de ceux qu'ils font adopter, précautions que l'on ne prend surhabondamment (sic) que pour les fraper (sic)

(56) SERRES, *op. cit.*, 1750, *T. des Adoptions*.

(57) Cf. P. J., n^o 56.

« davantage par la force des termes » et « suffisant » (sic) pour qu'ils soient irrévocablement privés des « successions de ces orphelins », qu'ils aient « expressément consenti à leur adoption, mais même qu'ils l'aient laissé faire ». Mais toutes ces mesures, ces déclarations visent, on le voit, *le seul droit de succession* et uniquement à empêcher que les parents qui présentent les enfants ne viennent réclamer plus tard leur succession, non certes, que l'adoption de ces enfants par les Hôpitaux ne leur assurerait pas ce droit de succession, mais pour empêcher que des procès toujours onéreux ne soient suscités par la famille mal renseignée : ayant renoncé expressément, elle voit alors qu'elle n'a plus rien à réclamer dans l'avenir, c'est le seul but des dispositions prises à propos de ces renonciations et consentements des parents dans l'acte d'adoption : ce sont, d'après le « Mémoire », *des mesures surabondantes*, prises « *surhabondamment* ». C'est dire assez qu'elles ne constituent pas, malgré les termes cités plus haut, l'essentiel de l'adoption, qui produit, d'ailleurs, bien d'autres effets qu'un seul droit de succession.

De plus, *l'adoption est distincte de cette présentation par les parents* : elle a lieu *après* ces formalités, lesquelles sont nécessaires, mais non suffisantes pour constituer l'adoption.

2) En définitive, comment juger l'adoption des Hôpitaux de Lyon, à cette époque du XVIII^e siècle, où elle est pleinement constituée ? Elle nous apparaît avec des caractères contradictoires, tantôt une simple adoption avec seul droit de succession, telle

l'adoption « proprement dite » du droit de Justilien, tantôt une adoption particulière dont le droit de succession est limité à l'absence de frères ou sœurs de l'adoptif, tantôt même une véritable adrogation.

Elle est, à la vérité, une adoption spéciale : Chrétienne en esprit, Lyonnaise dans ses formes, Romaine dans ses effets.

I. — CHRÉTIENNE DANS SA SOURCE, SON ESPRIT, SA DESTINATION.

Quand nous avons étudié l'adoption par les particuliers au XVI^e siècle, nous avons constaté qu'elle se présente bien souvent comme une *adoption de bienfaisance* : un enfant est recueilli par une famille qui l'adopte, parce que celle-ci est « mue de pitié et charité », disent les textes. Cette raison est loin, certes, d'être la seule, mais elle est importante. L'adoption de l'Aumône-Générale prit naissance dans ce milieu, les actes d'adoption passés par elle sont, nous l'avons vu, au XVI^e siècle, identiques à ceux passés par les particuliers. Certainement, dans la pensée des premiers Administrateurs, elle fut envisagée comme une adoption charitable, ce que développent, avec complaisance, d'ailleurs, les Avocats du siècle suivant. Il s'y ajoute, évidemment, le désir de voir fonder solidement le droit de succession que l'Aumône prétendait sur les biens des enfants exposés, plus sûrement que par la voie de l'« exposition » : nous avons assez insisté sur ce point pour n'y pas revenir. Mais le vrai mobile n'est pas là ; il

faut envisager les choses à la fois d'une vue plus généreuse et plus profonde : comment admettre, en effet, le seul motif de l'intérêt, alors que les registres des premiers temps de l'œuvre nous montrent de multiples exemples d'enfants adoptifs de l'Aumône *rendus à leurs parents, sans aucune formalité*, alors, que, nous l'avons étudié, l'Aumône ne jouit en aucune manière de *l'usufruit de leurs biens* et ne semble retirer aucun avantage, dans bien des cas, de son adoption. Cela n'est pas dit pour exclure toute intention intéressée dans le but poursuivi par les Recteurs, certes, mais pour ne pas également envisager les choses d'une conception strictement utilitaire. Il y a à Lyon, au XVI^e siècle — et j'en suis fier pour ma cité — une adoption guidée par un point de vue de charité chrétienne incontestable, c'est là où a pris sa source l'originale institution de l'Aumône-Générale, étendue plus tard aux deux Hôpitaux de la Ville.

Les Maisons de La Chanal et de Ste-Catherine fonctionnent à ce moment-là comme des refuges qui abritent n'importe quelle misère morale ou matérielle, l'enfant abandonné comme l'enfant orphelin. Ils sont tous soumis, tels les enfants adoptés par les particuliers aux « conditions d'adoption » et ces conditions sont toutes *avantageuses à l'adopté, grande différence avec l'adoption romaine : doter, nourrir, instruire, vêtir, entretenir*. L'esprit chrétien du début subsista toujours : c'est à cet esprit qu'il faut rattacher les mesures de conservation du patrimoine conservé par l'adoption : avant de revenir sur ce point

à propos des difficultés suscitées au XVIII^e siècle aux Hôpitaux de Lyon, citons : « *La piété Chrétienne a*
« *instauré dans les Hôpitaux de Lyon, une adminis-*
« *tration par voye d'adoption* qui ne laisse rien à
« désirer. Elle affranchit de tous les frais les mi-
« neurs dont la médiocrité de la fortune ne permet
« pas qu'ils soient mis en tutelle sans estre exposés
« à une ruine inévitable » ⁵⁸. Les maisons de l'Aumône sont des Orphelinats d'enfants, où ils sont élevés et instruits; sans doute, la pratique révélera bien des imperfections; de plus, l'éducation dans un hôpital est toujours un mal, mais, à l'époque, il n'y avait pas d'autre système pour soulager les misères. L'instruction, nous l'avons déjà dit, est assez développée : les fondations faites pour les enfants de l'Aumône montrent assez l'estime qu'on faisait de ces Maisons (Athiaud, Arthaud, Gerba, Giraud ⁵⁹); les registres renferment dans tous les siècles nombre d'enfants adoptifs devenus religieux ou prêtres; si l'éducation des filles reste plus à désirer, beaucoup d'entre elles, également, entrent au couvent ou deviennent sœurs hospitalières. Les Recteurs — hommes éminents, bien souvent — ne se désintéressaient certes pas de ceux qu'ils appelaient leurs enfants, dont ils se disaient fréquemment les « pères adoptifs ». « On se conduit, dit l'Origine des Adoptions, « avec tant d'affection à leur égard qu'il n'est point « d'attachement que celui que ces enfants témoignent « à leurs pères adoptifs, et une des plus grandes

(58) G 173, n° 118.

(59) Cf. *supra*, T. II, ch. I (Gerba, Giraud); p. 601 (Athiaud); *infra*, p. 654 (Arthaud).

« satisfactions (des recteurs) est qu'eux, ni leurs pré-
« décesseurs n'ont jamais été recherchés par rapport
« aux adoptions, ni de la part des enfants, ni de la
« part des créanciers » ⁶⁰.

Chrétienne aussi dans sa destination : elle est dans son projet initial, sinon dans la coutume des premiers temps, puis dans sa destination définitive, d's la fin du XVI^e siècle, *le privilège exclusif des orphelins légitimes des pauvres familles de Lyon* : elle se fait ainsi l'écho des Constitutions Apostoliques qui préconisaient *l'adoption des orphelins* dans les Communautés Chrétiennes ⁶¹. Elle n'est faite, en effet, que pour ceux qui sont nés en loyal mariage, et dont les parents ont eu, durant leur vie, une existence honorable : ce point de vue est l'objet des considérations attendries à la Jean-Jacques, qu'on lit dans les règlements du XVIII^e siècle en tête du chapitre consacré aux observations pour les Recteurs concernant les enfants adoptifs : « Quoi de plus
« consolant pour un Père, dans le moment terrible
« qui va le séparer à jamais des Enfants qu'il chérit,
« que de les voir passer entre les mains d'un nom-
« bre choisi d'Administrateurs, dont les soins em-
« pressés n'ont d'autre objet que de les remplacer ?
« Quoi de plus favorable pour ces mêmes Enfants,
« après une mort qui sembloit les livrer à tous les
« malheurs, de retrouver la même tendresse qu'une
« Mère attentive auroit pû mettre en œuvre pour
« guider les pas de leur enfance ? Les principes

(60) G 173, n° 143.

(61) Cf. *supra*, Titre Préliminaire.

« d'éducation chrétienne et laborieuse, des secours
« plus certains pour leur établissement et des dé-
« fenseurs zélés pour des droits qui, malgré leur
« modicité, ne sont pas encore à l'abri de l'envie :
« tels sont les avantages que présente aux Citoyens
« l'autorité du Prince Chrétien qui nous gouverne,
« mais tandis qu'il assure leur tranquillité, ceux à
« qui la Maison remet cette partie de son Adminis-
« tration, doivent chercher à augmenter leur con-
« fiance en suppléant par le zèle aux sentiments que
« le sang ne peut inspirer » ⁶².

II. — LYONNAISE DANS SA FORME :

Les Recteurs du XVI^e siècle appliquent, pour leur adoption, les règles de formation des Adoptions Lyonnaises de l'époque, qui sont, comme elles, *faites « aux mêmes modifications »*. De plus, quand il s'agira de définir les mesures qu'ils suivront avant ou au moment de l'acte d'adoption, ils n'appliqueront, cela est facile à constater, comme « solennités » nécessaires pour adopter, que *les règles qu'ils ont décidées dans leur Bureau* : à mesure que la catégorie des enfants assistés se restreint aux seuls orphelins légitimes des pauvres familles lyonnaises, des mesures de plus en plus nombreuses sont prises pour assurer l'exacte observation de cette destination : informations, enquêtes, déclarations des parents, renonciation à leurs successions, toutes ces dispositions ne dérivent que de la volonté exprimée

(62) *Statuts et Règlements de l'Hôpital de la Charité*, 1742, ch. XVII, début; cf. P. J., n° 59.

par les Recteurs dans leurs Assemblées ordinaires : *elles ne sont en rien l'équivalent des garanties antonines de l'adrogation des impubères*, elles ne visent pas à préserver le patrimoine de l'enfant de la cupidité de l'adoptant, mais à *sauvegarder le privilège des orphelins légitimes*.

III. — ROMAINE DANS SES EFFETS ET SON OBJET :

Il est certain, par contre, — l'étude que nous avons faite suffit à le prouver — que, dans l'instauration qu'ils firent d'une adoption de bienfaisance, les Recteurs eurent, comme modèle, l'adoption des Romains : la preuve que celle-ci n'était pas pleinement en désuétude, à Lyon, au XVI^e siècle, a été fournie dans notre chapitre des Adoptions par les particuliers; mais le Droit Romain servira, ici, pour donner un corps à l'adoption des Recteurs. C'est ainsi que l'adoption de l'Aumône-Générale, plus tard, des deux Hôpitaux de Lyon, *emprunta au Droit Romain certains de ses effets, et non pas tous* : l'assimilation, qui en fut faite, date, à mon sens, du dernier tiers du XVI^e siècle, époque où les Recteurs furent obligés de définir véritablement *les effets, vagues jusqu'alors*, de leur adoption d'enfants : à partir de 1570, des problèmes se posent touchant les droits sur les biens, l'émancipation, l'usufruit, etc., auxquels il va bien falloir donner une réponse précise : les Recteurs, qui n'étaient pas sans connaître l'adoption romaine, attribuent alors à l'adoption de l'Aumône les mêmes effets : mais quelle adoption Romaine ? *Les Recteurs considèrent qu'ils ont sur la*

personne de leurs enfants adoptifs, la même puissance que l'adrogeant Romain, ce sont donc les effets de l'adrogation qu'ils appliquèrent : l'enfant de l'Aumône fut considéré, au point de vue des effets de son adoption, comme un adrogé, incapable, en conséquence, de tester, disposer, même se marier sans le consentement du père adoptif. L'Adoption Lyonnaise n'est pas une survivance attardée de l'adrogation des impubères, mais la transposition dans une adoption lyonnaise des effets de l'adrogation. Comme elle, de plus, elle porte sur des impubères, et ne peut même se faire que sur eux, puisque, à 14 ans, aucun enfant ne saurait être adopté.

Mais elle est loin d'être l'image parfaite de l'antique institution Romaine; faite par un corps social, les effets de l'adrogation normale touchant l'état des personnes, comme le passage de l'adrogé dans la « familia » de l'adrogeant, sont hors de propos; de même, le droit de succession ne peut, dans le cas lyonnais, être *qu'unilatéral et appartenir qu'au seul adoptant, non à l'adopté*. Il faut reconnaître également que le droit de succession de l'adoption des Recteurs est basé, de plus, autant que sur l'adoption, sur le fondement de *l'indignité des parents*; mais celle-là donne, en plus, aux Recteurs un droit fondé sur le caractère de *filiation*, créé par l'adoption, entre eux et leurs enfants adoptifs.

Nous avons ainsi, après avoir analysé les trois éléments qui contribuèrent à la former, l'élément *chrétien*, qui l'explique, l'élément *local*, qui la constitue, et l'élément *romain*, qui la développe, établi, je crois,

la véritable nature si complexe de l'*Adoption Hospitalière Lyonnaise*, de l'Aumône-Générale et de l'Hôtel-Dieu.

Mais toute adoption, Romaine ou autre, a disparu, dès le XVII^e siècle, des institutions et même du langage des Français : elle est considérée comme une *Institution de l'antiquité*. L'Adoption Lyonnaise, solidement reconnue à cette époque par les Lettres-Patentes aux Hôpitaux de Lyon, apparaît dans l'éclat de son privilège comme une anormale exception : il n'est pas exagéré de dire qu'elle « étonne », au sens XVII^e siècle, autant que moderne du mot ; aussi, est-il paradoxal de constater, qu'au moment où elle est plus clairement reconnue, elle sera moins solide et plus sujette aux vexations. Deux exemples illustreront ce caractère d'anomalie : a) à propos d'une succession échue à Salins en Franche-Comté, aux enfants Lecoq, adoptifs de la Charité, et à propos des droits que le fermier du contrôle prétendait exiger sur les actes d'adoption : « *cette formalité d'adopter, « expliquent les Recteurs à ce fonctionnaire, doit « paraître extraordinaire à MM. les gens du Roy, à « Salins ; parce que, effectivement, CELA NE SE PRA- « TIQUE EN NUL ENDROIT DU ROYAUME, QUE DANS LA « SEULE VILLE DE LYON..... »* (vers 1740) ⁶³.

Les Administrateurs de l'Hôpital-Général de Marseille expriment aux recteurs de l'Hôpital de la Charité leur étonnement de l'adoption qu'ils font, et, trouvant leur usage intéressant, demandent à leurs collègues lyonnais de leur donner communication de

(63) E111, Inv., III, p. 232.

leurs privilèges ⁶⁴, ce qui fut fait; dans une seconde lettre ⁶⁵, les administrateurs de Marseille, en remerciant des pièces envoyées et des explications fournies déclarent qu'ils vont présenter un placet à Monsieur de Croissy, gouverneur, pour obtenir du Roi pareilles prérogatives; ceci est assez curieux; néanmoins l'affaire n'eut pas de suite ⁶⁶.

Les tentatives de rayonnement de l'institution lyonnaise étaient, donc, vouées à l'échec, en un siècle où elle apparaissait de plus en plus étrange.

(64) Voici le texte de la lettre datée du 18 février 1695 (E 131, n° 9) : « Un des moyens, exposent-ils aux recteurs de l'Aumône, « qui nous a paru le plus juste et le plus avantageux est la « filiation ou adoption des pauvres, avec le droit et faculté de « leur succéder, venant à mourir, pendant le temps qu'ils sont « entretenus dans la maison, à l'exclusion mesmes de leurs « proches. Nous avons appris que vous avez des titres très-beaux « pour l'établissement de cette adoption, et c'est ce qui nous fait « prendre la liberté de vous prier de nous en procurer des extraits, et surtout du privilège accordé par le feu Roy Louis XIII, « en l'année 1643, et arrest du mois de juillet 1660, confirmatif « dudit privilège; ensemble tous les aultres titres et mémoires « concernant cette adoption. Nous n'agissons tous que pour une « même fin; ainsi nous espérons que vous nous ferez part de « tous ces titres, qui nous seront d'un grand secours pour parvenir au but que nous nous sommes proposés ».

(65) Lettre du 9 avril 1695 (E 131, n° 10).

(66) Je dois ce renseignement à l'amabilité de Mr Busquet, archiviste des Bouches-du-Rhône : « J'ai retrouvé, m'a-t-il écrit, dans les registres de « l'hôpital général de la Charité de Marseille (VII, E 9, F 308) » la copie de la lettre du 18 février 1695 adressée à « *Messieurs les Directeurs de l'aumosne générale de « lion* » mais il apparaît que cette affaire n'eut aucune suite, et si le placet fut réellement envoyé à M. de Croissy, la proposition qui était son objet ne fut pas accueillie. Les règlements ultérieurs de l'Hôpital excluent par leurs dispositions, le fait de l'adoption au sens juridique du mot ». L'affaire est donc classée.

CHAPITRE II.

LES DIFFICULTES SUSCITEES AUX RECTEURS

Les Difficultés suscitées aux Recteurs, au XVIII^e siècle, qui font l'objet de ce chapitre, vont mettre en évidence un nouveau caractère de l'Adoption des Orphelins Légitimes, caractère dû à la reconnaissance qui en est faite par les Lettres-Patentes du Roi.

Si l'Adoption lyonnaise, on vient de le voir, est définie comme une institution assez complexe, mêlant une triple série d'éléments, d'origines diverses, elle se présente, en plus, comme un *privilège royal*, en vertu de la reconnaissance qui en est faite dans les dispositions législatives; nous avons vu, au Titre précédent, à propos des Lettres-Patentes de 1672, qu'un des effets — et non des moindres — de ces Lettres avait été de modifier le caractère strictement coutumier de l'usage d'adoption antérieur : en la « codifiant », par une définition précise de ses attributs et de ses effets, le Roi a arrêté, pour ainsi dire, l'évolution libre de la coutume, le droit d'adoption des Recteurs lyonnais sera dorénavant ce qu'il est fixé dans les différents articles des Lettres-Patentes. On va interpréter désormais l'adoption des Hôpi-

taux de Lyon, conformément aux Lettres-Patentes, et, comme nous l'avons déjà dit, à mesure que le *privilege des Recteurs deviendra plus exorbitant, et paraîtra plus anormal*, les Lettres de 1672 et de 1729 pour la Charité, celles de 1698 et de 1716 pour l'Hôtel-Dieu, constitueront vraiment *le seul titre* sur lequel l'adoption lyonnaise puisse s'étayer.

Les procédures, les difficultés de toute sorte, qui s'élèvent devant les Recteurs, au début du XVIII^e siècle, vont se fonder sur l'observation des dispositions des Lettres-Patentes dont on accusera les Recteurs lyonnais de ne pas respecter les règles précises : C'est ainsi que l'on reprochera à ceux-ci de contravenir à l'article 14 des Lettres de 1729, en adoptant des enfants ayant quelque bien, alors que l'article dit : « Confirmons les Recteurs dans l'usage d'adopter les Enfants orphelins des *Pauvres Habitants* de la Ville »¹, de même, on interprêtera le mot « *habitant* » comme ayant un sens spécial, équivalent à « *artisan* », par opposition à « *bourgeois* »²; de même, on chicanera sur le fait de l'*habitation* aux environs de Lyon, alors que l'art. 14 précise qu'il faut être *originaire de la ville*³, etc...

Sur quelles Lettres s'appuyent donc à la fois les Recteurs pour défendre leur privilège et leurs adversaires pour le combattre ? Deux mots sont nécessaires, avant de commencer l'étude des difficultés suscitées aux Recteurs à leur propos.

(1) *Infra*, pp. 637-638.

(2) *Infra*, *Ibidem*.

(3) C'est le cas de *Jeanne Françoise Dorillié*, adoptée alors qu'elle et sa mère habitaient Neuville-sur-Saône, *infra*, p. 646.

Nous avons vu, dans notre titre précédent, au chapitre III, que les Lettres-Patentes de 1672, analysées alors contenaient une réglementation précise des droits de l'adoption des Recteurs, de l'Aumône-Générale (Art. IX, X et XIII) et reconnaissait l'usage de l'adoption de l'Hôtel-Dieu (Art. XI). Ces Lettres sont remplacées au XVIII^e siècle par celles de septembre 1729 : si elles portent augmentation de certains privilèges à l'Hôpital de la Charité, elles ne modifient, néanmoins, en rien, quant au fond, les règles édictées en 1672, concernant les adoptions; seule la forme est mieux soignée : c'est ainsi que les deux articles, démesurément longs, IX et XIII des Lettres de 1672 se dédoublent en deux ou trois articles; six articles, au lieu de trois, sont ainsi consacrés au droit d'adoption des Recteurs, les articles XIV, XV, (ancien IX), XVI (ancien X), XX, XXI et XXII (ancien XIII) : L'art. XIV confirme le droit des Recteurs d'adopter les orphelins pauvres de Lyon, et, leur accorde, sur eux, « tous les droits et les effets de la puissance paternelle », avec les mêmes précisions, touchant les testaments, etc., qu'en 1672. L'art XV accorde l'*usufruit* des biens des adoptifs, aux Recteurs et fixe leur *droit de succession* de la même manière que précédemment⁴. L'art. XVI, tout comme l'art. X ancien, prononce la décharge des administrateurs « au cas que « lors des adoptions » les personnes qui présentent les enfants auraient caché qu'ils aient des parents capables de les élever. Enfin, les art. XI, XXI et XXIII fixent les modalités des ventes de meubles et d'im-

(4) Sauf, ce qui est dit p. 558, *supra*.

meubles, des inventaires et des scellés ⁵. Pour l'Hôtel-Dieu, les Lettres de 1672 s'étaient contentées de déclarer les Recteurs de l'Hôtel-Dieu maintenus dans leur usage d'adoption, sans préciser plus. Les Lettres ultérieures apportant privilèges et exemptions à l'Hôtel-Dieu, réglementent d'une manière plus développée ce droit *dans des termes semblables à ceux des Lettres de 1672 pour l'adoption de la Charité*, avec suppression néanmoins de certaines dispositions incompatibles avec la qualité des adoptifs de l'Hôtel-Dieu (ainsi, les règles concernant les testaments, mariages sont supprimées et pour cause !) (Art. IX, X, et XII de 1698. Mêmes dispositions, en 1716). Dans ces conditions, le privilège royal des adoptions lyonnaises est réglementé minutieusement : mais ces réglementations précises vont fournir précisément un aliment aux difficultés suscitées aux Recteurs et que nous allons maintenant examiner.

Elles seront rendues possible par suite du *caractère exceptionnel de l'adoption lyonnaise*, qui apparaît de plus en plus exorbitante du Droit Commun, et, par là moins solide et sujette aux attaques; aussi va-t-elle être, en effet, aux prises dans le deuxième quart du XVIII^e siècle, avec de grandes difficultés de la part de certains Officiers de la Sénéchaussée, qui en prendront parti pour s'efforcer de la restreindre. En prétextant, du texte des Lettres-Patentes, pour s'efforcer d'en limiter l'application à une seule catégorie

(5) Le droit de *faire les scellés*, néanmoins non mentionné expressément, en 1672, est reconnu en 1729 (cf. à ce sujet, p. 596; il appartenait déjà aux Recteurs, mais on avait omis de le citer alors; les lettres de 1729, de forme parfaite, réparent l'oubli).

d'enfants orphelins, leur but sera de conserver, à leur profit, les bénéfices provenant des mises sous scellés, et des inventaires opérés habituellement par eux en cas de décès, alors qu'en vertu de leur adoption, les Recteurs opéraient eux-mêmes par les Officiers des Hôpitaux, ces opérations sur les biens des enfants qu'ils adoptaient : en effet, la « forme d'ad-
« ministration par voye d'adoption », instaurée par « la piété Chrétienne toujours industrieuse dans « l'Hôpital Général de la Charité de Lyon » et suivie depuis par l'Hôtel-Dieu « *affranchit de tous les frais* les mineurs, dont la médiocrité de la fortune, ne permet pas qu'ils soient mis en tutelle sans « être exposés à une ruine inévitable » ⁶. Cela, les Officiers de la Sénéchaussée ne l'admettront pas. Ils s'efforceront, au contraire, d'empêcher le plus grand nombre possible d'adoptions, et de faire constituer des tutelles. C'est une véritable guerre intestine que nous révèlent les Archives ⁷ qui vont mettre aux prises, pendant une trentaine d'années, les Officiers de la Sénéchaussée et les Recteurs des Hôpitaux et dont le principal instigateur et le personnage qui domine toutes ces luttes, sera le Greffier du Siège Présidial, un certain Claude Guérin. Dès 1725 environ, sous la pression de cet Officier, jusqu'en 1746 environ, ils susciteront des difficultés continuelles aux Recteurs : de là, des contestations constantes, en particulier des procès « considérables » et d'« immenses procédures », dont les procès Fournier (1735),

(6) G¹⁷³, n° 118.

(7) La plupart des pièces citées dans ce chapitre sont issues du dossier des enfants FOURNNIER, G 173.

Bertrand (1737) marqueront le point culminant, et l'affaires Dorillier (1746) la consécration solennelle du droit des Recteurs.

C'est à propos de l'enregistrement des Lettres-Patentes de 1729 que commencent les premières difficultés; dans un Mémoire pour les Recteurs contre le Greffier Guérin et les Commissaires Enquêteurs de la Sénéchaussée de Lyon, on lit : « Il est important d'observer que les Administrateurs de la Charité obtinrent au mois de septembre 1729 de nouvelles Lettres-Patentes; que la Cour, avant que de les enregistrer, en ordonna la communication aux Officiers de la Sénéchaussée de Lyon et à tous les autres Magistrats que leur exécution pouvait intéresser; les Officiers de la Sénéchaussée, par leur avis qu'ils envoyèrent clandestinement à Monsieur le Procureur Général, sans le communiquer aux Administrateurs, se déclarèrent hautement contre les privilèges d'adoption, ils prétendirent que ces derniers leur donnoient une extension qu'il fallait leur renfermer dans des bornes étroites, et ne permettant d'adopter que les enfans des pauvres artisans, et seulement dans le cas où ils n'auroient aucuns parens capables de l'administration de leur tutelle; ces prétentions respectives parurent importantes à M. le Procureur Général, sur ses conclusions, second arrêt qui ordonna qu'avant faire droit, l'avis des Officiers de la Sénéchaussée seroit communiqué aux Administrateurs; ils fournirent leur réponse et contredirent l'avis des Officiers de la Sénéchaussée, après quoy la Cour rendit son arrêt définitif le 7 septembre 1731, par le-

quel les Lettres-Patentes furent purement et simplement homologuées, sans restriction, ny modification, du moins en ce qui concerne les privilèges de l'adoption » ⁸.

Après avoir exposé en détail les adoptions de l'Aumône, le Mémoire intitulé « Origine des Adoptions » (1737) ⁹ en vint aux difficultés présentes : « l'Hôpital « de la Charité de Lyon a jouï paisiblement, depuis « plus de deux siècles, du privilège (d'adoption) que « l'on vient d'expliquer, et les Officiers de la Séné- « chauscée de la même ville connoissant tous les « avantages que les adoptions procuroient aux Ci- « toyens, les ont toujours acceüillies favorablement, « mais, depuis quelques années, le nommé Guérin « le jeune Greffier, dont l'avidité est sans borne, a « trouvé le secret de soulever les Officiers contre les « adoptions. C'est par les artifices et les sollicitations « de ce Greffier intéressé que les Officiers de la Sé- « néchaussée s'opposèrent à l'enregistrement des « Lettres-Patentes accordées à l'Hôpital de la Cha- « rité. Leurs remontrances et leurs efforts furent inu- « tiles, les articles de ces Lettres-Patentes concer- « nant les adoptions, furent enregistrées purement « et simplement. »

C'est, en effet, à cette époque que remontent les tracasseries que ce Guérin suscita aux Recteurs; la tutelle était effectivement ruineuse à certains enfants. C'est ainsi que : « partie des enfants de feu

(8) G 173, n° 136.

(9) G 173, n° 143; en tête et en marge, il est écrit : Extrait du factum de l'affaire des enfans Fournier. Cf., ce qui est dit de l'« Origine », *supra*, p. 591-92.

« Mathieu Béal, un des quarante Conseillers du Roy,
« notaire à Lion, furent adoptés à la Charité en
« 1714; mais des frères ayant été mis en tutelle, les
« frais de Greffe et Justice consommèrent la plus
« grande partie du prix de la vente de l'office de
« notaire, d'un domaine à Couzon, des meubles et
« et effets en ville et en campagne, et des dettes ac-
« tives, en sorte que les créanciers ont perdu presque
« tous leurs créances et les enfans Béal n'ont pas eu
« un sol de leur père ni de leur mère »¹⁰. Les tu-
telles sont donc très dispendieuses; Guérin s'effor-
cera, bien entendu, de les favoriser, car les frais de
greffe et de justice lui reviennent. « Les sept enfans
« de défunt françois Treynet, Mtre tireur d'or à Lion
« éprouva l'effet de l'avidité de Guérin. Les Rec-
« teurs en adoptèrent partie le 25 may 1728, curateur
« aux autres. Inventaire et vente par justice et par
« recteurs. Le produit de la vente fut seulement de
« 33 livres 3 sous. Les frais de justice en consommè-
« rent 365 L. 7 s. Les créanciers, la plupart, pauvres
« gens, chargez d'enfans, eurent le reste montant à
« 171 L. 16 s. et perdirent la plus grande partie de
« leurs créances. Cependant, si on avoit évité ces
« frais, ces enfans auroient eu de bon toutes dettes
« payées 170 L. 6 s., puisque toutes ces dettes ne mon-
« toient suivant l'ordonnance de distribution du prix
« qu'à 366 L. 16 s. 6 d. »¹¹. Au contraire, « Pierre
« Antoine Rivoire, fis d'un M^e tireur d'or, ayant esté
« pourveu d'un tuteur, les créanciers se pourvurent

(10) G 173, n° 165.

(11) *Ibid.*

« contre luy pour avoir le paiement des sommes à
« eux deues hypothéquées sur un immeuble qui luy
« appartenoit; le tuteur n'ayant point de deniers et
« ne pouvant valablement aliéner, souffrit la discus-
« sion, cet enfant fut présenté à l'adoption, le prédé-
« cesseur du lieutenant général, qui est aujourd'huy
« en place, l'ordonna, malgré l'opposition du tu-
« teur. Les Recteurs désintéressèrent les créanciers,
« l'immeuble ne fut estimé par des experts en jus-
« tice que douze cents livres, ils le vendirent trois
« mil quatre cent livres et ménagèrent à cet enfant
« plus de deux mil cinq cent livres qui ont servi de
« fond à son établissement dans la profession de M^e
« tireur d'or qu'il exerce actuellement ». ¹² Beau-
coup de tutelles sont ainsi muées en adoptions (Or-
donnance de la Sénéchaussée réglant l'adoption Bé-
rardier, 1749) ¹³. Mais, auparavant, les Officiers du
Siège présidial s'efforcent, au contraire, d'empêcher
les adoptions, et se gardent bien de les favoriser.
Tous les moyens leur sont bons :

I. — *Voies de faits.* — Cas des enfants Arnaud :
« Après le décès de Claude Arnaud, M^e menuisier à
« Lyon, les parents présentèrent, en septembre 1731,
« ses deux enfants, pour estre adoptez à la Charité.
« Guérin, qui le scut, fit, sur le champ, assigner ses
« parens sous le nom de MM. les gens du Roy pour
« nommer un tuteur. Les parents dirent à Guérin
« qu'ils étoient dans le sentiment de faire adopter
« ces enfans. Il les trompa tous, il écrivit dans leur

(12) G 173, n° 158.

(13) G 96, 12 juin 1749.

« avis qu'ils prioient les Recteurs d'estre tuteurs. Ces
« parens la plupart illiterez, *qui crurent que c'étoit*
« *la même chose que s'ils avoient priez de les adop-*
« *ter* ¹⁴, furent bien surpris quand ils virent que l'on
« chargea de cette tutelle un des parents sous un pré-
« texte non justifié que les Recteurs n'avoient pas
« voulu l'accepter, ce parent résista bien, mais les
« contraintes qu'on exerça contre lui lui firent subir
« le joug; ces surprises n'arriveroient sans doute pas
« si au lieu que le greffier rédige à sa mode et dans
« son greffe les avis des parens, il les alloit écrire
« sous la dictée du Juge, quoiqu'il en soit, etc... » ¹⁵.

Cas des enfants Morand. — Nous voyons ici, comme précédemment, les manœuvres de Guérin, qui fit faire une tutelle, pour s'approprier l'argent des mineurs. Le tuteur ruiné, les enfants furent finalement retirés comme adoptifs à la Charité « où ils ne purent tirer de l'adoption d'autres avantages que celui de l'éducation », leur fortune ayant disparu totalement (Les deniers de la vente montèrent à 3678 L. 9 s., dont 3341 L. 6 s. retenus par Guérin ! qui furent distribués par lui à divers procureurs, et celui-ci retira seul « plus de 1000 L. du soin qu'il a eu de faire substituer la tutelle des enfants Morand à l'adoption ») ¹⁶.

II. — Prétention que les Recteurs doivent ne faire aucune adoption qu'« après des *avis de parents* bien

(14) Je signale en passant la distinction formelle faite par ce texte du XVIII^e s. entre l'*adoption*, pratiquée par les Recteurs lyonnais et la *tutelle*.

(15) G 173, n° 165.

(16) G 173, n° 114.

« et duement homologuez en la Sénéchaussée, et
« après l'inventaire des effets des mineurs ». Les
Recteurs critiquent cette manière de voir¹⁷. « Cette
« conclusion, disent-ils, est inouïe, Guérin veut estre
« le maître de la destinée et des biens des enfans,
« comme il faudroit passer par ses mains, pour
« l'avis des parents, jamais il n'y auroit d'adoption
« d'enfant qui auroit quelques choses » ; et ils conti-
continuent : « Quelle absurdité... de commencer
« l'opération de l'adoption dont le propre est d'éviter
« tous frais de justice aux mineurs adoptables, par
« des frais aussi considérables que ceux d'un avis
« de parens, d'une homologation et d'un inventaire
« en justice sujet à de gros droits ?... Les mineurs
« n'étant pas encore adoptez, ni en tutelle que de-
« viendrait en ce cas, le privilège adhoc des Recteurs
« de procéder eux-mêmes aux inventaires des effets
« des adoptifs ? Guérin pense-t-il que la Cour soit
« disposée à retrancher ce privilège des Lettres-Pa-
« tentes qu'elle a homologuez ? Les Recteurs en ont-
« ils quelquefois abusez, n'agissent-ils pas toujours
« en matière d'adoption avec cet esprit de modéra-
« tion qui demanderoit pour leur intérêt (?) pour
« celui de leur hôpital qu'il n'y eut jamais d'adop-
« tion, par les soins, par les fatigues et par les dé-
« penses presque immenses auxquelles elles les en-
« gagent s'ils n'envisageoient l'honneur et la Reli-
« gion. Toutes ces considérations qui ne leur en ont
« jamais fait faire que d'indispensables, seront cer-
« tainement toujours la règle de leur conduite pour

(17) G 173, n° 165.

« l'avenir, ils ont un intérêt personnel de ne s'en
« point écarter pour le moins autant que Guérin en
« a de tous mettre en tutelle. Suivant l'occurrence et
« la misère des tems (sic) les Recteurs en se confor-
« mant toujours à leurs usages et à leurs privilèges,
« adoptent des orphelins qui n'ont rien et d'autres
« qui ont. Ça (sic) toujours été en pareille occasion
« la volonté des parens, leur consentement à l'adop-
« tion et leur renonciation à la succession des adop-
« tés qui ont servies (sic) de règle, il ni (sic) a pas
« lieu de présumer qu'ils fassent adopter des enfans
« Riches ausquels ils pourroient succéder, jusques
« ici il ni en a point d'exemple... » ¹⁸.

III. — C'est que justement les Officiers de la Sé-
néchaussée prétendaient qu'ils ne pouvaient adop-
ter que des « *enfants d'artisans* ». C'est la principale
de leurs critiques. Le principe de Guérin est qu'il n'y
a que des enfans qui « n'ont ni biens, ni parens, qui
puissent « estre adoptez ». Mais les Recteurs dé-
montrent que les Lettres-Patentes disent « pauvres
habitants de Lyon » ¹⁹ et que l'Aumône, dans le passé
a toujours adopté, parmi les enfans vraiment pau-
vres, les enfans de marchands et de bourgeois; ils
arguent, de plus, des articles 9 et 13 qui confèrent
l'usufruit et le droit de succéder aux adoptifs et con-
firment les Administrateurs aux pouvoir et usage de
procéder aux inventaires et ventes de biens meubles,
et même de vendre les immeubles des adoptifs, pour
démontrer qu'ils peuvent adopter des enfans pos-

(18) G¹⁷³, n° 165.

(19) Art. 14, L. P. de 1729.

sédant quelques biens. Ils prouvent contre les Officiers qu'il ne faut pas prendre le terme d'habitant comme indiquant une certaine condition sociale, analogue ainsi à celle de Bourgeois ou de marchand, mais comme indiquant « l'habitat dans la Ville » ; de plus, les Lettres-Patentes, par leurs dispositions sur l'usufruit, droit de succession, etc... ont présupposé par là que ces enfants pouvaient avoir quelque fortune ²⁰. Dans un tel système, il n'y aurait aucun refuge dans les Hôpitaux de l'Aumône ou de l'Hôtel-Dieu aux enfants de pauvres bourgeois ou de Lyonnais favorisés de quelques biens, alors qu'il « ne man-
« quera ny nourriture, ny entretien, ny Education
« à ceux des artisans non plus qu'à ceux des pères
« et mères qui n'auront eu pendant leur vie d'autre
« état que celui de mandier ». Les Officiers de la Sénéchaussée, en prétendant que les Adoptions ne peuvent avoir lieu que si aucun parent n'est susceptible de prendre la tutelle, soutiennent une proposition qui ne saurait être prise en considération car il est toujours possible à une personne, disent les Recteurs, de prendre la tutelle, et celle-ci demande, d'après eux, d'autant moins de capacité qu'il y a moins de « biens à régir et à gouverner » ! Puis les Recteurs montrent avec grands détails — ce que nous avons déjà vu — l'absence d'intérêt qu'ils ont à recueillir les biens des enfants, car ceux-ci ne vont pas au vingtième des frais nécessités pour leur éducation et ne feraient même que le quarantième « si

(20) Réponse sur l'avis des officiers de la Sénéchaussée de Lyon, (touchant les Lettres-Patentes de 1729), A², 11; cf. P. J., n° 60.

« les biens et effets de leurs pères et mères avoient
« essuyé les frais d'un inventaire, vente et tutelle en
« justice » (28 juin 1731) ²¹. Dans une réponse, en
forme de questionnaire, on lit, en plus, comme ob-
jections, soulevées par les Commissaires des Greffes,
qu'en vertu de l'art. 10 des Lettres-Patentes de 1672,
les Recteurs doivent être déchargés quand « on aura
« cédé que les adoptés aient des parens capables de
« les nourrir », mais cet article, objectent les Rec-
teurs, « ne peut être invoqué qu'en faveur de l'Au-
« mône-Générale et non contre elle, dans le but seul
« de la décharger d'un enfant riche, et non d'atta-
« quer la validité de ses adoptions ». Dans le question-
naire en question, les Recteurs se laissent aller à
exhaler leur fureur : « L'on dit que la providence,
« pour parvenir à ses fins, se sert de la malice des
« hommes et même de celle du démon, dans cette
« occasion, si le bureau a erré, la providence se sert
« de l'avidité d'un greffier pour faire connoître
« son erreur au bureau » ! Et autres réflexions de
ce genre ²².

C'est bien la preuve que nous sommes alors en
pleine lutte entre les Recteurs et les Officiers de la
Sénéchaussée : celle-ci se concrétise, dès à présent,
dans le giganteste procès Fournier, qui a, à sa base,
les prétentions des Commissaires du Greffe, et qui,
dans les cinq années où il dura (1730-35) devait mettre
aux prises la famille naturelle des enfants en ques-
tion, les créanciers, les agents de change, les Offi-

(21) A², 11, *loc. cit.*, P. J., n° 60.

(22) G¹⁷³, n° 116.

ciers de la Sénéchaussée, un pair de France (le duc de Luynes, propriétaire des Greffes), la Charité, l'Hôtel-Dieu, la Ville de Lyon elle-même ! Celle-ci, par l'intermédiaire de son Avocat, le Jurisconsulte Terrasson, devait présenter le plus éloquent plaidoyer sur l'adoption des Hôpitaux de Lyon²³. Onze Avocats plaidèrent dans l'instance : aux dires d'Henrys « on ne vit peut-être jamais tant d'Avocats dans « une cause²⁴ » Dans un « Mémoire concernant les « difficultés qui se présentent à juger²⁵ », on lit à propos de cette affaire, un assez clair exposé de la situation : « Guérin (non content de son opposition, « non reçue, d'ailleurs, aux Lettres-Patentes de 1729, « comme on l'a vu), ne tarda pas à susciter de nouvelles difficultés, il contesta l'adoption des Enfants « Fournier, cela donna lieu à un procès considérable » ; la contravention des Commis de Guérin « aux dispositions d'un arrêt de defenses » obtenu par les Recteurs, amena ceux-ci à déposer une première plainte, mais « comme Guérin mettoit jour- « nellement tout en œuvre pour détourner les adoptions qui se devoient faire dans l'Hôpital. etc... les « Recteurs ne purent se dispenser de donner une « seconde plainte à la Cour, et, par arrêt du 23 avril « 1735, il leur fut permis de faire informer par devant le Sieur Lieutenant Général de Mâcon. La « contestation au sujet de l'adoption des enfants « Fournier fut décidée par arrêt contradictoire du « 13 du mois de May suivant, et, Guérin fut con-

(23) P. J., n° 61 bis.

(24) HENRYS, *op. cit.*, p. 834.

(25) G¹⁷³, n° 143, cf. *infra*, pp. 643, 644, notes.

« damné en des dommages et intérêts envers les en-
« fans Fournier et aux dépens ». Il lui fut donné,
d'ailleurs en partie satisfaction, car, ayant fait des
offres de tutelle, sous le couvert d'un certain Char-
meton, il reçut satisfaction par l'arrêt²⁶, qui con-
vertit l'adoption faite par les Recteurs des enfants
Fournier en tutelle, mais avec le consentement ex-
près des Recteurs de la Charité, *et, en maintenant
formellement pour l'avenir le droit d'adoption des
Recteurs*. L'arrêt, en effet, déclare garder *ceux-ci*
« dans l'exercice et usage de la faculté d'adopter les
« enfans pauvres des habitants de la Ville de Lyon
« et de faire procéder par les agens et Officiers de
« leur Hôpital aux scelléz, inventaires et ventes des
« meubles de leurs adoptifs, conformément et aux
« termes des Lettres-Patentes du mois de novembre
« 1672, et du mois de septembre 1729 et arrêts d'en-
« registrement desdites Lettres-Patentes, et, non au-
« trement ».

Le texte est clair : le « non autrement » de la fin
est interprété ainsi par les Recteurs : « par diffé-
« rentes requêtes les adversaires des Recteurs avoient
« prétendu leur interdire dans tous les cas non seu-
« lement la faculté d'apposer le scellé, mais encore
« celle de faire des adoptions si ce n'est pas avis de
« parents homologué en la Sénéchaussée, après in-
« ventaire en justice, cette disposition condamne
« leur prétention²⁷ ».

Les Magistrats du Siègre Présidial jugèrent donc

(26) Arrêt du 13 mai 1735, P. J., n° 61.

(27) Cf. P. J., n° 61; note, en bas du texte de l'arrêt, à la men-
tion de la décision.

contre les prétentions des Commissaires Enquêteurs de la Sénéchaussée, et le greffier, Claude Guérin, quoique soutenu par le Duc de Luynes et de Chevreuse, pair de France, propriétaire des greffes du Siège Présidial. « Les Recteurs s'imaginèrent que cette con-
« damnation contiendrait Guérin pour l'avenir...
« Mais ils s'aperçurent bientôt qu'ils s'estoient trom-
« pés; sur la fin de la même année 1735 Guérin leur
« suscita *un nouveau procès au sujet de l'adoption*
« *des enfants Bertrand*, mais pour ne rien risquer,
« il prit la précaution de ne point paroître, et d'agir
« sous le nom du Procureur du Roy de la Sénéchaus-
« sée » ²⁸. Après une proposition transactionnelle des Recteurs, qui ne fut pas acceptée, il fallut à nouveau plaider : Victoire des Officiers de la Sénéchaussée, qui obtinrent une sentence par laquelle il était ordonné que l'inventaire des effets des enfants Bertrand serait fait par les Commissaires Enquêteurs et le Greffier (provisionnellement). Les Recteurs firent alors appel de cette sentence et demandèrent également continuation de l'information faite par eux précédemment, à Mâcon, à propos des manœuvres des Officiers du Siège Présidial. Guérin, averti de cette procédure extraordinaire, chercha les moyens d'en empêcher la continuation. Il fit alors une requête au Conseil d'Etat, sous le nom du propriétaire des Greffes de Lyon, prétendant que les Recteurs adoptaient aussi bien les enfants riches que les enfants pauvres, et se plaignant que les Administrateurs faisaient des procès aux Greffiers dans plusieurs Tri-

(28) G 173, n° 143.

bunaux. En conséquence, il demanda l'évocation au Conseil du Roi, à propos duquel les Recteurs furent priés de fournir leur réponse. Ils obtinrent la permission de continuer la procédure extraordinaire, et en même temps, firent juger en appel la cause des enfants Bertrand (arrêt de juin 1737). La question se complique alors de multiples questions de procédure dans le détail desquelles nous ne saurions entrer. Disons seulement que Guérin ayant obtenu un arrêt « par surprise » (Juillet 1736), les Recteurs y firent opposition et l'affaire était encore pendante en 1737, comme le prouve les termes suivants du Mémoire précité²⁹ : « Cette affaire requiert une extrême célérité; les preuves des Recteurs dépérissent chaque jour : quatre des témoins qu'ils avoient fait entendre sont décédés, il seroit d'une dangereuse conséquence d'éloigner le jugement de cet incident, depuis plus de sept ans les Recteurs essuient plusieurs contestations et ils ont la douleur de voir leur Hôpital exposé à des dépenses et à des frais considérables ».

Que devînt l'opposition des Recteurs en 1736 ? Après les dépositions de l'Avocat Général Gilbert, très graves contre Guérin, ceux-ci parvinrent à faire déclarer, malgré l'opposition de ce dernier, « l'information en question » « nulle ».

Le détail dans lequel on est entré, offre déjà de multiples preuves des difficultés suscitées aux Recteurs; mais ceux-ci ont tout lieu de penser, lit-on

(29) « Mémoire concernant les difficultés qui se présentent à juger », suite de l'« Origine des Adoptions », G¹⁷³, n° 143.

dans une autre pièce ³⁰, qu'il s'en trouve de nouvelles dans l'information qu'ils ont fait faire et « ils sont « en état d'établir littéralement que les enfans Ri- « voire, Morand, Quiblier, Carrasson, Foray, Béal, « Bourdat, Trenet, Martin, et plusieurs autres, ont « été renvoïés à l'Hôpital de la Charité après qu'ils « ont été dépouillés de tout ce qu'ils avoient par les « formalités auxquelles Guérin les a assujettis..... On « auroit pû..... conserver aux enfans du nommé Ar- « naud environ 3000 L. Ils avoient été adoptés, tout « a été consommé en frais, il en a coûté personnel- « lement au tuteur 900 L. Le tuteur, n'étant point « obligé de nourrir de ses deniers (?) ces orphelins, « a été obligé de les abandonner, et ces malheureux « enfans aïant été pris par les bedeaux de l'Hôpi- « tal de la Charité ont été confondus parmi les « mendiants que l'on retient dans cet Hôpital : les « parents de ces enfans vouloient les présenter à « l'adoption. Ils le déclarèrent à Guérin, mais ce « Greffier avide les trompa, il fit nommer un tuteur, « et il consumma en frais tout le patrimoine de ces « orphelins. De pareilles entreprises peuvent-elles « être permises ? Si elles ne le sont pas, demeurent-elles impunies ?... Le tort fait à ces enfans « doit être considéré comme un vol qui ne peut être « réparé que par la restitution : mais ce n'est pas « encore là le plus grand préjudice qu'il ait fait à « ces enfans, *l'adoption imitant la nature*, et ces « enfans aïant un tuteur, ils n'ont pu être adoptés,

(30) G 173. n° 119 : ce texte complète, à mon sens, le « Mémoire » du n° 143.

« et ils ne peuvent participer aux charités que les
« Recteurs font ordinairement à leurs enfants adop-
« tifs, en un mot, *ils sont sans état.....* L'information
« doit établir les excès auxquels Guérin s'est livré
« dans le procès au sujet de l'adoption des enfants
« Fournier, dans celui concernant l'enfant Delor,
« dans la tutelle des enfants Blanchard dont il a
« fait vendre les effets sans le *consentement et sans*
« *la participation des Recteurs qui y étoient intéres-*
« *sés comme pères adoptifs des enfants du premier*
« *lit Blanchard*, ces enfants étant adoptés, auroient
« dû estre affranchis d'entrer dans les frais de vente
« et d'inventaire. Cependant on veut les assujettir
« au préjudice des dispositions des Lettres-Patentes
« accordées à l'Hôpital. »

Les Recteurs ajoutent que Guérin prétend qu'il n'est pas responsable de toutes ces manœuvres, car, à son dire, il n'est plus Greffier, depuis plusieurs années, et, est revêtu d'une charge de Receveur des Domaines et Bois du Lyonnais : « mais, remarquent
« les Recteurs, il est de notoriété publique dans Lion
« que Guérin est toujours Greffier et qu'il exerce
« seul les Greffes de Lyon sous le nom de quelques
« commis qui sont à sa solde, précaution qu'il a
« prise par rapport à l'incompatibilité qu'il y a entre
« l'exercice des Greffes et la charge de Receveur des
« Domaines et Bois, ces vérités doivent paroître par
« l'information ». « Il importe aux Recteurs, con-
« cluent-ils, d'empêcher que Guérin ne continue
« l'exercice des greffes; parvenant à ce but, ils n'au-
« ront plus à craindre des vexations pareilles à celles

« qu'on leur fait essayer depuis plusieurs années,
« parce qu'il n'y a que Guérin qui puisse leur sus-
« citer les mauvaises difficultés dont ils se plai-
« gnent. »

On dira peut-être que, dans l'exposé de ces difficultés, j'ai invoqué surtout l'autorité des pièces produites par les Recteurs; mais, outre qu'il est difficile de prendre connaissance des prétentions adverses, que les Archives n'ont pas aussi bien conservées, les prétentions des Recteurs ont été admises dans les arrêts intervenus au cours de toutes ces procédures : c'est qu'elles ont été, en conséquence, **considérées comme conformes au droit et à la vérité.** D'ailleurs, les tracasseries, que nous venons d'étudier, se manifestent encore à propos de l'affaire Dorillier, en 1746 ³¹ :

Jeanne Françoise Dorillier, sur l'instigation, quoique voilée, des mêmes Officiers, prétexta de ce qu'elle avait quelques biens, et, de ce que ses parents n'avaient pas habité Lyon - Jeanne et sa mère habitaient Neuville depuis huit ans - pour exiger des Recteurs, avec l'annulation de son adoption, la restitution de tous les bénéfices assez considérables, à son dire, que ceux-ci avaient recueillis depuis le jour de son adoption, 19 septembre 1731 jusqu'à celui de son mariage, 12 Janvier 1742 et qui n'avaient pas tous été employés à son éducation. En son nom, **le Procureur, M^e Antoine FAVRE**, son mari, intente alors aux Recteurs un procès pour se faire exiger resti-

(31) Les pièces afférentes à cette seconde procédure sont classées à G³⁴⁰. D'autre part, voir P. J., n^o 62.

tution, comme les tuteurs de l'enfant, son adoption étant à son dire, nulle comme illégale et contraire aux dispositions des Lettres-Patentes. « L'adoption que
« les Recteurs ont fait de la suppliante a été faite
« contre l'esprit de l'art. 14 des Lettres-Patentes et
« dans la seule vüe de faire tourner au profit de
« l'Hôpital les revenus des biens de la suppliante et
« de la priver d'une éducation et d'un entretien
« convenant à son état. Les demandeurs conclueront
« que Jeanne François Dorillier n'a pas dû être
« adoptée, et que, n'ayant point approuvé cette adoption en majorité, il n'est pas besoin que les suppliants prouvent que les Recteurs soient tuteurs de
« Jeanne Françoise Dorillier pour leur demander
« compte de leur administration, il leur suffit de
« faire voir que leur adoption est injuste et abusive
« et contraire aux Lettres-Patentes pour être autorisés à leur demander ce compte ». « *Ils sont
« seulement tuteurs* et doivent, en conséquence payer
« aux suppliants les intérêts de l'argent qu'ils ont
« entre les mains depuis l'adoption, c'est-à-dire depuis 1731 ³² ».

La Cour de Parlement, après la Sénéchaussée, par l'arrêt du 21 Juin 1746 considéra ces raisons sans valeur sur les conclusions pressantes du Procureur Général du Roi Gilbert, qui insista pour la validité de l'adoption de Jeanne Françoise Dorillier; il déclara : 1) Dans ces adoptions, on ne doit point s'arrêter trop sur la fortune des enfants, il ne faut

(32) Conclusion de l'appel interjeté en Parlement par les époux Favre. (Pièces du 15 janvier 1743, G⁸⁴⁰, n° 42) et, du 3 avril 1743, G⁸⁴⁰, n° 43).

pas considérer *tant la lettre que l'esprit des Lettres-Patentes de 1672 ou 1729*, et, en particulier de l'art 14 de ces dernières, qui, comme dans les contestations précédentes, avait été le véritable « cheval de bataille » des Commissaires de la Sénéchaussée.

2) De plus, l'adoption des Hôpitaux de Lyon est tout à l'avantage des enfants.

3) Dans ce cas, comme dans celui des enfants Fournier, c'est toujours « le même esprit de jalousie et « de cupidité des Commissaires Greffiers et autres « personnes intéressées à procéder à l'inventaire de « la vente des effets d'un mineur et à la dation d'une « tutelle ».

4) L'arrêt de 1735 *n'a pas déclaré nulles les adoptions*, mais seulement celle des mineurs Fournier *sans effet, du consentement des Recteurs de la Charité* ³³.

Sur cette réquisition du Ministère Public, la Cour prononce une solennelle homologation du droit d'adoption des Recteurs; en déclarant mettre sur l'appel : « l'appellation et ce dont est appel au « néant », elle ordonne que « TOUTES LES LETTRES-« PATENTES OBTENUES PAR LES (RECTEURS) ET NOTTAM-« MENT CELLES DU MOIS DE SEPTEMBRE 1729 ET ARREST « D'ENREGISTREMENT D'ICELLES, ENSEMBLE TOUS LES AU-« TRES ARRESTS INTERVENUS SUR LE FAIT DES ADOPTIONS « SERONT EXÉCUTÉES SELON LEUR FORME ET TENEUR » ³⁴.

L'influence du Procureur Général Gilbert ne fut pas sans valeur dans la reconnaissance ainsi faite du

(33) G³⁴⁰, n° 47.

(34) P. J., n° 62.

privilège des Hôpitaux Lyonnais. Celui-ci avait déjà fait triompher la thèse des Administrateurs dans les procès de 1735-37. *C'est donc sur l'intervention du Ministère Public que l'adoption des Recteurs dut d'être reconnue.* Peu après, l'Avocat-Recteur de la Chapelle, qui composa, à l'occasion de l'instance de 1746, son Abrégé Historique des Adoptions, s'entre-tint longuement à Paris avec les Magistrats du Parlement; il vit entr'autres Gilbert et convint avec lui qu'il fallait insister auprès du Roi pour qu'à un changement éventuel du Parquet de la Cour, les gens du Roi soient bien informés de l'usage des Hôpitaux Lyonnais et puissent intervenir en sa faveur en des causes analogues³⁵.

En effet, le privilège des Orphelins Légitimes de Lyon apparaît ainsi au milieu du XVIII^e siècle avec toute la fragilité d'une institution anormale que la vie intérieure de l'œuvre nous permettra de constater encore mieux, quand, dans notre troisième chapitre, nous étudierons les rapprochements inconsistants et progressifs entre les diverses conditions des enfants des Hôpitaux.

Pour conclure celui-ci, il faut reconnaître que l'arrêt de 1746 apporte au Droit d'Adoption des Recteurs, une confirmation solennelle qui, en fortifiant la pratique hospitalière, arrête pour l'avenir les manœuvres des Officiers et Greffiers de la Sénéchaussée. Cette lutte de vingt ans environ devait, être, en conséquence, sans lendemain. Dès les années qui suivent, nous voyons les Officiers du Siège Présidial

(35) E 130, Inv., III, *Correspondance des Recteurs*, p. 342, Lettre de LA CHAPELLE à l'avocat PROST.

transmuier des tutelles d'enfants orphelins en adoptions ³⁶, faire quelquefois, il est vrai, les inventaires et scellés, mais du consentement des Recteurs de la Charité. Ainsi se terminèrent ces contestations ruineuses et fut sauvegardé le Droit d'Adoption de l'Hôpital de la Charité et de l'Hôtel-Dieu.

(36) *Ordonnance de la Sénéchaussée, transformant la tutelle de Jean-Baptiste Bérardier en adoption* : Voici le résumé de l'acte en question, en date du 12 juin 1749, qui montrera comment s'opéraient ces mutations vraiment curieuses : « Par devant le lieutenant général en la Sénéchaussée de Lyon », le tuteur, Pierre Bérardier déclare qu'il avait été précédemment nommé tuteur de Christophe et Jean-Baptiste Bérardier; mais la succession est très modique et — inconvénient de la tutelle — une fois les dettes payées, il ne reste rien. Le tuteur expose que le cadet de ses pupilles est d'âge à être « adopté par la Charité », que, là, « on lui fournira plus facilement la nourriture et l'entretien »; les parents des mineurs y consentiront volontiers, et, le bureau de la Charité ne fera pas non plus de difficultés. Etant donné ces conditions, les parents sont, sur demande du tuteur, assignés et convoqués pour « donner leur avis sur l'adoption, et, ensuite être statué par le lieutenant général en la Sénéchaussée de Lyon », qui ordonne cette convocation (31 mai 1749). Le 9 juin, réunion des parents paternels et maternels, au nombre de dix : ceux-ci, après avoir prêté serment requis et « ouï lecture des remontrances » du tuteur, ont unanimement constaté que la fortune trop modique des pupilles ne permettait pas au tuteur de fournir à ses pupilles l'entretien désirable, et que le tuteur, qui n'est point riche, ne peut être astreint à fournir des secours de ses propres biens; ils déclarent qu'il serait souhaitable que « Messieurs les Recteurs et Administrateurs de la « Charité » se décident à adopter Jean-Baptiste Bérardier, à condition que le tuteur dépose entre les mains des Recteurs les droits des deux mineurs dont l'intérêt lui sera payé pour la portion afférente « au mineur « non adopté, l'autre portion devant rester audit Bureau (de la « Charité) pour en jouir selon l'usage de la maison », « au moyen « de quoy, ledit Pierre Bérardier tuteur sera déchargé de toute « administration ». Après avis favorable du procureur du roi, le tuteur est, en conséquence, autorisé à requérir l'adoption de l'enfant « dans la maison de la charité et aumône generale de cette ville », aux conditions précédemment fixées (12 juin 1749) (G⁹⁶, BER).

CHAPITRE III

LA DESUETUDE ET L'ABOLITION DU PRIVILEGE DES ORPHELINS LYONNAIS

La présence d'enfants de différentes catégories — ce qui commença, nous l'avons dit dans notre deuxième partie, dès la première moitié du XVII^e siècle — va produire inévitablement, au cours du siècle suivant, que les Recteurs le veuillent ou non, *un nivellement progressif des conditions*.

Sans doute, les différents corps d'enfants garderont leurs locaux distincts, leurs chapelles, leurs fêtes particulières (St Martin, pour les adoptifs¹, Ste Catherine, pour les filles adoptives², St Nicolas, pour les bâtards, Ste Thérèse, pour les filles illégitimes³, etc...), des Administrateurs spéciaux pour chacun d'eux, ainsi qu'un personnel approprié⁴, des habits

(1) « 11 novembre 1694, fête de St-Martin, M. le Recteur ayant « la direction des adoptifs de la Chanal a fait célébrer une grande « messe à laquelle MM^{rs} les Recteurs ont assisté, et ensuite un « des enfans a fait une harangue à la compagnie dans le bu-
« reau » (E⁸⁶, ch. V, *Sacristie*) (cf. E⁸⁶, ch. VII, *Adoptifs*).

(2) Idem pour les adoptives, « qui chantent la messe en musique », le 25 novembre 1694 (E⁸⁶, ch. V, *eod. loc.*).

(3) Néanmoins, l'article XV du Règlement du 15 août 1764 supprime la fête de Ste-Thérèse, célébrée par les « Thérèses » dans leur chapelle : leur fête sera désormais le 15 août (E⁸⁶, ch. VII, *Adoptifs*) (cf. Inventaire Rolle, E⁷⁶, p. 185, 2^e col.).

(4) *Statuts et Règlements de l'Hôpital Général de la Charité et Aumône Générale de Lyon*, 1742-1765-66, chap. XX à XXIII, Observations générales pour MM. Les Recteurs ayant la Direction des

de couleurs différentes; les adoptifs arboreront triomphalement leur habit bleu, alors que les enfants illégitimes ou délaissés seront vêtus de couleurs plus ternes⁵, seuls les enfants adoptifs bénéficient de fondations, seules les filles adoptives reçoivent une dot obligatoire du Bureau.

Mais, ce sont, pour eux tous, le même genre de vie, dans le même hôpital, les mêmes heures des levers et des couchers, les mêmes prières à réciter, les mêmes sonneries de cloches appelant — à leurs chapelles respectives, sans doute — les enfants aux mêmes offices, aux mêmes repas⁶. Le développement de l'œuvre a amené des assimilations nécessaires. La population infantile depuis qu'elle est toute rassemblée dans un même hôpital, la Charité de Bellecour, et, cela, au plus tard, en 1636, se compose essentiellement de deux catégories distinctes d'enfants : 1) *les orphelins légitimes des pauvres familles Lyonnaises, bénéficiaires de l'adoption*; 2) et les *enfants illégitimes*, simplement reçus, en plus de la catégorie flottante, tantôt supprimée, tantôt rétablie, des *enfants abandonnés* c'est-à-dire, des enfants légitimes, mais non orphelins, délaissés de leurs parents. Enfants de la Chanal et filles de Sainte Catherine, Petits Garçons et filles de Sainte Thérèse, Passants

Communautés de la Chanal, des Catherines, des Thérèses et des petits Garçons, Observations pour MM. Les Recteurs chargés de la Direction des Adoptifs et Adoptives; Id. pour ceux chargés des Bâtards et Bâtardes, Id. pour ceux chargés des Enfants Délaissés et abandonnés. (Cf. *Pièces justificatives*, sur le Chap. des *Adoptifs et adoptives*, P. J., n° 59).

(5) *Statuts et Règlements*, 1765-66, pp. 52-55, et les dispositions dans les chap. particuliers aux enfants.

(6) *Statuts et Règlements*, 1765-66, Troisième partie, *Règlements des différentes Communautés*.

et Passantes, tous ainsi recueillis, vivront côte à côte, dans des appartements distincts sans doute, mais bien près les uns des autres; en plus, les Recteurs s'occupent des intérêts de certains enfants, en qualité de tuteurs ⁷ — ce dont ils s'efforceront d'ail-

(7) La question des *Tutelles exercées par les deux établissements hospitaliers de Lyon, l'Hôtel-Dieu et la Charité*, mériterait toute une étude spéciale, que je ne peux entreprendre ici. Je crois intéressant d'en dire, néanmoins, quelques mots : très dispendieuses et absorbantes pour les Recteurs, elles étaient peu souhaitées par eux : ils finirent par les écarter complètement, comme le prouve une pièce cataloguée, au XVIII^e siècle, parmi les Inventaires de 1742. En voici la reproduction :

G 110 BON	« Tutelles ou curatelles dont MM. les Rec-
(1728-1752)	teurs de cet hôpital ont été chargés.
n° 95	Avertissement.

En marge et en tête :
(Inventaires de 1742)

Rien n'est si onéreux aux hôpitaux que les tutelles; l'expérience a fait voir, dans plusieurs occasions, combien elles leur étoient à charge, on doit donc toujours se tenir sur ses gardes lorsqu'on en propose, et quelle que considérable que soit la somme qu'on offre pour engager à les accepter, il faut la regarder comme un appât dont il est nécessaire de se défier; parce qu'il expose ordinairement à des contestations et des procès qu'on ne saurait éviter avec trop de soin, dans des maisons où les affaires se multiplient chaque jour.

Le nombre des tutelles dont la Charité a été chargée, est peu considérable; on a rangé les papiers qui en dépendent par ordre alphabétique et fait mention du tems (sic) auquel ceux que ces papiers concernent ont été mis sous la tutelle de MM. les Recteurs et de celui où elles ont finies (sic); on a fait des liasses de tous ces papiers qu'on a enfermés dans des sacs, dont l'étiquette annonce le nom de ceux à qui ils appartiennent et le chapitre sous lequel ils ont été décrits... (pour faciliter les recherches sur les tutelles)... *si dans la suite malgré toutes les délibérations contraires les bureaux qui succéderont se déterminent à en accepter de nouvelles, ce qui n'est pas à présumer*, et comme les pièces qui sont l'objet de ce chapitre doivent être rendues à la majorité des enfans dont Messieurs les Recteurs ont accepté la tutelle, il n'est pas nécessaire de les inventorier en détail, Signé : Deschamps ».

La pièce n° 94 donne comme liste des « tutelles depuis 40 ans », celles de :

Hélène et Romain BONJOUR, placés par ordonnance de la Sénéchaussée de Lyon, sous le tutelle des administrateurs, le 8 mars 1719.

Louise-Marguerite MOREL, par testament du Sieur MOREL, 28 juillet 1732.

Guillaume ARNOULT, ordonnance du 28 février 1733.

leurs de se débarrasser le plus possible — et, pour compléter, certains bénéficiaires de fondations sont placés dans *les corps des adoptifs sans être adoptés*⁸ (Arthaud⁹, enfants de Belleville¹⁰, etc...); ainsi « en-

Pierre ROGIPARD, ordonnance du 26 juin 1736.

Comme application de cette volonté des Recteurs d'éviter les tutelles, on voit que (dès avant 1742) « Henry Argely François « Fouilloux », âgé de 14 ans et demi ne fut pas placé sous « la tutelle et curatelle » des administrateurs de la Charité, comme l'aurait désiré son père, mais que l'hôpital, désirant éviter cette charge, prit seulement des mesures propres à la conservation du patrimoine de l'enfant (2 janvier 1732) (G 119, n° 93).

Déjà, au XVI^e siècle, nous voyons un Recteur se refuser d'accord avec ses collègues à prendre les fonctions de curateur : « Après la communication faite aux dits sieurs de l'acte de nomination donnée à M^e Pierre Parissod, l'ung des recteurs, à la « curatelle de Gaspard Prescher, et ayant sur ce délibéré, ont « résolu qu'attendu la qualité dudit Prescher, il ne peult estre « adopté de ladicte Aulmosne. et, que *dedict Parissod ny les aultres « recteurs de ladicte Aulmosne ny peuvent prendre ny accepter « ceste charge, pour estre grandement chargés de l'administration « qu'ilz ont des pauvres de ladicte Aulmosne.* » (E 17, f. 285, Dim. 15 juin 1578).

(8) Ces fondations ne remontent pas au delà du XVII^e siècle (Arthaud) : elles sont, peut être, la marque la plus significative que l'enfant adoptif, dès la fin de ce siècle, est surtout considéré en tant que *légitime* puisqu'on mêle avec lui un enfant, *légitime* aussi, et, qui bénéficiera de la même éducation, et sera, comme lui, *enfant de la Chanal*, sans, pourtant, être *adopté*.

(9) *Fondation Arthaud* : testament de Jean Arthaud (23 août 1663) par lequel il fonde, à perpétuité, dans le corps de la Chana, deux places pour autant d'enfants originaires de la Grave en Dauphiné, à sa nomination et à celle de ses héritiers; il veut que lesdits enfants (et ses parents de préférence aux étrangers) soient nourris et entretenus à la Charité pour les faire instruire, de manière à les mettre en état de parvenir à la prêtrise; après lequel temps, ou en cas de décès de ces enfants, ils seront remplacés par d'autres sujets, en la même forme; le fondateur ordonne que ces deux étudiants seront habillés de noir, et, désignés, à l'hôpital et partout, pendant la durée de leurs études, sous l'appellation d'« *enfants Arthaud* » (*Inv. Rolle*, C 2, p. 4, 2^e col.).

(10) *Fondation Comby*, 25 mars 1701, de six places, à l'H. D., et, à l'A. G., pour y faire admettre douze enfants... nés dans la paroisse de l'abbaye royale de Belleville, ordonnant qu'ils soient habillés d'étoffe de couleur feuille morte, et logés, nourris, élevés et mis en apprentissage, comme les autres enfants (*Inv. Rolle*, C 3, p. 7, 2^e col.).

Il y avait, aussi, l'« enfant de St Jеоire ». Sur eux tous, consulter les *Règl. de l'Aumône-Générale des XVII^e et XVIII^e Siècles*.

fants de la Chanal » ne sera pas tout à fait synonyme de « enfants adoptifs ».

Le développement considérable de ce monde d'enfants amènera, dès le XVII^e siècle, les Recteurs à se décharger de la présence du plus grand nombre à l'hôpital même, où leur existence ne valait rien pour leur éducation et leur santé, et à les placer, dès leur première communion faite, à la campagne, chez des cultivateurs qui les garderont un certain nombre d'années, et où les Recteurs espèrent que beaucoup finiront par se placer définitivement : tout de suite, on s'aperçoit — sans qu'il soit nécessaire même de le prouver — que la condition d'un adoptif ou d'un bâtard à la campagne et les soins qui lui sont donnés par la famille où il est placé, ne sont pas, somme toute, sensiblement différents. En tous cas, au XVIII^e siècle, des règlements généraux vont s'appliquer alors, non pas, à telle catégorie d'enfants, mais A TOUS les enfants placés à la campagne ¹¹ qu'ils fus-

(11) *Règlement du 26 avril 1758* : il organise le mode de placement des enfants à la campagne, confie, pendant trois ans provisoirement, puis, définitivement, si l'expérience est bonne, les enfants en 16 distributions, sous la surveillance des 16 recteurs, règle la question des gages, donnés de sept à dix ans, puis, des seuls vêtements, de dix à douze ans, auquel âge les nourriciers entretiendront sans gages les enfants jusqu'à quatorze ans, les bonifications allouées au « père nourricier » qui présentera, à quatorze ans, un enfant robuste et instruit. *Les enfants seront visités chaque année par le Recteur de leur distribution, et, tous, par un ecclésiastique suivi d'un frère.* Les curés exerceront une surveillance sur les soins donnés par les « pères nourriciers et les maîtres », et, correspondront sur ce avec les recteurs. (Suivent diverses interdictions et mesures : décision, surtout, de déroger à la règle introduite en 1732, qui faisait retirer les enfants à dix ans de la campagne, décision de les laisser, au contraire, jusqu'à l'âge de 14 ans, et, même après cet âge, s'ils s'y trouvent bien, ou ne sont pas propres aux travaux de la ville (E 73, 1754-66, 2^e volume de Délibérations Importantes du XVIII^e siècle; E 86, ch. IX, *Petits Garçons*).

sent à la Charité, avant leur départ chez les nourriciers, en qualité d'enfant adoptifs, ou parmi les bâtards. Ce ne seront pas des règlements pour « les enfants de la Chanal à la Campagne » ou pour « les Petits Garçons à la campagne » ; tous les enfants sans exception, partent de l'hôpital au même âge, ils sont soumis à un stage à la campagne de même temps, surveillés par un recteur commis pour eux tous, visités par les mêmes frères de l'hôpital, sans qu'on se soucie de leur condition juridique antérieure; à propos de contestations qui s'élevèrent justement à ce sujet, dans le doute où l'on était que les règles devaient s'appliquer aux enfants adoptifs, il fut prescrit formellement, que ces dispositions s'appliquaient aux adoptifs comme aux autres (Règl. 26-4-1758 et du 15 août 1764) ¹². Quant aux enfants de l'Hôtel-Dieu, il est bien évident que la situation de l'adoptif de cet établissement, quand il a deux ans, est toute semblable à celle de l'illégitime; tous deux sont nourris « aux champs », aux mêmes « villages de la montagne » ¹³, et on prend, pour les uns comme pour les autres, les mêmes soins.

(12) Déjà, le 31 Décembre 1760, sur la question posée par le Recteur chargé des deux corps des Adoptifs, le Bureau avait décidé que « les enfans adoptifs de l'un ou de l'autre sexe sont déclarés compris dans la Délibération du 26 avril 1758 ». Mais la mesure s'appliquera aux seuls enfants de moins de neuf ans; s'ils ont plus de neuf ans, « ils seront gardés et employés dans la maison « et ensuite mis en apprentissage à l'âge de quatorze ans *ainsy* « qu'il s'est pratiqué et se pratique encore actuellement. » (E 86, ch. VII, Adoptifs).

Le Règlement du 15 août 1764, en 33 articles, déclare dans son article I : « La délibération du 26 avril 1758, qui ordonne que « tous les enfants de cette maison sans distinction seront envoyés à la campagne, sera exécutée. » (E 86, ch. VII, Adoptifs).

(13) *Forme de la Direction et Economie du Grand Hostel-Dieu*, éditions 1646, 1662, 1735, chap. concernant les Enfants Orphelins, Illégitimes et Abandonnés.

Quant aux filles, il sera à la fois plus logique quand on y pense, et plus facile pour la « police » de la maison de les ranger, non pas selon la condition juridique, mais de les grouper ensemble : le *classement par sexe* apparaît assez vite dans des *règlements communs pour « Catherines et Thérèses »*¹⁴, comme seront dénommées dorénavant les filles adoptives et illégitimes, auxquelles seront interdit, également, le port de certains costumes ou de certains objets : tel le Règlement du 1^{er} juillet 1725 dont les dispositions s'appliquent également aux deux corps; je cite :

« Pour inspirer aux deux communautés l'esprit de pauvreté et de soumission qu'elles doivent avoir, et empêcher en même temps les fraudes et les recels qui ont été commis dans cette maison au moyen des armoires et autres meubles fermant à clé, le bureau... a de nouveau arrêté qu'aucune fille Catherine ou Thérèse ne pourra dorénavant avoir ni posséder dans la maison de la Charité aucuns meubles, nipes, linges, etc... A la réserve de quelques paires de bas et des corps de jupes qu'elles sont en usage « d'acheter du produit de leur épargnes; la maison leur « défend d'avoir, etc... (Art. 6).

« Défenses très expresses sont faites à toutes les Catherines et Thérèses qui sont en apprentissage dans la ville « de paroître dans la maison qu'elles ne soient vêtues, coëffées et chaussées à la forme des réglemens et celles qui « oseront y paroître avec des habits différents *seront pri-*

(14) Le premier est en date du 1^{er} Juillet 1725, en 21 articles (E 86, ch. VIII, *Adoptives*, d'après E 3, p. 351 et seq.); autre *règlement commun*, le 4 Juin 1758, réglementant les *sorties* (I à IX), les *allées et venues dans la maison* (art. IX à XII), les *habillements* (XIII), les *prévenances*, défendues à l'avenir, *envers certaines petites filles* de la part des *sœurs* ou des « *mies* » (art. XIV, où l'on voit que ces « *mies* » étaient de grandes filles qui exerçaient un patronat sur un groupe de plus jeunes !), les mesures concernant les *enfants sortis de la maison et y revenant un certain temps* (art. XV) et les *punitions* en cas d'infraction du règlement (art. XVI). Le règlement de 1758, comme celui de 1725, est d'une grande sévérité bien caractéristique de l'esprit hospitalier de l'époque (E 86, *ead. loc.*).

« vées du dernier habit que la maison leur donne et du pré-
« sent que le bureau a accoutumé de leur faire lors de leur
« mariage ». (Art. 14) etc...

Dans le langage de la maison, dans les registres l'on ne parlera plus guère d'« adoptifs » ou « adoptives », non plus que de « bâtards ou bâ-
tardes », mais, il sera généralement question, non
pas même des filles de Ste Catherine ou de Ste Thérèse, mais comme la citation le montre, des « *Catherines* » ou « *Thérèses* »¹⁵ dont la vie, somme toute, est semblable, soit pour le régime intérieur de la maison, les sorties, qui s'opèrent, également, en été, « sous les tilleuls de la place Louis le Grand »¹⁶, et, les autres occupations de leur vie quotidienne.

Une mesure caractéristique est prise, en faveur des filles de Ste Thérèse, en 1675¹⁷, où les recteurs décident « pour procurer l'avancement et établisse-

(15) Ce titre abrégé apparaît seulement à la fin du XVII^e siècle. Je n'ai jamais rencontré, pour les adoptives, le mot « *Catherines* » avant 1650 : les textes antérieurs, où ce nom est mentionné, sont des *recueils récapitulatifs ou des textes recopiés au XVIII^e siècle*, tels les trois premiers de la série E, et, le registre E 86, par exemple, composés à partir de 1726, sous l'inspiration du recteur Aimé Bertin. Quant au mot « *Thérèses* », il apparaît, par exemple, avec celui de « *Catherines* », dans l'acte de réception de trois sœurs de la Providence de Paris « pour estre maistresses des *Catherines* et des *Thérèses* » (22 déc. 1697). Dans la décision, dont il sera question bientôt, touchant la dot accordée en 1675 aux filles illégitimes, elles sont qualifiées de leur ancien titre de « *Petites Filles* » (cf. « *Petits Garçons* » nom que gardèrent les garçons illégitimes); dans la délibération du 7 novembre 1680, mélangeant les enfants abandonnés avec les enfants illégitimes, pour ne plus former qu'un seul corps, on lit : « les filles (abandonnées) seront establies dans le *Corps des petites filles, appelées de Sainte-Thérèse* » (E 46, 1676-85). La décision de 1700, dont il va être parlé touchant les dots des filles bâtardes, les qualifient de « *Thérèses* ». Au XVIII^e siècle, ce nom est d'un usage courant, ainsi que celui de « *Catherines* ».

(16) Règlement cité du 4 juin 1758, art. VIII (E 86, *Adoptives*).

(17) E 86, ch. X, *Filles de Ste Thérèse*, 13 janvier 1675 (d'après E 2).

« ment des petites filles (illégitimes) qui ont été reçues et élevées dans cet hôpital » de leur constituer en dot vingt-cinq livres; et les recteurs, qui ont la charge de ce corps, feront, en plus, la recherche nécessaire de la moralité du prétendant, de la requête duquel ils feront part au bureau qui donnera son *agrément* :

« en suite de quoy (le recteur du corps des Thérèses) assistera avec tel autre de ses confrères qu'il voudra choisir au contract de mariage des dites filles et leur *Constituera en dot 25 L.* qui seront par luy payées... etc... »

Cette décision procure des avantages, moindres, sans doute, mais de *même nature* que ceux dont bénéficient les adoptives; les unes et les autres sont ainsi *dotées*. Mais le bureau, quelque temps après, s'aperçoit de la confusion qu'il a commise et la décision qui est prise, le 28 novembre 1700, est très intéressante¹⁸, car elle montre clairement la situation où l'adoption place les « Catherines ». Elle mérite une citation intégrale :

« Ledit jour sur ce qu'il a été proposé que par délibération du 3^e janvier 1675, il avoit esté résolu qu'on donneroit de constitution aux Thérèses la somme de 25 L. laquelle somme seroit payée par Mrs les Recteurs, lesquels *aïans fait réflexion, qu'il ne seroit pas juste de traiter aussi favorablement* lesdites filles Thérèses que les filles adoptives de cette Maison, *lesquelles sont véritablement sous notre puissance et ne peuvent contracter mariage sans notre consentement*, le Bureau a été d'avis d'en faire distinction et d'accorder seulement ausdites thérèses la somme de 25 L. à prendre dans la boîte sans tirer néangmoins à conséquence, et sauf de supprimer (sic) cette libéralité lorsqu'il sera trouvé à propos ».

(18) E 70, f. 59, 28 novembre 1700.

Que de choses dans cette délibération, claire et concise à la fois ! 1) Les Recteurs, y lit-on, ont *fait réflexion* : ils se sont rendus compte du caractère anormal de la dot attribuée à l'enfant illégitime, non adopté, à l'égal de ce dernier. Si les Recteurs avaient plus souvent « fait réflexion », bien des erreurs, historiques, surtout — difficilement pardonnables pour ceux qui étaient pourtant les plus qualifiés pour connaître les origines de l'œuvre — et une pratique, trop souvent basée sur l'oubli des conditions respectives des divers enfants, n'auraient pas donné l'impression, comme on l'a parfois à cette époque, que l'adoption des recteurs n'est pas toujours bien comprise, au XVIII^e siècle, par ceux mêmes qui l'appliquent ! 2) Les filles adoptives sont sous la *puissance des recteurs* et ne peuvent « *contracter mariage sans leur consentement* ». C'est ce que nous savions bien évidemment, mais, nous sommes heureux de constater la *différence expressément faite*, dans le texte présent, parmi les enfants reçus à l'Aumône-Générale, *entre les adoptés et les non adoptés*. La « *puissance paternelle* » qui est affirmée ainsi en 1700, nous montre que l'adoption du XVIII^e siècle garde bien en pratique le caractère de celle des siècles passés. 3) Caractère *essentiellement facultatif* du don pour mariage aux « filles Thérèses », sujet à suppression du jour au lendemain ; de fait, si cette libéralité est sanctionnée comme telle en 1700, renouvelée en 1710 (et appelée alors « dot des filles « Thérèses »), elle est *définitivement supprimée* par une délibération du 7 août 1765, avec cette remarque

caractéristique que cette suppression est faite « attendu que ce don n'est pas *essentiel à l'œuvre* » ¹⁹. Retour en arrière, donc, à cette date, à l'ancienne destination de l'œuvre de l'Aumône-Générale.

Par contre, certains droits d'adoption tombent en désuétude, tel l'*émancipation*, quoiqu'il en soit question, encore, dans l'histoire de Lyon de 1711, de l'avocat Brossette ²⁰, qui, en sa qualité de recteur, devait être bien qualifié pour le savoir, ce n'est plus guère néanmoins qu'une survivance théorique, car, il n'y *en a point d'exemples au cours du XVIII^e siècle*. D'autre part, la dot des adoptives qui était restée au même taux depuis 1622 est diminuée en 1766 ²¹ à 40 L. et, si elle est encore donnée, le 6 avril 1752, à Etien-

(19) Voici les deux textes :

Dot des filles
Thérèses

Le 21 Août 1710, ordonné que, suivant l'ancien usage, on continuera de payer aux filles Thérèses qui se marieront la somme de 25 L. d'une part et 8 L. d'autre pour un habit, ce qui sera pris dans la Boîte du Bureau, de plus il leur sera remis six aunes de toile par Mr, le Recteur toilier et une paire de souliers par Mr. le Recteur qui a soin des Cordonniers, de tout quoy le mary passera quittance auxdites Filles ». (p. 212 de E3 - E86, ch. X, *Filles de Ste Thérèse*).

Don de 50 L. que
l'on donnoit aux
filles Thérèses lorsqu'elles se marioient supprimé.

Le 7 Août 1765, sur les représentations de Mr. Lagier, ayant la direction des filles Thérèses de cet hôpital, il a été Délibéré et arrête que le don de 50 L. qui étoit ci devant accordé aux filles du Corps de Ste Thérèse qui se marioient demeure irrévocablement supprimé attendu que ce même don de 50 L. n'est pas essentiel à l'œuvre ».

(20) BROSSETTE, *Histoire de Lyon*, 1711, p. 130.

(21) E 73, f. 285, 8 Janvier 1766, décision recopiée dans E 86, ch. VIII, *Adoptives* (40 L, décomposables ainsi : 10 L de la fondation Gerba, 30 L. « tant pour présent de la maison que pour ce que le Bureau luy assigne à recevoir du don de Sr George Giraud ». En plus, libéralité particulière des recteurs, comme auparavant).

nette Dunoyer, âgée de 27 ans ²², dans la délibération du 9 avril 1766, il est décidé qu'elle ne sera plus donnée dorénavant « aux filles Catherines qui auront « passé l'âge de 25 ans, toute décision contraire révoquée notamment celle du 6 avril 1752 » ; exceptionnellement, en ce jour, Françoise Meunier, majeure de 25 ans, recevra pour la dernière fois la dot de 40 L. ²³.

Néanmoins, l'adoption des orphelins légitimes confèrera tous ses avantages ²⁴ d'une manière générale,

(22) La décision du 6 Avril 1752 est importante : Etienne Dunoier fille adoptive, de l'aumône, quoique âgée de plus de 25 ans, et, demeurant depuis plusieurs années hors de l'hôpital, demandait que « son contrat de mariage et ses fiançailles fussent « faits au Bureau assemblé ainsi qu'il est d'usage à l'égard des « autres filles de son corps, afin qu'elle pût jouir de la dot, etc. » Mais le recteur du corps des adoptives manifeste l'incertitude où il est qu'Etienne Dunoier put bénéficier de ces avantages, « comme elle a passé l'âge de 25 ans, temps auquel cet hôpital « cesse de prendre soin de ses enfants adoptifs placés dans la « ville ». De plus, les « informations qu'il a prises sur ce qui « s'est pratiqué par le passé en pareille occasion » lui ont fourni trop peu d'exemples pour qu'ils puissent servir de règle. Le Bureau ayant délibéré sur cette délicate question, et, examiné les « différents titres de fondation », décide, sans rien changer « à ce qui est établi sur le soin que cet hôpital cesse de prendre « de ses adoptifs dès que, placés hors de la maison, ils ont atteint l'âge de 25 ans », de donner à Etienne Dunoier, ainsi qu'aux adoptives majeures de 25 ans, d'une manière générale, tous les avantages matrimoniaux ordinaires (6 Avril 1752, E 72, f. 259, décision recopiée dans E 86, ch. VIII, Adoptives).

(23) La décision du 9 Avril 1766, néanmoins, révoque la mesure de 1752 : il est décidé qu'à l'avenir « la dot du Bureau ne sera « plus accordée aux filles Catherines qui auront passé l'âge de « 25 ans, toute décision contraire révoquée, notamment celle du « 6 Avril 1752; note de la présente décision portée sur le cahier « d'instruction de tous les Recteurs. » (Délibér. du 9 Avril 1766, E 74, f. 4, recopiée dans E 86, ch. VIII, Adoptives).

(24) Ainsi, le 21 Août 1768, il est rappelé qu'« à l'avenir on se conformera aux anciens usages » concernant le mariage des filles adoptives : « les Catherines seront tenues de se présenter au bureau avec leurs futurs époux, pour la signature de leur contrat « de mariage; le jour de la signature dudict contract ou fiançailles, ainsi que le jour que la bénédiction nuptiale leur sera « impartie, le Recteur chargé de la Communauté des Catherines avec un de MM. ses confrères accompagneront l'épouse à

jusqu'à l'extrême fin de l'institution en 1793: le procès de Castres montre encore en 1792 — comme nous l'avons vu ²⁵ — la prétention des recteurs en la succession d'un adoptif; quoique soumis à la même vie matérielle, ils gardent — reconnaissons-le — tous leurs droits juridiques; la division de la population infantile assistée en six communautés, en 1765 ²⁶, parmi lesquelles deux d'adoptifs, les « enfants de la Chanal » et les « Catherines », toutes régies par le même esprit hospitalier et congrégatif, n'en a pas, malgré tout, ôté les prérogatives particulières des orphelins légitimes bénéficiaires de l'adoption: En dehors des avantages qui leur étaient propres, des « fondations » pour les garçons et des « cérémonies et dot de mariage » pour les filles, en dehors de « l'habit bleu royal », ils continuaient à conserver les avantages de l'adoption: « On conserva aux « enfants légitimes tous leurs droits, et on conféra « aux illégitimes tous ceux qu'on pouvoit leur accorder sans nuire à autrui et sans blesser les convenances sociales » ²⁷. Mais l'adoption des hôpitaux de Lyon n'est plus guère comprise.

« l'église pour la célébration du mariage et de là la conduiront « dans le logement de son époux suivant les anciens usages du « Bureau, à défaut, sera privée de sa dot et du présent du Bureau » (E 74, f. 87, décision recopiée dans E 86, ch. VIII, *Adoptives*). Le rappel de ces « anciens usages » montre assez que, dans la pratique, on avait dû s'en écarter, preuve, entre autres, des assimilations, souvent inconscientes, des conditions de tous les enfants.

(25) Voir le chapitre: « *La survivance de l'Adoption Hospitalière* ».

(26) *Statuts et Règlements de l'Hôpital de la Charité*, édit. 1765.

(27) « Opinion » de M. Delhorme, membre du Conseil Général des Hospices Civils de Lyon, en réponse au Rapport de la Commission extraordinaire du Conseil concernant la Pétition des Orphelins de 1815 (cf. *infra*, 22 février 1815. (Arch. de l'Hôtel-Dieu, B 283, pièce n° 2 du Dossier des Pétitions de 1815 et 1826).

1) Déjà, l'idée est en l'air d'une suppression possible des adoptions. Dans une ordonnance relative au régime intérieur et extérieur de l'hôpital de la Charité, quelque peu postérieur à août 1766 ²⁸ on lit, dans un § 4 :

« Il convient de laisser subsister les adoptions parce que
« cette partie est honorable pour la ville et l'administration
« les adoptions ne sont à charge qu'aux administrateurs, à
« qui elles causent bien de l'embarras et de la dépense,
« la plupart des enfants adoptifs n'ont ny biens ny parens
« en état de les recevoir et si on ne les recevoit pas dans
« le corps des enfants adoptifs il faudroit les recevoir dans
« celui des enfants abandonnés ».

Suit l'exposé des avantages de l'adoption pour les enfants (éviter les frais de justice) et pour les recteurs (droit de succession) : « Enfin une grande partie des bienfaits qu'à reçu cet hôpital ont été faits
« en faveur des adoptions ».

2) Mais le projet de suppression prend plus solidement corps au moment où l'Arrêt du Conseil du Roi du 9 septembre 1783 ²⁹ transporte à l'hôpital de la Charité toute l'assistance infantile de l'Hôtel-Dieu : désormais, les enfants, adoptifs ou exposés — ainsi que les filles-mères — seront tous reçus à la Charité; on comprend le surcroît des dépenses et le bouleversement que cela causa à l'œuvre de l'hôpital. Projet de remaniement complet, venue à Lyon de M. Colombier, inspecteur général des Hôpitaux ³⁰, venant, de par le Roi, examiner avec les recteurs, une nouvelle organisation; ces derniers décident à

(28) E 74, Inv. Rolle, III, p. 167, 2^e col.

(29) Cf. E 76, Inv. Rolle, III, p. 186 et seq.

(30) E 76, *eod. loc.*, p. 187.

l'unanimité de lui soumettre, dans un mémoire, le régime jusque là pratiqué de l'assistance soit aux enfants soit aux « citoyens indigents » ³¹. Ils lui exposent que le département des enfants « *est essentiellement divisé en deux corps; celui des orphelins et celui des enfants trouvés, illégitimes ou délaissés* ».

Le 5^e § expose que « l'hôpital de la charité étant autorisé à administrer les biens des individus orphelins, pendant leur minorité, *exerce cet emploi non à titre de simple tutelle, mais à titre d'adoption* : en sorte que les individus de cette classe, ayant *des droits fondés par titre et dans l'ordre civil et naturel ne peuvent jamais être assimilés avec les enfants trouvés ou illégitimes qui n'ont ni les mêmes droits, ni les mêmes prérogatives* ». Suit un 6^e § où la même impossibilité d'assimilation est expliquée par rapport aux renonciations faites par la famille naturelle des enfants présentés à l'adoption : là, apparaît comme l'éventualité d'une liquidation pure et simple de l'ancien privilège, car on lit, en effet : « Si ce Corps (des adoptifs) venoit à être en quelque manière que ce soit dénaturé ou confondu avec celui des enfants illégitimes, l'hôpital se trouveroit exposé à une multitude d'actions civiles de la part des parents habiles à succéder. » Pareil considération purement utilitaire semble déjà indiquer que si ces réclamations ne devaient pas avoir lieu on cesserait facilement de distinguer les enfants adoptifs !

3) Dans les toutes dernières années qui précèdent la Révolution, les multiples décisions, mémoires,

(31) E 76, *eod. loc.*, p. 189.

rapports, arrêtés, qui paraissent alors font bien peu de cas des enfants adoptifs qui, dans l'immense hôpital de la Charité, sont effectivement de plus en plus noyés au sein de la population secourue ³²; ainsi dans un mémoire sur deux arrêts du Conseil du 15 septembre 1786 ³³ on ne peut moins faire que de constater que les « orphelins » tiennent une bien petite place. A propos d'eux, l'hôpital de la Charité est qualifié de « Maison des Orphelins » sans qualificatif d'adoptifs ni même de légitimes.

4) Enfin, avec le bouleversement général à partir de 1789, le privilège d'adoption des orphelins légitimes qui, officiellement se prolonge jusqu'en 1793 et peut-être même 94 ³⁴, subit un déclin précurseur de son abolition finale :

Dès le 13 décembre 1790, une délibération du Conseil Général du département du Rhône arrête que TOUTE DISTINCTION CESSERA D'AVOIR LIEU ENTRE LES ENFANTS ADOPTIFS ET LES ENFANTS DÉLAISSÉS ET ILLÉGITIMES ³⁵. « C'est ainsi que le niveau de l'égalité,

(32) Il suffit de parcourir sur le seul inventaire, les nombreuses pages consacrées aux derniers registres des Délibérations du Bureau pour s'en apercevoir : il est question de tout, sauf des enfants adoptifs. En plus de l'exemple cité au texte, le *reg. E 77* (1786-1789) contient un autre mémoire dont le titre est significatif : « Mémoire, écrit l'Inv. Rolle, concernant divers objets « d'amélioration dans l'œuvre dont l'hôpital de la Charité de « Lyon était chargé, tant pour le soulagement des vieux et des « vieilles infirmes, que pour les enfants trouvés, délaissés ou « adoptifs » ! Les adoptifs, qui occupent la dernière place dans le mémoire, eux qui étaient *les seuls hospitalisés* avant 1614, occupaient-ils également la dernière place dans les sollicitudes des administrateurs ? Il faut penser que non. Quelle différence, néanmoins, d'un siècle à l'autre !

(33) E 77, Inv. Rolle, III, p. 201.

(34) Cf. note 6.

(35) Rapport Journal, 1827, sur la Pétition des Orphelins de 1826. (Arch. H.-D., Boîte 283).

« dira l'avocat administrateur Journal en 1827, qu'on
« voulait faire régner, pesa sur le pauvre comme sur
« le riche et détruisit l'une des plus belles institu-
« tions dont notre cité a pu s'honorer » ³⁶. Cette
mesure néanmoins resta sans application. Un ar-
rêté beaucoup plus général — puisqu'il s'appliquait
à toute la France — en date du 4 juillet 1793 ³⁷, sup-
primait dans tous les hôpitaux, toutes les distinc-
tions antérieures entre les enfants légitimes ou na-
turels, qui tous prenaient le titre d'« enfants natu-
rels de la Patrie » et étaient soumis au même ré-
gime.

Le siège de Lyon, empêcha cette mesure de la
Convention d'être appliquée de suite à Lyon; Jean-
Pierre Poix est, dans son acte de réception à l'Hôpital
de la Charité, déclaré encore, le 30 octobre 1793,
« reçu adoptif de cet hôpital » et son acte d'adop-
tion est conçu dans les mêmes termes que les actes
antérieurs ³⁸; mais le suivant, en date du 1^{er} Plu-
viose an 2, ou 20 Janvier 1794, N'EST PLUS A TITRE
D'ADOPTION : « les citoyens administrateurs ont reçu
dans cette maison au nombre des orphelins de com-
mune affranchie Jean-Marie Chabanon... » ³⁹. Et, sur

(36) *Ibidem*.

(37) Décrets des 28 juin et 4 juillet 1793, le premier, fixant le régime des maisons d'« orphelins », le second, leur donnant, dorénavant, le titre d'« enfants naturels de la patrie ». (cf. LALLEMAND, Histoire des Enfants Abandonnés).

(38) G 21, f. 125, Voir *Pièces Justificatives*, n° 63.

(39) G 21, Voir *Pièces Justificatives*, n° 63. Néanmoins je crois, au moins, curieux de relever que le scribe du Reg. G 8 (*Adoptions, 1762-94*) transcrit, après l'acte de réception de Jean Pierre Poix, celui de Jean Marie Chabanon de la manière suivante : « Jean Marie Chabanon, né le 21 juillet 1786, légitime des dé-
« funts Pierre Chabanon (le métier en blanc) et de Jeanne Coutu-
« rier et adopté à la Charité dit de Maison de secour (sic) le
« 20 janvier 1794 (effacé après : l'an 2 de la République fran-

le même sujet, nous lisons dans le reg. G. 21, sur une feuille volante ⁴⁰, insérée entre les pages 131 et 132, à la date du 6 Floréal de l'an 2 (25 Avril 1794) :

« Nota, à la forme du décret du 28 juin 1793, tous
« les enfants indistinctement sont reçus sous le nom
« d'orphelins, tout autre qualification étant prohi-
« bée par l'art. 2, § 2 du titre 1^{er} de ladite loi. Dès
« lors les adoptions ont dû cesser dans cet hôpital.
« Cependant, la dernière, de Jean Pierre Poix est
« en date du 9 Brumaire an 2 — 30 octobre 1793 —
« sans doute, parce que le siège récent de la ville
« de Lyon et ses suites malheureuses, n'avoient pas
« encore permis de connoître cette loi. Mais, l'acte
« de réception suivante de Jean Marie Chabanon en
« date du 1^{er} pluviôse an 2 — 20 janvier 1794 — fut
« motivé en qualité d'*orphelin de Commune Affran-*
« *chie*. Les suivantes eurent lieu en qualité d'*orphe-*
« *lins de père et mère*, la dernière fut celle de Jeanne
« Berger en date du 28 Prairial an 2 — 16 Juin 1794. »
« Depuis lors, continue l'inventaire des Archives Hos-

« çaise ». C'est, d'ailleurs, le dernier acte transcrit. La dernière adoption aurait, si l'on en juge par ce registre, été à la date du 20 Janvier 1794, et, non, 30 Octobre 1793. Néanmoins l'acte *complet* de réception du même enfant transcrit par G 21 ne mentionne pas d'adoption; d'autre part, comme le privilège des orphelins lyonnais disparaît par désuétude, l'intérêt de la date exacte de la disparition devient non seulement, moins intéressante à savoir, mais, historiquement, *impossible à fixer d'une manière précise* : nous en avons ici le témoignage. Mon opinion personnelle est que, malgré la mention, d'ailleurs, fort mal écrite, de G 8, la dernière réception à titre d'adoption en bonne et due forme, est celle du 30 octobre 1793 : mais il est probable que les dernières adoptions, même depuis 1789 (une dizaine environ !), ne durent pas avoir d'applications pratiques.

(40) L'écriture de l'auteur de cette feuille paraît être celle de l'archiviste qui annota les rapports de 1815, probablement, Mono, archiviste de la Charité en 1830.

« pitalières ⁴¹, les adoptions abolies en fait, par le
« décret de 1793, cessèrent d'être l'objet d'un acte
« particulier, et ne furent plus assujetties qu'aux
« formes générales, pratiquées par les agents du
« bureau des enfants. *Les délibérations du bureau*
« *d'administration de la Charité sont absolument*
« *muettes sur ces dispositions*; on lit seulement, dans
« celle du 27 mai 1794, antérieure de 20 jours à la
« dernière réception notée plus haut, que « *l'on mè-*
« *langeroit le plus exactement possible les ci-devant*
« *Catherines et Thérèses* », et dans une autre déli-
« bération, du 1^{er} mai 1795, que « l'Administration
« continuera de recevoir les enfants dont les pères
« et mères sont morts, ainsi que les enfants délais-
« sés, sur l'invitation et la déclaration du Juge de
« Paix du canton, à la suite d'une assemblée de pa-
« rents, qui aura décerné la tutelle à l'Administra-
« tion. »

Telle fut, conclut l'Inventaire Rolle ⁴², après une durée de plus de trois siècles et demi, la fin du régime des adoptions qui avaient pris naissance avec l'institution de l'Aumône-Générale elle-même et dont les bienfaits se répandirent sur de nombreuses générations.

Il faut remarquer que, de même que l'adoption de l'Aumône-Générale était apparue en 1536, dans des conditions mystérieuses *sans qu'aucune décision n'ait paru l'éditée* de même sa disparition en 1793 *ne laisse aucune trace dans les registres* : on constate

(41) Inv. Rolle, IV, G, p. 9, 2^e col., G 21.

(42) *Ibidem*.

seulement la disparition des actes particuliers d'adoption. *Née comme une coutume*, l'Adoption Lyonnaise des Orphelins légitimes disparut pareillement *par désuétude*, sans avoir fait l'objet d'aucune décision apparente des Recteurs.

Une question se présente à l'esprit : comment se fait-il que l'ancienne adoption des Hôpitaux de Lyon ait disparu précisément *au moment où l'adoption reparaît dans nos institutions*, avec la Révolution de 1789 ? Car, dès le début de celle-ci, succédant au projet, d'ailleurs, de certains auteurs du XVIII^e siècle, *un projet sur l'adoption* est préparé par le Comité de Mendicité de l'Assemblée Constituante (rapports de la Rochefoucauld-Liancourt, 1790)⁽⁴³⁾ ; Bien mieux, un décret de la Législative, en 1792, sans préciser encore les formes et les effets de l'adoption, valide toutes les adoptions faites par les particuliers et les autorise à l'avenir⁽⁴⁴⁾. Enfin, on sait qu'un titre du Code Civil de 1804 est consacré à l'Adoption⁽⁴⁵⁾. Dans ces conditions n'est-il pas étrange que notre adoption Lyonnaise ait précisément disparu à la même époque ? A la vérité, apparaît, là, son caractère très particulier, de plus en plus évident au XVIII^e siècle, d'institution de privilège : l'Adoption hospitalière de Lyon paraît plus *une protection de l'enfance légitime* qu'une véritable adoption, sans caractère de prérogative dont béné-

(43) LALLEMAND, *la Révolution et les Pauvres*, BLOCH et TUETÉY, *Rapports du Comité de Mendicité de l'Assemblée Constituante*. Dans un rapport de la Rochefoucauld-Liancourt, parmi les modes d'assistance préconisés, *l'adoption des enfants trouvés* est mise en avant.

(44) Décret de l'Assemblée Nationale du 18 janvier 1792.

(45) T. VIII, *De l'Adoption et de la tutelle officieuse*, décrété le 2 Germinal an XI (23 mars 1803), art. 343 à 370.

ficient certaines classes sociales. Ce seul caractère prévaut alors sur sa valeur juridique; *rattachée par là, à tous les autres privilèges de l'Ancien Régime, au moment où s'effondrent toutes les faveurs et les inégalités de celui-ci, l'adoption, apanage des orphelins légitimes devait elle aussi disparaître; bien mieux elle tombait d'elle-même, comme une institution périmée* ⁴⁶. Avant de porter un jugement général sur les incontestables avantages qu'elle procura pendant si longtemps, aux familles Lyonnaises, il n'est pas inutile de dire quelques mots — ce qui la fera encore mieux comprendre — *des tentatives de restauration de l'Adoption hospitalière en 1815 et 1826* ⁴⁷.

*
**

ESSAI DE RESTAURATION DE L'ANCIENNE ADOPTION
HOSPITALIÈRE, PÉTITIONS DE 1815 ET DE 1826.

En 1815, d'abord, les orphelines légitimes, dans un placet à S. A. R. Monsieur, réclamèrent le rétablisse-

(46) Non seulement son caractère de *privilège*, mais son caractère de privilège des *orphelins légitimes* en faisait une institution surannée; la *défaveur du mariage*, à l'époque de la Révolution, devait précipiter sa chute.

(47) Ces pétitions et les rapports qui en furent l'objet forment, avec l'« *Abrégé Historique des Adoptions* » de 1746 — qui servit manifestement à la rédaction du rapport Journal — un dossier conservé, aux Archives Hospitalières de Lyon, dans les archives de l'*Hôtel-Dieu*, Boîte 283. Il se compose, en plus de l'Abrégé, des pièces suivantes : 1815. Pièce préliminaire, Lettre au Préfet, 8 mars 1815.

Pièce n° 1 : Rapport de la Commission, 22 février 1815.

Pièce n° 2 : Opinion dissidente de Mr Delhorme, 22 février 1815.

Pièce n° 3 : Deuxième rapport de la Commission, 1^{er} mars 1815.

Pièce n° 4 : Réfutation du rapport par Mr. Delhorme, 1^{er} mars 1815.

Pièce n° 5 : Mémoire personnel de Mr Magneval, 1^{er} mars 1815 (v. P. J.n° 64).

1826. Pétition des Orphelins, 10 janvier 1826, texte imprimé et addition manuscrite. Rapport de M. Journal, 11 juillet 1827.

ment des mesures privilégiées dont elles étaient l'objet avant la Révolution (habits spéciaux, paiement de leurs droits); malheureusement, cette pétition n'existe plus et nous ne savons ce qu'elle contenait au juste; mais les Archives possèdent les multiples rapports auxquels elle donna naissance et grâce à eux nous allons pouvoir nous rendre compte de la situation qui suivit la disparition de la pratique d'adoption, à partir de 1793 et de l'essai proposé de sa restauration.

A ce propos, deux rapports consécutifs de la Commission extraordinaire du Conseil d'Administration des Hospices (22 février et 1^{er} mars 1815) vont examiner les prétentions des orphelines et émettre des réflexions intéressantes sur le régime aboli des adoptions. C'est, alors, la Première Restauration; de partout, l'Ancien Régime reprend ses droits, pourquoi n'en sera-t-il pas de même du privilège des Orphelins Légittimes ? En réponse à la lettre du Préfet, Comte de Chabrol, qui demande des explications pour répondre au Directeur Général de l'Assistance Publique, il lui est rapidement rendu compte et du régime ancien des adoptions et des changements intervenus dans la vie de l'Hôpital de la Charité ⁴⁸ :

La loi du 15 Pluviose de l'an XIII plaça tous les enfants sous la tutelle de l'Administration des hôpitaux, quelques dénominations qu'ils eussent dans le passé. L'« hospice des Vieillards et Orphelins » qu'était devenu l'hôpital général de la Charité, pendant la Révolution, fut réuni en 1802, par le Minis-

(48) Pièce préliminaire du dossier.

tre de l'Intérieur, Chaptal, à l'Hôtel-Dieu, « Hospice général des Malades » pour ne former qu'une seule et même administration. En suite du décret du 19 janvier 1811, réglémentant le sort des diverses catégories d'enfants recueillis par les hospices, le règlement particulier de la maison de 1812 appliqua à la Charité les règles générales : *les distinctions précédentes, ne furent pas rétablies, l'adoption ne fut pas restaurée.*

Par mesure de faveur, néanmoins, pour les orphelins légitimes, les services des fondations anciennes, dont ils bénéficiaient, furent rétablis. Il paraît d'ailleurs qu'il n'y eut pas lieu d'en faire application aux orphelines qui se marieraient, car le cas ne se présenta pas. Mais il est jugé dangereux d'essayer de rétablir « des distinctions vaines et puériles dans les vêtemens » qui doivent restées abolies.

Le même esprit hostile à la prétention des orphelines se fait jour dans le rapport de l'administration des hospices ⁴⁹ qui estime également *dangereux pour la police de la maison de rétablir les anciennes divisions basées sur la naissance légitime ou illégitime.* A quoi répond avec véhémence un membre dissident de la commission Delhorme, qui, en tête de son exposé, pose la question significative : « Laissera-t-on « subsister dans l'hôpital de la Charité la confusion entre les enfants légitimes et les illégitimes « telle qu'elle a été introduite en 1793 ? — Rétablira-t-on la division par classes et communautés « sur le pied où elle a existé pendant 167 ans ? ⁵⁰ ».

(49) Pièce n° 1.

(50) Pièce n° 2.

Il expose le caractère démoralisateur de la législation depuis la Révolution, à partir de la décision du Conseil Général du Département, qui ordonnait déjà, en 1790, la suppression de toute distinction entre les enfants adoptifs et illégitimes, de toutes distinctions « d'étoffes et couleurs » et ordre de ne les classer pour le « logement et la table » que d'après l'âge. Il s'écrie : « Cet arrêté encourageait le vice, favorisait la batardise..., faisait du titre « d'enfant illégitime, un passeport qu'on dispensait même du visa, renversait l'ordre intérieur, etc... ». Pendant la Révolution il ne put plus être question de chercher la meilleure solution possible, car, dans le bouleversement total, on ne songea qu'à établir, vaille que vaille, une quelconque organisation, mais avec le retour des beaux jours, il est temps, maintenant, sous le régime restaurateur des Bourbons, de rétablir les anciennes prérogatives des orphelins légitimes; d'ailleurs, « aujourd'hui les orphelines légitimes par leur placet à S. A. R. Monsieur, frère du Roy, revendiquent les droits que leur donnoit leur qualité de filles adoptives de la Charité ». Et, alors, l'administrateur pose nettement, sous le titre « *Considérations sur l'adoption* », la question du rétablissement de celle-ci. « *l'unique question, dit-il, est donc de savoir s'il convient de leur rendre l'exercice de (leurs) droits* ». Sans répondre positivement à cette question, il montre que, depuis la Révolution, le nombre des orphelins légitimes n'a fait que diminuer à l'Hôpital de la Charité et que sur 6.080 enfants au 1^{er} février 1815, il n'y a plus que

250 orphelins légitimes : la valeur de l'ancienne adoption apparaît dans cette consiataion de chiffres. Enfin, dans une exhortation romantique, il s'exclame :

« Que tous les enfants de la Charité conservent le nom « d'*orphelins*, cette fiction sera aisément consacrée par la « chasteté de notre langue, et l'amollissement de nos « mœurs; mais, que le nom plus doux d'ADOPTIF résonne en- « core à l'oreille de l'infortuné qui vient de perdre son père « et sa mère ». *Décision pratique* : « Point de distinction « dans le costume, mais des communautés séparées, telles « qu'elles furent dans tous les tems (sic) et qu'un simple « parement sur l'habit, bleu pour les uns, rouge pour les « autres, soit le seul signe qui fasse reconnoître chaque « corporation. »

Pour conclure, péroration émouvante :

« *Les droits des enfants adoptifs forment partie inté-
« grante et indivisible de l'œuvre, ils sont inaliénables par
« leur nature. La Révolution n'a pu en trafiquer et la pres-
« cription ne court pas contre une minorité perpétuelle.
« Que le descendant d'Agar partage, j'y consens, la succes-
« sion d'Abraham, mais, je vous en conjure, qu'on ne
« chasse pas le fils de Sara de la maison paternelle en le
« privant plus longtemps de la place d'honneur. »*

Tout en reconnaissant, dans sa réponse à l'opinion de l'administration Delhorme⁵¹, que l'on doit favoriser la légitimité des naissances, la commission estime qu'il est équitable que les enfants naturels, déjà assez disgraciés dans la société civile, et, qui ne peuvent faire recherche de paternité, ne soient pas dans les « asiles de la Charité », où ils sont recueillis, distingués par un vêtement particulier qui ferait l'objet du mépris des autres. Les prétentions des

(51) Pièce n° 3.

orphelines, reprend le deuxième rapport, si elles étaient écoutées, causeraient des divisions et des désordres. L'assistance ne peut être toujours maintenue comme elle était dans le passé, elle varie forcément avec les siècles, il est suffisant, estime la commission, d'avoir rétabli *pratiquement* les avantages des enfants adoptifs par le rétablissement, en 1807, des fondations à leur égard, mais :

« Tant que l'art 346 du Code Civil portant que l'adoption « ne peut avoir lieu qu'en faveur de personnes majeures, « subsiste, nous ne pouvons remplir les formes que l'on « observoit pour les anciennes adoptions ».

« La loi de l'an XIII en instituant la tutelle de l'administration pour ses pupilles a en quelque sorte remplacé les « adoptions. »

Elle conclut au maintien de la situation actuelle et charge le Préfet de donner au Directeur de l'assistance *l'avis défavorable de l'administration hospitalière* : ce rapport « qui se ressent de l'influence des Cent Jours », selon les termes de la pétition de 1826, fut violemment attaqué par Delhorme dans une réfutation⁵² où il montre tout ce qui sépare l'adoption des hôpitaux de Lyon de la nouvelle adoption du Code Civil :

« J'arrive, écrit-il, à l'argument le plus spécieux de la « commission; elle avance et elle affirme que les conditions « sous lesquelles l'adoption est autorisée en France étant « posées par le Code Civil, nulle adoption ne peut être « faite que sous ces conditions et que comme elles ne sauroient se rencontrer entre l'administration et les enfants « orphelins, l'adoption de ceux-ci demeure contraire à la « loi et conséquemment prohibée. Je n'ai point affaibli cet « argument; je l'ai mis dans tout son jour mais à la charge

(52) Pièce n° 4.

« de l'examen; d'abord, je conviens qu'entre l'adoption telle
« qu'elle a été pratiquée chez nous pendant trois cents ans
« et l'adoption pratiquée en France depuis la Révolution il
« y a une identité de nom parfaite, mais je soutiens que, ôté
« ce point de ressemblance, les deux institutions diffèrent
« en tout le reste et ne se rapprochent qu'en ce qu'elles sont
« l'une et l'autre des actes de bienfaisance. Prenez-y bien
« garde, Messieurs, l'adoption du Code a beaucoup moins
« pour but de donner un père à l'enfant qui en est privé,
« que de donner un enfant à celui qui n'en a point. Cela est
« incontestable, car suivant la loi pour être adopté il faut
« être majeur, c'est-à-dire en d'autres termes, que la loi
« vous fait trouver un père précisément après votre ma-
« jorité au moment où vous n'en avez plus besoin... L'adop-
« tion légale n'a donc été établie que dans l'intérêt de
« l'homme qui n'a point de famille... qu'a de commun, je
« vous prie, l'institution dont je viens de parler avec la
« nôtre ? Pourquoi de l'existence de la première faire res-
« sortir l'abrogation de l'autre ? Notre adoption, Messieurs,
« consistoit à recueillir l'enfant du pauvre à l'heure même
« où il perdoit son père ou sa mère; notre œuvre étoit une
« deuxième providence que lui ménageoit la bonté Divine,
« nous le réunissions à d'autres enfants ses égaux par le
« malheur, mais nous n'aggravions point son infortune en
« le confondant avec des êtres que la loi rend encore plus à
« plaindre, nous le faisons élever, nous lui donnions un mé-
« tier, nous favorisions son mariage, afin à sa majorité notre
« mission étoit finie et nous le rendions à la Patrie le jour
« précis où l'adoption légale qu'on nous oppose peut seule-
« ment prendre cours... les deux adoptions n'ont rien de
« commun, l'une n'empêche point l'autre et s'il faut abso-
« lument des textes du code pour qu'on soit reçu à repro-
« duire parmi vous le souvenir de celle de nos fondations
« qui importoit le plus à l'enfance, nous en trouverons assez
« dans le chapitre de la tutelle officieuse dont les disposi-
« tions concordent si bien avec nos anciens usages ».

A la raison que nous donnions, tout à l'heure, de la disparition de l'adoption hospitalière, au moment de la naissance de celle du Code, l'administrateur Delhorme ajoute, donc, celle du caractère particu-

lier de l'adoption Lyonnaise qui vise plus à *donner un père à un orphelin qu'un enfant à celui qui n'en a point* : elles ont une destination très différente. Pour emporter enfin la conviction de ses contradicteurs, après avoir montré la séparation absolument nécessaire entre les orphelins et les illégitimes, séparation qui existe, en 1815, à Paris, il s'écrie :

« Souvenez-vous que vous êtes sur le seuil de ces Archives
« *qui renferment le dépôt inviolable des titres des enfants*
« *Légitimes*; Souvenez-vous de ces hommes pieux qui ont
« siégé avant vous dans cette salle : mes paroles sont foibles,
« mais leur voix est forte, elle touchera vos cœurs, elle
« éclairera vos esprits, c'est à leur tribunal que je cite la
« commission, qu'elle me dise le jugement qu'ils auraient
« porté. ».

Enfin, dans un mémoire privé, rédigé sur le même sujet, à propos du placet de 1815⁵³, l'administrateur Magneval, recommandant, malgré la différence des temps, une distinction, au sein de la Charité, des différentes catégories d'enfants, déclare :

« Je ne relèverai point ce qui a été dit sur l'adoption qui
« sans contre dit aux termes du Code, ne seroit plus prati-
« quable, mais je rapporterai ces mots de l'immortel de
« Sèze au moment de son installation à la Cour de Cassa-
« tion : notre législation n'est pas toute entière à réformer,
« mais des modifications importantes sont nécessaires, des
« dispositions sont à coordonner avec les principes du
« Gouvernement si heureusement réparateur dont nous
« jouissons. Je *m'abandonnerai à l'espérance de voir renou-*
« *veller la belle institution dont plusieurs siècles ont con-*
« *sacré l'usage.* »

Et pour conclure :

« JE LAISSE A LA SAGESSE DE L'ADMINISTRATION LE SOIN DE
« RÉCLAMER DANS UN TEMPS OPPORTUN LE RÉTABLISSEMENT
« L'ADOPTION. »

(53) Pièce n° 5, P. J. n° 64.

Quelle que soit la raison pour laquelle ces discussions n'eurent pas de suite, — et ces vœux restèrent sans réalisation, — une nouvelle pétition, en 1826, écrite au nom des orphelins légitimes de la Charité par un certain Pérenon, dont on ignore la qualité, fut adressée, pour réclamer le rétablissement de leurs anciennes prérogatives, à la Chambre des Députés. Elle fut communiquée au Ministre de l'intérieur qui en avisa le préfet et une commission hospitalière sur la demande de ce dernier fut chargée d'étudier la question; l'analyse minutieuse, dans les détails de laquelle nous ne saurions entrer, du rapport de Monsieur Journal, 11 juillet 1827, met au point les différentes affirmations contenues à tort et à travers dans le texte de la pétition, et qui touchent des points, annexes, sans doute, mais étrangers à l'adoption hospitalière; en vertu du Code, déclare le rapport, les adoptions ne peuvent être rétablies, et, tout en repoussant comme injustifiées les réclamations contenues dans la pétition de 1826, l'administrateur Journal conclut :

« Si le pétitionnaire entend émettre des vœux pour le
« rétablissement de l'antique institution des adoptions,
« telles qu'elles existaient autrefois, dans ce cas votre com-
« mission pense qu'il *serait utile de donner une nouvelle*
« *existence à ces usages* dont l'effet était d'associer aux or-
« phelins des protecteurs zélés, désintéressés, aussi soi-
« gneux de conserver leurs mœurs et de faire germer en eux
« la vertu que de veiller sur leur patrimoine... Votre com-
« mission pense que ce seroit un bienfait digne de la sol-
« licitude du Monarque vénéré qui nous gouverne que le ré-
« tablissement d'une institution qui affranchissait le patri-
« moine du Pauvre de tous les frais de liquidation dont les
« lois générales grèvent la situation de l'indigent... *Tel était,*

« *il faut le dire, le grand avantage matériel de l'adoption pour les enfants du Pauvre. Jamais l'hospice ne prélevait rien sur le capital, les dettes prélevées, aucun frais n'en diminuait la quotité souvent peu importante et quelle qu'elle fut, elle parvenait intacte à l'adoptif devenu majeur.*

« La législation vous considérait, Messieurs, comme assez dignes de confiance pour vous affranchir des précautions, qui, nécessaires en général, mais dispendieuses, n'assurent la fortune qu'en obligeant à en consommer en fraix une portion considérable et *jamais dans le long intervalle de temps pendant lequel les adoptions ont été pratiquées à Lyon cette confiance n'a été trompée.* Qu'on vous la rende cette confiance, et votre commission émettra franchement et sans réserve LE VŒU DE VOIR RÉTABLIR L'USAGE DES ADOPTIONS. Mais si vous ne pouvez l'obtenir, si, *simples tuteurs*, vous êtes astreints à toutes les formalités légales, si vous ne pouvez épargner aux malheureux aucuns fraix, nous ne pouvons le dissimuler, dans l'intérêt du Pauvre lui-même, nous vous demanderons de repousser toute tentative de ce genre. »

Car, ajoute le rapport, un tuteur peut encore se dispenser des formalités légales, mais l'administrateur des hospices est obligé de les suivre strictement. Un exemple récent, paraît-il, montra à quelles dépenses affectant le patrimoine des enfants recueillis peut aboutir la pratique de l'état de choses actuel.

« Ce résultat suffit pour nous porter à ne pas ambitionner le rétablissement des adoptions et par suite, l'accroissement du nombre des enfants soumis à votre tutelle, tant que vous ne serez pas affranchis de la dure nécessité de n'administrer et liquider la succession des pauvres qu'avec des formalités dont les frais en absorbent le montant. »

Par là est bien montré le caractère distinctif des adoptions Lyonnaises des orphelins légitimes : *la dispense des frais, dû au caractère de pères adoptifs des*

administrateurs. L'adoption du Code n'aurait pas entraîné pareils effets.

Avec le régime nouveau de la tutelle hospitalière, les institutions et les mœurs modernes, l'adoption des hôpitaux de Lyon ne correspondait plus aux circonstances, et, elle ne devait pas, malgré ces vœux tardifs de 1815 et 1826, être rétablie.

CONCLUSION

Au moment de terminer cette étude, résumons-en l'essentiel : Pendant les trois derniers siècles de l'ancien Droit, alors qu'à cette époque, l'adoption était rejetée par la Coutume Générale de France, elle survit à Lyon dans l'originale création de l'Aumône-Générale : celle-ci, de 1536 à 1793, *adopte* les enfants des pauvres familles lyonnaises, réservant bientôt ce privilège aux seuls *orphelins légitimes*. De *forme particulière*, née de l'adoption lyonnaise du XVI^e siècle, cette adoption, *qui paraît avoir évoluée*, tout au moins *s'être définie* peu à peu, produit, dès le dernier quart du XVI^e siècle, certains effets de l'*adrogation romaine*, plaçant l'enfant adoptif sous la puissance des Recteurs adoptants, et le rendant *incapable*, au point de vue juridique. L'Aumône-Générale bénéficie, certes, de l'adoption qu'elle applique, puisqu'elle recueille par là le *Droit de Succession*, et qu'elle acquiert un pouvoir très étendu sur le patrimoine des enfants recueillis. Mais l'enfant ne bénéficie pas moins de son adoption, et le caractère *d'adoption de bienfaisance* caractérise véritablement l'adoption lyonnaise : ce n'est pas un vain mot de dire qu'au cours de ces trois siècles, bien des infortunés auraient péri, ou auraient été ruinés sans le se-

cours de l'adoption de l'Aumône : celle-ci les reçut, d'abord, dans deux maisons, les Hôpitaux de la Charité et de Ste Catherine, puis, dans le bâtiment de la Charité, où les orphelins des deux sexes de plus de sept ans (les enfants de moins de sept ans étaient *adoptés*, à partir du XVII^e siècle, par l'Hôtel-Dieu) étaient élevés, nourris, et entretenus, instruits, certains remarquablement, comme les enfants adoptifs de l'établissement; leur patrimoine, si faible soit-il, leur était conservé, car les *frais de tutelle leur étaient épargnés* au moment du décès de leurs parents, *par leur adoption*, et cette prérogative remarquable est considérée, à juste titre, comme une des principales faveurs dont ils bénéficiaient. Les Recteurs, considérés en effet comme *les pères des enfants*, étaient dispensés des formalités de tutelle et d'administration ordinaire; ils géraient avec soin cette fortune ainsi conservée et la restituait aux orphelins adoptés, au moment de leur mariage ou de leur majorité; en contrepartie de leurs charges, ils eurent, pendant une grande partie de la durée des adoptions, *l'usufruit* des biens des enfants, comme leurs pères adoptifs. Comme tels, ils conduisaient leurs jeunes adoptives à l'autel de leur mariage, avec un cérémonial à la fois simple et touchant, et leur constituaient *une dot*. Mais l'adoption lyonnaise, devenue l'apanage exclusif des orphelins légitimes, apparut, à la Révolution nivellatrice de 1789, comme incompatible avec les principes nouveaux, et, en raison de ce caractère de *privilège*, ne survit pas à l'Ancien Régime.

Cette ingénieuse trouvaille de l'action sociale de nos pères n'en doit pas moins susciter notre profonde admiration, ce moyen, démodé peut-être, mais si émouvant, que les Recteurs lyonnais ont imaginé pour montrer leur sollicitude envers des orphelins dont ils se disent les pères, pour donner, ainsi, à l'enfance légitime un bel hommage et lui assurer une protection efficace. Manifestation de la piété chrétienne en des siècles de foi et de mœurs solides — au moment où les institutions modernes en rendent impossible le retour — gardons fidèlement le souvenir de cette coutume d'ADOPTION D'ENFANTS, UNIQUE EN SON GENRE, et dont Lyon, la ville par excellence de la charité, peut à bon droit être fière !

Au lendemain du quatrième centenaire de la fondation de l'Aumône-Générale, et, triste rencontre des circonstances, l'année même de la démolition de l'Hôpital de la Charité, alors que viennent de tomber les derniers murs — qui abritèrent si longtemps les enfants adoptifs — j'adresse cet ouvrage en pieux hommage à cette belle Institution Lyonnaise du passé.

TABLE DES MATIERES

	Pages
ARCHIVES ET BIBLIOGRAPHIE	1
CHAPITRE INTRODUCTIF	9

PREMIERE PARTIE

L'Adoption par les Particuliers au XVI^e siècle, à Lyon.

<i>TITRE II. — L'Adoption Lyonnaise au XVI^e siècle</i>	53
<i>Titre I. — L'adoption Lyonnaise avant le XVI^e siècle</i>	39
VUES GÉNÉRALES ET PRÉLIMINAIRES	53
CHAPITRE I ^{er} . — L'Acte et les Parties à l'Acte	65
<i>Section 1. L'Acte d'Adoption</i>	65
<i>Section 2. L'Adoptant</i>	72
<i>Section 3. L'Adopté</i>	76
CHAPITRE II. — Les Effets de l'Acte	80
<i>Section 1. L'Attribution du nom de l'Adoptant à l'Adopté</i>	81
<i>Section 2. L'Obligation de Dot</i>	83
<i>Section 3. Le Droit de Succession</i>	87
<i>Section 4. Les Droits de l'Adoptant sur les Biens de l'Adopté</i>	107
<i>Section 5. Les Droits de l'Adoptant sur la personne de l'Adopté</i>	120
CHAPITRE III. — La Véritable Nature de l'Adoption Lyonnaise	131
<i>TITRE III. — Les Opérations Voisines de l'Adoption, « l'Adoption pour l'Honneur de Dieu »</i>	145

DEUXIEME PARTIE

L'Adoption lyonnaise des Orphelins légitimes.

TITRE PRÉLIMINAIRE. — La Question de l'Adoption Hospitalière en dehors de l'Aumône de Lyon	183
CHAPITRE I ^{er} . — L'Antiquité Gréco-Romaine	186
CHAPITRE II. — L'Assistance aux Enfants Trouvés et aux Orphelins au Moyen-Age	199
<i>Section 1. L'Assistance aux Enfants Trouvés L'Hôpital du Pont du Rhône</i>	200

<i>Section 2. Les Hôpitaux parisiens d'Orphelins, l'Hôpital du Saint-Esprit</i>	214
<i>Section 3. Les Hôpitaux de La Chanal et de Ste-Catherine de Lyon</i>	245
PRÉAMBULE	256
TITRE I. — La Coutume de l'Aumône-Générale (1534-1600)	271
CHAPITRE I. — L'Enfant Exposé et l'Enfant Adoptif de l'Aumône (1534-36)	272
CHAPITRE II. — Les Obligations d'Adoption, la Dot	292
CHAPITRE III. — La Puissance des Recteurs sur les Biens et la Personne de leurs Enfants Adoptifs ..	317
CHAPITRE IV. — Le Droit de Succession de l'Aumône sur les biens des Enfants Adoptifs	377
CHAPITRE V. — Les conditions d'Adoption, l'Adopté	398
TITRE II. — Le Droit d'Adoption des Hôpitaux de Lyon (1601-1672)	419
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Les Règlements</i>	420
<i>Section 1. Les Décisions Générales du Bureau de l'Aumône et les Conventions avec l'Hôtel Dieu</i>	420
<i>Section 2. Les Règlements imprimés de l'Aumône-Générale</i>	435
CHAPITRE II. — <i>La Jurisprudence</i>	461
<i>Section 1. Affaire Lagier, Droit de Succession des Recteurs</i>	467
<i>Section 2. Affaire Milleron, Incapacité de l'Enfant Adoptif de l'Aumône (Testament)</i> ..	474
<i>Section 3. Affaire Servantier, Pouvoir des Recteurs d'adopter</i>	486
<i>Section 4. Transaction Chazette. Incapacité de l'Enfant Adoptif de l'Aumône (Donation).</i>	510
<i>Section 5. Affaire Coste. Forme des Adoptions de l'Aumône-Générale</i>	513
<i>Section 6. Affaire Draillat. Incapacité de l'Enfant Adoptif de l'Aumône (Promesse de Mariage)</i>	522
<i>Section 7. Affaire Draillat. Incapacité de l'En-</i>	

fant Adoptif de l'Aumône (Testament) et Droit de Succession des Recteurs.	528
<i>Résumé</i>	539
CHAPITRE III. — Les Lettres-Patentes	543
<i>Introduction.</i> Lettres-Patentes de 1560	543
<i>Section 1.</i> Lettres-Patentes de 1643	548
<i>Section 2.</i> Lettres-Patentes de 1672	554
<i>Appendice.</i> Le Droit d'Adoption de l'Hôtel- Dieu	566
TITRE III. — <i>Le Privilège des Orphelins Légitimes</i> (1672-1793)	589
CHAPITRE I. — La Survivance de l'Adoption hospi- talière	591
CHAPITRE II. — Les difficultés suscitées aux Rec- teurs	626
CHAPITRE III. — La désuétude et la fin du Privilège des Orphelins lyonnais	651
CONCLUSION	683
TABLE DES MATIÈRES	686
PIÈCES JUSTIFICATIVES.	

